

LÉON POINSARD

LA

PRODUCTION, LE TRAVAIL

ET LE

PROBLÈME SOCIAL

DANS TOUS LES PAYS

AU DÉBUT DU XXme SIÈCLE

TOME PREMIER

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
1907

LA PRODUCTION, LE TRAVAIL

ET LE

PROBLÈME SOCIAL

AU DÉBUT DU XXme SIÈCLE

ERRATA

DU TOME I

Pages	*Au lieu de :*	*Lire :*
12, ligne 2.	bien	biens.
19, » 4.	leur raisonnement	leurs raisonnements
» » 15.	raisonnement	raisonnements.
23, » 14.	droits	droit.
24, » 2.	et	est.
» » 21.	^{1} (appel de note)	^{2}.
29, » 1.	ces	cas.
42, tableau, 2me colonne : *ajouter* Suède après France.		
79, division du chapitre : *elle doit porter le numéro* II, *non* III.		
» ligne 30.	^{1} (appel de note)	^{2}.
81, division du chapitre : *elle doit porter le numéro* III, *non* IV.		
85, ligne 11.	foud	font.
105, » 16.	spécieux	spéciaux.
109, » 4.	et	est.
111, division du chapitre : *elle doit porter le numéro* II, *non* III (et ainsi de suite pour tout le chapitre).		
154, ligne 9.	activité	acuité.
166, » 15.	^{1} (appel de note)	^{2}.
» » 26.	»	^{3}.
180, » 9.	potection	protection.
183, » 16.	considérées	inconsidérées
197, note 2, *ajouter le numéro de la page :* 142.		
210, inscrire la division I après le sommaire.		
224, ligne 14.	est	et.
254, » 3.	Est	Nord-Ouest.
280, » 9, *ajouter le numéro de l'appel de note :* ^{2}.		
304, numéro du chapitre, *au lieu de :* VII, *lire* III.		
310, ligne 35.	dominé des	dominé par des.

Pages	Ligne	Au lieu de :	Lire :
350,	» 2	quand	quant.
351,	» 13 : *supprimer le mot* dans.		
353,	» 33	de	et.
361,	» 14	affaires	affaire.
372,	» 11	romain	roumain.
375,	» 22	droit	doit.
377,	» 10	1892	1882.
»	» 11	1897	1887.
408,	» 14	surexitée	surexcitée.
413,	» 21	s'était déplacé	s'étaient déplacés.
450,	» 21	ses	ces
527,	» 14	346	326
581,	» 24	navice	navire
592,	» 20	tout	toute
592,	» 10	de	du
552,	dans la note :	page ci-après	page 556 ci-après.

PRÉFACE

L'ouvrage que nous présentons au public est le résultat d'une enquête entreprise il y a des années déjà, et poursuivie méthodiquement au moyen des études et des documents les plus dignes de foi. On n'y trouvera pas un grand étalage de tableaux statistiques, pour la raison simple que nous n'avons pas grande confiance dans les renseignements de cet ordre, en dépit de leur apparente rigueur. Mais nous avons recherché avec soin les faits relatés par des observateurs différents, témoins oculaires et désintéressés, dont les renseignements se contrôlent les uns par les autres. Les récits des voyageurs, les rapports des agents diplomatiques et consulaires, des chambres de commerce, les travaux publiés dans les revues spéciales de divers pays, nous ont ainsi fourni les renseignements dont nous avons fait état, en les comparant et en les soumettant à une critique serrée. De plus, nous avons coordonné ces matériaux d'après une méthode nouvelle, qui tient compte non seulement des éléments matériels mis à la disposition de chaque peuple par la nature, mais encore des forces sociales appelées à les mettre en œuvre. Par cette double investigation, nous avons pu dresser un inventaire, sommaire et rapide mais clair et précis, des forces vives et des ressources naturelles dont peut disposer à l'heure actuelle chacun des peuples de notre monde, au début d'un siècle qui s'est ouvert sous des auspices assez troublants.

Vers le milieu du siècle passé, on croyait toucher à la solution définitive de tous les grands problèmes sociaux et économiques. Les écrivains, les orateurs de la tribune et de la chaire universitaire se répandaient en théories ingénieuses, en axiomes d'une affirmation tranchante, en déclarations enthousiastes ou confiantes. On vantait la force et la beauté des institutions politiques modernes, la perfection de la législation, les conquêtes de l'esprit humain, les progrès de l'industrie, le développement du bien-être général, celui des relations internationales. On croyait toucher à l'époque bénie du progrès paisible et régulier de toutes les facultés, de toutes les forces, de toutes les aspirations légitimes de l'homme.

Cinquante ans ont passé depuis lors, et les jeunes hommes qui entrent aujourd'hui sur la scène du monde, pour y prendre leur place et y jouer leur rôle, se trouvent en présence d'une situation singulièrement obscure et indécise. Tous les pro-

blèmes de la vie économique et sociale sont remis en cause. On peut dire même qu'ils sont discutés à notre époque avec une vivacité qui n'a jamais été dépassée. L'agitation sociale, les luttes politiques, les disputes économiques sont plus ardentes que jamais. Après une longue série de grandes guerres, les peuples se surveillent et se menacent comme aux plus mauvais jours de l'histoire; leurs compétitions territoriales d'antan se sont compliquées du fait de leur concurrence commerciale. La Révolution et la Guerre à la fois menaçantes après tant de réformes, de lois, de règlementations, de créations d'assistance ou de garantie, de constitutions, d'arbitrages et de traités!... Il y a vraiment là de quoi décourager les hommes qui touchent à la fin de leur carrière et voient leurs longues et belles espérances sans aboutissement. Seul, le progrès scientifique et technique est certain, indéniable; encore lui reproche-t-on de n'avoir pas tenu tout ce qu'on en attendait au point de vue de la diffusion de l'aisance. Il est même des gens qui l'accusent d'avoir empiré la condition du pauvre! Cela indique bien à quel degré de trouble et d'agitation les esprits sont arrivés.

D'où vient cette sorte de faillite des idées, des théories, des institutions et des principes sur lesquels on comptait le plus, il y a cinquante ans, pour assurer le bonheur du genre humain? Et, d'autre part, peut-on faire fond, pour préparer l'avenir de l'humanité, sur les raisonnements, les projets, les procédés les organismes que l'on préconise aujourd'hui? Nous croyons que ce livre répond à la double question ainsi posée. Dominé par une méthode scientifique rigoureuse, il met en lumière le jeu des forces sociales sous l'action puissante de deux éléments, l'un spontané, naturel, l'autre artificiel et humain. Le premier réside dans les ressources offertes par la nature à l'action transformatrice du travail de l'homme; le second se trouve dans la tradition sociale des individus, c'est-à-dire dans leur éducation. Si l'on prend la peine de lire notre ouvrage dans la suite méthodiquement ordonnée de ses chapitres, on verra comment ces deux éléments se combinent et réagissent l'un sur l'autre, selon des règles et des lois logiques dans leur enchaînement et irrésistibles dans leurs effets. L'essentiel était de connaître ces lois, afin de les appliquer à propos, ou plutôt de ne pas les violer, soit dans la pratique de la vie privée, soit dans celle de la vie publique. C'est justement ce dont on ne s'est guère rendu compte jusqu'ici. C'est aussi pour cela que les espoirs magnifiques du XIX[me] siècle ont abouti à un cruel mécompte, et que tant de grands problèmes demeurent posés devant notre conscience anxieuse

et inquiète. Mais si le passé n'a pu accomplir la tâche qu'il croyait si près d'une fin heureuse, rien ne nous autorise au pessimisme. En fait, bien que la situation soit dangereuse actuellement, au moins dans la plupart des pays, à cause de la désorganisation sociale et de l'ignorance des foules ainsi que de ceux qui prétendent les conduire, elle est loin d'être désespérée. Les leçons de l'histoire nous apprennent qu'en matière sociale le plus noble progrès peut jaillir de la plus désolante barbarie. Vit-on jamais situation plus troublée et plus avilie que celle de l'Occident au moment de la chute de l'Empire romain? Il en est sorti cependant la plus étonnante transformation sociale, le progrès humain le plus réel, le plus solide, que l'espèce ait jamais réalisé. Il fallut pour cela, il est vrai, l'intervention d'un levain puissant [1]) et une série de siècles. Les révolutions seules sont brusques: aussi se montrent-elles stériles, ou à peu près. Les évolutions, au contraire, sont toujours lentes et graduelles, mais souvent fructueuses et progressives. Que chacun s'attache à préparer logiquement, scientifiquement, une telle évolution selon ses forces et ses moyens, et elle se fera. Nous n'en verrons pas l'issue, cela est assuré. Mais chaque génération se doit à celles qui la suivront, et c'est ce grand devoir de solidarité indéfinie qui fait la force, le progrès et la durée de l'humanité. Nous espérons que notre travail constituera un grain de sable utilement ajouté à l'édifice qui abritera les peuples futurs. Quoi qu'il en soit, c'est avant tout une œuvre de conscience et de bonne foi. Nous la dédions principalement à ceux qui ont charge de créer l'avenir: aux jeunes gens. Nous leur demandons d'en faire le point de départ de leurs recherches, de leurs observations, de leurs efforts propres. Ils deviendront alors les artisans de l'évolution salutaire qui fera triompher, dans notre Occident, l'éducation particulariste, fondée sur le plein développement de la personnalité humaine, de l'initiative privée. C'est ainsi qu'en restreignant de plus en plus le despotisme de la médiocratie bureaucratique, ils prépareront le définitif triomphe de la Vérité sociale, sœur jumelle de la Liberté. Il est grand temps que les hommes de science et d'action se serrent autour d'elles, pour les défendre contre les entreprises des apôtres de la tyrannie socialiste et de leurs bandes révolutionnaires.

Octobre 1906.

---

[1]) Voir le chapitre Ier de notre tome II

BIBLIOGRAPHIE

Les lecteurs désireux d'approfondir les sujets si intéressants et si importants que nous traitons dans cet ouvrage pourront recourir aux publications suivantes et, en outre, aux innombrables récits de voyages actuellement publiés.

1° Description générale du milieu géographique :

É. RECLUS, *Géographie universelle.*

VIVIEN DE ST MARTIN, *Dictionnaire de Géographie.*

Atlas de NIOX ; VIDAL-LABLACHE, etc.

2° Histoire générale :

H. DE TOURVILLE, *Histoire de la Formation particulariste.* 1 vo Paris, 1905.

PH. CHAMPEAUX, *Phéniciens et Grecs en Italie.* 1. vol.

G. D'AZAMBUJA, *La Grèce ancienne,* 1 vol. Paris, 1906.

LAVISSE, etc. *Histoire générale du IVme siècle à nos jours.* 12 vol.

3° Ouvrages spéciaux :

F. LE PLAY, *Les Ouvriers européens* et *Les Ouvriers des Deux-Mondes,* recueils de Monographies ouvrières qui constituent des matériaux de premier ordre.

La Science Sociale, Revue mensuelle publiée depuis 1886 sous la direction de M. E. DEMOLINS. Cette publication constitue, comme les recueils précités, une mine d'observations méthodiques très abondante et très variée.

EDMOND DEMOLINS, *Comment la Route crée le Type social,* 2 vol. ; *L'Éducation nouvelle,* 1 vol.; *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons,* 1 vol.; *Les Français d'aujourd'hui,* 1 vol., etc.

A. DE PRÉVILLE, *Les Sociétés africaines,* 1 vol., et les remarquables travaux de cet auteur, publiés dans la *Science Sociale.*

P. DE ROUSIERS, *La Vie américaine,* et les divers ouvrages de cet auteur sur le Trade-Unionisme, les Trusts, le Port de Hambourg et le Commerce allemand, etc.

P. BUREAU, *Le Homestead aux États-Unis,* 1 vol., et les divers ouvrages de cet auteur.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

PREMIÈRE PARTIE

La formation communautaire.

LIVRE I

LE TYPE COMMUNAUTAIRE ACCENTUÉ

I. — Communautés pastorales.

LIVRE II

POPULATIONS DÉSORGANISÉES DE L'OCCIDENT.

LA

Production, le Travail et le Problème social

DANS TOUS LES PAYS

AU DÉBUT DU XX[me] SIÈCLE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

I. — Le Problème social.

Étude scientifique des sociétés humaines. — La méthode monographique. — Grandes divisions sociales ; les deux types essentiels.

Beaucoup de lecteurs s'étonneront sans doute de nous voir employer cette expression : *le problème social*, alors que la vie des peuples contemporains est agitée par des difficultés qui apparaissent comme si nombreuses et si complexes. Sans doute, les questions que soulève la vie sociale sont multiples et compliquées. Mais il n'est pas très difficile de démontrer qu'elles se ramènent toutes, par leurs origines et par leurs causes principales, à un fait initial qui les commande et les explique. Les circonstances du fonctionnement des sociétés sont innombrables ; elles s'entre-croisent et se mêlent d'une manière qui, à première vue, paraît inextricable. En réalité, les groupes humains de tout ordre et de toute grandeur se meuvent sous l'empire de lois précises et impérieuses, à l'action desquelles ils ne sauraient échapper. Bien des gens conduisent leur vie dans un certain sens, en s'imaginant qu'ils agissent en toutes choses *motu proprio* et avec une entière liberté d'allures. En réalité, ils sont enfermés dans les mailles étroites d'une formation sociale, plus ou moins imposée par les forces naturelles, et faite de coutumes, d'habitudes, de préjugés. L'éducation transmise de génération en génération la per-

pétue, n'admettant qu'une évolution généralement très lente, souvent accidentée par des à-coups et des soubresauts.

Est-ce à dire que le libre arbitre est refusé à l'homme en cette matière, et qu'il est contraint, par une force irrésistible, implacable, de rester indéfiniment dans le cadre où le hasard l'a fait naître? Point du tout, et c'est là précisément ce qui constitue la supériorité naturelle de l'homme sur les autres êtres. Tous les animaux sont doués d'une certaine capacité d'observation. Mais l'homme seul a la faculté de coordonner ce qu'il observe, de raisonner, et de former des méthodes constitutives de la science. Donc, si l'homme peut observer et comparer méthodiquement les différents types sociaux, s'il lui est permis de construire une science sociale, au moyen de cet instrument, il discernera vite les types les plus complets, les plus progressifs, les plus efficaces. Arrivé à ce point, il lui sera relativement facile de diriger l'éducation des jeunes de manière à les introduire, autant que faire se peut, dans le type indiqué par l'expérience comme le meilleur.

II.

C'est à la constitution d'une telle science que se sont appliqués avec succès Frédéric Le Play, Henri de Tourville, Edmond Demolins et leurs élèves. Grâce aux nombreux travaux accumulés depuis plus de cinquante ans, on a pu dégager des faits sociaux une méthode complète qui a permis de découvrir les lois sociales fondamentales. L'instrument essentiel de cette méthode, c'est l'observation directe au moyen de la monographie de famille. La monographie, n'est pas autre chose, en effet, qu'une analyse méthodique et minutieuse de toutes les circonstances qui constituent le mode d'existence de ce groupe élémentaire de toute société, la famille. En l'employant de la même manière sur différents points, on obtient des observations précises et sûres, toujours comparables entre elles. C'est donc bien là un moyen scientifique, qui permet d'explorer et d'inventorier pour ainsi dire l'humanité entière, de manière à apprécier complètement chaque variété, en faisant ressortir les détails de son organisation,

et en même temps ses traditions, ses tendances, ses aptitudes c'est-à-dire son fort et son faible. Ajoutons que la monographie doit s'appliquer avant tout à l'étude des familles ouvrières, qui sont à la fois les plus simples et les plus nombreuses. D'ailleurs, en étudiant la vie extérieure de ces familles, on rencontre forcément les groupes qui les avoisinent ou les dominent, et on ne tarde pas à saisir le lien mutuel et l'action réciproque de tous ces éléments les uns sur les autres. C'est ce que nous allons démontrer en peu de mots.

Si, pour connaître une population ouvrière, on se borne à recueillir çà et là des renseignements généraux et vagues, donnés par des personnes plus ou moins compétentes, plus ou moins clairvoyantes, plus ou moins sincères, on arrivera sans nul doute à des résultats incertains et contradictoires. Tel patron, par exemple, se plaindra amèrement de ses ouvriers. Un autre, mieux tombé ou plus accommodant, se déclarera satisfait. Un troisième donneur d'avis se fera l'écho des racontars les plus divers et les plus incohérents. L'observation personnelle elle-même, si elle porte sur des masses, sur des faits purement extérieurs, manquera encore de précision et de sûreté. Ainsi, un voyageur passant dans un faubourg ouvrier et voyant beaucoup d'hommes dans les cabarets, n'en devra pas conclure hâtivement que la population locale est adonnée à l'ivrognerie et à la dissipation. En effet, s'il voit les gestes et entend les propos bruyants d'un certain nombre de buveurs, il n'aperçoit pas l'activité laborieuse et tranquille d'un grand nombre de familles honnêtes et prospères, cachées dans leurs ateliers ou leurs maisons.

Faut-il donc s'en rapporter aux chiffres des statistiques officielles? Non, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, les statistiques présentent, elles aussi, les faits en masse, sans explications ni distinctions. A quoi me sert d'apprendre qu'il y a eu un certain nombre de grèves dans une région, au cours de telle période, si j'ignore les causes et les conséquences de ces grèves? De même, si je note que dans tel centre la moyenne des salaires journaliers dans telle industrie est de 4 fr., alors qu'elle atteint fr. 4.50 dans un autre, ce renseignement sera de peu de prix, car un ouvrier peut être beaucoup plus heu-

reux dans un lieu donné avec 4 francs qu'avec 5 francs ou même avec 6 francs dans un autre endroit. De plus, dans la même localité, une famille saura mieux se tirer d'affaire avec 4 francs qu'une autre avec 5 francs. Enfin, les statistiques sont presque toujours ou incomplètes, ou inexactes, ou impossibles à comparer. On conçoit dès lors qu'une enquête faite au moyen de tels éléments sera elle-même forcément inexacte et imprécise. Ce sont là des données dont on doit faire état à titre complémentaire, mais elles ne peuvent former ni le fond ni la base de la connaissance claire, exacte et totale de la condition d'un groupe ouvrier.

* * *

L'aspect des choses change entièrement lorsqu'on emploie d'une manière méthodique la monographie de famille. Quelle est, en effet, la condition normale du travailleur actuel, celle dans laquelle il peut vivre de la façon la plus saine, la plus aisée, la plus conforme aux tendances naturelles d'une société? C'est évidemment celle de chef de famille. Tous les individus qui vivent en dehors de cette condition se trouvent dans un état caractérisé par l'irrégularité et l'instabilité. Il en résulte que pour apprécier le type complet, régulier d'une population, il faut étudier et décrire dans tous les détails de son mode d'existence, une famille nettement déterminée, autrement dit une unité sociale. Et cette famille doit être prospère, car si elle souffre d'un malaise quelconque, ce n'est plus un type normal, capable d'expliquer tous les autres par comparaison. Lorsqu'on veut exposer la constitution d'un être ou d'une plante, on ne prend pas une exception comme exemple démonstratif. On fait voir, au contraire, par le rapprochement, en quoi les monstruosités modifient ou dénaturent le spécimen parfait étudié tout d'abord. De même, le tableau d'une famille ouvrière saine et prospère fait ressortir les défectuosités, les insuffisances ou les vices des familles ou des individus avoisinants, et projette une vive lumière sur les causes et les effets de l'insuffisance des uns et la prospérité des autres. Donc, en procédant à ce travail pour un certain nombre de familles, choisies dans les diverses branches de l'activité locale, on arrivera à mettre

en pleine lumière toutes les circonstances, absolues et relatives de la vie ouvrière, et, chose essentielle, on distinguera les causes générales et individuelles de chaque phénomène. Or, connaître les causes, c'est dans la plupart des cas, s'élever à la conception des moyens de conserver ce qui est bien et de combattre ou de réformer ce qui est mal.

En fait, la méthode monographique n'est pas nouvelle. Frédéric Le Play l'a imaginée par un trait de génie et appliquée en 1829. Mais sa manière de procéder présentait des inconvénients. Ainsi, il encombrait ses monographies de tableaux budgétaires compliqués, dont l'exactitude était discutable et l'utilité médiocre. On obtient un résultat tout aussi significatif en se bornant à énoncer quelques indications numériques indispensables, comme le montant des divers revenus ou salaires, celui du loyer, des principales dépenses. En revanche, Le Play séparait de l'étude de la famille et notait à part, sous la forme d'observations, des faits d'ordre général ou exceptionnel, qui trouvent mieux leur place dans le corps de la monographie. C'est que le cadre qui doit rendre les diverses études parallèles et comparables n'était pas tracé d'une façon suffisamment nette et complète. Ces défectuosités ont certainement nui à la diffusion du procédé. Mais ce qui l'a surtout empêché de se propager, c'est qu'il exige une observation personnelle, on pourrait presque dire une expérimentation, qui n'est pas dans les habitudes des économistes et des sociologues des écoles officielles. Ils préfèrent se livrer dans le silence du cabinet au dépouillement des enquêtes et des statistiques administratives. Mais, malgré de patientes et laborieuses recherches, ils n'arrivent pas à la précision et à la clarté qui caractérisent les monographies bien faites, établies minutieusement d'après la classification fixée par un éminent continuateur de Le Play, M. Henri de Tourville. Nous croyons utile de résumer ici cette méthode, en nous appuyant sur quelques exemples qui en montreront la portée.

* * *

Nous avons dit que, pour faire une bonne monographie, il faut choisir une famille ouvrière prospère, qui servira de

type normal. Il est bien rare qu'une telle famille ne se prête pas volontiers à une observation dont elle comprend vite la portée et l'utilité, surtout si on a soin de gagner sa confiance dès le début, chose toujours facile avec les braves gens. Le premier élément à étudier est le lieu où vit la famille et dont l'influence l'enveloppe ou la domine. Est-ce la ville ou la campagne, la montagne ou la plaine; le pays est-il fertile ou non, le climat chaud, froid ou humide; quelles sont les productions locales: végétales, animales ou minérales? Tous ces détails jetteront une vive clarté sur le mode d'existence de la famille et en expliqueront toutes les particularités.. Ainsi, la douceur du climat, la fertilité du sol, l'abondance des eaux, produiront la multiplicité et le bon marché des denrées alimentaires. La richesse minérale du sous-sol favorisera le développement de l'industrie, etc.

La seconde série de faits qui se présente à l'observateur dérive du travail, ou des travaux, dont vit la famille étudiée. Chaque catégorie d'occupations a sur le type social de la famille son influence irrésistible et distincte. Il faut donc se rendre compte très exactement de la nature de chacune de ces occupations, depuis la plus simple jusqu'à la plus complexe. Le travail peut être subdivisé en cinq catégories: 1° la simple récolte (pâturage, pêche, chasse et cueillette); 2° l'extraction par la culture (petite, fragmentaire ou grande), par les forêts ou par les mines; 3° la fabrication (à la main ou au moteur); 4° le commerce (petit et grand); 5° les transports (à dos d'hommes ou d'animaux, par voiture, par chemin de fer, par batellerie, par navigation à voile ou à vapeur). Il va de soi que, ici encore, l'examen des travaux qui nourrissent la famille fournira des renseignements précieux sur sa manière de vivre. Est-il besoin de dire qu'un paysan vit autrement qu'un menuisier urbain, ou même qu'un forgeron de village. Ceci saute aux yeux, mais il est bien des circonstances moins évidentes que l'étude des conditions du travail révèle et explique.

Après le travail, il est bon d'examiner la propriété, son étendue, son régime de possession et de transmission. La famille a-t-elle des biens fonciers ou mobiliers; quels en sont la composition et le revenu; existe-il des biens communaux ou

autres dont l'ouvrier peut tirer une subvention en bois, herbe fruits sauvages, etc.)? Comment la propriété est-elle possédée (communauté de famille ou de commune, possession individuelle, tenure de longue durée, etc.)? comment est-elle transmise (transmission intégrale, partage égal, etc.)? Pour montrer par un seul exemple la portée de ce chapitre de l'étude monographique, nous dirons que la propriété commune perpétue dans les familles l'esprit de tradition, de routine, de lenteur et de simple imitation. La propriété individuelle, au contraire, développe l'esprit d'initiative, de recherche et de progrès. Ceci suffit pour montrer combien il est indispensable de connaître l'état de la propriété, pour expliquer les tendances d'une population ouvrière. A l'analyse de la propriété sous ses diverses formes se rattache celle du salaire et de l'épargne.

A l'aide des éléments qui précèdent, on peut s'élever à la claire compréhension de l'organisme familial. On reconnaîtra facilement deux types fondamentaux, auxquels se ramènent toutes les variétés existantes : 1° la famille communautaire, qui sort de la simple récolte et de la propriété collective ; 2° la famille particulariste, issue du travail agricole en simple ménage et de la propriété individuelle. Ces deux régimes familiaux se distinguent par bien des traits, mais surtout par l'éducation donnée aux jeunes. Chez les communautaires, elle est forte, mais traditionnelle et autoritaire (Chinois, Turcs, Russes); chez les particularistes elle vise avant tout à développer l'initiative, ainsi que l'énergie morale et physique (Anglo-Saxons); chez les variétés intermédiaires, provenant de la décomposition des deux types principaux, elle est très faible et très irrégulière. Il va de soi que cette question d'éducation est encore de la plus haute importance pour apprécier la valeur et les aptitudes d'une population.

A partir de ce point, on aura tous les éléments essentiels de la monographie de famille. Mais il en est un certain nombre d'autres qui la complètent et lui donnent toute sa portée. Nous nous bornerons à les énumérer. Ce sont : 1° le mode d'existence matérielle (nourriture, habitation, vêtements, hygiène, récréations, etc.); 2° le patronage (petit patron, grand patron, société); 3° les cultures intellectuelles (instruction pri-

maire et professionnelle); 4° la religion; 5° le voisinage et son influence bonne ou mauvaise; 6° les associations de bien public (secours mutuels, assurances, retraites); 7° la commune rurale ou urbaine (ressources communes, impôts locaux, participation à la gestion locale, etc.); 8° influence de la province et de l'État dans le même sens; 9° expansion de la famille par émigration à l'intérieur ou à l'extérieur; 10° influence de l'immigration étrangère (concurrence dans le travail, action morale ou sociale).

Il est aisé de comprendre comment une telle enquête peut projeter, pour ainsi dire, un faisceau de lumière sur la famille que l'on observe, et fait ressortir avec une précision scientifique ses qualités et ses défauts, ses éléments de force et ses causes de faiblesse. L'enquête monographique révèle aussi, nous l'avons indiqué, la condition générale du voisinage et celle de la vie publique. Ce sont comme des coups de sonde lancés dans la masse populaire; en les renouvelant de place en place dans les différents métiers, on arrivera donc à se rendre un compte exact, détaillé et complet, de l'état de la population ouvrière et, par surcroît, des classes et des autorités qui lui sont superposées. Toute personne éclairée et d'esprit pratique, munie de la classification, peut, avec du soin et du tact, faire sur un plan uniforme de bonnes et utiles monographies de famille. C'est ainsi que les instituteurs, les médecins, les missionnaires, les explorateurs, les officiers ou fonctionnaires coloniaux (ou leurs femmes), pourraient fournir à la science sociale les matériaux les plus précieux [1].

III.

On voit maintenant pourquoi nous avons parlé en commençant du problème social et non pas des problèmes so-

[1]) Les observations qui précèdent ne présentent qu'une esquisse sommaire de la question. Il est aisé de pousser plus avant l'examen de cette méthode en consultant les travaux laissés par Le Play et ses continuateurs ou en s'adressant à la Société internationale de Science sociale, dont le siège est à Paris, 56, rue Jacob.

ciaux. C'est que, en réalité, le problème de la formation sociale domine et englobe tous les autres. Les diverses questions qui touchent au mode d'existence des groupes humains sont les mêmes partout, mais elles se posent et se résolvent d'une façon très différente, selon la formation sociale à laquelle appartient le groupe. C'est ce que l'on verra par la suite de cet ouvrage, qui est basé principalement sur des travaux monographiques déjà publiés, et complétés au moyen de tous les renseignements que peuvent fournir l'histoire, la géographie physique et économique et les autres sciences.

Le plan que nous avons suivi pour exposer méthodiquement la condition actuelle des différents peuples, n'a pas été choisi, on s'en doute bien, d'une manière arbitraire. Il était commandé d'avance par l'ordre naturel des choses. Ainsi, la division de l'humanité en deux grands types : communauté et particularisme, nous a naturellement conduit à répartir nos études entre deux divisions qui, d'ailleurs, pour des raisons que nous exposeront tout à l'heure, répondent assez exactement à la situation géographique des deux groupes de pays. Mais ce partage des nations ne peut se faire avec la rigueur absolue d'une répartition mathématique. Les deux types ne se reproduisent pas partout avec la même intensité non plus qu'avec une homogénéité pareille. Il existe des variétés intermédiaires qui, par des transitions plus ou moins accentuées, s'éloignent graduellement du type primitif et se rapprochent plus ou moins de l'autre type. Il fallait donc, pour plus de clarté, subdiviser la matière afin que le lecteur pût saisir plus aisément la gradation, ainsi que les ressemblances et les différences. C'est aussi ce que M. Demolins a fait dans un travail plein d'intérêt, publié en 1905 sous le titre de *Classification sociale*[1] Comme nous, et pour les mêmes motifs certains et évidents, M. Demolins reconnaît deux formations sociales, qu'il subdivise chacune en trois genres. Chaque genre comprend un ou plusieurs groupes de population occupant une certaine région. Notre ami obtient ainsi le tableau suivant :

[1]) Dans la *Science sociale*, 20e année, 9e et 10e fascicules.

I. — *Formation communautaire.*

1° Genre stable: groupes nomades de pasteurs mongols, arabes, touaregs, etc., occupant les plateaux élevés et les steppes désertiques.

2° Genre instable: groupes de sauvages occupant les forêts et les savanes de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie.

3° Genre ébranlé: groupes agricoles des plaines basses de l'Asie, de l'Europe occidentale et septentrionale et de l'Amérique du sud.

II. — *Formation particulariste.*

1° Genre ébauché: groupes scandinaves, néerlandais, flamand, wallon et allemand du nord-ouest occupant des rivages maritimes et des plaines cultivables.

2° Genre ébranlé: groupes primitivement communautaires de l'Europe centrale et occidentale, dominés au moyen âge et plus ou moins transformés par les Francs particularistes, puis ressaisis dans une mesure variable par la tradition communautaire, ramenée par les légistes et la monarchie absolue.

3° Genre développé: Groupes anglo-saxons d'Angleterre, de l'Afrique du Sud, de l'Amérique du Nord et d'Océanie.

— Nous le répétons, cette classification n'est pas une création plus ou moins ingénieuse de l'esprit. C'est l'aboutissement pratique et logique d'un labeur immense. Aussi, elle constitue un cadre scientifique très précieux pour l'étude des faits sociaux. Il est probable que le progrès des connaissances y apportera des modifications de détail. Mais les grandes divisions sont manifestement exactes et conformes à la disposition générale des faits. C'est un nouveau point de départ et en même temps un guide commode pour les travailleurs de l'avenir. C'est pourquoi, sans nous astreindre à suivre rigoureusement l'ordre des subdivisions indiquées par M. Demolins, nous avons employé une disposition analogue, afin de suivre comme lui pas à pas la marche naturelle des faits.

IV.

Nous devons maintenant définir d'une manière brève, mais précise, la portée de ces expressions: Formation communautaire et formation particulariste, qui dominent de haut l'ensemble de notre travail. Une fois les esprits bien fixés sur ce point, il deviendra facile de suivre et de comprendre la succession des faits et l'enchaînement des idées.

Il est essentiel de se rappeler tout d'abord que, en règle générale, la formation sociale n'est point le résultat de la volonté calculée ou fantaisiste de l'homme. Elle résulte d'une série de circonstances qui tiennent à la nature des lieux habités, par une famille donnée, et au genre de travail qui nourrit cette famille. Ainsi, il semble que l'humanité ait apparu dans une région montagneuse de l'Asie moyenne, où elle trouvait à la fois des pâturages naturels sur les petits plateaux et sur les pentes, et des terrains de culture dans les vallées intermédiaires [1]). Les premiers groupes humains ont donc pu vivre à la fois de l'art pastoral combiné avec une culture rudimentaire. Comment étaient-ils organisés? On peut s'en rendre compte par l'étude des populations qui occupent actuellement les belles montagnes de l'Arménie. Dans les replis inextricables de cette région aux aspects si variés, elles vivent dispersées en petites fractions qui n'ont que bien peu de rapports les unes avec les autres. Ce caractère était certainement bien plus accentué encore à l'origine des temps. Les familles pouvaient alors s'isoler et former de petits clans obligés de se suffire complètement à eux-mêmes. C'est ainsi probablement que naquit la famille patriarcale. Celle-ci est solidement maintenue par l'autorité absolue, despotique du chef de famille, ou patriarche, qui conserve autour de lui, tant que cela est possible, tous ses descendants, nourris sur le bien commun exploité par le travail de tous. La famille communautaire et patriarcale est ainsi régie par deux principes essentiels: 1o la prédominance des vieillards, qui maintient dans le

[1]) Voir sur ce point une curieuse étude publiée par M. A. de Préville dans la *Science sociale*, année 1892, T. XIV.

groupe l'esprit de tradition et de routine; 2° la communauté des bien qui étouffe l'initiative particulière et paralyse la tendance au progrès. Nous donnerons plus tard des preuves abondantes de la réalité du fait et de ses conséquences.

Le type ainsi constitué s'est répandu avec les siècles sur le monde entier, en formant, sous l'influence des circonstances de lieu et de travail, des variétés très nombreuses. Chez les unes, le type s'est accentué et développé avec une ampleur extraordinaire: tel est le cas, par exemple, pour les pasteurs nomades de la Haute-Asie. Ailleurs, le type s'est au contraire amoindri, déformé et modifié, prenant alors des aspects très différents et des apparences parfois trompeuses. La communauté proprement dite, c'est-à-dire celle de la famille, a même entièrement disparu chez certaines races. Mais beaucoup d'entre elles n'en ont pas moins gardé l'antique tradition et elles l'appliquent sous des formes parfois très compliquées, mais qui n'en produisent pas moins, à des degrés variables, les effets ordinaires de la communauté, spécialement le défaut d'initiative individuelle et la prédominance dangereuse des pouvoirs publics. Cela nous permet de subdiviser les communautaires en deux catégories. Dans la première se classeront les groupes qui pratiquent encore la communauté de famille et en font la base d'un régime social stable. Dans la seconde nous ferons figurer les peuples qui ont rompu les liens de la communauté de famille et vivent sous un régime artificiel, caractérisé par l'instabilité.

* * *

Parmi les populations communautaires, un groupe bien faible et bien modeste a subi, vers la fin de l'antiquité et au commencement de l'ère actuelle une évolution longtemps inaperçue, qui a produit avec le temps des résultats immenses. C'est M. Henri de Tourville[1]), qui, le premier, avec une merveilleuse intuition scientifique, a su pressentir, analyser et

[1]) H. de Tourville, *Histoire de la Formation particulariste.* 1 vol., 1905, Paris, Firmin Didot & Cie.

décrire les étapes de cette évolution providentielle. On en trouvera le passionnant récit dans le beau livre qu'il a laissé. Nous en résumerons plus tard les traits principaux, nous bornant à dire pour le moment, que son caractère essentiel est le développement aussi complet que possible de l'individu, de sa valeur personnelle, de son initiative particulière. Il en résulte que les peuples particularistes, entraînés par l'action continue de toutes ces unités actives, sont aussi progressifs que les autres sont routiniers. C'est pour cela que la race particulariste, dont l'apparition semble bien tardive lorsqu'on la compare à celle des groupes communautaires de l'Orient, constitués depuis bien des dizaines de siècles, n'en est pas moins en train d'achever la conquête du monde, pour le mener à sa guise et l'exploiter à son profit.

Toutefois, on observe également des degrés dans le particularisme. Certaines sociétés sont presque entièrement dominées par cette formation sociale. D'autres ne sont influencées par elles que partiellement, soit parce que l'évolution n'a pas été complète, soit parce qu'elle s'est limitée à une fraction de la race. Il convient donc de distinguer ici encore deux groupes : celui des sociétés seulement influencées par le particularisme ; celui des sociétés où le particularisme est développé.

V.

Voilà donc comment se pose tout d'abord le problème social : à quelle formation sociale appartient telle race, tel groupe, tel peuple ou telle famille ? Cette question doit être résolue avant toute autre au moyen de cet instrument d'analyse si efficace, qu'on nomme la monographie de famille. Après cela, toutes les conditions de la vie sociale s'éclairent d'un jour nouveau, et les difficultés de détails qui se présentent peuvent être beaucoup plus aisément reconnues, comprises et résolues. Nous en fournirons de nombreux exemples au cours de notre travail. Bornons-nous à affirmer pour le moment que, au moyen de cette méthode qui procède des

mêmes vues que celles des sciences expérimentales, tous les mouvements qui agitent les sociétés humaines peuvent être expliqués dans leurs causes, leur enchaînement et leurs effets. Ce n'est pas là un mince résultat, car s'il était utile que l'homme, dans l'intérêt de sa santé corporelle, connût le mécanisme de son être physique, il n'est pas moins indispensable, dans l'intérêt de la paix et de la prospérité sociales, qu'il connaisse à fond l'organisation des divers types de sociétés et les lois actuelles qui régissent leur mode d'existence.

Voici donc quel sera notre plan général :

PREMIÈRE PARTIE.

Formation communautaire.

1° Type Communautaire accentué. — 2° Type Communautaire désorganisé.

SECONDE PARTIE

Formation particulariste.

1° Type mixte. — 2° Type particulariste développé.

Voici comment les différents pays se classent dans les subdivisions que nous venons d'établir :

Formation Communautaire	*Formation particulariste*
1° Type communautaire accentué.	**1° Type mixte.**
Grands Pasteurs des steppes.	Suisse
Petits Pasteurs des confins.	Allemagne
Pasteurs des déserts.	Luxembourg
Déformations du type pastoral.	France
Races agricoles issues des Pasteurs : (oasis et confins cultivables).	Belgique Pays-Bas
Races agricoles de l'Orient (Perse, Turquie, Inde et dépendances, Chine et Annam, Japon, Russie, États Slaves du Sud).	Suède Danemark Norvège
2° Type communautaire désorganisé	**2° Type particulariste développé**
Autriche-Hongrie, Grèce, Italie, Espagne, Portugal, États Sud-Américains.	Angleterre Afrique anglaise du Sud, Canada, Australie. États-Unis

En développant les différentes parties de ce tableau nous verrons comment les multiples questions sociales se posent dans chaque type, et quelles solutions y sont proposées ou appliquées. Rien ne peut être plus instructif que cette étude à la fois comparée et méthodique. Elle nous conduira à des conclusions singulièrement intéressantes, car elles jettent un jour nouveau et précieux sur l'avenir des races humaines.

II. Le Problème économique.

Comment la question se pose. — Théoriciens et praticiens. — La statistique considérée comme un moyen d'investigation économique; son insuffisance. — Classification scientifique des types et variétés économiques.

Nous avons montré tout à l'heure comment le grand problème de la formation sociale commande et domine tous les autres. Il en est ainsi notamment pour la question si controversée et si importante du libre-échange et de la protection. On trouvera, dans la suite de cet ouvrage, des indications très étendues sur la manière dont elle se présente et dont elle est résolue dans les différents pays. Mais il est indispensable de montrer tout d'abord de quelle façon on peut éclairer le sujet, en l'analysant au moyen d'une méthode scientifique. Le problème apparaîtra alors sous une forme toute nouvelle, qui permet de le résoudre théoriquement avec une précision et une clarté dont le praticien peut faire son profit. Nous avons formulé pour la première fois cette théorie il y a près de quatorze ans [1], et depuis lors les faits nombreux qui se sont manifestés en France et à l'étranger, l'ont confirmée. De plus, aucune critique sérieuse et appuyée sur des raisons pratiques n'ayant été formulée, à notre connaissance, nous pouvons la considérer jusqu'à preuve contraire comme juste et répondant bien à la nature des choses. Voici donc comment la question se pose.

Faut-il laisser aux échanges internationaux une entière liberté; est-il expédient d'en régler le cours au moyen de certaines mesures administratives et fiscales? Telle est la grande question qui, depuis longtemps, s'offre aux réflexions des théoriciens, et jette les gouvernements dans les perplexités les plus

[1]) Dans un ouvrage intitulé : *Libre-Échange et Protection*, paru en 1892, et aujourd'hui épuisé. Le présent livre est destiné à remplacer le précédent en le complétant par de nouvelles observations.

grandes. Elle a été discutée cent fois, et jamais encore, dans aucun pays on n'est parvenu à se mettre unanimement d'accord sur la solution qui convient. Les uns sont et restent radicalement *libre-échangistes*; ils prennent pour devise générale, absolue, le fameux: « Laissez faire, laissez passer, » de Gournay. D'autres sont au contraire les partisans déclarés d'une politique économique prohibitive. Ils veulent que le « travail national » soit mis à l'abri par une barrière de douanes contre les dangers de la concurrence. Quelques-uns, sans aller aussi loin dans aucun sens, s'en tiennent à la conception d'une « protection modérée » propre à donner à tous une satisfaction moyenne sans rien compromettre. Chacun des trois groupes reste indéfiniment sur ses positions sans rien concéder à ses adversaires.

Un autre élément de confusion réside en ceci, que les purs théoriciens, dont on a toujours le droit de se méfier en matière d'applications politiques, ne sont pas seuls à se partager dans le débat. Les praticiens eux-mêmes, les agriculteurs, les industriels, les commerçants, sont loin d'apporter dans la discussion le même avis, et de conclure dans le même sens. Cela tient à la diversité des intérêts particuliers mis en jeu par l'immense mouvement des échanges. Il est certain qu'au milieu de ce vaste conflit d'opinions et d'intérêts, il est mal aisé d'y voir clair et de formuler des règles assez précises et générales à la fois, pour s'appliquer juste à cette masse mouvante et agitée de faits variés, parfois même contradictoires, au moins en apparence.

Il est à remarquer d'ailleurs que la question n'a jamais été posée d'une manière à la fois scientifique, générale, et rigoureuse. Tous ceux qui ont émis sur le sujet une opinion quelconque, se sont placés d'avance sous l'empire d'une idée exclusive, ou d'un intérêt personnel strict et par conséquent fort étroit. Or les tarifs douaniers ont une action trop étendue, et qui dépend de trop de circonstances diverses, pour que l'on puisse se cantonner de la sorte dans les limites restreintes d'une théorie incomplète, ou d'un intérêt égoïste. C'est uniquement par l'étude consciencieuse et très développée des faits, par l'observation expérimentale de la situation acquise par

chacun des pays du globe, que l'on peut réussir à discerner clairement les lois qui dominent l'ensemble de la question, et à trouver en même temps la solution applicable à chacun des États considérés.

Il est bien évident aussi que le problème soulevé par les tarifs de douanes n'est pas seulement économique ; il est aussi *social*, et au premier chef. En effet, les mesures d'ensemble prises par un gouvernement à l'égard de la production industrielle et du mouvement commercial d'un pays, ont une influence capitale sur l'évolution nationale. Elles peuvent exercer sur l'avenir de la race une influence énorme, en bien ou en mal selon le cas. Il ne suffit donc pas de s'en tenir à l'une des faces de la situation, à tel ou tel des résultats partiels que l'on peut prévoir ; il ne suffit pas de considérer par exemple le seul fait du développement ou de la restriction des échanges, et de leur influence sur les mouvements de la richesse. Il faut discerner en outre l'action qui peut en résulter sur la formation intime de la population, sur les évolutions que le libre-échange ou la protection peuvent amener dans la constitution des familles, dans la condition des individus, dans la situation des pouvoirs publics, en un mot dans la vie privée et publique de la nation. Une mesure prise mal à propos, soit dans le sens de la liberté, soit dans celui de la restriction, est susceptible d'exercer à ce point de vue des influences inattendues, parfois heureuses et parfois fatales, sur le développement ultérieur d'un peuple. On ne saurait donc apporter trop de soin dans le maniement d'un aussi formidable instrument politique, et d'autre part il est essentiel que les conditions et la portée de son action soient déterminées avec précision par la science.

Le sujet est donc à la fois plus vaste et plus général qu'on ne le croit, et c'est justement pour l'avoir restreint par ses côtés les plus importants et les plus urgents, que l'on n'a pas réussi à lui donner une solution complète.

II.

Les économistes, qui ont gardé jusqu'à présent le monopole de l'étude théorique des systèmes douaniers, ont procédé à leurs recherches au moyen d'une méthode fort sujette à caution. En effet, leur raisonnement sont, en règle, basés sur une conception tout intellectuelle des choses, formée *a priori*, au gré des tendances personnelles de l'esprit qui la crée. Il en résulte que les postulats qu'ils émettent, et sur lesquels ils bâtissent leur théorie, valent autant que le point de départ choisi par leur auteur. Si ce point de départ est juste, la théorie peut l'être aussi dans une mesure plus ou moins grande. Dans le cas contraire, tout ce qu'on en déduit est erroné.

Cette méthode est évidemment fautive, puisqu'elle subordonne la valeur de tout un corps de doctrine, de toute une série de raisonnement, à celle d'une conception artificielle, qui a les chances les plus grandes pour tomber à côté de la vérité. Elle est en outre incomplète, car elle écarte systématiquement, sous prétexte de simplicité, un grand nombre de faits dont elle refuse de tenir compte, quelles que soient l'étendue et la puissance de leur action. Les économistes se meuvent ainsi dans un milieu arbitrairement composé, où les abstractions et les suppositions abondent, où des faits incomplets sont groupés dans un ordre qui n'a rien de scientifique. Un auteur allemand, M. Lujo Brentano, disait fort justement à ce propos : « L'économie politique classique à créé un homme exempt de toutes les empreintes que lui donnent le métier, la classe, la nationalité et son degré de civilisation... Elle ne connaît point de différence de race, de religion, de siècle... Sa psychologie ne connaît que deux mobiles comme ressorts des actes de l'homme ». S'il en est ainsi, comment l'économie politique peut-elle espérer réussir à nous expliquer les rapports économiques des individus et des peuples, en partant d'une supposition qui a comme premier défaut d'être inexacte. On conviendra que le fait d'avoir pour base une erreur, et qui pis est, une erreur voulue, n'est à aucun

degré le caractère de la science. Nous allons voir la conséquence de cela en ce qui concerne particulièrement la question des tarifs douaniers.

III.

Les économistes sont, en général, résolument libre-échangistes. A les en croire, le régime idéal de la liberté est le seul qui puisse assurer la richesse et le bonheur universels. Cette conception théorique a au moins le tort de se heurter, à chaque instant et dans bien des lieux, à la contradiction toute-puissante des circonstances de la vie pratique. Il est bien évident, en effet, que l'homme, étant donnés sa nature et ses besoins d'une part, la différence des milieux et des organismes sociaux d'autre part, ne peut se plier en tous lieux et en tous temps aux exigences d une seule et même règle. Il y a bien longtemps déjà que l'on a formulé verbalement la logique de sa situation: *primo vivere, deinde philosophari.* Les économistes renversent la proposition, et c'est là justement que gît la cause initiale de la faiblesse de leurs doctrines, et du discrédit qui les atteint de nos jours. Cela est aisé à démontrer.

Nous observons d'abord que les économistes pour expliquer la question douanière, partent encore d'une supposition. L'un des fondateurs de l'économie politique, Adam Smith, s'exprime ainsi au sujet de la liberté des échanges: « *Si toutes les nations venaient à suivre le noble système de la liberté des exportations et des importations*, les différents États entre lesquels se partage un grand continent ressembleraient à cet égard aux différentes provinces d'un grand empire. De même que, parmi les provinces d'un grand empire suivant les témoignages réunis de la raison et de l'expérience, la liberté du commerce intérieur est non seulement le meilleur palliatif des inconvénients d'une cherté, mais encore le plus sûr préservatif contre la famine[1];) de même la liberté des importations

[1]) L'expérience prouve au contraire, par l'exemple des empires russe, indien et chinois, que l'unité douanière ne prévient nullement les famines

et des exportations le serait entre les différents États qui composent un vaste continent [1]). » Le procédé de l'École ressort bien nettement de cette citation. Pour établir son raisonnement. A. Smith *suppose* que les différents États occupent une situation géographique équivalente ; que leurs qualités climatériques. culturales. minérales. présentent une sensible égalité ; que les populations qui les occupent sont pareillement douées et organisées pour le travail. Il suppose aussi que les États n'ont pas d'intérêts différents de ceux des provinces d'un même pays. Il imagine enfin que l'on peut comparer exactement le commerce intérieur, et le commerce extérieur, comme si les mêmes conditions, les mêmes règles, les mêmes intérêts présidaient à leur organisation réciproque. Voilà on en conviendra, bien des suppositions hasardées, et même manifestement fausses. Chacun sait au contraire combien les États sont différents par la position, par le sol, par les productions. par la race. De plus. il est évident que la comparaison établie par le philosophe écossais entre le trafic intérieur de chaque État, et ses relations internationales, est abusive et inexacte. Déjà, les conditions réciproques des diverses provinces d'un même pays sont, bien souvent, assez différentes pour amener entre elles des rivalités trés marquées et une concurrence active, mais du moins elles sont soumises à une législation identique, elles font partie d'un même corps politique dont les intérêts généraux sont les leurs, elles supportent des charges à peu près équivalentes, et jouissent des mêmes avantages de sécurité. Lorsqu'il s'agit d'États et non plus de provinces, les choses changent du tout au tout, et les différences s'accentuent dans une mesure considérable. L'organisation de la vie privée, celle des pouvoirs publics, la législation, les tendances politiques, les charges et les avantages, la race même, tout change à la fois, plus ou moins, selon le pays, mais toujours assez, nous le montrerons bientôt, pour qu'il soit impossible d'établir avec exactitude une comparaison comme celle d'Adam Smith. Tels

[1]) *Richesse des nations*, édit. de la Collection des principaux économistes, Paris, 1843, t. II, p. 144.

sont les inconvénients d'un système bâti *a priori* sur une conception sortie du pur raisonnement et non pas de l'examen précis des faits.

Adam Smith vivait à la fin du XVIIIe siècle. Ses idées, longtemps contestées par les hommes de gouvernement et par les praticiens, ont triomphé seulement après le milieu du dix-neuvième siècle. Depuis, elles ont été démenties souvent par les faits, et de nouveau on les discute aujourd'hui avec une grande vivacité. Mais sa méthode erronée et décevante est restée celle de beaucoup d'économistes contemporains. Comme lui, ils s'en tiennent obstinément au procédé de l'hypothèse non vérifiée, prise comme base de démonstration, et ils ne réussissent qu'à copier servilement son erreur. Ainsi, selon M. Baudrillart [1], qui lui aussi raisonne presque constamment sur des propositions gratuites, « le commerce entre les nations présente le même avantage que le commerce de province à province... La nation qui exporte un certain produit en retour d'autres marchandises, se livre, par suite de la certitude et de l'étendue du marché, avec plus d'ardeur et d'habileté à la production de ce qu'il lui est possible d'obtenir plus économiquement, et reçoit en échange d'autres objets également obtenus avec le moins de frais possible. De là une tendance, pour chaque nation, au plus haut développement industriel et à la plus grande richesse ». S'il en est ainsi, comment se fait-il donc que des États anciennement libre-échangistes, comme la Turquie, la Perse, divers pays sud-américains, voient encore leur production industrielle nulle ou monopolisée aux mains des étrangers? Comment se fait-il que l'Angleterre ait pu développer son industrie et son commerce, au point de se mettre hors de pair, avant d'avoir adopté et appliqué la théorie de la liberté des échanges? Comment se fait-il enfin que les États-Unis de l'Amérique du Nord soient aujourd'hui lancés sur la voie d'un progrès extraordinairement prompt et puissant, en dépit de l'existence d'un tarif prohibif? Les faits démentent évidem-

1) *Manuel d'économie politique*, 3e édit., 1872.

ment la théorie, et malgré les raisonnements les plus subtils, en démontrent à l'évidence l'inexactitude.

Mais on pourrait répondre à cela que M. Baudrillart est déjà un économiste de la vieille école, et que sans doute, les auteurs plus récents savent se mettre mieux d'accord avec les faits. Il n'en est rien, au moins pour ce qui concerne la plupart des réprésentants des écoles officielles. On continue généralement à professer *in abstracto* que le libre-échange est un dogme intangible, sans tenir compte des différences et des inégalités qui existent entre les pays et les peuples. On est arrivé à prêcher ainsi une sorte d'internationalisme humanitaire, qui est en contradiction formelle avec les faits de la vie courante. Les propagateurs officiels de cette prétendue science, les professeurs des écoles de droits, ont bien senti le néant d'une telle conception; cependant ils l'ont admise en s'efforçant seulement de l'amender. Par quoi? Par un remède pire que le mal. En effet, suivant eux, l'intérêt national, abandonné aux hasards de la lutte économique, doit être soutenu, s'il faiblit, par l'action multipliée, directe de l'État. Dans ces conditions l'économie politique, fortement mélangée de socialisme, et vulgarisée du haut d'une chaire officielle, par un professeur public, devient un véritable poison intellectuel pour les jeunes esprits auxquels on l'impose avec la sanction précise d'un examen obligatoire. Ces maîtres se font les avocats d'une formation sociale inférieure, nous nous en apercevrons bientôt.

IV.

Les hommes d'affaires sont tout aussi absolus dans leur opinion et exagérés dans leurs prétentions, au moins dans beaucoup de cas, s'ils n'obéissent pas comme les économistes à l'impulsion d'un raisonnement sophistique, ils réduisent trop souvent leurs conceptions au niveau d'un intérêt mal entendu. Un grand nombre d'entre eux craignent par-dessus tout la concurrence, et l'effort nécessaire pour lui résister. Leur idéal se résume en un calme courant de transactions, sur un marché limité, mais sûr, sans lutte, sans progrès

brement des entrepôts. D'abord, la douane ne peut retenir trop longtemps les colis, car elle entraverait le commerce et lui porterait de graves préjudices. Ensuite, le commerce use de mille moyens souvent très difficiles à prévoir ou à déjouer pour arriver à son but, c'est-à-dire à la réduction du droit au moyen d'une dissimulation. Et comme il est impossible qu'un modeste commis sache apprécier au juste les milliers d'articles différents qui passent sous ses yeux, on se contente d'un à peu près. Toutes les déclarations raisonnables sont acceptées telles quelles; on ne conteste que celles où la fraude est par trop visible, et enfin de compte les chiffres de la statistique douanière se trouvent réduits par là de 10, 20, 30 et même 50 %, selon les articles et selon les pays.

Cela est si vrai, qu'en France, on a renoncé à la pratique des droits *ad valorem*, à la suite d'une minutieuse enquête, parce que l'on a considéré *que les intérêts du Trésor étaient lésés dans une mesure par trop considérable par la fraude sur les déclarations!* En Turquie, où l'importation ne paie pas plus de 8 %, on considère que les valeurs déclarées sont inférieures de 25 à 30 % à la réalité[1]. Le cas est le même en Italie, car le consul anglais à Gênes écrivait en 1890 dans un document officiel: « Je joins comme de coutume à mon rapport tous les renseignements que j'ai pu me procurer sur le mouvement du commerce. Ils proviennent des négociants et de diverses personnes intéressées dans le trafic de chacun des articles dont il est question. *Je suis beaucoup plus disposé à ajouter foi à ces avis qu'aux statistiques officielles, car je sais personnellement combien elles sont inexactes dans beaucoup de cas*[1]

Si la corruption des agents s'ajoute à l'imperfection du contrôle, l'erreur prend alors des proportions gigantesques.

Un rapport du contrôleur général des douanes de Washington signalait un certain nombre de fraudes pratiquées, selon ce fonctionnaire lui-même, sur une grande échelle aux

[1]) Consular Reports, 1887.
[2]) *Ibid.* 1891.

Etats-Unis. Voici quelques exemples des procédés employés par les importateurs. Des caisses de gants déclarées pour moitié de leur valeur, étaient reçues par des agents corrompus, aux taux de la déclaration, et ne payaient par conséquent que demi-droit. Des soieries consignées à un courtier en douane étaient introduites par lui dans des conditions analogues. A San-Francisco, sur quatre caisses de cotonnades déclarées pour 327 dollars, on a découvert trois caisses de soieries estimées près de 3000 dollars. « On ne sait pas encore exactement, dit le rapport, dans quelle mesure ce genre de fraude a été pratiqué ». La caisse contenant des articles conformes à la déclaration était seule présentée au contrôle, qui prenait soin de limiter là sa curiosité. Les liqueurs exportées avec décharge de l'impôt intérieur, et invendues, jouissent du droit de réimportation moyennant une taxe de 90 cents par gallon. Des commerçants ingénieux faisaient sortir des articles, communs, et réimportaient les vases, préalablement vidés, puis remplis de spiritueux passibles d'un droit de 2 dollars et demi par gallon. Ces faits ont été découverts et réprimés, mais il en est sans doute bien d'autres que la douane fédérale ignore. Dans la République Argentine, on a fait il y a quelques années une enquête qui a révélé d'innombrables abus. De nombreux fonctionnaires, des notables du pays, furent compromis. En Russie la situation était sensiblement la même, car en 1892, on a vu traduire en justice le personnel entier de la douane de Taganrog, qui s'était entendu avec des commerçants de la ville pour frauder le Trésor.

Mais le système de perception peut être basé sur un tarif dit *spécifique*, c'est-à-dire fixé d'après la nature et la quantité des produits. La France est aujourd'hui dans ce cas. Comment les choses se passent-elles donc avec un tel tarif.

Nous n'hésitons guère à déclarer que la douane n'est pas beaucoup plus sûre de ses chiffres. Voici pourquoi. En réalité, l'administration cherche toujours, même avec un tarif spécifique, à proportionner la quotité du droit à la valeur des articles taxés, parce que cette base est la plus équitable au point de vue fiscal, et la seule admissible au

point de vue économique de la protection. Pour y réussir, elle combine son tarif de telle sorte que tous les produits connus soient classés dans des catégories assez multipliées pour que l'on approche de la proportion du droit avec la valeur. Pour bien faire saisir cette combinaison, nous choisirons des exemples dans le tarif français de 1892. Voici d'abord les numéros 652:

		TARIF maxim.	TARIF minim.
Parapluies et parasols.	de coton, la pièce	0.50	0.25
	d'alpaga —	0.75	0.50
	de soie —	1.75	1.25

Ce numéro ne comporte que trois subdivisions, la première s'applique à des objets évidemment moins chers que ceux de la seconde; ceux-ci le sont moins que les articles de la troisième. On réalise donc une proportionnalité approximative, mais on impose au douanier une vérification assez minutieuse, pour discerner celle des trois catégories à laquelle appartient le colis de parapluies qui lui est présenté. Que devient cette difficulté avec des articles plus compliqués, c'est ce que nous allons voir par d'autres exemples.

Voici notamment les tissus de coton. Ils sont répartis dans le tarif français de 1892 en 33 numéros (404-437). Le numéro 404 est combiné de la façon suivante:

Tissus de coton pur, unis, croisés et coutils :	TARIF maxim.	TARIF minim.
404 *Écrus*, présentant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté, ceux pesant : 13 kil. et plus, les 100 mètres carrés, 27 fils et moins, les 100 kil.	80 »	62 »
Id., 28 à 35 fils, id.	100 »	77 »
Id., id., 36 à 43 fils id.	125 »	96 »
Id., id., 44 fils et plus, id.	153 »	118 »
Id., 11 kil. inclusivement à 13 kil. exclusivement, 27 fils et moins, id.	91 »	70 »
Id., id., 28 à 35 fils, id.	113 »	87 »
Id., id., 36 à 43 fils id.	139 »	107 »
Id., id., 44 fils et plus, id.	170 »	131 »
Id., 9 kil. inclusivement à 11kil. exclusivement, à 27		

Tissus de coton pur, unis, croisés et coutils :	TARIF maxim.	minim.
fils et moins, id	117 »	90 »
Id., id., 28 à 35 fils, id	144 »	111 »
Id., id., 36 à 43 fils, id	179 »	138 »
Id., id., 44 fils et plus, id	223 »	172 »
Id., 7 kil. inclusivement à 9 kil. exclusivement, 27 fils et moins, id	139 »	107 »
Id., id., 28 à 35 fils, id	170 »	131 »
Id., id., 36 à 43 fils, id	214 »	165 »
Id., id., 44 fils et plus, id	229 »	230 »
Id., 5 kil. inclusivement, à 7 kil. exclusivement, 27 fils et moins, id	167 »	129 »
Id., id., 28 à 35 fils, id	180 »	139 »
Id., id., 36 à 43 fils, id	258 »	199 »
Id., id., 44 fils et plus, id	390 »	300 »
Id., 3 kil. inclusivement à 5 kil. exclusivement, 27 fils et moins, id	299 »	230 »
Id., id., 28 à 35 fils, id	375 »	287 »
Id., id., 36 à 43 fils, id	468 »	360 »
Id., id., 44 fils et plus, id	715 »	550 »
Id., moins de 3 kil. les 100 mètres carrés, id	806 »	620 »

Le numéro 405 comprend les mêmes subdivisions pour les tissus *blanchis*, et le numéro 406 également pour les tissus *teints*. Certains types présentent un élément de complication différent. Voici entre autres le numéro 411.

411 Tissus de toute sorte en coton pur ou mélangé, fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints, blanchis ou glacés, les 100 kil. (Resteront dans cette catégorie les tissus contenant des liteaux espacés de moins d'un mètre.)	Droit des tissus écrus augmenté de 65 % plus le droit afférent à la teinture au blanchiment ou au glaçage pour le tarif général et de 50 % pour le tarif minimum.

Nous le répétons, ce ne sont là que des exemples pris entre beaucoup d'autres types du même genre, afférents aux tissus, aux papiers, aux ouvrages en métaux, etc. Choisissez maintenant entre tous les commis de la douane le plus habile, le plus intelligent, le plus expérimenté, le plus intègre; mettez-le dans un port fréquenté comme le Havre, Bordeaux

ou Marseille, en présence d'une quantité d'importateurs intéressés à le tromper, et vous verrez qu'ils le tromperont en effet dans une mesure variable, sur le poids, sur l'espèce, sur la catégorie. Ils profiteront de la moindre défectuosité du tarif pour faire classer leur produit dans une catégorie moins taxée; ils combineront leurs procédés de fabrication de façon à faire naître des incertitudes qui leur profitent. Et en fin de compte la statistique, qui devrait être en quelque sorte la photographie du mouvement des marchandises pour justifier l'usage qu'on en fait et l'autorité qu'on lui attribue, ne sera qu'une image tronquée, inexacte, infidèle des choses. Mais ce n'est pas tout encore.

Avec les droits spécifiques l'importateur n'a pas à déclarer la valeur de ses marchandises puisque la base du droit résulte de l'espèce, non de la valeur. Il en est du reste de même pour les exportations qui n'ont à payer aucune taxe. Cependant la douane indique dans ses tableaux *la valeur actuelle des marchandises entrées ou sorties*, et très généralement *on ne raisonne que sur les chiffres de valeurs ainsi indiqués.* Comment ces chiffres sont-ils donc établis, au moins en France?

Il existe chez nous une commission composée d'un certain nombre d'hommes d'affaires, pris parmi les notables des principales spécialités. On l'appelle la commission des valeurs en douane. Elle est subdivisée en sous-commissions qui s'occupent chacune d'une catégorie d'articles répondant à la compétence de ses membres: produits des fermes, produits minéraux, soie, coton, laine, etc., etc. Ces sous-commissions examinent chacun des articles du tarif, et en indiquent la valeur moyenne par unité pour l'année courante; le résultat final de leur travail constitue le tableau des valeurs actuelles en douane. C'est d'après ce tableau que le commis chargé de ce soin évalue par exemple une caisse pesant 250 kilos, contenant un tissu écru de coton classé parmi la catégorie pesant au moins 13 kilos les 100 m. carrés, et comptant de 36 à 43 fils en chaîne et en trame aux 5 millimètres!

On aperçoit vite le côté artificiel de cette combinaison compliquée. Le commis peut être trompé, ou il peut se

tromper lui-même sur le poids et sur la catégorie de la marchandise; de plus, le prix qu'il applique est un prix moyen, qui s'écarte sensiblement de la vérité en plus ou en moins, qui n'est jamais, ou presque jamais, la réalité même. Ainsi l'erreur est probable sur la quantité, l'espèce, la valeur. Dans de pareilles conditions, encore une fois que vaut la statistique comme base de raisonnement? C'est un renseignement qui, avec des apparences de précision mathématique, reste très vague, très incomplet, très sujet à caution, et il ne peut en être autrement. Nous demandons à présent ce que valent à leur tour les théories échafaudées sur une pareille base?

VI.

La douane est donc dans l'impossibilité de connaître tout ce qui traverse la frontière; elle connaît mal ce qui passe sous ses yeux. Par suite, même lorsqu'elle agit fidèlement, et de son mieux, une bonne partie des faits lui échappe. Quand ses agents sont infidèles, ou seulement négligents, l'imperfection des statistiques dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Comme beaucoup de faits, tels que les entrées et sorties des articles exempts, ou la détermination de la valeur pour les articles taxés spécifiquement, ne sont pour le service douanier qu'une tâche secondaire, peu ou point contrôlée, les commis réservent leurs efforts pour la partie sérieuse de la besogne, pour ce qu'ils considèrent assez naturellement comme leur mission essentielle, c'est-à-dire, pour la détermination et le calcul des taxes. Le reste est fait bien souvent sans le moindre soin, à vue d'œil, au hasard, par à peu près. C'est encore là une raison importante pour que l'on refuse aux statistiques douanières une confiance qu'elles ne méritent à aucun degré.

Ceci nous amène enfin à faire une dernière constatation qui achèvera de nous édifier sur la valeur des tableaux des douanes et des théories dont ils sont l'argument essentiel. A chaque instant on compare entre eux les chiffres de ces

tableaux. Ainsi, on cherche à se rendre compte des différences qui se sont produites, dans un même pays, entre deux époques ou deux périodes déterminées. Ou bien encore on rapproche les chiffres relatifs à deux pays quelconques, afin de comparer leur situation réciproque. Cette méthode est radicalement fausse, *car il est impossible d'établir une comparaison exacte entre les diverses périodes de la statistique douanière d'un même pays, et encore moins entre les résultats indiqués pour des pays différents.* C'est ce que nous allons démontrer.

Les causes de cette impossibilité sont variées. Elles proviennent : 1° des changements fréquents apportés par chaque administration dans ses procédés et ses bases de calcul; 2° de l'organisation différente du service dans les divers pays : 3° de l'imperfection ou de l'insuffisance variables des moyens de constatation.

Il arrive souvent que les administrations douanières modifient leurs procédés et leurs bases de calculs. Ainsi, en France, le *Tableau général du Commerce*, publié chaque année par l'administration des douanes, se divise en plusieurs séries distinctes. De 1826 à 1847, la valeur des marchandises a été appréciée ou vérifiée d'après un tableau dressé une fois pour toutes sur des évaluations moyennes, en 1826. En 1847, on se rendit compte de l'absurdité d'un système qui rendait fixe les bases d'appréciation de la douane, et l'on institua la Commission permanente des valeurs en douane, chargée d'établir chaque année le tableau des prix moyens de tous les articles entrant ou sortant d'une façon courante. Au moyen de ce tableau on calcule la valeur des articles recensés. Le procédé est donc tout différent, et il est devenu évidemment impossible de comparer avec quelque chance de vérité ces deux périodes si distinctes : 1826-1847, et en 1847 à aujourd'hui.

Jusqu'en 1869, on considérait dans tous les cas comme pays de provenance celui d'où le navire avait été expédié en dernier lieu pour la France, et comme pays de destination celui dans lequel se rendait d'abord le navire exportateur. Il en résultait qu'une balle de café expédiée du Brésil au Havre, avec relâche ou transbordement à Lisbonne,

était inscrite comme originaire du Portugal, tandis qu'une caisse de cotonnades partie de Rouen pour New-York avec arrêt à Liverpool, était comptée comme exportation en Angleterre. Il en était de même avant 1857 pour les expéditions par terre. Mais depuis 1858 pour celles-ci, depuis 1870 pour les transports maritimes, on demande aux expéditeurs et aux exportateurs de désigner le lieu définitif de destination ou d'origine. Le procédé est beaucoup plus rationnel, mais toute comparaison établie entre le régime nouveau et l'ancien devient impossible. Observons d'ailleurs que les renseignements actuels de la douane sont encore relatifs. D'abord l'expéditeur n'est pas toujours assuré de vendre son produit dans le pays vers lequel il le dirige; peut-être sera-t-il amené à en faire lui-même la réexpédition. Mais surtout, il ignore si son acheteur n'est pas un simple intermédiaire, qui destine par avance son acquisition à un pays autre que le sien. Les Anglais, par exemple, achètent beaucoup en France pour revendre un peu partout. Quand la douane nous indique le chiffre brut des exportations à destination de l'Angleterre, elle nous donne donc un renseignement incomplet et difficile à comparer avec les chiffres relatifs à d'autres pays, placés dans une condition différente.

Nous pourrions citer pour la France d'autres exemples encore, et il en est de même dans tous les pays. Ainsi, l'Angleterre a compté jusqu'en 1883 les tissus mélangés laine et coton parmi les articles de coton pur; puis, à partir de cette année, on a distingué les articles dans lesquels la laine domine, pour les ranger dans la catégorie des lainages. Comment comparer dès lors les chiffres afférents aux tissus de laine et de coton dans les deux périodes. Et il est bien d'autres inégalités de cette nature.

Les variations incessantes des prix, autrement dit les fluctuations du pouvoir d'achat de la monnaie, sont telles d'une période à l'autre, qu'en se bornant à comparer les valeurs, on ne peut se rendre compte de l'activité réelle des échanges, car des sommes égales peuvent représenter des quantités de produits très différentes.

L'organisation différente du service dans les divers pays

est aussi une cause capitale d'inégalité. En France, par exemple, il est fortement organisé avec un personnel relativement nombreux, instruit, d'une intégrité qui ne comporte que des exceptions rares. Aux Etats-Unis, il est réputé insuffisant comme nombre, capacité et intégrité; nous dirons plus loin pourquoi. Il en est de même en Russie et ailleurs On conçoit immédiatement que des administrations aussi peu semblables obtiennent des résultats inégaux dans une comptabilité immense, qui exige beaucoup d'exactitude, de soin, de conscience chez les agents chargés de recueillir les chiffres et de grouper les résultats. D'ailleurs, les façons d'opérer ne sont pas semblables dans tous les pays. Les marchandises ne sont ni désignées ni groupées de même. Les vérifications se font par des moyens variés. Les valeurs sont établies par des procédés qui diffèrent soit par la rigueur, soit par l'exactitude. Le transit n'est pas calculé partout de la même façon; du reste certains pays n'en ont pas beaucoup, et ne prennent pas même la peine de le distinguer. D'autres au contraire ne peuvent arriver à départager exactement le commerce général, transit compris, du commerce spécial. Parmi ceux-ci, la comptabilité du transit est établie sur des bases différentes. Comment se reconnaître au milieu de toutes ces variations, et surtout, comment comparer des résultats obtenus par des moyens aussi différents?

L'imperfection et l'insuffisance des moyens de constatation interviennent enfin, dans tous les pays, pour vicier les statistiques douanières, mais à des degrés différents. En effet, dans certains pays le mouvement commercial est immense, et porte sur une infinité d'articles variés. Ailleurs la circulation est moins active de beaucoup, et porte sur un nombre bien plus restreint d'articles. Dans le premier cas, les difficultés sont plus grandes que dans le second, et les risques d'erreur se multiplient en conséquence. Voilà encore un obstacle grave opposé à toute comparaison équitable.

En résumé, on peut donc affirmer d'une façon très nette, *que les statistiques douanières publiées dans les divers pays*

sont, pour des raisons nombreuses et graves, d'une inexactitude notoire, et que de plus il est impossible d'établir entre elles, soit pour un seul pays, soit pour plusieurs, des comparaisons même approximatives. Il est donc puéril et dangereux de baser sur ces documents de faible valeur, des raisonnements théoriques, de les choisir comme point de départ unique de vastes systèmes destinés à exercer une influence quelconque sur les hommes chargés de faire la loi ou de l'appliquer. C'est pourtant ainsi que l'on procède tous les jours, dans les livres, dans les journaux, dans les revues spéciales, dans les discussions parlementaires. D'où provient cela? D'abord de ce fait que l'on trouve commode de puiser, dans des documents administratifs, des arguments tout préparés, et affectant les apparences trompeuses d'une exactitude mathémathique. Cela est vite fait, peu laborieux et séduit beaucoup de gens, qui s'accommodent à bon compte de ces faits tronqués, incomplets, ou tout à fait faux. Cette façon de procéder résulte aussi de la prédominance des écoles économiques, qui ont accoutumé les esprits à se contenter d'un petit nombre de faits choisis pour asseoir une argumentation, au lieu de rechercher longuement et péniblement, pour ensuite les classer dans un ordre logique, toutes les causes, toutes les circonstances qui agissent pour établir une situation donnée. Ceux qui procèdent de la sorte à défaut d'une méthode complète et sûre, ne tiennent d'ailleurs compte, en tout état de cause, que d'une certaine catégorie de faits: les échanges constatés; ils négligent une foule de circonstances qui échappent à la vérification des services douaniers, et qui exercent cependant sur la production et la consommation une influence prépondérante. Est-il surprenant, après cela, que l'on discute tant sans parvenir à s'entendre? Chacun fait dire aux chiffres ce qui répond le mieux aux conceptions arbitraires de son esprit, et soutient, sans vouloir en démordre, une opinion en rapport avec ses préjugés ou ses intérêts immédiats. Et voilà comment on peut se jeter indéfiniment de gros chiffres à la tête sans jamais réussir à s'entendre, ni à présenter d'ailleurs une solution communément acceptable de la question.

VII.

Est-il donc impossible d'y parvenir? Faut-il abandonner ce problème, comme insoluble, aux expériences hasardées de l'empirisme? Nous ne le croyons pas. Nous pensons au contraire que l'on peut formuler d'une manière scientifique, et par conséquent rigoureuse, les caractères économiques de chaque pays, pour le faire entrer naturellement ensuite dans un type répondant à sa condition et exigeant un régime douanier en rapport avec celui-ci. Pour y réussir, il suffit d'appliquer à l'étude du commerce international une méthode complète. L'observateur doit réunir, avec l'aide de cette méthode, et classer tous les faits capables d'éclairer le sujet sans craindre la complication. Les circonstances de lieu, de formation sociale, d'organisation politique, de voisinage, vont donc concourir à nous éclairer sur la condition propre, et sur les aptitudes économiques de chaque pays, de chaque peuple. Nous espérons qu'après cela le lecteur se rendra compte à la fois du vrai caractère de la situation économique actuelle, et de la puissance du procédé d'investigation que la science sociale met à notre disposition pour éclairer les divers problèmes de la vie des sociétés humaine.

Les premières idées qu'il est nécessaire de fixer pour former le point de départ de toutes les recherches ultérieures, sont les suivantes: Qu'est-ce que le commerce international? Comment et de quoi s'alimente-t-il? De quelle façon peut-on grouper ces résultats pour arriver à fixer des types précis, uniformes? Nous allons répondre sommairement à ces diverses questions.

Etant donné qu'il existe des nations pourvues d'une individualité distincte, jouissant d'un sol, d'un climat, d'une organisation sociale, d'un status géographique différent, ces nations sont naturellement amenées à échanger les productions diverses que leur fournissent la nature ou leur propre industrie. De là naît le commerce international; il tend à former d'abord, puis à multiplier les relations entre les peuples, sans effacer d'ailleurs les traits qui les diversifient.

qui leur font leur personnalité séparée, et leur donnent dans l'ensemble de l'humanité une situation plus ou moins forte. Il réussit sans doute à atténuer les différences dans une certaine mesure, par l'effet d'une mutuelle pénétration, mais cette atténuation ne va jamais jusqu'à l'identification complète. Il faut, pour transformer un peuple, exercer sur lui une action autrement forte et continue que celle qui résulte de rapports purement commerciaux.

Les échanges internationaux ont pour aliments deux grandes catégories de productions, qui se combinent plus ou moins dans les achats et les ventes opérés par chaque pays. La première groupe les productions naturelles, utilisables pour l'alimentation, ou comme matière première de l'industrie, soit telles quelles, soit après une première façon élémentaire. La seconde comprend tous les produits fabriqués applicables directement à la consommation. Selon qu'un pays fait prédominer dans son commerce extérieur l'un ou l'autre de ces éléments, sa condition économique est différente. Il y a donc déjà dans cette circonstance un critérium important pour une classification scientifique. Ce n'est pas le seul, car un pays n'est pas libre d'orienter sa production dans telle ou telle direction indifféremment. Il est soumis à ce point de vue, à des influences fortes et profondes, qui l'obligent à agir dans un sens donné. Tel peuple, favorisé par les avantages du milieu, par ses aptitudes propres, par sa situation géographique, deviendra par une évolution fatale un grand producteur industriel. Un autre, moins bien doué à l'un de ces points de vue, s'en tiendra à la simple exploitation des richesses naturelles de son sol. D'autre part, des circonstances temporaires peuvent inspirer à un pays une politique économique essentiellement libérale, et simultanément à un autre pays une politique opposée.

En nous basant sur ces indications générales, et après un examen minutieux des faits, nous croyons pouvoir répartir tous les pays civilisés dans les quatre divisions du tableau suivant:

I. Type du Libre-Échange.

1re Variété. Pays à production naturelle prépondérante.

2me Variété. Pays à prédominance de l'industrie ou du commerce.

II. Type de la Protection.

1re Variété. Pays à développement mixte de la culture et de l'industrie.

2me Variété. Pays en voie de développement industriel intense.

Nos études nous ont amené à classer les divers pays dans ces quatre variétés selon le tableau que voici :

1° *Type du Libre-Échange.*	2° *Type de la Protection.*
1re VARIÉTÉ.	1re VARIÉTÉ.
Pays à production naturelle prépondérante.	**Pays à développement mixte de la culture et de l'industrie**
Perse.	Suisse.
Turquie.	Allemagne.
Inde et dépendances.	Autriche.
Chine et Indo-Chine.	France.
Japon.	
Russie.	
État Sud-Slaves.	
Grèce.	
Hongrie.	
Italie.	
Espagne, Portugal.	
États Sud-Américains.	
2me VARIÉTÉ.	2me VARIÉTÉ.
Pays à prédominance de l'industrie ou du commerce.	**Pays en voie de développement industriel intense.**
Angleterre.	États-Unis.
Belgique.	
Pays-Bas.	
Norvège.	
Danemark.	

On aura remarqué sans peine qu'il existe entre ce tableau et celui des types sociaux que nous avons donné plus haut[1]) des coïncidences frappantes. Cela s explique tout naturellement par l'influence décisive de l'état social sur la production. et par conséquent sur les aptitudes et les tendances économiques de chaque peuple.

Il est bon de faire ressortir tout de suite un fait bien significatif qui se résume ainsi: Les nations qui appartiennent à la formation communautaire sont, en règle générale, poussées logiquement vers le libre-échange; cela ne veut pas dire qu'elles le pratiquent toujours. mais quand elles prétendent agir à l'encontre de leur pente naturelle elles en sont durement punies. Pour les pays particularistes, au contraire, la règle est beaucoup plus souple et subit davantage la pression des circonstances. C'est que les races du second type disposent d'un ressort tout puissant dont les autres manquent: l'initiative individuelle développée, généralisée, agissant sur tous les points et dans toutes les directions. C'est là un fait de premier ordre, une vérité éclatante dont ce livre fournira la démonstration irréfutable.

Avant de clore ce chapitre, nous voudrions faire encore une observation de portée générale. Nous avons montré ce que vaut la statistique douanière comme moyen d'investigation économique. On peut en dire autant de la statistique en général. Les chiffres d'apparence si précise que l'on publie dans la plupart des pays pour indiquer la quantité ou la valeur de la production sont, presque toujours, d'une inexactitude complète. Il en est ainsi pour la production agricole comme pour la production industrielle. On ne peut pas faire fond sur ces nombres plus que sur ceux que publient les services de douanes. En les prenant comme on le fait souvent, comme base unique pour apprécier la situation présente et prévoir l'avenir d'un peuple, on s'expose donc à commettre des erreurs considérables qui, lorsqu'elles influent sur les décisions des gouvernements ou des parlements, peuvent entrainer des conséquences pratiques graves.

Voir p. 14 ci-dessus.

Nous allons voir maintenant, en étudiant les divers pays classés d'après leurs formations sociales, comment et pourquoi chacun d'eux se range dans l'un de ces deux types et dans l'une de ces quatre variétés. En d'autres termes, nous allons montrer, pour chaque pays, l'ensemble des causes qui, en le plaçant dans un certain état de production, indiquent logiquement le régime douanier qui lui convient. Nous aurons par là dégagé les lois naturelles et complètes du problème économique posé par le mouvement du commerce international.

PREMIÈRE PARTIE.

LA FORMATION COMMUNAUTAIRE.

LIVRE PREMIER.

LE TYPE COMMUNAUTAIRE ACCENTUÉ.

I. — COMMUNAUTÉS PASTORALES.

CHAPITRE PREMIER.

LES GRANDS PASTEURS DE LA MONGOLIE.

Influences naturelles qui agissent sur la formation sociale. — L'art pastoral comme métier unique : ses effets. — Le collectivisme obligatoire. — La religion dans la steppe ; son rôle social. — État actuel des populations mongoles.

I.

Les civilisés, et surtout les urbains, qui vivent dans un milieu entièrement transformé par le travail humain, ont beaucoup de peine à concevoir l'action exercée par les ressources et les forces naturelles sur la formation sociale des peuples. Il leur semble que l'homme est arrivé à maîtriser complètement la nature, et que celle-ci devenue dépendante, ne saurait dominer son maître. En réalité, cette impression est fausse. Sans doute, l'homme commande à la nature, quand celle-ci se prête à une transformation par le travail. Mais la région où vit une famille ne perd jamais entièrement son influence. Cette influence peut être assez restreinte ; mais elle devient parfois si puissante qu'elle dirige tous les actes,

on pourrait presque dire tous les gestes de l'homme. Cette action du lieu atteint son maximum là où le sol étant intransformable, les habitants se bornent à recueillir ses productions spontanées. Elle arrive à son minimum là où les habitants ne demandent rien au sol et vivent exclusivement de ressources tirées du dehors: tel est le cas pour les villes de commerce. Entre ces deux types extrêmes, il y a place pour une gradation étendue, nous nous en apercevrons au cours de nos études. Nous verrons en effet que les sociétés humaines se détachent graduellement des influences du lieu, au fur et à mesure qu'elles deviennent plus progressives et plus avancées, et nous constaterons en même temps que dans ce mouvement dû à leurs efforts laborieux, elles vont en se compliquant de plus en plus. Ainsi, les races qui subissent le plus fortement l'action du lieu sont aussi les plus simples. C'est pour ces motifs que nous sommes amenés à les étudier tout d'abord. Disons immédiatement que les sociétés simples se subdivisent en plusieurs variétés. Nous distinguerons: 1° les populations qui vivent exclusivement des produits spontanés du sol; 2° celles qui ajoutent à cet élément principal des ressources accessoires tirées d'une pratique rudimentaire du commerce, de la fabrication ou de la culture; 3° celles qui font du commerce leur principale occupation, tout en continuant de pratiquer l'art pastoral.

II.

Il existe dans le monde une région immense qui se caractérise par son intransformabilité générale, et où les parties transformables ne sont que de minimes exceptions. Cette zone, pays d'élection de la communauté, s'étend des chaînes de montagnes qui séparent la Sibérie de la Mongolie, jusqu'au rivage occidental de l'Afrique du nord, formant ainsi une bande oblique dont les aspects sont très variés, mais dont le caractère essentiel est le même. Dans sa partie nord, cette région est constituée par les hauts plateaux asiatiques, qui se distribuent sur de larges espaces à une altitude variant de 2000 à 5000 mètres. Elle se continue vers le sud-

ouest par les steppes désertiques de la Perse, de l'Arabie et du Sahara. Nous restreindrons pour le moment notre examen aux plateaux élevés de l'Asie centrale.

Ces plateaux s'étagent entre les monts sibériens et l'Himalaya d'une part, entre l'Altaï et les monts Jabionoï d'autre part[1]. Ils forment un système compliqué de montagnes, de vallées, de plaines, de déserts. Leurs caractéristiques prinpales sont: un hiver très long avec des chutes de neige considérables, et un été court et chaud. Il résulte de ces circonstances climatériques que la seule production importante et régulière de la région est l'herbe, dont la croissance ne réclame que quelques semaines. A chaque printemps, partout où il existe une couche d'humus, les graminées poussent promptement, formant une nappe verte et fleurie, assez épaisse pour cacher un homme à cheval. Bientôt un été brûlant vient dessécher cette herbe, que l'automne couvre d'une couche de neige sèche et préservatrice.

Voici donc une région à peu près interdite à la culture, mais où abonde une production spontanée propre à l'élève du bétail. Si l'homme se hasarde dans ces contrées, il sera donc forcément conduit à se spécialiser dans ce genre de travail. Et en effet, nul n'ignore aujourd'hui que les populations de la Mongolie et des pentes adjacentes: Tartares, Baschkirs, Kalmoucks, etc., sont avant tout des pasteurs. Les Mongols sont par excellence les représentants de ce type, car, habitant une steppe riche, c'est-à-dire bien pourvue d'herbe, ils peuvent grouper de grands troupeaux d'animaux de forte taille, comme le cheval, le bœuf et le chameau. Il y a des familles tartares qui possèdent des milliers de ces animaux, dont elles vivent presque exclusivement en utilisant leur lait, leur chair, leur cuir, leurs peaux, leurs cornes et leurs poils, voire même leurs déjections qui remplacent le bois à brûler. Voilà donc une situation bien précise et d'une grande simplicité, puisqu'elle repose, dans un lieu qui ne change pas, sur

[1]) Cette vaste région se continue à l'est et à l'ouest par des pentes et des plaines qui, à l'état naturel, ne sont que des steppes, mais des steppes en grande partie transformables par la culture.

un travail unique et toujours le même. Nous allons en voir les effets, sans insister longuement pour ne pas dépasser les limites de notre cadre. Toutefois, il est indispensable de bien préciser les traits essentiels de ce type social qui constitue un point de départ et de comparaison.

Nous venons de dire que l'art pastoral, pratiqué dans de telles conditions, suffit pour fournir les éléments matériels de l'existence. C'est un métier qui, au besoin, se suffit complètement à lui-même. Toutefois il faut pour cela que certaines conditions soient réalisées. D'abord, comme un troupeau ne tarde pas à consommer toute la réserve d'herbe qui se trouve à sa portée, il doit forcément se déplacer sur des espaces de parcours assez considérables. Aussi le pasteur est-il nomade. En second lieu, à côté du travail principal, il faudra bien pratiquer un certain nombre de travaux accessoires indispensables: préparation du lait, du beurre et du fromage; tannage des peaux; confection des vêtements, des chaussures, des harnais et des ustensiles; fabrication du feutre pour les tentes et les tapis. C'est que, en effet, pour des familles isolées dans la steppe immense, il est difficile de demander ces articles au commerce, et il faut les faire soi-même. C'est ce qu'on appelle la fabrication ménagère, dont nous ne pouvons nous dispenser de relever les caractères essentiels. En premier lieu, notons que chez le nomade, tout doit se faire à la main et avec un outillage très sommaire. Aussi ne peut-on produire que des objets grossiers, répondant aux besoins élémentaires de la vie nomade. D'autre part, ce mode d'existence ne permet pas les réserves encombrantes; il faut donc fabriquer au fur et à mesure des besoins, c'est-à-dire continuellement. Nous verrons tout à l'heure comment la famille s'adapte à ces besoins, mais auparavant examinons de quelle manière sont résolus ici les problèmes de la vie ouvrière.

Dans la fabrication telle que nous la connaissons, dans nos sociétés compliquées, on rencontre d'abord la question des engagements de la main-d'œuvre, qui donne lieu à bien des difficultés, entre autres à celle des bureaux de placement. Ici, la question ne se pose pas, puisque c'est la famille qui

fournit à elle seule tous les ouvriers nécessaires. Il en est de même pour la question si ardue du travail des femmes, et aussi pour celle du salaire, car l'ouvrier, participant à toutes les ressources de la famille, n'a point à réclamer une rémunération spéciale. Il s'ensuit en outre que le chômage n'a point les conséquences redoutables qu'il entraîne dans les sociétés compliquées; ici le travail et le repos sont réglés uniquement par les besoins de la famille. Comme la matière première, la main-d'œuvre, la force et l'outillage proviennent exclusivement de la famille et du troupeau, il n'y a pas lieu de se préoccuper de la recherche des capitaux. Enfin dans la steppe riche, où le troupeau est nombreux, ses produits suffisent aux besoins du groupe familial, qui n'a point à se procurer des ressources supplémentaires, par exemple en vendant l'excédant de sa fabrication. Le voilà donc débarrassé du problème de la découverte d'une clientèle, ainsi que des risques et des déceptions que ménage la concurrence. En revanche rien ne l'incite à perfectionner ses produits, d'où la stagnation à peu près absolue des procédés, des méthodes et de l'instruction en général. Est-il besoin de faire remarquer qu'une telle situation ne saurait engendrer la richesse telle que nous l'entendons, c'est-à-dire l'abondance des moyens d'échange. En revanche, la famille nourrit et soigne ses malades, ses infirmes, et ses vieillards, ce qui résout les questions relatives à l'assistance publique et aux retraites. Ajoutons enfin que le régime des transports est facilement organisé pour deux motifs: les pasteurs disposent de nombreux animaux pour le portage, ce qui rend très facile le déplacement de leur installation tout entière, réduite à quelques tentes de feutre et à quelques ustensiles peu encombrants; pour le surplus, chacun porte son avoir avec soi.

Ainsi, si le lieu présente un grand caractère de simplicité, le travail n'est guère plus compliqué, et ce dernier fait est une conséquence visible du premier. D'autre part, la simplicité du lieu et du travail ne permet pas la naissance des nombreuses difficultés sociales de l'Occident. Il n'y a ici, ni contrat de travail, ni contestation sur la durée de la journée ou sur le salaire, ni grèves, ni chômages, ni machinisme,

ni concurrence. Voilà déjà bien des conditions de paix sociale, nous allons en trouver d'autres dans l'organisation de la propriété et de la famille.

III.

C'est un fait reconnu depuis longtemps que la propriété du sol découle principalement du travail de transformation, c'est-à-dire de la culture. Or, le pasteur n'entame pas le sol. Aussi ne s'y attache-t-il pas. Sans doute, il conçoit cette idée générale que la steppe, dans son ensemble, appartient au nomade, en ce sens qu'il a le droit de la parcourir pour en utiser l'herbe. Mais il ne va pas jusqu'à la conception de la propriété complète d'une portion des terres qu'il parcourt. Au contraire, il redoute le cantonnement comme une cause d'appauvrissement et un malheur. Ainsi, point de propriété foncière particulière sur la steppe intransformable. Sur les pentes et dans les plaines basses où la culture peut intervenir, la propriété individuelle n'apparaît que sous la contrainte soit du lieu lui-même, soit d'une puissance extérieure. Nous vérifierons bientôt cela.

La nature est, dans la steppe, généreuse à certains égards, mais cependant très âpre et très peu variée dans ses dons. Aussi serait-il impossible à un individu d'y vivre longtemps seul. Les hommes n'y peuvent subsister qu'en groupe, et le groupe naturel et primordial, c'est la famille. Tant que le mode d'existence reste simple, on ne connaît guère que celui-là et on l'organise forcément sur un type unique : celui de la communauté de famille. Il ne saurait en être autrement ici, parce que la famille vit isolée. Dans les contrées transformées, où la population est dense et le travail varié, les individus d'élite échappent aisément à la famille. Ils trouvent en dehors d'elle une foule de débouchés. Ici la famille est tout, celui qui sort de son cadre se trouve exclu de toute organisation régulière, il risque fort de tomber dans la condition d'un paria. La famille restera donc fortement groupée. Et comme la steppe est riche, elle permet

à la fois l'extension du troupeau et celle de la famille, qui comprendra souvent des centaines d'individus. Nous voici donc en présence d'un groupe assez nombreux, qui vit à l'écart des autres dans un état d'isolement presque complet. Nous avons constaté déjà qu'il ne connaît point les conflits du travail; sa situation rend difficiles les conflits de voisinage. Restent les dissensions intestines, qui ne tarderaient pas à rompre le groupe familial si on les laissait se produire. Comment les évitera-t-on? Par le moyen d'une organisation également très simple, qui s'appelle le régime patriarcal. Dans ce régime, l'autorité est conférée naturellement par l'âge, qui apporte avec lui l'expérience, la prudence et la sagesse. Les vieillards sont donc revêtus d'une haute autorité et entourés du plus profond respect. Ils sont à la fois chefs de famille, instituteurs, magistrats, pontifes [1]) et chefs politiques. Leur pouvoir est absolu, despotique. Il se transmet de frère en frère et non de père en fils ce qui risquerait de mettre le sort de la communauté entre les mains d'un jeune homme inexpérimenté. Voilà donc encore tout une série de difficultés résolues par le moyen le plus simple. L'autocratie sans limites du patriarche, la multiplicité de ses attributions, lui permettent de solutionner à lui seul toutes les questions qui se rapportent au patronage, à l'instruction, à la religion et aux pouvoirs publics. Il commande en observant des traditions bien des fois séculaires ou en tenant compte des besoins de la communauté, et chacun obéit passivement. C'est ainsi que la prospérité matérielle et la paix sont assurées autant que possible à ces petites sociétés pastorales si simples, mais si stables et si fortes qu'elles triomphent depuis de longs siècles d'une nature rude et avare. Maintenant, il faut savoir à quel prix elles obtiennent ce résultat.

Nous venons de voir que la famille patriarcale et communautaire se suffit à elle-même, grâce à l'extrême simplicité de son mode d'existence. Mais cet isolement la condamne à la stagnation, en écartant tout motif de progrès. D'ailleurs

[1]) La vie isolée est contemplative du pâtre le pousse à la rêverie, qui développe chez lui une aptitude très marquée aux sentiments religieux.

la communauté qui donne à tous les mêmes droits, empêche le développement des individus d'élite. D'un autre côté, la prédominance absolue des vieillards fait triompher l'esprit de tradition sur toute velléité de changement ou de nouveauté. C'est ainsi que, par toute une série de causes qui s'enchaînent les unes aux autres, les grandes familles pastorales des steppes d'Asie sont maintenues indéfiniment dans un état de profonde barbarie. Retenons bien ces faits dont la portée est essentielle : la communauté des biens est le résultat de l'intransformabilité du sol ; la simplicité du travail le maintient en dehors de tout progrès ; l'isolement des familles les plie sous l'autorité absolue et traditionnelle du patriarcat ; l'ensemble de ces conditions entraîne la permanence de l'état de barbarie.

Ce n'est pas tout encore. Si nous envisageons les conséquences de cet état de choses au point de vue de la valeur individuelle des gens qui composent ces familles, nous constaterons que l'habitude invétérée de l'obéissance passive, et de cette vie en commun où chacun peut compter sur tous les autres, empêche de façon absolue le développement de l'initiative individuelle. Dans son groupe, le Mongol agit par tradition ou par ordre ; s'il vient à en sortir, il est comme un enfant faible et indécis, qui ne sait pas se conduire, et encore moins conduire les autres. Il n'est ni laborieux, ni actif, ni prévoyant, parce que son éducation n'a développé chez lui aucune de ces qualités. Aussi, en cas de besoin, il aura recours avant tout à la mendicité, à la ruse ou au vol pour se tirer d'affaire, et ne se pliera à un travail tant soit peu rude qu'avec la plus vive répugnance et sous l'empire d'une contrainte irrésistible. Ainsi, nous aboutissons finalement à ces deux résultats de la communauté pastorale et du patriarcat : barbarie persistante de la race et faiblesse sociale caractérisée des individus.

Les Mongols ont cependant joué un grand rôle dans l'histoire. A certaines époques leurs hordes de farouches cavaliers sont descendues des hauts plateaux pour se répandre dans les plaines, où la culture et le commerce avaient entassé des populations florissantes. Ce fait s'explique par diverses cir-

constances. Aujourd'hui, le domaine des nomade est beaucoup plus restreint et il est entouré de populations dont l'armement est bien supérieur, ce qui n'était pas le cas autrefois. Jusqu'à l'invention des armes à feu, les nomades possédaient même une supériorité du fait de leur mobilité de cavaliers et aussi de leur organisation militaire. Celle-ci est sortie d'une cause curieuse. Dès les premiers siècles de notre ère, le boudhisme, installé au Thibet, y a pris une forme très spéciale, le lamaïsme. Nous verrons un peu plus tard, la raison première du succès de cette doctrine et l'organisation si particulière du culte. Mais nous devons résumer ici les traits caractéristiques de cette religion et de son influence sociale. On sait que le boudhisme est essentiellement une tendance vers le renoncement absolu, le vide, le néant ou *nirvanâ*. Pour y arriver, les dévots renoncent à toutes les satisfactions des sens, et s'efforcent de vivre dans l'indifférence et la contemplation intérieure. Bien plus, comme une vie ne suffit pas pour aboutir à la perfection, ils supposent qu'ils pourront se réincarner plusieurs fois afin d'arriver graduellement au nirvanâ. Lorsqu'on aperçoit chez un enfant certains signes, on en déduit aussitôt qu'il est la réincarnation d'un saint homme en voie de perfectionnement, on le place dans un monastère ou lamaserie, où il est traité comme une sorte de dieu, et soumis à une vie tout artificielle, qui doit le mener à son but suprême. Les familles qui fournissent de tels sujets forment une véritable aristocratie, dont les membres jouissent d'une haute considération. Chez les Thibétains, ces familles sont sédentaires; chez les gens de la steppe, elles sont nomades, mais le résultat est le même. Ainsi, le fameux Gengis-Khan était le chef d'une famille de ce genre et se rattachait à la lamaserie d'Ourga établie sur la rivière Toula, centre actuel d'une petite ville où les nomades viennent faire leurs dévotions et s'approvisionner de certains articles, comme le thé et les tissus de luxe, etc. [1]

1) Cet immense couvent, autour duquel se dresse une ville de 10 à 15 mille âmes, est un marché permanent. A certaines époques de l'année, on y vient en pèlerinage, et en même temps se tiennent de grandes foires.

D'un autre côté il faut observer que les communautaires, accoutumés au groupement familial, conçoivent aisément un second groupe, superposé au premier dans un but de protection réciproque. C'est le clan, résultat d'une sorte de lien fédératif qui réunit un certain nombre de familles autour de l'une d'elles, dont l'influence est reconnue et acceptée, au moins temporairement, car il arrive assez souvent que l'on abandonne un clan pour un autre. Chaque famille du clan envoyait auprès du chef un ou plusieurs jeunes gens, qui formaient autour de lui comme une garde et en outre le noyau de l'armée en cas de lutte avec un autre clan ou avec un ennemi extérieur. Ces soldats s'exerçaient au maniement de l'arc et du sabre. Enfin, les lamaseries possédaient des ateliers qui savaient travailler les métaux, forger des armes, fabriquer des cuirasses. Et lorsqu'un chef de génie parvenait à étendre son autorité, à constituer un clan nombreux, il lui devenait aisé de lancer sur la Chine, l'Inde ou la Perse des escadrons exercés et aguerris, qui semaient l'épouvante sur leur passage et bousculaient les meilleures troupes.

Les nomades n'ont cependant pas fait que des expéditions purement guerrières. Il est arrivé que des peuplades entières, chassées par des clans rivaux, ont dû abandonner les steppes avec toute leur population et tout leur avoir, afin de se tailler une nouvelle patrie. Ce qui précède montre qu'ils pouvaient, dans ce cas, lancer en avant de leurs chariots une cavalerie qui faisait place nette devant le torrent des émigrants. Sans cela, on ne pourrait s'expliquer que de simples pâtres eussent pu se transformer du jour au lendemain en guerriers de premier ordre.

A notre époque les lamaseries existent toujours, ainsi que leurs ateliers et leurs marchés. Elles sont disséminées sur les bords des steppes, à portée des sédentaires et des nomades en même temps. On retrouve aussi les familles aristocratiques et leurs clans. Mais les temps sont changés. Du côté de la Chine, suzeraine nominale des hauts plateaux, la résistance

visitées par 200,000 personnes, pèlerins et marchands. La Russie y a établi un consulat

serait déjà plus sérieuse qu'autrefois; d'ailleurs, les Chinois ont eu soin d'entretenir la rivalité entre clans, de façon à les affaiblir. Du côté russe la difficulté est encore plus grande. Les nomades restent donc tranquilles dans leur immuable formation sociale, sous la suzeraineté toute nominale d'ailleurs, de leurs deux proches voisins, n'ayant que peu de rapports économiques avec le reste du monde. Mais il se pourrait qu'un jour les États suzerains, remplaçant les chefs de clans devenus impuissants, recrutent parmi ces barbares une cavalerie redoutable. C'est ce que les Russes ont déjà fait avec les populations nomades des steppes ouralo-caspiennes, d'où sortent ces régiments cosaques dont on a tiré bon parti à bien des reprises. Il y a probablement sur les hauts plateaux asiatiques des réserves militaires et peut-être aussi de produits animaux[1] dont on ne peut évaluer exactement la quantité.

Ajoutons enfin une remarque importante. Nous venons de voir à quoi se réduisent les pouvoirs publics chez les nomades. Ils sont, ou bien liés à la famille, ou bien superficiels et fragiles. Il en résulte que les conquérants sortis de la steppe se sont toujours montrés impuissants à organiser les peuples vaincus. Ils leur ont imposé une domination rude et dédaigneuse, les ont exploités par une sorte de servage sans issue, mais leur ont laissé leur organisation familial et communale, leur langue, leur religion, en un mot leur individualité sociale. Nous ne tarderons pas à constater la portée de ce fait.

---

[1] Le Turkestan russe tire du bétail et des chevaux des pâturages Kirghizes voisins.

CHAPITRE II.

PETITS PASTEURS DES CONFINS.

Comment le lieu transforme l'art pastoral. — Les Petits Pasteurs du Thibet et des confins cultivables. — Influence du commerce et de la culture — Effets du cantonnement forcé. — La complication dans le travail amène celle de l'état social. — La religion lamaïque; ses effets sociaux.

I.

Aussitôt que les conditions du lieu changent, l'état social des population se modifie et s'adapte avec une merveilleuse souplesse. C'est là un fait que l'on peut observer dans un grand nombre de régions plus ou moins étendues, qui bordent les steppes de la haute Asie et en constituent les confins. Ainsi, dans les plaines de la Mandchourie, où l'hiver est moins rude que sur les plateaux, où l'été est plus chaud et plus long avec des pluies plus abondantes, l'art pastoral ne peut déjà plus s'exercer dans les mêmes conditions. Les ressources en herbes sont plus limitées, le troupeau doit se réduire, la famille diminue parce qu'elle dispose de moyens d'existence moins abondants. Elle doit s'en procurer d'autres en dehors; de là ces expéditions de pillage organisées contre la Chine agricole, et qu'elle essaya d'intercepter en construisant la grande muraille. Plus tard, la colonisation paysanne chinoise ayant gagné peu à peu cette région, sous la protection des armées impériales, refoula les pasteurs. C'est que, il est en effet extrêmement difficile pour un pasteur de passer à la culture, si difficile même qu'il ne le fait jamais spontanément. D'abord il méprise le paysan courbé par un travail pénible et il le traite en inférieur; rien n'est difficile à vaincre comme de tels préjugés. Ensuite, un cultivateur doit être prévoyant afin de réserver les provisions qui permettent d'attendre la récolte et les semences qui la préparent; cette qualité manque précisément au pasteur no-

made accoutumé à compter sur son troupeau. Enfin, pour commencer la culture, surtout dans un lieu qui n'est pas très favorable, il faut être muni d'instruments et de provisions; le nomade n'a pas d'instruments aratoires, ses provisions sont constituées par un troupeau, lequel doit circuler au loin pour trouver à vivre, ce qui n'est pas le fait du laboureur. Aussi ce ne sont pas comme ont l'a cru les pasteurs nomades qui ont donné naissance aux grandes sociétés agricoles. Nous verrons plus tard de quelle souche elles sont sorties. Les pasteurs ont préféré en général fuir, quand ils l'ont pu, jusque dans les régions les plus inhospitalières, plutôt que de prendre la bêche ou la houe. Ainsi ceux des Tartares de Mandchourie qui n'avaient pas pénétré en Chine à titres de conquérants, pour y devenir une classe aristocratique et militaire, furent refoulés peu à peu vers le nord et vers l'ouest, si bien que leurs descendants ne forment plus aujourd'hui que de misérables bandes de pillards connus sous le nom de Koungouses.

II.

Au Thibet, nous rencontrons des conditions de lieu très spéciales, dont les effets sont accentués. Ce lieu est constitué par un pâté de hautes montagnes qui, grâce à leur latitude méridionale, ont des vallons tempérés jusqu'à une grande altitude. Mais ici, les steppes sont remplacées par des pentes raides et des vallons étroits. Il devient par conséquent difficile d'élever non seulement de nombreux troupeaux, mais même des animaux de grande taille; ils sont remplacés par le yack ou bœuf porteur, et surtout par la chèvre ou le mouton. En outre il est nécessaire de faire un peu de culture dans les vallons bien exposés. De plus, beaucoup de gens pratiquent le métier de convoyeur entre les basses terres environnantes. Ce n'est pas là, en apparence, un bien grand changement, puisque l'art pastoral est encore le métier principal des Thibétains. Cela suffit néanmoins pour amener des

complications considérables dans le régime social de cette population. Nous les résumerons en peu de mots[1].

Le travail plus varié, et par conséquent plus complexe, exige à la fois un plus grand effort et un développement intellectuel plus étendu. Aussi les Thibétains sont supérieurs aux Mongols. Cependant comme la famille suffit le plus souvent pour fournir la main-d'œuvre nécessaire, les questions ouvrières ne se posent encore qu'à titre exceptionnel. La propriété foncière apparaît, parce que les pentes herbues sont peu étendues, si bien que chaque famille cherche à s'assurer des terrains suffisants pour fournir ses bêtes en herbe et en foin; il en est de même pour les terrains de culture. Mais alors on voit surgir les difficultés relatives au respect de la propriété privée. Ainsi la communauté tend à se restreindre et, en même temps, à se sédentariser, car il n'est plus question de parcours. La famille reste communautaire et patriarcale sous la direction d'un ancien. Mais elle est moins nombreuse et pour éviter une extension qui deviendrait une cause de famine, la plupart des hommes ne se marient pas, ils contribuent par leur travail à l'entretien du groupe et à l'éducation des enfants de leur frère aîné seul marié. La mère de famille semble avoir plusieurs maris, d'où le nom de polyandrie appliqué à cette situation. On sait qu'un certain nombre d'individus sont en outre obligés de recourir à un travail accessoire, et s'emploient au transport des marchandises au moyen du yack, à travers les passes généralement élevées qui relient les unes aux autres, par-dessus le gigantesque massif himalayen, les plaines de l'Inde, de la Chine et du Turkestan, ainsi que la région des hauts plateaux. Ce travail est rude, il ne peut se faire que par petits groupes et n'est guère productif, aussi, il ne développe pas la richesse et la puissance comme la grande caravane des déserts dont nous parlerons plus loin. La race reste donc pauvre et rare dans ce milieu ingrat Elle le

[1]) On consultera avec intérêt une étude développée publiée par M. A. de Préville dans la *Science sociale*, année 1905, 9me fascicule.

[2]) On estime à un peu plus de 2 millions d'âmes la population du Thibet. grand quatre fois comme la France.

serait d'avantage encore si les Thibétains n'avaient trouvé dans la religion bouddhique un moyen d'existence dont les effets méritent d'être résumés ici.

Nous avons déjà dit que le bouddhisme lamaïque s'est répandu de bonne heure parmi les pasteurs de la grande steppe, en favorisant chez eux la constitution des pouvoirs publics rudimentaires, et l'éclosion d'une sorte de sentiment national encore très vague. C'est au Thibet que cette organisation est née et a pris tout son développement, grâce aux circonstances que nous venons d'exposer.

La doctrine de Çakia-Mouni, cet ermite indien établi vers le début de notre ère au pied de l'Himalaya, a été répandue très vite parmi les montagnards, soit par les convoyeurs qui font la navette entre le pays bas et les hautes vallées, soit par les moines mendiants qui allaient de village en village pour prêcher la nouvelle religion. Celle-ci devait du reste plaire aux gens de la montagne et des plateaux, car elle se basait sur le grand principe de la fraternité humaine, si précieux dans ces régions ingrates, où l'homme ne peut vivre isolé [1]. En outre, la recherche de la perfection par l'austérité et par le détachement des désirs matériels conduisit à la formation de groupes d'ascètes, vivant à l'écart dans la contemplation de l'infini, et subsistant des aumônes de la population. Bientôt se fondèrent de véritables couvents, où la doctrine de la réincarnation plaça des bouddhas vivants [2] dont la présence attira des pèlerins et des aumônes. Les moines ou lamas, constituaient le clergé du nouveau culte, et les lamaseries offrirent aux jeunes gens une véritable carrière, vers laquelle ils se portèrent avec empressement. Les couvents devinrent alors des agglomérations considérables, comprenant des magasins, des ateliers de fabrication, et un nombreux personnel de lamas, d'ouvriers, de serviteurs et de convoyeurs. Chaque lamaserie prit ainsi un double caractère. C'est d'abord un centre religieux avec son chef

[1]) Parmi les nomades on se salue habituellement par ces mots : Tous les hommes sont frères.

[2]) Voir p. 53 ci-dessus.

mystique: le bouddha incarné. C'est en outre un atelier de travail, et une maison de commerce administrée par un lama chargé des intérêts temporels du couvent. Cette organisation à servi de modèle pour le gouvernement du pays. Le Dalaï-Lama de Lhassa est un bouddha supérieur à tous les autres, confiné dans son rôle spirituel, et il a auprès de lui un adjoint temporel qui est le vrai souverain [1]). Enfin, les familles qui ont le privilège de fournir des bouddhas réincarnés, et aussi les principaux lamas, forment une aristocratie dispersée dans la montagne et qui dirige les villages, très éloignés les uns des autres, avec une autonomie à peu près complète. Le pays est donc en fait une sorte de fédération lâche de petites républiques quasi indépendantes.

C'est ainsi, que sous l'influence du lieu, tout se modifie et se complique à la fois: le travail, la propriété, la famille, le voisinage, les pouvoirs publics. Les familles se fixent, se rapprochent jusqu'à devenir urbaine, la religion se sépare de la famille, l'autorité du patriarche diminue, et cela précisément au moment où les occasions de conflit se multiplient. L'autorité patriarcale ne suffisant plus pour les résoudre, une nouvelle organisation des pouvoirs publics devient nécessaire. Elle se fait au profit des lamas dont rien ne peut balancer le prestige au sein de ces populations simples et pauvres. De là est sorti l'établissement du gouvernement religieux au Thibet, d'une part, de l autre, les dissensions perpétuelles entre couvents et clans rivaux, qui ont permis à la diplomatie chinoise de s'interposer au profit de la cour de Pékin, que le Thibet reconnaît comme suzeraine nominale. On sait que l'influence de celle-ci est aujourd'hui battue en brèche par la Russie, qui emploie les mêmes moyens dilatoires, tandis que l'Angleterre, peu disposée à subir les atermoiements d'un pouvoir à la fois faible, orgueilleux et sans bonne foi, a brusqué les choses et forcé l'entrée du royaume théocratique et de sa capitale [2]).

[1]) Nous verrons plus loin l'évolution subie par le lamaïsme au Japon.

[2]) Expédition du colonel Younghusband en 1904; elle a abouti à la signature d'un traité ouvrant le Thibet au commerce anglais, et surtout à l'influence anglaise.

En résumé la population thibétaine est un peu plus avancée que celle des steppes, parce qu'elle pratique des métiers plus compliqués; mais ces métiers ne suffisent pas pour l'enrichir, le milieu étant trop avare et les débouchés trop restreints; les couvents seuls, grâce à leur organisation commerciale et à la générosité des fidèles, réussissent à concentrer une certaine richesse, ce qui contribue grandement à consolider leur autorité politique. Mais ces communautés monacales ne peuvent évidemment modifier le milieu social dont elles sont un résultat. Aussi, la communauté de famille et le patriarcat produisant leurs effets habituels, on se trouve finalement en présence d'une race pauvre, rebelle au progrès, enfermée dans ces montagnes et vivant indéfiniment dans la pénombre d'une demi-barbarie. Pourtant, ce pays immense[1] hérissé de sommets géants, intéresse à un degré éminent les puissances asiatiques, parce qu'il possède ou domine les routes, ou plutôt les passes les plus fréquentées entre la profonde dépression de l'Asie centrale et les plaines chinoises. Il y aura là plus tard des voies de communication rapide qui, en modifiant les rapports du pays avec les régions voisines, bouleverseront aussi son état social. Car tel est l'effet des transports, nous aurons lieu de le constater plus d'une fois.

On rencontre tout autour du plateau central des régions plus ou moins étendues, placées à une altitude de plus en plus basse, où les conditions climatériques deviennent favorables à la culture. Vers l'ouest notamment, des plaines immenses s'étagent depuis les pentes de l'Altaï jusqu'aux soulèvements irréguliers de l'Oural; cette région de steppes basses projette même, au travers de l'Europe, deux longs rameaux qui, se séparent au pied des Carpathes, se dirigent l'un vers la Baltique, l'autre vers l'Adriatique. Le régime herbacé s'y maintient surtout à cause de la rigueur de l'hiver combinée avec la chaleur et la sécheresse de l'été. Mais ces plaines sont parcourues par des cours d'eau qui arrosent certaines parties

[1]) Le Thibet mesure plus de deux millions de kil. carrés, dont la plus grande partie est couverte de rochers, de glaciers ou de neiges éternelles.

et facilitent la culture. Du reste, même à distance des rivières, les pluies de printemps et les orages d'été fournissent en général un arrosage suffisant pour faire croître les moissons. Toutefois, un été trop sec détruit tout, et alors c'est la famine pour une vaste contrée.

Autrefois, les nomades étaient seuls maîtres de cette région presque aussi grande que l'Europe. Ils s'y développaient à l'aise, débordant du haut plateau, et, par les chemins herbus qui se déroulaient vers l'occident, ils conduisaient des expéditions dévastatrices contre les peuples civilisés. Lorsque la Russie eut refoulé ses ennemis du nord et du sud : les Suédois et les Turcs, elle commença son mouvement d'expansion vers l'orient. Par des expéditions répétées, elle obligea de proche en proche, les nomades à se cantonner dans un espace déterminé, au lieu de parcourir librement la steppe. Cette contrainte amena chez les Tatars de l'Ukraine et du Don, puis chez les Baschkirs de l'Oural, une transformation sociale dont il est utile de noter les principaux effets[1]).

Par le cantonnement, le gouvernement russe réduisit les ressources des pasteurs, en diminuant l'aire de leurs parcours. Il avait pour agir ainsi deux motifs. D'abord il voulait dominer et dompter les nomades, en les obligeant à se tenir à sa portée. Ensuite, il réservait ainsi de vastes terrains fertiles pour les mettre à la disposition des colons agricoles slaves. Mais cette manière de faire avait forcément pour résultat d'appauvrir les pasteurs en les obligeant à réduire leurs troupeaux. Si, dans ces conditions, on les avait abandonnés à eux-mêmes, la famine et la maladie n'auraient pas tardé à les décimer. Mais on eut l'idée ingénieuse de les employer comme gardes-frontière, moyennant une solde en nature ou en argent. En outre, on leur facilita la construction de demeures fixes, au moins pour l'hiver, l'acquisition d'instruments aratoires, et on leur distribua des semences. Sous cette pression et moyennant ce patronage de l'État russe, on vit se former d'abord le type du demi-nomade, qui reprend l'été sa vie

1) Voir dans les *Ouvriers Européens* la monographie du Baschkir demi-nomade de l'Oural.

errante pour rentrer en hiver dans son village entouré de cultures et de prairies fauchées. Quelles ont été les conséquences sociales de cette transformation?

Ici, comme au Thibet, le travail se complique. Au pâturage s'ajoutent des cultures faciles: celles des légumes, du chanvre et du lin. Celle du blé ne vient que plus tard, parce qu'elle est beaucoup plus pénible, plus exigeante et plus complexe. En outre, les populations devenant plus denses, il se constitue des lieux de marché où peut s'écouler l'excédent de la fabrication ménagère, favorisée par les longs séjours d'hiver. La famille suffit presque toujours à ses travaux, si bien que les difficultés ouvrières ne se posent pas encore. Pourtant, certaines questions commencent à poindre: celle de la clientèle par exemple, qu'il faut déjà rechercher. D'ailleurs, on voit apparaître çà et là, l'artisan spécialiste, sous la forme de l'ouvrier ambulant, qui s'en va de village en village pour faire la réparation des ustensiles métalliques. Ceci fait surgir la question du salaire, laquelle est débattue sous la forme la plus simple entre l'artisan et le client. Toutefois, ce qui a trait à la maladie, à l'invalidité et à la vieillesse de l'ouvrier reste encore dans le domaine à peu près exclusif de la famille. La propriété demeure commune, mais la culture nécessite une certaine appropriation des terres qui avoisinent le village: ce lien est d'abord très lâche parce que les terres disponibles sont abondantes. Plus tard, quand le développement de la population absorbe les terrains de parcours, la notion de propriété s'applique plutôt au groupe formé par les habitants du village, et l'on aboutit à la collectivité par communes, analogues au mir slave[1]).

La famille garde sa forme patriarcale, mais elle se restreint en nombre. Tant que subsiste le troupeau, les hommes s'y consacrent presque entièrement, laissant aux femmes les travaux méprisés de la culture; ce fait, qui crée pour les femmes un atelier spécial et important, n'est pas sans relever leur situation et leur autorité. Le groupement en villages, rapprochant un certain nombre de famille, fait naître

[1]) Voir plus loin la partie de l'ouvrage consacrée à la Russie.

des institutions municipales sous la forme d'un conseil des anciens. Enfin le gouvernement russe, après avoir joué partiellement le rôle d'un patron du travail en cantonnant les nomades, en les aidant à s'organiser et en les soudoyant comme soldats, exerce sur eux l'autorité souveraine avec toutes ses conséquences.

C'est ainsi que s'est formé le type si connu du Cosaque, lequel, sous l'influence administrative combinée avec la densité croissante de la population et l'exemple du colon agricole slave, tend à évoluer graduellement et de proche en proche vers le type du paysan en communauté. Mais, grâce à la force de la tradition, à son isolement dans une région écartée, à la pauvreté de ses moyens d'action, à l'incurie des pouvoirs publics, il garde encore la profonde empreinte de sa barbarie primitive, ainsi que les défauts de sa formation sociale: la mollesse, l'imprévoyance, le manque d'initiative. Aussi, devient-il facilement la proie de certaines races qui se mélangent à lui, et qui, ayant subi d'autres influences, lui sont supérieures à certains points de vue, la pratique de la culture et du commerce notamment. De là ces haines de races qui se traduisent de temps en temps par de violents désordres, arrivés à leur comble en 1905 à la faveur de la crise intense que traversait le gouvernement russe. Les massacres et les incendies qui ont ruiné les villes de la Caspienne n'ont pas d'autres causes [1]).

---

[1]) Cependant il faut dire aussi que le développement urbain provoqué par l'exploitation du pétrole, a concentré un grand nombre d'individus échappés à la famille patriarcale, désorganisés, faibles par conséquent, et préparés à subir les plus mauvaises influences.

Voir ce que nous disons plus haut à ce sujet; nous aurons lieu de constater plus loin et à bien des reprises, les suites graves produites par cette désorganisation sociale, hâtive et prématurée, fruit du développement trop rapide de la grande industrie.

CHAPITRE III.

PASTEURS DES DÉSERTS.

Les steppes désertiques et leur action sociale. — L'insuffisance des ressources exige un métier accessoire — Le commerce et le transport par caravanes; leurs effets. — Le patronage des confréries religieuses. — Le passé et le présent des Pasteurs caravaniers. — Pasteurs pillards de l'Arabie et Pasteurs guerriers de l'Afrique du Sud.

I.

On a coutume de dire, non sans raison, que les mers rapprochent les peuples plus qu'elles ne les séparent, à cause des facilités de transport que présente la navigation. A première vue les déserts semblent destinés à jouer un rôle absolument contraire. Leur étendue, leur aridité, leur chaleur, leurs tempêtes paraissent devoir opposer à la circulation et aux transports des obstacles insurmontables. S'il en était ainsi, certaines régions de l'Asie et de l'Afrique seraient demeurées longtemps sans communications, et leur peuplement se serait produit dans des conditions très différentes. La vérité est que, en dépit de leurs conditions inhospitalières, les déserts ont pu jouer en fait un rôle analogue à celui des mers. Voici comment.

Sauf exceptions, les régions désertiques ne sont ni aussi infertiles, ni aussi impraticables qu'on se l'imagine. Ils offrent çà et là des ressources grâce auxquelles l'homme peut s'établir et constituer des gîtes d'étape et de ravitaillement, ou tout au moins des points d'eau, qui permettent à des caravanes souvent nombreuses de traverser les déserts sans plus de risques qu'un navire sur la mer. C'est ainsi que les confins des déserts de l'Asie antérieure et du Sahara, suffisamment arrosés au printemps, forment des steppes où pousse une herbe substantielle. Des régions montagneuses semées pour ainsi dire dans ces vastes contrées arides, condensent assez

d'humidité pour que l'herbe et parfois même des forêts croissent sur leurs pentes. On peut aussi y pratiquer certaines cultures, en particulier celle des céréales, des légumes, des arbres fruitiers et du palmier-dattier. Dans ces conditions, des sociétés ont pu se constituer et vivre dans le désert. Mais il leur eût été impossible de prospérer et de se développer sans ajouter aux produits restreints de l'art pastoral, ceux d'une série de travaux: culture, fabrication, commerce et transport, dont la complication a modifié d'une manière curieuse l'organisation sociale de ces populations.

Les sociétés de Pasteurs des déserts se sont formées tout d'abord dans les déserts d'Arabie, d'où elles ont gagné de proche en proche à travers le Sahara jusqu'à l'Atlantique. Nous ne parlerons ici en détail que des Pasteurs caravaniers, qui ont joué le plus grand rôle dans l'antiquité, sans nous arrêter aux groupements de Pasteurs cavaliers, chevriers ou vachers qui occupent des zones parallèles sur les confins nord et sud de la ligne des grands déserts; leur travail nourricier étant différent, il en résulte naturellement, dans leur organisation sociale, des modifications que nous signalerons en passant. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en matière sociale, une circonstance de lieu, peu importante en apparence suffit pour amener des différenciations sensibles dans le type. Quelquefois aussi la même cause ne produit pas des effets identiques dans le détail, bien que le résultat final soit à peu près le même. Ainsi, la pauvreté du lieu qui produit au Thibet le lamaïsme, peut provoquer ailleurs l'émigration.

Les pasteurs des déserts asiatiques et africains avaient à leur disposition un animal, qui leur a permis d'exploiter le désert par le pâturage là où c'était possible, et surtout par le transport et le commerce. Cet animal est le chameau, si merveilleusement adapté aux besoins très spéciaux, très tyranniques du milieu. Il suffit de rappeler qu'il se contente d'une nourriture maigre et dure, qu'il peut rester longtemps sans boire, qu'il est robuste et fort [1], enfin qu'il mar-

[1] Il porte jusqu'à 250 kilogs.

che facilement dans les terrains sablonneux et pierreux. Grâce à lui, on a pu constituer des caravanes qui, traversant de larges déserts, permettaient à des régions très différentes comme l'Inde et l'Egypte, ou comme la Cyrénaïque et le Soudan, d'échanger des quantités considérables de produits. A une époque où les transports maritimes n'existaient pas encore, ou bien quand les routes de mer étaient interceptées par la piraterie, les transports par caravanes ont joué un rôle de la plus haute importance, et les caravaniers ont exercé sur le monde antique une influence énorme. Voyons comment ce métier tout spécial avait modelé leur organisation sociale[1].

II.

Les pasteurs chameliers ont donc été amenés, par la pauvreté du lieu où ils étaient établis, à pratiquer simultanément deux ou trois métiers différents. Tout d'abord ils élèvent des troupeaux composés principalement de chameaux, avec adjonction de quelques chevaux, moutons et chèvres. A ce titre, ce sont des pasteurs en communauté, dont le type fondamental rappelle à bien des égards celui du pasteur mongol, dont nous avons parlé plus haut[2]. D'autre part, le chamelier est obligé d'installer dans un endroit favorable un établissement stable, qui lui sert de centre de ravitaillement, où réside sa famille, car elle ne peut le suivre dans ses longues et périlleuses expéditions. Il y possède des ateliers de fabrication et des cultures de céréales, de légumes et de fruits pour compléter ses ressources alimentaires. Tel est le rôle de l'oasis. Enfin, pour utiliser fructueusement ses animaux, il

[1] On trouvera des détails abondants sur la population des déserts, sur leur organisation et leur rôle dans les ouvrages suivants : *Ouvriers des deux mondes*, 1re série, t. II et V, 2me série, t. II. E. Demolins, *Comment la route crée le type social*. t. Ier A. de Préville, *Les sociétés africaines*, Paris, Didot et *L'Egypte ancienne* dans la *Science sociale*, t. IX et suiv. Champault, *Les patriarches bibliques*, *Science sociale*, t. XVIII.

[2] Voir le chap. 1er ci-dessus.

est obligé de se livrer à l'industrie des transports et du commerce à longue distance.

Le fait que les pâturages et les terres cultivables sont rares, d'une part, et de l'autre que l'on forme des établissements durables entourés de champs cultivés, produit un double régime de propriété. Les pâturages sont revendiqués par la tribu, nous verrons tout à l'heure pourquoi elle apparaît ici, les champs relèvent de la famille. De plus, le commerce, qui exige des capacités particulières et favorise les individus les mieux doués, amène la constitution d'un pécule personnel. La propriété s'accentue donc ici jusqu'à devenir individuelle. Il en résulte que certains chameliers, plus habiles ou plus heureux, réalisent de véritables fortunes, tandis que d'autres se ruinent au point de se voir réduits à se mettre, à titre de serfs, sous la dépendance des premiers. Ce régime permet donc l'élévation des individualités éminentes : leur succès attire autour d'elles des parents et des amis dont la réunion forme un clan tout dévoué à son chef.

La famille subit en conséquence des modification profondes. Pendant que les hommes courent le désert pour l'exercice de leur industrie de transporteurs, les femmes administrent la maison, élèvent les enfants, dirigent la fabrication et la culture. Pour cela il leur faut un personnel approprié, et nous voyons apparaître à un degré déjà important la question ouvrière. Elle est résolue au moyen d'un régime assez simple. On emploie d'abord les serfs qui, en échange de leur travail, sont protégés, entretenus et même associés au commerce. Ensuite, on se procure des esclaves, tirés principalement du Soudan, et que l'on traite humainement parce qu'ils représentent une valeur effective. Dans ces conditions, le travailleur étant toujours étroitement rattaché à la famille, on n'a pas encore à se préoccuper du salaire, du chômage, des infirmités, etc. ; tout cela se résout par les moyens les plus simples.

La femme joue ici, on s'en rend compte immédiatement, un rôle très important, qui lui assure une situation particulière. Elle n'est pas comme chez les autres pasteurs une sorte de servante astreinte parfois à de durs travaux. C'est

une maîtresse de maison honorée et obéie, ayant ses droits propres, ses biens personnels et jouissant d'une influence considérable parmi les siens. Elle acquiert une véritable culture intellectuelle, ainsi du reste que les hommes, car ceux-ci sont développés par leurs longs voyages [1]. Ce progrès dans la condition de la femme va si loin que la filiation s'établit par elle et que les fils parvenus à l'âge adulte, se joignent habituellement, pour les expéditions de commerce, au clan formé par leurs oncles maternels plutôt qu'à celui de leur père. C'est ce qu'on a appelé le matriarcat. Ainsi, sous la pression des nécessités imposées par des travaux si variés, la famille, tout en restant communautaire et patriarcale, subit des complications et des déformations importantes. En même temps elle se restreint en nombre, parce que ni le milieu ni le travail ne se prêtent à l'existence de ces groupes très nombreux, qui parcourent les steppes de la haute Asie. Mais ces familles plus réduites, établies à proximité l'une de l'autre dans les Oasis, sentent la nécessité de conserver entre elles certain lien, dans l'intérêt de la paix publique et de la défense commune. Il en résulte un groupement connu sous le nom de tribu. Dans la famille et dans la tribu, les anciens conservent une grande autorité que justifie leur double expérience de pasteurs et de commerçants. Ils forment donc une assemblée communale qui choisit son chef. Ils ne peuvent cependant plus exercer les attributions du culte, et le prêtre apparaît. Il devient même un rouage très important de cette société, grâce à la formation des confrèries religieuses, sortes de franc-maçonneries très utiles au milieu de ces tribus concurrentes et souvent hostiles. Ces confréries ont même joué, à l'origine des sociétés de ce type, un rôle de la plus haute efficacité. Dès les

[1] Tous les explorateurs qui ont visité les centres touaregs du Sahara, ont constaté avec surprise que l'étude de la grammaire et de la poésie y était en grande faveur, et qu'un véritable esprit de chevalerie régnait dans les relations entre les deux sexes. Ce sont ces mœurs du désert qui, en se développant dans le milieu urbain, ont donné tant de charme à la civilisation arabo-berbère du moyen âge.

premières lueurs de l'histoire, on les trouve en plein fonctionnement. Dans les villes de la Chaldée, de puissants collèges sacerdotaux étudiaient les phénomènes astronomiques, dans l'intérêt des voyages en désert inconnu, plus encore sans doute que dans celui de l'astrologie. En même temps, ils employaient toute leur influence pour aider, encourager et soutenir les commerçants et les transporteurs, qui en échange leur apportaient d'abondantes et riches offrandes. Plus tard, lorsque l'islamisme eut remplacé les religions antiques, le nouveau culte, organisé par un chamelier et inspiré directement par les mœurs du désert, se prêta tout naturellement aux besoins de cette société si spéciale. Les confréries se formèrent autour des centres religieux fondés par de saints personnages, obligeant tous les affiliés à s'entr'aider mutuellement comme des frères. C'est ainsi que les communautaires, accoutumés au patronage naturel de la famille, ne manquent jamais de lui donner artificiellement de l'extension par le moyen de l'association, quand ils sont obligés de s'éloigner du groupe familial. Ils ont pour ainsi dire le sentiment intime de leur faiblesse sociale, et ils cherchent à la compenser. Ce fait n'est pas étranger à la persistance du fanatisme religieux chez certaines races, pour lesquelles la religion est le signe principal, si non unique, de la nationalité.

En outre, dans un intérêt de sécurité générale, les tribus se lient entre elles pour former des confédérations qui, parfois, ont été très puissantes. On voit que les pouvoirs publics acquièrent ici un notable développement, chose indispensable dans un milieu où se forme un grand nombre de clans rivaux. En outre, la capacité de ces chefs de caravane, leur connaissance des choses et des hommes, leur habitude du commandement, leur ont permis d'entreprendre à certaines époques de grandes choses, et de les mener à bien. C'est ainsi qu'on peut leur attribuer le défrichement et l'organisation de ces deux grandes oasis qu'on appelle la Mésopotamie et l'Egypte, et qui sont devenues de puissants empires. Bien plus, après avoir mis en relations l'Orient et l'Occident, le Soudan et la Méditerranée, ils ont organisé leurs transports à travers toute l'Europe, pénétré jusqu'en Grande-Bretagne.

pris en main la colonisation agricole des contrées qui confinaient à leurs déserts, et joué un rôle politique immense. Tout cet ensemble de faits qui ont laissé dans l'histoire des traces si profondes, sont donc le résultat de trois causes qui s'enchaînent : 1° la pauvreté du lieu qui obligeait les pasteurs chameliers à exercer le métier de caravaniers commerçants ; 2° la richesse développée par le commerce des denrées tropicales et des esclaves ; 3° l'expérience acquise par les chefs caravaniers, qui leur permettait de devenir d'habiles meneurs d'hommes. Toutefois, en dépit de la valeur personnelle qu'ils pouvaient déployer, ces communautaires n'ont jamais su organiser que des gouvernements conformes à leurs propres habitudes, c'est-à-dire, despotiques et troublés. C'est qu'ils étaient partiellement déformés par la substitution de l'esprit de clan à la tradition patriarcale. Or, cet esprit ne manque jamais de susciter des luttes intestines analogues aux querelles qui poussent les unes contre les autres les tribus du désert. Aujourd'hui, les progrès de la navigation maritime, la pénétration des deux continents d'Asie et d'Afrique par les Européens, la suppression de la traite des esclaves ont porté un coup mortel aux transports par caravanes et réduit les pasteurs chameliers à la médiocrité et souvent même à la misère. C'est ainsi que les Touaregs du Sahara, souche de la grande race berbère, et principaux artisans de la civilisation dite arabe, après avoir fourni des dynasties de souverains aux États de l'Afrique du nord et du Soudan, ainsi qu'à l'Egypte, ne forment plus aujourd'hui que de faibles bandes de pillards et de mendiants. D'autre part, les chameliers d'Arabie ne sont plus guère que de pauvres convoyeurs, au service du commerce peu actif qui se fait soit entre les villes ottomanes ou persanes de l'intérieur, soit entre ces villes et les côtes de la Caspienne ou du golfe Persique.

Nous ne parlerons des autres pasteurs du désert que pour faire ressortir, à titre de comparaison, quelques traits particuliers. Ainsi chez les cavaliers de la Syrie et du littoral nord-africain, c'est la fabrication et la vente des tapis et de certains ustensiles en cuivre ou en bois, qui complètent les ressources du pâturages, et qui permettent d'acheter des grains

aux cultivateurs sédentaires du voisinage. Les femmes, attachées au métier à tisser ou à la préparation pénible des grains pilés au mortier, vivent dans une condition misérable, tandis que les hommes remplacent le métier de transporteur par celui de pillard. On connaît la réputation du Bédouin à ce point de vue. Il en est à peu près de même chez les pasteurs chevriers qui bordent les déserts au sud, dans une région arrosée par des pluies irrégulières, où la pauvreté du troupeau est compensée plus ou moins par la cueillette de la gomme, faite par les femmes et les enfants, pendant que les hommes cherchent à razzier leurs voisins, ou font un peu de commerce. Tels sont, par exemple, les Maures de l'Adrar au nord du Sénégal.

A l'autre extrémité du continent africain, et également sur la limite du grand désert, dans une région montagneuse, où l'herbe croît pendant la saison pluvieuse, vivent des pasteurs qui possèdent de petits troupeaux de bœufs. L'alternance des saisons exige la transhumance des troupeaux sur des distances assez considérables. Malgré cela, l'art pastoral ne suffit pas, il faut pratiquer une culture rudimentaire confiée aux femmes et aux vieillards, obligés par là à rester sédentaires. Quant aux jeunes gens, en outre du métier de pâtres, ils exercent celui de chasseurs d'ivoire et d'esclaves, ce qui les dresse à la guerre. Souvent, les chefs de ces bandes de traitants se sont créé dans les plaines, aux dépens des peuplades de chasseurs sauvages, des royaumes qu'ils gouvernaient en vrais pirates, c'est-à-dire de la manière la plus despotique et la plus féroce.

Les pasteurs vachers, qui exploitent ainsi les pâturages des petits plateaux situés dans la région orientale du Soudan, ont essaimé vers le sud et donné naissance à une variété un peu différente. Les hauteurs qui forment ces plateaux se prolongent vers le sud, en une chaîne presque continue, jusqu'à l'extrémité du continent. En suivant cette zone élevée et garnie d'herbe, les pasteurs ont pu émigrer avec leur bétail jusque dans les savanes qui enveloppent le désert de Kalahari, tournant ainsi par l'ouest la zone des forêts humides et

infestée par la mouche tsé-tsé, dont la piqûre tue le bœuf et le cheval. Dès leur point de départ, ces pasteurs avaient dû s'organiser, soit pour défendre leurs troupeaux contre les tribus de chasseurs cachées dans les forêts de la plaine, soit pour mener à bien leurs razzias d'esclaves contre ces mêmes chasseurs. Au cours de leur migration vers le sud par un pays bordé de populations hostiles, ils durent accentuer encore cette organisation militaire. La tribu devint une sorte de régiment, guidé par un chef revêtu d'un autorité absolue. Parvenues dans les savanes méridionales, ces groupes s'installèrent dans des villages permanents, placés dans des lieux pourvus d'eau. Là on joignit aux produits du troupeau ceux d'une culture rudimentaire imposée aux femmes. Quant aux hommes, passés complètement à l'état de guerriers, et animés du plus profond mépris pour toute autre occupation que la guerre, il passaient leur temps à se combattre et à se piller les uns les autres. Telles sont l'origine et l'évolution de ces peuplades redoutables : Matabélés, Cafres, Zoulous, Héréros qui ont donné tant à faire aux Anglais, aux Boers et aux Allemands. Il a fallu les refouler ou les détruire parce que, pleins d'horreur pour le travail et de goût pour la guerre et le pillage, ils se refusaient à mener une vie paisible qui les eût contraints de s'adonner à une culture plus intense. De là ces guerres d'extermination qui ont décimé les pasteurs vachers du sud, si bien que pour procurer de la main-d'œuvre aux mines du Transvaal, il a fallu importer des coolies chinois. Les débris de la population noire se refusaient en effet à ce travail pénible, préférant leur vie indolente dans la savane au labeur bien salarié, mais rude, de la mine ou de la culture. On ne peut guère employer les Cafres et leurs congénères que comme gardeurs de troupeaux ou soldats de police.

Parmi toutes ces populations que la nécessité divise en petis groupes toujours prêts à se disputer les maigres ressources de la contrée, il ne saurait être question ni d'un grand développement économique, ni d'une organisation uniforme et centralisée de la vie publique. De temps en temps, un chef de tribu plus hardi, plus aventureux et plus adroit que

les autres, peut créer un mouvement artificiel auquel les tribus s'associent avec l'espoir de piller les contrées voisines. Mais bientôt les rivalités et les haines de clan interviennent et dispersent l'armée. C'est ce qui a permis aux empereurs ottomans de triompher toujours des révoltes des Bédouins, et d'empêcher la constitution de cet empire arabe séparé, dont tout récemment encore on prédisait la prochaine formation, qui, bien entendu, ne s'est pas réalisée. De même les noirs de l'Afrique du sud ont pu former à certaines époques des coalitions redoutables, qui n'ont jamais duré. Sans cette inaptitude à l'organisaiton et à l'union, fruit de l'esprit de clan, les États européens qui ont perdu là tant d'hommes et dépensé tant d'argent, auraient eu beaucoup plus de peine à venir à bout de la résistance indigène. On sait que, tout récemment encore, il a fallu une petite armée allemande, munie de tous les moyens d'action de la guerre moderne, pour réduire les Héréros; et elle n'a pu y réussir que grâce aux querelles intestines de ses adversaires.

CHAPITRE IV.

DÉFORMATIONS SECONDAIRES DU TYPE PASTORAL.

Population de la zone glaciale du Nord. — Type du chasseur sauvage; causes de sa formation. — Populations des terres équatoriales. — Les grandes colonies d'exploitation en Afrique Centrale. — Causes sociales de l'infériorité de la race nègre. — Conclusions générales sur les Pasteurs.

I.

Nous avons remarqué déjà [1]) que le pasteur n'abandonne pas volontiers son métier simple et peu laborieux. Il n'en adopte un autre que sous la pression d'une contrainte à laquelle il ne peut échapper. Si cela est possible, il fuit devant elle, va au besoin s'établir dans des milieux nouveaux où, tout en se pliant au nécessités naturelles, il évite soigneusement les travaux pénibles, préférant, si les circonstances ne lui offrent rien de mieux [2]), une existence plus ou moins misérable, à l'aisance que lui procurerait un métier rude et compliqué, tel que la culture; par exemple. C'est cette horreur du pasteur pour le labeur agricole, qui a poussé des groupes humains dans les steppes inhospitalières de l'extrême nord et qui en a conduit d'autres, soit dans les forêts de la Chine méridionale, soit dans celles de l'Afrique équatoriale, soit enfin dans les bois et les savanes des deux Amériques et des îles océaniques. Il est intéressant d'indiquer par quelques traits l'évolution de ces groupes épars, ce qui nous permettra de bien comprendre leur situation actuelle et de prévoir leur avenir [3]).

[1]) Voir p. 62 ci-dessus.

[2]) Notamment les transports et le commerce, comme nous l'avons vu plus haut.

[3]) On trouvera dans la *Science sociale*, t. VI à IX, des études trèsdét aillées sur les Lapons et les Peaux-Rouges dans l'Amérique du Nord, dues à

Dans les steppes ou Toundras du nord, qui ne produisent guère que des mousses et des lichens, l'homme a trouvé un précieux animal, le renne, qui lui permet de constituer un troupeau et de rester pasteur. Mais dans une région aussi ingrate, le troupeau ne peut se développer, il faut lui adjoindre les ressources assez aléatoires de la chasse et de la pêche. Ces travaux exigent d'une façon générale de l'adresse, de l'agilité et de la force; ils conviennent donc surtout aux jeunes gens, ce qui donne à ceux-ci un rôle et une importance qu'ils n'ont pas chez les grands pasteurs, et qui ébranlent la communauté patriarcale. La propriété reste donc commune en principe et la famille conserve le moule patriarcal, mais ce n'est plus qu'un groupe restreint et misérable, formant avec ses voisins de petites tribus dispersées sur de vastes espaces. Sous l'influence du froid excessif et de la pauvreté, tout ici se rapetisse: la constitution physique de l'homme, son intelligence, la propriété, la famille, le clan. Ces populations sont comme bloquées dans leurs déserts glacés, d'où elles n'exportent que quelques fourrures, en échange desquelles elles reçoivent de menus articles, des armes et surtout de l'alcool. Elles sont et resteront sans importance et sans avenir.

Les pasteurs éliminés de la steppe et obligés de se réfugier dans les forêts, ont subi une transformation plus radicale. Ici, le troupeau disparaît presque complètement ou à peu près, faute d'herbe. La chasse, la pêche et la cueillette des fruits sauvages deviennent les ressources principales de la famille. Les hommes jeunes et forts, auxquels ce travail convient le mieux, sont alors les maîtres de la situation. Avec ce mode d'existence souvent difficile et peu productif, les vieillards ne sont plus que des bouches inutiles; souvent on les tue et parfois on les mange; car c'est la pénurie des vivres, surtout de la viande qui est la cause essentielle de l'anthropophagie. Lorsque le lieu se prête à une culture facile, on impose ce travail

M. P. de Rousiers. Sur les populations forestières de l'Afrique, voir: A. de Préville, *Les sociétés africaines*. Pour les races des Archipels du Pacifique, voir: *Science sociale*, t. XIX et XXVII.

aux femmes, et quand on le peut à des esclaves. La propriété ne s'applique plus qu'aux armes, aux ustensiles et aux provisions et devient personnelle, car la famille, sous la pression de la nécessité se réduit le plus souvent au simple ménage. L'homme qui n'est plus tenu par la tradition, ni par le respect des anciens, ni par l'autorité patriarcale, s'abandonne, faute d'éducation à tous ses instincts. La femme n'est guère qu'une esclave. La religion devient une superstition puérile faite d'une complète ignorance et de la crainte de tous les phénomènes naturels. Les familles vivent par petits groupes ou tribus isolés au milieu des bois. Nous arrivons ainsi au type du chasseur sauvage, dont l'infériorité sociale est profonde. Il est d'ailleurs extrêmement difficile de l'en tirer, car le chasseur plus encore que le pasteur a une grande répugnance pour le travail pénible. Aussi, lorsque la civilisation l'atteint, il ne se transforme, ni ne s'assimile que par exception, et s'éteint rapidement, rongé par la misère et par des vices auxquels il n'a pas la force de résister, par l'ivrognerie surtout.

Ce type si inférieur du chasseur sauvage présente un assez grand nombre de variétés, déterminées par les différences dans le lieu et dans le travail. Parfois, la communauté subsiste dans une certaine mesure, comme lorsqu'il s'agit de chasser les animaux vivant en troupes. Ailleurs la pêche maritime remplace la chasse et cette cause produit des effets quelque peu différents. Mais nulle part les populations vivant de la chasse comme métier principal, ne se montrent capables d'un développement important. Toutefois, certains groupes nègres, lorsqu'ils sont enlevés aux régions forestières équatoriales, où la chaleur est exagérée, et appliqués par la contrainte à la culture ordinaire, réussissent à atteindre, grâce à cette éducation nouvelle, un certain degré de stabilité et de prospérité. En outre, il est, dans les régions africaines intermédiaires entre les déserts du nord ou du sud et la zone équatoriale, des populations noires qui n'ont pas pénétré dans les forêts tropicales; aussi n'ont-elles pas versé dans le type du chasseur sauvage, conservant par la pratique soit de l'art pastoral, soit de la culture, une

partie de l'organisation communautaire et patriarcale. Il n a donc pas une race nègre, mais bien plusieurs, toutes plu ou moins désorganisées, mais pas au même degré[1]. C'es en étudiant chaque variété à part que l'on pourra se rendr bien compte de ce qu'elle vaut ou de ce qu'elle peut devenir Il est possible que certains groupes progressent, si on sa les manier et améliorer leur éducation; ils pourraient alor rendre de grands services pour la colonisation et la mise e valeur de l'Afrique centrale. Mais les expériences faites jus qu'ici sont peu encourageantes, tant au point de vue de l'apti tude des Européens à employer le nègre, qu'à celui de l'apti tude du nègre à se transformer. L'Européen ne tarde pa à prendre le noir en mépris pour sa puérilité et sa paresse et il ne songe plus qu'à l'exploiter comme une bête d somme ou à le refouler. Déjà le travailleur nègre recul devant l'immigrant indien dans l'est et devant le coolie chinoi dans le sud. Aussi, malgré toutes les mesures de protectio que les gouvernements de l'Europe édictent en faveur d leurs sujets noirs, il est difficile de prévoir un grand aveni pour ces races profondément désorganisées et si peu capable de remonter la pente qui les a menées jusque dans cet éta de dépression sociale. Ceci est encore vrai pour les peuplade indigènes des îles océaniques: Négritos, Polynésiens, Maori etc., qui ne sont pas sans présenter elles aussi, certaine nuances dues aux conditions du lieu, mais qui, presqu partout, offrent d'une manière accusée les caractères d'un désagrégation à peu près complète. Il y a donc vraimen une humanité inférieure, non seulement par le fait d'un absence complète de culture intellectuelle, mais encore raison de l'insuffisance de son organisation sociale et pa conséquent de l'éducation familiale. On peut donner d l'instruction sans de trop grandes difficultés même à de individus très primitifs, mais il est malaisé de refaire l'édu cation d'une race, sinon par l'action lente d'une immigratio

1) On pouvait en dire autant des Peaux-Rouges américains; ceux de forêts et des savanes ont à peu près disparu, tandis que les cultivateurs de hauts plateaux ont subsisté à côté de la race conquérante.

appartenant à un type supérieur et placée dans des conditions très spéciales. Tel a été le cas autrefois pour les Francs immigrés parmi les Gallo-romains; le plus souvent la distance entre les races est trop grande, et elles se superposent sans se mêler, comme cela est arrivé aux États-Unis, où les nègres restent désorganisés au milieu des familles anglo-saxonnes, sans pouvoir acquérir l'éducation de celles-ci, et évoluer vers leur type social. Ailleurs les races sont assez peu dissemblables pour pouvoir se mélanger, et même se métisser. Mais, dans ce cas le résultat est plus mauvais encore, car la race la plus développée perd en valeur sociale par ce mélange, sans relever sensiblement la race inférieure. Quant aux métis, ils unissent généralement à beaucoup de prétentions les vices des deux types dont ils sont issus, sans conserver même leur qualités, d'abord parce que leur éducation est très faible, ensuite parce que, méprisés par les blancs, ils font profession de mépriser les noirs et cherchent avant tout à échapper au travail.

III.

Les observations qui précèdent expliquent d'une façon claire la situation des colonies tropicales formées par les États d'Europe. Si nous prenons comme type l'État indépendant du Congo, nous y remarquons les faits que voici. Il n'y a pas là de colonisation proprement dite, car l'Européen ne peut pas supporter longtemps le climat. Aussi ne voit-on guère en fait de blancs que des fonctionnaires, des militaires, des négociants et des missionnaires[1]). Ces derniers seuls restent longtemps dans le pays, mais leur action est minime parce qu'ils sont peu nombreux pour une population très difficile à relever et répandue sur des espaces immenses[2]). D'ailleurs leur action est plutôt contrariée par celle de l'administration coloniale. En effet, pour celle-ci, le pays est une sorte de ferme colossale, dont il faut tirer le plus possible, par

[1]) On estime la population à 19 millions d'âmes dont 2,500 blancs.
[2]) L'État du Congo mesure près de 2,400,000 km. carrés soit quatre fois la superficie de la France.

l'impôt principalement. Dans ce but, les peuplades sont pourchassées et contraintes de fournir des contributions en nature sous la forme des produits les plus précieux: ivoire, caoutchouc, coprah, etc [1] Ces matières sont fournies par la chasse ou la cueillette, ce qui rentre bien dans les habitudes du chasseur sauvage. Mais il se trouve qu'ici le travail est souent pénible, parce qu'il faut aller au loin et séjourner dans des lieux écartés, surtout pour la récolte du caoutchouc. Ce travail ne peut donc avoir aucune action sérieuse sur la formation sociale des noirs, puisqu'il ne change rien à leurs habitudes. Il en serait autrement si on parvenait à les plier à une culture régulière, chose presque impossible dans un climat si chaud et avec des gens qui n'ont presque pas de besoins. Quoi qu'il en soit, le nègre esquive l'impôt autant qu'il le peut. Les fonctionnaires qui craignent la disgrâce, emploient contre ce contribuable récalcitrant tous les moyens praticables: coups de fouet, prison, séquestration des femmes lorsque les hommes ont réussi à s'enfuir, envoi dans les villages de garnisaires noirs qui sont eux-mêmes des brutes vicieuses, féroces et avides[2]. Enfin, comme dans ce pays les animaux porteurs font défaut, car ils y meurent par l'effet du climat ou de la piqûre de certains insectes, on emploie les hommes, et souvent même les femmes, au transport des approvisionnements ou du produit de l'impôt. C'est exactement le procédé des chasseurs d'esclaves soudanais qui, après s'être procuré de l'ivoire et d'autres denrées dans la région équatoriale, faisaient une razzia d'esclaves pour emporter leurs marchandises. Actuellement le nègre n'est pas retenu comme esclave; lorsqu'il a terminé sa corvée il peut retourner au village où il rentre épuisé, à moins qu'il ne meure en route. On conçoit qu'un pareil régime, qui aboutit à une dure exploitation de la race noire sans profit sen-

[1] Les douanes, entrée et sortie, fournissent un peu plus 6 millions de francs: l'impôt en nature et le domaine de l'État donnent 16 millions et demi.

[2] L'État entretient une armée de 15.000 hommes qui coûtent à peu près 10 millions de francs.

sible pour elle[1]), exaspère les populations et les pousse à la révolte. Cette manière de coloniser est fondée sur une grave erreur sociale. On a voulu en peu d'années occuper d'immenses territoires en dépensant le moins possible. C'est l'indigène qui a fait presque tous les frais de l'opération, et comme ses moyens sont très limités, il est écrasé sous le poids d'une machine qui finira par broyer la race en l'épuisant et en la décimant[2]) A ce moment, où ira-t-on chercher la main-d'œuvre nécessaire pour exploiter la riche nature tropicale? Probablement dans les inépuisables réservoirs d'hommes de l'Inde et de la Chine. C'est un nouvel élément qui entrera alors en scène, élément dont nous indiquerons bientôt les caractères spéciaux.

IV.

Ce que nous venons de dire de l'Etat du Congo est vrai aussi des colonies voisines: celles de la France[3]), du Portugal, de l'Angleterre et de l'Allemagne[4]). Toutefois, la colonisation portugaise ayant été infiniment moins active que la belge ou la française, elle a moins fait parler d'elle. Mais, bien qu'elle soit établie en Afrique centrale, dans l'Angola et sur le Zambèze depuis bien des années, les résultats obtenus sont minimes, surtout au point de vue du développement de la

[1]) L'administration civile coûte environ 9 millions; on ne dépense pour la justice, le service sanitaire et les travaux publics que 1,600,000 francs.

[2]) A l'action coûteuse de l'administration, il faut ajouter l'exploitatation intense des compagnies à monopole, dont la seule préoccupation est de forcer l'indigène à leur fournir à bas prix une grande quantité de produits naturels, sur lesquels l'État prélève sa part sous la forme de redevances ou de droits de sortie.

[3]) Le Congo français mesure à peu près 1,760,000 km. carrés, avec 8 à 10 millions d'habitants dont quelques centaines de blancs.

[4]) Les possessions anglaises et allemandes d'Afrique sont situées principalement hors de la zone équatoriale. Mais dans la Guinée, sur la rive gauche du bas Niger, la situation est à peu près celle que nous venons de décrire.

race nègre[1]). C'est que les Européens, répétons-le, exploitent ces immenses contrées non pas par la vraie colonisation, qui est bien difficile, mais par l'administration et le commerce. Or, ni les fonctionnaires ni les commerçants ne sont des colons; ils résident peu de temps, ne développent la culture que par des moyens artificiels et n'ont qu'une faible action sur la race indigène. Celle-ci conserve sa formation sociale barbare et stagnante, ou bien s'étiole, dépérit et disparaît.

Voici encore un exemple frappant de l'incapacité fondamentale de la race noire à se développer par elle-même. Il nous est fourni par la république noire de Libéria. Fondée il y a près de 70 ans par l'initiative des Etats-Unis, qui renvoyèrent à la côte occidentale d'Afrique 25.000 esclaves libérés, cet Etat n'a fait depuis lors que végéter[2]. Cependant, les anciens esclaves avaient été formés à la culture par une contrainte sévère. Devenus libres et maîtres d'un pays fertile, ils n'en ont tiré qu'un bien médiocre parti, et ils n'ont exercé qu'une très minime influence sur les peuplades cantonnées dans leur territoire. Du reste, nous avons déjà remarqué que les esclaves libérés et restés dans les anciennes colonies, comme les Etats-Unis, le Brésil, Cuba, etc., n'ont fait que des progrès restreints, en dépit des contraintes et des influences qu'ils ont subies. Aux États-Unis, quelques hommes de bien s'imaginent qu'ils pourront relever la race noire par l'instruction scolaire ou même universitaire. Cela ne suffit pas. Il faudrait, pour réussir dans cette œuvre, réorganiser la famille nègre par une patiente éducation donnée aux jeunes. Mais l'éducation ne s'organise pas comme l'instruction, et c'est pour ce motif que la race noire ne progresse guère, tout comme d'autres races d'ailleurs, nous le constaterons bientôt.

* * *

Nous pouvons condenser nos observations sur les pasteurs dans les quelques formules que voici :

[1]) Angola 1,270,000 km. carrés, environ 2,500,000 âmes, dont quelques centaines de blancs. La région de l'est couverte de montagnes échappe en grande partie à la forêt tropicale et nourrit des peuplades pastorales et guerrières dont nous avons dit quelques mots précédemment. Voir p. 72

[2]) Libéria mesure environ 95,000 km. carrés et sa population est estimée à 1,500,000 âmes.

1° Il existe un communisme ou collectivisme qui se développe spontanément dans certaines conditions de lieu et de travail, lorsque ceux-ci offrent une grande simplicité. La communauté n'est donc pas une invention théorique de l'homme, mais bien un fait naturel qui se retrouve même chez certains animaux comme les abeilles et les fourmis.

2° La communauté à pour conséquence obligée le patriarcat, c'est-à-dire le développement d'une autorité despotique qui paralyse toute initiative individuelle, fait prédominer l'esprit de tradition et de routine et maintient la race dans un état de stagnation et de barbarie. La simplicité du travail pastoral contribue aussi à maintenir cette stagnation.

3° Les communautaires patriarcaux organisent les pouvoirs publics sur le modèle de la famille, c'est-à-dire, sur la base du despotisme et de la routine.

4° D'une manière générale, la communauté maintient absolument une société dans la barbarie ou tout au moins dans la stagnation.

5° Si, pour une cause quelconque, l'éducation familiale et la discipline patriarcale viennent à manquer, la famille communautaire se désorganise, et il devient très difficile sinon impossible de reconstituer la race sur un type supérieur.

6° Le pasteur ne se plie qu'avec une extrême difficulté aux travaux pénible, spécialement à celui de la culture. En cas de besoin, il se porte de préférence vers les occupations faciles, attrayantes ou spéculatives comme la cueillette, la pêche, la chasse, le commerce, etc.

7° Au point de vue économique les pasteurs ne produisent que peu au-delà de ce qui est nécessaire pour leurs besoins, et ne consomment guère que ce qu'ils produisent.

8° Quand l'art pastoral ne suffit plus pour soutenir la famille, d'autres travaux devenant nécessaires, le mode d'existence se complique, la communauté est ébranlée, se réduit et tend à se transformer ou à se desagréger.

En continuant nos études, nous vérifierons d'une manière toujours plus précise et plus indubitable l'exactitude de ces constatations.

II. — LES COMMUNAUTÉS AGRICOLES.

SECTION I.

POPULATIONS ISSUES DES PASTEURS CARAVANIERS.

CHAPITRE PREMIER.

LES GRANDES OASIS.

Les grandes oasis. — La Chaldée. — L'Egypte. — Les oasis de l'Ouest africain. — Évolution et état actuel de ces régions.

Nous avons esquissé déjà le rôle considérable qui fut durant de longs siècles celui des pasteurs caravaniers [1]. Ils ont été pour la haute antiquité ce que furent plus tard les navigateurs, c'est-à-dire, des découvreurs de terres nouvelles, des colonisateurs et des fondateurs d'empire. Au point de vue de la colonisation leur œuvre a été colossale. Il y a tout lieu de croire que c'est par leur initiative et sous leur direction que les vallées de l'Euphrate et du Nil ont été pleinement mises en valeur, que les oasis sahariennes ont été occupées, que les vastes confins du désert arabique et ceux du Sahara ont été remplis par une population agricole très dense. Quelle a été l'évolution des colonies fondées par les hommes du désert, et quelle est actuellement leur condition sociale et économique, voilà ce que nous voudrions montrer brièvement.

[1] Voir p. 65 ci-dessus.

I.

Un coup d'œil jeté sur une carte rappellera d'une façon précise le dispositif qui place une ligne immense de déserts glacés ou torrides, entre la partie occidentale du vieux monde et la partie orientale, des montagnes de la Sibérie à la rive africaine de l'Atlantique. La partie la plus aride, la plus rebutante de ces déserts sépare l'Occident tempéré des terres de la zone tropicale : Inde et Soudan. D'autre part, cette barrière est coupée par deux fleuves sensiblement analogues par leur régime et leur action. Le premier est l'Euphrate, qui draine les montagnes de l'Arménie et de la Perse, dont les pluies et les neiges le fond déborder périodiquement. Le second est le Nil, déversoir des grands lacs que gonflent les pluies des tropiques. Deux lignes d'eau coupent ainsi le désert en y formant deux zones fertiles, échelonnées comme à dessein entre les vastes plaines désertiques de l'Asie méridionale et de l'Afrique du nord.

Pour se faire une idée de ce que pouvaient être les vallées de ces fleuves dans leur état primitif, il faut se représenter la Mésopotamie dans sa condition actuelle [1]. Les transports par mer ont supplanté l'industrie des grands caravaniers d'autrefois ; il ne subsiste plus de nos jours que des débris misérables des riches familles de commerçants-transporteurs des temps anciens, et de faibles traces de leurs puissantes confédérations. Aussi, la civilisation chaldéenne, qui était leur œuvre, a presque disparu. Les vastes métropoles d'autrefois sont aujourd'hui de pauvres villages ou de petites villes. Les terres cultivées sont devenues des marécages où l'inondation s'étend irrégulièrement et sans utilité. La production agricole est minime et la population, qui s'est élevée à des dizaines de millions d'habitants, ne dépasse pas aujourd'hui 1.500.000 âmes pour une contrée dont la superficie approche

1) On trouvera d'intéressants détails sur l'évolution des peuples chaldéens dans la *Science sociale*, t. I, p. 240 et suiv., VII, p. 57, XVI, p. 226, XXXVI, p. 138. Voir aussi A. de Préville, *Les Sociétés africaines*, déjà cité.

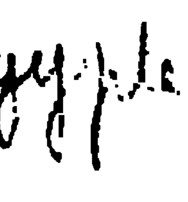
de 400.000 kil. carrés. Rien ne montre mieux à quel point l'action intense de l'homme est indispensable pour disputer cette région au marais ou au désert. Il faut, pour y réussir, une direction intelligente et énergique, des ressources abondantes, un personnel considérable. Les chefs de caravanes, enrichis par le commerce, bien pourvus de troupeaux, disposant de serfs et d'esclaves nombreux, puissamment intéressés d'ailleurs à créer sur tous les points favorables des centres d'approvisionnement ou des stations d'étape, furent naturellement amenés à utiliser les vallées de l'Euphrate et du Nil, pour y créer des colonies agricoles. Mais pour y parvenir, il fallait endiguer la rivière, diriger ses eaux pour irriguer les terres à volonté, combler les marais. Ces travaux gigantesques furent accomplis peu à peu, de proche en proche, et une population agricole nombreuse fut employée à l'exploitation du sol conquis sur le marais. Mais, pour maintenir les choses dans cet état, il fallait qu'une contrainte rigoureuse pesât continuellement sur cette population, d'abord pour la tenir attachée à un travail pénible, ensuite pour conserver et administrer le remarquable système hydraulique, institué pour l'aménagement des eaux fluviales et leur distribution régulière, ainsi que pour leur évacuation lorsqu'elles ont rempli leur office d'arrosage et de fertilisation. De cette nécessité est sortie l'organisation de ces monarchies si particulières, qui ont fonctionné à la même époque et dans des conditions analogues à Babylone et à Thèbes. De part et d'autre, le paysan n'était qu'un serf attaché à la glèbe et dirigé par une administration compliquée, qui prenait soin de maintenir toujours en parfait état le système des digues et des canaux, de manière à répartir convenablement cette eau précieuse. Lorsque, par l'effet des guerres, des révolutions et surtout de la concurrence maritime, cette vaste communauté bureaucratique s'affaiblit et disparut, les travaux d'art ne tardèrent pas à se dégrader, le désert reconquit une partie de la vallée et le marécage reprit presque tout le reste. En même temps, les cités créées par la prospérité de l'agriculture et du commerce étaient abandonnées et tombaient en ruine. Ainsi, la culture était sortie des besoins du

tranport et du commerce, et elle était subordonnée à l'existence d'un pouvoir public despotique, qui ne laissait à personne, si ce n'est à ses propres représentants, une initiative ou une autorité quelconque. Le paysan n'était donc nullement préparé par un tel régime à agir par lui-même, à travailler d'une manière indépendante. Aussi, son insuffisance, son apathie, sa pauvreté étaient généralement profondes. D'ailleurs, la situation très spéciale du lieu ne permet pas à de petites gens, sans préparation et sans moyen d'action, de lutter contre des forces naturelles qu'un travail immense peut seul contrebalancer. C'est pourquoi les populations actuelles de la Mésopotamie, abandonnées à elles-mêmes par un gouvernement lointain et incapable, se montrent absolument hors d'état de secouer leur torpeur et leur misère.

Le détournement des transports, qui fut la cause principale de la ruine complète de cette région, est un phénomène social en ce sens, qu'il a été le résultat d'une série de faits historiques. C'est la conquête turque qui a fermé cette porte de communication entre l'Orient et l'Occident et poussé le commerce européen à se mettre en relation par mer avec les Indes. Mais ce qu'un fait social a produit, peut être modifié par un autre. De nos jours, des entrepreneurs occidentaux ont commencé à substituer, dans l'Asie antérieure, le chemin de fer à l'antique caravane. Après avoir construit plusieurs lignes dans la région maritime de l'ouest; Asie Mineure et Syrie, ils sont arrivés logiquement à pousser l'une de ces lignes vers Bagdad. Elle ne peut manquer de se ramifier ensuite de manière à desservir la partie moyenne et supérieure des vallées du fleuve et de ses principaux affluents. On pense bien que, ce que les transports on fait autrefois par l'action des grands Caravaniers, ils peuvent encore le refaire par la main de puissantes compagnies, armées des capitaux et de l'outillage modernes. Elles prendront en main cette initiative et cette direction qui échappent à l'indifférence et à l'incapacité du gouvernement ottoman. La vallée de l'Euphrate redeviendra alors ce qu'elle fut jadis. c'est-à-dire une magnifique oasis très peuplée, produisant en abondance les céréales, le coton, les graines oléagnieuses, les fruits,

les légumes, etc. Ce n'est pas là une pure supposition, puisque la vallée du Nil nous montre à l'heure actuelle le plein épanouissement de ce phénomène.

II.



L'Egypte a subi, elle aussi, les funestes effets du gouvernement importé par les Turcs[1]. De tout temps, depuis l'époque où les caravaniers ont fondé sur le Nil moyen leurs premières colonies, le régime d'administration despotique n'a cessé de régner dans cette vallée. Mais il a été, selon les moments plus ou moins complet et plus ou moins efficace. Les Turcs furent, de tous les dominateurs de l'Egypte, ceux qui surent le moins manier cette machine assez compliquée mais nécessaire. Aussi, une grande partie des terres drainées ou arrosées par les anciens Pharaons étaient redevenues incultes. Au commencement du XIXe siècle, un soldat à demi barbare, mais intelligent, Ibrahim-Pacha, rétablit dans une certaine mesure l'organisation nécessaire pour lutter contre les sables et les marais. Ses successeurs ne firent que peu de chose pour relever les anciens travaux et du même coup la production du pays. Mais, depuis 1882, l'influence Anglaise est devenue prédominante au Caire. Elle en a profité pour reconstituer sous une forme moderne, l'œuvre des anciens maîtres du pays. Quel motif l'a poussée à prendre l'initiative de cette rénovation? C'est l'ouverture du canal de Suez, cette voie d'une si grande importance pour la navigation et qui se trouve dans les limites et sous le contrôle de l'Egypte. Ainsi, ce sont encore les transports qui ont agi, indirectement tout au moins, pour rendre à ce pays son importance et ramener vers elle l'attention des occidentaux. D'ailleurs, la situation de l'Egypte par rapport au canal de Suez n'est pas le seul motif qui a poussé les Anglais à lui imposer leur protectorat. Ils ont vu dans cette longue vallée ce qu'elle a toujours été: un bon chemin

1) Voir les remarquables études de M. A. de Préville sur l'Égypte ancienne, dans la *Science sociale*, t. IX et suiv.

de pénétration vers le centre de l'Afrique. Autrefois, on arrivait jusqu'au Darfour et au Soudan soit par le fleuve, qui présente souvent un fort courant et qui est coupé de cataractes, soit au moyen de caravanes qui avaient à parcourir d'immenses distances. L'insuffisance actuelle de ces procédés a fait naître le projet de construire un chemin de fer pour relier le port d'Alexandrie au Soudan. Puis, donnant à cette idée des proportions grandioses, on a décidé de joindre par la voie ferrée le protectorat d'Egypte à la colonie du Cap[1].

Dans ces conditions, la vallée du Nil reprenait toute sa valeur et il devenait nécessaire de la remettre en pleine exploitation. Dans ce but, les Anglais ont commencé par briser la domination que les nomades du désert avaient établi dans la partie sud du pays, avec Khartoum comme capitale. Puis, appuyés sur l'autorité qu'ils avaient acquise, ils ont repris et poussé vigoureusement l'œuvre de régénération, mollement conduite jusque-là par les Khédives, avec le concours d'auxiliaires européens. Voyons ce que l'Egypte est devenue depuis lors, c'est-à-dire en moins de vingt-cinq ans.

La fraction cultivée dans la vallée du Nil dans sa partie égyptienne n'a que 35,000 kil. carrés, soit un peu plus de la vingtième partie de la France[2]). Sur cet espace étroit se presse une population de 9.900.000 âmes. Si la France était aussi peuplée elle compterait plus de 150 millions d'habitants. Cette comparaison donne une idée assez précise de l'extraordinaire fertilité de ce sol, lorsqu'il est convenablement arrosé par les eaux limoneuses de la crue annuelle. Pour la régulariser, les Pharaons avaient édifié des travaux immenses d'une simplicité savante et ingénieuse. Les Européens, après avoir pris la direction des administrations essentielles: finances, travaux publics, justice, service sanitaire, ont commencé et poussé activement la réfection du système d'irrigations, en y appliquant les procédés et les moyens

1) L'Égypte possède déjà plus de 5,000 kilomètres de voies ferrées.

2) Le territoire égyptien mesure en tout environ 900,000 kilomètres carrés dont 35,000 seulement en culture. Rien ne fait mieux ressortir le caractère d'oasis de la vallée fluviale.

d'action de la technique moderne. Il s'agit d'assurer à la vallée une distribution régulière des eaux de crue, en constituant des réserves suffisantes pour parer aux besoins des années de sécheresse. Une bonne gestion des finances a fourni l'argent nécessaire. On a construit dans le bas fleuve, à Assiout, un immense barrage, qui retient les eaux en cas d'insuffisance. En outre, à l'imitation d'une idée pharaonique, un réservoir capable de contenir plus d'un million de mètres cubes d'eau a été établi à Assouan. D'autres travaux analogues sont en voie d'exécution pour étendre plus haut vers le sud le bienfait de la régularité dans les inondations. Le système des canaux et des digues a été reconstruit, étendu et perfectionné. Le résultat ne s'est point fait attendre. Les cultures se sont élargies, les céréales, le coton, la canne à sucre, le tabac, les légumineuses donnent des récoltes plus abondantes et plus régulières. En dix ans, le revenu du Trésor s'est élevé de dix millions de livres[1], à treize millions et demi par la seule influence des progrès de la richesse publique. C'est dire que le commerce s'est développé d'une façon rapide, car l'Égypte fournit beaucoup plus de produits agricoles qu'elle n'en consomme, et doit exporter l'excédent.

Quant au régime social de la population, il reste immuable sous des apparences nouvelles. Autrefois, on ne connaissait en Egypte que la petite culture, exercée par un paysan serf sur une tenure dont le produit était partagé entre l'ouvrier et l'État. Aujourd'hui, le Trésor préfère recevoir sa part en argent sous la forme d'un impôt foncier, qui fournit à lui seul la moitié des taxes proprement dites. Mais le résultat final est le même. Le paysan ou fellah dépend toujours étroitement de l'action de l'État, et si cette action faisait défaut, la stérilité et la famine ne tarderaient pas à apparaître. A côté de cette multitude de petits paysans, il existe aujourd'hui de vastes exploitations organisées sur des terres appartenant à l'Éat. Ces terres proviennent soit d'une prise de possession plus ou moins arbitraire, soit de la mise en valeur

[1] La livre égyptienne vaut fr. 25,92.

de terrains infertiles, à la suite de grands travaux d'irrigations, soit enfin de fondations pieuses. Dans les temps anciens, l'excédent de la population était employé à construire des monuments fastueux et inutiles; aujourd'hui il trouve du travail sur ces grandes fermes qui gagnent peu à peu en remontant le fleuve, et tendent à défricher jusqu'aux dernières parcelles du sol fertile. Mais ces vastes exploitations elles-mêmes sont entraînées dans l'engrenage de ce système qui n'admet pas de partage. Le fleuve entier, avec sa vallée, doit être soumis, pour que tous les intérêts soient satisfaits, à un régime strictement centralisé. C'est là une empreinte indélébile. Les sociétés agricoles européennes n'en subissent les conséquences que d'une façon partielle, parce qu'elles agissent en Égypte à titre de groupements de capitaux bien plus que comme éléments de colonisation. Mais les indigènes restent courbés sous le joug antique, et si, grâce à l'intervention européenne, ils sont moins exploités et plus heureux qu'autrefois, leur passivité, leur apathie et leur routine sont toujours les mêmes.

Quoi qu'il en soit, l'Égypte est aujourd'hui un pays en pleine prospérité économique, et il le doit aux capitaux, à l'initiative et à l'activité des Européens. Il reste presque exclusivement agricole, sa seule industrie importante, celle du sucre, étant d'ailleurs étroitement liée à l'agriculture. Il exporte de fortes quantités de produits naturels, qui n'ont besoin d'aucune autre protection que celle qui résulte des qualités extraordinaires du lieu. De plus, l'Égypte doit devenir évidemment un entrepôt pour les marchandises à destination du Soudan oriental. Cet État se classe donc dans la catégorie des pays à production naturelle prépondérante [1], pour lesquels la politique libre-échangiste est celle qui répond le mieux à leur situation et à leurs besoins. Nous vérifierons plus complètement cela par la suite [2].

[1]) Voir le tableau de la p. 42 ci-dessus.

[2]) Le gouvernement britannique est représenté au Caire par une sorte de résident qui contrôle le gouvernement indigène. Tous les services un peu importants de l'administration locale sont d'ailleurs dirigés par des

III.

On trouve dans la partie occidentale du Sahara une bande de terrains de nature alluvionnaire; ils semblent avoir été formés par des cours d'eau descendant de l'Atlas, mais qui ne coulent plus aujourd'hui à la surface. Toutefois, des nappes souterraines jalonnent les lits desséchés. Parfois ces nappes donnent naissance à des sources naturelles; le plus souvent il faut les atteindre au moyen de puits. Mais partout où l'on peut se procurer de l'eau pour l'irrigation, l'effet produit est le même: on peut pratiquer une culture facile et riche, qui fournit des fruits nourrissants comme la datte et la figue, des céréales et des légumes. Les oasis ainsi formées[1] ont été colonisées et agrandies il y a bien des siècles par les caravaniers, toujours au moyen de leurs serfs et de leurs esclaves. Aussi retrouvons-nous chez ces petits groupes agricoles l'empreinte tenace de leur origine. Toutefois, la différence des circonstances a produit des changements correspondants dans l'organisation sociale. Ici, point de gouvernement central et unique, car il n'est pas nécessaire. Chaque oasis est administrée par un conseil d'anciens. En revanche, les puisatiers forment une corporation particulièrement honorée et revêtue même d'un caractère religieux. Mais d'autre part, comme ces paisibles cultivateurs sont peu capables de résister aux nomades du désert, ils sont obligés de se placer sous leur protection en leur payant

Européens et souvent par des Anglais. La dette publique est administrée par une commission diplomatique. La justice est rendue aux étrangers par des tribunaux composés de juges européens. Enfin la suprématie britannique est assurée par la présence d'un corps d'occupation qui comptait en 1905 environ 5000 hommes. Quant à l'armée égyptienne qui, sur le papier, se monte à 18,000 hommes environ, elle est dirigée et encadrée par des officiers anglais. La dette égyptienne est relativement considérable : plus de 2,500 millions.

L'Égypte dépend nominalement de la Turquie à titre d'État vassal Il va sans dire que ce lien est aujourd'hui purement nominal.

[1] Touat, Gourara, Tidikelt etc.

tribut. Grâce à cette combinaison, les oasis peuvent jouer le rôle de lieux d'étape et de ravitaillement pour les caravanes qui, partant du Maroc, vont au Soudan et vice-versa. Ce mouvement donne lieu à un important commerce qui apporte aux gens des oasis une assez large aisance. A l'heure actuelle ces îlots fertiles égrenés dans le désert comptent ensemble une cinquantaine de mille âmes. Peut-être pourrait-on par des travaux appropriés et combinés d'après un plan d'ensemble, étendre de beaucoup le réseau des irrigations et par conséquent les surfaces cultivées. Mais alors nous verrions apparaître ici les mêmes nécessités qu'en Mésopotamie et en Égypte, et avec elle surgirait la centralisation dans le gouvernement et dans le régime des eaux. C'est d'ailleurs la tendance qui se dessine avec l'occupation française[1]; elle a pour but la transformation simultanée des transports et du pays, choses qui vont nécessairement ensemble.

En résumé, les colonies formées par les caravaniers dans les oasis présentent les caractères communs que voici :

1° La population est dressée à une culture facile qui, par conséquent, n'exige pas par elle-même un grand effort matériel ou intellectuel.

2° La nécessité d'un système vaste et compliqué d'irrigations amène la constitution d'un gouvernement centralisé et bureaucratique, sans lequel, faute d'arrosage, l'oasis est ressaisie par le désert.

3° La population indigène dressée dès l'origine à l'obéissance passive et à la communauté, a toujours été incapable d'organiser un tel gouvernement. Cette fonction est constamment échue aux étrangers.

4° Dans les petites oasis où les conditions d'irrigation

[1]) On sait que dans ces dernières années l'Administration algérienne a fait occuper les grandes oasis du Sahara occidental et poussé jusque dans leur voisinage un chemin de fer dont ces oasis seront probablement un jour les étapes vers le haut Niger. Ici encore nous retrouvons l'éternelle question des transports.

n'exigent pas un régime centralisé, le cultivateur subit la loi du nomade avoisinant.

On s'explique maintenant pourquoi ces populations sont à la fois indéfiniment stagnantes et toujours exploitées. La situation la plus favorable pour elles est d'obéir à un gouvernement assez éclairé pour organiser sur un bon pied le service des irrigations et de la police, sans écraser le paysan sous le poids des corvées, des impôts ou des tributs.

CHAPITRE II.

CONFINS CULTIVABLES DES DÉSERTS.

Les côtes de la péninsule arabique et la Syrie. — L'Afrique du Nord : Maroc, Algérie, Tunisie, Tripolitaine. — Les États du Soudan. — Conditions générales d'une évolution progressive de ce type social.

Les caravaniers ne se sont pas bornés à coloniser les oasis. Ils ont fondé des postes et des établissements sur le pourtour entier de leurs déserts, profitant pour cela d'une circonstance géographique très remarquable, qui a permis aux petits groupes établis par ces hardis pionniers du commerce, de pulluler et de devenir le noyau de populations nombreuses. Comment avons-nous été amenés à rattacher les populations dont il s'agit aux grands pasteurs chameliers d'autrefois, enrichis par l'industrie du transport? Nous expliquerons tout à l'heure en détail, que ce lien social est nettement établi d'abord par la tradition historique, et surtout par l'empreinte profonde laissée dans les mœurs des cultivateurs des confins, par ceux qui ont été leurs initiateurs et leurs maîtres [1]. Cette empreinte fait qu'une observation attentive permet de distinguer nettement les sédentaires issus des communautés pastorales du désert, de ceux qui ont gagné directement les grandes plaines cultivables de l'Asie et de l'Europe. Les premiers sont bien en principe des cultivateurs, mais ils le sont pour ainsi dire le moins possible, et se montrent toujours préoccupés de trouver leur ressource principale dans un travail moins astreignant. Les seconds, au contraire, sont des paysans renforcés, qui ont pour ainsi dire le culte

[1] Voir aussi sur ce point : Champault, *Les patriarches bibliques, Science sociale, t. XXIII, XXIV et XXV*, et de Préville, *Les sociétés africaines*; notre étude sur le Maroc dans la *Science sociale*, année 1905, et E. Demolins, *Comment la route crée le type*, t. Ier.

de la terre et ne s'en détachent qu'à regret. C'est ce que nous allons montrer par des exemples précis.

Nous parlions tout à l'heure d'une disposition géographique particulière et caractéristique. Elle se résume ainsi. Les régions désertiques de l'Arabie et de l'Afrique sont presque complètement enveloppées par des barrières montagneuses qui les séparent des océans. Ces hauteurs jouent le rôle de condenseurs, retiennent l'humidité fournie par l'évaporation des mers, et contribuent à augmenter l'aridité du désert. En revanche elles sont elles-mêmes arrosées et se couvrent de la verdure de la forêt ou du pâturage. Les parties basses des vallées, où se sont accumulées les terres d'alluvion, sont naturellement les plus fertiles et les plus productives. Autre trait essentiel, ces régions cultivables bordent la mer et permettent d'établir des ports formant le trait d'union entre les transports terrestres et les transports maritimes. Les caravaniers trouvaient donc là des points d'aboutissement de la plus haute importance. C'est ainsi qu'ils furent amenés à établir des colonies dans les montagnes de l'Arabie méridionale, dans celles de la Syrie, ainsi que dans la longue bande de terrains accidentés et arrosés qui forment l'Afrique du nord. Sur ce terrain de transition ils constituèrent des cultures vivrières capables d'alimenter leurs flottes, car ces aventuriers intrépides n'hésitaient guère à changer de véhicule, pour devenir navigateurs, donnant ainsi naissance au type phénicien. Grâce à la fertilité de ces régions et au climat, les colons ne tardèrent pas à foisonner et à occuper de proche en proche les terres susceptibles de culture.

Nous ne parlerons pas en détail de tous les groupes de population qui appartiennent à cette variété. Mieux vaut décrire avec quelque détail le plus important d'entre eux. Les traits qui le caractérisent se retrouvent dans chacune des régions indiquées tout à l'heure. Il suffira donc de parler du Maroc pour donner une idée claire de tout le reste.

I.

Le nord de l'Afrique présente, grâce à ses montagnes[1]), trois zones distinctes. La première, celle qui est tournée vers le sud, est la moins arrosée et par conséquent la moins productive. La seconde, celle des hautes terres, reçoit des précipitations plus abondantes, mais son climat est beaucoup plus tempéré, et parfois même rigoureux en hiver : c'est le pays des céréales, des pâturages et des forêts. La troisième, le Sahel maritime, participe des deux autres. Son sol est fertile, son climat doux, il y pleut suffisamment. Le tout forme un ensemble remarquable par son étendue[2]), la variété de ses aspects et la richesse de ses productions, qui sont à la fois celles des climats tempérés et des pays chauds. En outre, cette belle contrée est largement ouverte sur la Méditerranée. Cela suffit pour expliquer le grand rôle qu'elle a joué dans l'histoire, à une époque où la vie économique des peuples occidentaux était concentrée autour de ce bassin, et formée par des éléments plus simples que ceux d'aujourd'hui.

A l'extrémité ouest de l'Atlas, nous trouvons une contrée qui rappelle et résume toutes les autres, c'est le Maroc. Elle a son Tell maritime, qui s'étend sur des centaines de kilomètres en longueur, au bord de la Méditerranée et de l'Atlantique. En arrière, les ramifications de l'Atlas forment un lacis inextricable de vallées de toute dimension et de toute orientation, où l'on rencontre presque tous les climats et aussi tous les sols.

Il est bon de préciser immédiatement le caractère particulier de ces montagnes. D'abord, remarquons que, malgré leur altitude, elles ne forment pas un obstacle absolu aux communications. On peut les tourner par la plaine qui enve-

1) L'Aurès, le Petit et le Grand Atlas.

2) Environs 3,400 km. de l'est à l'ouest sur 400 de largeur moyenne, du golfe de Gabès à l'Atlantique. Nous laissons de côté la Tripolitaine dont nous dirons plus loin quelques mots.

loppe leur base; il est possible de traverser les chaînons qui composent le système, par de nombreux cols presque tous accessibles en toute saison. Donc, si les vallées sont nettement séparées et constituent de nombreux bassins où des groupes de population peuvent s'isoler, il ne serait cependant pas très difficile de faire cesser cet isolement en pratiquant de bonnes routes et en construisant les ouvrages d'art nécessaires pour franchir ravins, torrents et rivières.

D'autre part, notons que les hauts sommets de l'Atlas sont comparables aux pics les plus célèbres de l'Europe. En dépit du voisinage du tropique, plusieurs d'entre eux, qui portent leurs cimes à plus de 4.500 mètres, gardent des glaciers permanents. De bien loin on voit briller leurs neiges, dans un ciel qui est déjà celui des régions chaudes.

Cet amoncellement de hautes montagnes exerce sur le climat une action particulièrement bienfaisante. Alors que, dans tout le reste du nord africain, les pluies sont relativement rares, le grand Atlas forme comme un gigantesque condenseur qui attire et retient les vapeurs émanées des deux mers. Aussi, les précipitations sont considérables sur les hauteurs, soit en pluie, soit en neige, selon la saison. Les deux fleuves les plus importants de l'Afrique du nord, la Moulouya et le Sébou, sortent de ce massif, d'où naissent en outre une quantités de torrents, de petites rivières et de sources. Les pluies diminuent graduellement sur les pentes, mais sont fréquentes, même dans les plaines maritimes, surtout en hiver et au printemps. D'autre part, la latitude assez méridionale de la région, combinée avec les altitudes qu'on y rencontre, lui font une situation climatérique particulière. La température des hautes terres est rude; mais, dans la région moyenne, on trouve une multitude de vallées dont le climat est plutôt tempéré, avec des recoins abrités qui forment çà et là des spécimens de nature tropicale. Enfin, les terres basses du nord et de l'ouest, rafraîchies par les brises de mer, défendues par la montagne contre les vents brûlants du sud, jouissent d'un excellent climat. On n'y connait ni le froid, ni la chaleur extrême, puisque le thermomètre se maintient généralement entre 15 et 25 degrés. Comme cette région est

d'ailleurs très arrosée, et souvent couverte de bonnes terres d'alluvion, elle apparaît presque partout, sauf dans l'extrême sud, sous un manteau de verdure luxuriante, qui rappelle souvent les paysages normands ou galliciens. Une culture très superficielle y suffit pour obtenir le blé, l'orge, les légumes. Bien plus, on y trouve en abondance des fruits spontanés: les figues, les raisins, les pêches, les poires, les abricots, les olives et enfin les glands doux, qui sont encore, pour beaucoup de tribus, la base de l'alimentation, comme la châtaigne en d'autres pays.

Plus on avance vers le sud, plus l'influence des vents desséchants se fait sentir, et le type saharien s'accentue. Sur le revers méridional des montagnes le climat devient ainsi tropical et le pays est souvent aride. Mais partout où il y a de l'eau, soit qu'elle coule à la surface, soit plutôt qu'on aille la chercher dans le sous-sol, la végétation se développe avec toute la splendeur propre aux pays chauds. Il y a là des terrains qui, s'ils étaient arrosés au moyen de canaux, d'aqueducs ou de puits artésiens, pourraient se couvrir de cultures riches, en outre de celle du palmier-dattier qui est là dans sa patrie d'élection.

Il va sans dire qu'un pays comme celui-ci, qui produit toutes les plantes utiles des contrées du midi de l'Europe, peut aussi nourrir tous les animaux domestiques des mêmes régions. Quant aux minéraux, la situation sociale et politique actuelle du pays n'a pas permis d'en faire un inventaire complet. On a pu constater cependant, en outre des pierres dures, de la chaux et des argiles la présence de gisements de cuivre, de fer, de mercure, d'argent et même de pétrole. Cela n'a rien qui surprenne, puisque la masse de l'Atlas présente avec celle des sierras espagnoles, si riches en métaux, une frappante analogie. Il est donc probable que ces monts contiennent une importante réserve de matériaux et de minéraux, dont l'industrie pourra plus tard tirer parti en employant les forces emmagasinées dans les vastes réservoirs glacés des hauts sommets.

Au point de vue maritime, le Maroc occupe une position excellente. Par l'Atlantique et par la Méditerranée, il a des

relations faciles avec le reste du monde et spécialement avec les pays les plus avancés et les plus actifs. Il est vrai que ses côtes ne sont pas très hospitalières. En général, elles se présentent sous l'aspect de hautes falaises rocheuses avec çà et là des plages de sable bordant une mer peu profonde. La côte Atlantique surtout offre ce dernier caractère et, de plus, la grande houle du large y forme, sur le bas-fond côtier, une barre gênante, souvent même dangereuse. Aussi le Maroc n'a qu'un très petit sombre de bons ports naturels. Mais à l'époque où nous sommes il serait assez facile de remédier à cet inconvénient en créant des ports artificiels vastes et sûrs.

En résumé, le Maroc constitue la plus belle partie de l'Afrique du nord. Presque aussi grand que la France, puisqu'il mesure environ 500.000 kilomètres carrés, il offre à l'homme de belles terres de culture, des prairies, des pâturages de montagne, une flore aussi variée que son climat, qui, du reste, est le plus souvent tempéré et presque toujours parfaitement sain, pour l'Européen aussi bien que pour l'indigène. Par ses qualités naturelles,et par sa situation moyenne sur deux mers, le Maroc semblait appeler à jouer un rôle considérable dans l'histoire, à dominer le reste du monde africain, qui n'en est pour ainsi dire que le prolongement et une dépendance. Et, de fait, il a été un moment le centre, le pivot pour ainsi dire d'une civilisation qui paraissait destinée à rayonner sur une partie de l'Europe. Mais cette civilisation présentait un grand défaut: elle reposait principalement sur l'esclavage comme régime du travail, et sur le clan militaire comme organisation politique. Or, ces deux bases ne sont propres ni à developper le progrès, ni à assurer d'une façon durable la paix publique. Aussi, lorsque la brillante civilisation arabo-berbère vint se heurter à la forte organisation de la féodalité franque, elle ne put tenir pied, recula peu à peu et rentra finalement en Afrique, où elle s'éteignit presque complètement. Une brève analyse des races qui occupent le Maroc va nous expliquer cette impuissance.

La principale de ces races est celle des Berbères, qui l'emporte de beaucoup sur les autres par le nombre et par

l'originalité. A côté d'elle, on distingue trois autres types : les Maures, les Juifs et les Arabes nomades, dont nous parlerons brièvement tout d'abord. Les Maures sont pour la plupart des Berbères urbains, qui vivent de la pratique du commerce et des métiers usuels. On rencontre en outre parmi eux tous les éléments ethniques qui ont traversé le pays : Arabes, Berbères arabisés, Turcs, chrétiens réduits à l'esclavage, renégats jetés là par les hasards d'une vie aventureuse. Ils ont conservé, sans la développer aucunement, la culture intellectuelle née au moyen âge dans le monde arabo-berbère. Ils constituent donc une élite à ce point de vue. Dans toutes les villes du Maroc, on retrouve ce type plus ou moins pur, plus ou moins aisé, mais cependant bien reconnaissable à ses habitudes paisibles, à son goût pour les occupations tranquilles : petits métiers, commerce, administration clergé ou enseignement, enfin à sa préférence exclusive pour la vie urbaine.

Parmi les Maures, un grand nombre se cantonnent dans la petite fabrication et surtout dans le petit commerce, destinés à fournir leur voisinage immédiat, ou les marchés périodiques qui se tiennent à intervalles rapprochés dans tous les centres. Ils portent aussi leurs articles à des sortes de foires, organisées à des époques déterminées en certains lieux fréquentés, soit par les gens de la montagne, soit par les caravaniers qui composent là un chargement et vont ensuite conduire les marchandises sur les marchés du haut pays, des oasis sahariennes et même du Soudan. Toutefois, il s'est constitué parmi les Maures une classe de négociants, qui fait le commerce en gros sur une assez grande échelle.

Grâce à leur éducation de communautaires renforcés, étroitement liés à leur groupe familial, ces commerçants ne se fondent que très rarement dans les milieux européen. On en a vu qui, après un long séjour à Manchester, avaient à peine appris quelques mots d'anglais. Aussitôt rentrés au pays, il reprennent le costume et le mode d'existence traditionnels au Maroc dans les villes maures, et se conduisent à peu près comme s'ils n'avaient jamais quitté leur patrie. C'est que le commerçant n'abandonne guère l'esprit de

retour. Dès que ses affaires sont liquidées, rien ne l'attache plus au sol étranger, à moins qu'il ne se soit constitué là une famille, ce qui n'est presque jamais le cas pour les musulmans. Ainsi, ces émigrants temporaires n'apportent guère chez eux d'idées nouvelles; leur action intérieure est minime, de même que leur influence extérieure a été nulle. Le seul résultat de leur activité est de réunir des fortunes importantes qui leur permettent d'aspirer pour eux-mêmes ou pour leurs enfants aux emplois du gouvernement. C'est parmi les Maures, en effet, que le *makhzen*, autrement dit l'administration publique, se recrute en grande partie.

Il est aisé de s'imaginer le type que peut donner l'orgueil du citadin enrichi, combiné avec la morgue bureaucratique, et la finesse commerciale. Tout cela réuni fait un fonctionnaire à la fois hautain, souple et rusé, qui promet beaucoup, intrigue toujours, et surtout exploite sans merci les gens qui ne peuvent se défendre, soit au profit du Trésor, soit pour remplir sa propre bourse.

La famille maure est organisée sous le régime patriarcal et communautaire accentué. Les familles sont nombreuses et se groupent autour de leur chef; les fils introduisent leurs jeunes épouses au foyer paternel, et les petits enfants grandissent à côté des aïeux [1]. » Cette brève indication est très précise et très claire. Elle rattache le type maure aux populations traditionnelles de l'Orient, qui, par l'organisation de la propriété commune, et par l'influence prédominante des vieillards, sont à peu près inaccessibles au progrès et demeurent figées dans une immobilité presque absolue. De plus, les femmes sont étroitement confinées au logis. Enfants, elles ne reçoivent aucune instruction, à peine quelques-unes savent lire et écrire. Bon nombre par ignorance s'abstiennent de faire leur prière... Devenues femmes, elles sont absorbées par les travaux du ménage dans les familles modestes, et restent à peu près inoccupées dans la classe riche. On peut dire que, dans les

1) E. Aubin, *Le Maroc aujourd'hui*, 1 vol. Cet auteur est un diplomate averti qui a vécu assez longtemps au Maroc et l'a bien observé.

sociétés de cet ordre, la femme est négligée et même méprisée quand elle n'est pas, par surcroît, accablée de rudes travaux. Les conséquences de cette situation sont graves. Dans cette position abaissée, la femme ne peut avoir sur l'éducation des enfants l'influence bienfaisante qui devrait être la sienne. Cette éducation est, par conséquent, inférieure et ce fait pèse encore d'un poids très lourd sur les destinées de la race.

Enfin cette formation exerce sur la vie publique une action très importante et très fâcheuse. Ces familles patriarcales, lorsqu'elles sont à la fois nombreuses et riches, forment le noyau de clans plus ou moins puissants, qui se disputent l'influence soit sur les affaires locales, soit sur le gouvernement central lui-même [1]. Ce phénomène est renforcé par une circonstance particulière. Les Maures ont gardé intacte la tradition religieuse comme toutes les autres.

Sous l'influence de ce double fait, il s'est formé au Maroc une aristocratie composée soit des chefs des familles riches dont nous parlions tout à l'heure, soit de personnages religieux appelés *chorfa* (au singulier *chérif*), qui prétendent faire remonter leur ascendance jusqu'à Mahomet lui-même. Ces personnages puissants par leurs moyens d'action ou par leur prestige religieux, sont autant de chefs de clans généralement rivaux les uns des autres. M. E. Aubin le constate dans deux passages significatifs. Il remarque d'abord que « chez les grands, surtout chez les *chorfa*, se développe toute une clientèle d'amis, d'intendants, de complaisants et de parasites, le plus souvent d'origine inférieure ». Plus loin il ajoute : « Comme les chorfa descendent du Prophète, ils appartiennent à la plus pure noblesse musulmane et leur illustre ascendance, par un usage spécial au Maghreb, leur vaut les plus extraordinaires avantages. Selon leur origine, ils sont groupés en corporations... Ces groupes sont divisés en plusieurs branches. » Il va sans dire que chacune de ces branches constitue un groupement qui cherche à étendre le plus possible sa clientèle, afin d'augmenter à la fois ses revenus au moyen des offrandes qu'elle recueille parmi ses partisans, et son influence

1) Voir p. 54 ci-dessus les causes générales de la formation du clan.

par l'effet combiné de la richesse et du nombre [1]) Ce n'est pas tout, indépendamment des *oulémas*, ou prêtres, dont la parole est naturellement écoutée, on trouve encore au Maroc des personnages religieux qui sont de véritables chefs de clan. Ce sont les *marabouts*. Ils descendent de personnages que leur extrême piété a rendus légendaires, auxquels la superstition populaire attribue des miracle et que l'opinion publique a en quelque sorte sanctifiés. Leurs tombeaux, ou *koubas*, sont devenus des lieux saints où on se rend en pèlerinage. Les familles des marabouts s'empressent d'exploiter cette piété, en s'établissant auprès du tombeau du saint ancêtre, afin de recueillir les offrandes des fidèles. Chaque *kouba* est ainsi érigée en un nouveau centre religieux qui ne manque pas d'être en même temps politique, puisque, dans l'Islam, la religion se mêle à tout et domine tout. Nous constatons ainsi que la population maure, la plus policée, la plus accessible, la plus éclairée à tous les points de vue, est en proie à des divisions profondes, qui placent les uns en face des autres des groupes constamment rivaux, si bien que l'on voit certaines familles s'égaler ouvertement à la famille impériale elle-même. Tel le chérif d'Ouazzan qui, le jour où un nouveau sultan monte sur le trône, lui donne une sorte d'investiture en venant lui tenir l'étrier. Le refus du chérif de se prêter à cette cérémonie symbolique serait l'indice d une opposition fort dangereuse.

Ainsi les Maures, sans constituer la fraction la plus importante des peuples marocains, représentent pourtant un groupe qu'il ne faut pas négliger. Répandus dans toutes les villes du pays, ils sont quelques centaines de mille tout au plus. Leur influence est cependant réelle, parce qu'ils détiennent une bonne partie des capitaux, et fournissent au gouvernement local le plus clair de ses revenus fiscaux ainsi qu'un bon nombre de ses agents. Au point de vue social proprement dit, ces Maures constituent un élément plutôt dangereux, parce que leurs aptitudes traditionnelles les por-

[1]) Voir plus haut p.69 le rôle spécial et important des confréries chez les caravaniers.

tent de préférence vers l'exploitation de leurs concitoyens, soit par un commerce usuraire, soit en profitant des abus administratifs. Ce n'est donc pas là une race propre à fournir à la population marocaine des patrons agricoles ou industriels capables de la diriger et de la faire progresser. Si leur influence pouvait se développer et se généraliser jusqu'à devenir prépondérante dans le Maroc tout entier, ils ne réussiraient qu'à constituer une oligarchie fondée sur le commerce et la politique bureaucratique, divisée par l'esprit de clan en factions qui se déchireraient entre elles.

Le type qui se rapproche le plus de celui des Maures, l'élément israélite, est également répandu partout, mais en plus petit nombre. On en compte une centaine de mille, presque tous petits commerçants ou artisans. Ils se placent en général sous la protection immédiate des agents du gouvernement, habitent des quartiers spécieux, et n'ont aucune influence sérieuse sur la population qui les enveloppe. On les tolère parce qu'ils payent régulièrement l'impôt et savent se rendre souvent presque indispensables comme agents commerciaux ou comme ouvriers, mais ils sont méprisés et tenus à l'écart de la vie nationale. Ils vivent là comme des étrangers peu estimés, rien de plus. Leur organisation sociale est d'ailleurs peu différente, quant au fond, de celle des Maures. Ils sont surtout moins riches et moins influents.

En troisième lieu viennent les Arabes. Ils ont pénétré en nombre assez considérable dans les plaines qui longent le pied de l'Atlas. Beaucoup d'entre eux mènent encore la vie nomade, promenant leur bétail et leurs moutons à travers les pâturages et les landes des terres basses, plantant leurs tentes à proximité des villages agricoles avec lesquels ils échangent leurs animaux contre des grains. On croit qu'ils sont à peu près un million, chiffre assez important. Mais ces petits pasteurs, maintenus dans la barbarie par leur mode d'existence, divisés en fractions infinitésimales, ne peuvent avoir, et n'ont en effet qu'une action insignifiante sur la vie sociale du Maroc. S'ils étaient cantonnés et pliés à la culture, ils pourraient fournir avec le temps un appoint utile à la classe agricole, soit comme ouvriers, soit comme métayers. C'est

là du reste une action difficile et lente, que ni les propriétaires actuels du sol, ni le gouvernement chérifien ne sont en état d'accomplir. Aussi, les Arabes sont plutôt un élément de désordre par le fait de leur turbulence naturelle; elle les porte à s'associer à toutes les entreprises de maraude ou de pillage qui se produisent dans le voisinage de leurs campements.

Le groupe des Berbères purs est le plus important de tous, car il représente à lui seul les huit dixièmes au moins de la population. Il est permis de dire que cette race constitue le vrai peuple marocain, si toutefois on peut appliquer ce nom à la masse des tribus indépendante en fait qui occupent l'Atlas. On distingue dans l'ensemble deux variétés qui, à première vue, paraissent très différentes: celle de la plaine et celle de la montagne. Le Berbère de la plaine a subi l'influence directe de la population maure des villes, laquelle conserve, nous l'avons vu, les dernières traces de la civilisation arabo-berbère. Si profonde que soit, depuis longtemps, la décadence de cette civilisation, elle a gardé néanmoins dans une certaine mesure son influence sur les populations qui avoisinent les centres urbains, leur imposant ses formes extérieures et surtout sa langue. Les Berbères du bas pays sont donc arabisés, ce qui d'ailleurs les change fort peu quant au fond. Leur costume et leur langue d'emprunt les laissent ainsi très analogues, au point de vue social à leurs frères de la montagne, qui ont gardé la langue et l'extérieur des ancêtres communs.

Ces ancêtres sont, nous l'avons déjà indiqué, les caravaniers du désert [1], qui avaient le plus grand intérêt à coloniser les confins nord et sud de la mer de sable. Les tribus berbères, malgré leur morcellement infini, ont bien conscience de cette unité et désignent leur race par un nom commun: *Amazigh* (au féminin *Tamazigh* et au pluriel *Imaziren*). Cette origine éclaire et explique toute l'histoire de la race berbère qui, après avoir rempli l'Afrique du nord, a débordé sur le midi de l'Europe [2] et en même temps occupé la plus

1) Voir p. 100 ci-dessus.

2) Etrusques d'Italie, Basques et Turdétans d'Espagne et de la Gaule occidentale.

grande partie du Soudan. Deux arguments précis peuvent être invoqués à l'appui de ce qui précède: 1° la parité de la langue, qui se reconnaît dans les nombreux dialectes parlés chez les Berbères; 2° l'identité des mœurs chez les populations disséminées sur l'immense territoire qui s'étend de l'Egypte à l'Atlantique et du lac Tchad à la Méditerranée.

En ce qui touche la langue, il est établi que les innombrables dialectes parlés dans le nord de l'Afrique sortent presque tous d'un même idiome: celui des Touaregs du désert. Ce fait est un témoignage sérieux en faveur de l'origine que nous assignons aux Berbères: s'ils sont venus directement des rives du Tigre et de l'Euphrate à celles de l'Igharghar et du Messaoura [1], et s'il en est résulté leur expansion ultérieure dans toute l'Afrique du Nord, et au delà, ces coïncidences linguistiques n'ont rien de surprenant. Ainsi on peut affirmer que la langue des Touareg et tous les dialectes berbères ont une origine commune, le fait n'est pas discuté [2]. On a trouvé aussi des ressemblances entre l'alphabet targui et celui des anciens Turdétans [3], ces Ibères d'Espagne dont les historiens romains nous ont transmis la renommée, fort grande aux premiers temps de la période préhistorique [4].

Sans nous étendre davantage sur ces indices qui ne sont à nos yeux que complémentaires, nous pouvons cependant constater qu'ils sont d'accord avec les indications plus précises de la science sociale. Celle-ci s'attache surtout à étudier les mœurs: or, celles des populations berbères du nord rappellent d'une manière frappante les coutumes des hommes du désert. Ainsi, la femme a eu de tout temps, chez les Berbères,

1) Des recherches récentes ont fait ressortir d'une façon précise la parenté étroite des dialectes parlés par les Touareg avec ceux de l'Asie centrale. En fait, ce sont les mêmes, conservés « par ces peuples d'une extrême tenacité dans leurs opinions et leurs mœurs » (E. Renan, *Hist. des langues sémitiques*). — L. Rinn, *Les origines berbères*, 1 vol.

2) L. Rinn, *Origines berbères*. — Humboldt, *Essai sur la langue basque*.

3) Eichoff, E. Renan.

4) « Une race de taille moyenne à cheveux bruns et yeux noirs, dit encore M. Rinn, venant de l'Asie méridionale, a précédé en Europe Celtes et Kimris. »

et conserve toujours malgré tant d'influences contraires, survenues depuis des siècles, une situation bien différente de celle qui lui est faite par les populations avoisinantes. Chez les Mzabites, devenus des musulmans fanatiques, la polygamie reste l'exception et la femmme est traitée tout autrement que chez les Arabes du voisinage. Il en est de même chez les Kabyles de l'Aurès [1]. Les Berbères du grand Atlas et ceux mêmes de la plaine occidentale, malgré les influences arabes, sont aussi restés monogames. Chez eux, la femme n'admet aucun partage et rentre dans sa famille, si son mari ne respecte pas strictement le foyer. On ne saurait fournir une meilleure preuve de son influence [2]. On trouve chez les Berbères algériens et marocains la tradition bien vivace de reines bienfaisantes, qui auraient peuplé et civilisé le pays. Bon nombre de tribus font même remonter leur origine à une femme dont souvent elles portent le nom. Beaucoup de noms ou de prénoms d'hommes sont formés du mot *ben* (fils de), suivi d'un nom de femme [3]. Au Maroc, on voit souvent des tribus commandées par une femme (*cheïka*). Il y a quelques années, le sultan actuel faillit être pris ou tué par la troupe d'une cheffesse de ce genre, lorsque, revenant d'une entrevue avec le gouverneur d'Algérie, il traversait la région montagneuse et insoumise du Riff [4]. Chez les Berbères du grand Atlas, la femme n'est ni séquestrée, ni voilée et nous avons constaté que, même chez les Berbères arabisés de la plaine, où les mœurs arabes se sont introduites dans une certaine mesure, la polygamie est un fait exceptionnel. On sait d'ailleurs que, dans la société hispano-mauresque, composée principalement de Berbères d'origine, la femme occupait une situation et jouait un rôle comparable à celui de la femme occidentale au moyen âge.

Ces mœurs très particulières qu'on a désignées sous le nom

[1] Dr Amat, *le Mzab*.

[2] V. *Bull. du Comité de l'Afrique française*, janvier 1905, rapport de M. Doutté.

[3] Rinn, op. cit.

[4] G. Charmes, *Une Ambassade au Maroc*. V. aussi E. Aubin, *le Maroc aujourd'hui*.

de *matriarcat*, atteignent leur maximum de développement chez les caravaniers, et sont une conséquence obligée de leur mode d'existence[1]. La puissance de la coutume ainsi établie par les exigences principales du travail du mari et telle, qu'on en trouve la trace chez tous les peuples issus de la race des caravaniers, notamment chez les anciens Egyptiens et, comme nous le constaterons tout à l'heure chez les Berbères actuels.

On peut citer encore ce fait que, malgré l'attrait exercé sur ces populations de formation communautaire par l'islamisme, une religion très ancienne a subsisté sur beaucoup de points dans le Sahara et dans la Berbérie proprement dite.

Il est, au reste, facile de se rendre compte que la race berbère n'a pu venir d'ailleurs que du désert. Si elle n'était point arrivée, comme nous le prétendons, dans l'Afrique du Nord par la voie du Sahara, elle aurait dû venir soit par l'isthme de Suez, la basse Egypte et le désert de Libye, soit en suivant les péninsules italiques et hispaniques. Or, la première de ces routes est fermée aux migrations de familles ordinaires par la barrière, infranchissable pour elles, du désert de Libye. Ce désert, a dit le général Faidherbe, séparait bien plus l'Égypte de la Berbérie que celle-ci n'était séparée de l'Europe par le détroit de Gibraltar, ou, ajoute M. Rinn, de l'Asie par le détroit de Bab-el Mandeb. Une telle route n'est praticable que pour des caravanes bien constituées, bien approvisionnées, qui savent leur parcours jalonné par des oasis fortement occupées. Il n'existe point de route directe de ce genre le long de la côte. Aux temps préhistoriques, on ne songeait pas à franchir ces 2.000 kilomètres de solitudes affreuses; plus tard, lorsque déjà l'Afrique du Nord était occupée, c'est par mer que la Berbérie communiquait avec l'Asie Mineure. On ne peut non plus supposer que les premiers habitants de la Berbérie y soient arrivés par mer en longeant les côtes depuis l'Egypte jusqu'au golfe de Gabès, car cette région du nord africain était habitée bien avant que la navigation sillonnât les eaux de la Médi-

[1]) Voir sur ce point ce que nous avons dit p. 68 ci-dessus.

terranée. Il est constant, en effet, que les premiers explorateurs partis, soit de l'Asie Mineure, soit des iles pour visiter les régions occidentales, y ont trouvé des peuplades avec lesquelles on pouvait commercer, sans quoi cette navigation n'aurait eu que peu d'utilité et ne se serait pas développée avec la promptitude constatée par les historiens.

Les Berbères sont-ils donc venus d'Europe par l'Italie ou par l'Espagne? Pas davantage, cela est assez facile à démontrer Les envahisseurs de l'Europe arrivés d'Orient par la voie directe, c'est-à-dire par la région située au nord de la mer Noire, ont une physionomie très différente de celle des Africains. D'abord, on peut les suivre à la trace tout le long de la route qu'ils ont parcourue dans leur marche de l'est à l'ouest, ce qui n'est pas le cas pour les autres; on ne trouve rien de ceux-ci plus à l'orient de l'Europe que l'Italie, ce qui indiquerait plutôt une marche dirigée de l'ouest à l'est, c'est-à-dire dans un sens tout à fait contraire à celui des Celtes et des Kimris. D'ailleurs il est établi par de nombreux témoignages, que le nord de l'Afrique était déjà couvert d'une population nombreuse, alors que l'Europe restait encore à peu près déserte. Plus de dix siècles avant notre ère, les Berbères foisonnaient non seulement dans leur nays actuel, mais encore au-delà, sur le continent européen, où ils avaient pénétré en passant par le détroit de Gibraltar pour se répandre peut-être jusqu'au Rhin.

D'autre part, la famille est organisée d'une façon trop différente dans ces deux grandes branches de migration, pour qu'on puisse leur assigner la même route. En effet, les Celtes, les Germains et les peuples analogues, venus par les steppes herbues de l'orient de l'Europe, établissent tous la filiation par le père, tandis que les groupes venus par le grand désert la font reposer sur la mère. Ce caractère essentiel se trouve avec la parentée de langue, chez tous les habitants primitifs de l'Europe occidentale, les Ibères d'Espagne et de la Gaule, les Ligures et les peuples italiotes anté-romains: Etrusques, Ombriens, Osques, Volsques, Eques. Mais comme nous le disions tout à l'heure, la tête de colonne de cette race s'arrête-là; elle s'est heurtée probablement à celles qui arrivaient par le

nord de la Méditerranée (Pélasges et autres), elle n'a pu les contenir et n'a pas tardé à reculer devant les nouveaux arrivants, non sans faire d'ailleurs une résistance énergique et prolongée, mais divisée, éparpillée pour ainsi dire par sa diffusion sur un territoire aussi coupé, ce qui explique le refoulement définitif des Africains. Cet état de division ne suffirait pas, du reste, pour expliquer le refoulement ou l'assimilation des Berbères par les races d'origine pélasgique. Il faut se rappeler en outre que les Pélasges étaient de vrais paysans, cultivateurs renforcés, capables de tous les efforts pour étendre leurs terrains de culture. Il suffit pour se rendre compte de cela, de se représenter par la pensée la formidable expansion des colonies agricoles du peuple romain. Les Berbères n'avaient pas ce caractère de cultivateurs intenses, nous le montrerons tout à l'heure. C'est pourquoi, malgré leurs habitudes guerrières, il leur fallut subir le joug latin en Italie, en Espagne et en pleine Berbérie africaine.

III.

Si la race Berbère n'a jamais joué en Europe un rôle aussi grand que celui auquel elle semblait destinée, cela tient à deux causes essentielles. La première est la formation primitive de la race sous l'influence de la vie du désert; la seconde, le milieu qu'elle a rencontré en quittant les steppes sahariennes. Par ses origines, elle portait la profonde empreinte de l'art pastoral et du commerce, qui l'éloignait du travail pénible de la culture intense. Elle était inclinée aux métiers qui exigent peu d'efforts musculaires, comme l'élévage ou le négoce. Les Berbères n'ont été pendant bien longtemps, et ne sont encore, quand leur choix reste libre, que des pasteurs plus ou moins exclusifs et surtout des commerçants. Un écrivain mzabite du treizième siècle disait en forme de maxime: « Il n'est pas de générosité possible dans ce monde pour celui qui a peu de fortune, et il n'est de fortune que par le négoce. » L'instinct commercial, dit M. le docteur Amat, a de tout temps sollicité les Berbères à chercher hors de leur pays un théâtre à leur activité.

Cet instinct persiste même chez ceux qui ont dû accepter la culture comme travail principal. Parmi toutes les populations de ce type, le commerce est, en effet, intimement lié à la vie agricole. Des marchés fréquents se tiennent dans les moindres villages; il y en a même qui sont organisés spécialement pour les femmes. De nombreuses foires périodiques attirent des populations entières. Enfin il est remarquable que, dans l'esprit du Berbères, l'idée du commerce est liée étroitement à celle de la religion, ce qui montre bien l'importance capitale attribué par eux à cette branche de l'activité humaine. Rien n'établit mieux l'influence persistante de la tradition chez cette race dont le commerce a été le principal éducateur. Au contraire, les petits métiers manuels sont méprisés et abandonnés aux nègres et aux Juifs.

Mais si le commerce enrichit à l'occasion, et donne naissance souvent à des sociétés brillantes, il n'assure pas, comme l'art pastoral, une stabilité parfaite et une longue durée. Nous aurons fréquemment l'occasion de le constater. L'exemple des Berbères est une nouvelle preuve de la constance de cette loi sociale. Tant qu'un courant d'affaires important a traversé leur pays, ils ont fait de large gains et contribué dans une grande mesure à développer et à faire briller cette civilisation nord-africaine que l'on attribue en général, avec une évidente injustice, aux envahisseurs arabes; les Berbères ont été pour beaucoup dans ces progrès. Mais, d'autre part, il est certain que jamais ces populations n'ont pu constituer une grande nationalité indigène, ni éviter la domination étrangère. Ils ont parfois soutenu contre les invasions des luttes mémorables; mais, en fin de compte, ils ont toujours dû les subir. Cela vient de ce que les races de ce type sont accoutumées à la division, en quelque sorte indéfinie, par familles ou par tribus très fermées et ennemies les unes des autres. Ces divisions se perpétuent par l'effet des jalousies et des rivalités de toutes sortes, suscitées par la concurrence, ou par la pratique incessante du pillage et de la guerre, ces distractions par excellence du nomade et du montagnard. Parfois cependant un dictateur doué d'une intelligence particulière parvient à établir son autorité sur un certain nom-

bre de clans, mais, ce n'est pas sans peine qu'il impose une trêve temporaire à ces haines et à ces rivalités vivaces; à la première occasion la lutte renaît et le faisceau se brise. Toute l'histoire politique de la Berbérie se résume dans ces quelques lignes. Les luttes de tribus, les rivalités de clans (*çofs*), les ambitions incoercibles des chefs locaux, ont toujours paralysé la race au point de vue politique. La disposition géographique de ce pays montagneux facilite d'ailleurs le maintien de cet état de choses, en fournissant des refuges certains aux vaincus, et en leur permettant de se refaire pour reprendre bientôt le combat. On sait qu'aujourd'hui encore, le sultan du Maroc n'est véritablement maître que du cinquième de son empire, à peine. Le surplus jouit, en fait, d'une entière indépendance. Dans ces conditions, une race ne peut arriver à jouer un rôle extérieur proportionné à son importance numérique.

Mais pourquoi les Berbères ne sont-ils pas devenus, tout comme les Pélasges, des paysans fortement attachés à la culture du sol? Cela tient, d'une part, aux coutumes imposées à la race par le désert où elle a vécu tout d'abord et, de l'autre, à la nature du milieu constitué par les territoires du nord africain. Au désert, les Berbères ne négligeaient point la culture du sol, car elle était nécessaire pour l'approvisionnement de leurs caravanes; nous avons vu comment ils s'appuyaient sur des stations agricoles pour établir leurs routes sahariennes. Mais, cette culture, si indispensable qu'elle fût, ils ne la pratiquaient point eux-mêmes. Ils la dirigeaient de haut et de loin et la faisaient exécuter par des esclaves ou des serfs. Aussi le Berbère a toujours été porté à considérer le travail agricole comme peu digne d'un homme libre. De là vient la persistance de l'esclavage parmi ces peuples.

D'autre part, les colonies berbères établies dans le nord de l'Afrique ayant prospéré, remplirent le pays au point qu'une partie des habitants dut s'établir de proche en proche dans les innombrables vallons des montagnes. Nous savons déjà ce qu'elle y a trouvé: des forêts de chênes produisant le gland doux, un peu d'herbe dans les fonds, beaucoup de pentes envahies par les palmiers nains ou les bruyères,

des arbres à fruits. C'était là, évidemment, un terrain peu propre à une culture développée. Mais ces productions spontanées permettaient à une race sobre de vivre moyennant un faible labeur. La récolte des glands et des fruits, l'élevage du petit bétail, surtout des moutons et des chèvres [1], la culture fragmentaire de l'orge, des pois, des fèves et de quelques autres légumes, suffisaient, non pour enrichir, mais pour faire vivre de nombreuses familles montagnardes. Groupées en villages séparés les uns des autres par les replis du sol, ces familles ont formé des tribus sorties à l'origine d'une même parenté [2] et constituent autant de clans chez lesquels l'esprit de rivalité est maintenu par deux causes. D'abord on est fier de son clan auquel on attribue toujours l'origine la plus illustre; pour cela même on témoigne volontiers du mépris aux autres tribus, et on redoute par-dessus tout de subir leur domination ou leur influence. D'ailleurs chez ces peuples, domination veut toujours dire exploitation [3].

A ces rivalités, à ces craintes réciproques dues aux traditions sociales et à la configuration du lieu, s'ajoute une autre cause de division et de trouble. Parmi les nombreuses tribus qui peuplent les deux Atlas et l'Aurès, la plupart sont pauvres, puisque leurs moyens d'existence sont étroitement limités. En outre, la culture fragmentaire n'occupe pas beaucoup les hommes. Ils seront donc facilement portés à chercher dans les expéditions à main armée, tentées soit contre les tribus voisines soit contre les populations de la plaine ou même contre les villes du plat pays, une occupation qui répond à leurs habitudes de demi-barbares violents et querelleurs, et peut du même coup leur procurer du butin ou des contributions forcées en nature ou en argent. Avant la

[1] Les montagnards de l'Atlas exportent une grande quantité de peaux de chèvres. C'est là une de leurs principales branches de production, et un des éléments les plus considérables de l'exportation marocaine.

[2] Les noms des tribus berbères sont presque toujours précédés du mot *Aït*, qui signifie: fils de.

[3] Ainsi, les villages établis sur le cours moyen de l'Oued Drâa, où l'irrigation a développé une culture plus intense, sont protégés, c'est-à-dire dominés, par des tribus montagnardes, moyennant une forte contribution.

conquête française, le petit Atlas n'était guère qu'un repaire de brigands; on se souvient sans doute que l'occupation de la Tunisie a été motivée par les incursions continuelles des Kroumirs de l'Aurès. Enfin, dans toute l'étendue de l'Atlas et dans les montagnes du Rif, qui forme comme une île montagneuse séparée de la chaîne principale par une étroite dépression, le pillage est l'occupation favorite de toutes les tribus du Blad es Siba ou région indépendante en fait. Nul n'a oublié les coups de main audacieux du chef riffain Eressouli, qui est allé jusqu'à menacer d une attaque la ville de Tanger. D'ailleurs dans tout le Tell marocain, les villes sont soigneusement murées pour les mettre à l abri d'un coup de main toujours possible, ce qui oblige les habitants à serrer leurs maisons les unes contre les autres, à vivre entassés, et à se contenter de ruelles sombres en guise de rues. Sur la fontière orientale de l'empire, les montagnards pratiquaient leur rezzou (dont nous avons fait *razzia*), contre nos populations algériennes avec un tel entrain, qu'il a fallu établir tout le long de la frontière une petite armée, dont les postes sont reliés par un chemin de fer, amorce probable du transsaharien.

On le voit, lorsque le montagnard est tenté par le pillage, il ne connaît ni ami ni ennemi, ni compatriote ni étranger; tout ce qui se trouve à sa portée lui paraît de bonne prise. Mais aussi, il doit craindre toujours un sort pareil de la part de ses voisins, si bien que son existence reste médiocre et précaire, tant par l'effet de l'âpreté plus ou moins grande du milieu dans lequel il vit, que par l'état d'insécurité permanente qui résulte des relations des tribus entre elles.

Dans la plaine plus favorable à la culture, celle-ci reste cependant presque aussi médiocre que dans la montagne. Beaucoup de bonnes terres demeurent incultes. Les autres appartiennent surtout à des grands seigneurs ou à des établissements religieux qui les font cultiver par de pauvres métayers[1] dont l'indolence, la routine sont extrêmes et qui

[1] Leur part est réduite au cinquième de la récolte.

dépendent également de tribus très nettement divisées et presque toujours ennemies.

Nous sommes arrivés par un détour un peu long peut-être, mais nécessaire, à nous rendre compte de la formation sociale des Berbères en général et de celle des tribus marocaines en particulier. Nous savons maintenant que ces populations sont composées principalement de commerçants urbains et de montagnards demi-paysans, demi-pasteurs chevriers, pour qui le pillage est un moyen comme un autre de se procurer des ressources complémentaires. Les premiers ont besoin de paix et d'ordre pour commercer; mais les seconds ne veulent entendre parler ni d'organisation, ni de tranquillité, ni surtout de police, parce que cela gâterait leur métier de pillards, en les obligeant à mener une vie calme et laborieuse pour laquelle ils n'ont aucun goût. Sans doute, leurs divisions, leurs razzias, leurs vendettas, leur isolement farouche, les maintiennent dans la barbarie et empêchent toujours leur race d'arriver à la situation qui devrait être la sienne d'après son passé et son importance numérique. Mais, de cela, les Berbères n'ont pas le moindre souci, ils ne connaissent que leur régime traditionnel, leur vie rude, pauvre et périlleuse, et ils ne demandent pas autre chose.

IV.

La situation actuelle du Maroc, si compliquée en apparence, se conçoit d'une manière extrêmement simple et claire après les développements qui précèdent. Nous allons l'examiner sous trois points de vue différents: la vie privée, la vie publique, les influences extérieures.

En ce qui concerne la vie privée, nous avons indiqué déjà les traits essentiels de son organisation, surtout chez les Maures. Il nous reste cependant à citer quelques faits complémentaires qui feront mieux saisir la situation, étrange pour nous, de cette société attardée.

Nous remarquons tout d'abord qu'au Maroc, comme dans tous les pays communautaires, l'individu pris isolément compte pour peu de chose. C'est la famille, considérée dans son sens le plus étendu, qui forme ici l'unité sociale. La famille

est largement responsable des actes de ses membres. Aussi le père de famille garde en conséquence sur les siens un droit de contrôle et de correction qui persiste indéfiniment, quel que soit l'âge des gens qui vivent au même foyer[1]. Il y a là un élément d'ordre public qui décharge le gouvernement dans une grande mesure de ses devoirs de police; mais cette sujétion permanente de la grande majorité des individus paralyse l'initiative personnelle au détriment du progrès de la race. Nous avons constaté, d'autre part, que les femmes mauresques, chargées de l'éducation des enfants, sont, par le fait de leur profonde ignorance et de leur claustration, parfaitement incapables de donner à leurs fils et à leurs filles une formation première de quelque valeur. Les enfants grandissent donc entre une mère faible et puérile, et un père autoritaire qui se tient à distance et n'agit guère que par la crainte. De là vient naturellement cette tendance générale à la ruse et à la dissimulation que l'on rencontre chez toutes les populations de ce type.

Chez les montagnards, l'ignorance est tout aussi profonde, et de plus, elle est générale. Mais ici les femmes vivent en plein air; elles sont chargées le plus souvent des soins, non seulement du ménage, mais encore de la culture. Les coutumes berbères n'ont pas été dans ce cas, dénaturées ou remplacées par les mœurs arabes, qui proviennent de la vie purement nomade. La femme des hautes terres a donc plus d'indépendance et d'activité que la mauresque. Son autorité est aussi infiniment plus développée. Cette autorité est si grande que la femme peut souvent se faire la protectrice d'un homme qui implore son intervention. Celui qui tuerait un homme sous les yeux et malgré l'opposition d'une femme, serait exposé à la vendetta de la famille de celle-ci. (Doutté, *Rapport cité*.) Mais l'éducation des enfants n'y gagne pas beau-

[1]) Chaque chef de famille, dit M. Doutté *(Compte rendu d'une mission d'étude chez les Berbères H'âh'a*, déjà cité), vit avec tous ses descendants dans une maison à laquelle il ajoute une chambre à chaque mariage. On reconnaît ici l'ancienne *Zadrouga* bulgare, si bien décrite dans les *Ouvriers européens*.

coup parce qu'ils échappent de bonne heure à l'action maternelle; employés dès le jeune âge à la garde du troupeau de chèvres qu'ils conduisent au loin, pendant des journées entières, sur les pâturages et dans les forêts, ils prennent part, aussitôt qu'ils sont capables de manier un fusil, aux expéditions de pillage organisées par les hommes de la tribu. Cette existence fait d'eux de robustes et agiles barbares, qui s'adonnent aisément aux instincts violents de leur nature animale et qui, méprisant et craignant à la fois l'étranger, le considèrent toujours comme un ennemi que l'on peut rançonner et même tuer sans remords.

Chez les Maures, les garçons reçoivent, au moins dans la classe aisée, une certaine instruction. Ils apprennent à lire, à écrire et à compter, à réciter le Koran, rarement plus. Ceux qui prétendent au titre de savants fréquentent les *medersas*. Ce sont des écoles instituées auprès de certaines mosquées ou de quelques *Koubas*. Là, on apprend les rudiments de la géométrie, des mathématiques et des sciences naturelles; surtout on étudie à fond le Koran et ses nombreux commentateurs. C'est dans ces écoles que se forment les *cadis* ou juges, les *ouléma*s ou prêtres et les aspirants aux fonctions administratives. Mais on ne trouve nulle part un véritable enseignement théorique ou technique, qui tienne compte tant soit peu des progrès accomplis dans tous les domaines au cours des deux derniers siècles [1]. Nous avons déjà dit que, chez les gens de la montagne, l'ignorance la plus profonde règne sans conteste.

Ainsi l'organisation de la famille, qui paralyse l'initiative individuelle, et le défaut d'instruction, concourent à placer les Marocains dans un état d'infériorité manifeste, spécialement au point de vue du régime du travail. Au Maroc, on ne connaît que la petite industrie à la main; le commerce n'est le plus souvent que du colportage; les transports se font

1) Les Juifs ont organisé un certain nombre d'écoles primaires, mais les musulmans ne les fréquentent point, cela va sans dire. A Tanger, un Algérien a fondé une école sous le patronage français; son succès a été encourageant.

exclusivement par des bêtes de somme. Les routes ne sont que des pistes tracées par les pieds des animaux; on passe les rivières à gué et si la crue les a grossies, on attend patiemment la baisse des eaux. En outre, ce commerce, déjà si lent et si lourd, est entravé par des monopoles, des prohibitions, des impôts et des droits de passage levés un peu partout, qu'il faut payer de gré ou de force. De cette situation et de ces abus sont nés une foule d'habitudes et d'intérêts enchevêtrés rappelant d'une façon frappante ce qui existait en Europe vers la fin du moyen âge, et qui ne sauraient s'accommoder avec les procédés actuellement en usage parmi nous. D'un autre côté, les montagnards fabriquent eux-mêmes la plupart des meubles et des instruments grossiers qui leur sont indispensables; le surplus, qui est peu de chose, est fourni soit par les artisans, juifs pour la plupart, installé dans les plus gros villages, soit par les caravanes qui viennent des villes du plat pays, et qui apportent des tissus de coton, de laine ou de soie, des tapis, des armes, de l'orfèvrerie, des cuirs, le tout de fabrication indigène, et quelques articles européens: bougies, quincailleries, etc.

Si l'on se rend bien compte de la distance qui sépare cette civilisation de la nôtre, distance qui représente une évolution répartie sur plusieurs siècles, on comprendra la répugnance des Marocains à accepter nos idées et nos méthodes de travail. Ce serait pour eux une révolution qui, probablement, les désorganiserait et les ferait tomber dans une condition subordonnée. Il faut compter avec ces craintes justifiées et ne pas aller trop vite en besogne dans l'œuvre de réforme que l'on médite pour le Maroc.

Toutefois la petite industrie n'est pas aussi menacée qu'on pourrait le croire au premier abord par la concurrence étrangère, et cela pour une raison très forte. Elle réside en ceci, que *la petite fabrication ne subit pas d'une manière obligatoire et intense la concurrence de la fabrication mécanique*. En effet, elle consiste essentiellement en diverses variétés, ayant toutes leurs moyens particuliers de défense. Ces variétés sont les suivantes:

1° La *fabrication ménagère.* [1])

Dans la fabrication dite *ménagère*, la famille confectionne à son propre foyer, au moyen des matières qu'elle recueille, et par le travail de ses membres, les objets élémentaires dont elle a besoin. Dans ces conditions, la concurrence du dehors agit malaisément sur cette production d'une nature toute spéciale. La famille n'y renonce, pour adopter un produit étranger, que si elle voit dans cette opération un avantage évident, et, par suite, le changement représente en tout état de cause un gain et non pas une perte. Or, c'est le cas des nombreuses populations encore nomades qui parcourent les steppes de l'Asie Mineure, de l'Arabie et de la Tripolitaine. Elles confectionnent leurs rares ustensiles, filent ou feutrent la laine et le poil de leurs troupeaux, tannent sommairement les peaux, tissent les étoffes grossières dont elles se vêtent, et n'achètent presque rien. Si quelque produit d'origine étrangère vient à pénétrer sous la tente du nomade, c'est tout à fait par exception, et lorsqu'il a un intérêt précis à l'acquérir. Autrement, il s'en tient au produit du travail de ses femmes [2]).

2° La *fabrication accessoire.*

En Orient, la petite industrie est souvent encore *accessoire*, c'est-à-dire que les familles cherchent une petite ressource supplémentaire dans la vente des objets fabriqués par leurs membres, en plus des besoins de leur groupe familial. Mais ce type de fabrication est également peu sensible à la concurrence du dehors, par suite de son organisation et de sa faible portée : « La fabrication accessoire, dit à ce sujet M. Demolins dans son *Cours*, est faite avec des excédents de matière première, qui surpassent la consommation ménagère. Par suite, elle offre communément une chance de bénéfices sans risque de grande perte... Les faibles déboursés qu'elle exige lui permettent de supporter d'énormes différences sur le marché ; ces produits peuvent donc être vendus à des prix très bas, puisque la main-d'œuvre, qui fait presque toute

1) Voir plus haut, p. 48.
2) *La Science sociale*, IX, 322.

ur valeur, reste fort peu onéreuse, étant fournie par la
umille en quelque sorte à temps perdu ». Comment, dans
es conditions, la production de la grande industrie pour-
it-elle nuire très sérieusement à cette fabrication rudimen-
ire? Comme celle-ci ne représente d'ailleurs qu'une faible
artie des ressources de la famille ouvrière, sa disparition
ième n'est pas pour faire naître des crises comparables,
un degré quelconque, à celles qui sévissent sur nos popu-
itions de prolétaires attachés au grand atelier.

3° La *petite industrie principale*.

C'est la petite industrie proprement dite. L'artisan s'ap-
lique alors *principalement* à la fabrication, et ce sont les
utres occupations, s'il en assume, qui deviennent acces-
oires. Or les artisans qui se vouent principalement à l'exercice
'un métier, sont mis eux-mêmes dans une large mesure à
l'abri des crises par leur organisation. Celle-ci est très carac-
ristique et mérite d'être rappelée: « En Orient, dit encore
I. Demolins, chaque famille devient un atelier, où l'on
xerce tour à tour ou simultanément les fabrications les plus
iverses... Ce cumul des travaux est tellement accentué, *qu'il
ubsiste même chez l'artisan qui travaille pour la clientèle. En Orient,
n ouvrier n'exerce presque jamais un métier unique.* Celui qui
araît se spécialiser le plus, pratique toute une série de tra-
aux plus ou moins analogues les uns aux autres, qui ailleurs
onstituent autant d'états distincts. Un menuisier, par exem-
le, comme celui-ci de Tanger, décrit dans les *Ouvriers euro-
éens*[1], est tout à la fois, charpentier, charron, ébéniste, et à
occasion tourneur, marqueteur, tapissier. On pourrait mul-
plier ces exemples à l'infini[2] ».

Cette situation montre que la pratique du cumul protège
on seulement l'industrie purement ménagère, mais encore
elle de l'artisan qui fait de la fabrication son travail essen-
el. Lorsqu'un fait quelconque, chômage, concurrence locale
u extérieure, vient à suspendre pour l'ouvrier d'Orient l'un

1) T. II, c. IX,

2) *La Science sociale*, t. VIII, p. 313.

de ses métiers. il passe à un autre. Sur trois ou quatre professions, il est bien rare que toutes à la fois restent sans demandes. Du reste. même en cas de suspension générale du travail, l'artisan oriental garde bien souvent encore à sa disposition une ressource notable et précieuse, car, dans la plupart des cas, c'est un demi-rural. Il vit dans le faubourg d'une ville, ou dans un village et y possède un petit terrain où il fait du jardinage. Il cumule ainsi les travaux de la culture avec ceux de la fabrication, ce qui lui permet de vivre à bon marché et de baisser ses prix au minimum. Il a, comme on dit, plusieurs cordes à son arc, ce qui le garantit presque toujours contre les effets du chômage complet et en même temps, dans une large mesure contre la concurrence de la grande industrie étrangère.

Certains auteurs attribuent à la religion islamique la stagnation et l'éloignement pour le progrès dont témoignent les orientaux. Il y a là une grave erreur. L'islamisme est en réalité calqué sur les mœurs communautaires, et c'est pourquoi il a obtenu un succès si large et si grand parmi les peuples soumis à cette formation. Ainsi, cette religion n'a pas fait les mœurs, elle est dominée au contraire par celles-ci [1]. La religion ainsi fondée sur l'éducation sociale, devient elle-même un élément supérieur de cette éducation, et concourt puissamment à produire certains faits importants. Tel est le cas par exemple pour les confrèries religieuses.

Il a été question plus haut de ces associations et du rôle qu'elles ont joué parmi les caravaniers antiques, ou même aujourd'hui encore chez les Touareg, faible débris de cette race extraordinaire. Mais à ce point de vue, les confréries n'auraient plus guère leur raison d'être, si leur action se bornait à protéger une industrie presque disparue. Elle ont évolué avec le temps et les circonstances, et, si elles ne possèdent plus l'ampleur et la puissance d'autrefois, l'état actuel de la société berbère fournit encore à leur activité un champ, qui

1) V. plus loin, dans le chapitre consacré à l'Italie, ce que nous disons de la religion en général.

suffit pour justifier leur existence et leur popularité. Voici comment :

Nous avons constaté tout à l'heure que l'individu n'avait au Maroc, comme dans tous les pays communautaires, qu'une situation précaire aussitôt qu'il est sorti de sa famille, et de son clan. Cependant les gens ne peuvent rester tous absolument immobiles. Leurs affaires les portent parfois à voyager. Mais alors ils sont exposés à mille difficultés et à une foule d'avanies, contre lesquelles ils demeurent sans défense puisqu'ils n'appartiennent à aucun des groupements locaux qu'ils traversent et qui seuls pourraient les guider et les protéger contre la mauvaise foi ou la violence des particuliers, contre l'arbitraire des pouvoirs publics. Or, ce sont les confréries religieuses qui remplacent ici la famille et la tribu. Le Marocain qui a besoin de voyager ne peut guère se dispenser de s'affilier à une confrérie. Il y trouve deux avantages. D'abord il se place ainsi sous la protection spirituelle d'un saint qui le patronnera auprès d'Allah. Ensuite, il y voit cette utilité plus immédiate de trouver, partout où la confrérie possède un *khouan*, ou frère, un correspondant dévoué, un ami sur lequel il peut absolument compter et qui fera tout pour le seconder. Cette combinaison était précieuse autrefois, quand tout le nord de l'Afrique et le Soudan étaient soumis au contrôle et aux coutumes de l'islam. Aujourd'hui, son pouvoir se restreint par l'effet de l'extension de l'influence européenne. Mais au Maroc les confréries ont conservé toute leur utilité et conséquemment tout leur prestige. C'est qu'ici il n'y a pas seulement à prévoir les cas où l'on aura besoin de se rendre en quelque lieu éloigné, hors du territoire de la tribu dont on fait partie. Il faut encore échapper aux entreprises vexatoires d'une série d'influences contre lesquelles la famille et la tribu sont souvent impuissantes à défendre leurs membres. Ces influences redoutables proviennent de l'organisation des pouvoirs publics qui, bien souvent, au lieu de protéger les individus, ou les familles, ou même les tribus, ne songent qu'à les opprimer.

V.

L'organisation des pouvoirs publics répond naturellement à la situation que nous venons d'exposer. En réalité, il n'y a pas d'État marocain dans le sens que nous donnons à ce mot. Le pays est pratiquement divisé en deux régions distinctes. La première comprend toute la partie basse du pays, ainsi que les hauteurs et les vallées les plus voisines, c'est-à-dire tout ce qui est aisément accessible à une force armée. Les Marocains lui donnent un nom significatif: ils l'appellent le *blad el makhzen*, c'est-à-dire le pays d'administration. Là est le véritable État marocain, composé de plusieurs éléments dont certains ne sont rattachés au sultan que par une sorte de lien de vassalité.

La seconde région, beaucoup plus étendue que la première, puisqu'elle embrasse les quatre cinquièmes du pays, est constituée par l'ensemble des hautes terres, avec leur inextricables lacis de vallons, de crêtes, de pentes, de rochers et de forêts. Nous savons ce que sont les tribus qui y vivent; leur barbarie et leurs habitudes d'indiscipline et de pillage les portent à repousser toute autorité extérieure. Leur pauvreté fait qu'elles redoutent la moindre taxation. Aussi, leur principal souci est d'échapper à la contrainte et aux impôts que le makhzen voudrait faire peser sur elles. C'est le *blad es siba*, nom significatif qui veut dire: pays du vol. Le gouvernement n'y exerce son action que par des coups de force qui, de temps en temps, atteignent certains points les plus accessibles, mais laissent en pleine liberté la plupart des tribus. Il convient donc d'examiner séparément la situation de chacune de ces deux fractions du pays. Voyons d'abord ce qui se passe dans le *blad el makhzen*.

Jusqu'à une époque assez récente, les caravaniers touareg ont exercé sur leurs frères de race, devenus sédentaires, un ascendant incontesté. A diverses reprises, des conquérants touareg, abandonnant le transport commercial pour

l'expédition militaire[1], ont fondé dans le nord de l'Afrique des empires plus ou moins compacts, qui avaient leur centre au Maroc et leurs frontières sur le Niger d'une part, et de l'autre sur le Tage et sur l'Ebre. Les fondateurs de ces empires ne jouissaient jamais paisiblement de leur pouvoir. Toujours ils avaient quelque révolte à réprimer et devaient, pour cela, se transporter continuellement avec leur armée d'une extrémité à l'autre de leur immense territoire. Pour soutenir un tel régime, il fallait que le sultan déployât, comme soldat, une activité et un courage personnels de premier ordre, afin d'en imposer aux plus turbulents, et, comme diplomate, une finesse et une adresse extrêmes pour séduire les uns et paralyser les autres; la formule essentielle de leur politique était: diviser pour règner. On conçoit qu'avec un tel état de choses les dynasties ne pouvaient pas durer longtemps. Dès qu'un sultan se montrait trop faible ou trop peu actif, son empire tombait littéralement en morceaux, jusqu'au jour où un nouveau conquérant venait le reconstruire par la force à son profit. Tel fut la destinée des Almohades et des Almoravides. Tel est encore, sur une échelle beaucoup plus réduite le régime du gouvernement marocain, qui est toujours organisé d'une façon complète pour la vie nomade. Il a deux capitales: Fez et Marakech, et se transporte de l'une à l'autre afin de maintenir son prestige et son influence autour de ces deux centres. Les voyages se font à petites journées, en caravane escortée par une force militaire. En outre, le sultan prend de temps en temps la direction d'une *mahalla*, c'est-à-dire d'une expédition contre une tribu rebelle; dans ce cas, il emmène avec lui la plus grande partie de son gouvernement, de sa cour et de son harem. Tous ces caractères concordent bien pour garder au makhzen l'aspect d'un gouvernement sans racine fixe, toujours prêt à se transporter là

[1]) Ce fait n'est pas particulier à l'Afrique du Nord. Ce sont des gens du même type qui ont fondé dans l'Asie antérieure les grands empires de l'antiquité. C'est que le métier du caravanier, faisant de lui un meneur d'hommes accoutumé à se défendre contre les pillards, le prépare du même coup au métier de conquérant et aussi de souverain despotique.

où sa présence est utile. Il est impossible de ne pas voir ici l'influence directe et précise des origines de la race.

Depuis l'extension de l'islamisme dans le nord de l'Afrique, les sultans du Maroc ont jugé utile d'étayer leur puissance politique si précaire sur le prestige religieux. Les dynasties touareg ont été remplacées par des dynasties chérifiennes qui, par une filiation plus ou moins certaine, sont censées descendre du Prophète. Les musulmans admettent que tout chérif ou descendant de Mahomet est revêtu d'un pouvoir divin, hérité de son illustre ancêtre, lequel donne à sa bénédiction une vertu particulière. A ce titre, le sultan jouit parmi les tribus d'un respect d'autant plus grand que leur piété est plus profonde. Dans la montagne, où le sentiment religieux est moins accentué que dans la plaine, ce respect ne va pas jusqu'à l'observation des ordres du makhzen et il ne faut pas grand'chose pour le faire disparaître tout à fait. D'autre part, nous savons déjà que le sultan n'est pas le seul chérif au Maroc. Indépendamment des membres de la famille impériale, les *chorfa* ne sont pas rares dans le pays. Un certain nombre de familles chérifiennes y jouent le rôle d'une haute aristocratie très respectée. Elles sont chacune le centre d'une clientèle plus ou moins étendue et jouissent d'une autonomie à peu près complète. Nous avons déjà parlé des chérifs d'Ouazzan, dont l'influence s'étend sur tout le nord de l'Afrique et qui se sont placés sous le protectorat de la France.

Trois autres familles chérifiennes ont leur centre d'influence, la première chez les Amrâni, dans la partie médiane du pays; la seconde chez les Ben Nasser, dans le Souss; la troisième chez les Derkaoua du Médaghara, dans les oasis du sud. Chacun des chefs de ces familles pourrait devenir à l'occasion, pour le sultan un rival redoutable, s'il parvenait à réunir des forces suffisantes pour s'emparer du trône. Si le fait ne se produit pas plus souvent, c'est que les différentes familles chérifiennes se font mutuellement équilibre, si bien que l'ambition de l'une d'elle se heurterait immanquablement à l'hostilité de toutes les autres. Aussi, Bou Amarra, l'agitateur qui depuis des années tient en échec l'armée du sultan, et s'est taillé une sorte de principauté avec la petite ville de Taza pour

capitale, n'est pas un chérif. C'est un simple aventurier qui, exploitant à la fois la crédulité et les habitudes guerrières des tribus de la montagne, a pu se faire une situation personnelle comme chef de bande et prédicant. Mais il ne peut réussir à développer son autorité, parce qu'il a contre lui les divers groupes dont nous venons de parler, lesquels sont beaucoup plus redoutables pour lui que la pauvre armée du sultan.

En résumé, le sultan est à la fois un personnage religieux dont la bénédiction est particulièrement efficace, le souverain direct d'un territoire assez restreint, le suzerain accepté d'un certain nombre de seigneurs à la fois religieux et politiques comme lui-même, enfin le protecteur vaguement reconnu d'une quantité de tribus montagnardes, parmi lesquelles son autorité est pratiquement nulle ou à peu près. Ce caractère complexe découle naturellement des circonstances qui nous sont connues et, tant que dureront ces circonstances, l'autorité du sultan restera ce qu'elle est, c'est-à-dire peu de chose.

L'administration marocaine ou makhzen, se compose de deux éléments, l'un militaire, l'autre civil. L'ensemble constitue le clan particulier qui se rattache à la famille du sultan et forme son principal point d'appui. L'élément militaire comprend un certain nombre de tribus dont le dévouement n'est pas douteux. Elles fournissent la plupart des hommes de l'armée permanente, et sont en échange, exemptées du paiement de certains impôts. D'autres tribus n'envoient à l'armée que des contingents temporaires en cas d'expédition.

L'élément civil est fourni principalement par quelques familles, qui se sont fait attribuer dans une certaine mesure le monopole des fonctions publiques, et qui constituent le noyau du clan particulier du sultan. En fait, ce clan cherche à exploiter à son profit le reste de la population ; c'est là le but essentiel de sa gestion et de sa politique. Tous ses efforts tendent à extorquer au peuple le plus d'argent possible, et à ne lui en rendre qu'une minime partie sous forme de police, de travaux publics, etc.

Les revenus du makhzen proviennent de deux sources principales. La première est fournie par les douanes maritimes. Bien que le tarif des taxes ne soit pas très élevé, le total

des recettes atteint un chiffre assez important. Mais il est peu probable que tout l'argent perçu arrive dans le Trésor public, car l'administration marocaine ne s'attarde ni à tenir une comptabilité compliquée ni à contrôler minutieusement ses agents[1].

En second lieu vient le produit des impôts qui se subdivisent en deux catégories. La première comprend les taxes foncières ou personnelles établies sur les populations du *blad el makhzen*. Ces impôts sont assis d'une manière très primitive et le plus souvent très inégale et très injuste. Ils sont perçus par les méthodes les plus arbitraires et les plus abusives. Les *chorfa*, les communautés religieuses, les fonctionnaires et certains autres privilégiés se font dispenser eux et leurs biens. Mais leur part n'est pas perdue pour le makhzen : elle retombe sur les gens sans défense qui doivent payer pour tout le monde. N'oublions pas d'ailleurs que les quatre cinquièmes du pays échappent d'une manière à peu près complète à la fiscalité régulière du makhzen.

Pourtant les tribus de la montagne ne sont pas sans fournir aussi leur contingent au Trésor du Sultan, mais elles paient d'une manière irrégulière ou indirecte. Celles qui sont cantonnées sur les confins de la plaine doivent verser des redevances en nature ou en argent ; sinon, on dirige contre elles des expéditions qui ravagent leur territoire, emmènent le bétail et pillent tout ce qui a de la valeur. Quant aux autres, qui vivent à l'abri dans leurs retraites inaccessibles, on les atteint par une sorte d'octroi perçu sur les petites caravanes qui font le transport de la plaine à la montagne et vice versa.

Par ces différents procédés le makhzen parvient à soutirer à la population des sommes bien inférieures sans doute à ce que donnerait une fiscalité régulière et raisonnable, mais qui ne sont cependant pas sans importance. A quoi sert cet argent ? Uniquement à entretenir la cour du sultan, le makhzen et l'armée. Il va sans dire qu'un gaspillage intense en absorbe

[1] En 1905, le produit des douanes ayant été assigné comme gage d'un emprunt, le service est maintenant placé sous le contrôle d'une agence française.

une bonne partie. De plus, pour soutenir sa politique de division et concilier certaines tribus qui l'aident à tenir les autres en échec, le gouvernement doit leur payer des subsides fort onéreux pour le Trésor. En dehors de cela il n'est fait presque aucune dépense utile. On ne construit, à de rares exceptions près, ni routes, ni ponts, ni canaux, ni ports, ni écoles, ni hôpitaux. La sécurité est nulle dans la montagne, très médiocre dans la plaine. Ainsi, la formule que nous avons indiquée tout à l'heure est pleinement appliquée : le peuple paie et ne reçoit rien.

Non seulement le makhzen se montre incapable d'administrer utilement le pays en vue du développement de ses intérêts moraux et matériels, mais encore il traite les particuliers avec l'arbitraire le plus complet et le plus parfait sans-gêne. Nous pourrions citer bien des faits qui le démontrent : mais il suffira d'un seul pris parmi les plus caractéristiques. Le sultan ayant décidé de réunir par un petit chemin de fer son palais aux jardins du Dar-Debibagh, situés à 3 kilomètres de Fez, dans la plaine du Saïs, on coupa les chemins sans hésiter par des haies de branchages épineux et les gens durent faire un énorme détour. »

L'avidité et l'arbitraire du gouvernement central ne sont pas les seules charges qui pèsent sur les habitants du *blad el makhzen*. Les autorités locales se chargent d'y ajouter un contingent de fiscalité et d'oppression qui n'est pas négligeable. Chez toutes les tribus soumises, le gouvernement central place un ou plusieurs caïds selon l'importance du village. Les villages ont des *cheiks*, placés auprès de la *djemmâa* ou assemblées des notables, qui est la véritable autorité dirigeante du village. Dans les villes, on établit un *amel* ou gouverneur. Chacun de ces agents cherche à s'enrichir aux dépens de ses administrés ; aussi sont-ils le plus souvent détestés par ceux-ci. Les amels et les caïds habitent une *kasbah* ou château fortifié occupé par une garnison et contenant toutes les ressources nécessaires pour soutenir un siège au besoin. Souvent les caïds appartiennent par leur origine à la tribu dont ils ont la charge. Ils groupent alors autour de leur kasbah les familles qui leur sont particulièrement attachées et forment leur clientèle ou clan.

Certains caïds s'appuient sur des clans très nombreux qu'ils ont su recruter et grossir et acquièrent ainsi une situation personnelle avec laquelle le makhzen doit compter. Mais comme les tribus sont toujours divisées en plusieurs clans ou *çofs*, le gouvernement s'arrange pour les opposer les uns aux autres de façon à ce qu'ils se paralysent mutuellement.

On imaginera aisément ce que devient le simple particulier au milieu de ce conflit d'intérêts opposés. En principe, il doit payer et servir à la fois pour le makhzen, pour le caïd ou pour le chérif. S'il appartient au clan d'un caïd puissant, ou s'il se rattache à un chérif quasi indépendant comme celui d'Ouazzan, les charges de l'individu seront un peu moins lourdes et moins arbitraires. Mais si le clan est faible ou si le caïd est très avide, le malheureux contribuable sera exploité à fond par l'impôt, par la corvée, par le service militaire.

Est-il besoin de dire après cela que dans le *blad el makhzen* aussi bien que dans le *blad es siba*, le gouvernement est toujours l'ennemi. Nous venons de voir que les amels et les caïds vivent continuellement retranchés dans leurs kasbahs, où il se tiennent à l'abri des colères de la foule opprimée. Le sultan lui-même ne vit pas autrement; à Marakech, comme à Fez, son habitation est établie dans une citadelle bien fermée et étroitement gardée. Il y vit au milieu de son clan, que la population craint et déteste à la fois.

Ainsi, même dans le pays d'administration, cette société ne laisse voir que division entre les puissants, arbitraire dans le gouvernement, oppression des faibles par les forts. Le pouvoir du sultan, absolu en théorie, est limité en réalité par les tendances d'une certaine opinion, celle des privilégiés, dont il doit respecter la situation et maintenir tous les avantages. Faute de quoi, ces éléments religieux et politiques, si profondément conservateurs par tradition et par intérêt, deviendraient immédiatement des forces révolutionnaires dont la coalition momentanée n'aurait pas de peine à écraser le clan makhzen, à détrôner le sultan novateur, pour le remplacer par un autre chérif pris dans la même famille ou dans l'une des autres familles chérifiennes.

Les tribus du *blad es siba* échappent, nous l'avons dit, d'une manière plus ou moins complète, à l'action du gouvernement central. Certaines d'entre elles repoussent absolument toute manifestation de son autorité. D'autres, moins bien abritées par la montagne, lui accordent une sorte d'hommage nominal. D'autres encore, les plus exposées doivent le ménager davantage et acheter leur indépendance par des dons plus ou moins volontaires. Les tribus sont toujours divisées en çofs ou clans. Chaque çofs est dirigé, ici comme dans le pays d'administration, par une famille riche et influente. Son chef, qui prend souvent le titre de caïd, cherche en général à jouer dans sa tribu le rôle d'un petit despote; sa grande préoccupation est d'exploiter ses adversaires et ses voisins au profit de ses partisans et surtout de lui-même. Certains de ces caïds réunissent ainsi, par les exactions et le pillage, de véritables fortunes. Ce sont alors de gros seigneurs, ayant pour capitale un village, habité par les partisans du caïd, avec son *mellah* ou petit quartier juif, le tout dominé par une *kasbah* aux murailles crénelées. Chacune de ces résidence est donc un diminutif de Fez, la double ville, dont nous parlions tout à l'heure, et la capitale du Maroc n'est par conséquent elle-même qu'un village berbère agrandi, avec son mellah et sa kasbah. Il n'y a guère de différence que dans les proportions, et dans la dignité plus élevée du chef.

Il va sans dire que les gens du çof le moins puissant ne se laissent plus opprimer dès qu'ils se sentent en état de prendre l'offensive avec des chances de succès. Une lutte sanglante s'ouvre alors entre les deux clans et, si l'oppresseur est vaincu, c'est à son tour de subir la volonté du vainqueur qui s'empresse de lui faire rendre gorge.

Lorsque le makhzen prétend imposer sa volonté à des gens si aguerris, il envoie dans la montagne une expédition armée. Mais celle-ci combat le moins possible, elle cherche surtout à ruiner le pays en le pillant. En même temps on négocie par l'intermédiare des *chorfa* pour amener les récalcitrants à composition. D'autre part, le makhzen profite de l'infinie division des tribus pour les tourner les unes contre les autres. Lorsque ces moyens ne suffisent pas, on emploie

la séduction, c'est-à-dire les distributions d'argent, d'armes et de munitions. On se concilie ainsi pour un temps, des tribus puissantes. Mais elles ne tardent guère à tourner contre le gouvernement les fusils qu'elles ont reçus, et tout est à recommencer.

Tout ce qui précède montre bien que, au point de vue politique, le Maroc n'est ni un empire, ni une confédération, ni même un État. C'est un amas confus de tribus pour la plupart indépendantes où l'esprit de clan règne en maître avec ses moyens ordinaires: le despotisme, l'arbitraire, les vexations et les exactions de toutes sortes, les luttes continuelles. La ruse et la force, voilà les deux principaux moyens de gouvernement. Avec de telles pratiques, ce ne sont pas les pouvoirs publics qui introduiront jamais au Maghreb le règne de la justice et du progrès. Nous avons constaté que les particuliers en sont eux-mêmes éloignés par leur formation sociale. L'évolution viendra-t-elle donc par l'action d'une influence extérieure? Cela est possible pourvu que cette influence agisse avec fermeté, avec prudence et avec une intelligente initiative. La tâche, qui n'est pas aisée, consiste à établir une loi commune, à la faire respecter de tous, à donner aux services publics la régularité, la probité et l'efficacité qui leur manquent, à créer des ports et des voies de communication, enfin à organiser et à diriger le travail d'une manière à la fois plus intense, plus complète et plus équitable. Dans ces conditions, qui ne peuvent se réaliser que lentement, la région du Tell deviendrait très prospère. Les montagnards, obligés de respecter le bien d'autrui, sollicités par les demandes du commerce, travailleraient un peu plus et s'accoutumeraient au bien-être. Ce beau pays prendrait par là une grande valeur. Mais tout cela doit être fait avec précaution, tact et mesure, afin d'éviter des résistances qui tourneraient vite à la révolte sanglante. L'action privée peut faire beaucoup pour préparer cette évolution, en prenant la direction du travail, surtout du travail agricole. Mais pour le moment, elle ne peut rien faire, parce que le makhzen interdit l'accès de l'intérieur du pays aux étrangers. C'est ce qui justifie l'initiative prise par la France pour introduire au Maroc les réformes les plus urgentes.

L'entreprise est difficile et même périlleuse. La France ne pourra l'accomplir pacifiquement que si elle réussit à se concilier la confiance et l'appui des autres États européens, chose bien problématique à l'époque actuelle, cela pour des raisons que la suite de ce travail mettra pleinement en lumière.

Du reste il ne faut pas se bercer d'illusions. La formation sociale de la race berbère, qui domine l'éducation des jeunes, l'éloigne de tout travail pénible. Il se passera bien du temps avant qu'elle puisse acquérir de nouvelles aptitudes et donner en nombre des paysans passionnés pour la terre, des ouvriers qui consentent à fournir un labeur actif et prolongé. L'expérience faite en Algérie, montre bien la lenteur d'une telle évolution; peut-être même permet-elle de douter de sa possibilité.

Au point de vue purement économique, il ressort évidemment de ce qui précède que le Maroc se range dans la catégorie des pays à production naturelle prépondérante. Il appartient donc au type libre-échangiste, et ses droits de douane ne sont en effet que des taxes fiscales. Mais nous savons maintenant pour quelles raisons il se protège par d'autres moyens contre l'immigration des Européens, sinon contre l'importation de leurs produits. Les étrangers ne peuvent pratiquement, ni acquérir, ni louer directement des terres; il est dangereux pour eux de circuler dans le pays, souvent même ils sont menacés, frappés ou enlevés jusque dans les villes de la côte, malgré les engagements pris par le makhzen. Cette politique sociale ne laisse guère de place pour une politique économique. Mais le Maroc fût-il pacifié et ouvert, le peu d'initiative et la faible activité de sa population le maintiendraient longtemps encore dans la condition des peuples naturellement libre-échangistes. La protection, en y développant hâtivement une industrie artificielle, y produirait, à coup sûr, une désorganisation sociale fâcheuse, comme le montrera l'exemple de plusieurs autres pays dont il est question plus loin.

Nous avons insisté un peu longuement sur la situation du Maroc, d'abord à cause de l'importance actuelle de ce pays, ensuite parce qu'elle nous donne l'explication vivante d'une grande partie de l'histoire de l'antiquité et du moyen âge.

Tous les états fondés en Asie et en Afrique par l'action des caravaniers, des montagnes de l'Iran à celles de l'Atlas, ont évolué dans des conditions analogues, sous l'influence des mêmes causes. L'éclat de leur civilisation a pu dissimuler leur barbarie et leur faiblesse, mais ces défauts ne leur ont jamais permis ni de vivre en paix, ni de progresser régulièrement, ni de durer longtemps.

VI.

Après les détails que nous venons de donner sur le Maroc, il est inutile d'insister sur la situation des régions analogues qui bordent la zone des déserts. Ce serait recommencer à plusieurs reprises le même tableau. Les petits États indépendants situés sur la côte océanique de l'Arabie, dans les montagnes de l'Hadramaut, ont une existence tout à fait comparable à celle du Maroc. On sait que l'Angleterre les place successivement sous son protectorat, et les gouverne d'une manière plus ou moins efficace par l'entremise de ses résidents. La condition des provinces turques de l'Yemen et du Hedjaz sur les hauteurs qui bordent la Mer Rouge est aussi la même, sauf les noms des tribus, les titres des gouverneurs, et le nom du sultan. En Syrie, existent actuellement les mêmes divisions, les mêmes défauts d'organisation sociale et économique, les mêmes abus, les mêmes exactions. En Tripolitaine, la situation n'est pas meilleure; prise comme elle l'est entre les nomades du désert qui la serrent de près et ses dominateurs ottomans, elle est la proie des uns et des autres. En parlant de la Turquie, nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur ces contrées souvent très favorisées par la nature mais occupées par des familles dont l'infériorité sociale est évidente, et cette infériorité, qui découle en premier lieu de leur formation communautaire, est accentuée par leur faible aptitude au travail agricole.

Quant aux régions soudanaises, leur situation présente quelques particularités intéressantes. Elles ne sont pas montagneuses comme les précédentes, mais elles sont arrosées assez largement, car elles forment la bordure septentrionale de

la zone équatoriale. Les pluies n'y sont pas aussi abondantes que dans cette zone, mais elles suffisent pour permettre la culture. Aussi, des populations nombreuses y ont été établies de bonne heure sous la direction et la domination des chameliers, qui ont constitué là toute une série d'États despotiques, fondés sur le commerce des produits tropicaux et surtout des esclaves. On y trouvait autrefois des villes de marché, parfois très importantes, dispersées sur toute la largeur du continent depuis le Sénégal et le Niger jusqu'au haut Nil, et entourées de campagnes cultivées par des paysans peu actifs, appliquant indéfiniment les méthodes les plus rudimentaires. Beaucoup ont disparu, les autres ne sont plus que de gros villages. Ici encore la concurrence des transports maritimes, et la suppression graduelle de la traite des noirs, ont affaibli l'industrie des caravaniers; elle disparaît tout à fait devant le progrès régulier du chemin de fer. Du même coup le Soudan tout entier a été temporairement appauvri. Mais la voie ferrée entame la région par l'est et par l'ouest et ne tardera guère à la traverser. Les transports referont alors ce qu'ils ont défait, et ces contrées pourront reprendre un notable développement économique, grâce à la culture du mil, des arachides et du coton, sans parler des pâturage de certaines régions élevées [1]. Mais il faut pour cela que les Européens, qui d'année en année étendent leur domination dans cette région, sachent l'administrer avec méthode, modération, fermeté et humanité, ce qu'ils n'ont pas toujours fait jusqu'à présent.

VII.

Il nous reste à dire un mot de l'Algérie et de la Tunisie qui se trouvaient autrefois dans une situation absolument pareille à celle du Maroc. La domination française y a intro-

[1] Les réserves que nous formulions tout à l'heure, p. 133 s'appliquent naturellement ici, d'autant plus que le Soudan est encore peu accessible. Si ces populations sont bien menées par une direction extérieure, elles pourront prospérer matériellement. Mais elles sont incapables de s'organiser paisiblement par elles-mêmes.

duit la tranquillité publique, une administration plus régulière, des éléments de prospérité inconnus auparavant, enfin une population européenne assez nombreuse. Quels ont été les effets de ces changements?

L'Algérie compte sur ses 900.000 kilomètres carrés environ 4.800.000 habitants dont plus de 4 millions d'indigènes, pour la plupart paysans berbères avec quelques groupes de pasteurs cavaliers d'origine arabe, qui vivent du pâturage transhumant. Parmi eux se trouvent 60.000 Juifs et 600.000 colons d'origine européenne [1]. Ces colons sont pour une bonne partie des fonctionnaires, des militaires et des commerçants. Ceux qui s'adonnent à la culture sont presque tous de petits propriétaires, qui, le plus souvent vivent à l'écart de l'indigène, le redoutent et le méprisent. De son côté, l'administration a jusqu'ici considéré l'Algérien comme un mineur. Cette conception des choses ne paraît pas inexacte après ce que nous avons observé précédemment. Mais ce mineur a été trop longtemps conduit par des procédés de rigueur excessifs ou maladroits [2]) Pressurés par l'impôt, évincés des meilleures terres au moyen soit de l'expropriation publique, soit d'une spéculation facilitée par une législation aveugle, ouvertement dédaignés des envahisseurs, les indigènes restent méfiants, sourdement hostiles, et ils ont fait peu de progrès. Aujourd'hui une tendance réformiste très louable anime l'administration centrale française et le gouvernement général de l'Algérie. On fait actuellement beaucoup pour améliorer le sort des indigènes, en multipliant les écoles primaires et techniques, les dispensaires médicaux, les hôpitaux, les subventions et encouragements de toutes sortes. Au lieu de chercher à les évincer de la propriété du sol, ce qui les réduirait à la condition d'un prolétariat misérable, on les admet à l'acquisition de lots de terre domaniale offerts à la colonisation, et

1) Dont 360,000 Français et 250,000 étrangers.

2) Une importante discussion qui a eu lieu au Sénat français en 1891, et l'enquête qui s'en est suivi, ont bien montré le vice de ce régime qui décèle une complète méconnaissance des lois sociales On trouvera un exposé detaillé des faits dans notre ouvrage : *Vers la ruine*, 1 vol. Paris, Pichon

cela dans la proportion d'un tiers. La justice, autrefois brutale et dure, a été rendue plus douce et plus équitable [1]). Enfin, des travaux publics variés ont élargi à la fois le domaine de la culture et ses débouchés.

Toutefois, ce sont là des moyens purement administratifs, qui ont l'inconvénient de venir de trop haut et de trop loin. Le sort de l'indigène peut en être amélioré au point de vue matériel. Mais son organisation sociale, mal comprise des fonctionnaires français, est ébranlée et se désagrège peu à peu. La communauté disparaît sans être remplacée par un autre organisme éducateur. Ceci constitue un danger sérieux, car les communautaires qui échappent à la discipline familiale, restent sans défenses contre les difficultés et les tentations de la vie. Ils forment alors un prolétariat médiocre, mouvant et misérable[2].

Il faut dire que, si les colons européens ont apporté en Afrique les formes extérieures de la civilisation, leur désorganisation sociale est plus avancée encore que celle des indigènes. On s'en aperçoit à la violence puérile des agitations politiques qui secouent périodiquement la colonie. Ces agitations sont d'ailleurs parfaitement stériles, car l'administration conserve un rôle tout à fait prépondérant dans la gestion

[1]) La population arabo-berbère est soumise à un code spécial, dit Code de l'indigénat.

[2]) On trouvera une curieuse confirmation de cette opinion dans le livre récent de M. Ismaël Hamet, interprète de l'armée d'Afrique: *Les Musulmans du nord de l'Afrique.* On y voit clairement comment les indigènes algériens, tout en réalisant certains progrès matériels et techniques, surtout dans la classe aisée, tendent à se désagréger, sans trouver de nouveaux cadres naturels pour les guider et les soutenir par une éducation nouvelle. Aussi tombent-ils dans l'instabilité, perdent les sentiment de discipline morale qu'ils tiraient de l'éducation familiale et tendent à verser dans la politique et le fonctionnarisme. Ils se rapprochent ainsi du colon européen, mais en l'imitant par ses plus mauvais côtés. Il y a dans cette situation fausse et trompeuse une grande leçon sociale, qui montrera par la suite l'insuffisance de la colonisation conduite soit par le fonctionnaire, soit par petit paysan. Il faut pour bien coloniser un pays et assimiler une race, des colons capables et aisés, pouvant donner le ton et constituer une élite directrice.

des affaires locales. La chose est inévitable avec une population qui n'a ni l'habitude, ni le sens du gouvernement libre et qui est déchirée par l'esprit de clan.

L'Algérie exporte une assez forte quantité de produits naturels : vins, céréales, animaux, peaux, liège, minerais, huile, tabac, alfa, fruits et légumes. Elle importe presque tous les articles manufacturés dont elle a besoin et forme avec la métropole et la Tunisie une sorte d'union douanière, incomplète d'ailleurs et assez arbitraire. En effet, la métropole, qui craint la concurrence agricole de cette région fertile, ne lui ouvre ses frontières que partiellement et avec précaution, Au contraire, elle prétend se réserver le marché colonial pour ses produits fabriqués. Nous reviendrons ultérieurement sur cette situation assez anormale et quelque peu abusive[1].

Somme toute, si on persévère dans la politique libérale et normale qui semble prévaloir actuellement, si de plus on peut diminuer en Algérie la fièvre des luttes politiciennes, si enfin on arrive à comprendre qu'il serait dangereux de pousser à la désorganisation rapide de la famille indigène, ce pays se développera certainement au point de vue économique. Il retrouvera les beaux jours que la colonisation latine lui avait ménagés. Malheureusement, la France ne fournit qu'un bien petit nombre de colons agricoles, surtout de colons aisés, capables de mener la population dans la voie du progrès. Or il n'est de bonne et durable colonisation que par la culture, qui saisit fortement et conserve le sol tout en formant une population saine et stable. Ni la fabrication urbaine, ni surtout le commerce, ne peuvent donner des résultats aussi complets et aussi solides.

La Tunisie, placée sous le protectorat français en 1882, est un curieux diminutif du Maroc. Tout y est plus réduit, en étendue comme en hauteur. Elle mesure 167.000 kil. carrés. L'Aurès qui la recouvre en partie de ses chaînons, n'a point de pics élevés, et ne nourrit que de faibles rivières ; il arrête mal les vents brûlants du désert. De plus, les bises continentales du nord traversent la mer et apportent parfois leurs

[1] Voir tome II : La France.

neiges jusque dans le golfe de Gabès. C'est dire que le climat est assez irrégulier, ce qui constitue un danger pour la culture. Le sol des vallées est fertile; il semble qu'autrefois il était mieux arrosé, car les Romains avaient fait de ce pays un verger coupé de champs de blé. Mais, par des travaux appropriés, on pourrait faciliter de fructueuses irrigations.

Parmi les 1.850.000 habitants de la Régence, on trouve exactement les mêmes catégories qu'au Maroc: les Maures et les Juifs commerçants ou artisans dans les villes, les Arabes nomades dans les steppes du sud; les paysans berbères, petits propriétaires ou métayers dans la plaine, les tribus montagnardes dans l'Aurès. Mais toutes ces catégories sont plus réduites, comme le pays lui-même. Nous retrouvons aussi les grands domaines possédés par le Bey, par sa famille, par de riches musulmans ou par des mosquées et pauvrement cultivés par des métayers misérables. Autrefois, le paysan n'était guère plus heureux, car il était surchargé de taxes. La fabrication reste principalement sous le régime du petit atelier[1], et conserve une certaine vitalité. Elle a cependant perdu quelque chose de son ancienne importance. Autrefois, la Tunisie formait la tête de l'une des routes de caravanes vers le Soudan. Les articles fabriqués dans les ateliers de la Régence avaient là un bon débouché. Actuellement, le trafic avec l'Afrique centrale paraît devoir se détourner de plus en plus vers l'ouest. Mais la Régence trouve actuellement en elle-même une compensation.

En effet, l'occupation française, et l'immigration européenne, qui en a été la conséquence, ont modifié profondément la situation du pays. Il a été pacifié; des terres incultes ont été achetées ou louées par des capitalistes qui les font exploiter; d'autres ont trouvé des carrières de minerais et de phosphate; de petits colons se sont installés çà et là; une forte immigration commerciale et ouvrière a sensiblement agrandi les villes; le protectorat a développé les services de

[1] Voir p. 120 ci-dessus, et dans *Les Ouvriers des deux Mondes* la monographie du parfumeur de Tunis.

l'instruction, de l'assistance, de la voirie et des travaux publics; un réseau ferré s'étend d'année en année[1]; les ports ont été améliorés et outillés. Tout cela a transformé rapidement l'état économique de la Tunisie. Les indigènes en ont profité par l'amélioration des débouchés qui a stimulé leur production; il est vrai que la concurrence extérieure a grandi en même temps à l'égard de la fabrication à la main, mais nous savons que celle-ci est en état de se défendre[2]. La population indigène a donc tiré un sérieux avantage de sa nouvelle position. Il est d'autant plus marqué que l'on a eu la prudence et la sagesse de conserver l'organisation administrative ancienne, en l'améliorant et en la contrôlant. De la sorte l'indigène n'est heurté ni dans ses croyance, ni dans ses coutumes. C'est là le meilleur moyen, l'expérience l'a prouvé, de prévenir les résistances et la désorganisation prématurée de la race locale.

Toutefois, la situation n'est pas sans inconvénient. L'immigration étrangère, surtout celle qui vient de France, est principalement urbaine; elle est du reste peu nombreuse: 2500 personnes au plus. Nous avons dit déja que des capitalistes ont acquis dans la régence de véritables latifundia; mais ils ne résident pas et font exploiter par des intendants; ce n'est pas là une bonne colonisation, car elle a pour effet de maintenir les indigènes dans une condition subordonnée, et de les soumettre à des agents administratifs qui ne sentent aucune responsabilité sociale.

Les Italiens et les Maltais sont venus en grand nombre dans la Régence depuis le protectorat. Ils sont aujourd'hui près de 95.000, presque tous trafiquants, ouvriers, matelots ou pêcheurs. On les trouve donc principalement dans les villes, où ils se sont construits des quartiers neufs.

De cet ensemble de circonstances il résulte: 1° que les indigènes et les Européens se mélangent peu et par conséquent, ne réagissent que médiocrement les uns sur les autres; 2° que la colonisation française est minime et fondée sur des bases

1) En 1904, 962 kilomètres en exploitation.

2) Voir p. 120 ci-dessus.

insuffisantes; 3° que l'immigration étrangère, beaucoup plus nombreuse, arrive désorganisée, pauvre, et se montre peu capable de s'établir fortement dans la propriété et la culture du sol. On n'atteindra un résultat sérieux à ce point de vue que si l'on réussit à établir un peu partout sur les terres libres, des paysans propriétaires, français en majorité, puisqu'après tout la France ne saurait oublier son intérêt national.

La Tripolitaine est constituée essentiellement par une longue bande côtière, couverte de hautes collines alignées en chaînons parallèles et qui suffisent pour condenser une certaine humidité. Dans cet étroit couloir, resserré entre la mer et le désert, vit une population qu'on estime à un million d'habitants environ, dont beaucoup de nomades. Cette province turque, éloignée du centre, est à peu près abandonnée à elle-même [1]. La population vit misérablement d'une agriculture chanceuse, exposée à tous les hasards d'un climat très irrégulier. Autrefois, des caravanes nombreuses partaient de Tripoli à destination du Soudan; elles sont devenues rares et faibles par le fait des pillards et de la concurrence. Les villes ne sont que des bourgades et la plus grande partie des terres est en friche; la côte est sans port, alors qu'il serait aisé d'en construire un à Tripoli. On ne saurait trouver un exemple plus frappant de l'insuffisance de cette race de demi-cultivateurs, paralysés à la fois par leur formation communautaire et par leur inaptitude traditionnelle à la culture intense. A l'époque de la prospérité commerciale des peuples de la Méditerranée orientale, ils avaient réussi à faire de la Cyrénaïque un pays couvert de villes et de cultures; les ruines des cités de la Pentapole en témoignent encore. Mais, comme toujours, lorsque les commerçants eurent été dispersés, leurs villes, leurs fermes et leurs esclaves qui les cultivaient disparurent en même temps. Au contraire, les races vraiment agricoles que nous étudierons bientôt, ont su se maintenir sur leur domaine, et l'étendre même, en dépit de tous les événements.

[1] Voir ci-après, au chapitre Turquie, ce que nous disons de l'administration ottomane.

Avant de clore ce chapitre nous voudrions examiner brièvement la question que voici : Quel serait le meilleur moyen d'exercer sur les populations du nord de l'Afrique, et aussi du Soudan, une action profonde et progressive? L'expérience de tous les temps et de tous les pays montre qu'une telle action ne peut être réalisée que par une classe agricole supérieure très vigoureuse, capable d'encadrer et de diriger une population instable ou barbare. Il existe dans toutes ces régions une quantité de terres libres qui s'offrent à très bas prix. Si des hommes bien préparés par leur éducation, munis de capitaux et instruits des choses de la culture, allaient se tailler là et diriger par eux-mêmes de vastes domaines, ils deviendraient les initiateurs d'un double progrès. En premier lieu ils contribueraient à mettre en valeur les colonies les plus rapprochées et les plus utiles. En second lieu, ils pourraient développer un certain nombre de familles indigènes en les installant sur des tenures passibles d'une redevance en nature ou en argent, et d'une certaine quantité de travail à fournir sur la réserve du propriétaire. Si les tenures étaient d'ailleurs rachetables à des conditions raisonnables, on verrait se constituer peu à peu des groupes de paysans formés à l'école du grand domaine, et profitant des moyens d'action créés par celui-ci. Puisque les propriétaires marocains, par exemple, trouvent des métayers réduits à la maigre portion du cinquième, il ne serait pas difficile de recruter parmi les gens les plus actifs et les plus avisés, des tenanciers susceptibles de progrès. Par là, on éduquerait peu à peu une élite capable de donner le branle à toute une population. Nous nous bornerons ici à énoncer l'idée, qui mériterait d'être étudiée en détail pour donner lieu à un travail complet.

En résumé, les populations agricoles directement issues de la colonisation des pasteurs caravaniers sont faiblement attachées à la culture; elles la pratiquent en général plutôt comme un métier accessoire et s'en détachent facilement pour d'autres travaux moins rudes, comme le commerce, les transports, l'armée ou l'administration. Aussi, les races de ce type ne modifient leur organisation sociale que sous

influence étrangère, et, dans ce cas, elles tendent princi-
alement à se désagréger et à tomber dans l'instabilité, par le
ait de la disparition de l'éducation patriarcale, qui n'est rem-
lacée par rien. Il n'y a pour ainsi dire pas de transition
ntre la forte discipline de la famille communautaire et le
aisser-aller de la famille instable en simple ménage. C'est
à une cause d'infériorité vis-à-vis des races agricoles de
Orient, chez lesquelles les individus sont l'objet d'une sorte
le sélection qui atténue, dans une certaine mesure, les risques
l'une désorganisation sociale.

[illegible] de la colonisati[illegible] modifient leur org[illegible] sociale sous l'influence étrangère [illegible] et à tomber [illegible] le fait de la dis[illegible] éducation patriarcale rempla[illegible] par rien

SECTION II.

POPULATIONS AGRICOLES DE L'ORIENT.

CHAPITRE PREMIER.

LA PERSE.

Origine des grandes races agricoles de l'Orient. -- Dispersion de ces races. — Leur évolution dans l'Asie moyenne. — Situation actuelle de la Perse. — La culture, l'industrie et le commerce. — La vie publique — Les influences extérieures. — Le type social et économique.

Les types agricoles que nous avons maintenant à étudier diffèrent profondément des précédents, en ce que leur métier principal est la culture, pratiquée d'une manière intense et souvent exclusive. Chez eux le travail de la terre n'est plus considéré comme inférieur et dégradant, il est au contraire honoré plus que tous les autres. Ainsi, les empereurs de la Chine, sortis de la race des pasteurs mandchous et devenus les maîtres d'un peuple de paysans, ont dû oublier leurs anciens préjugés au point que chaque année, le Fils du Ciel ouvre en personne la saison des grands travaux en creusant un sillon avec une charrue au soc d'argent. Il s'agit donc bien là d'un type social tout à fait différent, ce qui ne peut manquer d'influer considérablement sur le mode d'existence et sur les institutions des peuples qui en portent l'empreinte. Essayons donc tout d'abord de déterminer les causes qui lui ont donné naissance.

I.

Il existe dans l'Asie moyenne une région qui semble bien avoir joué dans l'histoire de l'humanité un rôle capital.

C'est le massif montagneux qui se dresse au sud de la mer Caspienne et, par ses prolongements, forme comme un trait d'union entre le Caucase et l'Himalaya, au travers de cette large bande de déserts qui se déroule de la Sibérie à l'Atlantique. Par là, l'Occident est relié directement à l'Orient par une zone de terrains arrosés et cultivables. En effet, cette région se trouve dans une situation climatérique très particulière. Ses pentes les plus douces sont tournées généralement vers le midi, ce qui les défend contre les vents froids, et les soustrait au climat continental. Aussi cette contrée accidentée appartient déjà aux régions chaudes. Mais comme l'altitude corrige en partie les effets de l'exposition, le climat est en réalité tempéré, au moins dans les terres situées à une hauteur moyenne. Les vapeurs émises par les mers occidentales viennent se condenser sur ces montagnes, leur apportent une humidité assez abondante, surtout dans la partie ouest : Arménie, Caucase et Asie mineure. Enfin, le pays est coupé en tous sens par des vallées et des vallons, où coulent des torrents, des ruisseaux et dont le fond est formé d'alluvions profondes et fertiles. Sur les pentes et sur les plateaux, on trouve des pâturages d'excellente qualité ou des forêts splendides. Toutes les plantes utiles des pays tempérés croissent spontanément dans cet heureux pays et le moindre travail y produit l'abondance. On peut dire que nulle part ailleurs on ne saurait rencontrer un lieu plus favorable à la naissance et au progrès d'une race agricole. Nous pourrions citer toute une série d'auteurs qui ont décrit avec une admiration enthousiaste cette région où la beauté et la majesté des sites, la puissance et la variété spontanées de la végétation offrent à l'homme le plus attrayant et le plus riche domaine[1]. Notons encore deux traits importants qui complètent le caractère de la région : Bien que fort accidentée et semée de pics élevés, elle est cependant assez accessible, grâce à l'orientation variée des vallées et aux nombreuses passes aisément

1) On sait que la tradition place au pied du mont Ararat le site du paradis terrestre, ce qui prouve au moins combien les anciens appréciaient la beauté et la fertilité de ce pays.

praticables qui coupent les lignes de hauteurs. Enfin, ces montagnes renferment des mines de cuivre qui ont longtemps alimenté de ce précieux métal le monde antique.

La famille humaine, née très probablement dans cette région fortunée, s'y développa à l'aise durant des siècles. Gagnant par essaimage de vallée en vallée, et, poussée par l'élan irrésistible de sa prospérité, elle donna naissance à de grands peuples. Ceux-ci, sortis de leur berceau par des voies différentes, allèrent occuper des milieux différents aussi, où leur formation évolua d'une manière originale et profondément intéressante pour qui sait en pénétrer les raisons et les lois.

Voici, résumée brièvement la façon dont on peut concevoir, en se basant sur les particularités du lieu et sur le mode d'existence des populations qui l'occupent actuellement, comment étaient organisés les groupes humains primitifs et comment s'est opérée leur dispersion. Ce résumé est utile pour bien comprendre la différence fondamentale qui existe entre les deux types de races agricoles.

Nous venons de constater que la région arménienne comporte deux étages superposés : la vallée cultivable ; les pentes et petits plateaux herbus. Dans les vallées tièdes et arrosées, l'homme trouvait deux ressources, dont une spontanée. En effet, les arbres à fruits et à baies, les plantes alimentaires telles que le melon, la courge, etc., poussent spontanément. La cueillette fournissait déjà un élément d'alimentation important. En outre, les céréales : blé, orge, riz, et les légumes croissent aussi à l'état sauvages. L'idée de les améliorer par une culture très facile ne dut pas tarder à apparaître. Ajoutons que le coton est également une plante indigène, dont, sans doute, on comprit vite l'utilité, sous ce ce climat très doux qui appelle des vêtements légers. Les familles étaient ainsi portées à former des établissements sédentaires à proximité de leurs cultures. En même temps, comme les animaux domestiques : cheval, chameau, bœuf, mouton et chèvre, sont également là dans leur milieu naturel, on ne pouvait manquer d'en tirer parti et d'exploiter par leur intermédiaire les pâturages de la montagne. Chaque famille

était ainsi amenée à se constituer un double atelier de travail : le premier et le principal était permanent et agricole ; le second, occupé seulement par quelques pâtres vivant sous la tente, se déplaçait avec la saison.

A un autre point de vue, il est évident que les premières familles ont dû naturellement s'organiser sous le régime communautaire et patriarcal. En voici les raisons : elles étaient isolées, ce qui poussait certainement les individus à rester grouper, afin de vivre d'une vie plus commode, plus agréable et plus sûre. Or, dans un groupe, il faut une autorité pour maintenir l'ordre et la paix. Cette autorité revenait logiquement aux anciens, munis de l'expérience acquise par la longue pratique des divers travaux. La famille restant unie n'avait pas de motif pour opérer le partage des biens ; d'autre part, il n'était pas possible d'approprier, même au profit d'une seule famille, les pâturages très éloignés les uns des autres que les troupeaux avaient à parcourir dans l'année. Il en résultait un double régime de communauté : celui de la famille pour les champs, les maisons et les troupeaux, celui de la nation pour les pâturages. Ainsi, ce régime était basé sur le double travail de la culture et du pâturage, avec prédominance de la première, et sur la communauté de famille.

Ceci explique l'aptitude merveilleuse de la race humaine à s'étendre dans toutes les directions et à s'adapter aux milieux si divers qui entouraient son berceau. Lorsqu'elle eut prospéré au point de remplir les vallées de l'Arménie, elle dut pousser ses essaims au-delà, et elle était d'ailleurs parfaitement outillée et placée pour le faire avec succès. D'abord, d'immenses débouchés s'offraient aux émigrants agricoles, qui pouvaient s'avancer peu à peu, de génération en génération, à l'est vers l'Inde et la Chine, et à l'ouest vers l'Asie Mineure et l'Europe. Chaque famille, en envoyant au dehors un essaim, était en état de le munir des moyens de transport, des provisions, des instruments, des semences dont il avait besoin pour gagner un lieu nouveau et attendre la première moisson. C'est ainsi que, au cours d'une période certainement très longue, de vastes contrées se sont emplies de popula-

tions connues sous des noms différents, mais présentant les mêmes caractères sociaux. Demi-agricoles et demi-pastorales d'abord, elles se sont peu à peu condensées, ce qui les a obligées à réduire de plus en plus les pâturages et à développer les cultures, surtout celle des céréales. En même temps, d'autres groupes poussés par des circonstances quelconques, pénétraient dans les steppes voisines du nord et du sud; grâce à leur pratique du travail pastoral et à l'abondance du bétail disponible, ils pouvaient s'y adapter et devenir les purs pasteurs que nous connaissons [1]. C'est qu'en effet, lorsque les circonstances s'y prêtent, le paysan peut tomber assez facilement dans l'art pastoral, travail simple et peu pénible, tandis que le pasteur n'accepte que sous l'empire d'une rude contrainte le métier agricole compliqué et astreignant. La Perse nous offre précisément une démonstration évidente de ce phénomène social, car depuis la plus haute antiquité on y voit vivre côte à côte le paysan et les pasteurs, sans que ceux-ci songent à abandonner la vie nomade pour l'existence sédentaire des cultivateurs.

II.

La superficie de la Perse est immense, environ 1,650,000 kil. carrés. Mais la plus grande partie de ce territoire est occupée soit par le désert, soit par la steppe. Aussi, la population est-elle assez faible: à peu près 9 millions d'habitants dont 2 ½ de nomades. On trouve parmi ces derniers presque toutes les variétés de pasteurs [2]. Mais le groupe le plus important est celui des chameliers qui pratiquent encore le transport par caravanes entre les régions fertiles de l'intérieur et les ports du golfe Persique, ou les contrées situées au pied du Pamir. Certains pénètrent même jusque dans la Chine méridionale en passant par le Turkestan russe; d'autres descendent vers les villes de la Caspienne, d'autres encore

1) Voir ci-dessus, p. 46.
2) Voir les chap. I à III ci-dessus.

relient les villes persanes entre elles ou à celles de l'Anatolie et aux ports de l'Asie Mineure. Sans eux, la Perse serait complètement isolée dans ses montagnes et dans ses déserts. Mais la caravane est un moyen de transport assez coûteux; une tonne de marchandise portée à dos de chameau depuis les frontières de l'empire jusqu'à Téhéran est grevée d'environ 400 francs de frais. Aussi, la Perse ne peut-elle faire que le commerce des articles assez chers pour supporter une telle surcharge. L'effet de cet isolement se fait sentir surtout en favorisant au suprême degré l'esprit de tradition et de routine, qui est celui des races communautaires. En dépit des événements historiques dont elle a été le théâtre, et de la civilisation brillante qu'elle a connue à diverses époques, la Perse n'a fait presque aucun progrès depuis des siècles. Ces nomades sont même exactement aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a 3000 ans, avec cette seule différence que leur rôle et leurs profits ont beaucoup diminué. Quant aux sédentaires, il y a bien peu de différence entre le paysan kurde actuel et ses ancêtres disparus depuis des centaines de siècles. A l'époque très lointaine où la race s'est constituée dans ce pays de montagnes divisé à l'infini, on a vu des chefs de famille d'une capacité supérieure s'établir solidement aux endroits les plus favorables des vallées. Installant sur un point élevé de vastes habitations fortifiées, ils groupaient alentour et côte à côte leurs propres descendants, et des serfs. Ces derniers étaient des gens sortis de leurs familles et tombés dans le besoin, qui, en échange de la protection du maître, cultivaient les terres ou gardaient les troupeaux. Cette sorte de féodalité existe toujours. Les propriétaires récoltent sur leurs domaines, les céréales, les fruits, le coton, la soie. Ils ont dans la montagne de grands troupeaux de bœufs et moutons au moyen desquels ils approvisionnent de viande non seulement des villes voisines, mais encore des centres très éloignés, notamment les villes de l'Asie Mineure. Des troupeaux entiers sont dirigés à certaines époques de pâturage en pâturage, jusque vers les ports de la Méditerranée. On connaît aussi les fourrures précieuses fournies par les agneaux persans et vendues en Europe sous le nom d astracan.

Sur certains points on cultive en grand les fleurs, principalement les roses, pour en tirer des parfums. La culture est partout conduite au moyen des méthodes les plus primitives, mais les champs sont soignés et lorsque l'irrigation est possible, la production est considérable relativement aux procédés employés.

La fabrication se présente aussi en Perse sous les formes les plus élémentaires. La fabrication ménagère joue encore un rôle capital. On file et on tisse sur place et à la main le lin, le coton, la laine et la soie. Des artisans tannent et travaillent le cuir et mettent en œuvre les bois et les métaux. L'ancienne civilisation a laissé dans ce pays des traditions de goût et une habileté de main qui subsistent encore. Dans les villes qui sont avant tout des centres de marché, placés dans les zones intermédiaires entre les terrains cultivés et les steppes, des ouvriers adroits tissent de beaux tapis, des étoffes fines, fabriquent des bijoux et des objets d'ornement d'une exécution remarquable. Mais leurs modèles sont immuables, ils ne savent rien inventer par eux-mêmes[1]. Des Européens ont eu l'idée d'exploiter cette virtuosité des artisans persans. Ils appliquent dans ce but le système de la fabrique collective, c'est-à-dire qu'ils font aux ouvriers travaillant à domicile, l'avance des matières premières, ils leur fournissent aussi des modèles nouveaux, leur paient un salaire convenu et centralisent les produits. On a même essayé d'établir des manufactures et des exploitations minières, mais elles n'ont pas réussi.

Cependant, le pays offre des ressources minérales probablement importantes. Le charbon, le soufre et le pétrole ont été reconnus au nord de Téhéran; les montagnes renferment des minerais métallifères et des dépôts de sel. Mais

[1] Nous avons indiqué, ci-dessus, par quels moyens simples la famille communautaire résout les problèmes de la vie ouvrière dans l'atelier familial. Elle agit à peu près de même avec le petit atelier d'artisan, où l'ouvrier fait en quelque sorte partie de la famille. Cependant, la situation se complique déjà au point de vue des engagements, de l'apprentissage, du salaire et de la prévoyance. V. p. 120.

tout cela reste inexploité faute de chemins, de capitaux et surtout d'activité et de savoir.

La production de la Perse offre ainsi un double caractère. Elle se compose surtout de produits naturels : coton, soie, céréales, tabacs, fruits, animaux, laines et peaux, d'opium, de parfums, et d'articles riches d'un type original : tapis, soieries, cotonnades fines, bijoux, etc. La fertilité des régions hautes leur donne un grand avantage, dont elles ne profitent qu'imparfaitement par suite de la routine qui empêche tout progrès dans les méthodes de culture, et aussi du prix élevé des transports qui paralysent l'exportation. En revanche, cette même difficulté constitue une protection naturelle au bénéfice du paysan persan. Mais en fait, cette protection lui nuit plus qu'elle ne le sert, car, avec son sol, son climat et des méthodes progressives, il pourrait produire bien davantage, si les débouchés lui étaient librement ouverts. Non seulement il ne craindrait alors aucune concurrence sérieuse chez lui, mais encore il pourrait développer beaucoup son exportation. L'agriculture persane n'a donc pas besoin de protection douanière. Quant à l'industrie, si le pays s'ouvrait à l'importation par des voies économiques, il est certain que les produits manufacturés d'Europe et de l'Inde viendraient concurrencer la fabrication ménagère. Mais l'inconvénient serait minime, car le paysan trouverait avantage à porter tous ses efforts vers la culture. Quant à la fabrication en petit atelier, on peut prévoir qu'elle aurait à souffrir pour ce qui concerne les articles communs, mais si les artisans adonnés à la fabrication des articles de luxes savent conserver leur habileté de main, et l'originalité de leur goût, ils garderont leur clientèle extérieure aisée qui peut même se développer. Ici, la protection résulte d'une situation acquise et spéciale de l'industrie. Si on voulait y ajouter une protection artificielle, destinée à faire naître la fabrication mécanique, on se heurterait à un obstacle grave : la formation sociale de la race, qui ne se prête pas à l'organisation compliquée du travail sous le régime de la manufacture. Ce régime appliqué à des populations communautaires n'y trouve que des ouvriers médiocres, apathiques, ignorants et sans défense.

Il ne tarde pas à les désorganiser et à former un prolétariat misérable, en proie à tous les vices et à toutes les agitations.

Il est nécessaire d'insister quelque peu sur ce point important.

Nous avons eu précédemment l'occasion de caractériser la nature et les effets de la fabrication ménagère, de la petite industrie exercée comme métier principal, et de la fabrique collective. La première pourvoit aux besoins élémentaires de la famille, et supprime d'une façon complète ou à peu près toutes les questions que soulèvent les rapports économiques des hommes entre eux[1]). La seconde, lorsqu'elle est exercée en communauté, résout par elle-même les difficultés ouvrières, mais elle ouvre le problème de la concurrence avec celui de la clientèle; autrefois, on a essayé de les résoudre artificiellement au moyen de la corporation, ou de la réglementation, c'est-à-dire en réduisant au minimum l'activité de l'artisan, et en l'enfermant dans un cercle étroit afin d'empêcher les individus les plus intelligents et les plus actifs d'empiéter sur la clientèle des autres[2]). C'était là, on le voit tout de suite, une idée inspirée par l'esprit de communauté, et tout à fait propre à maintenir l'industrie dans un état de torpeur et de stagnation. Les règlements industriels furent en effet un obstacle grave opposé à la création et au développement de l'industrie manufacturière, et ils réussirent à la tenir en lisières, tant qu'elle manqua d'un moteur puissant et maniable. Mais aussitôt que la machine à vapeur eut été inventée, le système restrictif craqua de toutes parts. L'avantage de la fabrication mécanique était tel, que rien ne put arrêter son expansion. On persista cependant dans certains pays, en Allemagne et en Autriche, par exemple, à lutter par la réglementation contre la manufacture, et il en résulta pour ces pays un retard économique fort sensible, mais cette résistance dut cesser partout vers le milieu du siècle passé, et la grande industrie prit alors dans tout l'Occident, l'essor immense que l'on sait. En Orient au contraire, elle est encore

1) Voir p. 120 ci-dessus.

2) Voir sur ce sujet : *La Science sociale*, 19e année, 4e fascicule.

lans l'enfance. Pourquoi? Parce que l'organisation et les effets le la fabrication mécanique sont diamétralement opposés aux tendances, aux coutumes, à l'organisation sociale enfin. les races communautaires.

En effet, nous avons constaté que la communauté a pour caractère essentiel de grouper les membres de la famille sous a direction d'un chef naturel. fourni par la famille elle-même. en vue d'exploiter et d'utiliser en commun les biens et les ressources de celle-ci. Or la grande usine arrache à la famille es ouvriers dont elle a besoin, les groupe actificiellement sous une direction étrangère, et leur procure des ressources ndépendantes. Elle tend ainsi à relâcher d'abord, puis à rompre le lien communautaire et la tradition patriarcale. Elle constitue donc, vis-à-vis des races de ce type, un ferment très actif de désorganisation. On comprend dès lors la répugnance, l'éloignement des sociétés orientales pour un régime du travail si différent de leurs procédés traditionnels. et en opposition si formelle avec leur mode d'existence. En outre, les redoutables problèmes soulevés par l'usine, déconcertent les communautaires, ils n'ont ni l'initiative, ni les umières ni l'énergie nécessaires pour les résoudre.

Ces problèmes peuvent se résumer ainsi :

1o Le travail infiniment plus compliqué que celui du petit atelier exige une direction technique et commerciale rès habile et très expérimentée.

2o Il est nécessaire de réunir des capitaux considérables : c'est ce qui a amené le développement si colossal des sociétés par actions.

3o Pour servir le travail rapide de la machine, il faut des ouvriers formés actifs, désireux de porter leur gain au maximum par un travail aussi productif que possible. C'est ainsi que les ouvriers des tissages mécaniques anglais ou américains arrivent à conduire simultanément un certain nombre de métiers, et produisent par là beaucoup plus qu'un tisseur hindou ou chinois.

4o L'habileté et l'activité des ouvriers doit être secondée par un matériel perfectionné. Aussi, dans la grande industrie. le progrès de l'outillage et des méthodes est incessant. Alors

que le petit artisan oriental conserve indéfiniment le même outil, l'usine met périodiquement au rancart de coûteuses machines qui, peu d'années auparavant, semblaient être le dernier mot de la mécanique.

5° L'extension de la production doit se justifier par celle de la clientèle, qui s'étend en tous sens jusqu'à dépasser les limites d'un seul pays. La partie commerciale de l'affaire arrive de son côté à une extrême complication.

6° Les questions ouvrières enfin prennent une activité et une amplitude considérables. Les ouvriers ne sont plus en rapports directs avec le patron, ils sont engagés en masse et congédiés de même, selon les besoins du moment; les salaires sont réglés d'après les fluctuations d'une sorte de marché collectif du travail, dont le taux varie avec les mouvements de la production; vu l'ardeur de la concurrence, le patron a généralement une tendance à réduire au minimum tous ses frais de production, y compris les salaires; si l'ouvrier appartient à une famille communautaire encore organisée, il y trouve un refuge en cas de chômage, de maladie, ou d'invalidité; mais s'il est issu d'une famille désorganisée, il se montre souvent incapable de prévoyance et d'épargne et tombe à la charge des communautés publiques, commune ou État, ou encore de la charité privée; s'il a reçu l'empreinte d'une formation supérieure, il s'organise et constitue des associations libres, ayant pour but l'assurance mutuelle, ou bien la discussion collective avec le patron, des intérêts du personnel ouvrier; dans tous les cas, cette nouvelle forme du travail est une source de difficultés et de conflits entre employeurs et employés. Il faut dire que la petite industrie n'est pas exempte de ces difficultés et de ces conflits, lorsqu'elle est exercée en petit atelier patronal, mais ils sont alors moins étendus, sinon moins violents. En d'autres termes ils se proportionnent naturellement à la puissance de l'industrie elle-même.

La grande industrie apporte donc dans l'organisation du travail une complication considérable. De plus, elle a pour effet de déraciner en quelque sorte les populations, en les attirant vers certains centres, notamment vers les villes. Chez

les communautaires, ce fait tend à activer la désorganisation de la famille, en offrant au individus des moyens d'existence indépendants, qui leur permettent de vivre à part. Pour quelques individus d'élite, c'est là une occasion de s'émanciper et de s'élever à un type social plus vigoureux. Mais pour la plupart des gens de cette formation, c'est un malheur en ce sens qu'ils ne sont point formés à la bonne gestion personnelle de leurs affaires. Aussi se montrent-ils en général médiocres comme ouvriers, insouciants, imprévoyants et faibles comme individus et surtout comme chefs de famille. Dans ces conditions la misère, le vice, la maladie, font parmi eux de grands ravages. Les enfants sont mal éduqués, souvent affectés de tares constitutionnelles, insuffisamment nourris durant leur croissance; ils recrutent un prolétariat entamé par la dégénérescence, avili par la misère, abaissé par l'oubli de la loi morale, indiscipliné, mais incapable d'ailleurs de se conduire lui-même. Aussi les ouvriers tombent alors aisément sous l'influence de meneurs qui les tiennent en flattant leurs passions ou en les berçants d'illusions. On leur répète surtout qu'ils doivent compter sur la communauté d'État, appât auquel ces désorganisés se prennent avec facilité, car ils ont gardé la vague tradition de leur formation originaire. C'est ainsi que le développement de la grande industrie constitue pour les peuples communautaires un danger considérable, en précipitant leur évolution sociale, en rompant trop vite les cadres de leur organisation familiale naturelle, et en les livrant sans défense à des organisations artificielles qu'ils sont incapables de conduire eux-mêmes. La suite de cet ouvrage nous fournira de nombreux et frappants exemples des effets de cette loi sociale, que beaucoup de gens et de gouvernements méconnaissent avec un aveuglement complet[1]).

Au point de vue commercial, la Perse est placée dans une situation intéressante. Elle a été autrefois le carrefour où se rencontraient les grandes voies du trafic entre l'Orient et

[1]) Voir spécialement le chapitre sur la Russie, qui fournit à cet égard l'exemple le plus saisissant.

l'Occident. De là l'importance prise dans ce pays par la vie urbaine: on y trouve encore malgré sa déchéance, une quinzaine de villes de plus de 25,000 habitants, ce qui est beaucoup pour un pays montagneux dont la population sédentaire atteint à peine 7 millions d'âmes et s'occupe avant tout d'agriculture. Encore les cités actuelles ne sont-elles que l'ombre d'elles-mêmes: Ispahan n'a plus guère que 70.000 âmes et paraît entourée d'une ceinture de ruine, car elle a compté au XVIe siècle plus d'un million d'habitants. Les villes persanes étaient autrefois de riches entrepôts où s'acmulaient les produits précieux des deux continents. Ces temps sont passés, le grand commerce a pris d'autres routes, mais la tradition est encore vivace parmi ces peuples: on sait quels habiles négociants sortent de la Perse et de l'Arménie pour se répandre dans les grands centres commerciaux d'Europe et d'Asie, principalement dans les ports de la Caspienne de la mer Noire et de la Méditerranée. Le jour où les lignes ferrées traverseront la Perse pour relier ce pays aux grands réseaux d'Europe et d'Asie, il redeviendra certainement le chemin d'un transit important. Mais il est incapable d'entreprendre par lui-même cette œuvre considérable. Si elle s'accomplit, ce sera par l'intermédiaire des Européens. Ils ont mis en avant déjà plus d'un projet, sans parvenir à les faire aboutir, à cause des rivalités extérieures qui se disputent la direction de la politique persane, et aussi de l'impéritie des pouvoirs publics [1].

Ces influences extérieures ne sont d'ailleurs pas chose nouvelle en Perse. Par une anomalie apparente et qui étonne au premier abord, ce pays qui tient dans l'histoire ancienne une si grande place, a toujours été le jouet des étrangers. Quand on connaît son évolution sociale, ce fait s'explique de la façon la plus simple et la plus claire. Rappelons-nous en effet d'abord que la masse principale de la population est composée d'agriculteurs isolés par petits groupes dans des alvéoles bien distincts, formés par les replis des montagnes. Jamais ces ruraux si complètement subdivisés par

[1] Chemins de fer en exploitation en 1904, 13 km.

la nature, vivant dans l'immobilité communautaire, n'ont songé à se concerter pour former un état centralisé et militaire. Leur action extérieure se borna à envoyer au dehors des émigrants agricoles, tant qu'il y eut du sol disponible à leur portée. Puis, quand toutes les régions avoisinantes furent pleinement occupées, l'émigration des montagnards devient individuelle, amenant aux villes des ouvriers, des artisans, des commerçants. Dans ces conditions, le pays serait resté divisé en une infinité de très petits cantons, si des dominateurs étrangers n'étaient venus s'y installer pour le centraliser à leur profit. Ces dominateurs sont sortis presque tous de la race des pasteurs du désert. Ce sont des caravaniers qui ont fondé l'antique empire médo-perse et recruté chez ce peuple de paysans et de pâtres, une infanterie qui a parcouru et asservi toute l'Asie antérieure, dominé l'Egypte et une partie de l'Inde. Plus tard, les pasteurs cavaliers mongols, arabes, turcs, ont successivement gouverné la Perse. La dynastie actuelle est sortie à la fin du XVIIIe siècle de la tribu turque des Kadjars. Cette influence continue des pasteurs a exercé sur l'organisation des pouvoirs publics son action ordinaire. Les conquérants issus des nomades se sont superposés à la population agricole ou urbaine, sous la forme d'une aristocratie de fonctionnaires ou de militaires, qui vivent de l'impôt sans se soucier beaucoup d'administrer l'État selon l'intérêt général. Les princes qui ont pris soin de la prospérité du peuple en faisant exécuter des travaux utiles, constituent des exceptions rares dont le souvenir demeure l'objet d'une profonde vénération. En fait, le gouvernement n'agit la plupart du temps que pour percevoir l'impôt. Dans ce pays qui aurait tant besoin d'irrigations, de routes, de ponts, de ports, on ne trouve ni canaux, ni aqueducs; les chemins ne sont que des pistes; on passe les rivières à gué; les ports n'ont ni quais, ni outillage, les villes sont privées de voirie, d'éclairage et d'eau. Pour obtenir une exploitation régulière des douanes, il a fallu les placer sous le contrôle d'un corps d'agents européens recrutés en Belgique.

Jusqu'au XVIIIe siècle, avant l'arrivée des Russes sur la

mer Caspienne et des Anglais dans l'Inde, les dominateurs de la Perse, ont pu donner carrière à leurs instincts guerriers en attaquant les voisins. Aujourd'hui, réduits à l'impuissance, les souverains persans sont devenus le jouet d'influences extérieures, auxquelles ils ne pourraient résister si ces influences ne se balançaient elles-mêmes par leur rivalité.

Pour nous résumer, nous dirons qu'au point de vue social le peuple persan est composé de trois éléments : le principal est agricole, le second est pastoral et nomade, le troisième urbain et adonné à la petite fabrication et au commerce. Tous sont organisés d'après la formule communautaire patriarcale, qui exclut presque complètement le progrès. Cette stagnation est d'autant plus accentuée que les pouvoirs publics ont été presque constamment occupés par des gens sortis des clans nomades. Or, nous savons combien ces gens sont incapables d'organiser un gouvernement digne de ce nom et d'aider au développement des populations soumises. La culture pratiquée comme métier principal, ainsi que l'industrie des transports et le commerce permettent aux individualités éminentes de s'élever et d'arriver à la richesse. Mais ce fait n'a que peu d'action sur la direction des affaires publiques, qui restent absorbée par une classe dont la tradition est non de gouverner, mais d'exploiter le pays. Au point de vue économique, la Perse appartient à la variété des pays à productions naturelles prépondérantes et se place par conséquent dans le type du libre-échange. On trouvera un exposé plus complet de cette question dans le chapitre consacré à la Turquie, dont la situation commerciale, plus importante que celle de la Perse, sera examinée avec plus de développement. Les agents belges de la douane persane ont donc commis une erreur en poussant le gouvernement du shah à établir en 1903 un tarif douanier relativement élevé, pour remplacer celui de 1825, qui limitait à 5 % le montant des droits perçus. Ils ne réussiront par là, qu'à raréfier les produits étrangers en exagérant leur prix, sans favoriser pour cela l'industrie indigène. Le Trésor lui-même n'y gagnera guère, car la diminution du trafic compensera l'augmentation des droits.

CHAPITRE II.

LA TURQUIE.

Conditions générales de la région. — Abondance et variété des productions naturelles. — Facilité des relations commerciales. — Formation sociale et aptitude des races établies dans l'empire. — L'industrie; ses caractères spéciaux. — La politique sociale et économique de la Turquie.

La Perse est par excellence un pays de transition, une sorte de nœud géographique et social placé au point d'intersection des immenses contrées où la race humaine s'est développée sous ses formes les plus élémentaires et les plus répandues. La Turquie ne constitue en fait qu'un prolongement de cette région, dont elle possède tous les caractères essentiels, mais avec un élément de complication en plus, qui provient de sa position privilégiée sur quatre mers, d'une part, de l'autre, de l'étendue plus grande de ses terrains cultivables.

Étudions d'abord, parmi les circonstances qui forment l'ensemble de la situation, celles qui tiennent au milieu géographique.

I.

La Turquie est un vaste et beau pays. Placée sur les confins de deux mondes différents, elle participe de leurs avantages réciproques. Les vilayets d'Europe se classent au rang des terres tempérées. Cependant la configuration du sol et la position assez méridionale du pays, permettent sur beaucoup de points d'entreprendre avec succès les cultures des régions chaudes. La terre est en général profonde et fertile; elle rend beaucoup, même avec des procédés arriérés et sans fumure. D'après E. Reclus [1]: « Telle est la fertilité du sol sur les deux versants de l'Hémus,

[1] *Géographie*, t. 1er.

dans la Macédoine et la Thessalie, que, malgré l'absence de routes, malgré les mosquées et le fisc, malgré l'usure et le vol, l'agriculture livre au commerce une grande quantité de produits. Le maïs et toutes les céréales sont récoltés en abondance. Les vallées du Karasou et du Vardar donnent le coton, le tabac, les drogues tinctoriales; le littoral et les îles fournissent du vin et de l'huile, dont il serait facile avec un peu d'art de faire des produits exquis; le vin est excellent dans la vallée de la Maritza, enfin, des mûriers s'étendent en forêts dans certaines parties de la Thrace et de la Roumélie, et l'expédition des cocons en France et en Italie prend chaque année une plus grande importance. »

La Turquie d'Asie présente des caractères analogues, mais le climat est plus accentué dans le sens méridional. Nous avons décrit en parlant de la Perse, le double caractère agricole et pastoral, de la région des hauteurs de l'Asie Mineure et de l'Arménie. En Syrie, les céréales réussissent à merveille. Les hautes terres sont en général couvertes d'excellents pâturages. La Mésopotamie, où le blé rendait autrefois 300 pour un, au dire des auteurs anciens, a toujours ses grasses alluvions, où le coton, le palmier doum, le riz, et beaucoup d'autres plantes utiles peuvent prospérer. L'Yémen fournit une qualité de café célèbre sous le nom de moka, des plantes médicinales, du coton. Les fruits surabondent partout.

Les productions animales sont aussi à la fois remarquablement avantageuses et variées. La Turquie d'Europe, l'Asie Mineure pourraient nourrir un grand nombre de bêtes à cornes et de moutons. Les chevaux d'Arabie sont célèbres. La chèvre à poil fin, ou mohair, le chameau, sont également communs en Asie, et susceptibles d'une exploitation fort large. Le mulet n'est pas rare non plus dans les contrées montagneuses.

La Turquie peut donc fournir en grandes quantités, et directement, à l'industrie ses principales matières premières: le coton, la soie, la laine, le cuir, les poils de chèvre et autres, les céréales, les teintures spéciales. Et elle n'est pas moins riche au point de vue de la production minérale.

En effet, parmi les minéraux exploitables, on peut citer surtout le cuivre, le mercure, le plomb, l'argent, le soufre, le naphte, le bitume. Le charbon et le fer abondent sur beaucoup de points. D'après une étude parue dans le *Journal officiel*: « Les mines de Roumélie et les mines de l'Asie Mineure sont renommées pour leur richesse, le plomb et l'argent y sont répandus en grande quantité. L'or est commun dans la Thessalie; la chaîne du Taurus est réputée pour l'abondance du cuivre. Les chaînes de montagnes de la Roumélie renferment du charbon, ainsi que les districts de la côte méridionale de la mer Noire, et il est impossible de se rendre un compte exact de l'étendue des couches de houille de l'Asie Mineure. La seule dont on ait bien défini les limites se trouve dans le voisinage d'Héraclée. Dans ce district le charbon se ramasse à la surface du sol, et l'épaisseur de la couche varie de 3 à 18 pieds... De la vallée de Kooloo on peut extraire environ 30.000 tonnes par an d'un combustible égalant le meilleur charbon de Newcastle.

« C'est dans la Turquie d'Asie que les trésors naturels sont répandus avec le plus de prodigalité. On n'y a pas découvert moins de vingt-deux mines de toutes catégories ».

La Turquie possède donc évidemment tous les éléments nécessaires pour alimenter la grande industrie, au moins en ce qui concerne les productions naturelles. Elle jouit encore d'un autre avantage, car elle est merveilleusement placée au point de vue des relations commerciales.

II.

Lorsqu'on cherche à se rendre un compte exact de la situation générale des pays ottomans, on est frappé, au premier aspect de la carte, des avantages considérables de cette situation. Etalée sur trois continents, la Turquie domine la route la plus ancienne et toujours la plus fréquentée de la terre. Constantinople est une station du chemin obligé qui relie la Russie méridionale et l'Asie moyenne à l'Europe. Par le golfe Persique, elle est un des riverains prin-

cipaux de l'Océan Indien, elle avoisine les Indes orientales, et peut communiquer directement avec les pays immenses de l'Extrême-Orient, aussi bien qu'avec les deux Amériques, les pays Australiens et la côte d'Afrique. Puissance méditerranéenne, elle est en contact immédiat avec les contrées occidentales de l'Europe, et l'Atlantique est grand ouvert à sa marine, aussi bien que les eaux du Pacifique. Ainsi la Turquie, située sur quatre mers, peut entrer en relations directes avec toutes les contrées du globe. Il est peu de pays au monde qui soient placés aussi favorablement sous ce rapport.

Les relations intérieures, sans être aussi faciles pourraient être organisées dans des conditions encore très bonnes. Aux temps de la prospérité assyrienne, le grand courant commercial entre l'Europe et l'Inde traversait de part en part l'Asie Mineure, de Babylone à la Méditerranée, et des routes également très fréquentées se dirigeaient au nord vers la mer Noire, à l'est vers l'Inde et la Chine. A l'heure actuelle, avec les moyens dont on dispose il serait relativement aisé de joindre, par des lignes ferrées, les principaux centres du pays aux différentes mers qui le bordent, et de distribuer ainsi dans toutes les directions le mouvement commercial intérieur et extérieur. Par là, la production locale se répartirait avec facilité entre les quatre grands versants maritimes dont nous parlions tout à l'heure, et pourrait prendre un développement qu'il est impossible d'apprécier exactement, mais qui serait sans aucun doute très considérable. On comprend après cela l'importance économique de cette région si favorisée, et on se rend compte des raisons de la grandeur de son rôle historique, des rivalités politiques qu'elle a suscitées, de l'acharnement que montrent les grandes puissances européennes à s'en disputer les lambeaux, à en surveiller jalousement le partage. C'est que, ainsi établie, une race vigoureuse tiendrait dans ses mains le sort même des relations rapides entre l'Occident et l'Orient.

Tel est le cadre; il est tracé à souhait pour le développement large et puissant d'une race. Il faut voir ce que valent les populations qui l'occupent, et ce qu'elles sont capables de faire pour en tirer parti.

III.

L'empire ottoman couvrait autrefois une surface immense. dépassant 4 millions de km. carrés, avec environ 40 millions d'âmes. Des pertes successives ont abaissé ces chiffres à 3 millions de kil. carrés et 24 à 28 millions d'habitants. réellement soumis à l'autorité du sultan. Nous connaissons par ce qui précède à peu près tous les types de cette population bigarrée. Dans les déserts du sud. errent les pasteurs chameliers et cavaliers, qui se caractérisent par la pratique combinée du pâturage avec l'industrie des transports ou la fabrication ménagère, où le pillage selon les cas[1]). Dans les, montagnes qui bordent les côtes méridionales de l'empire se trouvent des pasteurs chevriers et vachers également redoutables pour leurs voisins; ce type existe aussi en Europe où. sous le nom d'Albanais, il occupe la chaîne bordière de l'Adriatique. On en rencontre encore une variété sur les hauts plateaux du Kourdistan et de l'Asie Mineure. Il est inutile d'insister sur le péril que font courir au cultivateur ces pasteurs nomades ou montagnards, pour qui la guerre est une ressource complémentaire et une occupation préférée, pourvu qu'ils puissent la faire à leur guise et à leur profit.

Nous avons indiqué aussi ce que sont les populations agricoles de l'Hadramaut, de l'Yémen, de la Syrie et de la Tripolitaine[2]). Elles sont sédentaires et cultivent le sol, mais non sans une certaine répugnance qui les porte souvent à s'adonner principalement à un autre métier, moins astreignant et moins dur, spécialement au commerce.

Enfin, dans les vallées arrosées des pays montagneux du nord, nous observons les familles paysannes déjà rencontrées en Perse[3]). Bien que portant des noms différents, elles appartiennent au même type social et se distinguent par leur attachement remarquable au métier agricole. Là est

[1]) Voir p. 65 ci-dessus.
[2]) Voir p. 134 ci-dessus.
[3]) Voir p. 148 ci-dessus.

le fond principal et solide du peuple de Turquie, celui qui produit le plus, et qui est le plus capable de développement et de prospérité, lorsqu'il lui est permis de travailler en paix et de garder le fruit de son labeur.

Les Turcs venus des steppes basses de l'Asie centrale, où ils ont vécu longtemps en purs pasteurs, dominent ces groupes si différents par la langue, le métier et les mœurs. Arrivés à l'état de nomades cavaliers, les Osmanlis ont dû guerroyer pendant de longues années pour conquérir une immense région, dont les frontières ont été portées à une certaine époque d'une part jusqu'au golfe Persique, de l'autre jusqu'au Danube vers le nord, jusqu'au détroit de Gibraltar vers le sud-ouest. Devenus maîtres de ce vaste empire, ils ont formé la souche d'une aristocratie de grands propriétaires, employant les gens des autres races comme métayers dont la part est réduite au cinquième de la récolte. C'est là une sorte de servage à peu près perpétuel, car, avec une part si réduite, le paysan reste misérable et ne peut que difficilement sortir de sa condition. Les Turcs s'attribuent en outre la plupart des fonctions publiques. Cependant ils ne sont pas tous grands seigneurs, pachas, officiers ou employés. Beaucoup d'entre eux sont devenus par l'effet de la concentration des populations de petits propriétaires, vraisemblablement mélangés à des familles appartenant à des races agricoles, mais ayant adopté la langue et la religion du vainqueur. Ces Turcs cultivateurs le sont d'ailleurs le moins possible. Ils exploitent, soit au moyen d'esclaves noirs, — de plus en plus rares aujourd'hui, — soit avec des ouvriers ou des métayers appartenant aux races conquises. Ainsi les Turcs dirigent mal la culture à laquelle ils ne s'intéressent guère. Ils ne conservent même pas la propriété du sol, car dans leur imprévoyance, ils s'endettent facilement, ne peuvent rendre, et perdent leurs domaines qui repassent peu à peu aux mains des vaincus. De là viennent certains accès de colère contre ce *roumi* qui travaille patiemment à refouler son maître. Il en est ainsi notamment pour les Arméniens en Asie. Quant aux Slaves de la Turquie d'Europe, nous en parlerons plus tard en détail.

Sous le rapport de l'organisation du travail, nous observons donc que les races anciennes s'appliquent surtout aux métiers productifs : culture, fabrication, commerce. Leur formation communautaire fait qu'elles les exercent avec une certaine mollesse, sans esprit de progrès. Cependant, elles travaillent et produisent. Le Turc au contraire produit peu et se consacre principalement à l'administration et aussi à l'armée, car il a gardé ses vieilles traditions de conquérant, et fait un bon soldat, sobre, endurant et brave, très dévoué au sultan, qui est à la fois son chef politique et religieux [1]).

Ici, comme partout où domine la communauté, lorsque les gens quittent la culture, c'est pour occuper un emploi, ou pour devenir commerçants. De là provient le remarquable développement du commerce comparé à celui de la culture et surtout de l'industrie. L'extension du négoce entasse une nombreuse population dans les villes ; ce pays compte en effet environ 45 villes de plus de 30.000 âmes, chose extraordinaire pour une région où n'existe pas la grande industrie, avec son prolétariat aggloméré. Mais le commerce est exercé comme la culture, avec un minimum d'initiative. Il convient d'ajouter que les Ottomans ne sont pas poussés, sauf exception par le besoin matériel urgent, parce que la douceur du climat, la richesse du sol, l'abondance des productions spontanées leur permettent de vivre de peu, et de se procurer au moyen d'un faible travail les éléments médiocrement variés de leur frugale existence. On ne concevrait guère après cela, l'indolente Turquie entrant en concurrence avec ces races occidentales si ardentes au travail et si âpres au gain, que nous décrirons plus tard.

IV.

Les témoignages abondent à l'appui de ce que nous venons d'exposer. D'après un auteur anglais : « Les Turcs ne

1) L'armée permanente compte sur le papier 400,000 hommes et peut être portée en temps de guerre à plus d'un million et demi dont 600,000 instruits.

sont en général ni actifs, ni intelligents en affaires, et ne se hasardent guère dans la spéculation ou dans les affaires de commerce de quelque importance. Ainsi, on ne les voit jamais constituant des banques, ou formant des sociétés dans le but d'exploiter des mines, de construire des chemins de fer, ou toute autre entreprise entraînant des risques, et nécessitant de l'intelligence, de l'activité, de la réflexion, et de l'honnêteté pour assurer le succès[1]).

Cette incurie est profonde chez les Turcs. Mais les autres variétés de la population n'en sont pas exemptes; leur activité est plus grande sans être bien considérable. Le paysan grec, dit M. de Vogué, « est assez laborieux et se fait vite aux améliorations dont il saisit l'utilité; mais sur certains points ses préjugés sont extrêmement difficiles à déraciner. Il n'irrigue ni ne fume » [1]). On en peut dire autant du Serbe ou du Bulgare et de l'Arménien. Quant aux Albanais et autres montagnards, toutes leurs préférences sont pour le métier facile de pillard. « Un riche qui ne croit pas l'être assez se proclame *bouloukbachi* et enrôle les oisifs. Il a bientôt réuni une bande enragée d'aventuriers, avec lesquels il entre en campagne. Alors commence une guerre de partisan. L'ennemi désigné est surpris... On l'aborde au cri de: « de l'argent, de l'argent, ou des coups ». Et l'on persifle au retour les malheureux qui n'ont pas trouvé à s'enrôler et ont fait une tournée pacifique comme tailleurs, maçons ou faucheurs, pour amasser l'argent de leur hiver » [1]).

Il n'y a guère à compter sur l'avenir, d'ailleurs, pour améliorer ces populations par leur seule et propre initiative, car l'éducation de la jeunesse est en rapport direct avec l'état des mœurs. Au foyer comme à l'école, le musulman n'ap-

1) *The people of Turkey*, by a Consul's daughter and wife, publié par St. Lane Poole, London, 1878. On sait qu'en effet la banque ottomane est administrée par des étrangers, ainsi que toutes les grandes affaires financières, commerciales ou industrielles de l'empire.

2) *Revue des Deux-Mondes*, 1er janvier 1879. Les paysans grecs sont d'ailleurs rares, les gens de cette nationalité s'adonnent plus volontiers au commerce ou aux professions libérales.

3) J. Carlus: *Revue de géographie*, 1881.

prend rien qui puisse le servir utilement dans le cours de sa vie... Le père ne s'occupe pas des enfants, la mère n'a aucune autorité sur eux... La façon dont ils traitent leurs mères dans toutes les classes de la population fait peine à voir... Les écoles n'existent guère dans les campagnes. Celles des villes ne valent rien... Elevé par une mère ignorante, le jeune Turc passe ensuite aux mains du Hadja de la Mekteb, qui n'est guère moins ignorant, ou encore, dans des cas plus rares, il entre dans les écoles de l'État, dont les maîtres sont bien intentionnés, mais peu compétents. Il n'est donc pas étonnant que le Turc de condition ordinaire soit astucieux, ignorant et fanatique »[1]. On en doit conclure que les Orientaux ne pourront se transformer que sous la pression d'une action extérieure, et non pas par l'effet de leur désir et de leurs efforts personnels.

Les Ottomans se montrent presque tous d'une incurie qui passe toutes les bornes. Ils ne savent pas même tirer bon parti des avantages naturels de leur beau pays. Un négociant de Salonique disait en 1886 au consul anglais: « En Macédoine la plupart des agriculteurs sont des beys turcs, presque tous sans instruction et sans notion des progrès de notre époque. Ils ont bien entendu dire qu'il existe des machines et des outils propres à économiser la main-d'œuvre, mais ils n'ont pas la plus petite idée de leur construction et de leur usage. Quelques-uns des plus riches d'entre eux ont acheté des charrues d'Europe, mais on n'a pas tardé à les laisser de côté pour revenir aux instruments primitifs, usités dans le pays depuis des milliers d'années[2]. » Et cela n'est pas particulier à la Macédoine, il en est de même partout. En Anatolie, sur près de 45.000 kil. carrés de terres cultivables, il n'y en a pas 5.000 qui soient livrés à la charrue; encore sont-ils exploités par les moyens les plus primitifs. C'est le résultat du défaut d'initiative et d'ardeur au travail, et aussi de l'absence des moyen ed transport, de l'insécurité[3].

[1]) *The people of Turkey*, II, p. 183.

[2]) *Consular Reports*.

[3]) Les mines de cuivre, d'étain, de mercure, de fer, de charbon, sont nombreuses en Anatolie et en Arménie, écrivait en 1902 un consul belge,

Si les riches propriétaires turcs ne font rien pour perfectionner la culture, les pauvres paysans ou métayers appartenant aux autres races ne font pas mieux, parce qu'ils n'en ont ni l'idée ni les moyens.

La stagnation que tous les témoins constatent dans la culture, est également frappante dans le domaine de l'industrie. « Les mines, dit M. Ami Boué, sont négligées ou très mal exploitées. Les Turcs et la plupart des habitants n'en veulent rien savoir, les premiers par insouciance et ignorance, et les autres parce qu'ils craignent toujours que la découverte de minerais soit pour eux une nouvelle source de vexations et de travaux obligatoires. »

Ces exemples sont suffisamment démonstratifs: évidemment il n'y a pas là de classe supérieure disposée à prendre en main la direction industrielle du pays. Comment fournirait-elle, en nombre suffisant, des patrons capables d'assurer le développement de la fabrication, puisque les grands propriétaires sont inaptes à profiter de la terre merveilleusement fertile et riche en minéraux qu'ils ont en leur pouvoir?

La classe inférieure est moins indolente, mais elle ne se montre pas beaucoup plus progressive que la classe supérieure. Un bey turc, appartenant au parti de la « Jeune Turquie » racontait à la femme d'un consul anglais cette anecdote caractéristique[1]): « Lorsque j'habitais Stamboul, je passais fréquemment devant la boutique d'un vannier qui, aidé de ses deux fils, fabriquait des paniers communs employés de temps immémorial dans ce pays, mais aujourd'hui délaissés à cause de la supériorité des produits importés d'Europe ou confectionnés à l'école d'arts et métiers de Constantinople. Cette institution est du reste peu appréciée des ouvriers ottomans qui pourraient en profiter pour eux-mêmes ou pour leurs enfants. Éprouvant de l'intérêt pour mes van-

mais on ne les exploite pas, faute de capitaux, de routes, de chemins de fer, de sécurité, et surtout d'initiative.

1) *The people of Turkey*, I, p. 96.

2) Rapports des consuls belges, 1903.

niers, je m'arrêtai un jour et demandai au père combien il gagnait par jour pour la vente de ses paniers. Il poussa un profond soupir, jeta un regard circulaire dans sa pauvre boutique encombrée de corbeilles poussièreuses et répondit: Bien peu de chose, de 3 à 6 piastres (0 fr. 60 à 1 fr. 25). car mon métier, autrefois avantageux, est aujourd'hui bien tombé, et les acheteurs de paniers à l'ancienne mode turque se font rares. — Pourquoi, lui dis-je alors, ne l'abandonnez-vous pas pour entreprendre autre chose. — Non, répliqua l'homme, mon père l'exerçait, et il m'a recommandé à son lit de mort de le continuer et de le transmettre à mes enfants et petits-enfants. Mais pour en vivre à trois, c'est dur. - Je lui suggérai alors l'idée de faire apprendre à ses enfants les nouvelles méthodes, mais elle lui plut médiocrement, aussi bien qu'à son fils aîné. Seul l'enfant me demanda s'il ne pourrait pas aller à l'école industrielle, où je le plaçai en effet, et j'ai vu depuis qu'il avait fait quelques progrès dans son métier. »

M. E. Dutemple[1]), raconte d'autre part qu'il existe en Asie Mineure, près d'Eski-Chehr, des carrières ou mines de pierres dites *écume de mer*. « Malgré la richesse de ces mines, le sandjak d'Eski-Chehr ne renferme qu'une population misérable. La raison en est dans la paresse invétérée et incurable des habitants. Ce n'est que pressé par le besoin que le travailleur descend dans la mine; aussitôt qu'il a recueilli quelques blocs, il s'empresse de remonter. Il demeure alors dans l'oisiveté jusqu'à épuisement de ses ressources, après quoi il recommence, et ainsi de suite indéfiniment. »

En somme la classe ouvrière fournit des paysans routiniers et lents; des artisans patients, habiles, consciencieux mais invinciblement attachés à leurs procédés traditionnels et à l'outillage de leurs ancêtres; des ouvriers et des manœuvres vigoureux, adroits, mais le plus souvent paresseux et flâneurs. Ils suffisent pour la petite industrie à la main, mais n'offrent presque à aucun degré les qualités qui font le bon ouvrier d'usine. Comparer par exemple, un tisseur de Man-

[1]) *La Turquie d'Asie*, 1883.

chester et un tisserand d'Alep, c'est mettre en présence deux forces tellement inégales au point de vue de la puissance de production, que le parallèle ne se soutient pas.

V.

L'observation des faits montre donc bien que le régime social du milieu répugne à la formation de la grande industrie. En effet, « l'esprit communautaire est essentiellement l'esprit de famille; il ne s'accommode bien que du travail dans la famille... Or, la grande industrie implique, par essence, la destruction de cet état de choses. Elle arrache les gens à la famille; elle les confond dans un atelier étranger. C'est un groupement différent et inusité. De plus, elle plie les gens à des méthodes progressives tout aussi inusitées, c'est une autre violence aux mœurs à laquelle un communautaire résiste de toutes ses forces... Il aime les choses faciles à établir et à maintenir, à prendre ou à laisser. Ce n'est pas du tout le cas de la grande industrie »[1]).

La formation communautaire présente encore ce caractère que l'individu ne sort guère de l'horizon de la vie privée. La famille suffit à sa conception de l'autorité, si bien qu'il n'a aucune idée d'exercer une influence quelconque sur les pouvoirs publics. C'est tout au plus s'il va jusqu'à concevoir l'idée d'un régime communal, basé sur l'intervention de quelques hommes désignés par leur expérience ou leur richesse. Du reste, si sa réflexion est appelée par hasard sur un tel sujet, il le voit sous une perspective particulière. Habitué à porter le joug traditionnel de l'autorité paternelle, il ne comprend le gouvernement que taillé sur un modèle analogue. Par suite, dans tous les pays occupés par une telle race, le gouvernement est autoritaire, absolu, despotique. Et plus on se rapproche de la forme communautaire proprement dite, moins le gouvernement est organisé[2]). Quand on s'éloigne au contraire du type primitif, le principe subsiste.

1) *La Science Sociale*, t. IX, p. 344. V. aussi p. 120 ci-dessus.

2) Voir ce que nous avons déja remarqué p. 155 ci-dessus.

mais le régime se perfectionne et se matérialise sous la forme d'une bureaucratie savamment compliquée. En Turquie on n'en est pas à ce point. L'organisme gouvernemental y est informe, grossier, inefficace. mais en même temps, arbitraire et coûteux. La direction n'est ni éclairée dans ses vues, ni suivie dans ses desseins. Les fonctionnaires sont ignorants. avides et paresseux. La législation reste obscure, indécise. confuse. La justice est sommaire et vénale [1]).

Il résulte naturellement de là toute une série de conséquences absolument contraires au développement social et économique du pays. Ainsi, « la loi n'étant jamais stricte, tout le monde, pour s'y soustraire, cherche les protections les plus hautes; c'est que tout étant irrégulier, chacun des sujets du sultan peut espérer une faveur personnelle [2]). »

Il en résulte une conséquence grave. Comme les fonctionnaires sont maigrement payés, et comme de plus ils le sont d'une façon irrégulière, ils compensent ces inconvénients en trafiquant de leurs fonctions, chose bien tentante dans un pays où domine le favoritisme. « Le candidat fonctionnaire doit payer de fortes sommes pour se concilier des protections influentes. Sa solde est insignifiante. Il peut être révoqué d'un moment à l'autre sur un simple caprice. S'il veut recouvrer ses dépenses de candidats, et réaliser quelque bénéfice, il doit laisser de côté tous les principes de probité. Un employé honnête, en Turquie, court tout droit à la déconfiture. Aussi la corruption règne-t-elle du haut en bas [3]). » On peut juger par là de l'action néfaste qu'une telle bureaucratie peut exercer sur les destinées du pays. Elle ne fait rien dans l'intérêt du peuple, et si elle laisse une grande liberté intérieure aux familles et aux communes, elle intervient à tort et à travers pour pressurer les gens, qui de-

[1]) Encore faut-il observer que cette bureaucratie très médiocre serait beaucoup plus inférieure sans les cadres un peu plus instruits qui, lui sont fournis par les oulémas, c'est-à-dire par la classe sacerdotale. Voir sur l'islamisme ce que nous disons p. 70 ci-dessus.

[2]) A. Dumont, *le Balkan et l'Adriatique*, Paris. 1874

[3]) *The people of Turkey*, t. I, p. 102.

meurent ainsi toujours à la discrétion d'un arbitraire capricieux.

Mais c'est surtout au point de vue de la perception des impôts que les abus se font sentir avec une acuité extrême. La taxe principale est une dîme prélevée en nature sur les récoltes, et tous les observateurs en signalent les vices. « La dîme! là est le fléau, non pas tant dans l'institution elle-même que dans la façon dont on l'applique. En ce moment, fin d'août, les blés sont moissonnés et engerbés; il ne reste qu'à les battre, semble-t-il; ce n'est pas si simple. Nul ne peut battre une gerbe avant que la dîme en soit prélevée; mais pour qu'elle soit prélevée, il faut qu'elle soit adjugée, — pour qu'elle soit adjugée, que l'administration ait fait son choix entre les offres des concurrents. Or, à cette heure, la ferme des dîmes n'est pas encore adjugée pour l'année courante! Les gerbes attendront l'adjudication, et, tandis qu'elles attendent, les orages en détruiront peut-être la meilleure part[1]. »

Cet état de chose constitue naturellement un second et grave obstacle au développement de l'activité individuelle. En somme, l'Ottoman vit au jour le jour, sans se préoccuper de grand'chose, sinon de se garer de l'arbitraire du pouvoir, et de l'âpre avidité de ses agents.

VI.

Il est résulté de tout cela des conséquences bien curieuses et bien caractéristiques, au point de vue de la mise en valeur de ces belles contrées, si favorisées des dons de Dieu. Ainsi la propriété a pris en Turquie un aspect particulier. La terre est aujourd'hui partagée principalement en deux grandes catégories: 1° les terres domaniales, relevant de la couronne et louées à des paysans contre redevance; 2° les biens sacrés ou *vakoufs*. L'origine de ceux-ci vient précisément de l'insécurité permanente qui règne dans ce pays, où l'homme fait faillite à la nature. « Afin de jouir

[1] M. de Vogüe, *Revue des Deux Mondes*, 1er janvier 1879.

en paix de leur propriété territoriale, les familles musulmanes, ont, en très grand nombre, cédé leurs droits de possesseurs aux mosquées; ils ne sont plus que de simples usufruiters, mais ils ont ainsi l'avantage de n'avoir pas à payer d'impôts, puisque leur terre est devenue sainte, et leurs descendants pourront jouir des revenus du domaine jusqu'à extinction de la famille. Ces terres *vakoufs* constituent peut-être le tiers de la superficie du territoire cultivé. Elles n'ont qu'une faible valeur pour les usufruitiers, routiniers fatalistes qui se sont débarrassés de leurs titres de propriété, précisément à cause de leur manque d'initiative [1] ».

A côté de ces deux catégories de biens, la propriété privée ne tient qu'une place restreinte. Elle existe surtout dans les villes et dans leur voisinage.

On comprend comment, dans une société aussi stagnante, la formation des capitaux est paralysée comme le reste. Ces propriétaires indolents et arriérés, ces pauvres paysans, n'ont guère d'argent à leur disposition. Les capitalistes du pays sont les Grecs, les Arméniens et les Juifs, qui montrent une aptitude à peu près équivalente pour le commerce. Le commerce est en effet, parmi les branches diverses de l'activité humaine, l'une de celles qui exigent les moindres efforts corporels. Il permet donc à un certain nombre d'Orientaux de réaliser de véritables fortunes. Mais ces gens se gardent bien de risquer leurs richesses dans l'industrie, et cela pour deux raisons. D'abord, parce que leur sens pratique et leur connaissance du milieu leur disent que l'organisation d'une fabrique est extrêmement difficile et chanceuse en un pareil milieu. Ensuite, parce qu'il leur paraît imprudent de montrer aux agents du fisc et aux pachas des témoignages aussi précis de leur prospérité. Ils dissimulent une partie de leur fortune et emploient le reste dans une foule d'opérations où l'usure joue souvent un grand rôle.

Il résulte de tout cela que l'argent circule peu en Turquie. Lorsque le gouvernement ottoman a voulu augmen-

[1] E. Reclus, *Géographie*, t. Ier.

ter ses ressources par l'emprunt, c'est aux bourses faciles des Occidentaux qu'il s'est adressé, — pour leur malheur. Les banques dignes de ce nom ont été créées par des Anglais, des Français, des Italiens, ou des Allemands, et à l'usage de leurs compatriotes. Ainsi la banque impériale ottomane dépend directement des capitalistes étrangers; à côté d'elle, les succursales des grandes maisons de Londres, Paris, Vienne et Berlin font les affaires courantes et les font à haut prix. L'intérêt dépasse ordinairement 8 % et atteint souvent 10 et 12[1]).

Avec des pouvoirs publics organisés comme nous l'avons vu, l'outillage général du pays ne peut être bien perfectionné. Les Ottomans ne font presque jamais par eux-mêmes des canaux, des routes et surtout des chemins de fer. La plupart des chemins ne sont que des sentiers tracés par le pas des hommes et des animaux. Quand une véritable route a été construite par hasard, on la laisse généralement sans entretien. Ainsi, on citait comme un exemple extraordinaire le gouverneur du sandjak de Drama, Hifzi Pacha, qui s'attachait en 1890 à faire réparer les routes de son district. Mais d'autre part le consul anglais à Erzeroum écrivait récemment: « les routes praticables même pour les chariots du pays, sont très rares. On transporte tout à dos de cheval. Le district pourrait produire beaucoup de blé, mais il n'en exporte pas faute de voie de transport. » L'agent britannique à Beyrouth disait de même: « Les routes ont été absolument négligées depuis deux ans, et, à l'exception de la route de Beyrouth à Damas, qui est toujours très bien entretenue, sont pour la plupart en mauvais état. La route carrossable de Caffa à Nazareth et Tibériade est aujourd'hui impraticable pour les voitures. Celle de Beyrouth à Tripoli est bien lentement poussée par le gouvernement du Liban. » Il est bon de noter que la route de Damas à Beyrouth a été construite par des ingénieurs français.

En 1890, un fait caractéristique s'est produit sur la route d'Alep à Alexandrette. Le gouverneur de la province, voya-

1) *Consular Reports*.

ant sur cette route défoncée par de longues années d'usage d'intempéries, y perdit sa voiture, brisée par les ornières. dut séjourner assez longtemps dans un village misérable ı attendant des secours [1]).

Et les choses vont de même dans tout l'empire. Enfin. après le vice-consul anglais à Hodeidah, il n'existe dans 'ovince de l'Yémen « ni routes, ni chemin de fer, ni caıux, ni ponts... Le wharf de cette ville est en si mauvais at que les embarcations de 15 tonnes et au-dessus ne peuvent ɜn approcher; il faut employer des barques.

De même, ce pays si admirablement situé au point de ıe maritime, est exploité par les pavillons étrangers. Sa ıvigation n'atteint pas 100.000 tonnes, dont 8 à 10.000 à ıpeur, et ses ports sont constamment remplis de navires. ıglais, français, autrichiens, allemands, grecs, qui bénéfient du transport des produits de son sol, ou des articles rangers dont il a besoin.

Nous avions donc raison de dire que certains éléments sentiels de l'industrie manquent à la Turquie. Elle a des chesses naturelles considérables, mais elles sont en généˌl mal aménagées et les Ottomans sont rarement capables ː les utiliser par la fabrication en grand atelier.

Cependant il ne faudrait pas croire que la grande indusie fasse absolument défaut en Turquie. Sans être très déːloppée. elle existe, et il est intéressant de se rendre compte ːs conditions particulières qui l'ont fait naître et l'alimennt, en dépit des influences contraires énumérées précéːmment.

VII.

D'abord, la grande industrie existe sur quelques points ı fait même d'entrepreneurs indigènes. Mais les usines de ːs industriels ne ressemblent guère à ce que nous voyons habitude en Occident. Les grands fabricants ottomans sont 'esque toujours des propriétaires, qui ont assez d'initiative ɔur mettre en valeur, au moins dans une certaine mesure,

les productions naturelles de leurs domaines. Tel était ce pacha turc observé par Le Play aux environs de Sofia de Bulgarie[1]. Possesseur de gisements de minerai de fer et de forêts, il avait, pour augmenter ses revenus, installé une fonderie au bois et produisait du fer brut, vendu ensuite aux petits artisans de la région. Cette petite usine a disparu depuis longtemps, bien entendu. Quelques mines sont utilisées de la sorte; d'autres sont aux mains de l'État dont l'exploitation est fort médiocre. Dans les domaines dépourvus de gisements minéraux, on fait parfois de l'eau-de-vie de vin ou de fruits, de l'huile, du bois de sciage, etc., On trouve aussi quelques filatures de soie et de coton. Il se forme ainsi de grands ateliers, chose qui semble à première vue contradictoire avec ce que nous venons d'observer. Mais, en réalité, c'est une simple exception qui confirme la règle.

En effet, on aperçoit que ces usines sont essentiellement rurales, elles forment seulement un *accessoire* de la culture, entrepris dans le but de tirer du domaine un meilleur revenu. L'élaboration des produits fournis par le sol reste aussi simple que possible dans ses procédés, et la production étant limitée par les ressources du domaine, ne peut se développer indéfiniment comme celle d'une usine indépendante, qui prend partout ses matières premières, ses capitaux et ses ouvriers. L'extension de ce type industriel est donc impossible. Il reste stationnaire comme les facultés de la propriété foncière à laquelle il est indissolublement lié.

Il faut remarquer en outre que les produits de telles usines sont obtenus à bon compte, parce que la condition des ouvriers qu'elles emploient est particulière. Dans la plupart des cas, le propriétaire les à attirés chez lui par des avantages en nature: maisons, concessions de terre, droits d'usage sur les pâtis, les eaux et les bois, toutes choses qui coûtent peu au patron. Il ajoute à cela un faible salaire, et obtient ainsi une main-d'œuvre médiocrement habile et active, mais à bon marché. D'ailleurs la production reste limitée à des articles peu nombreux et de consommation courante:

1) *Ouvriers européens*, II, ch. III.

farine, alcool, sucre brut, soie grège, tabac, huile, métaux bruts. Il s'agit ici de quelque chose de très particulier, et en même temps de très restreint. On a donc pu dire avec juste raison que : « Il n'y a pas en Turquie, d'industrie véritable, au sens que nous donnons à ce mot dans l'Occident. Les artisans isolés ou réunis en corporation travaillent un petit nombre de matières premières nécessaires au vêtement au logement, au transport. Le *Tanzimat* qui, depuis l'année 1839, frappe de lourds impôts toutes les branches d'industrie, a presque ruiné un certain nombre de métiers jadis prospères et célèbres [1]) ».

Nous sommes ainsi amenés à faire une observation importante. Puisque ces industries sont élémentaires, organisées seulement pour produire des matières qui nécessitent un complément d'élaboration, puisque d'autre part elles produisent à très bon compte, elles ont besoin d'un marché aussi large que possible, et ne craignent guère la concurrence. Dès lors il y a lieu d'orienter la politique douanière dans un sens tel, que les pays étrangers soient disposés à accueillir leurs produits. En d'autres termes, la grande industrie d'Orient, limitée dans son personnel, dans sa production, dans ses débouchés intérieurs, n'a aucun intérêt à la protection, et s'accommode fort bien du libre-échange, qui lui ouvre des pays dont elle n'a que peu à craindre. Voilà déjà un fait important : il pousse la grande propriété territoriale vers la doctrine de la liberté commerciale. Mais il existe en Turquie d'autres éléments industriels, qui ont pris depuis quelques années surtout une réelle importance. Examinons leur origine et voyons si leurs tendances sont les mêmes.

VIII.

Une grande industrie organisée comme celle que nous décrivions à l'instant est loin de répondre à tous les besoins d'une société nombreuse et complexe. Aussi les circonstances ont-elles amenés la création d'entreprises d'une autre nature.

[1]) Marcel Dubois, *Géographie économique*, p. 532.

Il est aujourd'hui bien difficile, sinon impossible, à un pays doté d'une civilisation compliquée, de se soustraire à l'influence des grands faits économiques de notre époque. Il ne peut guère se passer du télégraphe, de la poste, du gaz, des chemins de fer, et des autres grands travaux publics analogues. La Turquie, État quasi européen, en contact permanent avec les pays les plus avancés à ce point de vue, n'a pas échappé à une influence si puissante. Elle a aujourd'hui des chemins de fer, des lignes électriques, quelques ports modernes outillés, des usines à gaz, voire même des usines à vapeur. Ceci paraît contredire encore ce que nous avons avancé tout à l'heure. Il n'en est rien cependant.

En effet, si la Turquie a réussi à se munir d'un outillage moderne, — bien modeste d'ailleurs, — c'est exclusivement aux étrangers qu'elle le doit : ce sont leurs ingénieurs qui, dans la plupart des cas, ont accompli cette tâche avec les capitaux empruntés à l'épargne Occidentale. Les chemins de fer de la Turquie d'Europe sont dus à un consortium de banquiers ayant son siège à Paris. La ligne de Salonique-Monastir a été concédée en 1890 par la *Deutsche Bank*, de Berlin ; c'est un groupe allemand qui doit construire la ligne transarabique de Bagdad. Les chemins de fer de l'Asie Mineure sortent de mains britanniques. Des compagnies anglaises ont obtenu et construit trois lignes de chemins de fer partant de Smyrne, faisant éventail et rayonnant dans l'Asie Mineure. C'est aussi une compagnie anglaise qui possède le chemin de fer d'Adana à Tarse et à Mersine. Dans le courant du mois de mai 1890, un nouveau groupe anglais a obtenu la concession d'une ligne principale entre St-Jean d'Acre et Damas, avec trois embranchements dont un seul obligatoire, de Césarée à Hama, sur la frontière du Haouran. En février 1902, un financier agissant au nom d'une compagnie franco-belge, a obtenu la concession d'une ligne à établir entre Koniah et Panderma (Asie Mineure)[2]. Est-il besoin de rappeler que le canal de Suez est exclusivement l'œuvre des Européens.

1) En 1901 la Turquie avait en exploitation 4500 km. de chemins de fer, dont 2000 en Europe, 2150 en Asie Mineure et 350 en Syrie.

De même le port de Smyrne, le seul de la côte Asiatique qui soit à peu près organisé selon les besoins de la navigation moderne. est l'œuvre d'une société française. Il en est ainsi encore pour l'usine à gaz de Beirouth. Une commission d'études composée d'ingénieurs français a été appelée en Mésopotamie, il y a quelques années, pour étudier le régime des deux fleuves historiques qui vivifient la contrée, et pour préparer un projet de réorganisation du système de canaux qui ont fait autrefois reculer les limites du désert. Et il en est de même partout, ou à peu près, là où un grand effort d'intérêt commun a été accompli dans ces trente à quarante dernières années.

Les étrangers ont également introduit en Turquie la grande industrie proprement dite, lorsqu'ils avaient intérêt à transformer sur place les produits du pays. ou à fabriquer en quelque sorte à pied-d'œuvre des articles spéciaux Les grandes minoteries à vapeur de Salonique, de Smyrne et de Beirouth, sont dues à des Occidentaux. « C'est aux étrangers, dit encore E. Reclus, que l'on doit les faubourgs d'usines qui s'élèvent à l'ouest de Constantinople et aux abords de Scutari. » Les rares mines exploitées en grand le sont surtout par les Européens; c'est ainsi qu'une compagnie anglaise exploite une mine de plomb argentifère en Asie Mineure depuis quelques années. Les Anglais et les Allemands ont pratiqué des sondages sur divers points dans l'espoir de trouver du pétrole. Tout cela, du reste ne représente pas quelque chose de bien considérable, et encore, pour obtenir ce faible résultat. il a fallu tout importer du dehors: les capitaux. les machines, le personnel dirigeant, et souvent même des ouvriers.

Le haut négoce échappe, tout comme la grande industrie, aux mains des Ottomans. Ils pratiquent surtout le petit trafic de bazar. de détail, le colportage. Comme le dit très bien un auteur· « Le commerce s'est développé en Turquie depuis quelques années. mais cela grâce aux Hellènes, aux Arméniens et aux Francs de toute nation[1]. » Après cela. on voit combien

[1]) On sait que les Turcs donnaient autrefois le nom de Francs à tous les Européens.

peu d'éléments de richesse, de progrès économique, restent aux mains de la population indigène; la presque totalité des grosses affaires et des grands profits passent entre celles des nombreux étrangers qui viennent exploiter le pays de leur mieux, pour aller ensuite jouir dans leur propre patrie des bénéfices réalisés en terre ottomane.

Il est évident que les entrepreneurs étrangers qui viennent ainsi profiter des richesses naturelles du pays seraient très disposés à demander une potection douanière qui, en excluant la concurrence extérieure, grossirait à coup sûr leur clientèle et leurs profits, en leur permettant de hausser leurs prix au détriment des consommateurs indigènes. Mais il est hors de doute également que ceux-ci n'auraient qu'à perdre à cette combinaison, si le gouvernement ottoman était assez aveugle pour l'accepter. En agissant ainsi, loin de protéger ses ressortissants, il les surchargerait pour enrichir une petite minorité sans attaches définitives avec la nationalité ottomane, et bien décidée à exporter un jour ou l'autre les capitaux acquis au détriment de la population indigène. Une telle politique aurait infailliblement pour conséquence d'appauvrir encore les races locales en les soumettant à la concurrence immédiate de gens plus aptes au travail intense compliqué, mieux préparés aux luttes économiques. Bien plus, en favorisant l'extension rapide du grand atelier mécanique au milieu d'une population mal préparée à ce régime par sa formation communautaire, on la conduirait infailliblement à une désorganisation non moins rapide et dangereuse. Nous n'insisterons pas ici sur ce point, car la Russie nous fournira bientôt un tragique exemple des résultats que donne une politique sociale et économique mal conçue[1].

IX.

Ainsi, les faits sont précis et la situation claire. L'empire ottoman, par suite de la formation spéciale des races qui

[1] V. aussi plus haut p. 152.

l'habitent, est impropre à développer par lui-même la grande industrie. Les productions naturelles: végétales, animales, minérales, sont donc, et de beaucoup prépondérantes dans ce pays. Ce sont presque les seules à part quelques objets de curiosité et de luxe, qui s'offrent au commerce d'exportation. La culture surtout malgré son caractère arriéré, reste la véritable industrie nationale, et grâce aux qualités propres du sol et du climat, elle donne beaucoup par des méthodes surannées. Elle produirait bien davantage avec une race plus active; à l'heure actuelle. non seulement les terres qui sont cultivées le sont mal, mais encore on laisse sur bien des points le désert entamer les champs et beaucoup de terres fertiles sont en friche.

La Turquie d'Europe, aujourd'hui bien réduite par les événements de 1856 et de 1878, se compose essentiellement de deux grandes provinces: la Macédoine et l'Albanie. On cultive dans la première les céréales, la vigne, le tabac. le coton, les arbres fruitiers et le riz. L'Albanie, où les hauteurs dominent. est moins riche en grains, tabac et vigne, mais elle a du bois en abondance. On élève dans ces provinces des moutons et un peu de gros bétail, le tout fort mal entretenu.

En Asie Mineure, pays très favorable à l'agriculture, les céréales. les fruits, la vigne, le mûrier. les graines oléagineuses, le tabac, le coton donnent beaucoup. Le ver à soie y vit en plein air, mais il est si mal soigné que les éleveurs de Brousse achètent leur graine en France. Le mouton, la chèvre, le bœuf, le cheval y sont d'un bon rapport.

L'Arabie du sud possède une zone tropicale maritime et arrosée, qui fournit des produits riches réputés en Europe, comme le café et le tabac de l'Yémen. Les steppes de l'intérieur nourrissent une race de chevaux qui comptent parmi les plus célèbres du monde; mais elle est à l'heure actuelle en pleine décadence, faute de soins réguliers.

La Mésopotamie, dont la fertilité est proverbiale, fut l'un des greniers du monde antique. Aujourd'hui le marécage et le sable en ont recouvert la plus grande partie. et de pauvres villages de paysans et de pêcheurs ont remplacé

les puissantes cités assyriennes. Mais il suffirait de quelques efforts et d'un peu d'argent pour rendre à cette terre bénie sa productivité extraordinaire d'autrefois. On a bien eu l'idée de préparer une telle entreprise, mais en Orient l'action suit rarement le projet.

Malgré l'incurie des possesseurs du sol, tous ces éléments de richesse donnent une somme de produits bien supérieure aux besoins des habitants, il en résulte un mouvement d'exportation très considérable et varié. Ainsi on estime que la Turquie fournit actuellement 23 à 24 millions de kilos d'une laine de bonne qualité, dont la moitié environ est exportée et va pour la plus grande partie en Angleterre[1]). Le poil de chèvre, dit mohair, est également expédié dans ce pays, qui l'emploie ou le revend. Les Ottomans exportent encore des raisins secs en grande quantité, des céréales, des fruits secs et frais, du café, de l'opium, des plantes tinctoriales et médicinales, de la soie, du coton, du bétail et en outre quelques tapis et des objets de fantaisie. Les produits fabriqués tiennent dans le total une place infime.

A l'importation, la proportion est, comme on doit s'y attendre, complètement renversée. La Turquie importe presque exclusivement des objets fabriqués: sucre raffiné, fils et tissus de coton, de laine, de chanvre, de lin, de soie, vêtements confectionnés, cuirs ouvrés, outils, spiritueux, poteries et porcelaines, machines, etc. Voici un fait caractéristique: le fez, cette coiffure nationale des Ottomans, leur est fourni en grande quantité par les fabriques étrangères. En 1899, on en a importé pour plus de 23 millions de piastres, valeur déclarée, et cette valeur est inférieure de 25 ou 30 % à la réalité. Le total des importations a été, en 1888-89, de près de 2 milliards de piastres selon les déclarations en douane. Mais, pour approcher de la vérité, il faut ajouter à ce chiffre au moins 25 %, soit au total 2 milliards 500 millions de piastres, 570 millions de francs. Sur cette somme, les produits naturels ne représentent pas plus de 550 millions de piastres, soit 125 à 130 millions de francs. Ces produits naturels sont

[1]) *Bull. de la Soc. de géogr. commerciale de Paris*, 1888, p. 252.

d'ailleurs surtout des objets de consommation directe: farines, bétail. riz. café, pétrole, chabon de terre. et non pas des matières premières; la Turquie reçoit à ce dernier titre, quelques filés de coton, du fer en barres, des cuirs. du bois d'œuvre. Enfin, la Turquie ne réexporte presque rien.

Telle est la situation agricole, industrielle et commerciale de ce pays. Voyons maintenant quelle politique sociale et économique convient le mieux à cet état de chose.

X.

Au point de vue social, nous avons noté déjà, chemin faisant, quelques indications importantes. Les races de la Turquie sont intensément communautaires et patriarcales: il n'existe parmi elles aucun élément capable d'exercer sur leurs mœurs une contrainte évolutionniste. Si l'on s'avisait de les soumettre, par voie administrative, à des réformes brusques et considérées comme le voudrait une certaine école révolutionnaire, on ne réussirait qu'à les désorganiser en brisant trop vite le moule communautaire et à les plonger dans un état de trouble, de misère plus profond encore que celui qui règne aujourd'hui. Ce qu'il faut désirer pour la Turquie, c'est un régime des pouvoirs publics basé sur une administration régulière, susceptible d'assurer la paix publique et de servir les intérêts du pays par des travaux utiles. l'extension de l'instruction, une bonne répartition des impôts, etc. Malheureusement, les Turcs sont par éducation et par tradition incapables de remplir cette mission. Les aptitudes des autres races orientales en cette matière ne sont pas beaucoup supérieures. cela pour la même raison de formation sociale. Leur conception de l'organisme politique ne dépasse guère le niveau de la gestion communale. La famille et la commune doivent ainsi suffire à presque tous les besoins. Ceux qui sortent de cette limite sont mal compris et négligés. Pour que ces peuples puissent jouir de la tranquillité et de la prospérité dont ils sont privés depuis si longtemps, il faudra qu'une influence extérieure viennent contrôler ou même écarter le personnel turc, lequel ne peut guère donner que de bons

soldats. Jamais, en effet, les Osmanlis ne seront en état de procéder par eux-mêmes à la réforme de leur administration. D'abord, elle ne leur paraît pas nécessaire, puisqu'ils s'accommodent de l'état actuel des choses. Ensuite, si le désir leur venait par hasard de mettre leurs affaires en bon ordre, ils ne trouveraient pas dans leurs rangs le personnel instruit, expérimenté, laborieux et probe, indispensable pour une pareille entreprise. Aussi les Turcs ne se résigneront aux réformes que sous la pression d'une contrainte invincible et tenace qui, du même coup, les placera en face d'une nécessité absolue et sous l'autorité d'un contrôle rigoureux. Ce mouvement est déjà commencé. La dette, la banque, la régie des tabacs, les chemins de fer sont administrés par des étrangers; une grande partie de la Turquie d'Europe va être placée sous la haute direction administrative d'un personnel occidental, appuyé sur une gendarmerie de même origine. C'est bien là un acheminement vers le protectorat complet, analogue à celui auquel sont assujetties l'Égypte, la Tunisie, l'Inde et d'autres États orientaux. Les Turcs le redoutent d'autant plus que pour eux, la chose aurait des conséquences particulièrement graves. En fait, ils sont peu fixés au sol conquis par leurs ancêtres, et ils ont une telle horreur pour un régime novateur et régulier, qu'ils ne tardent pas à évacuer les provinces soumises au contrôle européen; celles-ci ne manquent pas alors de se détacher et de recouvrer leur autonomie, si bien que l'empire va en se morcelant de plus en plus.

Les effets d'une administration telle que celle des Turcs sont si déprimants, si affreux, même parfois, que l'on ne saurait s'étonner de la tendance séparatiste commune à toutes les races sujettes de l'empire ottoman. Celui-ci serait déjà probablement disloqué depuis des années, sans les rivalités des gouvernements européens. Animés par des ambitions territoriales injustifiées, ou par des prétentions économiques égoïstes, ils contribuent à maintenir en Turquie une situation évidemment contraire aux intérêts légitimes des populations locales, on peut même dire de l'humanité entière. Nous verrons se développer, au cours de ce travail les causes profondes de la manière d'agir que nous venons de caractériser. Elles

agiront encore longtemps pour inspirer aux gouvernements occidentaux, une politique qui, tout bien considéré, n'est pour eux ni honorable, ni vraiment profitable.

Au point de vue économique, nous avons déjà montré quelle est l'orientation du commerce extérieur de la Turquie.

Elle a besoin de débouchés pour ses produits naturels Sa fabrication craint peu la concurrence du dehors. Comme on le sait, la fabrication en petit atelier réussit à vivre même en Occident. à l'ombre lourde de la grande industrie. Dans presque tous nos centres manufacturiers, le métier à la main bat concurremment avec le métier conduit à la vapeur. En Turquie, les artisans d'Alep et d'Erzeroum trouvent avantage à acheter des filés de coton aux fabricants de Manchester[1]), mais du moins ils réussissent à maintenir en activité leurs métiers à tisser, malgré la rude concurrence des cotonnades anglaises. De même dans le district de Van, il a été fabriqué en 1890, environ 60.000 pièces de calicot. A Kharpout la fabrication des cotonnades dites *manoussa* a sensiblement augmenté[2]). Et il en est ainsi sur bien des points pour divers produits de consommation courante. On voit par ces exemples que la petite industrie: ménagère, accessoire ou principale, se défend assez bien elle-même, par le fait de ses avantages propres, et indépendamment de tout secours artificiel. Elle n'a donc pas besoin d'une protection douanière.

Observons encore que beaucoup d'objets introduits sur les marchés turcs par la fabrication d'Occident, et adoptés par la population, ne pourraient être fournis par les artisans indigènes. qui ne sont point munis de l'outillage nécessaire et ignorent les procédés d'exécution. Loin de chercher à repousser par des tarifs ces articles que le pays ne peut donner, il y a un intérêt général à les laisser entrer. Le public peut se les procurer à bon compte, et le Trésor en tire un revenu fiscal en leur faisant payer un droit d'entrée.

Il est d'ailleurs impossible que certains produits d'Europe n'entrent pas en concurrence avec leurs similaires d'ori-

[1] *Consular Reports.*
[2] *Ibid.*

gine indigène. L'influence de l'immense progrès industriel réalisé par les Nations de l'Occident, ne peut en effet manquer de se faire sentir dans une mesure notable chez les peuples qui les avoisinent. Cette concurrence réduit nécessairement. et dans une mesure appréciable, les moyens d'existence, d'un certain nombre d'artisans, en empiétant sur tel ou tel de leurs métiers les plus productifs. Cela leur impose une perte. et par suite une souffrance. Serait-il expédient de les en garantir par la protection. Non certes, car ce régime serait en tout état de cause, on peut l'affirmer, fort peu efficace. Sans atteindre le but cherché il pourrait amener des conséquences d'une portée incalculable. cela pour des motifs très précis.

D'abord. les artisans que la restriction pourrait servir sont une très petite minorité, placée en face d'une immense majorité de gens intéressés à la liberté du commerce. Sans doute, le sort des individus sacrifiés est fâcheux, et s'il existe quelque moyen artificiel de les soulager, de les aider au moins transitoirement, on peut légitimement l'employer à leur profit. Mais du reste les circonstances naturelles interviennent d'elles-mêmes dans ce sens, et cette solution est bien préférable à tous les égards. En effet, il est remarquable que les souffrances résultant de la chute de quelques petites industries locales, trouevnt un adoucissement notable dans ce fait qu'en Turquie, la terre disponible et fertile ne manque pas, ce qui permet aux artisans de trouver sans beaucoup de peine un nouveau moyen d'existence. par ce qu'on pourrait appeler la colonisation à l'intérieur. Si ce mouvement amoindrit un peu les villes au profit des camgnes. cela ne peut passer pour un inconvénient ni pour une perte.

En second lieu. nous avons observé déjà que la protection pousserait à l'immigration des industries étrangères en Turquie. ce qui déplacerait seulement la concurrence en la rendant beaucoup plus dangereuse, nous avons déjà dit pourquoi. Dans ces conditions mieux vaut s'en tenir à la liberté. Ses inconvénients et ses dangers sont en somme beaucoup moindres que ceux qui résulteraient de l'application d'un

système artificiel mal adapté aux conditions du milieu, aux aptitudes de la race, à ses besoins, à l'ensemble de la situation.

Voici d'ailleurs un dernier argument dont la valeur est considérable. Dans un pays comme la Turquie, où les pouvoirs publics sont mal organisés, peu vigilants, où les employés sont peu et mal payés, où la puissance du pourboire est sans limite, la protection ne manquerait pas d'amener un développement colossal de la contrebande. Dès aujourd'hui, avec un droit fiscal modéré, les importateurs réussissent à dissimuler 35 à 40 % de la valeur de leurs produits, au dire d'un témoin bien renseigné [1]). Que serait-ce avec un tarif élevé, taxant lourdement un grand nombre d'articles. Il est très certain que la fraude s'organiserait sur une vaste échelle, au point d'annuler dans une large mesure les effets de la protection, et cela au profit des commerçants les moins scrupuleux.

Ainsi, la Turquie est par situation un État libre-échangiste. Tout tarif douanier établi chez elle doit garder un caractère exclusivement fiscal, sinon il agira dans un sens fâcheux sur la condition générale du pays. La Turquie l'a du reste compris ainsi, car elle se borne à percevoir pour alimenter son trésor, 8 % *ad valorem* sur les produits [2]) importés de l'étranger, et 1 % sur les articles exportés du territoire ottoman. C'est là un simple impôt de consommation, ou d'excise, et non pas une barrière protectrice. La raison d'être naturelle de cette manière d'agir nous paraît bien démontrée par les faits réunis dans cette étude.

---

1) *Consular Reports.* Nous avons pu vérifier nous-même l'exactitude absolue de ce renseignement, donné par un témoin oculaire.

2) Le gouvernement turc voudrait actuellement porter le taux de ce droit à 11 % On lui demande en échange d'améliorer son service douanier, qui est détestable.

CHAPITRE III.

L'INDE ET SES DÉPENDANCES.

Le pays, sa situation, son climat et ses productions. — Les races, leur origine, leur évolution sociale. — État actuel des populations de l'Inde. — La domination anglaise, sa méthode et ses effets. — Situation sociale et économique actuelle. — Expansion extérieure de la race hindoue: Birmanie, Siam. — La race malaise. — Madagascar.

L'Inde a offert à la race humaine un champ d'expansion d'une ampleur et d'une richesse remarquable. Elle s'y est développée de bonne heure avec une grande puissance, si bien que ces contrées ont été dès l'antiquité, une source inépuisable de produits riches, cause première des progrès intenses du commerce à longue distance. La tradition historique, la linguistique, sa science sociale surtout, prouvent que la majorité des peuples indiens ont pour ancêtres immédiats des gens venus directement, et par la voie la plus courte, du point d'origine et de dispersion de la race humaine [1]. Nous avons constaté qu'il en était de même pour les groupes de population les plus nombreux de la Perse et de la Turquie. Mais ici, les influences de lieu ont agi dans un sens particulier et produit des conséquences originales. C'est ce que nous voudrions exposer d'une façon très brève, mais claire et précise [1].

1) Voir p. 144 ci-dessus.

2) On trouvera des études intéressantes et détaillées sur la Société Védique, dans la *Science sociale*, t. XIV et s. Elles sont dues à M. A. de Préville qui a fait aussi un travail fort curieux sur le Boudhisme et le Lamaïsme, même Revue, IIme période, 9me fascicule. Nous avons consulté en outre les Rapports consulaires récents.

I

Dans son immensité la péninsule indienne présente les contrastes les plus accentués. Sur ses 4.860.000 kil. carrés, on rencontre en effet tous les sols toutes les altitudes, tous les climats et toutes les productions. Les côtes sont humides et chaudes, avec une certaine modération due aux vents de mer; les terres y sont en général des alluvions abondamment arrosées. L'intérieur est constitué par de vastes plateaux peu élevés. coupés de chaînons montagneux et de vallées profondes: le terrain est alors plutôt granitique et souvent aride; la chaleur est intense et sèche. la pluie plus ou moins rare. selon l'orientation des barrières de montagnes. Dans l'extrême nord, le terrain se relève assez brusquement et projette vers le ciel l'énorme massif de l'Himalaya, très long, très épais. couvert de glaciers éternels que percent les plus hautes cimes de notre globe; dans cette région, les climats s'étagent et se mêlent selon l'attitude de l'orientation. Dans l ensemble, ce vaste morceau de continent nous apparaît comme une sorte de ruches, formée d'alvéoles innombrables, soumises pour la plupart au climat tropical.

Dans un tel milieu, les productions naturelles ne peuvent manquer d'être abondantes et elles le sont en effet. Autrefois, des forêts riches en bois précieux couvraient la plus grande partie de la péninsule; il n'en reste que 30 ou 40 mille kil. carrés, le surplus ayant disparu par le feu ou par la hache pour faire place aux cultures. Celles-ci s'appliquent aux produits les plus variés: céréales. textiles, plantes oléagineuses, fruits. tabac opium, café et thé. sucre, plantes médicinales. et tinctoriales. Chacun sait que sous un pareil climat, avec de la terre et de l'eau on obtient une végétation puissante. Aussi, là où les pluies ne sont pas assez abondantes, et c'est le cas pour la plus grande partie de l'Inde, l'irrigation devient indispensable. Nous verrons bientôt les conséquences sociales de cette nécessité.

Les productions minérales ne sont pas rares dans l'Inde, sans être pourtant d'une abondance extrême. On y trouve

en première ligne le charbon, surtout dans la vallée du Gange. Le pétrole, les sels, les métaux et les pierres précieuses existent aussi ça et là. Mais la production minière, sans être négligeable, ne saurait rivaliser à aucun degré avec la production agricole, qui l'emporte immensément. On peut dire que cette péninsule, grande comme un continent, est un réservoir colossal de produits naturels, végétaux et animaux. En outre les rivières et les mers sont poissonneuses; ces dernières fournissent en notable quantité l'huître nacrière et perlière. L'Inde donne donc à ses peuples des ressources abondantes et variées. Demandons-nous maintenant ce que sont ces peuples eux-mêmes.

II

Les montagnes de l'Arménie dont ont a pu faire avec beaucoup de vraisemblance le berceau de l'humanité, sont reliées à la péninsule indienne par des chaînons de hauteur médiocre, qui franchissent la grande ligne des steppes asiatiques. Cette disposition du terrain procure par la condensation des vapeurs atmosphériques une certaine humidité Mais les précipitations sont peu abondantes dans cette région, parce que les vents humides, qui viennent surtout de l'ouest, se sont en grande partie desséchés dans les montagnes de l'Asie Mineure et de l'Arménie. Aussi, les terres cultivables ne forment ici que des bandes étroites ou des îlots bloqués par le désert. De plus, l'irrigation y est en général indispensable à cause de l'insuffisance des pluies. En essaimant dans ces parages, les familles paysannes devaient modifier quelque peu leur organisation primitive. Les groupes ne pouvaient être très nombreux: d'autre part, il fallait beaucoup de mains-d'œuvre pour entretenir les cultures qui sont surtout fructueuses dans cette région: celles du riz, du coton et de la soie. C'est ainsi que les gens furent amenés à s'organiser en petites communautés villageoises, analogues à celles que l'on observe encore dans la partie orientale du plateau de l'Iran. Ces communautés cultivent tout le sol disponible et s'en réservent jalousement la propriété. Il se forme ainsi une véritable

ste de paysans. qui se perpétue de père en fils, et se ferme
ıx intrus, faute de place. A côté de ce groupement fondé
r le métier, il s'en est constitué d'autres: celui des prêtres.
lui des artisans, celui des marchands. Importé dans l'Inde
r les essaims de laboureurs qui l'ont peuplée peu à peu,
régime du travail s'est développé au fur et à mesure de
ıccroissement de la population. Les groupes se sont subdi-
sés en se spécialisant et on en est arrivé à la formation
ces castes nombreuses qui encadrent les Hindous de la
iissance à la mort. Mais c'est la caste des paysans qui est
stée de beaucoup la plus importante. L'Inde avec ses dépen-
ınces, compte aujourd'hui environ 300 millions d'âmes; on
time que 200 millions à peu près vivent de l'agriculture,
millions de l'industrie. 10 millions du service personnel.
millions des ofnctions publiques et des arts libéraux, et
à 5 millions du commerce. Il s'agit donc bien là avant
ut d'un peuple de paysans. Cependant, quelques éléments
fférents se sont glissés parmi cette race agricole. On trouve
ns les pays montagneux du nord, des pasteurs chevriers
ı vachers. qui ne sont pas organisés en castes, parce qu'ils
ıt suivi une autre route, et par suite une autre évolution.
ous connaissons d'ailleurs ce type, et nous savons que
l ne trouve pas, pour compléter ses moyens d'existence,
ı métier accessoire en rapport avec ses goûts[1], il se fait
olontiers pillard[2]). Les tribus Afridis du nord, qui ont causé
nt de tracas aux Anglais, appartiennent à ce dernier type.
ı second lieu, les pasteurs cavaliers de la grande steppe
ongole ont organisé à plusieurs reprises de fortes expé-
tions contre l'Inde où, à l'imitation des vaincus, ils ont
nstitué une caste aristocratique, qui gouverne encore pres-
ıe tout ce qui n'est pas placé sous l'administration directe
es agents britanniques; c'est ce qu'on appelle les États pro-
gés, ou simplement soumis. Ensuite, on rencontre dans les

1) Tels les thibétains qui font des transports dans les passes de leurs
ontagnes au moyen du bœuf porteur ou Yack.

2) Voir ci-dessus p. 72.

3) Voir p. 75 ci-dessus.

régions forestières du centre et du nord-est, des tribus vivant principalement de la chasse, dont le total s'élève à environ 10 millions d'individus. Ces sauvages sont probablement issus de tribus de petits pasteurs, chassées de leurs montagnes par la guerre et obligées de se réfugier dans les bois. Enfin, les villes comptent un certain nombre d'habitants étrangers: commerçants asiatiques et européens, fonctionnaires et soldats anglais. Comment sont organisées ces différentes races?

Ecartons tout d'abord les tribus forestières. Nous savons à quel degré de désorganisation sociale et de décadence morale sont tombées les peuplades de ce type [1]. Il est extrêmement difficile de les relever, et elles sont très probablement appelées à disparaître un jour devant la concurrence des autres races. Mais comme les terres disponibles sont abondantes, les tribus sauvages peuvent subsister longtemps encore.

En ce qui concerne les tribus montagnardes, elles sont ici, comme dans le haut Kourdistan, organisées en clans guerriers qui subsisteront tant qu'on n'aura pas pu imposer par la force à ces pillards, l'obligation d'obtenir par le travail de leurs mains ce qu'ils demandent actuellement au vol. On les verra alors se transformer en ouvriers émigrants et aller chercher du travail dans les plaines comme laboureurs, moissonneurs ou portefaix.

Quant aux descendants des pasteurs nomades, ils se sont consacrés dans l'Inde comme ailleurs, aux métiers les plus faciles: ceux de prince, de seigneur, de fonctionnaire et de soldat. Nous verrons bientôt comment ils les exercent.

III

Nous arrivons maintenant à la grande masse de la population de l'Inde, à cette race de paysans qui n'a jamais quitté la houe, et qui par conséquent n'a subi que des déformations secondaires. Son travail présente deux caractères essentiels: elle se livre principalement à la culture des céréales, blé ou riz, elle fait de l'agriculture son métier principal. La culture des céréales, faite de cette façon a

[1]) Voir p. 76.

pour résultat de donner un surcroît de production qui doit être cédé au commerce; ce qui augmente le pouvoir d'achat du paysan, tout en permettant d'accumuler les populations. Dans ces conditions, le cultivateur devrait être en état de développer son aisance s'il n'était retenu par deux obstacles insurmontables: la tyrannie de la caste et le poids de la communauté. La caste le maintient dans une condition sans issue: il ne peut en sortir qu'en rompant des liens consacrés par une tradition rigoureuse, qui fait peser sur le déclassé un anathème dont il a bien de la peine à se relever. La communauté de famille et de village lui refuse d'autre part toute préparation à une carrière individuelle, et en même temps les moyens de la fournir par le développement d'une fortune personnelle. Il en est d'ailleurs de même pour l'artisan qui, confiné dans son métier, n'est en mesure ni de le perfectionner et de s'enrichir, ni d'en sortir pour employer ses aptitudes d'une façon plus adéquate. Ainsi, tout dans cette formation sociale tend à paralyser l'individu, à le murer dans son état, à empêcher tout progrès des individus et par conséquent de la race entière.

Dans ces circonstances, on s'explique à la fois le développement de la civilisation hindoue, son caractère, et son état de stagnation. L'accumulation des familles dans les régions les plus favorables, grâce à l'extension de la culture des céréales, a produit celui de la fabrication en petit atelier: avec celle-ci, la vie urbaine et le commerce ont pris de grandes proportions. La présence d'une classe supérieure enrichie par l'exploitation intense de la masse populaire, laquelle astreinte à payer de lourds impôts, a eu pour conséquence le développement du luxe, et par suite la naissance des métiers artistiques et des arts proprement dits. Pour satisfaire aux demandes des princes et des grands d'abord, puis du commerce d'exportation, l'artisan hindou a appris à fabriquer, avec une patience surprenante et une remarquable habileté de mains, les étoffes de laine et de soie les plus fines ou les plus riches, les bijoux et les meubles les plus délicatement ouvragés. En même temps, les brahmanes développaient une certaine science et une certaine littérature.

Le tout enfin constituait cette civilisation singulière, à la fois raffinée et barbare, brillante et peu progressive, facilement décadente, que nous connaissons aujourd'hui jusque dans ses profondeurs. Elle était brillante parce qu'elle reposait sur un développement considérable de la richesse chez les grands et chez les commerçants; elle était peu progressive parce qu'elle s'appuyait uniquement sur ces deux bases artificielles: l'exploitation stérile de la population par ses dominateurs étrangers; la richesse mobilière développée par le commerce. A côté de ces cours luxueuses, des grandes fortunes écloses dans les villes gigantesques, le paysan et l'artisan emmurés dans la caste et dans la communauté, demeuraient dans la pauvreté, l'ignorance et la routine. Une petite partie de la nation brillait d'une lumière artificielle et sans chaleur, la majorité restait plongée dans une sombre nuit.

Aujourd'hui encore, en dépit des événements considérables qui sont venus se mêler à ses destinées, le peuple de l'Inde vit dans une médiocrité permanente et dans une routine traditionnelle. Ce n'est pas une race paresseuse. Sobre au delà des limites pour nous imaginables, elle fournit cependant un labeur considérable, mais l'effet en est singulièrement atténué par l'imperfection de ses méthodes et le caractère primitif de ses procédés. Les artisans ne sont pas, sous ce rapport, différents des agriculteurs: ils sont méticuleux, habiles, mais lents et routiniers. Les simples ouvriers eux aussi présentent ce caractère général, dans la petite comme dans la grande industrie. Leurs salaires sont bas et leur journée longue, mais leur initiative est nulle et leur productivité faible.

Le type de la famille est, nous l'avons dit, communautaire et patriarcal. Nous n'avons pas besoin de répéter ici les conséquences de ce fait capital. Disons seulement que chaque famille forme dans sa caste et dans son groupe rural ou urbain, une petite unité très autonome, dont la vie intérieure échappe à l'action directe de l'autorité publique. Dans les campagnes, le village constitue une commune administrée par les chefs de famille, et l'on ne s'occupe guère d'elle.

au moins dans le régime des États indigènes, pourvu qu'elle paie l'impôt et fournisse certaines corvées. La majorité des nations de l'Inde nous apparaissent ainsi sous l'aspect d'une poussière de petites démocraties rurales, dominées de haut par une caste aristocratique exploitant le pays sans se donner beaucoup de peine pour le gouverner. Nous verrons bientôt ce que la conquête anglaise a modifié dans ce régime, mais pour le moment nous nous rendons compte de ce fait que, ici comme partout où les pasteurs cavaliers ont établi leur domination, celle-ci n'a ni modifié ni servi utilement les peuples conquis.

Il n'est pas sans intérêt de faire une remarque au sujet de la religion. Nous avons observé déjà, sans insister d'ailleurs, que l'islamisme est adapté exactement aux coutumes sociales des pasteurs, et des communautaires en général. De là son succès dans l'Inde, où il compte plus de 60 millions de sectateurs, tandis que les cultes différents, comme le christianisme et le fétichisme, n'ont que peu d'adhérents. Mais la religion de beaucoup prédominante, c'est le brahmanisme, qui remonte à une haute antiquité, probablement aux origines les plus lointaines de la race. Or ce culte, dont la morale est d'ailleurs assez élevée, repose sur une conception philosophique bien caractéristique: il prêche avant tout l'anéantissement de la volonté, la tendance vers le néant, c'est-à-dire vers la passivité portée à son comble. Il est impossible de ne pas reconnaître là l'influence directe et prépondérante de la formation sociale. Elle a modelé le fond du dogme dans le brahmanisme comme dans l'islamisme, et ce n'est pas la dernière fois que nous aurons à constater cette action prépondérante de la formation sociale sur le dogme.

En résumé, lorsque les Occidentaux sont venus dans l'Inde avec l'intention d'y asseoir leur domination politique, ils ont trouvé dans la péninsule les éléments que voici:

1° Une population de paysans en communautés de familles et de villages, vivant dans un état de médiocrité et de routine également profondes, administrant elle-même, d'une façon

traditionnelle et immuable, leurs petits intérêts de famille et de commune;

2o Des villes d'artisans et de commerçants, où la caste et le quartier remplaçaient le village, et où la tradition et la routine régnaient au même degré ou à peu près, que parmi la classe rurale;

3o Des pouvoirs publics indifférents au bien-être de la population, incapables de pourvoir d'une manière régulière à aucun des besoins communs d'une société bien ordonnée. De plus, grâce à l'étendue de la péninsule et à la netteté de ses subdivisions géographiques, ainsi qu'à l'état d'incohésion des communes indigènes, les conquérants étrangers avaient formé un grand nombre d'États rivaux, ce qui facilita toujours la tâche des envahisseurs successifs de l'Inde.

Tels étaient le lieu et la race. Voyons ce que l'occupation britannique y a pu changer.

IV

La situation des Anglais dans l'Inde présente deux circonstances capitales, qu'il faut dégager tout d'abord. Ils ne colonisent point, mais dominent seulement par la force armée et le commerce; ils n'administrent directement qu'une partie de la péninsule, le reste étant laissé à la gestion des princes indigènes. Ces deux faits entraînent des conséquences fort importantes.

Les Anglais ne colonisent point dans l'Inde pour la raison simple que le climat les en empêche. L'Européen peut vivre des années dans ce pays, à la condition d'observer une certaine hygiène, mais il ne saurait y travailler manuellement. L'effort musculaire est pour lui trop pénible et trop épuisant. Par suite, la race anglo-saxonne ne peut utiliser directement les larges espaces encore libres, ni mêler ses travailleurs agricoles à ceux de la population locale. Donc, pas de concurrence possible à ce point de vue, mais aussi pas d'influence sociale de la race supérieure sur l'autre. On a cherché à instruire autrement les agriculteurs indigènes, notamment en ouvrant des écoles théoriques et pratiques sur divers

points, mais les Hindous n'en comprennent pas l'utilité et ne les fréquentent guère[1]). Les Anglais auraient pu encore agir sur les indigènes par la grande propriété, c'est-à-dire en établissant sur des domaines étendus, des tenanciers aidés par le concours éclairé et bienveillant du maître[2]), et destinés à devenir peu à peu des propriétaires individuels. L'a-t-on essayé? Peut-être, mais alors sur une échelle trop petite pour que l'on puisse constater des résultats appréciables. Il existe encore dans les zones tempérées trop de bonnes terres libres, pour que les initiatives et les capitaux cherchent volontiers à s'employer dans un milieu si peu hospitalier pour l'Occidental.

Les maîtres de l'Inde se bornent donc à la dominer politiquement et à l'exploiter par le commerce. Le premier effet de cette hégémonie a été de faire régner partout une paix jusqu'alors inconnue de ces populations, autrefois dévorées par la guerre et le pillage autant que par l'impôt. Les Anglais ont aussi amélioré l'administration et la justice, exécuté de grands travaux publics, construit notamment des routes, des ponts, des chemins de fer; la voirie des villes, l'état des ports, ont été améliorés dans une mesure considérable. Toutefois, comme nous le disions tout à l'heure, une grande partie du pays est restée entre les mains des princes indigènes, qui règnent avec l'assistance et sous le contrôle d'un résident anglais. Ici, les améliorations sont beaucoup moins marquées, sans être cependant négligeables.

Tout cela a été obtenu par des moyens fort habiles, dont il est utile de donner une rapide esquisse.

Quand on songe à l'énorme population de 300 millions d'âmes, sur laquelle le peuple anglais a étendu sa main puissante, on est porté à penser qu'il lui faut, pour la maintenir dans l'obéissance, une administration et des armements formidables. Il n'en est rien, car ici la sagesse et l'habileté des procédés suffisent pour conduire et contenir une population

[1]) Dans les provinces d'Oude et d'Agra, on a dû les fermer faute d'élèves.

[2]) V. p. ci-dessus et aussi notre tome II, chap. préliminaire.

d'ailleurs divisée et apathique. Tout le système repose sur ces deux principes: décentralisation administrative et utilisaton intelligente des forces indigènes. D'abord, la colonie, sous son vice-roi, jouit d'une autonomie très large; ensuite, son administration n'est point calquée sur celle de la métropole: on n'a pas songé à donner aux Hindous des institutions compliquées auxquelles ils n'auraient rien compris. La nature et leur constitution sociale les ont habitués à un état de division prononcé, qui a été maintenu, même dans les territoires administrés directement. Chaque présidence, chaque gouvernement, à son organisation autonome, son conseil, ses finances, son administration, ses tribunaux ambulants, qui se rapprochent du justiciable autant que faire se peut. Bien plus, ces vastes circonscriptions sont divisées en provinces ayant à leur tête des lieutenants gouverneurs, et ces provinces ont la très libre gestion de leurs intérêts propres. Tout le haut personnel de direction et de contrôle est anglais [1]; le très nombreux personnel secondaire d'exécution est indigène. Ce dernier est bien traité et largement payé, mais il doit passer dans les écoles anglaises, apprendre la langue de la métropole et se pénétrer de son esprit d'ordre et de méthode. De la sorte, l'indigène n'a guère affaire qu'à des gens de sa race, et ceux-ci sont empêchés dans la mesure du possible d'abuser de leur pouvoir. Le système est sage et pratique: il donne de bons résultats au point de vue purement administratif, nous l'apprécierons tout à l'heure au point de vue de ses effets sociaux. Ajoutons que le service de l'ordre et de la défense est organisé à peu près sur le même plan. L'armée, qui compte près de 300.000 hommes, a un noyau très solide de 72.000 anglais, et tous les grades élevés sont réservés à des officiers britanniques. Une réserve nombreuse est constituée sur le papier au moyen des vétérans et d'une sorte de conscription, mais elle est en réalité de

[1] Les agents britanniques jouissent dans l'Inde d'une situation très honorée. Ils constituent un état-major brillant et largement rétribué. Mais l'accès de ce corps d'élite est difficile ; on n'y pénètre qu'après un examen très strict portant à la fois sur les aptitudes morales, physiques et intellectuelles.

peu de valeur. Enfin, dans les États soumis ou protégés, l'Angleterre impose autant que possible l'adoption d'un régime analogue, mais il va sans dire que dans ce cas, la direction est moins ferme, le contrôle moins stricte et les abus se maintiennent dans une grande mesure. Néanmoins le progrès est indéniable dans l'organisation générale des pouvoirs publics; les populations vivent en paix, elles sont moins foulées, moins pressurées, plus prospères matériellement. Est-ce à dire que tout est parfait et que l'Inde n'a plus rien à désirer? Evidemment non. Dans cette immense région, dont l'accès n'est pas toujours aisé, les voies de communication manquent encore sur bien des points, en sorte que les transports sont souvent lents et coûteux. De là ces famines qui désolent périodiquement certaines contrées, quand l'abondance règne dans les autres; on ne peut arriver à transporter le riz où il fait défaut. De même, il n'a pas encore été possible d'organiser partout des services sanitaires ou de voirie, suffisants pour contrebalancer les effets de l'incurie indigène, particulièrement dangereuse sous un tel climat. Aussi de terribles maladies épidémiques subsistent endémiquement dans l'Inde, et en font un foyer dangereux pour le reste du monde. Mais avec le temps, ces imperfections peuvent disparaître, les progrès acquis le prouvent à l'évidence. Les Anglais ont donc accompli là une œuvre à la fois profitable à leur commerce, et grandiose au point de vue politique, on ne saurait le nier sans injustice. Mais quand on va au fond des choses, on s'aperçoit vite que l'action britannique n'a cependant pas toute la profondeur ni toute l'efficacité que l'on pourrait souhaiter, cela n'est pas dû, hâtons-nous de le dire, à l'insuffisance de la race anglo-saxonne, qui a fait ses preuves ailleurs, mais bien à des circonstances naturelles plus fortes que la volonté humaine, fût-elle appuyée sur la formation sociale la plus parfaite et la plus énergique. C'est ce que nous essayerons d'expliquer en résumant la situation sociale et économique de l'Inde au moment présent.

V.

Nous avons constaté déjà que l'Européen ne colonise guère dans l'Inde. Il n'y réside que temporairement, comme fonctionnaire, négociant ou industriel. Comme fonctionnaire, nous venons de voir qu'il agit surtout de loin et de haut. Le négociant se met en contact avec l'indigène, mais il ne cherche ni à le pénétrer ni à l'influencer. L'industriel a une action plus immédiate encore et plus forte sur la population locale; cette action pourrait donc s'exercer dans un sens social au premier chef. Mais le fabricant, l'ingénieur ne vont dans l'Inde que dans l'intention d'y faire fortune le plus vite possible, pour rentrer ensuite en Europe. Ils trouvent là des ouvriers dociles et peu exigeants, mais lents et routiniers; ils en tirent la plus grande somme possible de travail, font durer ma journée jusqu'à 14 heures pour un travail minime, et ne se préoccupent que rarement du bien-être de ce prolétariat à peu près sans défense. Hâtons-nous d'ajouter que les Européens ne sont pas les seuls à agir ainsi, ils ont trouvé, parmi les Hindous de certaines castes, des imitateurs qui ont fondé de grandes usines, surtout pour la filature et le tissage, et la condition des ouvriers n'y est pas moins dure que dans les établissements dirigés par les Européens. Le gouvernement de l'Inde a déjà pris quelques mesures pour protéger les Indigènes contre les abus du grand atelier. Il sera certainement obligé d'aller très loin dans cette voie, car, si la famille communautaire réussit admirablement à encadrer l'ouvrier, à le soutenir et à le protéger dans le régime de la petite industrie, elle se montre tout à fait insuffisante en face de l'usine mécanique. Dans le premier cas, la famille peut rester goupée sous l'autorité patriarcale, qui y maintient le bon ordre, et veille à l'emploi et à l'entretien de tous les membres. Avec le grand atelier, la famille se disloque, ses membres sont dispersés, les jeunes enfants sont abandonnés à eux-mêmes et privés d'éducation, de bonne heure ils sont soumis à un dur travail sous des contre-maîtres parfois brutaux et immoraux. De tout cela résulte une

désorganisation sociale qui affaiblit tous les liens de famille, tous les sentiments de moralité, et livre aux hasards d'une existence sans sécurité, des individus très faibles de caractère, très accessibles à toutes les tentations. On peut donc dire que, si l'Angleterre assure aux classes laborieuses de l'Inde une paix publique et un mouvement économique assez favorable à leur prospérité matérielle, elle ne touche guère à leur formation sociale que pour la désorganiser. Sous l'empire d'une erreur très généralement répandue, elle a cru possible de réaliser le problème social par l'école. Mais l'instruction n'est pas l'éducation et ne saurait la remplacer. Aussi, malgré les écoles, l'immense majorité des indigènes de l'Inde échappe à l'influence sociale de l'Occident. Les femmes surtout demeurent d'une manière tout à fait exclusive dans la formation primitive de leur race, et leur influence sur l'enfance contribue beaucoup au maintien des traditions séculaires. Ce n'est pas un mal, car, à défaut d'une action sociale capable de faire évoluer la race vers une formation supérieure, on n'arriverait qu'à une désorganisation redoutable. Il faut donc se contenter ici d'un certain développement intellectuel parallèle au progrès économique.

La classe riche: aristocratie et commerce, devrait être beaucoup plus accessible à l'influence anglaise, car elle est en contact bien plus étroit avec la race dominante. On lui a ouvert des écoles de tous les degrés; beaucoup de jeunes gens viennent même achever leurs études dans les universités anglaises. Mais ici encore l'éducation échappe le plus souvent à la nation dominante; elle reste à la famille qui conserve jalousement sa formation communautaire, d'autant plus que la femme, dans cette catégorie comme dans l'autre, n'est pas touchée par l'influence extérieure. Les Hindous s'instruisent, deviennent des fonctionnaires et parfois même des savants, mais leur constitution familiale reste à peu près intacte. Un certain nombre pourtant échappent à la tradition; l'école anglaise développe chez eux le scepticisme à l'égard des mœurs et de la religion des ancêtres; ils se désorganisent sans entrer, à de rares exceptions près, dans la formation anglo-saxonne. Ceux-ci ne pratiquent plus

la communauté de famille, mais ils sont mûrs pour la communaute d'État, c'est-à-dire pour la bureaucratie, en attendant la politique. Nous arrivons donc à constater d'une manière frappante que, malgré beaucoup de sagesse et de bon sens, l'action administrative des pouvoirs publics ne saurait remplacer l'influence individuelle exercée par une bonne colonisation, spécialement par une colonisation agricole capable de se mélanger à la race indigène, pour l'éduquer et l'assimiler.

VI.

Le développement économique de l'Inde au cours du dernier siècle n'est certes pas comparable à celui de la métropole. Il n'en est pas moins très important. On sait d'ailleurs que la péninsule a toujours été, depuis les temps historiques, un grand centre de production et de commerce. Mais production et commerce ont singulièrement changé de caractère, depuis l'époque où de hardis Portugais se lançaient sur des mers inconnues, pour aller chercher dans un pays mystérieux les pierres précieuses, l'or, l'ivoire, les parfums et les produits d'un art étrange. A notre époque, ce sont les denrées agricoles et principalement le riz que l'Inde exporte dans tous les coins du monde. Après le riz viennent par ordre d'importance: le coton et le jute bruts, les filés de coton, les tissus de jute, l'opium, les peaux, le thé, les graines oléagineuses, les tissus de coton, le café, les résines et laques, etc. En revanche, l'Inde importe une grande quantité de tissus de coton, de laine et de soie, des machines, des articles en métal, des vêtements, des produits chimiques, etc. On voit que l'empire indien fournit aujourd'hui presqu'exclusivement des articles communs tirés de son sol. C'est donc un pays à production naturelle prépondérante [1]), c'est-à-dire incliné vers le libre échange par toutes les circonstances de sa situation sociale et économiqua. Telle est d'ailleurs l'orien-

[1]) V. le tableau p. 42 ci-dessus.

tation, de sa politique douanière, puisque cet immense pays, malgré l'importance de sa population et de son commerce, ne tire par de ses douanes 100 millions de francs par an [1]).

Bien que l'agriculture l'emporte de beaucoup sur l'industrie dans le mouvement du commerce extérieur de l'Inde, la fabrication n'en joue pas moins un rôle important dans ce pays. Beaucoup de familles tissent les étoffes de coton dont elles se vêtent, ainsi que les nattes, dont elles font un usage très varié. Mais cette production n'alimente pas le commerce; elle le restreint au contraire en rendant beaucoup de familles ouvrières indépendantes de la main d'œuvre professionnelle. Cependant la fabrication à la main est fort active puisqu'elle occupe plus de 40 millions d'artisans. Ils sont d'ailleurs la plupart du temps réduits à une situation fort précaire, pour deux raisons. La première réside en ceci, que le système des castes, en cantonnant l'ouvrier dans un métier strictement limité, le soumet d'une manière rigoureuse à un certain besoin très étroit de la clientèle. Aussitôt que ce besoin est satisfait, l'artisan est condamné au chômage absolu [2]). En second lieu, la difficulté des transports tend aussi, sur beaucoup de points, à restreindre le marché ouvert à l'artisan indigène. Enfin il doit supporter la concurrence des produits européens. Tout cela fait qu'à de rares exceptions près, l'artisan gagne peu, même en travaillant beaucoup. L'ouvrier de manufacture gagne plus en moyenne que l'artisan à la main, bien que son salaire soit aussi fort médiocre. C'est qu'il est à la fois hors de caste et despécialisé. Il peut donc offrir ses bras là où on a besoin de lui. En revanche, sa formation sociale est fortement ébranlée, nous l'avons constaté tout à l'heure, ce qui l'expose à bien des tentations et à beaucoup d'abus contre lesquels il ne sait pas se défendre. Ce sont surtout la filiture et le tissage mécaniques du coton et du jute, qui constituent la plus grande industrie in-

[1]) En France, plus de 400 millions de fr. pour moins de 40 millions d'habitants.

[2]) V. ci-dessus, p. 121, les avantages pour l'artisan de la variété des

dienne [1]). Cela s'explique par le fait que les matières premières sont produites en abondance dans le pays; mais les machines, les métiers, presque toujours aussi le personnel supérieur, et même le charbon viennent d'Angleterre. Ce n'est pas que la houille fasse défaut dans l'Inde, elle est exploitée sur un grand nombre de points au Bengale. Mais la productivité des mineurs indigènes est si médiocre, les moyens de transport sont encore si insuffisants, que le charbon de Cardiff est souvent préféré dans les ports de l'Inde à la houille indigène plus coûteuse [2]). C'est pour les mêmes motifs que les autres richesses minérales du pays ne sont exploitées que très superficiellement. On ne peut mieux faire, puisqu'on se trouve en présence d'une influence sociale trop profonde pour être surmontée, et d'une pauvreté moyenne telle, que l'on ne peut songer à construire rapidement l'immense réseau de voies ferrées et de canaux qui seraient nécessaires dans un si vaste pays. En 1902, l'Inde avait en exploitation environ 42.000 kil. de chemins de fer. La France en a 46.000 pour un territoire huit fois moins grand. Encore a-t-il fallu, pour obtenir ce résultat, que le gouvernement contruisît lui-même 32.000 kil. de lignes. Pour faire plus, on manque à la fois d'argent et de trafic, dans ce pays où de vastes espaces sont encore incultes et à peu près inhabités.

Le commerce a pris dans l'Inde une extension proportionnée au développement de la production. Mais il est nécessaire de faire une distinction entre le commerce intérieur et le trafic extérieur. Le premier est principalement entre les mains des indigènes; c'est avant tout un commerce de détail et de bazar, qui occupe un grand nombre de personnes: plus de 4 millions, sans compter les nombreux artisans qui ven-

[1]) En 1903, on estimait le nombre des filatures et tissages de coton à 204, avec 5,200,000 broches, 46,000 métiers et 286,000 ouvriers, dont 118,000 hommes. Il faut ajouter que les deux tiers de ces usines se trouvaient à Bombay. Elles produisent surtout des filés, gros et moyens, et des tissus communs qui ont leur débouché principal en Chine.

[2]) En 1902, les 427 charbonnages en exploitation, dont 410 au Bengale, ont produit environ 7 millions de tonnes.

dent eux-mêmes leurs produits. Nous avons déjà remarqué que le commerce a beaucoup d'attraits pour les communautaires. Il y a aussi des indigènes engagés dans le grand négoce international, mais celui-ci est généralement aux mains des étrangers, surtout des Anglais. La péninsule est visitée chaque année par plus de 4.500 navires, portant au-delà de 5 millions de tonnes. Ce mouvement considérable joint à la multiplicité des capitales politiques et au nombre considérable des artisans groupés en castes, donne à la vie urbaine une grande intensité: l'Inde compte environ 100 villes de plus de 50.000 âmes; 4 dépassent 400.000 âmes et 20 autres en ont au moins 100.000. D'ailleurs, partout la population est groupée en cités, bourgs et villages, comme c'est le cas chez tous les sédentaires appartenant au même type social. On trouve dans ces agglomérations beaucoup de richesse qui, souvent, se dissimule sous des dehors modestes, mais ausi, en d'immenses faubourgs, la pauvreté la plus absolue ou même une abjecte misère.

Tel est ce pays et son peuple. Immenses tous les deux, ils ont mis au front des rois anglais une couronne impériale, méritée à coup sûr, par un grand effort accompli, mais il reste encore beaucoup à faire pour tirer cette race de sa torpeur, et nul ne saurait dire aujourd'hui ni quand, ni comment se fera cette évolution. Elle exigerait l'effort prolongé d'une classe supérieure parvenue elle-même à un degré élevé de progrès social, et devenue capable de diriger le travail, la culture principalement, dans un esprit nouveau d'émancipation et de liberté.

VII.

La race indienne s'est étendue primitivement sur une partie de l'Indo-Chine, jusque sur le fleuve rouge ou Mé-Kong, où elle s'est rencontrée avec la race chinoise, et combinée avec elle dans une mesure plus ou moins grande. Cette influence réciproque a modifié les deux races, si bien que les peuples de la Birmanie, du Siam et du Cambodge

rappellent à la fois les deux variétés sociales d'où elles sont sorties. Nous ne pouvons nous arrêter longtemps pour décrire ces types mixtes d'une importance très secondaire. Disons seulement que chacun de ces États est constitué essentiellement par la vallée d'un fleuve, sur les bords duquel la population se presse, laissant presque tout le reste du pays à la savane, à la forêt ou au marécage. Ainsi, la Birmanie, qui a dû céder à l'Inde sa partie occidentale, n'est guère que la vallée de l'Iraouaddi, dont les fertiles alluvions, sous un climat chaud et humide, fournissent à ses 3 ou 4 millions d'habitants, le riz, le coton, les graines oléagineuses, les légumes, les fruits. Dans les forêts de l'intérieur, on trouve des bois précieux et des bois durs.

Le Siam, formé par les rives du Mé-Nam, a 5 ou 6 millions d'habitants. Le Cambodge, sur le Mé-Kong, n'en a pas beaucoup plus d'un million. Leur production est sensiblement la même que celle de la Birmanie. Comme elle, ils exportent des produits naturels et importent des produits manufacturés et des provisions. Le commerce extérieur est principalement aux mains des Chinois et des Européens.

Les indigènes de la Birmanie, du Siam et du Cambodge, sont communautaires comme leurs frères de l'Inde. Mais l'influence chinoise a fait disparaître la caste, qui exclut impitoyablement l'étranger, et l'a remplacée par la classe, beaucoup plus accessible aux immigrés. Pour le surplus, la population se montre actuellement tout aussi traditionnelle et routinière, et les pouvoirs publics sont également indifférents à l'intérêt général, tout en s'attribuant une autorité despotique.

La race malaise, qui a occupé de proche en proche les nombreux archipels du pacifique, paraît issue de la population mixte dont nous venons de parler. En arrivant dans les îles à une époque relativement récente, les Malais y ont trouvé généralement une population proche parente des nègres africains, et qui était tombée dans la condition très inférieure du chasseur sauvage. Les Malais refoulèrent ces Négritos au fond des forêts, non sans en réduire un certain nombre à l'esclavage, pour les appliquer à la culture dans les

régions les plus fertiles, spécialement à proximité des rivages maritimes. Pour eux, maître d'une région extrêmement divisée par la mer, ils s'adonnèrent à la navigation, au commerce et à la piraterie. Les multiples États qu'ils ont constitués sur ces bases, ont acquis une certaine prospérité, et les Européens ont eu de la peine à maîtriser cette race habituée aux expéditions de guerre, développée jusqu'à un certain degré par le cmmerce, et très capable de s'assimiler dans une mesure appréciable les moyens d'action de l'occident. Aujourd'hui encore, les Hollandais ne maintiennent leur domination à Java que grâce à un effort militaire continu. Nous trouvons chez les Malais une curieuse confirmation d'un phénomène social que nous avons déjà constaté chez les caravaniers du Sahara. Fréquemment éloignés de leurs établissements agricoles par des expéditions de commerce et de piraterie, les Malais laissaient la direction du logis et des cultures à leurs femmes, en sorte que celles-ci acquéraient dans le ménage une situation assez importante pour faire naître l'institution sociale du matriarcat. Pour le surplus, les Malais vivent sous le régime de la communauté familiale; la richesse née du commerce et de la piraterie a fait surgir une aristocratie à la fois territoriale et militaire; les pouvoirs publics sont ici encore despotiques et peu agissants. On estime le nombre des Malais proprement dit à 3 ou 4 millions. chiffre auquel il faut ajouter 2 ou 3 millions de Chinois immigrés. Quant aux groupes qui ont essaimé au loin vers le sud, dans les îles australiennes et polynésiennes, leur éloignement des centres commerciaux et l'abondance des ressources naturelles: cueillette, chasse et pêche, les ont fait tomber pour la plupart dans un état de sauvagerie plus ou moins complet.

La race malaise a gardé au contraire les principaux traits de sa physionomie dans la grande île de Madagascar. Cette vaste terre, ainsi d'ailleurs que les îles voisines et même une partie du sud de l'Afrique [1]), a été peuplée par cette variété indo-chinoise. On y trouve trois groupes bien distincts: 1o des

[1]) V. dans : A. de Préville, *Les Sociétés africaines*, les observations relatives aux Hottentots.

sauvages évidemment issus des négritos primitifs, véritable pépinières d'esclaves; 2° des Malais établis dans les terres basses et partiellement désorganisés par l'abondance des productions spontanées dans cette région tropicale, et par le commerce maritime; 3° des Hovas cantonnés sur le plateau central, et vivant principalement de la culture du riz et du commerce avec les régions basses. On retrouve chez ces derniers les traits essentiels de la race malaise pure: communauté de famille, subdivision en classes nettement séparées, aptitude remarquable pour le commerce auquel ils ont pu s'adonner avec prédilection, grâce à l'emploi des esclaves pour la culture; enfin, les pouvoirs publics étaient despotiques en principe, mais leur action utile restait faible. On estime la population de l'île à 2,620.000 âmes, dont 850.000 Hovas. Tout ce que nous avons dit des États indo-chinois au point de vue social et économique est exactement applicable à la race Hova. Toutefois, la pratique intense du commerce alimenté surtout par le riz et par les produits de la fabrication ménagère (tissus de coton, armes et ustensiles), a singulièrement développé l'intelligence du Malgache, en même temps que son instinct de ruse et de dissimulation. En relation depuis longtemps avec les Européens, il s'assimile assez rapidement les idées et les habitudes étrangères, qui agissent d'une manière dissolvante sur les traditions sociales de la race. Il est donc tout à fait probable que, dans un espace de temps assez court, cette population tombera dans un état profond de désorganisation. Aussi, on verra se produire en Madagascar une évolution très analogue à celle qui a eu lieu dans les petites possessions françaises de l'Inde: Pondicherry, Mahé, Karikal, Yanaon, derniers vestiges des résultats autrefois obtenus par l'habileté et le courage de Dupleix et de ses émules. L'administration, qui est taillée sur un patron uniforme pour toutes les colonies, fournit des agents quelconques, parfois bons, souvent médiocres, rarement capables de bien comprendre et par conséquent de bien diriger les populations soumises. En outre, on transporte là des principes de gouvernement absolument incompréhensibles pour les indigènes, qui, à la suite des quelques colons et des fonctionnaires, se

lancent dans une agitation politique à la fois stérile et anarchique, car elle a seulement pour but de monopoliser les ressources du budget local au profit de tel ou tel clan [1].

Ajoutons pour terminer que les Indiens et les Malais émigrent en nombre considérable dans les colonies européennes du Pacifique, et à la côte orientale d'Afrique, où ils sont employés comme ouvriers agricoles. Des agences spéciales les engagent et les transportent, mais ces pauvres gens, quand ils sont soustraits à l'influence de leur communauté familiale, se montrent si faibles, si peu capables de défendre leurs propres intérêts, que le gouvernement anglais a dû prendre en mains leur défense. Il a conclu avec les États qui appellent ces émigrants, des traités pour garantir les coolies indiens contre une exploitation abusive, et les consuls britanniques en surveillent l'exécution.

Enfin, un certain nombre d'Indiens émigrent temporairement comme commerçants. On en trouve dans presque toutes les villes maritimes du Pacifique, soit continentales soit insulaires.

---

[1]) Les luttes de partis ont atteint, dans l'Inde française et à la Réunion, notamment, une acuité telle qu'elles ont eu un écho jusque dans la métropole.

CHAPITRE IV.

LA CHINE ET L'ANNAM.

La plaine chinoise, ses caractères particuliers, ses productions. — Origine et formation de la race : la famille, la religion, les mœurs ; paysans, artisans et commerçants. — Le gouvernement et les mandarins. — Les Européens en Chine ; compétition des Japonais. — Perspectives d'avenir. — L'Annam ; déformation du type chinois. — La colonisation française [1]).

Nous avons trouvé dans l'Inde un peuple étroitement encadré dans la communauté de famille, d'abord, tenu en outre par une communauté de village qui complète la première en la déformant un peu, hiérarchisé enfin de la façon la plus stricte par le système des castes ou des classes. En Chine nous allons retrouver la communauté de famille, mais elle se présente ici sous une forme plus exclusive, plus concentrée en quelque sorte, dégagée en un mot des organismes un peu artificiels que les circonstances lui ont superposés dans les pays précédents. Le paysan chinois constitue ainsi une variété sociale bien déterminée, qui a ses caractères propres et sa physionomie personnelle. Nos précédentes études, qui nous permettent de raisonner maintenant par comparaison, nous dispenseront de répéter certains détails bien connus du lecteur, et nous ferons surtout ressortir les traits saillants, caractéristiques, de cette nation immense, vaste réservoir d'hommes, de forces et de pro-

[1]) Pour plus de détails sur ce pays, on peut consulter les articles publiés dans la *Science sociale* par M. R. Pinot, t. II et suiv., et par M. A. de Préville (études sur le boudhisme), t. XVIII. Ces auteurs citent eux-mêmes de nombreuses sources.

duits, dont l'avenir constitue pour l'observateur un problème bien troublant.

La Chine est constituée principalement par une immense plaine d'alluvion, allongée du sud au nord entre les bassins extrêmes du Si-Kiang et de l'Amour, sur des milliers de kilomètres de longueur[1]), et sur des centaines en largeur. Elle est fille de ses fleuves, énormes courants presque torrentiels, qui apportent à la mer les eaux abondantes des terrasses et des glaciers de l'Asie centrale, ainsi que les terres arrachées, par millions de mètres cubes, à cette gigantesque masse de roches et d'argile. Il s'est formé, au cours des âges, une couche de limon, dont l'épaisseur va en diminuant de l'ouest à l'est, c'est-à-dire de la montagne à la mer. Dans sa partie occidentale elle atteint souvent plusieurs centaines de mètres; au bord de la mer, elle se réduit à quelques mètres, aussi, dans cette région basse, les fleuves débordent chaque année à l'époque des crues. Ces alluvions qui ont refoulé lentement les eaux maritimes, sont formées d'une argile jaune, exempte de cailloux, poussiéreuse quand elle est sèche, extrêmement fertile quand elle est arrosée. Dans certaines régions, principalement au sud et au nord, des chaînons rocheux peu élevés surgissent, comme des îles de la couche argileuse, et se couronnent de pâturages ou de forêts.

Il va sans dire que le climat ne saurait être uniforme sur une bande territoriale inscrite entre des latitudes si différentes. Dans le nord, surtout en Mandchourie, l'hiver est long et rigoureux, la neige tombe en abondance, encadrée entre les pluies d'automne et de printemps, mais l'été est chaud et souvent humide. C'est la région du blé, du maïs, du sorgho, des plantes à racines et à tubercules, des pâturages et des forêts. Dans le centre, l'hiver ne compte déjà presque plus: l'été est long, chaud et orageux. C'est la région du riz, du coton, de la canne à sucre. Enfin, le midi

[1]) On l'estime à 4,900 kilomètres du nord au sud; la largeur totale est environ de 4,000 kilomètres, y compris les hautes terres de la Mongolie. Mais la plaine basse, ou Chine proprement dite, qui a sensiblement la forme d'un triangle, est beaucoup plus étroite.

se trouve sur la limite nord des pays tropicaux. mais la chaleur y est souvent tempérée par l'altitude. Cette région est par excellence celle des produits variés. On y peut cultiver presque toutes les plantes connues et spécialement, avec celles des contrées centrales, le thé, le café, le mûrier, les épices, les bois précieux, etc.

La Chine est donc un pays admirablement préparé pour recevoir et faire prospérer une race de cultivateurs. Elle est vaste: plus de 6 millions de km. carrés avec la Mandchourie, plus de 11 millions avec la Mongolie et le Thibet. Elle est fertile, arrosée, variée dans son climat et dans ses productions. Il n'est donc pas surprenant qu'un peuple de paysans y ait foisonné, essaimant de proche en proche dans toutes les directions, repoussant devant lui les pasteurs descendus dans les steppes basses du nord, remontant les pentes du plateau central pour occuper tous les vallons cultivables et déborder même dans la grande steppe, sur les points où elle est transformable, enfin, rasant les forêts du sud et refoulant dans les hautes montagnes, les quelques tribus sauvages qui s'y trouvaient. C'est ainsi que la population chinoise s'est développée au point d'atteindre probablement le chiffre de 400 millions d'âmes; condensée dans les parties basses, elle réalise une densité kilométrique qu'on rencontre en Europe, dans les districts manufacturiers seulement [1].

Et pourtant, jusqu'à ce jour, les Chinois n'ont guère exploité leur sol que par l'agriculture. Ils ont laissé à peu près intactes les richesses minérales immenses qu'il contient. La houille se rencontre dans presque toutes les provinces en couches puissantes. Le fer, le cuivre, l'étain, le plomb, y sont communs, sans parler des métaux rares et précieux. Le pétrole et les sels minéraux ont été reconnus sur

[1] Un calcul, établi ensuite d'une étude critique des recensements officiels chinois, et reproduit dans la publication allemande *Die Bevölkerung der Erde*, évalue à 330 millions d'âmes la population du Céleste-Empire. D'autres la portent à 407 millions et même 430 millions. Tous ces chiffres sont très hypothétiques, mais il reste certain que le peuple chinois est le plus nombreux du globe.

différents points. On peut dire que l'humanité possède dans ce pays des réserves colossales, qui permettront à l'industrie d'alimenter et d'étendre ses ateliers pendant de longs siècles. Mais, la Chine ne livre pas volontiers les trésors minéraux qu'elle renferme. Pour se faire ouvrir ses portes, les étrangers ont dû employer la force, il y a de cela plus de 50 ans, et c'est à peine si, après bien des péripéties souvent sanglantes, les Occidentaux commencent à prendre pied sérieusement dans l'intérieur de l'empire, encore sont-ils toujours exposés à des accès de méfiance et de colère, qui rendent la population chinoise très dangereuse, en dépit de ses habitudes paisibles. Nous devons nous rendre compte des causes déterminantes de cette situation.

II.

La race chinoise apparaît à tous les observateurs attentifs, qui ont pu porter leurs investigations en dehors des villes, sous un aspect que les Occidentaux ont peine à bien saisir et à bien comprendre. Ce n'est ni une nation, ni un empire selon nos conceptions habituelles. C'est plutôt une juxtaposition, un fourmillement de familles communautaires et patriarcales, vivant avec une complète autonomie sous le haut patronage et le contrôle plus ou moins exact de l'empereur et de ses mandarins. On ne trouve ici ni des castes, comme dans l'Inde, ni même des classes comme dans l'Indo-Chine. En effet, l'aristocratie se limite presqu à la famille impériale, et le mandarinat, ouvert par le concours à tous les jeunes gens capables, constitue une catégorie plutôt qu'une classe. D'où viennent ces différences dans l'évolution sociale de deux races également agricoles et communautaires, et sorties vraisemblablement du même tronc? Uniquement des influences exercées sur la race par la route de migration qu'elle a suivie pour gagner le bassin où elle s'entasse actuellement. Cela a été déterminé de la manière la plus intéressante par les travaux de M. de Préville sur le boudhisme. C'est d'après lui que nous exposerons en résumé ce curieux phénomène social.

Nous avons indiqué précédemment [1]) que les monts d'Arménie peuvent être considérés comme le centre d'apparition et de dispersion de la race humaine. Nous avons vu aussi que, selon toute vraisemblance, la race hindoue a suivi, pour gagner la péninsule, les bandes étroites de terrains accidentés et cultivables, qui prolongent les monts d'Arménie vers l'Orient jusqu'aux premiers contreforts de la grande chaîne himalayenne [2]). C'est le caractère spécial de cette route qui a marqué les Indiens d'une empreinte spéciale, devenue très profonde au cours de leur longue migration. La race jaune n'a pas passé par là puisque sa formation est différente. Elle n'est pas sortie non plus des familles pastorales du plateau central, incapable de donner spontanément naissance à une grande race agricole [3]). Voci comment selon toute vraisemblance la race chinoise, détachée du tronc humain primitif, est parvenue au-delà des monts célestes, dans le pays où elle devait si largement prospérer.

La tradition chinoise veut que la nation ait sa source dans un groupe de cent familles choisies qui seraient venues de l'Occident, il y a des milliers d'années, à travers les passes et les plateaux du Pamir. Ce vague souvenir est très probablement conforme à la réalité des faits, car, si l'on consulte une carte d'Asie, on verra qu'il existe entre l'Arménie et le Pamir une route de migration parallèle à celle des Indiens, mais plus septentrionale. Cette route est constituée par les terrains transformables qui s'étendent sur les bords de deux mers intérieures appelées aujourd'hui Caspienne et d'Aral. Il ne faut pas oublier qu'autrefois ces dépressions contenaient beaucoup plus d'eau qu'aujourd'hui, si bien qu'elles nétaient pas entourées de marais ou de terrains salés comme elles le sont actuellement. De plus, elles recevaient des rivières qui ont disparu, et deux fleuves qui ont perdu beaucoup de meur importance: L'Amou-Daria et le Syr-Daria. Ces deux cours

[1]) V. p. 144 ci-dessus.
[2]) V. p. 188 ci-dessus.
[3]) V. l'explication de ce fait p. 62 ci-dessus.

d'eau prennent leurs sources dans les vallées du Pamir et traversent la zone desséchée par le courant des vents alizés du nord, en y formant deux bandes arrosées et continues, c'est-à-dire deux couloirs ouverts aux migrations agricoles. Des essaims de cultivateurs en communauté de famille ont pu s'établir de proche en proche sur les rives des deux fleuves, en y créant par l'irrigation de fructueuses cultures de riz, de coton, d'arbres fruitiers, etc. Ces familles n'étaient pas resserrées dans d'étroits vallons comme c'était le cas pour les migrations indiennes. Elles pouvaient s'étendre sur une certaine largeur des deux côtés du fleuve, à la condition d'en bien distribuer les eaux, ou remonter vers l'est et finalement, après avoir rempli les vallées inférieures du Pamir, franchir l'obstacle au moyen de leurs chevaux et de leurs bœufs, pour se répandre au-delà. Elles n'étaient donc pas portées à se replier, pour ainsi dire, les unes sur les autres, pour former une association ou caste fermée aux étrangers. Chacune d'elle au contraire, s'organisait séparément sur un domaine dû à l'irrigation par les eaux abondantes du fleuve, et susceptible d'une assez grande extension. On doit penser que, dans ces conditions, cette région a pu voir la constitution de puissantes familles capables de fournir périodiquement et de porter très loin de vigoureux essaims agricoles. D'ailleurs, on sait qu'aux temps historiques cette région formait les florissantes provinces de la Bactriane et de la Sogdiane, et qu'aujourd'hui, bien que les circonstances soient devenues beaucoup moins favorables, cette contrée a repris une notable prospérité, grâce au chemin de fer transcaspien.

Les familles dont nous venons de parler devaient être fortement constituées, pour maintenir l'exploitation assez difficile d'un domaine entretenu par des travaux compliqués d'irrigation. De là sortirent 1° une consolidation de la communauté; 2° par une conséquence nécessaire le renforcement de l'autorité patriarcale [1]). Arrivées dans la plaine chinoise et con-

[1]) V. p. 84 ci-dessus comment la nécessité de l'irrigation a développé en Mésopotamie et en Egypte le régime des pouvoirs publics. Ici, il ne s'agis-

encloses dans cette espèces de bassin fermé, les familles ont multiplié tant et si bien, qu'elles ont fini par se comprimer. et se resserrer en devenant de petits groupes de paysans laborieux, industrieux, quoique routiniers, qui ne peuvent sortir d'un état voisin de la pauvreté, à cause de la petitesse du domaine.

Mais, en se réduisant, la famille chinoise a conservé tous ses caractères primitifs, parce qu'elle est restée fixée au même lieu et au même travail, et n'a subi aucune influence extérieure profonde. Le travail par excellence du Chinois est toujours la culture, qu'il exerce avec minutie, de façon à faire produire le plus possible à son petit domaine. On a souvent dit que la Terre Jaune était cultivée comme un jardin. Cependant, cette culture soignée, et qui exige énormément de mains-d'œuvre, est faite par des procédés traditionnels qui ne connaissent à peu près aucun progrès. La propriété est collective par famille, aucune portion ne peut en être aliénée, sauf le cas de nécessité absolue; il faut alors l'assentiment des membres les plus anciens, et on ne vend qu'à réméré, car on ne doit jamais perdre l'espoir de reconquérir le bien de famille. Le chef du groupe familial le dirige avec une haute autorité; il est à la fois administrateur, juge, prêtre et éducateur pour tous les siens. Chaque famille constitue ainsi, de temps immémorial, une communauté autonome absolument libre, dont les affaires intérieures ne subissent aucune ingérence, ni aucun contrôle. Aussi, la famille est solidairement responsable des actes de tous ses membres; si l'un d'eux commet au dehors un acte répréhensible ou dommageable, sa communauté a charge de réparer sa faute et de le punir. L'autorité publique n'intervient que pour obliger au besoin la famille à faire la réparation prévue, ou à payer les impôts d'État, ou pour réprimer les faits

sait pas de régler de grandes inondations couvrant toute une région, mais seulement d'utiliser à volonté les eaux ordinaires d'un fleuve. C'est pour cela que l'opération restait une affaire de domaine et de famille, sans devenir une affaire de pays et d'Etat. Telle est d'ailleurs encore la situation.

commis par des individus qui résident hors de leurs familles.

Cette intensité de la communauté patriarcale a produit les résultats que voici. Les ancêtres, qui sont l'objet d'une vénération respectueuse chez tous les communautaires, reçoivent ici un véritable culte, qui paraît être antérieur à toute autre religion, et qui ne s'est laissée ébranler par aucune, parce qu'il répond exactement à l'état social de la race. La religion de Confucius n'est au fond qu'une philosophie générale du culte des ancêtres; il tend surtout à assimiler la position de l'empereur à celle d'un chef de famille, et à constituer ainsi un lien national entre toutes les communautés chinoises. Il s'est superposé au culte des ancêtres comme une sorte de couronnement à la fois philosophique et politique [1]. Les autres grandes religions, au contraire, n'ont fait en Chine que des progrès médiocres. En second lieu, la pratique traditionnelle de la communauté produit une tendance naturelle à l'association, soit chez les individus sortis temporairement de leur groupe, soit chez les chefs de famille qui veulent atteindre un but déterminé. Ce trait est d'ailleurs commun à toutes les races qui appartiennent au même type social: chez les pasteurs des déserts et chez les populations qui en sont issues, l'association prend surtout la forme religieuse [2]; dans l'Inde, c'est une caste; en Chine, on voit se constituer des sociétés d'ouvriers ou de commerçants, et aussi de vastes associations secrètes, dirigées soit contre les abus du mandarinat, soit contre les étrangers [3]; à ce propos, remarquons que, pour le Céleste, tout ce qui est en dehors de la famille compte peu, et tout ce qui est en dehors de la grande famille chinoise, ne compte pas du tout. C'est encore là, d'ail-

[1]) En Chine, la philosophie, comme la morale, revêt une tournure pratique et utilitaire à la portée de cette race de paysans, peu sensibles à la métaphysique.

[2]) V. p. 69 ci-dessus.

[3]) Les émigrants chinois emportent au dehors cette aptitude à l'association, ce qui ne contribue pas peu à rendre leur concurrence redoutable.

meurs, un sentiment général chez les communautaires. Mais il s'est fortement développé en Chine par l'effet de l'isolement de la race qui, bloquée dans son immense cuvette, n'était entourée que de populations barbares et naïves; le Chinois, très fier de la civilisation développée chez lui par un commerce florissant, n'a conçu pour tous les étrangers que mépris et méfiance. Aussi ne se croit-il tenu à leur égard, en général, ni à la bonne foi, ni à la sympathie, ni à l'hospitalité. Le Chinois est d'une probité rigoureuse à l'égard de ses parents et de ses associés, mais il se fait peu de scrupules à l'égard des autres. En troisième lieu, le caractère des pouvoirs publics s'explique aussi par l'état social. Ces familles paysannes, attachées à un dur labeur, sans forte cohésion entre elles, sans direction commune, n'ont jamais été militaires. Aussi, des expéditions organisées par les pasteurs ont réussi sans peine à conquérir et à dominer la Chine. Les Mandchous, aujourd'hui absorbés ou éliminés de leurs steppes basses par la colonisation chinoise, ont encore un des leurs sur le trône impérial. Toutefois, que pouvaient faire ces intrus, en présence de cette fourmilière de familles si solides, si fermées, si serrées les unes contre les autres? Les dominer politiquement aux moyen d'une administration réduite à des fonctions très minimes, mais sans exercer aucune influence sérieuse sur la race[1]. Les Mandchous ont fourni à cette administration ses princes, ses hauts dignitaires, ses officiers, ses soldats: pour recruter le reste, on a imaginé le concours littéraire, seul moyen de se procurer des agents un peu instruits au milieu de cette masse de paysans. De la est sorti le mandarinat, dont les membres ont surtout pour mission de représenter le pouvoir impérial, de faire rentrer les impôts, et d'intervenir dans les cas rares où l'autorité patriarcale ne suffit pas pour maintenir l'ordre. Le gouvernement doit aussi prendre quelques mesures contre les disettes locales, fréquentes dans un pays où les voies de communication manquent sou-

[1]) Nous avons déjà montré combien est faible l'aptitude des pasteurs à organiser les pouvoirs publics. V. surtout p. 52 ci-dessus.

vent; dans ce but on a créé dans chaque province des greniers publics, pour emmagasiner des réserves de grains, qui servent aussi à secourir les individus éloignés de leurs familles. La Chine nous apparaît ainsi comme une démocratie familiale, vaguement contrôlée et surtout exploitée par une bureaucratie peu capable de bien servir l'intérêt public, mais suffisamment armée pour faire subir aux gens bien des exactions et bien des tracasseries, assez irritantes pour provoquer parfois la révolte [1]).

Ceci suffira pour nous faire comprendre le caractère de la civilisation chinoise, son état actuel et ses tendances.

III

Une population purement agricole ne développe pas la civilisation; celle-ci ne peut résulter que de la vie urbaine. Lorsque la Chine eut une population nombreuse, des villes de commerce se formèrent naturellement sur les rives des grands fleuves qui traversent la plaine de l'ouest à l'est Le commerce, surtout du riz, du coton et de la soie, y développa la richesse; celle-ci produisit à son tour un progrès très remarquable de la fabrication. Mais, chez les Chinois comme chez les autres communautaires, l'industrie n'a pas dépassé les limites du petit atelier à la main. Pour les mesoins courants, la fabrication ménagère fournit encore, par les procédés les plus rudimentaires, une grande quantité de produits grossiers. Les articles de luxe sont confectionnés par des artisans d'une habileté technique surprenante, mais restés eux aussi à l'âge des procédés empiriques et de l'outillage simple. Dans beaucoup de cas, lorsque le transport est à bon marché, l'article européen peut lutter contre le produit indigène similaire. De là l'importance actuelle des importations d'objets manufacturés. En échange les Chinois fournissent surtout leurs produits naturels, et avant tout la soie brute dont ils exportent annuellement près de 6 ½ millions de kilos, le thé, le coton brut, l'opium, les huîtres,

[1]) On sait que pour organiser les douanes, construire des ports, des arsenaux, instruire l'armée, il a fallu faire appel aux étrangers.

les peaux et fourrures, le bétail, la laine, les légumes secs, le tabac. A cela il faut ajouter certains articles fabriqués à la main et qui conservent une grande vogue à cause de leur caractère d'originalité; ce sont: les soieries, les tresses et nattes en paille de riz, en bambou et en rotin, le papier colorié, les pièces d'artifice, les porcelaines et les objets en laque. On voit tout de suite que la fabrication de ces produits est particulièrement favorisée, soit par l'abondance de la matière première, soit par le bon marché ou l'habileté de la main-d'œuvre, soit enfin par la mode, en sorte qu'il est très difficile de les concurrencer. En revanche, ce pays importe principalement des produits fabriqués: tissus communs, objets en métal, filés de coton, destinés aux métiers à la main, et aussi du riz, de la houille, du pétrole, des farines, du sucre, de l'opium, etc.

La Chine se classe donc elle aussi, en principe, parmi les pays à production naturelle prépondérante, c'est-à-dire libre-échangistes [1]. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que la race pût développer la grande industrie mécanique, afin de mettre en valeur les ressources immenses de son sol. Mais, si elle restait livrée à elle-même, elle en serait peu capable. En effet, ainsi que nous l'avons déjà observé, la formation communautaire ne donne pas aux individus l'éducation propre à les pousser vers l'établissement de la grande usine. L'organisation traditionnelle du travail est restée chez eux si simple, si bien adaptée au cadre familial, qu'ils conçoivent difficilement l'organisme énorme et compliqué de la fabrique à moteur mécanique. Elle répugne à leur esprit de routine, à toutes leurs traditions. De plus, l'instruction sommaire qu'ils reçoivent dans la famille ne les prépare pas au rôle de grand patron. Le gouvernement lui aussi, sous l'influence du même esprit, redoute, non sans raison, un ré-

[1] V. le tableau p. 42 ci-dessus.

La politique douanière de la Chine est d'ailleurs orientée dans ce sens. La douane n'a perçu, en 1903, que 83 millions de francs environ, dont à peu près 43 millions sur l'importation, estimée à un milliard de francs au moins. L'exportation, qui peut être évaluée à 600 millions, paie de son côté 40 millions. Ce sont là de simples taxes fiscales.

gime du travail qui tend à disjoindre la famille et à former un prolétariat instable, troublé par le vice ou la misère.

Le régime actuel du travail industriel répond bien, au contraire, à celui du travail agricole. De part et d'autre l'esprit communautaire prédomine, opposant comme toujours la tradition, la routine, l'ignorance, à toute manifestation de l'esprit de progrès. C'est pour cela que la civilisation chinoise, si raffinée dans le détail, reste dans l'ensemble incomplète, à demi-barbare et stagnante. Les Chinois ont consacré toute leur intelligence aux raffinements d'une politesse cérémonieuse, aux complications d'un art qui recherche le singulier, l'artificiel beaucoup plus que le beau, aux finesses du petit commerce et de la banque. Ils ne se sont jamais élevés aux grandes conceptions qui exigent l'initiative, la liberté de l'esprit, un savoir développé, le sens du progrès. Ils sont restés, parmi les races agricoles, le type par excellence de l'immobilité sociale, et cela ne peut surprendre ceux qui se rendent bien compte des caractères particuliers de leur formation.

Cette situation est-elle destinée à durer, ou bien devons-nous nous attendre à la voir se modifier prochainement, ainsi qu'on commence à le prédire? Nous arriverons peut-être à jeter un peu de lumière sur cette question en étudiant l'effet produit sur la race par les influences étrangères.

IV

Jusqu'au milieu du XIXe siècle, les Européens ne pouvaient pénétrer en Chine que par exception, et n'y faisaient qu'un commerce insignifiant. Ils étaient donc traités en ennemis permanents. Depuis lors, ils ont exigé par la force l'ouverture d'un certain nombre de ports, échelonnés de manière à atteindre plus ou moins directement toutes les provinces. Bien plus, les principaux États européens se sont fait concéder, de gré ou de force, des points d'appui qui sont en même temps des positions militaires et des entrepôts commerciaux. L'Angleterre surtout a fait de la petite île de Hong-Kong, très voisine du rivage chinois, un port franc qui compte aujourd'hui

parmi les plus actifs du monde; le mouvement total de la navigation y dépasse 24 millions de tonnes par an, entrées et sorties réunies. Plus au sud, les Allemands voudraient faire du port de Kiao-Tchéou la grande porte de la Chine méridionale. Au nord, les Japonais ont les mêmes desseins sur Port-Arthur et Dalny. La France possède une ouverture sur le Céleste-Empire par sa colonie du Tonkin. Enfin, les grandes puissances se sont entendues pour imposer à la Chine une sorte de contrôle politique, destiné à assurer le maintien des avantages obtenus. L'empire subit donc actuellement l'influence européenne dans une certaine mesure. Mais cette influence est beaucoup plus restreinte qu'on ne pourrait le croire au premier abord. Voici comment.

L'hostilité profonde de la race chinoise à l'égard des étrangers, hostilité dont nous avons indiqué la cause, a empêché jusqu'ici les Européens de s'établir dans l'intérieur du pays. On sait comment les agents diplomatiques, admis à Pékin, depuis très peu d'années, ont failli être victimes d'un soulèvement à la fois populaire et politique. En fait, les Européens sont en quelque sorte bloqués dans les ports ouverts. Là, ils vivent concentrés dans des quartiers spéciaux appelés concessions. Leur nombre est d'ailleurs fort restreint. En 1903, ils étaient environ 15.000, presque tous commerçants, occupés dans 940 maisons à peu près. Les plus nombreux sont les Anglais, puis viennent les Américains, les Portugais, les Allemands, les Français, etc. Quelques ingénieurs et quelques agents ou ouvriers sont employés à la construction et à l'exploitation des chemins de fer, ou à la gestion des douanes. D'autres encore sont missionnaires. Ces derniers sont les seuls qui exercent une action réelle sur la population, parce qu'ils vivent au milieu d'elle, mais tout compte fait, cette influence est sporadique et infinitésimale; on ne compte pas, en effet, 1.500.000 chrétiens dans tout l'empire. Il est évident que ces éléments ne suffisent pas pour modifier d'une façon sensible la formation d'un pareil peuple.

Toutefois, l'influence européenne pourrait devenir sérieuse et efficace s'il lui était permis de pénétrer et d'agir librement dans le pays. Elle ne tarderait pas alors à multiplier les

voies ferrées[1]) et les canaux, pour former avec les grands fleuves et les rivières un réseau qui ne saurait manquer d'être fructueux dans un pays aussi peuplé. Actuellement, les véritables routes sont rares; on ne trouve guère que des pistes tracées par la circulation. Les canaux sont plus rares encore. Les rivières sont barrées dans leur cours supérieur par des rapides; dans la saison des hautes eaux, leur courant est violent et leur lit incertain. En changeant tout cela on créerait en Chine un mouvement commercial immense, et on pourrait mettre en exploitation les richesses minérales dont nous avons parlé. Il est facile de prévoir les conséquences d'une telle évolution. La production agricole, trouvant des débouchés étendus, prendrait de la valeur; l'aisance serait plus grande chez les paysans, les artisans en profiteraient pour leur part. La grande industrie ne pourrait alors manquer de se développer, mais moins vite qu'on ne serait tenté de le penser, à cause de la formation routinière de la race, et de ses habitudes séculaires, qui l'éloignent du grand atelier. L'expérience est faite à ce point de vue, car on a déjà tenté d'établir dans les ports ouverts des filatures et des tissages mécaniques, dont la réussite a été médiocre[2]). C'est que les difficultés sont nombreuses et graves: il faut que le personnel immigré se mette au courant des choses du pays, qu'il dresse des ouvriers tout à fait neufs, peu capables et peu actifs, enfin qu'il sache s'arranger avec les autorités, chose souvent bien difficile. Tout cela entraîne des lenteurs, des incertitudes, des frais, des mécomptes et des déboires peu encourageants. Pour compenser tout cela, les entrepreneurs sont portés à abuser des ouvriers indigènes, surtout des femmes et des enfants, en prolongeant un travail quotidien mal payé. Mais ces malheureux se défendent dans une grande mesure par la non-

[1]) La Chine n'a encore que peu de voies ferrées. La première, construite en 1876, fut démolie l'année suivante, et le mouvement ne recommença qu'en 1898.

[2]) En 1903, d'après un rapport consulaire belge, il y avait en activité 620,000 broches et 2250 métiers; cette industrie était peu prospère, malgré l'abondance de la matière première et de la main-d'œuvre.

chalance de leurs efforts, si bien que le résultat reste faible. La main-d'œuvre chinoise s'est également montrée inférieure dans les ateliers de construction du gouvernement. Néanmoins, en amenant des capitaux, des ingénieurs et des chefs ouvriers, on arriverait certainement, surtout en s'aidant de la protection douanière, à constituer, grâce aux ressources vraiment extraordinaires de la région, des groupes industriels assez puissants pour suffire aux besoins locaux, et même pour alimenter l'exportation. Quelles seraient les conséquences de cette évolution?

Observons d'abord qu'elle ne sera pas faite par les Européens, cela devient très probable. Ils ont rencontré en Extrême Orient des rivaux qui ont sur eux trois avantages: ils sont situés à proximité; leur formation sociale est par conséquent leur mentalité sont proches parentes de celles des Chinois, leur intervention est acceptée assez volontiers par les Célestes. Les Japonais qui ont su s'assimiler la civilisation européenne [1], sont donc admirablement placés pour l'introduire en Chine. Ils peuvent jouer là, en le modernisant, le rôle qui, au moyen-âge, fut celui des Varègues scandinaves parmi les communautés paysannes slaves. Tout d'abord, ils réformeront le mandarinat, pour en faire une administration véritable, instruite et expérimentée, qui s'emploiera à étendre graduellement les attributions des pouvoirs publics, en restreignant celles de la famille. Toutes les forces vives du pays se concentreront ainsi mieux dans la main de l'autorité centrale; ce sera le renforcement ou plutôt la réalisation de la grande communauté d'État, aujourd'hui surtout théorique. En même temps, l'armée mieux recrutée, mieux organisée, fortement encadrée et bien outillée, doublée d'une marine sérieuse, sera mise en état de résister, au besoin, à une attaque extérieure [2]. D'autre part, les ingénieurs nippons prendront en

[1]) V. plus loin le chapitre consacré au Japon.

[2]) Dans les derniers mois de 1905, on a assuré que l'armée chinoise conduite par des instructeurs japonais, avait fait preuve de très grands progrès au cours de ses manœuvres d'automne. Cela n'a rien de surprenant, si l'on songe qu'en Indo-Chine, avec des éléments moins bons et infiniment plus restreints, la France a pu constituer des bataillons de tirailleurs d'une réelle valeur militaire. La Mongolie pourrait fournir une bonne cavalerie.

main ces création industrielles dont nous parlions tout à l'heure. Poussés par l'appât d'un gain facile, ils hâteront autant que faire se pourra le développement de la grande industrie. Et pour forcer en quelque sorte les aptitudes des Célestes, ils essaieront d'amener le gouvernement impérial à fermer ses frontières à l'influence et à la production européennes [1]). Mais, s'il est souvent aisé de mettre les doctrines de l'économie politique en contradiction avec les faits, on ne viole pas impunément les lois sociales. Les races communautaires ne se prêtent pas volontiers, il faut le répéter, au régime du grand atelier. D'une part, elles ne sont pas en état de lui donner toute sa puissance; de l'autre, elles se laissent désorganiser rapidement par cette force nouvelle qui tend à rompre le vieux moule patriarcal. La rupture des communautés livre à eux-même des hommes mal préparés par leur éducation traditionnelle à se conduire isolément, et l'on crée ainsi dans un pays de redoutables foyers de misère, de maladie et de révolte [2]). Nous verrons bientôt par un exemple frappant que ces prévisions ne sont pas exagérées.

Du reste, les Chinois ont déjà fourni la preuve du danger de cette désorganisation sociale. Dans l'empire même, la population des villes, beaucoup plus instable déjà que la classe rurale, se montre prompte à l'émeute, dans ses vastes quartiers de masures sordides et puantes. Les nombreux émigrants chassés par le besoin d'un pays surpeuplé, allant, pour un temps travailler au loin: à Panama, au Pérou, dans l'Afrique du Sud ou ailleurs, se trouvent ainsi soustraits à l'autorité familiale et ne manquent pas de constituer des sociétés secrètes, qui fomentent fréquemment des révoltes.

Ceci nous amène à dire un mot du caractère spécial de l'expansion chinoise au dehors. D'abord, la puissance de

[1]) Les Etats d'Europe, qui ont déjà pris pied en Chine, arriveront-ils à contrecarrer l'action des Japonais? Il est permis de penser qu'ils la précipiteront plutôt, en essayant de se tailler chacun sa part. Il en résultera des complications et des conflits graves. L'Angleterre, qui a su se mettre du côté du Japon, pourra-t-elle maintenir un certain équilibre dans cet imbroglio? Tel est le problème.

[2]) V. ci-après les chapitres relatifs au Japon et à la Russie.

l'esprit de communauté fait que le Céleste est assez rarement un émigrant définitif. Il tend en général à revenir vers son groupe après avoir amassé un pécule. Pour le même motif, il se mélange peu aux autres races. Enfin, sa sobriété de petit paysan, la nécessité qui le pousse, son accoutumance aux petits gains, font qu'il se contente d'un salaire faible. Il devient ainsi pour le blanc un concurrent irrésistible. Quand on la laisse entrer, l'immigration jaune agit comme une inondation, nivelant tout sous son flot de médiocrité, de barbarie et de routine. Peut-on blâmer, après cela, les États qui se sont clos devant cette invasion pacifique et pourtant désastreuse?

V

Nous avons rattaché à l'Inde la Birmanie, le Siam et le Cambodge, où l'influence de la race aryenne nous paraît être prépondérante, bien que l'élément chinois y joue un rôle important. Mais dans le bassin du Fleuve Rouge et sur la rive gauche du Mé-Kong, c'est la race jaune qui a pris le dessus, probablement depuis la chute de l'empire des Khmers, d'origine aryenne, et qui a laissé sur les deux rives du Mé-Kong des traces si profondes.

La région dont nous parlons ici couvre une superficie de 600.000 km. carrés, avec environ 17 millions d'habitants, si on y comprend le Laos, vaste territoire intérieur qui borde le Mé-Kong de ses savanes, de ses forêts et de ses marécages, et dont la population clair-semée est estimée à 600.000 habitants environ. Les autres parties sont: l'Annam, royaume protégé; la Cochinchine, colonie; le Tonkin, dont la situation est ambiguë, mais qui, en fait, est aussi une colonie. Le tout, avec le Cambodge, dépend de la France, qui étend aussi son hégémonie sur quelques petites principautés indépendantes, occupant la rive gauche du haut Mé-Kong, celles de la rive droite étant sous la dépendance de l'Angleterre.

Cette contrée forme un bassin triangulaire bien délimité à l'ouest par le Mé-Kong, au nord par la région montagneuse

qui borde le Fleuve Rouge, à l'est par la mer. La barrière septentrionale s'abaisse assez dans le voisinage de la côte pour permettre des communications faciles avec la Chine. On conçoit dès lors comment les deux races rivales ne pouvaient manquer de se heurter dans ces riches vallées d'alluvion, et de se les disputer. Les Chinois l'ont emporté, et leurs émigrants agricoles, en communautés de famille, se sont accumulés dans les parties basses, propres à la culture du riz. Ces familles ont gardé là tous leurs caractères essentiels : propriété collective, régime patriarcal, et culte des ancêtres, prédominance de la culture, esprit de tradition et de routine, autonomie de la famille vis-à-vis d'un pouvoir public peu agissant et lié lui aussi par la routine et la tradition. Toutefois, bien que le gouvernement annamite paraisse calqué sur celui de la Chine, il existe pourtant entre eux des nuances importantes. L'Annam n'a subi ni la domination, ni l'influence directe des pasteurs mongols. Ces dynasties sont sorties des luttes de clans, qui ont souvent dévasté le pays, facilitant ou appelant les invasions chinoises. Ces luttes ainsi que les guerres contre les voisins et les incursions des pirates malais, ont amené les habitants à se grouper en villages administrés par un conseil de chefs de famille. Ces communes rurales constituaient des unités administratives, dont les notables pouvaient former un excellent point d'appui pour une nouvelle organisation du pays après la conquête française. Malheureusement le régime indigène, fondé sur la communauté, n'a pas été compris par les agents métropolitains. Ils se sont acharnés à le détruire, afin d'écarter toute résistance. Le but plus ou moins conscient était de réduire la population à l'état de foule désorganisée, conduite par une armée de fonctionnaires européens. Au lieu d'utiliser les éléments indigènes, on leur a témoigné tant de méfiance et de mépris, qu'ils en sont arrivés à refuser de siéger dans les conseils où l'on avait daigné leur laisser une petite place. Il résulte de cette politique singulièrement aveugle et maladroite, que le budget a été mis en coupe réglée au profit d'une infime minorité de bureaucrates et de colons. Cela ne veut pas dire que nul progrès matériel n'a été réalisé dans ce pays.

On y a construit des routes et des chemins de fer, amélioré la navigation, embelli les villes, assuré la paix publique. Quelques entreprises agricoles ont été organisées, plusieurs mines sont en exploitation, la production du riz, du coton, de la soie a progressé, le commerce s'est étendu. Mais un succès économique n'est utile et durable que s'il est basé sur une bonne organisation sociale. On ne peut pas dire que tel est le cas dans l'Indo-Chine française, parce que l'influence métropolitaine s'y est montrée trop centralisatrice, trop bureaucratique, trop ignorante des lois sociales, trop méprisante pour les coutumes indigènes. Dans ces conditions, la position de la race dominante est toujours dangereuse, parce que son influence reste superficielle et factice. En outre, en désorganisant la population sans pouvoir la façonner dans un nouveau moule, on lui enlève, avec son éducation traditionnelle, toute discipline morale et sociale, et on la prédispose à toutes les agitations [1]).

---

[1]) Dans le courant de 1905, l'administration centrale a montré des dispositions plus éclairées à l'égard des indigènes, et on a annoncé qu'une politique nouvelle allait être suivie. C'est là une bonne tendance, mais réussira-t-on à l'imposer à des fonctionnaires assez mal préparés en général à la tâche qui leur incombe ?

SECTION III.

COMMUNAUTÉS ÉBRANLÉES DE L'ORIENT.

CHAPITRE PREMIER.

LE JAPON

ɔranlement du type communautaire ; tendance à la désorganisation. — L'archipel japonais, son caractère et ses productions. — La race, sa formation historique. — La révolution de 1868, ses causes et ses conséquences. — État économique actuel du Japon. — L'expansion de la race ; colonisation des îles du Nord ; action sur la race jaune. — La Corée et le protectorat japonais.

Les divers peuples que nous avons précédemment passés ı revue sont encore attachés d'une manière très étroite la formation communautaire. Si quelques symptômes d'é- ranlement se manifestent çà et là, ils sont sporadiques et ıns profondeur. Cette formation, dont la stabilité se con- ɔnd presque avec l'immobilité, conserve donc son empire ıtact, ou à peu près, sur les deux tiers au moins du enre humain, et, chose bien frappante, cette majorité de espèce représente aussi la portion la moins développée, ı moins progressive, la plus barbare. Nous abor- ons maintenant la description d'une série de peuples, hez lesquels la civilisation occidentale a pénétré dans une roportion plus ou moins forte, mais déjà très marquée. r, l'observation nous montre en même temps que, chez ɜs peuples la communauté a subi des atteintes très pro- ɔndes. Parfois elles sont d'origine déjà ancienne. Souvent ıssi ces atteintes sont récentes et cependant assez graves our compromettre l'antique stabilité de la race, lui don- er une physionomie toute nouvelle ainsi qu'un rôle poli- que et économique imprévu. Cette évolution sociale, dont aspect a été dans plusieurs cas celui d'une révolution,

ne peut manquer d'avoir dans l'avenir des conséquences d'une haute portée.

C'est pour nous, Européens, une nécessité de premier ordre que d'en concevoir clairement les causes, la tendance et les suites probables.

I.

Le Japon présente une assez grande superficie: environ 420.000 km. carrés. Mais le pays est divisé en une quantité de compartiments étroits, formés par plus de 500 îles de toutes dimensions qui s'échelonnent sur une grande étendue du nord au sud. De cette disposition géographique résulte une série de conséquences. Les relations sont un peu difficiles entre les fragments dispersés de l'empire. L'archipel présente dans l'ensemble une ligne de côte immense dont le développement dépasse 30.000 kilomètres, et qui offre un grand nombre d'abris à la navigation. La mer qui baigne ces côtes, à des caractères très divers: tantôt elle est parcourue par des courants froids venant du nord; tantôt elle est sillonnée par des courants tièdes arrivant du sud; ici elle forme un bassin plus ou moins abrité, ailleurs elle est ouverte à des typhons extrêmement redoutables. En outre, la distribution de l'archipel entre deux latitudes très distantes, lui donne des climats fort variés; ainsi, la grande île de Yéso, au nord, a des hivers longs et rigoureux, tandis que l'île Formose, au sud, jouit d'un climat tropical. Autre chose encore, la plupart de ces îles ne sont que les pointes d'une chaîne de montagnes sous-marines, dont beaucoup affleurent la surface de l'eau où la dépassent à peine, tandis que certaines s'élèvent jusqu'à 3700 mètres; un bon nombre sont des volcans en activité. Par l'effet de cette constitution géologique, une grande partie du territoire est formée de pentes escarpées qui, du côté est tombent souvent jusque dans la mer en forme de falaises gigantesques. Du côté ouest, au contraire, les pentes aboutissent à des plateaux accidentés, peu élevés au-dessus du niveau de la mer, et sillonnés par le cours rapide des

rivières, qui ne peuvent être dans ces conditions ni longues, ni calmes, ni profondes. L'île principale, et aussi la plus centrale est celle de Hondo, qui représente à elle seule à peu près la moitié de l'empire, et jouit d'un climat privilégié, à la fois tempéré et humide, mais sain.

On voit que, somme toute, les portions habitables du Japon ne sont pas très vastes [1]). Encore les îles du nord, Yéso notamment, sont-elles médiocrement peuplées. Aussi, la population est dense dans le Japon central et méridional. Elle était estimée en 1901 à plus de 48 millions d'âmes, c'est-à-dire 10 millions de plus qu'en France pour un territoire utilisable beaucoup plus restreint. Cette surpopulation s'explique par trois causes: la fertilité du sol cultivable, le grand développement de la fabrication en petit atelier urbain, et l'extraordinaire sobriété de ce peuple. Nous reviendrons plus tard sur ce point, nous bornant ici à noter que le peuple japonais est aujourd'hui énergiquement poussé à la colonisation par son développement très rapide. A l'heure actuelle, le chiffre de la population doit être très voisin de 50 millions [2]).

Les productions naturelles sont très variées à cause de la multiplicité des climats. Toutefois, comme la masse principale des terres se trouve sur la limite sud de la zone tempérée, le nombre des produits prédominants est limité; ce sont avant tout le riz, la soie, le thé et le coton. Ce pays a d'ailleurs une faculté climatérique remarquable; participant à la fois de la zone tempérée et de la zone chaude, il constitue un excellent terrain d'acclimatation. On y voit côte à côte les arbres fruitiers du nord et du midi, ainsi que les plantes les plus diverses. Les animaux y sont rares, parce que le sol est absorbé par les cultures vivrières ou industrielles; d'ailleurs le Japonais se nourrit presque exclusivement de végétaux et de poisson. Les montagnes sont en grande par-

1) On estime que le 1/5 seulement de la superficie totale peut être utilisée pour la culture.

2) Les Japonais sont très prolifiques; le nombre des naissances l'emportait en 1901 de plus de 560.000 sur celui des décès.

tie couvertes de belles forêts. Sans être extrêmement riche, le sous-sol contient du charbon facile à exploiter, du fer, du cuivre, du soufre, du pétrole, etc. Les côtes baignées par des courants tièdes sont très poissonneuses: le hareng, le saumon, la sardine et la morue y abondent.

Tels sont les traits principaux de ce pays singulier, bloqué et pénétré en tous sens par une mer souvent difficile, rélié pourtant au vaste continent voisin par ses îles du nord proches de la presqu'île de Corée. Cette dernière paraît bien d'ailleurs avoir été le chemin qui a conduit la masse principale de la race vers son archipel. Nous devons maintenant examiner quelle a été son évolution.

II.

La race japonaise est évidemment proche parente du type chinois. C'est aussi une race originairement agricole, composée de paysans renforcés, sans quoi elle ne se fût pas développée avec tant de puissance sur son étroit territoire. Elle y aurait végété misérablement, comme les peuplades qui occupent depuis bien des siècles certaines îles fertiles du Pacifique sud, sans avoir jamais su les mettre en valeur. D'autre part, avant d'arriver dans les îles, les ancêtres des Japonais ont dû suivre une route de migration différente de celle des Chinois. M. de Préville pense [1], et son opinion est appuyée sur des arguments très vraisemblables, qu'ils sont venus par le sud de la Sibérie, le nord de la Mandchourie et la Corée, avançant peu à peu de génération en génération, et de vallée en vallée. Sur cette route, ils ne trouvaient point de grands fleuves à rives irrigables comme ceux de la Chine, mais des terrains analogues à ceux de l'Europe du nord, suffisamment arrosés par les pluies et les neiges. Ce fait eut en Orient les mêmes conséquences qu'en Occident; la communauté de famille se restreignit et s'affaiblit, tandis que chez les Chinois, elle était

1) *Le Japon*, dans la *Science sociale*, IIe période, 3me fascicule.

conservée et fortifiée par le travail difficile et pénible de l'irrigation [1]). Les communautés paysannes qui pénètrèrent dans les îles étaient donc numériquement plus faibles, moins solides, moins formées que les communautés chinoises. De plus, comme tous les groupes de cultivateurs que l'on observe encore aujourd'hui [2]), dans les contrées indiquées tout à l'heure, les paysans japonais ont dû de tout temps se grouper en villages placés au milieu d'une banlieue cultivée. Cet ensemble de circonstances a fait naître entre les deux branches de la race jaune une différence capitale. Chez le paysan chinois, obligé à la difficile culture irriguée, l'expérience des vieillards et leur autorité avaient une telle importance, que la vénération naturelle de leurs descendants s'est transformée en un culte familial, qui a supplanté tout culte public. Chez les Japonais, les mêmes nécessités n'existant pas, le respect des vieillards demeura dans les limites ordinaires, leur autorité fut diminuée par celle d'un conseil de village, et de plus le bouddhisme put s'installer dans le pays sous sa forme lamaïque [3]), et il est resté la religion dominante, en dépit de bien des agitations.

Ces circonstances ne sont pas indifférentes. En effet, la communauté étant plus faible que sur le continent, s'est désagrégée dans une grande mesure au Japon, alors qu'elle restait si forte en Chine. Ce fait a donné à la race un caractère d'instabilité, de légèreté même, mais, d'un autre côté, il a sensiblement allégé le poids de la tradition et de la routine; aussi le Japonais est beaucoup plus accessible à la nouveauté que le Chinois. D'autre part, le bouddhisme lamaïque a donné naissance à plusieurs éléments très importants de la société japonaise. Nous avons dit précédemment de quelle manière la doctrine de la réincarnation avait fait naître dans le Thibet et dans la Mongolie, une aristocratie agitée, et

[1]) Nous avons montré précédemment, p. 84 jusqu'à quel point la nécessité de l'irrigation en grand peut pousser la concentration du pouvoir.

[2]) Les Bouriates, par exemple, et les colons russes eux-mêmes.

[3]) V. ci-dessus, p. 53 et 59. Le lamaïsme a pris au Japon, pays de culture, une forme plus pratique, plus rituelle que dans le Thibet et la Mongolie, où l'art pastoral tourne plutôt les esprits vers la métaphysique.

militarisée par l'esprit de clan. Il en a été de même au Japon. Une classe noble, composée d'un petit nombre de familles[1], ayant le privilège de fournir aux principales lamaseries des Bouddhas incarnés, s'est constituée de bonne heure autour de la famille dont sortait héréditairement le mikado, incarnation la plus haute de tout le pays, et qui est devenue dans la forme actuelle, la maison impériale. Pendant longtemps, le chef de cette famille ne fut qu'une idole invisible et inactive. A côté de lui un chef temporel avait la réalité du pouvoir souverain, exactement comme au Thibet. Depuis la révolution de 1868, le mikado ou souverain spirituel a recouvré le pouvoir temporel, qu'il exerce d'une façon analogue à celle dont nous avons l'habitude en Europe; mais son passé religieux lui vaut encore un prestige incomparable. Cette évolution dans les pouvoirs publics a coïncidé, bien entendu, avec une évolution dans les mœurs. Nous verrons bientôt comment.

A côté, ou plutôt au-dessous de la haute aristocratie dont nous venons de parler, le Japon a vu se constituer une classe de familles militaires, formant une sorte de noblesse du second degré. D'où sortait-elle? Probablement de deux sources différentes. Certaines grandes familles étaient à la tête de clans rivaux, ainsi que cela se produit toujours parmi les races communautaires, et elles se disputaient la haute influence sur le gouvernement central, le poste éminent de chef temporel de l'État et les profits qui en découlaient. Pour se renforcer, chaque clan était amené à recruter des hommes de guerre, que l'on retenait par des dons et des privilèges, et qui tendaient naturellement à s'organiser sur le modèle de leurs patrons[2]). En outre des familles indigènes ainsi élevées en dignité par le service militaire, il semble bien qu'un élément étranger s'est introduit dans la classe des guerriers ou Samouraï, Les annales japonaises constatent en effet que les îles ont été

1) En 1899, la classe noble comprenait environ 4500 personnes.

2) Toujours comme au Thibet, et pour les mêmes motifs, v. p. 59 ci-dessus. Ainsi, les familles des *Samouraï* ou guerriers, fournissaient des bouddhas réincarnés ou des lamas aux couvents secondaires.

visitées dès une époque ancienne, par des expéditions de marins malais. Nous avons résumé les caractères de ce type, moitié commerçant, moitié pirate, que son énergique audace a fait maître pendant longtemps de l'archipel indien [1]. Il est vraisemblable que les chefs des clans japonais ont recruté plus d'une fois, pour renforcer leurs armées, des bandes de ces hommes, accoutumés aux aventures et aux coups de main. Ils se fondaient alors naturellement avec la classe des guerriers.

La population se trouvait ainsi divisée en deux couches: 1° Celle des daïmio, seigneurs féodaux dont l'autorité s'étendait sur un territoire plus ou moins grand, avec leurs samouraï; cette classe, encore distincte aujourd'hui, compte un peu plus de 2 millions d'individus. 2° Celles des simples habitants: cultivateurs, artisans et commerçants, qui payaient l'impôt en nature, et n'avaient aucune espèce de part au gouvernement du pays, en dehors et au-dessus de leur communauté villageoise. Il faut ajouter encore, pour bien comprendre la situation actuelle, quelques observations sur le rôle historique de cette classe supérieure. Partout où domine l'esprit de clan, on est certain de rencontrer les rivalités, les luttes politiques ou même la guerre civile. Cette formule est le résumé même de l'histoire du Japon jusqu'à une époque récente. La nation a été déchirée maintes fois par des luttes sanglantes et impitoyables. Pour paralyser les clans adverses, la famille qui, en dernier lieu avait pu s'emparer du pouvoir temporel, obligeait les daïmio à résider dans la capitale d'où ils ne pouvaient sortir que moyennant autorisation et pour un temps limité. Ils étaient ainsi soumis à un despotisme soupçonneux et à une surveillance policière irritante. A leur tour, les grands seigneurs groupaient de même leurs samouraï autour de leur résidence, sous le contrôle d'un homme de confiance et de ses espions. Cette concentration des familles nobles et riches développa à un degré extrême la vie urbaine. Autour de ses groupes oisifs et dépensiers, les marchands et les artisans accoururent en foule. De là provient le développement de

[1]) Voir p. 206 ci-dessus.

cette civilisation élégante, raffinée jusqu'à la mièvrerie, qui caractérise la société japonaise. Aujourd'hui, bien que la grande industrie soit encore à ses débuts, on trouve dans l'empire plus de 26 villes ayant au-delà de 50.000 habitants, et beaucoup d'autres en ont plus de 20.000. Cela concourt aussi à expliquer le caractère japonais, qui est friand de distractions, de spectacles, de luxe, goûts qui se développent naturellement dans les milieux urbains, tandis que la vie rurale entretient plutôt la simplicité des habitudes et des manières.

III.

Nous venons de constater qu'autrefois la classe supérieure japonaise était exclusivement absorbée par l'administration et l'armée. C'est dire qu'elle était étrangère à la direction du travail. Celui-ci restait entièrement livré aux petites gens : paysans, pêcheurs, artisans, détaillants. Jusqu'en 1873, le sol était réputé appartenir au mikado, qui le laissait en usufruit aux habitants moyennant un impôt payé en mesures de riz. Les nobles et les samouraï avaient la jouissance de domaines plus ou moins étendus, qu'ils faisaient cultiver par de petits fermiers ; personnellement ils étaient dispensés de l'impôt. Le surplus du sol cultivable était réparti par petits lots entre les familles paysannes. Le Japon était donc et est encore un pays de petite culture. Aussi, bien que la race fût plus dégagée de la routine que les autres peuples de l'Orient, le défaut de patrons capables et de capitaux a empêché que la culture fît des progrès bien sensibles. Le Japonais cultive avec soin, avec minutie, mais par des méthodes élémentaires. A force de travail, il produit en quantités importantes un riz de très belle qualité, dont la majeure partie est exportée et remplacée dans la consommation par des riz de qualité moindre, d'importation étrangère. En ce qui concerne la soie, on estime que le Japon est le second, après la Chine, parmi les pays producteurs de cette matière. Le pays donne en outre du thé, du tabac, du coton, des légumes, du chanvre, et diverses autres fibres. Toutes ces cultures exigent, en outre du travail agricole proprement dit, une main-d'œuvre consi-

dérable avant que le produit puisse être offert en vente. Cette nécessité a maintenu la communauté dans une certaine mesure, en dépit des causes de dissolution qui l'ont ébranlée et entamée. La communauté est en effet la combinaison ouvrière la plus simple, celle qui suscite le moins de difficultés et exige le moins de capitaux [1]). Mais, comme les propriétés sont petites, les communautés doivent demeurer restreintes. C'est encore là un fait qui pousse à l'émigration, soit vers les terres libres du nord, soit vers les villes, soit enfin, vers l'étranger. Nous savons déjà que la fabrication est très développée au Japon; néanmoins la population agricole représente encore 50 % de la nation. Maintenus dans leur médiocrité, demeurés longtemps sans aucune communication avec le dehors, influencés par la tradition communautaire, les paysans japonais sont encore peu avancés et peu progressifs; mais, favorisés par la richesse de leur sol et la douceur de leur climat, ils peuvent obtenir par des cultures spéciales des résultats qui défient aisément la concurrence. Toutefois, la petitesse de leurs tenures limite étroitement leurs bénéfices, leurs charges de famille sont lourdes, si bien que, malgré leur sobriété proverbiale, ils ne peuvent supporter aisément ni les mauvaises récoltes, ni les taxes élevées. Aussi, les charges qui découlent nécessairement de la grande politique extérieure, leur paraîtront bien lourdes à porter.

A côté des paysans, il faut placer les pêcheurs, naturellement nombreux dans un archipel dont les eaux sont souvent très poissonneuses. On estime à 150.000 le nombre des personnes qui vivent de cette industrie, et à 500.000 tonnes le poisson capturé. Le saumon et d'autres espèces entrent dans la consommation; le hareng fournit le principal engrais de la culture japonaise, qui n'a presque pas de bétail ni de fumier. La pêche a donc pour le Japon une importance exceptionnelle, ce qui explique la large part donnée à cette question dans les négociations du traité de paix avec la Russie.

La fabrication occupe environ 40 % de la population. Nous avons indiqué plus haut les causes qui l'ont faite si

[1]) Voir p. 119 ci-dessus.

développée et si brillante. L'artisan japonais se distingue par sa patience, son adresse, la minutie de son travail et, dans les industries de luxe, par le raffinement de son goût et la perfection de ses produits. Jusqu'à une époque très récente, le Japon n'a connu que la fabrication ménagère de ses paysans, toujours importante et le petit atelier d'artisans. Aujourd'hui encore, c'est ce dernier qui prédomine. Le Japonais, accoutumé à travailler librement et à loisir, ne se plie pas volontiers à l'existence étroite, dépendante et dure de l'ouvrier d'usine. Lorsqu'il est obligé de s'y soumettre, il travaille avec une activité médiocre, souffre et s'étiole. D'ailleurs, bien qu'on lui paie des salaires minimes, sa production ne peut supplanter les produits d'Europe. On cherche alors une compensation dans la longueur de la journée de travail, qui dure jusqu'à 12 et même 14 heures [1], et dans l'emploi abusif des femmes et surtout des enfants. Dans les filatures de coton, par exemple, des milliers de ces derniers, âgés de 10 à 13 ans, sont astreints à travailler 12 heures de nuit pour un salaire de *5 sen*, soit 25 à 30 centimes. Mais il enrésulte un dépérissement visible surtout chez les femmes et les enfants, et les cas de phtisie se multiplient. Ainsi donc la vieille industrie indigène à la main pourrait se maintenir encore, même pour les articles communs, dans ce pays très éloigné des grands centres de production mécanique, pourvu que le prix de la vie demeurât très bas. Quant aux articles riches, si recherchés pour leur originalité, ils sont au-dessus de la concurrence des articles manufacturés. La protection douanière n'est donc pas nécessaire à la petite industrie du Japon, pas plus qu'à son agriculture, pourvu que l'impôt ne les surcharge pas. La grande usine, au contraire, dont l'outillage, les contremaîtres, souvent aussi les ingénieurs, viennent d'Europe ou des États-Unis, et dont le personnel ouvrier est médiocre, craint beaucoup la compétition étrangère. Mais si le gouvernement de Tokio croit indispensable de développer artificiellement la grande industrie au Japon, par le

1) Rapports consulaires belges.

ıoyen des tarifs, il suscitera à ses artisans une concurrence in-
:rieure bien plus redoutable que celle des produits étrangers.
a grande usine désorganisera profondément la population ou-
rière, abaissera ses qualités tout en exagérant ses défauts,
t en fera une masse très accessible aux vices des grandes
gglomérations, très exposée au chômage et à la misère,
vrée enfin sans aucune réserve aux excitations des poli-
ciens sans scrupules. Ce dernier péril n'est pas imaginaire;
›s troubles suscités dans les principales villes par le traité
e Portsmouth montrent bien quelle est déjà la nervosité
es foules japonaises. Ce serait bien autre chose après la
ésagrégation que produit inévitablement la grande industrie
hez les peuples à formation communautaire. Nous avons
onc tout lieu de penser que le Japon doit être rangé pour le
ıoment, parmi les peuples à production naturelle prépondé-
ante, appartenant au type libre-échangiste; son tarif ne de-
rait viser qu'à faire peser sur les produits étrangers une
artie des taxes, assez lourdes, dont le trésor a besoin.

Telle n'est pas cependant, l'orientation actuelle de la po-
tique économique du Japon. Le gouvernement, et avec
ıi la classe dirigeante, veut avoir une grande industrie na-
ionale. Dans ce but il a renforcé les droits d'entrée [1], pro-
igué aux industriels les encouragements, les primes, les sub-
entions. Comme les choses n'avançaient pas assez vite,
'État a construit des chemins de fer [2], fondé à ses propres
rais des houillères, des mines, des fonderies, des aciéries,
les arsenaux maritimes fortement outillés, c'est-à-dire tous
es éléments dont il pensait avoir besoin pour établir les bases
le sa force militaire [3]. Mais si le gouvernement a dû faire

[1] Ils ont été augmentés dans une forte proportion par un nouveau
arif en 1899. On songerait à y ajouter une taxe intérieure de consomma-
ion qui aurait l'avantage d'éluder les traités de commerce.

[2] Chemins de fer exploités en 1904 : par l'Etat, 3075 km.; par des
ompagnies, 6531 km. Total : 9606 km. Les lignes de la Mandchourie et de
a Corée ont été en outre reprises par l'Administration japonaise.

[3] L'Etat, constatant que les particuliers n'arrivaient pas à créer une
ndustrie métallurgique, a établi à Yakamatsu, près des mines de houille,
les forges et fonderies occupant plus de 2000 ouvriers et qui ont coûté une
:inquantaine de millions. Leur production paraît avoir été très onéreuse.

tant par lui-même. cela ne prouve-t-il pas que l'effort était prématuré, pour trois raisons. D'abord, ainsi que nous l'avons expliqué, la classe ouvrière ne se prête pas bien au régime de la grande usine. En second lieu le personnel dirigeant manque souvent, surtout dans certaines catégories, et notamment dans celles des hommes bien préparés à organiser et à diriger les grandes affaires, ainsi que dans celles des contremaîtres et chefs d'atelier. Enfin, les capitaux sont assez rares; la circulation est alimentée surtout par du papier-monnaie. Malgré cela, sous le couvert de la protection, et avec le concours des étrangers, des faubourgs d'usines se sont dressés autour des grandes villes [1]). Les Japonais en sont fiers. Ont-ils raison? Nous ne le croyons pas. Cette concurrence intérieure va désorganiser la petite industrie, si perfectionnée et si florissante. Ce sera sans doute le triomphe de l'économie politique, mais aussi une erreur sociale. En effet, dans les conditions que nous avons dites, le grand atelier ne peut produire à très bon marché; il est assez fort pour tuer l'artisan. il ne l'est pas assez pour fournir à bon compte les articles courants. Aussi, d'après ce que nous apprennent les rapports consulaires, le prix de la vie va en croissant d'autant plus vite, que les besoins du Trésors ont augmenté, ajoutant le poids des impôts nouveaux au prix de revient des choses [2]), déjà surélevé par le fait de la politique économique. Le taux des salaires suit naturellement la même progression [3]). La classe ouvrière déracinée et entassée dans des quartiers misérables, obligée de payer cher ses subsistances, ne peut manquer de s'agiter sous l'aiguillon du besoin, et il en résultera des crises

[1]) La statistique japonaise a dénombré 1098 usines mécaniques avec 32858 chevaux vapeurs en 1894; en 1900 il y avait 2084 usines avec 83500 chevaux vapeurs. On comptait en outre quelques centaines d'usines hydrauliques. Le nombre des ouvriers était monté de 173.000 à 261.000; celui des ouvrières de 165.000 à 256.000.

[2]) Une loi de 1904 a établi de nouvelles taxes ou aggravé les anciennes; le droit d'importation sur le riz a été élevé de 15 % en 1905. Un journal japonais démontrait récemment que en quelques années, le prix des denrées usuelles avait haussé de 10 à 50%.

[3] Un consul belge déclare que les salaires ont au moins doublé entre 1887 et 1900.

sociales et politiques pénibles. De leur côté les paysans risquent eux aussi d'être assez promptement appauvris. Sans doute l'accroissement des villes industrielles leur est plutôt favorable, car il augmente les débouchés de leurs denrées. Mais aussi, la ville et l'usine exercent sur eux une forte attraction; mal défendus par une tradition déjà ébranlée, peu préparés pourtant à se passer du cadre de la communauté, ils se défendent mal contre les conséquences de leur imprévoyante ignorance. En 1873, le mikado a abandonné son droit de propriétaire éminent du sol, et les paysans sont devenus les libres possesseurs de leurs anciennes tenures. La faculté de vendre leur étant alors acquise, ils n'ont pas tardé à en user. Beaucoup d'entre eux se sont endettés de la manière la plus inconsidérée, et leurs terres ont passé aux mains des capitalistes, qui actuellement les afferment aux anciens possesseurs. On voit quelle révolution sociale se prépare parmi ce peuple; comment la politique du gouvernement, inspirée par des idées purement économiques ou administratives, tend à la précipiter; de cette façon se forme un prolétariat urbain et rural sorti de ses anciens cadres, dépouillé de ses antiques croyances, livré sans défense à toutes les tentations et à toutes les séductions, proie facile pour les politiciens et les socialistes révolutionnaires.

La trace de ce que nous venons de dire se retrouve dans le tableau du commerce extérieur du Japon. En effet, voici comment se rangent les exportations, dans l'ordre de leur importance: soie brute [1]), soieries, filés de coton, houille, cuivre, thé, cotonnades, allumettes, riz, nattes et ouvrages en paille, camphre, poteries et porcelaines, tabac fabriqué. Dans cet ensemble, les produits naturels bruts ou à demi élaborés dans de petits ateliers ou même dans la famille, l'emportent dans une proportion énorme. La plupart des produits achevés, tels que les soieries, les allumettes, les nattes, la poterie sortent également des ateliers d'artisans, ce qui ne les empêche

[1]) L'exportation de la soie brute progresse régulièrement, en 1896, on expédia 978 caisses, et 9400 en 1900. Les Etats-Unis en absorbent les deux tiers.

pas de trouver au dehors des débouchés importants; mais ils ne les conserveront que si le travail japonais garde ses avantages actuels, c'est-à-dire la stabilité et l'habileté de l'ouvrier avec le bon marché de la vie.

Le tableau des importations se présente de son côté dans l'ordre suivant: coton brut, riz, sucre[1]), quincaillerie, pétrole, cotonnades, farine, tourteaux, lainages, machines, légumes, produits chimiques, fers, laines, céréales, matériel de chemins de fer, papiers. Cette liste appelle les observations que voici. Malgré la minutie de sa culture, le Japon doit déjà importer, à raison de la densité de sa population, une forte quantité de denrées alimentaires, et il ne peut sans dommage les taxer fortement à la frontière. De même, il lui faut des textiles que sa culture ne lui donne pas en quantité suffisante, comme le coton, ou pas du tout, comme la laine[2]); ici encore la douane doit se montrer très modérée. Le surplus, représenté par des articles fabriqués, ne constitue que la moindre partie des importations et par conséquent, ne saurait concurrencer d'une manière très vive l'industrie locale, à moins que celle-ci ne se désorganise sous la pression des causes signalées plus haut.

Cette question du commerce extérieur nous amène maintenant à parler de l'influence exercée par les étrangers au Japon, et à compléter en même temps notre exposé de l'évolution si rapide qui s'y est produite.

IV.

L'histoire des relations du Japon avec les étrangers est à la fois curieuse et en parfaite concordance avec la marche de son évolution.

Vers la fin du XVIe siècle, un navire portugais, chassé par la tempête, aborda sur les côtes de Hon-do, l'île principale. Il y reçut un excellent accueil, et des relations régulières

[1]) Depuis 1903, les droits d'entrée sur le sucre ont été surélevés.

[2]) L'industrie de la laine est due entièrement aux étrangers. Elle est donc toute nouvelle.

s'établirent entre les comptoirs portugais de l'Inde et l'archipel nippon. Bientôt des missionnaires jésuites arrivèrent, et, profitant de l'esprit de tolérance qui caractérise le clergé lamaïque, ils se mirent à évangéliser le peuple. Comme ils se trouvaient là en présence d'un culte extérieur à la famille, très simple dans son dogme et dans ses rites, sans esprit de fanatisme, les missionnaires n'eurent pas beaucoup de peine à faire des néophytes. Pendant près d'un siècle, ils purent ainsi étendre leur action, fonder des couvents, des écoles, si bien que la nouvelle croyance atteignit jusqu'aux membres de la famille qui dirigeait l'État pour les choses temporelles. Mais alors les recettes des bonzeries diminuèrent dans une proportion telle, que les prêtres indigènes prirent l'alarme. D'ailleurs les jésuites, reçus avec une si parfaite tolérance, se montraient au contraire fort intolérants à l'égard du culte national. Une de ces guerres civiles qui forment la trame de l'histoire politique du Japon fut alors ouverte, la famille régnante anéantie; un daïmio dévoué à la cause du lamaïsme prit le pouvoir, et s'attacha à le délivrer d'une concurrence si dangereuse à la fois pour la religion indigène et pour son propre clan. En outre, afin d'éviter à l'avenir l'immixtion des étrangers dans les affaires du pays, on leur en ferma l'accès. Cela se passait au XVIIe siècle, et pendant deux cents ans le Japon n'eut que peu de rapports avec les autres branches de la race jaune, pas du tout avec les Européens, pour qui l'archipel devint le sujet des légendes les plus fantastiques.

Vers le milieu du XIXe siècle, le commerce de l'Occident étant en rapide croissance, les gouvernements d'Europe se décidèrent à réclamer impérieusement l'ouverture des immenses marchés de l'Extrême-Orient. En 1853, une frégate américaine se présenta devant Yokohama et fut éconduite. L'année suivante ce fut une escadre entière qui survint. Sous la menace de ses canons, le gouvernement se décida à capituler sans combat. Par traité, il autorisa les Américains à venir trafiquer dans trois des ports japonais et même à s'y établir sur des terrains concédés, où les étrangers vivaient séparés de la population indigène et s'administraient

eux-mêmes. Successivement les autres puissances commerçantes obtinrent les mêmes avantages, et le commerce extérieur prit un développement rapide. Les conséquences de ce changement ne tardèrent pas à se manifester.

C'est pendant la période d'isolement complet que s'était établi au Japon le régime de compression et de tyrannie décrit tout à l'heure. La classe noble, obligatoirement concentrée dans la capitale, les samouraï, attirés dans les autres villes, menaient une existence oisive, raffinée, luxueuse, occupée uniquement par les plaisirs et les intrigues de cour. Un tel régime avait de graves inconvénients ; il présentait au moins l'avantage par cette vie presque exclusivement urbaine, d'ouvrir les esprits, d'aiguiser les intelligences, de les préparer à recevoir une culture plus haute. Et en effet, aussitôt que le pays fut ouvert aux étrangers, l'évolution commença. Il y eut d'abord cependant, des résistances. Le peuple, accoutumé à son isolement, montrait quelque méfiance à l'égard des nouveaux venus : l'aristocratie, imbue par les luttes de clans et par sa situation si supérieure, d'un esprit guerrier et fier, se sentait humiliée de la facile capitulation du gouvernement devant les sommations des nations d'Europe. Mais en même temps, elle sentait sa faiblesse vis-à-vis de ces peuples si formidablement outillés et armés. L'aristocratie tourna donc sa rancune contre le pouvoir à la fois si tyrannique et si médiocre qui la tenait en servitude depuis deux siècles, et elle le renversa en 1868, moins de quinze ans après l'apparition du drapeau américain sur la côte nipponne.

Pendant ce court délai, les choses avaient marché avec une rapidité foudroyante. Les étrangers s'étaient trouvés là en présence d'une situation particulièrement favorable. Le pays produisait beaucoup. Le peuple était nombreux et sans penchant pour le commerce, occupation peu considérée alors au Japon. La classe supérieure, riche et avide de nouveautés, se montrait moins encore que le peuple en état de faire concurrence aux étrangers. Ceux-ci monopolisèrent donc tout d'abord le commerce extérieur, fondèrent des banques, puis des fabriques, réalisèrent des profits considérables, tant par

l'exportation des produits indigènes, que par la vente des articles européens. Mais cela n'a pas duré très longtemps. Les nobles japonais étaient autrement préparés que les petits citadins chinois à recevoir et à saisir les idées et les procédés d'Europe. Beaucoup d'entre eux accoururent dans nos capitales, et envoyèrent leurs fils dans nos écoles. En même temps, on appelait au Japon une foule de professeurs et de techniciens pour organiser et développer sur place des écoles de tout ordre, ainsi que des ateliers, des chemins de fer, des télégraphes, des ports, des arsenaux. Le gouvernement avait été remis aux mains du mikado, c'est-à-dire d'un souverain spirituel tenu jusque-là à l'écart des affaires, incapable par conséquent de les diriger par lui-même. Il s'en remit donc aux anciens daïmios, transformés en hommes politiques modernes. Les clans d'autrefois devinrent tout naturellement des partis politiques, et la classe des samouraï fut une excellente pépinière pour recruter les cadres de l'armée et les bureaux administratifs. C'est ainsi que le Japon, grâce à son aristocratie urbaine put se transformer en si peu d'années, et prendre les allures d'un état occidental [1]).

Assurément, il faut admirer la vive intelligence de la classe supérieure japonaise, et sa facilité d'adaptation. Non seulement elle a copié avec adresse les institutions politiques et militaires de l'Europe, mais encore elle a su se dégager, chose plus étonnante, de certains préjugés que nos aristocrates d'Occident conservent avec une vanité naïve. Les nobles Japonais ne se sont pas bornés, en effet, à rem-

[1]) L'organisation politique a reçu sa forme complète par la constitution de 1889, qui a institué deux chambres. La première est composée de pairs héréditaires, de membres nommés et de membres élus au suffrage restreint. La seconde est élue par les électeurs âgés de 25 ans et payant au moins 26 francs d'impôt direct. Il existe actuellement trois partis : conservateurs, progressistes et tiers-parti ou centre. Le budget ordinaire s'élevait avant la guerre à environ 450 millions de francs, plus 82 millions de dépenses extraordinaires. Il a été porté à plus d'un milliard pour couvrir les frais de guerre, et on le maintient à ce taux pour assurer un amortissement rapide des emprunts militaires. La dette publique atteignait en 1904 le chiffre de 2500 millions; elle doit dépasser aujourd'hui de 5 milliards.

plir les emplois nombreux créés par le nouveau régime, ils ont encore eu le bon sens de se mettre au travail productif. Ils se sont improvisés industriels, négociants, armateurs, banquiers, et profitant des éléments de force et de production que possèdent leur peuple et leur pays, ils ont entrepris, non sans succès, de concurrencer les Européens et de leur disputer les positions prises par ceux-ci dans l'archipel. Aussi, depuis plusieurs années, les négociants étrangers constatent que les affaires, autrefois si fructueuses, deviennent difficiles. Leur situation n'est plus privilégiée comme jadis, au contraire même, ils sont exclus de certains avantages, comme l'exploitation des mines et la propriété du sol. Leurs frais sont bien plus élevés que ceux des concurrents indigènes, l'accès de la clientèle leur est moins aisé. Le gouvernement favorise autant que possible ses nationaux.

Enfin depuis 1899, et à la suite de longues négociations, l'autonomie accordée autrefois aux étrangers dans leurs concessions leur a été retirée, et ils sont soumis maintenant à toutes les charges locales à l'exception du service militaire [1]).

Mais ce recul économique des étrangers n'est peut-être pas autant à l'avantage des Japonais qu'on pourrait le croire au premier abord. Si de vastes débouchés ont été offerts à la production de l'archipel, c'est à l'initiative des négociants européens qu'on le doit [2]); sans ce concours le Japon ne serait pas ce qu'il est à l'heure actuelle.

C'est que la pénétration des peuples les uns par les autres a son utilité. En se mêlant, ils apprennent à connaître

[1]) En 1903, on trouvait au Japon : 2136 Anglais, 1639 Américains, 644 Allemands, 564 Français, 204 Russes, 178 Portugais et quelques Suisses, Belges, Hollandais, etc... Les Chinois étaient au nombre de 7438.

[2]) Voici, d'après la douane, le chiffre total du commerce extérieur des années : 1868, 26 millions de yens; 1886, 64 millions; 1890, 148 millions; 1900, 491 millions; 1904, 690 millions. Ces chiffres ne sont donnés qu'à titre d'indication générale. Le yen d'argent a baissé d'environ moitié depuis 1868; il vaut à peu près 2 fr. 50.

mieux leurs besoins et leurs goûts réciproques, et comme chacun a plus ou moins ses spécialités économiques, celles-ci sont finalement mieux vulgarisées et mieux vendues. Enfin l'enchevêtrement des relations est favorable à la conciliation des intérêts et à la consolidation des rapports pacifiques. Il est donc désirable, même pour le Japon, que les étrangers y conservent une bonne situation économique, et aussi que les Japonais sortent de chez eux autrement que les armes à la main.

V.

En lisant ce qui précède, on pensera sans doute que nous faisons bien bon marché du « péril jaune », dont on a parlé si souvent, tantôt avec une exagération manifeste, tantôt avec une indifférence par trop absolue. Le fait est que le péril jaune ne peut venir directement des Japonais. C'est une nation importante et grandissante, mais il y a des peuples de race blanche qui croissent plus vite encore, en population, en richesse et en puissance. Nous avons montré quelle réserve d'intelligence, de volonté, d'énergie, le Japon a trouvé dans sa classe supérieure. Mais ce brillant décor cache aussi des causes graves de faiblesse. Sans doute, l'effort de l'aristocratie s'est tourné surtout vers l'administration civile et militaire. Elle a organisé une bureaucratie bien réglée, une armée disciplinée et brave, parfaitement outillée pour la guerre [1]). Mais tout cela coûte cher à une nation dont les ressources sont étroitement limitées. De plus, le peuple est loin d'avoir réalisé les mêmes progrès que la classe dirigeante; les idées nouvelles ne le trouvent pas aussi bien préparé, et en sapant l'antique formation de la race, son esprit moral, elles produisent une désorganisation qui peut devenir fort dangereuse.

[1]) Effectif de l'armée en temps de paix : 173,000 hommes; réserves 200,000; territoriale, 250,000; marine, 45,000. La flotte comptera prochainement une centaine de navires, soit environ 300,000 tonneaux, 600,000 chevaux et 16,000 canons, non compris les croiseurs auxiliaires de la marine marchande.

Nous savons en effet qu'une éducation comme celle de la communauté, même réduite et ébranlée, ne se remplace pas facilement, il faut pour cela des influences fortes et durables. Or, un peuple chez lequel les jeunes sont privés de la discipline éducatrice, ne saurait être vraiment prospère et expansif. Il se consume en luttes stériles et devient la proie des intrigants de la politique. Voilà bien, selon nous, les deux écueils que la Japon trouvera sur sa route et qu'il aura de la peine à éviter, nous voulons dire la politique et le militarisme, qui sont pour lui comme des traditions nationales. Mais si le militarisme est encore dans toute sa force aujourd'hui, on peut croire que la politique ne tardera pas à l'affaiblir.

La politique et le militarisme ne sont pas des éléments de stabilité sociale, ni d'action extérieure suivie. Ils peuvent inspirer le désir de la domination, de la conquête, mais ne permettent pas de les maintenir bien longtemps. Les Japonais viennent de montrer ce qu'ils sont capables de faire; ils ont réalisé un effort grandiose, conquis la Mandchourie sur une armée européenne. Déjà, en 1895, ils avaient failli mettre la main sur la Chine. Ne sont-ils pas destinés à créer autour de la mer Jaune un empire formidable, capable de menacer l'indépendance de toutes les nations blanches et de ruiner leur prospérité économique? Nous ne le croyons pas, car, en supposant que les Japonais puissent être un jour assez aveugle pour tenter une pareille entreprise, — et personne n'est fondé à l'heure actuelle à leur imputer une telle ambition, — ils arriveraient bien tard. Les États européens ou d'origine européenne sont aujourd'hui trop forts, ils ont en Extrême-Orient des intérêts trop considérables, pour que leur prévoyance ne s'interpose pas si les visées du Japon prenaient une ampleur aussi démesurée. Le fait de la guerre récente ne prouve rien. La Russie, qui est elle-même un pays dominé par une aristocratie bureaucratique et militaire, aurait voulu précisément jouer, en Europe d'abord, en Extrême-Orient ensuite, ce rôle de dominateur universel. On voit aujourd'hui à quoi aboutissent de pareils rêves: à l'épuisement et à la désorganisation de la race. Le Japon a contribué à arrêter

les entreprises insensées de la bureaucratie russe; après lui avoir bravement tenu tête et réalisé des avantages importants et légitimes, il a consenti à signer une paix modérée, donnant ainsi une honorable preuve de sage prévoyance. Il peut maintenant tirer de son ancien adversaire quelque chose de plus : une précieuse leçon de politique sociale. Il est permis d'espérer que les Japonais, gens avisés et pratiques, comprendront les circonstances qui troublent une nation très analogue à eux-mêmes, sous bien des rapports, et en feront leur profit, pour le plus grand bien de l'humanité entière. Du reste, l'alliance anglaise sera pour eux un utile modérateur.

En ce qui touche le point de vue économique, nous avons déjà montré que la situation du Japon n'est assez favorisée, ni par la nature, ni par la formation de la race, pour inspirer de grandes craintes aux producteurs d'Europe. Les Japonais peuvent être des concurrents dont on doit tenir compte, mais il n'y a pas lieu de les redouter comme un danger formidable.

Reste enfin la question de l'extension individuelle de cette race prolifique. Ici encore nous n'avons rien à craindre d'elle. Le Japon a sous la main des territoires qui lui appartiennent, et qu'il doit avant tout coloniser. Jéso, Sakhaline, sont presque désertes, quand elles pourraient nourrir des millions d'hommes. A Formose, en Corée, il y a encore de la place. Aussi est-il assez peu probable que les Japonais songent à émigrer en Europe ou même au Brésil, comme les journaux le prétendaient récemment. En ce qui concerne leur émigration en Chine, elle ne peut être que commerciale ou administrative, le pays étant déjà surpeuplé. Nous nous sommes préoccupé de cela précédemment et nous n'y reviendrons pas [1]).

Résumons-nous. La nation japonaise a su prendre dans le monde, grâce aux aptitudes de son aristocratie, une place importante. Mais son organisation sociale manque dans l'ensemble d'équilibre et de stabilité, parce que la vie urbaine

[1]) Voir p. 224 ci-dessus.

est trop intense, et la population paysanne trop livrée à elle-même. Par une conduite prudente, mesurée, il pourrait préparer et diriger une évolution sociale inévitable dans le peuple. Cette évolution, si elle est rapide et livrée au hasard, tournera très mal et amènera assez promptement le désordre et l'anarchie dans le travail comme dans la politique. Le développement trop rapide de la grande industrie mécanique et du commerce sont de nature à précipiter l'évolution dans ce sens dangereux. Une politique de conquête extérieure arriverait au même résultat en épuisant le pays et en ameutant contre lui les grandes puissances d'Europe et d'Amérique. Faisons des vœux pour que les Japonais sachent discerner la voie la meilleure, et n'apporte pas dans le monde une nouvelle cause de trouble et de lutte, ajoutée à celle qui existent déjà en trop grand nombre.

VI.

La presqu'île de Corée n'est pas encore très bien connue. Elle est restée fermée aux étrangers, même aux Chinois, jusqu'à une époque récente et passait pour être vassale de la Chine. Mais cette vassalité était toute nominale; à partir de 1876, le Japon d'abord, les États d'Occident ensuite, signèrent avec la Corée des traités d'amitié et de commerce, qui reconnaissaient sa pleine indépendance; la Chine renonça enfin à tous ses droits par le traité qui lui fut imposé par le Japon en 1895. Mais la Corée n'a pas joui longtemps de son indépendance. Prise entre les ambitions russes et japonaises, elle a servi d'enjeu à leur partie et dépend maintenant du Japon à titre d'État protégé. Les procédés du vainqueur à son égard permettent de supposer que c'est là seulement une phase transitoire, et que bientôt l'annexion sera complète. Dès à présent, on peut considérer que l'empire du Soleil Levant est soudé à la terre ferme. La Corée augmente son territoire de plus de 200.000 km. carrés, et sa population d'environ 6 millions d'âmes.

La presqu'île coréenne est constituée par une puissante arête montagneuse, dominant vers le sud un plateau bas

d'une certaine largeur. C'est la même disposition physique que dans la plupart des îles japonaises. Le versant méridional forme une région accidentée, fertile quand elle est bien arrosée. Mais le climat est excessif, avec des hivers rigoureux et des étés très chauds; quand les pluies viennent à manquer, on ne récolte rien et c'est la famine. Le sol est propre à la culture des céréales, du riz, du tabac et des légumes; de vastes forêts couvrent les pentes des montagnes, surtout dans l'ouest; les parties hautes ont de beaux pâturages. Le sous-sol contient divers minerais et probablement du charbon; les côtes sont poissonneuses et offrent quelques bons ports.

La nation coréenne paraît être organisée sur un plan assez analogue à celui que nous avons rencontré au Japon. Le bouddhisme y a produit les mêmes résultats, en sélectionnant une aristocratie, renforcée peut-être par des éléments malais. Cette classe, a accaparé la plus grande partie des terres cultivables, mais elle ne dirige pas pour cela le travail agricole. Les grands domaines sont exploités par de pauvres métayers chargés de lourdes redevances. Aussi la culture est primitive et misérable. La fabrication est exclusivement ménagère ou artisane; elle s'exerce comme la culture sous le régime communautaire et les ouvriers sont médiocres et indolents. Le peuple est organisé en communautés agricoles groupées en villages. Le gouvernement est autocrate et peu agissant, car il laisse aux communes villageoises une grande autonomie. Mais l'évolution de la Corée n'a pas été aussi complète, tant s'en faut, que celle du Japon. Il semble que des influences mongoles sont intervenues à certaines époques par voie de conquête, et ont paralysé sous le poids de leur esprit de tradition et de routine, le développement de la classe noble, depuis 30 ans que celle-ci est en contact avec les japonais et les Européens, elle ne s'est guère transformée. Quant aux paysans, ils sont restés tout-à-fait fermés aux idées du dehors. Le pays est d'ailleurs moins riche que le Japon; sa production et son commerce sont minimes. Aussi les Eupéens ne sont venus en Corée qu'en petits nombres: 700 à 800 tout au plus. Mais les étrangers jaunes sont beaucoup

plus nombreux; il y a en Corée 6000 Chinois et peut-être 40.000 Japonais, non compris les troupes. Il est certain que l'immigration japonaise dans la contrée va s'accentuer rapidement, car il y a dans ce pays beaucoup à faire par la culture, qui laisse actuellement de vastes terrains en friche; l'industrie, les mines et le commerce. Or, les blancs ne pourront guère soutenir la compétition des Japonais, dans une contrée où ceux-ci ne manqueront pas de se réserver une situation privilégiée. On peut donc dire, que, à tous les points de vue, l'annexion de la presqu'île augmente dans une proportion notable les éléments de force et de prospérité du Japon, et de plus, en fait un état presque continental, dont la sphère d'influence directe doit s'étendre sur les territoires contigus, c'est-à-dire sur la Mandchourie entière, qu'il surveille en outre par sa forteresse de Port-Arthur[1]. C'est dans cette direction, probablement, que le Japon se trouvera de plus en plus tenté et entraîné. Mais, tandis qu'il est exposé à tous les dangers d'une désorganisation sociale à peu près inévitable, la Chine, appuyée sur ses communautés rurales solides, formée par le Japon lui-même à des habitudes administratives et militaires nouvelles, soutenue enfin par les concours intéressés des Puissances occidentales, pourra probablement lui opposer une résistance inattendue.

[1] Les Japonais ont conservé la haute main sur l'administration et les chemins de fer de la Mandchourie. Leurs commerçants se sont établis en grand nombre dans les villes et ils favorisent l'immigration de paysans nippons. Il semble bien que, après avoir accepté le traité en apparence si peu avantageux de Portsmouth, ils sont entrain d'en tirer pratiquement, avec beaucoup d'adresse, tous les avantages qu'ils avaient paru négliger dans l'intérêt de la paix.

CHAPITRE II

LA RUSSIE

Les Slaves, leurs origines et leur formation première. — Influences extérieures : Caravaniers iraniens, Grecs, Scandinaves. — La masse rurale, et la petite culture en communauté ; le Mir. — La petite fabrication. — La grande industrie, ses origines, sa situation. — Le commerce. — L'immigration étrangère. — Le Gouvernement, l'administration locale, l'autocratie bureaucratique. — Progrès de la désorganisation sociale· L'expansion extérieure. — Les réformes.

En abordant l'étude de ce grand pays [1]), placé sur les confin du vieil Occident. comme une sorte de région intermédiaire, nous faisons un pas de plus dans la voie de la désorganisation du type communautaire. Nous avons noté déjà ce phénomène redoutable chez les Japonais, mais là il se produit par en bas. et il est masqué par la solidité encore grande de la classe supérieure, qui encadre et soutient la masse du peuple. Ici, la désorganisation a commencé par en haut, et ce fait essentiel va nous donner la raison de la différence de situation qui se manifeste entre les deux pays La comparaison est curieuse et instructive. Elle nous montre comment deux populations socialement très analogues quant au fond des choses. sont amenées par des causes secondaires à évoluer par des voies différentes, qui d'ailleurs conduisent probablement au même but.

I.

La Russie est, géographiquement, un pays dont l'unité est remarquable. De l'est à l'ouest, du sud au nord, c'est

[1]) Superficie de l'empire : 22,875,000 km. c, dont plus de 16 millions en Asie, y compris 550,000 km. c. pris par les eaux intérieures.

une plaine immense, légèrement ondulée, dont l'horizon n'est borné par des hauteurs que sur son pourtour. Encore est-elle largement ouverte vers le nord-est sur la plaine germanique, vers l'ouest par la vallée du Danube et vers l'est par la steppe caspienne. C'est comme un carrefour où se croisent les routes terrestres entre l'Asie et l'Europe. Il y a là une sorte de plateau, élevé de cent à deux cents mètres au-dessus du niveau de la mer, creusé de sillons parfois assez profonds, par des fleuves qui rayonnent autour du centre comme les rayons d'une roue, et vont déverser leurs eaux dans trois mers. Cette vaste contrée, si largement ouverte aux migrations humaines, les appelle par sa fertilité et par la variété de ses productions. Elle les retient enfin par la grâce ou la majesté de ses paysages. Le Play, qui a parcouru la Russie à plusieurs reprises, ne se lasse pas de vanter l'aspect enchanteur de ses campagnes : il la compare à un parc anglais soigneusement entretenu, avec son mélange de prés verts, de bois touffus, ses eaux courantes et ses lointains adoucis. L'hiver est sans doute long et rigoureux, mais il a aussi ses avantages et ses plaisirs. Et puisque, tout compte fait, il permet à la nature d'achever chaque année son travail producteur, au moins dans la plus grande partie du pays, ce dernier ne pouvait manquer de devenir l'asile d'un peuple nombreux. La Russie d'Europe compte actuellement cent quinze millions d'âmes; ses possessions d'Asie en renferment une quinzaine de millions[1]. C'est donc la nation la plus consi-

[1] Le recensement de 1897 a donné les chiffres suivants, aujourd'hui un peu inférieurs à la réalité :

Russie d'Europe	93,500,000
Finlande.	2,800,000
Pologne	9,400,000
Caucase	9,300,000
Asie centrale et Sibérie.	15,500,000
Total	130,500,000

dont : Russes, 85,000,000; Polonais, 8,500,000; Lithuaniens, 3,100.000; Allemands, 1,800,000; Roumains, 1,120,000; Arméniens, 1,500,000; Juifs, 5,000.000; Caucasiens et Asiatiques, 24,000,000.

dérable parmi celles de notre vieux continent; elle dépasse même, à ce point de vue, toutes les autres nations d'origine européenne. A ce titre elle a certainement le droit d'ambitionner un grand rôle sur la scène du monde. Quel est en réalité ce rôle et comment le joue la Russie? Voilà ce que nous voudrions essayer de démêler d'une façon aussi simple mais aussi précise que possible.

Le lecteur sait maintenant à quel point il importe de connaître les origines d'un peuple pour bien comprendre sa situation actuelle. Nous devons donc nous demander tout d'abord quels ont été le point de départ et la route de migration des Slaves. Il nous paraît certain qu'ils sont venus directement, par un essaimage lent et régulier, des vallées du Caucase et de l'Arménie. Voici les raisons qui nous font considérer cette opinion comme plus vraisemblable que toute autre.

Si les Slaves n'étaient pas des paysans descendus des montagnes avoisinantes, il faudrait donc que, pour parvenir jusque sur les cours de la Volga ou de la Vistule, ils aient ou bien traversé les steppes orientales pour arriver à l'état de pasteurs nomades, ou bien reflué de l'Occident. Avant d'examiner ces hypothèses, enregistrons une observation faite par Hérodote au 4e siècle avant notre ère. A cette époque on trouvait dans la région située au nord de la mer Noire trois peuples bien différents par leurs mœurs. Le premier était entièrement voué à la culture; le second nomadisait à la suite de ses troupeaux; le dernier, appuyé sur des bourgs fortifiés au moyen de palissades, entreprenait de longues expéditions dans tous les sens, déployait un véritable luxe et prétendait être le maître de tout le pays, bien qu'il fût de beaucoup le moins nombreux. Ainsi, dès cette époque, le paysan et le nomade se trouvaient en présence dans la partie méridionale de la Russie actuelle. Nous prétendons que chacun de ces types avait suivi sa route particulière, et que les Slaves laboureurs sortaient directement de la souche aryenne primitive, sans avoir reçu aucune transformation sociale importante au cours de leur expansion vers le nord.

Si l'on admet l'origine aryenne des Slaves, et leur arrivée

par le sud à l'état de paysans en communauté de famille, tout dans leur histoire s'explique de la façon la plus naturelle et la plus logique, avec un enchaînement parfait des circonstances et des conséquences. Toute autre explication nous laisse, au contraire, en présence de questions insolubles. Ainsi, au témoignage d'Hérodote, les populations qu'il a connues sous le nom de Scythes laboureurs vivaient exclusivement de culture, tandis qu'à leur orient, de purs nomades circulaient encore dans les steppes basses toutes voisines. Si la population agricole était sortie des goupes nomades qui l'avoisinaient, le voyageur eût observé entre elle et eux une trasition formée par des familles en voie de transformation, devenues demi-sédentaires, mais encore facile à déraciner et à mettre en mouvement. C'est ce qui se voit depuis longtemps sur le frontière Est de la nation russe, parce que celle-ci est devenue assez forte, et s'est organisée assez solidement, pour imposer aux barbares de la steppes la contrainte sans laquelle ils ne se décident jamais à descendre de leurs chevaux, pour se livrer au travail agricole, qu'ils méprisent et redoutent par dessus tout. Au temps d'Hérodote, au contraire, les nomades dominaient les sédentaires et les exploitaient; cela ne pouvait, assurément pas, les engager à se mettre au même régime, en adoptant un genre de travail qu'ils considéraient comme dégradant. Pour les amener à cette transformation, il fallait une contrainte impossible à éviter, et, puisqu'elle n'existait pas, on peut en conclure sans autre hésitation que les Slaves ne sont pas sortis des pasteurs de la steppe. D'autre part, si ces peuples cultivateurs étaient arrivés en masse, à la façon des pasteurs dont ils ont dû plus tard subir les invasions, leur migration eût abouti sans doute à un désastre. En effet, au sortir des montagnes, une masse de familles de paysans, encombrée de chariots et suivie seulement d'un bétail restreint, se fût trouvée pour longtemps en pleine steppe, c'est-à-dire dans un milieu tout à fait nouveau pour elle. Là, il eût fallu se mettre du jour au lendemain à la pratique d'un nouvel art nourricier très différent de celui dont cette race avait l'habitude. Or, on ne s'improvise pas plus pasteurs que cultivateurs, il faut

pour cela une préparation, un apprentissage que l'on ne peu imposer à un peuple sans lui apporter en même temps d'indicibles souffrances, des privations et finalement des maladies dont il serait décimé. Jamais les grandes transformations sociales ne se font brusquement; en cela comme en toutes choses organisées, la nature opère par voie de transition, c'est ce que nos modernes réformateurs oublient trop souvent. D'ailleurs, pour une migration nombreuse, la steppe seule eût été praticable, car, dans une région accidentée ou forestière, elle eût rencontré des difficultés plus grandes encore, opposées à sa marche, sans trouver pour cela des ressources plus abondantes ou mieux à sa portée. Que rencontre-t-on, en effet, dans les vallées incultes ou dans les forêts vierges? Des fruits sauvages, des racines, de l'herbe, le poisson des rivières, ou le gibier, toutes ressources aléatoires, vite épuisées quand il s'agit de nourrir un peuple entier qui s'avance lentement à travers des campagnes sans chemins, coupées de hauteurs et de ravins, barrées de larges rivières dont il faut chercher les gués ou attendre la décrue.

Ainsi, les Slaves ne sont point arrivés par la steppe, ni descendus en troupe des hautes terres du sud. La race paysanne établie alors sur les fleuves de la Russie centrale et occidentale, ne venait point non plus de l'ouest, car tous les témoignages nous la montrent avançant au contraire vers l'occident, jusqu'à une époque relativement récente; c'est longtemps après la chute de l'Empire romain, en effet, que les Slaves durent reculer sous l'effort militaire des Germains ou accepter leur domination.

Les Slaves étaient si bien de petits paysans dispersés en groupes minimes et sans tendances militaires, que pendant de longs siècles, on les voit subissant les plus dures servitudes, sans pouvoir les écarter et, finalement, obligés d'aller chercher au dehors des chefs capables de les organiser et de les commander pour défendre leur sol contre des voisins dangereux.

Tout porte donc à croire que les paysans Slaves n'ont point émigré en masse par la voie des steppes désertiques.

Ils ont plutôt essaimé par petits groupes, sous la poussée naturelle de l'accroissement rapide de la population agricole dans ces vallées fortunées du Caucase, où la nature est si belle et si prodigue. Et pour cela, une région tout à fait à leur convenance s'ouvrait devant eux. Un coup d'œil jeté sur une carte nous la montre aussitôt. Si l'on descend directement du Caucase, on tombe, pour ainsi parler, en pleine steppe salée et basse, glaciale en hiver, aride et brûlante en été. Mais si on passe par le nord-ouest, le long des côtes de la mer Noire, on trouve au contraire un pays qui, sans valoir les vallées abritées de l'Arménie et du Caucase, est cependant fort hospitalier aussi. Une chaîne de montagnes basses court le long de la côte, défendant contre les vents glacés un grand nombre de vallées propres aux cultures variées, pourvues d'une humidité suffisante. On sait que cette côte est, pour les Russes contemporains, un lieu de villégiature hivernale, tout comme notre région méditerranéenne. Les émigrants caucasiens pouvaient donc gagner de proche en proche, de ce côté, au fur et à mesure de leurs besoins, et c'est bien ce qu'ils firent, occupant par une migration lente, vallon par vallon, les terres fertiles qui s'étendent vers l'ouest et le nord-ouest, de la mer Noire à l'Adriatique et à la Baltique, en remontant les fleuves lorsqu'ils se trouvèrent à l'étroit dans la région maritime. Combien de siècles leur fallut-il pour remplir cette immense bassin? Beaucoup sans doute, mais dans l'histoire d'un peuple, les siècles primitifs ne comptent guère, car ils sont silencieux.

En s'installant peu à peu par groupes sporadiques dans la plaine russe, les Slaves y trouvaient un milieu bien différent, par l'aspect, de leur patrie primitive, puisque, au lieu de la montagne, avec ses vallées profondes et tièdes, ils avaient maintenant la plaine aux longs et rigoureux hivers. Pourtant, on verra par une comparaison attentive que, au point de vue de l'influence exercée sur la race, les deux régions sont, au fond, très analogues. En effet, la plaine russe n'est pas si unie qu'elle en a l'air. Indépendamment de ses collines, de ses plateaux bas, mais cependant assez sensibles pour se creuser de vallées bien marquées, elle à ses forêts,

ses rivières et ses fleuves. Ils la divisent en une infinité de compartiments assez étroitement clos, qui l'étaient bien plus encore lorqu'on ne connaissait ni chemins de fer, ni routes, ni ponts. Les familles essaimantes y rencontraient donc un avantage auquel elles étaient accoutumées: l'isolement avec la liberté corrélative de s'étendre, de laisser vaguer leur bétail dans les clairières, de changer souvent de champ si la terre avait besoin de repos. Elles abandonnaient volontiers aux nomades la steppe sèche, brûlée en été, pour se cantonner dans la région centrale où les fréquents orages d'été entretiennent la végétation arborescente et permettent la culture. Du reste, ils trouvaint dans une grande partie de cette région un sol naturellement si fertile, la terre noire, que. malgré la sécheresse relative de cette contrée, ils pouvaient y vivre à l'aise, moyennant un travail assez minime. Sans doute. les productions du pays étaient moins variées, moins riches aussi, que celles des vallons abrités du Caucase ou de la Crimée, mais la terre n'en fournissait pas moins, en abondance. les choses nécessaires à la vie: le blé, les légumes. le chanvre, le lin, le bois, la viande, la laine, le poil et le cuir. Ainsi pourvus, les Slaves pouvaient pratiquer à l'aise leur puissante faculté de développement et d'essaimage; ils n'y manquèrent pas. De siècle en siècle et malgré tous les obstacles, invasions, guerres, massacres, épidémies, famines, ils ont empli d'un bout à l'autre la dépression qui s'étend de l'Oural aux Karpathes et aux Balkans, et occupé longtemps la moitié de la plaine germanique, où ils ont laissé des îlots persistants. Puis ils ont pénétré dans les vallées de l'Oural, pour de la gagner et occuper les terres de la Sibérie Méridionale. où leurs colons, toujours semblables quant au fond des choses. continuent le mouvement d'expansion que la race suit sans hâte comme sans défaillance, depuis les origines de l'humanité. Ce phénomène social s'opère donc encore sous nos yeux, nous pouvons le constater, l'observer directement et le comparer aux indications de l'histoire. La race slave n'a d'ailleurs pas le monopole de cette faculté puissante d'expansion, il est à peine besoin de le rappeler. Toutes les races agricoles sont dans ce cas: tels les colons anglo-saxons

et autres dans l'Amérique du nord et en Autralie, les boers hollandais au Cap, les Allemands en Syrie et au Brésil, les Chinois sur le bord oriental de la Mongolie, etc. Mais nous savons déjà que tout en s'étendant et en progressant, ces diverses races n'agissent pas exactement de la même manière, parce que les circonstances variées qu'elles ont eu à traverser ne leur ont pas imprimé la même éducation fondamentale, ni par conséquent donné le même type social.

En résumé, les Slaves n'ont pu être transformés ni par le lieu, ni par le travail, qui sont demeurés analogues ou identiques. Mais ils auraient pu subir des influences venues de l'extérieur. Voyons ce que nous dit leur histoire à ce point de vue.

II.

Nous avons déjà remarqué qu'Hérodote décrit les Scythes occidentaux comme de purs cultivateurs, très attachés au sol et à leur métier de paysan. Tout près d'eux, à l'Orient, l'historien grec a connu des peuples qu'il dénomme également Scythes, mais qu'on ne saurait identifier comme les précédents avec les Slaves. C'étaient, d'après la description d'Hérodote, des pasteurs nomades qui ont plus d'une fois rançonné ou razzié les groupes agricoles qui se trouvaient à leur portée. Mais là s'arrêtait leur action sur les Slaves. Cela s'explique par deux raisons. D'abord le pasteur nomade est un communautaire: les Scythes orientaux n'avaient donc donc rien à apprendre aux Slaves, qui vivaient eux-mêmes sous le régime de la communauté. Ensuite, on ne peut exercer une action forte et décisive sur une race que lorsqu'on vit au milieu d'elle, et lorsqu'on en prend la direction, spécialement en ce qui touche le travail. Or, cela n'est pas le fait des nomades: ils viennent, pillent et s'en vont, rien de plus. Aussi les Nomades ont traversé plusieurs fois la Slavie sans y laisser de traces durables. Il est bon de remarquer en passant, qu'Hérodote et après lui la plupart des historiens. ont accordé aux faits et gestes de ces bandes guerrières une considération que nos paysans slaves méritaient assurément

beaucoup mieux. Du reste, c'est une habitude, assez répandue chez les historiens de tous les temps, d'admirer beaucoup plus volontiers les conquérants qui ont employé leur vie à exploiter les peuples laborieux, que ces peuples eux-mêmes. Mais ceux-ci ont un jour leur revanche, car l'avenir leur appartient, tandis que les conquérants ne font que passer. Les Slaves l'ont bien prouvé, après tant d'autres. Ils ont fait mieux que de survivre à la puissance de leurs anciens maîtres, ils les ont à leur tour subjugués d'abord, assimilés ensuite. Ils ont donc été, finalement, les plus forts, nous verrons bientôt comment et pourquoi.

Nous devons dire aussi que les Grecs ont connu dans cette région une race d'hommes organisée d'une manière particulière. et dont l'action a été beaucoup plus forte et plus profond que celle des purs nomades. Cette race était celle des commerçants caravaniers qui parcouraient et exploitaient alors tous les grands chemins de steppes du vieux monde. Or, les Slaves étaient placés précisément, nous l'avons déjà remarqué tout à l'heure, en travers d'une de ces routes, celle qui faisait communiquer les peuples déjà très civilisés de l'Orient et de l'Extrême-Orient avec les peuples encore barbares du Nord et de l'Occident. Les caravaniers avaient jalonné cette route de postes fortifiés, qui étaient leurs lieux de halte et de repos Les mieux situés de ces postes devenaient même avec le temps de véritables villes: telle Asgard, entre le Don et la Volga. Ces caravaniers avaient naturellement intérêt à dominer les populations qui bordaient leur chemin habituel, soit pour prévenir leurs attaques, soit pour en tirer des vivres, des gens de services ou des soldats d'escorte. Au besoin, ils établissaient même, sur certains points, des colonies qui sont parfois devenues de puissants États[1]). Les Slaves ont subi cette domination, cela ne fait aucun doute après les indications d'Hérodote, qui appelle pompeusement Scythes royaux les gens stationnés sur la Volga, et nous dit qu'ils

[1]) V. les excellentes études déjà citées de MM. A. de Préville et Ph· Champault.

considéraient les autres Scythes comme leurs esclaves. Ces Scythes royaux, d'après l'écrivain grec lui-même, n'étaient ni des agriculteurs, ni des pasteurs, mais bien des commerçants à long parcours, c'est-à-dire des caravaniers très analogues aux chameliers actuels de l'Arabie, mais beaucoup plus puissants et plus riches, parce que leur métier était alors dans toute sa prospérité. Leur action s'est exercée sur les Slaves à diverses reprises. Dans l'antiquité, ils ont contribué à leur prospérité en leur achetant des denrées pour le ravitaillement de leurs convois, en employant comme auxiliaires un certain nombre de leurs jeunes gens, enfin en favorisant leur essaimage vers le Nord et vers l'Est. Plus tard, l'action de leurs descendants fut différente, les circonstances ayant changé, mais sous sa nouvelle forme, elle fut également considérable, nous aurons lieu de le constater. Quoi qu'il en soit, si l'influence des commerçants iraniens sur les Slaves a pu être importante, elle ne les a guère modifiés. Ces Orientaux étaient, eux aussi, des communautaires : pas plus que les Nomades, ils ne pouvaient apporter aux autres races des idées fondamentales nouvelles. C'est plutôt à titre de civilisés urbains qu'ils auraient été en état de changer d'une manière sensible l'organisation de la race, en créant des villes dans la région. Mais, pour différents motifs, leurs stations ne se multiplièrent que dans la bande de territoire qui leur servait de passage, de la Volga à la Vistule. Ces postes, véritables bourgs fortifiés par des levées en terre et par des palissades, furent rasés par le flots des invasions, et le pays redevint pour assez longtemps exclusivement rural. L'influence des caravaniers resta donc, somme toute, assez superficielle. Il en est d'ailleurs ainsi toutes les fois que des immigrants n'agissent sur une race que par le commerce ou à peu près.

Les Slaves ont-ils subi d'autres influences encore? Au temps de la prospérité des peuples grecs, ceux-ci vinrent fonder sur la côte nord de la mer Noire, des comptoirs de commerce, devenus promptement des villes, qui ne manquèrent pas de saisir toutes les occasions d'étendre leur autorité sur les populations avoisinantes, pour s'assurer à la fois une clientèle, des sujets imposables et aussi des soldats. En

effet, parmi la jeunesse qui emplissait les hameaux, et qui était accoutumée à la vie rude du paysan et du pâtre, ainsi qu'aux rixes entre clans ou même aux combats contre les hordes pillardes de la steppe, on pouvait recruter de solides gaillards, très propres à faire d'excellents fantassins. Il est plus que probable que les recruteurs des rois macédoniens avaient eu l'idée de venir opérer dans ce réservoir d'hommes, et que plus d'un Slave du Dniéper ou de Boug, figura dans les rangs de la fameuse phalange. Mais, somme toute, l'influence des Grecs fut surtout commerciale et, de plus, fortement combattue par leurs vigoureux concurrents, les caraniers orientaux. Aussi, elle disparut presque sans laisser de trace par l'effet des évènements considérables, qui se succédèrent dans la région au cours des premiers siècles de notre ère.

A son tour, l'influence romaine s'avança, avec les légions, jusque sur le Danube. Une fois de plus, un peuple frère, des Slaves par ses lointaines origines, reflua vers l'Orient après une longue migration accomplie par des voies différentes. Le paysan slave avait servi très certainement dans la phalange macédonienne; on le vit aussi sans nul doute dans les rangs des légionnaires, où sa place était toute marquée. Cependans l'influence de Rome ne paraît pas avoir entamé beaucoup la Slavie de l'Est, et cela s'explique. Ces admirables colons romains, qui quittaient si volontiers le glaive pour la charrue, et montraient un goût si développé pour la propriété rurale ne devaient pas se sentir très à l'aise parmi les Slaves, aussi paysans qu'eux-mêmes et déjà occupants effectifs et solides de la terre cultivable et accessible pour le moment. Pourtant, les colons latins trouvèrent, entre le Danube et le Pruth, des terres dévastées par une terrible guerre; ils en profitèrent pour s'y établir. Bientôt après survinrent les bouleversements qui brisèrent l'unité de l'empire; le mouvement d'expansion de la race latine fut entravé; elle demeura solidement établie sur les terres qu'elle avait conquise, et resta côte à côte avec les Slaves, ses frères de race, attachés comme elle au sol par les liens indissoluble du travail agricole intense.

Les invasions du premier siècle de notre ère ont dû troubler et décimer, à plusieurs reprises, les familles slaves, mais toujours elles ont repris, dans les moments d'accalmie, leur marche lente et sûre, comblant les vides, ressaisissant les champs tombés en friche, gagnant toujours plus sur la forêt et la steppe. Au cours du moyen âge, du IVe au IXe siècle, le progrès de la race put s'accentuer à tel point, qu'une population nombreuse se trouva finalement condensée entre la Baltique et la mer Noire d'une part, entre la Vistule et la Volga d'autre part. La prospérité de cette région se trouvait alors augmentée par la reprise du grand commerce par caravanes entre l'Orient et l'Occident, commerce qui eut à cette époque un regain d'activité, grâce aux difficultés opposées à la navigation maritime par l'extension extraordinaire de la piraterie arabe et scandinave dans la Méditerranée et dans les mers occidentales. Les anciennes villes d'étape se relevèrent au moins partiellement, formant de petites républiques marchandes, tandis que le reste du pays était subdivisée en une infinité de petits cantons ruraux. Nous constatons de nouveau ici l'incapacité des races paysannes à constituer des pouvoirs compliqués et étendus. Ce fait permit une fois de plus à des aventuriers de se superposer aux Slaves agriculteurs et de leur imposer leur autorité et leur influence. Ces aventuriers sont connus dans l'histoire sous le nom de Varègues. Des recherches archéologiques récentes, notamment l'exploration des sépultures, a permis d'identifier ces Varègues. C'était des Scandinaves, des descendants des caravaniers odiniques qui ont fondé en Suède, un peu avant notre ère, des villes florissantes et organisé un régime politique complet. Obligés par les conquêtes romains d'abandonner leur métier primitif de commerçants, ils se firent pirates et exploitèrent longtemps le monde occidental en pleine formation, non seulement par le pillage, mais encore par la conquête[1]. Comment se fait-il que les Varègues, congénères des Normands, n'ont pas joué dans les régions de l'Est un rôle

[1]) V. sur ce sujet les articles déjà cités de M. Ph. Champault.

tout à fait analogue à celui de leurs frères dans l'Ouest? L'histoire de la Slavie ne parle pas, en effet, avant le IXe siècle, d'expéditions scandinaves semblables à celles des Vikings ou rois de mers. C'est que d'abord les massives régions orientales ne sont pas pénétrables par mer comme celles de l'Occident. Ensuite. les Varègue ont dû reprendre à une certaine époque les traditions de leurs ancêtres, et se faire comme eux. convoyeurs de caravanes. C'est ainsi, sans doute, qu'ils apprirent à connaître la Slavie et qu'ils se firent une réputation d'organisateurs avisés et de guerriers résolus. Cela explique d'une manière très satisfaisante la tradition selon laquelle certains groupes slaves auraient eux-mêmes invité les Varègues à venir s'établir chez eux, pour les gouverner et les défendre.

Que les Varègues aient été appelés, ou qu'ils aient imposé leur domination, il n'en est pas moins certain qu'à partir du milieu du IXe siècle on les voit créer çà et la, à leur profit. des principautés en pays slaves. Cette installation eut-elle des conséquences au point de vue de l'organisation sociale de la race soumise? Oui, en ce qui touche l'installation des pouvoirs publics, nous verrons cela plus tard en détail. Quant au régime de la famille et du travail, il ne fut modifié que très partiellement. Voic pourquoi.

Les Varègues. sortis de la classe communautaire et urbaine des grands caravaniers asiatiques, en avaient gardé toutes les traditions essentielles. Devenus pirates ou chefs de guerre, ils remplaçaient la famille et la caravane par une *droujina*, — la « truste » des Mérovingiens, — ramassis d'aventuriers attachés à leurs chefs par l'espoir du butin et de la conquête. En cas de grande expédition ce clan devenait le noyau, le cadre d'une armée recrutée chemin faisant. Après le succès les hommes de la droujina recevaient une part de prise et des terres. Le chef percevait un impôt sur tout le pays placé sous sa protection, et de leur côté ses compagnons exigeaient une redevance des paysans établis sur le domaine qui leur avait été assigné. Ainsi, en se superposant à la population slave. les Varègues se bornaient à l'exploiter et à la diriger politiquement, sans prendre personnellement

la direction du travail. Leur place naturelle était d'ailleurs soit à la cour du prince dont ils étaient les officiers, soit dans les rangs de l'armée qui faisait presque constamment campagne d'un côté ou de l'autre. L'absentéisme était donc pour eux chose obligée, si bien qu'après l'arrivée de ces nouveaux-maîtres, le paysan slave resta ce qu'il avait toujours été. Leur action sur le peuple se borna à empirer de beaucoup sa position en le pliant sous la servitude de la glèbe, sans aucun espoir pour lui d'y échapper. Depuis lors, la Slavie a subi encore des invasions et des dominations passagères; celles des Mongols notamment; elle s'est reprise, renforcée, étendue. Mais son moule sociale est resté le même, à bien peu de chose près. C'est ce que nous allons voir en comparant les indications laissées par ses vieux chroniqueurs avec celles des observateurs contemporains.

III.

L'expérience de tous les temps prouve que les hommes ne modifient leur organisation sociale que sous la pression énergique de circonstances dominatrices, dérivant soit du lieu qu'ils habitent, soit du travail principal qui les nourrit. Or les Slaves, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, ont toujours vécu, au cours de leurs lentes migrations, dans des lieux qui permettaient le même art nourricier: la culture. D'autre part, les circonstances n'ont jamais amené parmi eux des hommes d'une formation supérieure, capables de leur imposer, avec un nouveau régime du travail, des institutions familiales différentes, comme l'ont fait les Francs en Gaule et les Anglo-Saxons en Angleterre.

Si ni le lieu, ni les influences extérieures ne sont venus, au cours des siècles modifier les Slaves dans leurs institutions familiales, cela nous explique toutes les circonstances de leur histoire. Voici comment. Dès ses origines les plus lointaines, cette race a été organisée en familles communautaires pratiquant la petite culture avec essaimage périodique. Ce régime à été celui de tous les peuples issus de la région montagneuse de l'Asie moyenne; nous le retrouvons chez les Scythes laboureurs d'Hérodotes, et encore chez les Polianes et

les autres tribus ou groupes slaves du moine Nestor. Les traits conservés par les vieux écrivains russes sont bien caractéristiques. M. Rambaud, dans son Histoire de Russie, les résume en ces termes: « La famille slave était fondée sur le principe patriarcal. Le père en était le chef absolu. Après sa mort. le pouvoir passait au plus âgé des membres qui la composaient. d'abord au frère du défunt, s'il en avait sous sa garde. puis à ses fils en commençant par l'aîné. Le chef avait les mêmes droits sur les femmes qu'un mariage amenait dans la famille. que sur les membres naturels de celle-ci... La commune ou *mir* n'était que la famille agrandie; elle était soumise à l'autorité des anciens ou aînés de chaque famille. qui se réunissaient en un conseil ou *vetché*. Les terres d'un village appartenaient en commun à tous les membres de l'association: l'individu ne possédait en propre que sa récolte et le *dvor* ou enclos qui entourait sa maison... Les communes les plus rapprochées formaient un groupe qu'on appelait *volost*. Le *volost* était gouverné par un conseil formé des anciens de la commune. Souvent l'un d'eux se trouvait avoir plus d'autorité que les autres et devenait le chef du canton. En cas de péril. les volost d'une même peuplade pouvaient se confédérer sous un chef temporaire, mais ils se refusaient à constituer au-dessus d'eux. une autorité commune et permanente... L'idée de gouvernement et d'Etat devait être importée du dehors. »

Ce tableau est complet dans sa brièveté. Il rappelle d'une manière frappante ce que nous savons des mœurs des Mèdes. des Arméniens et des Grecs primitifs; cela ne saurait nous étonner après tout ce que nous avons déjà remarqué, et il est un fait pour nous dire que le costume même est resté analogue jusqu'à une époque voisine de notre ère. Un vase d'or de fabrication grecque, trouvé dans un tombeau de la région des Scythes laboureurs, sorti probablement des ateliers de Tyras. d'Odessos ou d'Héraclée, porte des figures qui représentent. disent les archéologues, des gens de la région. peut-être ceux auxquels il était destiné. Ces gens sont vêtus de longues robes, coiffés de bonnets pointus. armés d'arcs, tout à fait selon les types orientaux des plus anciens

monuments de la Médie. Si nous signalons avec tant d'insistance cette remarquable immobilité des mœurs des Slaves, c'est qu'elle fournit, pour expliquer leur situation actuelle, des points de repère fort précieux. D'ailleurs la persistance du type social s'explique bien clairement par les détails même de ce type. En effet, la simplicité du travail agricole en petite exploitation paysanne, permet le maintien indéfini du régime de la famille, puisque nulle complication dans les méthodes ou les procédés n'exige une complication correspondante de l'atelier. Celui-ci reste donc purement familial, sous la direction du père ou de l'aïeul, qui garde une autorité considérable, sans laquelle il serait impossible de faire vivre en bon ordre un groupe contenant plusieurs ménages et un assez grand nombre d'individus. Tant qu'elles le peuvent, ces familles vivent isolées, car elle n'ont en principe besoin d'aucun secours étranger; le domaine, cultivé par leurs soins, sans l'intervention de la main-d'œuvre étrangère, leur fournit tout ce qui leur est nécessaire pour vivre : aliments, vêtements, outils, et, en outre, le chef ou patriarche, pourvoit aux besoins religieux, forme les jeunes en les faisant profiter de son expérience, et représente, à lui seul, l'ensemble des pouvoirs publics nécessaires dans une société nombreuse et condensée. De telles familles peuvent donc se perpétuer et prospérer indéfiniment sur un sol favorable et à l'abri des périls extérieurs.

Aujourd'hui, la population a augmenté sa densité au point de déborder bien au-delà de ses anciennes frontières, la religion et les pouvoirs publics se sont développés à part. Le rôle du chef de famille a donc diminué à certains égards, mais l'organisation fondamentale de la race est restée la même. Nous allons nous en convaincre par un examen approfondi de la nation russe dans sa forme contemporaine. Cette nation se compose de trois classes bien distinctes : la classe ouvrière, agricole ou industrielle; la bourgeoisie, l'aristocratie avec les fonctionnaires. Etudions spécialement chacune de ces classes.

1° *La classe ouvrière.* — La classe rurale russe est restée encadrée dans le type communautaire pur, conservant ainsi

avec une remarquable ténacité, l'organisation sociale que nous lui avons reconnue depuis la plus haute antiquité. Nous savons du reste les cause de cette persistance du type: analogie des lieux habités, soit au départ, soit sur la route de migration, soit enfin au pays d'arrivée, et impuissance des influences extérieures. On peut vraiment dire que la race est restée identique à elle-même, quant au fond, depuis son origine. Pour nous en convaincre, il nous suffit d'ouvrir *les Ouvriers européens* [1]. de F. Le Play, qui, de 1844 à 1855, a étudié un certain nombre de familles ouvrières dans les districts miniers de l'Oural et dans la Russie centrale. Depuis lors, un fait important s'est produit, nous voulons parler de l'abolition du servage, prononcée en 1861. Mais cet événement, qui a modifié profondément les rapports entre l'aristocratie foncière et les paysans, n'a changé en rien l'organisation de la famille. Nous aurons d'ailleurs à en apprécier plus tard les effets.

Toutes les familles observées par Le Play étaient communautaires autant qu'on peut l'être. La première [2] comptait treize personnes vivant sous le même toit et entièrement soumises à l'autorité de l'aïeul, qui prend comme chef de groupe le titre de *starchi*. Le starchi est l'âme de la famille. Il est entouré de respect et l'obéissance à ses ordres n'admet point de limites. Il ne possède rien en propre; tout son temps, toute son activité, toute son intelligence, sont consacrés à l'administration de l'avoir familial. Le starchi maintient le bon ordre, l'harmonie dans la famille, et ce n'est pas toujours chose aisée, quand un même foyer groupe trois ménages avec leurs enfants de divers âges. Mais l'éducation commande impérieusement, de siècle en siècle, de génération en génération, cette tradition de soumission respectueuse, qui semble pourtant si facile à rompre, et qui, une fois brisée ne se renoue plus. Rien ne peut montrer avec plus de force l'importance capitale de l'éducation dans la formation sociale des individus. On ne saurait remplacer cette discipline morale

[1] T. II, p. 47, 99, 142, 179.

[2] Paysans à l'*Abrok* du bassin de l'Oka. L'Abrok était une redevance en argent substituée, dans certains cas, à la corvée due par les serfs.

qui saisit l'enfant dès le jeune âge, le façonne et incorpore à son être mental des idées qui seront le guide impérieux de sa vie. Pourtant, combien de gens dans nos sociétés occidentales, ne reçoivent qu'une éducation incomplète ou mauvaise. et cela non seulement parmi la classe ouvrière, mais encore parmi celles qui se considèrent comme supérieures!

La propriété commune de la famille comprend la maison avec ses dépendances, le mobilier et les animaux domestiques, ainsi que les récoltes en grange et les économies en argent réalisées par le starchi sur les produits de l'exploitation, ou sur le salaire des membres de la famille. Ceux-ci doivent, en effet, lui remettre tout ce qu'ils gagnent, sauf une assez mince exception: on laisse aux femmes les petites sommes qu'elles peuvent se procurer par la vente des produits de certains travaux exécutés pendant leurs moments de loisir. L'argent qu'elle réalisent ainsi leur permet soit d'ajouter à leur costume de modestes ornements, soit à arrondir le petit pécule personnel constitué au moment du mariage par les cadeaux d'usage.

Les terres de l'exploitation rurale n'appartiennent pas à la famille. Elles dépendent du *mir*, ou commune, qui en fait périodiquement la répartition entre les paysans sur un pied d'égalité. Les familles trop nombreuses — et elles le sont presque toutes, — sont obligées de chercher ailleurs un complément de ressources, car alors la culture ne suffit plus à faire vivre le groupe. Les jeunes gens vont dans ce cas chercher au loin du travail, ils émigrent vers les villes pour y exercer les métiers les plus usuels: portefaix, cocher, maçon, batelier etc. Certains d'entre eux, même après leur mariage, restent absents durant de longues périodes: six mois, un an et même dix-huit mois. Ils rapportent fidèlement au starchi les épargnes qu'ils ont pu réaliser par une stricte économie. Cela doit paraître surprenant si l'on songe qu'il s'agit d'hommes jeunes, exposés à toutes les tentations des villes. Mais ici encore la formation communautaire vient exercer son influence et encadrer le paysan émigrant dans une association temporaire, rappelant la famille, qui le soutient et le défend contre ses

propres tentations. Il s'agit de l'*artel*, dont Le Play nous a donné une excellente description. L'éminent observateur, après avoir exposé la monographie d'une fammile de paysans de la Russie centrale. dont deux membres sont émigrants, décrit ainsi la formation et le fonctionnement de l'artel[1]).

« Arrivé à Pétersbourg le 20 avril, l'ouvrier s'est réuni dès le 23 du même mois à quarante portefaix environ. Ce premier jour de la réunion fut consacré à entendre l'opinion des plus expérimentés touchant l'organisation de la société, et spécialement à fixer la somme devant être versée par les associés qui pourraient ultérieurement s'y affilier; ce droit d'admission fut fixé à 6 francs pour les ouvriers arrivant les deux premières semaines, et à 8 francs pour ceux qui se réunissaient plus tard encore. On nomma ensuite les quatre fonctionnaires suivants, qui sont chargés de la direction des affaires communes. Le premier est l'*artelchik*; il est chargé de chercher l'ouvrage, d'en discuter le prix pour le compte de la communauté, de répartir les ouvriers entre les divers travaux, de remplir en un mot. toutes les fonctions qui, dans l'Occident, son dévolues en pareil cas à un entrepreneur. Le second est le *cloutchik*; il est chargé de tenir la caisse de la communauté, de toucher le prix des travaux exécutés, de payer les dépenses communes et de faire. sous sa propre responsabilité, des avances particulières aux associés. Les deux derniers sont les *starchi*, hommes d'expériences. désignés par leur réputation au choix des associés: ils sont chargés de contrôler les actes de l'artelchik et du cloutchik. La réunion se termina par la proclamation officielle de l'association, suivie d'une prière faite en commun et de vœux mutuels de santé et de prospérité. Deux semaines plus tard, l'artel avait atteint le nombre de soixante-cinq associés. Depuis lors, jusqu'au 23 novembre, époque de la dissolution de l'artel, ce nombre ne fut pas dépassé. »

Les principales occupations de l'artel pendant cette campagne ont été: le chargement et le déchargement des bar-

[1]) Les *Ouvriers européens*, t. II, p. 220. Rappelons que des associations de cette nature se retrouvent, sous des formes diverses, chez tous les peuples communautaires.

ques employées au commerce des fers et des bois, le sciage et la rentrée des bois de chauffage, le battage des pieux pour la fondation des édifices, les travaux de terrassements dans les jardins de la ville et de la banlieue. La nourriture a été prise en commun en deux brigades de 30 à 35 personnes; les frais en sont supportés par la caisse commune, et montent moyennement à 40 cent. par tête et par jour. La cuisine est quelquefois faite en régie par une femme salariée par la compagnie; dans ce cas, l'artelchik achète en gros le pain, le gruau, la farine, le poisson salé, le sel et l'huile de chènevis qui forment le fond de l'alimentation. Plus ordinairement l'artel s'exempte des embarras de cette administration, en traitant avec un fournisseur qui, pendant toute la durée de la campagne, livre la nourriture toute prête aux associés moyennant un prix convenu. L'entretien des vêtements, les achats de thé, d'eau-de-vie et des autres aliments de choix, des médicaments en temps de maladie, ont toujours le caractère d'une dépense individuelle; on subvient à ces dépenses au moyen de recettes particulières, que l'artel autorise de temps en temps. Pendant la durée de la campagne, chaque ouvrier est autorisé à disposer de seize journées de travail, pour exécuter certains travaux urgents qui, exigeant un grand déploiement de force, sont rétribués d'une manière exceptionnelle.

A la fin de la campagne, le partage des bénéfices se fait également entre tous les associés, quelle que soit l'inégalité de leurs forces et de leur aptitude pour le travail. Les ouvriers les plus vigoureux sont réservés pour les travaux à l'entreprise, les plus faibles pour les travaux à la journée.

Ainsi, dans sa vie d'ouvrier isolé, comme au sein même de sa famille, le paysan russe est fortement encadré, soutenu et conduit par une autorité d'autant plus forte et absolue qu'elle est traditionnellement, passivement acceptée[1]). Ce n'est pas tout. De temps immémorial, et aujourd'hui encore, la fa-

[1]) Ceci nous explique la discipline surprenante dont ont fait preuve récemment les masses ouvrières urbaines, sous la direction des comités révolutionnaires. Une fois cette direction acceptée, elle est suivie aveuglément par une foule dressée à l'obéissance passive par la tradition familiale.

mille paysanne est aidée dans ses moyens d'existence par des subventions variées. A l'origine, les familles paysannes trouvaient dans la libre disposition des forêts, des pâtures et des eaux, de précieuses ressources en bois, fourrures, gibier, baies et poissons. Nous avons vu que la classe aristocratique issue des Varègues et de leur droujina s'était emparée à une certaine époque du domaine éminent sur la terre russe, et avait plié la population au servage, sans laisser au paysan aucune issue pour sortir de cette situation subordonnée. Il a fallu, en effet, faire intervenir la volonté autocratique du tsar pour mettre fin au servage. Pendant toute la durée de cette institution, le seigneur était tenu de conserver à ses gens certaines subventions, notamment du bois pour la construction ou la réparation des chaumières et des bâtiments d'exploitation. En outre, les plus riches et les plus éclairés d'entre eux, ceux surtout qui possédaient de grandes exploitations industrielles, assuraient à leurs paysans les soins médicaux et contribuaient au soulagement des plus pauvres, ainsi qu'à l'entretien du culte et des écoles. Depuis la réforme de 1861, les propriétaires, privés des redevances et des corvées, cantonnés dans une portion de leur ancien domaine, n'ont plus les mêmes obligations. Toutefois, comme une partie des forêts et des pâturages a été attribuée au mir, les paysans en jouissent en commun là où il s'en trouve, ce qui est fréquent. Ailleurs, ils ont conservé des droits d'usage sur les forêts de l'État et des particuliers. Grâce à cet ensemble de ressources, les familles bien dirigées ont pu se maintenir dans un certain état de prospérité. Quelques-unes même, conduites par des individus d'élite, se sont élevées à la fortune et sont sorties de la condition paysanne. Cette prospérité relative explique l'essaimage lent, mais continu du peuple russe vers le Sud et vers l'Est [1]. Une telle organisation

[1] V. dans les *Ouvriers européens*, t. II, p. 227, un curieux exemple de cet essaimage, rendu nécessaire par l'augmentation d'une famille. Ce fait explique en même temps les réclamations et les colères des paysans, qui, se trouvant souvent à l'étroit dans leurs exploitations, demandent une nouvelle distribution de terres aux dépens des propriétés seigneuriales. Ils

rurale présente donc certains avantages, en ce sens qu'elle soutient les faibles et les incapables au moyen des cadres rigides, qui se superposent et maintiennent la population. Mais elle offre aussi de grands inconvénients. Conduit et soutenu dans presque tous ses actes le paysan russe ne montre en général que peu d'énergie et d'initiative. Il s'en rapporte volontiers, pour assurer son avenir et lui donner le pain de chaque jour. à sa famille, à son mir, ou à la mendicité. Le plus souvent il vit petitement des ressources que nous avons énumérées. sans préoccupations ni prévoyance. Aussi ses réserves sont-elles très limitées, de telle sorte que les mauvaises années le trouvent dépourvu. De là, ces navrantes famines qui désolent périodiquement certaines parties de la Russie. celles où les saisons sont irrégulières. Cette apathie de la classe paysanne est un fait bien connu; son indolence, sa lenteur, son indifférence sont proverbiales. « Pourquoi dors-tu, moujik, dit une chanson populaire, où l'on reproche au paysan de sommeiller tout le jour sur son poêle, pourquoi dors-tu, tandis que la misère vient s'asseoir à ta porte [1]. »

Il est facile de concevoir avec quelle facilité des individus aussi mal préparés à l'action personnelle se laissent aller à la défaillance et au vice. Si l'autorité paternelle se relâche, l'ivrognerie, le jeu, chez les hommes, la coquetterie chez les femmes, ne tardent guère à disloquer la communauté. dont la plupart des membres, incapables de se conduire eux-mêmes, tombent alors dans la noire misère.

Le défaut d'initiative personnelle se fait sentir en toutes choses chez le paysan russe. Il reste attaché à ses vieilles

considèrent en effet que toute la terre a appartenu autrefois aux seuls paysans, et que les biens nobles ont été usurpés à leur détriment. On sait que l'élaboration d'une loi agraire fut la grande affaire de la *Douma* ou assemblée élue au début de 1906.

[1] Citée par A. Leroy-Beaulieu, *L'empire des Tsars et les Russes*. Plusieurs romanciers russes se sont attachés à peindre la condition du paysan; on ne trouvera nulle part un tableau plus saisissant que celui qui a été tracé par Tolstoï dans la *Matinée d'un Seigneur*. V. aussi Tikhomirow, la *Russie politique et sociale*.

coutumes, bonnes ou mauvaises, avec la même énergie. Il ne songe pas plus à améliorer sa demeure étroite et malpropre qu'à faire instruire ses enfants ou à perfectionner ses procédés de travail. Sa piété religieuse est fervente et sincère; elle contribue certainement en quelque mesure à maintenir le niveau moral de la race, et renforce ainsi ses institutions traditionnelles. Mais comme elle n'est pas soutenue par une forte éducation, elle n'a qu'une action relative et tourne généralement à la superstition. Le Play, avec beaucoup d'autres auteurs, a constaté ce fait de la façon la plus précise. « La disposition relgieuse, dit-il, est plutôt la conséquence d'une foi instinctive que d'un développement raisonné du sentiment religieux. Elle ne préserve pas la famille d'une certaine inclination vers l'intempérance, la dissimulation, la supercherie ou mêmc la fraude dans les transactions d'intérêt; mais elle lui inspire une résignation stoïque dans les souffrances physiques et morales. »

En résumé, le paysan russe est en général fortement attaché au sol, cultive avec patience sous le régime de la communauté, sans aptitude au progrès intellectuel ou technique. La masse rurale est donc à la fois pauvre et stagnante, c'est-à-dire peu propre à développer ses capacités personnelles ou l'art qui la nourrit. Cette masse ignorante et routinière, vit presque toujours dans une pauvreté voisine de la misère; la faim et le froid la torturent souvent. L'usure, exercée en général par le cabaretier juif, dévore fréquemment à l'avance le faible produit de ses récoltes. Cela nous suffit pour comprendre les superstitions, les colères et les cruautés de ces paysans si voisins de la barbarie. Or, il ne faut pas oublier que les paysans forment l'immense majorité du peuple russe. Selon M. Courrière, qui a publié, il y a quelques années, le récit d'un intéressant voyage accompli par lui en Russie, on peut estimer à 90 % la population rurale de ce pays. Un document officiel évaluait à cinq millions d'âmes tout au plus, il y a quinze ans, la classe industrielle, et cette proportion n'a pas beaucoup changé. Sur ce nombre, un million d'ouvriers à peine étaient employés dans la grande industrie.

En 1897, seize villes seulement dépassaient 100.000 habitants [1]: c'est peu pour un aussi grand peuple, qui approche aujourd'hui de 130 millions d'âmes. Cette prédominance de la population rurale constitue un fait social d'une haute importance.

La classe industrielle, — exception faite de l'élément étranger, — sort naturellement de la classe rurale, avec laquelle elle reste même en grande partie confondue. Nous avons constaté en effet que de nombreux paysans se consacrent pendant une partie de leur vie à l'exercice de différents métiers, qu'ils vont pratiquer dans les villes, tout en restant attachés à leur communauté rurale. D'autres, sans sortir de cette communauté exercent sur place les métiers usuels. D'autres encore, soit temporairement, soit à titre définitif, entrent dans le régime de la grande usine. Souvent ces usines sont rurales, et leurs ouvriers conservent presque entièrement leur physionomie de paysans. Autrefois, ils étaient attachés à l'atelier comme serfs et ne pouvaient ni s'en éloigner ni changer de spécialité; aujourd'hui ils sont libres, mais cela n'a pas modifié sensiblement leur type social: ils sont demeurés pour la plupart des ruraux communautaires. Quant aux ouvriers et aux artisans fixés dans les villes après avoir abandonné leur famille, s'ils ne vivent plus en état de communauté, ils ont gardé la plupart des traits de caractère imprimés à leur race par cet état: la lenteur, une certaine mollesse et le défaut d'initiative. M. C. Courrière, dans son récit de voyage déjà cité, dit à ce propos: « L'ouvrier russe n'est pas développé comme l'ouvrier français ou anglais. C'est, la plupart du temps, un paysan qui, pour un certain nombre de mois ou d'années, a quitté son village où il laisse femme et enfants et vient gagner de l'argent dans une fabrique où il travaille sous la direction de contremaîtres presque tous étrangers. Les fabricants ne font rien pour

[1]) La France a 15 villes de plus de 100,000 âmes pour 39,000,000 d'habitants; la Grande-Bretagne en a 39 pour 42,000,000 d'âmes; l'Allemagne 35 pour 60,000,000 d'habitants.

améliorer le sort de leurs ouvriers. » De son côté, M. Tikhomirow, auteur russe très patriote mais très sincère, nous dit: « Les étrangers qui ont fait travailler en Russie ont généralement remarqué que le Russe est plus capable d'un vigoureux effort que d'un travail long et soutenu. » On reconnaît ici le trait caractéristique de la formation communautaire, qui tend constamment à niveler les aptitudes, à engourdir l'initiative et à décourager l'effort personnel. Ce sont là, chacun s'en rendra compte aisément, des effets directement contraires à la loi du progrès.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir l'industrie russe se développer avec une lenteur et une difficulté, qui ne répondent guère à la richesse du pays au point de vue des matières premières et du combustible. Nous parlerons de cela plus en détail tout à l'heure. Mais remarquons tout de suite que, si les ouvriers de la grande industrie restent souvent attachés à la famille rurale, ils n'en sont pas moins soustraits par l'éloignement à sa direction et à sa discipline. En outre, un certain nombre d'entre eux se séparent complètement, et tombent dans la désorganisation sociale, sans acquérir les qualités personnelles nécessaires pour tenir lieu de l'influence familiale. C'est ainsi que les ouvriers des villes, n'ayant point l'éducation nécessaire pour se conduire eux-mêmes, sont devenus des instruments dociles dans la main des agitateurs politiciens et des adeptes du socialisme. L'insuffisance des patrons et la faiblesse sociale de la classe ouvrière, voilà donc les deux causes principales de l'action exercée par les révolutionnaires à la faveur du désarroi de l'administration et de l'indiscipline des soldats.

2° *La bourgeoisie.* — La bourgeoisie russe est composée d'éléments assez variés. D'abord, un certain nombre de paysans parviennent à s'élever peu à peu par le commerce.

Le Play a montré avec sa clarté et sa précision habituelles comment s'opère cette sélection [1]). Un paysan intelligent, avisé, commence par vendre à ses voisins un peu de seigle,

[1]) Ouvrage cité, monographie du Forgeron de l'Oural.

d'avoine ou de farine. Bientôt il étend ses opérations, achète ou construit un moulin, au besoin il prête à gros intérêts et finalement réalise une fortune assez ronde. S'il ne va pas s'établir lui-même en ville, un ou plusieurs de ses enfants deviendront des urbains et feront souche de gros négociants ou d'industriels, à moins qu'ils ne trouvent moyen d'entrer dans le *tchinn*, c'est-à-dire dans la bureaucratie. Du reste, le Russe est parfaitement apte au commerce; il ne redoute à ce point de vue, dit un auteur, ni l'Allemand, ni le Juif. Il en est de même de tous les peuples à formation communautaire: le commerce leur plaît surtout quand on peut l'exercer avec tranquilité, sans trop de hâte ni de déplacements. Ils y réussissent en effet, au moins dans la plupart des cas, non par l'activité et l'initiative, mais plutôt par la souplesse, l'économie, l'adresse ou même la ruse [1]).

Aussi est-ce principalement au commerce que la bourgeoisie russe doit le plus clair de ses profits. La grande industrie l'attire moins à cause de la somme d'efforts qu'elle exige. Nous insisterons quelque peu sur ce fait.

La vaste Russie est un des pays les mieux doués au point de vue des productions naturelles. Ses forêts sont immenses, bien qu'elle exporte chaque année des quantités énormes de bois d'œuvre, et que beaucoup de ses usines alimentent encore leurs feux et leurs hauts fourneaux avec du bois ou avec du charbon de bois. Elle a de riches gisements de houilles, d'abondantes sources de pétrole, des minerais métallifères variés et distribués en dépôts considérables. Son sol produit, avec une culture sommaire, arriérée, des quantités énormes de grains, de chanvre, de lin, de betteraves, de coton, de fourrages. En outre, elle est en relation facile avec le reste du monde, par ses fleuves, ses ports sur la Baltique et sur la mer Noire, et par ses chemins de fer. Sa population peut fournir une main-d'œuvre abondante. Ainsi munie, la Russie se trouve-t-elle à la tête de l'Europe au point de vue

[1]) Qui ne connait la réputation du commerçant chinois, hindou, arabe ou grec, tous communautaires renforcés.

économique? Nullement. Ses apologistes les plus fervents sont même obligés de reconnaître qu'elle est fort en retard. Il est vrai que l'on constate en même temps, et avec juste raison, un progrès récent, mais considérable de la production. Dans quelles conditions ce progrès s'est-il manifesté? Cela vaut la peine d'être examiné.

On se souvient que la fabrication se subdivise en quatre catégories principales, dont l'importance respective varie selon l'état d'avancement de la race qu'on considère. Ce sont: l'atelier de famille, le petit atelier d'artisans, la fabrique collective qui n'est qu'un groupement commercial de petits ateliers, enfin le grand atelier mécanique. La fabrication ménagère joue encore un grand rôle en Russie. Les familles rurales se fournissent elles-mêmes de tissus et d'ustensiles grossiers. qui ne sont donc point demandés au commerce. Pour le surplus. une partie en est acheté directement aux petits ateliers du voisinage. Tout ceci ne sort donc point de la classe ouvrière et n'intéresse pas la bourgeoisie. Or, nous observions tout à l'heure que la classe moyenne n'est guère portée vers la grande industrie. Elle l'abandonne le plus souvent aux étrangers. dont nous aurons bientôt à apprécier le rôle en Russie. En revanche, la classe moyenne dirige encore, sur une vaste échelle la petite industrie, organisée sur le type de la fabrique collective déjà décrite plus haut [1]). Un tel système ne peut subsister, en face de la fabrication mécanique, qu'à la condition de trouver une clientèle qui demande des articles ordinaires à très bon marché, et des ouvriers qui se contentent de salaires minimes. C'est le cas en Russie où l'ouvrier cumule généralement la fabrication et la culture et où la plupart des consommateurs ruraux sont d'un goût peu difficile, en relation d'ailleurs avec leurs ressources. Cette industrie se combine naturellement avec le commerce forain [2]). absolument comme dans les pays d'occident il y a quelques

[1]) V. ci-dessus, p. 120.

[2]) Une mauvaise récolte suffit pour faire baisser de 25 à 30 % le mouvement d'affaires des grandes foires, comme celle de Nijni-Novgorod, qui est la plus célèbre, mais non la seule en Russie.

centaines d'années. Aussitôt que les fabricants veulent sortir de ce type primitif pour aborder la fabrication mécanique en grand atelier, l'infériorité de leur situation ne tarde pas à apparaître. Tout leur manque à la fois: l'outillage perfectionné, qu'il faut acheter à l'étranger; les contremaîtres capables qui doivent aussi venir du dehors [1]: enfin les ouvriers habiles: nous avons constaté en effet, la tendance rurale de la population et son inaptitude au travail rapide et personnel du bon ouvrier de fabrique [2]. Aussi l'industrie russe est-elle fort avide de subventions et de protection. Il est arrivé souvent que le trésor public a fait des avances de fonds pour la création d'usines nouvelles ou d'entreprises de banques, de transports, etc. En outre, l'État réserve ses commandes aux usines russes le plus qu'il peut. En 1903, une conférence de fonctionnaires et d'usiniers a eu lieu à Pétersbourg pour étudier les moyens de pallier la crise intense de l'industrie; sa réponse a été: Il faut nous réserver exclusivement les commandes de l'État. Et, en effet, l'État achète en Russie les rails, les wagons, les machines, le matériel qu'il faisait autrefois venir du dehors, mais il paie tout cela beaucoup plus cher aux fabricants anglais, allemands, belges, français, quelquefois russes, qui travaillent dans l'empire. Enfin, des tarifs de douane très élevés opposent aux pays étrangers une barrière difficile à franchir [3]. Tout cela, pourtant, ne suffit pas encore. Les conditions du milieu social sont si peu favorables, que l'industrie russe ne réussit pas à refouler la concurrence étrangère: ses

[1]) V. sur ce point les Rapports consulaires américains, anglais, français, qui concordent absolument.

[2]) Le service militaire, avec son recrutement assez arbitraire, est encore une gène pour l'industrie, mais les étrangers établis dans le pays s'en ressentent tout autant que les patrons nationaux.

[3]) Le tarif inauguré en 1903 frappe tous les produits, car on a vu que celui de 1891, quoique déjà très élevé, laissait passer presque tous les articles du dehors, même les plus lourds et les plus communs, comme la houille, les briques, les fers, les ciments, etc. La Russie a refusé de signer la convention des sucres, afin de subventionner des fabriques situées dans la terre noire, la plus fertile de l'Europe.

fabricants ne cessent de se plaindre et de réclamer de nouvelles mesures de protection; le sentiment de leur infériorité leur inspire parfois des idées au moins étranges. On a vu, il y a quelques années, un journal qui représente d'une façon toute spéciale la doctrine dit slavophile, la « Gazette de Moscou », déclarer qu'il y aurait tout profit à abandonner à l'Allemagne une partie de la Pologne, où sont établies un grand nombre d'usines Allemandes, pour entourer ensuite la Sainte Russie d'une barrière douanière infranchissable. Bien souvent, du reste, on a réclamé l'établissement de douanes intérieures, séparant les pays russes proprement dits de la Pologne ou des Provinces Baltiques, où l'industrie germanique a jeté de profondes racines, ainsi que de la Finlande scandinave.

L'infériorité radicale de la grande industrie russe apparaît nettement à tous ceux qui parcourent le pays, sans exception [1]). Le gouvernement lui-même n'a pu parvenir encore à organiser supérieurement ses propres ateliers et ses arsenaux. Un voyageur français, passant à Sébastopol, voit trois cuirassés en construction à l'arsenal; il visite les chantiers et les ateliers. « Ce que nous avons vu, dit-il, nous a montré que la Russie avait un outillage encore trop incomplet et des ouvriers trop peu habiles pour justifier le système protectionniste qu'elle a adopté. Tout ce que nous voyons d'important a dû être usiné ailleurs, car les deux ou trois marteaux-pilons sont peu puissants, les machines-outils sont arriérées et déjà un peu ferraille [2]). » Il ne semble pas que les arsenaux russes aient fait de grands progrès depuis lors, si nous nous en rapportons à ce qui s'est passé au début de la guerre entre l'empire des tsars et celui des mikados. L'industrie privée n'est du reste pas mieux outillée. Ainsi, l'extraction du pétrole, qui a fait de Bakou un des centres les plus actifs de la Russie, est extrêmement mal organisée. Beaucoup de liquide est gaspillé par suite de

[1]) « L'industrie russe produit chèrement et mauvais », disait N. Tikhomirow dans sa *Russie politique et sociale,* p. 223

[2]) L. Cochard, *Paris, Boukhara, Samarcande.*

l'insuffisance des aménagements; les gaz qui s'échappent des puits en abondance s'évaporent dans l'atmosphère sans jamais être utilisés [1]). On pourrait citer bien des exemples du même genre. Les chemins de fer eux-mêmes, ces instruments économiques de premier ordre, sont relativement rares et médiocres. La Russie d'Europe en possède à peine 55.000 kilomètres, dont 35.000 appartiennent à l'État, pour un territoire neuf fois grand comme la France [2]). Beaucoup de lignes sont exploitées à perte, parce qu'on les a construites sans discernement là où elles étaient à peu près inutiles, au lieu d'améliorer les autres et de les bien équiper pour suffire aux besoins du trafic. Les lignes sont entretenues avec parcimonie et l'exploitation en est peu régulière. La Russie a ses fleuves et ses rivières, dira-t-on, qui forment un réseau magnifique; sans doute, mais ce réseau est frappé de chômage par les glaces durant près de la moitié de l'année. Les grands travaux d'art sont en général commandés à l'étranger. Les navires à vapeur de l'État ou des compagnies de navigation sortent aussi, pour la plupart, des chantiers du dehors, ce qui ne les empêche pas de recevoir de l'État de fortes subventions. Enfin, la fabrication des machines agricoles, si importante dans ce pays de grande production, est restée fort inférieure. Un voyageur français, M. Courrière, disait à ce propos: « Aux concours agricoles, les machines sont exposées par des maisons étrangères, ou, si elles ont été fabriquées en Russie, ce sont des imitations [3]). » Rien ne saurait mieux caractériser le défaut d'initiative, la routine et la faiblesse radicale d'une industrie, que cette servilité dans l'imitation et cette cherté dans la fabrication, en dépit du bon marché de la main-dœuvre et de la proximité des matières premières: métaux et bois.

[1]) Ceci est vrai surtout pour les exploitations russes proprement dites, qui sont, en général, les moins importantes. Les sociétés les plus puissantes sont ou bien étrangères, ou bien munies de capitaux étrangers. V. Rapports consulaires français, 1902, n° 144.

[2]) La France a 49,000 kilomètres de chemins de fer.

[3]) V. aussi Rapports consulaires belges, année 1903.

Si l'outillage est médiocre, les capitaux sont assez rares chez cette nation plutôt pauvre. Malgré les grands efforts faits par le ministère des finances, pour améliorer la circulation et le crédit, le papier-monnaie ne peut se maintenir au pair [1]), l'intérêt atteint encore des taux très élevés, l'usure est un fait universellement répandu, qui sévit sur toutes les classes de la société.

Contrariée par tous les obstacles que nous venons de signaler. la production russe ne se développe pas, dans le domaine de l'industrie, ainsi que l'espérait le gouvernement. Il a même échoué, à ce dernier point de vue, si complètement que son tarif douanier de 1891 contenait l'aveu implicite de sa déception. En effet, ce tarif, d'un aspect fort rébarbatif, taxait impitoyablement les objets de luxe que l'industrie locale ne produit guère. Il ménageait au contraire les produits communs: fils et tissus de laine et de coton, poteries, verreries. conserves, machines, etc., que les fabriques russes devraient pouvoir fournir. C'est le contraire qu'il faut faire pour rester dans la politique protectionniste efficace [2]). Le système de 1891 était très favorable aux pays étrangers qui fabriquent en grand les articles courants, comme les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre, très nuisible au contraire à la France qui exporte beaucoup d'articles de luxe. Le gouvernement russe a changé de système et il a inauguré en 1903 un nouveau tarif, qui vise surtout les articles courants en métal. les tissus, etc... Si le peuple russe était capable de progresser par lui-même dans l'industrie, cette politique restrictive pourrait lui fournir un point d'appui. Mais, tel que nous le connaissons, nous pouvons prévoir qu'elle ne servira qu'à enrichir les entrepreneurs étrangers.

[1]) La crise de 1903 a fait disparaître presque entièrement le numéraire, sauf à Pétersbourg et à Moscou. (Rapp. consul. belge).

[2]) Sous le régime de 1891, non seulement l'industrie russe n'a pu durer que grâce aux commandes de l'Etat, mais encore il lui a été impossible de pénétrer en Sibérie et en Mandchourie, où les Allemands, les Anglais et les Américains absorbaient presque exclusivement le marché. (*American consular reports.*)

D'ailleurs, les faits sont là pour justifier notre opinion: dans ces dernières années, en dépit des droits déjà élevés du tarif de 1891, l'importation des produits manufacturés a été considérable et le gouvernement lui-même a dû acheter au dehors une grande partie de son matériel et de ses approvisionnements.

Sans témoigner trop de confiance aux chiffres de la statistique commerciale, nous devons constater qu'elle répond d'une manière générale à ce que nous venons d'exposer. Ainsi, la douane indique, pour la valeur des exportations russes en 1902 les chiffres suivants:

Produits alimentaires (roubles)	526	millions
Matières brutes pour l'industrie	258	»
Animaux	22	»
Objets fabriqués	19	»

A l'importation les proportions sont différentes:

Matières brutes	296	millions
Animaux	1 ½	»
Objets fabriqués	149	»

La Russie exporte donc surtout des matières brutes: elle importe principalement des produits fabriqués.

Les chiffres afférents aux matières brutes appellent, en outre, une explication. A l'exportation ce sont presque exclusivement des produits qui n'ont encore subi qu'un travail très minime, comme les laines, les chanvres, les lins, les peaux, les huiles minérales. A l'importation, au contraire, ce chapitre comprend une forte proportion d'articles usinés, dont la production a fourni un aliment considérable à des industries étrangères, comme des fils de laine, de coton, de soie, les métaux, les cuirs, la pâte à papier, les huiles, etc. Il faut tenir compte de cette différence qui est fort sensible.

Au point de vue maritime, les faits se vérifient avec la même précision. La Russie possède des ports importants sur la Baltique et sur la mer Noire, mais ces ports sont fréquentés principalement par des navires étrangers. Ainsi le port de Riga a reçu en 1901, année favorable, 1.839 navires,

sur lesquels 607 portaient le pavillon russe; les autres étaient surtout allemands, anglais, danois, suédois, et norvégiens. Pour Pétersbourg Kronstadt, nous trouvons les chiffres suivants: en 1901. 445 navires anglais, 352 allemands, 160 danois, 272 suédois, 325 norvégiens, 120 russes, 60 hollandais, 34 autres. Enfin, pour l'ensemble des ports russes en 1901, sur 21.000 navires entrés, et sortis, la part du pavillon russe ne dépassait guère 3.000 navires et 1.900.000 tonneaux sur plus de 18 millions.

Telle est la situation économique du peuple russe. Elle répond exactement, constatons-le bien, à son organisation sociale. Encore est-il permis de dire que, sans le concours de nombreux étrangers qui apportent en Russie leur activité et leurs capitaux, cette situation serait encore moins favorable. Il est hors de doute en effet, que les étrangers tiennent une place très importante dans la direction du commerce et de l'industrie en Russie. Cela est reconnu par les écrivains russes eux-mêmes. « En rencontrant, dit M. Tikhomirow, des difficultés pour l'importation de leurs marchandises en Russie (par l'effet des tarifs protectionnistes) les fabricants allemands jugèrent plus commode de transporter des succursales de leurs fabriques par de là notre frontière. Ainsi, s'élevèrent, tout le long de cette frontière, des colonies de fabriques allemandes avec des capitaux, des gérants et des ouvriers allemands. Ces avant-postes de la nation et de l'industrie allemandes forment quelquefois des villes entières. » En effet, indépendamment des Provinces Baltiques, germanisées au moyen âge, et de la Finlande, enlevée aux Suédois il n'y a guère plus d'un siècle, certaines parties de la Russie renferment de puissantes colonies étrangères. Cela est vrai surtout pour la Pologne où les Allemands dominent et sont à la tête de la plupart des usines, comme patrons, ingénieurs ou contremaîtres. Le fait n'est pas particulier à la région polonaise; presque partout la direction du travail industriel en grand atelier appartient princialement à des Anglais, des Allemands, des Français, des Belges ou des Suisses. En parcourant les rapports des agents consulaires, bien placés pour voir de près les choses, on rencontre à chaque instant des indications précises à cet

égard, et les récits des voyageurs un peu clairvoyants confirment absolument les dires des consuls. Le directeur d'un grand journal de Pétersbourg disait, il y a quelques années, à un de nos compatriotes : Presque toutes les industries russes proprement dites sont entre les mains des Allemands ou des Anglais. Dans le Caucase, les rares usines qui traitent les minerais de cuivre appartiennent soit à l'État, soit à des compagnies allemandes. La fabrication des glaces et des verres est presque exclusivement aux mains des Belges. Les charbonnages et les usines métallurgiques du Sud ont été fondées surtout par des Anglais, des Français et des Belges ; en 1903, on comptait dans cette région 45 grands établissements et 20 charbonnages organisés par les Belges, qui avaient apporté là environ 250 millions de francs. Les travaux du gouvernement eux-mêmes et, notamment les constructions de chemins de fer sont en général soumissionnés par des étrangers. On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Nous concluons donc de tous ces faits que la classe moyenne russe n'est pas organisée, plus que la classe ouvrière, pour la conduite énergique et éclairée du travail commercial et industriel. C'est que, en dépit de certaines apparences, la bourgeoisie est restée liée étroitement à la formation communautaire.

Sans doute le régime urbain ne s'accommode pas aisément du système de la vie commune en groupe nombreux. Le marchand ou le commerçant échappent donc le plus souvent à la communauté de famille. Mais d'abord leur éducation conserve la profonde empreinte de la tradition, et, d'autre part, le bourgeois russe n'évite la contrainte familiale que pour tomber sous la domination du règlement corporatif ou de la tutelle administrative. Les gens de cette catégorie ne peuvent circuler ni surtout changer de résidence sans autorisation. Ils sont étroitement surveillés par l'association, qui peut les réprimander, les punir d'amende, et même proposer leur relégation administrative en Sibérie. Au-dessus viennent deux catégories, très peu nombreuses, représentant peut-être 1 ou 2 p. 1000 de la population totale ; composées des personnes ayant qualité de nobles ou de bourgeois à titre héréditaire ou viager, elles

échappent dans une grande mesure à cette contrainte. Ces personnes sont sorties des communautés inférieures, de celles de la famille, du mir ou de la classe. Mais, par certains côtés, elles appartiennent à une grande communauté, celle de l'État, soit comme fonctionnaires, soit tout simplement comme citoyens, car si elles peuvent circuler librement dans l'empire, elles doivent se prémunir d'un permis pour en sortir. Du reste, leur vie et leurs biens demeurent toujours, en fait, placés sous la haute surveillance, sinon sous la tutelle de l'État, qui agit sans cesse pour renforcer ses liens. Tout le secret de la condition actuelle de la bourgeoisie russe est là: on s'explique ainsi l'exaspération profonde qui bouillonne au fond des cœurs depuis longtemps, les fureurs et les attentats de la jeunesse nihiliste, enfin l'explosion d'indicipline et de révolte déchaînée en 1905 par les colossales erreurs et la faillite de la bureaucratie.

L'influence de cette formation sociale se fait sentir, rien n'est plus naturel, en toutes choses et même en matière d'instruction [1]), de science ou de littérature. On connaît le régime scolaire russe; il est si rebutant que tous ceux qui peuvent aller s'instruire à l'étranger s'empressent de lui échapper. Au reste, une instruction assez incohérente, greffée sur une éducation tout imprégnée des idées communautaires, ne peut manquer de produire des effets plutôt désorganisateurs. Elle détruit partiellement les idées anciennes sans les remplacer par la conception méthodique et complète d'une organisation nouvelle. De là cette inégalité et cette confusion qui se révèlent dans la vie intellectuelle de la Russie. Tolstoï la personnifie d'une façon saisissante avec ses tendances humanitaires, ses conceptions artificielles, son goût pour la vie rurale, qui est comme une protestation contre l'absentéisme des propriétaires, le tout mis en lumière par un génie naturel hors de pair.

[1]) L'instruction primaire est encore fort attardée en Russie; 20 °/₀ des conscrits sont illettrés, et cette proportion est plus forte encore chez les femmes. Les écoles et le personnel sont insuffisants. (Rapp. cons. anglais, année 1903.)

3° *L'aristocratie.* — De cette classe, nous n'avons pas grand'-chose à dire, parce que son rôle social a été des plus médiocres. Nous avons vu comment, sortie de la *Droujina* varègue, elle avait profité de son ascendant militaire pour confisquer à son profit toute la terre russe avec les paysans qu'elle portait. Les Francs en avaient fait autant dans une grande partie de la Gaule, mais leur domination s'était distinguée par deux traits essentiels: 1° ils étaient devenus des patrons du travail et avaient contribué directement au perfectionnement de la culture et au développement de la richesse; 2° ils avaient laissé à leurs serfs une porte ouverte vers la liberté et le progrès, en acceptant leur rachat en argent. Le propriétaire russe, au contraire, a de tout temps pratiqué l'absentéisme en se faisant représenter dans ses terres par des intendants, dont l'action sur le paysan est rarement bonne et équitable. En outre, il a fallu employer la force gouvernementale, pour trancher le lien perpétuel du servage, et cela ne s'est fait qu'en brisant l'opposition presque unanime des propriétaires [1]. Après comme avant l'Acte de 1861, le *barine* russe n'a que bien rarement pris en main la direction de ses gens: serfs autrefois, fermiers ou ouvriers aujourd'hui. Il est dans les hautes fonctions administratives ou dans l'armée, ou bien il promène son oisiveté dans les grandes villes d'Europe. Il contribue fort peu, somme toute, à l'organisation et à la conduite du travail, ce qui est pourtant le rôle éminent et profondément utile de toute classe supérieure, consciente de son devoir et de sa responsabilité.

C'est pour cela justement que les circonstances actuelles, dont la tendance est de mettre aux mains de patrons étrangers des intérêts privés très considérables, sont dangereuses pour l'aristocratie russe. Elles donnent au peuple une nouvelle catégorie de chefs, bien plus influents parce qu'ils dirigent le travail, c'est-à-dire, la source même du pain quotidien. Plus la grande industrie s'étendra, et plus l'influence de ces étrangers se renforcera, d'autant plus qu'ils disposeront de la plus

[1]) V. A. Leroy-Beaulieu, *Un homme d'Etat russe. Nicolas Milutine.* 1 vol.

grande partie des capitaux disponibles. Déjà, les faits sont nettement orientés dans ce sens. Il est bien difficile au gouvernement russe de faire quelque chose de considérable sans avoir recours à des entreprises de commerce, d'industrie et de banque dirigées par des étrangers. La classe supérieure a parfaitement senti le danger et elle a déjà inspiré aux pouvoirs publics une série de mesures hostiles à l'immigration étrangère. Tel l'oukase du 14 mars 1887, qui exclut les étrangers de la propriété foncière en Pologne. Il a été question d'étendre cette mesure à tout l'Empire. Mais ce sont là des palliatifs bien insuffisants; ils n'empêcheront point l'aristocratie russe d'être dépossédée à la longue, si elle persiste dans ses traditions, qui l'éloignent du grand moyen d'influence: la direction du travail, pour la cantonner dans la bureaucratie. procédé artificiel et sans avenir. Déjà son autorité est amèrement discutée; elle est obligée de la maintenir par la force ou même par la terreur. Ses domaines sont généralement obérés de lourdes dettes, qui en mangent plus ou moins le revenu. De plus en plus elle est obligée de compter sur les subventions du Trésor public, retombant ainsi, d'une autre façon, à la charge de la nation[1]). C'est là une position bien dangereuse pour une classe, car elle se trouve alors entièrement à la merci d'un mouvement populaire, d'une réaction politique, en un mot d'une révolution.

Résumons-nous. Le peuple russe se compose essentiellement d'éléments communautaires, qui représentent au moins les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la population. Cette masse lourde et lente, dépourvue d'initiative, souvent misérable, généralement mal pourvue de réserves ou d'économies, est exploitée par quatre éléments distincts:

[1]) D'après un rapport consulaire américain, la noblesse russe, malgré l'appui des banques hypothécaires fondées en sa faveur, aurait liquidé déjà une grande partie de ses biens fonciers; de 1863 à 1892, 159,606 nobles ont vendu, paraît-il, plus de 10 millions d'hectares pour environ 200 millions de francs.

1o Le petit marchand et l'usurier russes ou juifs, auxquels il faut joindre les intendants ou gérants de propriétés;

2o Des entrepreneurs étrangers qui s'enrichissent dans le pays et réexportent ensuite leurs capitaux;

3o La classe supérieure, absentéiste et urbaine, qui, elle aussi, dépense beaucoup au dehors.

4o Enfin, brochant sur le tout, le gouvernement lève des taxes, dont une grande partie sort également du pays pour aller solder au dehors, soit les intérêts d'une dette extérieure considérable, soit de grands achats de matériel, d'armes, de navires de guerre, etc.

Cette brève conclusion nous paraît donner une notion précise et claire de la situation sociale et économique de la Russie. N'est-il pas évident, après tout ce que nous avons déjà dit précédemment, que la protection douanière ne convient aucunement à un tel peuple. Il appartient nettement à la variété des pays à production naturelle prépondérante, et au type du libre-échange. En essayant de forcer les moyens et les aptitudes de la race, le gouvernement russe ne réussit qu'à désorganiser un certain nombre de familles ouvrières, à appauvrir la masse de la nation, à faciliter le développement du socialisme révolutionnaire, enfin à préparer le désordre et l'émeute. Avec une politique plus clairvoyante, il aurait au contraire favorisé le progrès de la production naturelle, augmenté l'aisance générale, notamment, chez les familles paysannes, et prévenu la formation prématurée des centres d'agitation, qui ont failli bouleverser le gouvernement impérial. Il nous reste à dire brièvement quelle est l'organisation de ce gouvernement lui-même.

IV

Les pouvoirs publics sont organisés en Russie d'une façon qui répond exactement au régime de la vie privée, et ils ressemblent à ceux que nous avons déjà décrits, chose logique, puisque nous sommes toujours en présence de la même formation sociale.

Au bas de l'échelle, le *starchi*, ou chef de famille, exerce sur les siens un droit très étendu de contrôle et de correction. Tout individu qui prétend y échapper tombe sous l'action de l'autorité administrative, qui peut le réprimander, l'enfermer correctionnellement, l'incorporer dans un régiment, ou même le reléguer en Sibérie. Le bourgeois et le noble n'échappent pas à cette contrainte; sur la plainte d'un père ou d'une corporation ou sur la dénonciation de la police, ils peuvent être également avertis, incorporés ou exilés sans jugement. On doit donc dire que la liberté individuelle n'existe pas plus que celle d'aller et de venir, car on ne se déplace pas sans passeport et par suite sans autorisation. De même, on ne peut ni parler ni écrire librement. Telle a été du moins la situation jusqu'à la fin de 1905. A cette époque, les bourgeois et les ouvriers des villes ont essayé de secouer ce joug policier et administratif. Mais les uns et les autres ont si peu l'habitude de la liberté, qu'après l'avoir arrachée pour un instant à une bureaucratie désemparée et affaiblie, ils n'ont pas su en faire usage. Selon la tendance invariable des communautaires, ils se sont immédiatement divisés en clans, sous la direction de quelques personnalités en vue, et ces clans sont entrés en lutte les uns contre les autres, chacun voulant s'emparer du pouvoir[1]) Pendant ce temps, des éléments révolutionnaires déjà anciens formaient, de leur côté, un groupe plein d'audace, car il avait tout à gagner et peu à perdre. Ce clan violent a pris la direction des masses ignorantes, dociles, souffrantes aussi, formées par les ouvriers de la grande industrie et le petit personnel de l'administration. C'est ainsi que l'autonomie familiale et corporative, mitigée par l'arbitraire de la police et de la bureaucratie, ont abouti à la tyrannie la plus pesante et la plus abusive, puis, par la révolte des éléments échappés à la famille, c'est-à-dire désorganisés, à un commencement de révolution.

[1]) Même avant cette ébauche de révolution, la cour et la haute administration étaient déjà divisées en clans, qui se disputaient l'influence, les faveurs et les places. Ce régime s'est manifesté de la façon la plus claire et la plus fatale dans la direction de la guerre contre le Japon.

Au-dessus du groupe familial se trouve le conseil du *mir*, ou commune, formé des chefs de famille. Ce conseil tranche les menus différends qui surgissent entre paysans, règle les questions de chemins, de pacage, d'usage des eaux, des bois et des pâtures; enfin il procède au partage périodique des terres, destiné à faire jouir successivement chacun de ce qui est considéré comme meilleur et plus avantageux. Il faut noter à ce propos une tendance qui se manifeste sur certains points de la Russie, et qui vise à prolonger la jouissance de chaque parcelle, à espacer les partages. Cela aboutira peut-être à la division définitive et à la constitution de la propriété familiale, puis finalement à la désagrégation sociale complète de la race. Si à ce moment des cadres nouveaux, capables de diriger le travail, ne se sont pas formés, les éléments révolutionnaires auront beau jeu pour embrigader cette masse flottante et l'entraîner tout entière dans l'anarchie, dont la population ouvrière urbaine a donné le spectacle en 1905.

Comme la famille, le mir jouit d'une grande autonomie pour la gestion de ses propres affaires. Autrefois, il était soumis au contrôle du seigneur. Celui-ci ayant perdu toute autorité, a été remplacé par la bureaucratie impériale. Les mirs sont groupés en *volosts* ou cantans, dont le conseil est formé par les délégués des mirs. Le volost s'occupe des questions intercommunales: limites, chemins, etc.; il tranche aussi les recours formés contre les décisions des mirs. Pour tout ce qui dépasse la compétence des conseils ruraux et des juges de paix élus par les propriétaires fonciers, la justice civile et criminelle est rendue par une hiérarchie de tribunaux calquée sur celle des pays voisins.

Presque tous les détails de la vie des paysans sont réglés par ses institutions simples, naturelles pour ainsi dire. Il n'est donc pas étonnant que la masse rurale s'intéresse fort peu au problème politique qui passionne les gens des villes. En dehors de la question des terres seigneuriales, qu'ils convoitent, et de celle du crédit ou plutôt de l'usure, qui les ronge, les paysans n'ont aucune idée de ce que nous appelons les libertés publiques. Le régime patriarcal les rend abso-

lument étrangers à la conception de la liberté individuelle, aussi bien qu'à celle de la liberté politique. C'est pourquoi il est contraire à toute raison de réclamer pour un tel peuple le suffrage universel; avec ce système, les votes ruraux seraient toujours dictés par l'administration appuyée sur le clergé.

Les districts et les provinces ont des conseils élus par les assemblées inférieures; les conseils municipaux des villes sont nommés par les diverses corporations entre lesquelles la population urbaine est répartie. Les présidents et les maires sont en général désignés par le gouvernement. Ces comités ont à administrer des intérêts parfois importants, routes, voies navigables, tramways, égouts, instruction publique. Mais, en dehors des grandes villes, les lumières sont restreintes et les ressources médiocres; l'esprit général est routinier, aussi l'administration locale laisse voir encore bien des lacunes [1].

V

Après avoir caractérisé l'administration locale, nous devons dire un mot du pouvoir central. Celui-ci personnifié dans le Tsar autocrate, qui joue en théorie, vis-à-vis de la nation russe, le rôle du starchi dans la famille. Mais, dans la pratique, l'empereur est bien loin de posséder le pouvoir effectif du chef de famille. Toutes les actions de celui-ci sont directes et d'une application immédiate; ses ordres ne vont pas au-delà d'une personne ou deux. Au contraire, les directions de l'empereur ne peuvent intervenir en toutes choses,

[1] La Pologne, les Provinces Baltiques et la Finlande ont des régimes locaux qui diffèrent plus ou moins de celui que nous venons de résumer. Mais ce sont là des exceptions sans influence sensible sur la situation générale de l'Empire.

ni se donner directement. Elles passent par l'intermédiaire d'une immense bureaucratie, qui a ses règles, ses traditions, ses préjugés, et qui finalement exerce la réalité du pouvoir. Il a fallu un souverain d'une trempe exceptionnelle, aidé par quelques hommes de grand courage pour imposer à l'administration russe les rares réformes libérales, qui sont intervenues depuis Pierre-le-Grand. On peut donc dire que, dans ce pays, le gouvernement n'est pas autre chose qu'une grande communauté d'État, bureaucratique et autocratique, recrutée principalement par la faveur, et qui exerce, sous des dehors imités de l'occident, une autorité tout-à-fait comparable à celle des monarchies orientales dont nous avons parlé précédemment [1]).

Nous avons montré tout-à-l'heure comment toutes les affaires locales, celles du mir, du volost ou canton, du district, de la province et de la cité, sont régies par des assemblées élues. Mais, par une anomalie voulue, aucune assemblée de ce genre n'avait été admise jusqu'ici à s'interposer entre la nation et le pouvoir central. Il en résultait que, au-dessus d'une liberté locale réelle, régnait un despotisme sans limites et sans contrôle. On peut dire que la Russie a été jusqu'à présent une démocratie rurale, tempérée par l'arbitraire de la police. Il y avait dans cette situation une contradiction formelle et évidente. Comment ne voyait-on pas, en effet, que s'il était bon de soumettre de petits intérêts locaux ou régionaux à l'initiative et à la surveillance des citoyens, il était illogique et absurde de leur refuser toute action sur les affaires générales de l'État. La crise politique actuelle est sortie de cette erreur.

Il est aisé de prévoir ce que peut-être l'action d'un gouvernement placé dans cette situation. Elle est immense et s'exerce dans tous les domaines. «En Russie, dit M. de Les-

[1]) On a vu que le Japon fait, dans une certaine mesure, exception à cette règle, grâce aux circonstances de son évolution. Toutefois, il ne faut pas oublier que l'administration japonaise jouit, elle aussi, d'un pouvoir considérable vis-à-vis d'une population à formation communautaire, et par conséquent fort passive, au moins dans sa partie rurale.

trade[1]), l'État est tout. L'Etat, c'est-à-dire la collectivité de tous les Russes, se présente comme un être immense, dans lequel s'incorporent toutes les activités et productivités. Le noble fait carrière dans l'administration, qui fait tout pour lui éviter les ennuis. Possède-t-il des biens, leur prospérité est prise en garde, par le gouvernement qui en est le maître par les tarifs de chemins de fer, de douanes, par la répartition des impôts, par le jeu des établissements de prêts financiers, et qui, bientôt fixera à son gré le prix des denrées agricoles, dont il se prépare à être le seul acquéreur. Le financier et l'industriel ont pour premier client l'Etat; mais, de plus, celui-ci intervient parfois à la naissance de leur entreprise, pour leur éviter les périls d'illusions toujours faciles, en tout cas, plus tard, pour les maintenir dans la voie de la prudence et les contraindre, s'il le faut, à résister aux entraînement. Le marchand, petit ou grand, jouit d'une tutelle similaire, sinon identique. Quant aux paysans, leur propriété, leurs actions, leur vie en un mot sont controlées aidées, protégées par la communauté rurale où ils sont nés, et l'autorité supérieure veille à ce qu'ils ne perdent jamais ce contrôle, cette aide, cette protection... Ainsi, la distinction entre les affaires privées et les autres est peu solide[2]). »

N'est-ce pas là le tableau résumé et pourtant complet d'une famille nombreuse et unie, dans laquelle le père, ayant conservé une grande autorité, dirige ses enfants avec une paternelle affection? Ce tableau est touchant, mais il a un revers. S'il s'agissait en effet d'enfants, on pourrait admettre et admirer ce patriarcat protecteur et bienveillant. Encore devrait-il, tout en les protégeant, préparer ses pupilles à l'émancipation de l'âge viril, en faire des hommes capables, susceptibles de se conduire eux-mêmes à un moment donné. Mais,

[1]) Combe de Lestrade, *La Russie,* 1 vol, 1888.

[2]) Ajoutons que l'administration russe a élaboré un projet de règlement attribuant à l'Etat le monopole des assurances sur la vie. Le système serait basé sur les fonds provenant des caisses d'épargne administrées par l'Etat. En 1899, une caisse de ce genre a déjà été créée en faveur des employés de chemins de fer.

dans la réalité. il s'agit ici non d'une famille, mais d'un peuple; non de quelques enfants, mais de millions d'hommes faits; non d'une éducation à conduire, mais d'une nation à gouverner. Certes, ce n'est pas la même chose! Il n'en est pas moins vrai que, loin de chercher à faire sortir le peuple russe de cette enfance, le gouvernement s'étudie sans cesse à renforces ses moyens d'action, et à absorber de plus en plus, toute la direction de l'activité nationale.

Le ministère des finances a pris en Russie une importance énorme, précisément parce qu'il est devenu l'instrument essentiel de l'action de l'État sur la vie économique du pays. C'est lui, en effet, qui règle les tarifs douaniers, qui procède à la répartition et à la perception des impôts, qui distribue les subventions, les primes, organise le crédit. Il s'est annexé une Banque d'État, dont le rôle essentiel est de peser sur le mouvement de la production et du commerce dans le sens qui lui est indiqué par le gouvernement. Par son système de prêts à l'industrie, il se fait reconnaître un droit de contrôle sur les affaires de tous ceux qui ont recours à ses services, et ils sont nombreux. Même chose pour le commerce au moyen des prêts remboursables à vue, dont l'État s'est réservé le monopole. Même chose enfin pour la propriété foncière, car c'est aussi l'Etat qui s'est fait son principal prêteur. Déjà, l'Etat se dit propriétaire éminent de terres immenses,peu ou point habitées, et de forêts qui couvrent des milliers de kilomètres carrés. Il a aussi des mines, des charbonnages, des chantiers, des usines, des domaines ruraux. A cela s'ajoute la fortune foncière de la famille impériale, fortune qui est énorme. Et l'État ne peut manquer d'agrandir encore sa part par l'éviction successive d'un bon nombre de propriétaires nobles. Une liquidation fera le gouvernement propriétaire de la presque totalité des terres libres, c'est-à-dire placées en dehors du mir. « Le retour à l'État des domaines grevés est, dit M. de Lestrade, dans la logique de l'organisation russe, il est au-dessus de toute incertitude que la dette hypothécaire s'augmentera à mesure que le paiement des annuités deviendra plus impossible; que, ma-

thématiquement, l'État deviendra de plus en plus le principal créancier de cette dette [1]). » Si les choses vont ainsi, il arrivera donc un moment où toutes les terres de la Russie seront retombées sous le régime communautaire. C'est la réaction la plus caractérisée contre la tendance particulariste, et le retour le plus précis aux institutions primitives de la race. Singulière façon, on en conviendra, de rechercher le progrès.

Cette politique collectiviste s'exerce avec la même persévérance dans le domaine des grandes entreprises de transports. L'État a racheté ou construit un bon nombre de voies ferrées, si bien qu'il détient déjà plus des trois quarts du réseau; il contrôle le suplus de la manière la plus étroite, tant au point de vue des constructions qu'à celui de l'établissement des tarifs. Il est donc, en fait, maître à peu près absolu des tarifs de transport, et il en joue constamment dans un sens favorable à sa politique économique. Il agit aussi, et très puissamment, sur les transports maritimes, par ses subventions et concessions de monopoles. Il suffit de réfléchir un moment pour concevoir l'énorme puissance qu'il tire d'une pareille organisation. Quels résultats obtient-il par l'exercice de cette puissance illimitée, au moins dans le domaine des intérêts généraux. Voilà ce qu'il est intéressant de savoir. [2])

VI

Au point de vue économique, nous avons déjà constaté que la politique du gouvernement russe tend surtout à dé-

[1]) V. la note p. 289 ci-dessus. Elle concorde absolument avec ces indications.

[2]) Le budget russe pour 1905 s'élevait en recettes et en dépenses à 2 milliards de roubles, soit environ 4,500 millions de francs. La dette publique, au 1er janvier 1905, dépassait 7 milliards de roubles. Les chemins de fer (Europe et Asie) mesuraient 66,000 kilomètres dont 55,000 à l'Etat. L'effectif total de l'armée, pied de paix, se résumait ainsi : 1314 bataillons, 302 escadrons, 628 batteries, 594 compagnies de forteresse et du génie. En temps de guerre, ces effectifs seraient doublés.

velopper artificiellement la grande industrie. Mais nous savons aussi qu'il a très médiocrement réussi dans cette entreprise [1]). Sans parvenir à constituer une grande industrie vraiment nationale et prospère, il a suscité une concurrence ruineuse à la fabrication à la main, très florissante dans ce pays, comme chez tous les peuples analogues. Ainsi, l'administration, en intervenant mal à propos pour précipiter l'évolution industrielle, tend à répandre la misère parmi des millions d'artisans qu'elle voudrait en même temps soutenir et encourager par des subventions, des cours techniques, des expositions, enfin par la protection douanière. C'est la contradiction érigée en système de gouvernement.

Au point de vue social, la même contradiction amène la même impuissance et le même désordre. La bureaucratie russe est conservatrice, cela va sans dire. Cependant, elle favorise la constitution de ces grandes agglomérations d'ouvriers urbains, milieu naturels des foyers révolutionnaires les plus violents. Ces foyers se sont allumés et propagés d'autant plus aisément, que les usines devaient appeler un noyau d'ouvriers étrangers, et surtout d'ouvriers allemands. Ceux-ci étaient imbus pour la plupart des théories socialistes, lesquelles ne pouvaient manquer de faire une impression profonde sur l'esprit fruste, naïf et bien préparé par la tradition communautaire, de l'ouvrier russe. La classe supérieure elle-même est victime de ce malentendu. A l'imitation de ce qui se fait en occident, on lui ouvre des écoles et des universités. Mais l'enseignement y est surveillé, mutilé, si bien que maîtres et étudiants se sentent dans une position fausse, faite de méfiance et de restrictions, toujours précaire. Un tel système produit chez les maîtres comme chez les écoliers l'impatience, le dégoût et l'esprit de révolte. Aussi va-t-on le plus que l'on peut étudier à l'étranger. Dans ces conditions, un singulier mélange d'idées et de préjugés s'opère dans l'esprit des jeunes gens. Mal éclairés par cette sorte de compilation dépourvue de méthode, ils en arrivent à la plus étrange aberration. Ils

[1]) V. p. 278 ci-dessus.

discernent les abus qui s'étalent sous leurs yeux, et croient pouvoir les combattre par l'application immédiate de systèmes artificiels. Mais, comme ils ne sont pas les maîtres d'imposer ces combinaisons dont le gouvernement ne veut pas, et auxquelles le peuple ne comprend goutte, les plus exaltés, les plus impatients abordent aussitôt l'idée de révolution violente. Toutefois, pour faire une révolution en face d'un gouvernement qui dispose d'une armée nombreuse et fidèle,[1] il faut être beaucoup, avoir une direction et des armes, toutes choses qui manquent. On arrive facilement alors, sous le sentiment de cette impuissance, à la conception inutile, basse et abominable, du complot et de l'assassinat dirigé contre les hauts fonctionnaires et surtout contre le Tsar, personnification de l'Etat et du régime. Le nihilisme provient donc d'une erreur fondamentale répandue parmi la jeunesse russe, bourgeoise ou noble: elle croit que l'on peut libérer un peuple de la servitude politique, et le transformer rapidement par l'action publique seule. L'erreur est colossale. C'est uniquement par la direction du travail et par l'évolution lente et continue qu'il est possible de modifier profondément un peuple. Encore faut-il prendre garde de le modifier en mieux et non de le faire tomber plus bas encore. Si l'on parvenait à detruire brusquement en Russie les traditions communautaires, et par conséquent à dissoudre trop vite la communauté elle-même, on obtiendrait par cette détestable révolution un résultat tout opposé à celui que l'on cherche. Les Russes tomberaient dans l'état de troubles qui a causé la chute et le partage de la Pologne. Peut-être les aspirants politiciens trouvent-ils que cet état serait éminemment favorable au succès de leurs ambitions. Leurs aspirations tendent surtout, en effet, à remplacer les clans césariens qui disposent aujourd'hui du pouvoir, par un personnel nouveau, mais organisé sur le même type. Le succès de cette catégorie de réformateurs ne pourrait que nuire au peuple russe, lequel ne trouvera l'amélioration

[1] A la suite de la guerre de Mandchourie, cette fidélité a paru ébranlée. Aussitôt la révolution a éclaté dans les principales villes de l'empire. Rien ne pouvait mieux démontrer le vice fondamental de la politique russe.

de son sort que dans une transformation lente de son éducation et de ses institutions communautaires, sous l'influence d'une classe patronale agissant avant tout par la direction personnelle du travail. D'où viendra cette classe? Quand viendra-t-elle? D'Allemagne, des Etats-Unis? Nul ne pourrait le dire. Mais elle arrivera sûrement, un jour ou l'autre, par une immigration lente, individuelle et, prenant le contre-pied de la manière varègue; elle commencera l'évolution du peuple russe par en bas, et non plus par en haut. C'est la seule façon naturelle de conduire cette évolution dans le bon sens et de la mener à bien.

Nous retrouvons encore la même contradiction dans la politique extérieure du gouvernement russe. La nation est expansive, elle l'a bien montré en occupant peu à peu les steppes du sud et les vallées de la Sibérie, où elle trouve encore, d'ailleurs, beaucoup de terres libres. L'administration favorise ce mouvement d'expansion vers des régions incultes ou à peu près, et elle a raison. Mais en même temps, sous la pression des hautes personnalités politiques et militaires, le gouvernement cherche à étendre son influence et sa domination dans des proportions démesurées. Dans ces dernières années, il marchait avec une activité fiévreuse dans une voie qui devait le conduire à l'hégémonie de l'Asie tout entière. Il ne sagissait pas là pour la Russie d'acquisitions territoriales indispensables pour déverser le trop plein de sa population, mais bien d'une conception purement militaire et ambitieuse. Ainsi, d'une part, le peuple russe avait besoin de toutes ses forces, de toutes ses ressources pour développer sa prospérité intérieure et favoriser son essaimage agricole. De l'autre, le gouvernement gaspillait en armements exagérés, en entreprises sans utilité pratique, en combinaisons déraisonnables, non seulement les capitaux russes, mais encore ceux qu'il se procurait par de colossales opérations de crédit. Tout cela ne pouvait finir que par un désastre, et cette conclusion lamentable est survenue plutôt encore qu'on ne s'y attendait, et par une voie que personne ne prévoyait.

VII

En résumé, on peut se représenter assez exactement le uvernement russe sous la figure d'un moteur d'un type très cien, chargés de rouages, formé de pièces lourdes et enmbrantes, ralenti et affaibli par une quantité de frottements, points morts, de poids inutiles, de résistances superflues. moteur pesant et lent doit communiquer le mouvement ıne série d'organes, qui sont eux-mêmes peu souples, peu obiles, à cause du génie de la race, génie qui vient direcnent de l'esprit communautaire; or cet esprit, partout où il rencontre, rend les gens foncièrement apathiques. Comment ait-on accoutumé à l'activité, en effet, dans un milieu où est habitué par tradition, par éducation, à compter sur les tres en toutes choses?

La formation sociale et l'histoire de la Russie nous rendent nc compte des heurts, des à-coups, des lenteurs de son stème gouvernemental, et par là même, des singularités de politique intérieure, de l'indécision, disons plus, de l'incorence qu'on y remarque souvent. La Russie, en effet, ne ontre un peu de suite que dans sa politique extérieure; nous avons indique la raison. A l'intérieur, le gouvernement est essamment ballotté entre des idées et des solutions extrês. Tantôt, par exemple, l'administration se montre favoble au développement des universités, ou aux libertés locales la Finlande, ou à celles de la Pologne, ou à la liberté igieuse; tantôt, au contraire, elle est restrictive à l'excès et nfisque brusquement toutes les libertés, tous les privilèges ncédés auparavant. Ou bien elle se fait un jour tolénte et clémente vis-à-vis des hommes qui attaquent les ux usages et réclament des réformes libérales; le lendein, elle les déporte en masse sans autre forme de procès. s'attendrait à plus de suite dans une politique inspirée par pouvoir autocratique, que rien, en théorie, ne peut entra- dans ses plans, pas plus que dans leur exécution. Nous ons les causes de cette incertitude: elle provient en droite

ligne de l'esprit de clan greffé par la conquête varègue sur la conception communautaire du pouvoir absolu.

Quel serait le remède à cette situation si embarrassée et si pénible? Il nous paraît clairement indiqué par les détails de notre analyse. En tout cas, on ne le trouvera pas dans un régime de politique agitée de parlementarisme prématuré. Chez un tel peuple on n'arriverait par là qu'à favoriser les bavards, les intrigants et les ambitieux. Ce qu'il faut, c'est renoncer aux contradictions évidentes dans lesquelles le gouvernement s'est complu, comme par une sorte de gageure tenue contre la réalité des faits sociaux. Ainsi, la grande industrie n'est pas encore en harmonie avec les aptitudes et la condition du peuple russe. Il convient donc de ne pas la pousser artificiellement. Au-dessus de l'organisation démocratique et stable de la masse rurale, s'est établie une bureaucratie autocratique corrompue par le favoritisme et la vénalité. On devrait, en s'inspirant des vieilles coutumes de la nation russe, superposer aux conseils locaux, une assemblée législative, élue de préférence par ces mêmes conseils, chargée de discuter publiquement les lois préparées par un Conseil d'État, de contrôler l'administration, de limiter ainsi sa toute-puissance. Un sénat en partie nommé, en partie élu, formant un rouage modérateur, aurait aussi, vraisemblablement, son utilité. Il conviendrait de laisser la lumière et la liberté pénétrer dans l'enseignement et dans la presse, de diminuer les restrictions apportées à la liberté personnelle, surtout de mettre un terme à l'arbitraire odieux de la police. Au lieu de tendre à la centralisation étroite de ce vaste pays, il faudrait, au contraire, laisser leur autonomie aux diverses parties, afin de favoriser le développement des institutions locales et des initiatives, parmi les nationalités variées qui se trouvent réunies sous l'autorité du Tsar. Enfin, il est nécessaire que la Russie, tout en jouant noblement son rôle de grande puissance européenne, renonce à des ambitions injustifiées, ce qui contribuerait grandement à assurer la paix du monde, il serait infiniment précieux pour la nation russe, pour l'humanité en général, que les tendances et les actes des pouvoirs pu-

blics fussent ainsi réglés par l'observation attentive des lois sociales. Sous ce régime politique assaini et modernisé, le peuple russe pourrait suivre normalement son évolution. Mais, pour que celle-ci s'accomplisse dans un sens progressif, il faut absolument qu'elle soit dirigée par une classe d'hommes vraiment capables d'encadrer la nation, de la diriger dans l'organisation du travail et de la préparer graduellement à la rupture de la communauté. Cette classe fait actuellement défaut à la Russie; c'est là que gît la grande difficulté de sa situation, et ce qui rend son avenir incertain[1]).

---

[1]) Ces lignes ont été écrites en décembre 1905, et nous en corrigeons les épreuves en juillet 1906. Les événements qui se sont succédés au cours de cette période de six mois ne sont pas pour nous faire changer d'avis. La *Douma*, ou assemblée législative, très nombreuse, paraît avoir été une cohue incertaine, irrésolue, encombrée de discoureurs intarissables, pour la plupart ignorants ou théoriciens nuageux. Le gouvernement, qui ne l'a acceptée qu'à contre-cœur, la tenait en méfiance et n'attendait qu'une occasion de s'en défaire. Il a saisi le premier prétexte qui s'est présenté; c'était d'ailleurs un véritable acte révolutionnaire de l'assemblée, qui voulait lancer un appel au peuple par dessus la tête du gouvernement et contre lui. Le manifeste impérial promet la réunion d'une nouvelle Douma; elle ne fera pas mieux que la première, si elle est élue de la même façon. En attendant, la Russie retombe dans l'ornière de l'aristocratie bureaucratique. C'est que, encore une fois, il n'y a point là de classe directrice préparée à la gestion des intérêts généraux par la conduite large et libre des entreprises privées. Il est donc à craindre que la Russie n'ait à traverser encore bien des crises en suivant la voie où elle s'est engagée, où la grande industrie la pousse trop vite et qui doit la conduire à la désorganisation de son type social et peut-être aussi à la rupture de ce grand corps mal équilibré et mal encadré. En tout état de cause, on peut l'affirmer sans hésiter, ceux qui espèrent que la Russie se tirera d'embarras soit par la politique et le parlementarisme, soit par l'action administrative, se trompent cruellement. Une bonne organisation de la vie privée peut seule soutenir ou relever une nation. C'est ce que nous vérifierons complètement par la suite.

CHAPITRE VII.

LES ÉTATS SLAVES DU SUD.

Division des Slaves du Sud, en y comprenant les Roumains. — Les Serbes et le royaume de Serbie; sa situation sociale et économique; son rôle dans la péninsule balkanique. — Le Monténégro. — La Bulgarie, ses origines et sa formation sociale. — Le paysan bulgare: sa force d'expansion. — Prédominance de l'élément bulgare dans la péninsule; son avenir. — Le conflit des races en Macédoine; ses causes et ses effets. — Les influences extérieures. — La Roumanie, sa situation sociale et économique; sa situation politique et son avenir. — La Confédération balcanique.

La désorganisation de la famille communautaire, ses causes générales et ses effets immédiats.

Nous voici revenus aux portes de l'Occident, dans cette région de transition qui, chose assez caractéristique, correspond exactement à la zone géographique très spéciale, placée comme une sorte d'isthme entre l'Europe et l'Asie. La région dont nous parlons s'étend en effet de la Baltique à à la mer Noire, et comprend les provinces baltiques de la Russie, la Pologne, la Roumanie, et il faut y joindre, au point de vue social la péninsule des Balkans. Les populations qui occupent cette longue bande de terrains variés se distinguent les unes des autres, par des détails assez importants, du reste, mais ils appartiennent nettement à la même formation sociale. De plus, ils présentent ce caractère commun, d'être tous atteints par une désorganisation plus ou moins accentuée du type primitif. Pour ne pas allonger cet ouvrage, qui n'a pas la prétention d'être une encyclopédie sociale complète, nous n'insisterons pas sur les variétés secondaires aujourd'hui divisées entre plusieurs grands états occiden-

taux. Nous nous attacherons seulement à caractériser la situation des peuples qui, au contraire, ont repris une vitalité autonome qu'ils avaient autrefois perdue. Et ceux-ci seront classés dans cette étude suivant un ordre déterminé autant que possible par le degré de leur éloignement de la formation primitive. On verra d'ailleurs que ce coin du monde, réduit à la région balkanique, avec la plaine roumaine, constitue comme une sorte de vase clos où la matière sociale fermente et agit dans des conditions bien curieuses et bien intéressantes. Selon nous, les États sud slaves doivent être considérés dans l'ordre suivant: Serbie, Monténégro, Bulgarie, Roumanie. Certains s'étonneront peut-être de voir la Roumanie rangée parmi les pays slaves, en dépit de sa langue latine; c'est que malgré ce legs persistant de la domination romaine, les Roumains présentent les mêmes caractères sociaux que les voisins qui les enveloppent de toutes parts. En revanche, nous ne parlerons pas ici des Slaves réunis à l'Autriche-Hongrie, car nous aurons l'occasion d'en dire un mot plus loin, en décrivant la Monarchie bicéphale des Habsbourg; quant à la Grèce, nous lui réservons une monographie spéciale qui viendra un peu plus loin.

I. — LA SERBIE

La Serbie, enclavée au cœur de la Péninsule, n'a de débouché extérieur facile que par le Danube, vers lequel elle est d'ailleurs tournée tout entière[1]). Elle est en effet constituée par une succession de pentes mamelonnées et ravinées qui s'étagent du Sud au Nord entre la haute chaîne du Kopaonik et le Danube. Sur une superficie de moins de 50.000 kilomètres carrés, elle offre un enchevêtrement pittoresque de montagnes, de collines, de vallons étroits, de ravins escarpés, avec quelques vallées longues et resserrées, celles de la Drave, de la haute Morawa et de la Drina, par exemple.

[1]) Ce fleuve étant international et ouvert à la grande navigation, la Serbie n'est pas totalement exclue du trafic maritime, sauf en hiver.

Le pays est ainsi divisé en une multitude de compartiments où l'on peut vivre dans un isolement relatif, sans que de très grands obstacles s'opposent pourtant à la circulation, sauf dans le sud, où les montagnes atteignent des altitudes considérables. Le climat est continental, c'est-à-dire assez froid en hiver et assez chaud en été. Toutefois, les bises glacées du Nord sont souvent arrêtées par les lignes de hauteurs, dont le versant Sud est ainsi doté d'hivers plus doux que le versant Nord; en été, l'altitude corrige souvent l'excès de la chaleur. Enfin, comme dans toutes les régions montagneuses, les précipitations atmosphériques, pluie ou neige, sont abondantes et entretiennent une belle végétation. Sur les hauteurs croît une herbe abondante; sur les pentes et dans les fonds, la forêt pousse avec une remarquable puissance de végétation. Mais l'homme la détruit avec acharnement, même sur des versants où sa conservation eût été très utile.

Voilà donc un milieu bien caractérisé: vastes pâtures naturelles, pentes boisées, vallées et vallons fertiles, arrosés, climat favorable; tels sont ses traits essentiels. Passons maintenant à la race qui l'habite.

Le peuple serbe compte un peu moins de 2.700.000 âmes, dont 90.000 individus d'origine valaque et 47.000 tsiganes. Mais on sait qu'il y a hors du petit Royaume des groupes assez nombreux sortis de la souche serbe. Ils sont partagés, au nombre d'environ 4 millions, entre la Turquie, l'Autriche et la Hongrie. La langue et la religion — ils sont attachés à l'orthodoxie dite grecque — leur conservent une sorte d'autonomie nationale, en dépit de la différence des souverainetés. Les origines de la race ne sont pas très faciles à démêler. Il semble bien que leurs lointains aïeux étaient des paysans slaves parvenus jusque sur les pentes des Carpathes orientales et bloqués là par le flot des conquérants divers qui ont, à tant de reprises, balayé la vallée du Danube. Sur ces hautes terrasses, couvertes de pâtures, coupées de ravins et de forêts, à peu près comme leur territoire actuel, les Serbes ont subi une transformation importante. De purs paysans, ils sont devenus moitié pâtres et moitié cultivateurs, comme l'étaient leurs premiers ancêtres dans les montagnes de l'Ar-

ménie, à la façon aussi des modernes Kurdes. Or, la jeunesse, parmi les populations de ce type, se montre toujours aventureuse et guerrière; c'est un effet naturel de la vie des pâtres montagnards, qui se battent volontiers de village à village et, non moins volontiers, se laissent organiser en bandes pour aller piller les gens des plaines. Les Serbes avaient évidemment une réputation bien établie dans ce sens, puisque les empereurs de Byzance les appelèrent un beau jour sur la rive droite du Danube pour concourir à la défense de l'Empire, menacé par des nomades orientaux. C'est ainsi qu'ils arrivèrent dans leur patrie actuelle, où ils se mélangèrent à des frères de race, déjà installés dans les vallées les plus fertiles. L'histoire nous les montre alors divisés en communautés familiales nombreuses, elles-mêmes groupées en villages. Pendant que les vieillards, les femmes et les enfants se livraient à une culture rudimentaire, ou gardaient les troupeaux, les hommes, formés en bandes sous la direction de leurs *joupans* ou chefs, guerroyaient contre les ennemis nombreux qui assaillaient les frontières de l'Empire. Ces bandes de partisans, moitié soldats, moitié pillards, étaient naturellement partagées en clans, comme cela se produit toujours chez les communautaires, et l'on pourrait relever chez les anciens Serbes bien des traits de ressemblance avec les clans écossais d'autrefois, cela pour les mêmes raisons de lieu et de travail. Cet état de division, qui allait souvent jusqu'à la lutte ouverte, faisait de ces montagnards des auxiliaires turbulents et dangereux. Toutefois, comme cela arrive presque toujours aussi, un *joupan*, doué d'un génie à la fois diplomatique et militaire, réussit un jour à former une confédération de clans qui n'eut pas grand'peine à secouer le joug de la décadente Byzance. Ainsi naquit le Royaume de Serbie, qui couvrit pour un temps presque toute la Péninsule.

L'existence de ce Royaume fut, on le pense bien, fort troublée, d'abord par les luttes de clans, ensuite par les attaques extérieures. Les Bulgares réussirent à se faire une place dans la partie orientale de la Péninsule, les Hongrois s'étendirent jusqu'à la Save et à l'Adriatique; enfin, les Turcs,

avant même d'occuper Constantinople, submergèrent le pays jusqu'au Danube. Après une sanglante guerre de partisans, les Serbes durent se replier sur eux-mêmes et disparurent de l'histoire.

On sait quelle est la conduite des Turcs à l'égard des populations soumises. Ils les exploitent par l'impôt et par des exactions variées, mais ils respectent leur organisation locale, leur langue, leurs mœurs et leur religion. Ainsi, les Turcs laissent vivre les nationalités sujettes, toutefois ils ne leur permettent pas de se développer.

Sous ce régime étouffant, les Serbes vécurent en ruraux simples et frustes, partagés entre deux variétés sensiblement différentes. Les gens des vallées et des plaines sont des paysans calmes et paisibles, adonnés surtout à la culture des céréales, du chanvre, du colza, du tabac. Très sobres, très simples, ils vivent de maïs, de légumes, de lait et d'un peu de viande de porc. Leurs habitations sont médiocres et leur mobilier sommaire. Ils vendent leur blé, leurs graines oléagineuses, leur chanvre, leur tabac et un peu de bétail. La communauté est encore fréquente parmi eux, mais elle est souvent ébranlée et rompue par la pénétration des idées occidentales. Dans ce cas, les ménages se séparent et se partagent le domaine, les instruments et les meubles ou ustensiles; les célibataires vont se placer comme ouvriers ou domestiques. De cette désorganisation résulte une population pauvre, peu résistante aux tentations de toutes sortes, aisément exploitée par l'usure.

La seconde variété habite la montagne. Ici, la culture est moins développée, et les femmes en ont surtout la charge. Les hommes sont pâtres, bûcherons, artisans. Sur les pâtures vit un nombreux bétail, dans les forêts de chênes pacagent de grands troupeaux de porcs. Une grande partie de ces bestiaux est vendue à l'étranger; c'est là le principal article de l'exportation serbe, qui comprend en outre des fruits, récoltés sur les côteaux abrités, élément important de la culture montagnarde. Avec cela les Serbes n'exportent que des produits agricoles, ils importent au contraire des produits fabriqués. Ce n'est pas que l'industrie manque chez eux

d'éléments à élaborer. Le sous-sol est riche en métaux, en charbon, en pierres et terres à ouvrer. Le cuir abonde, le bois ne manque pas, bien que les forêts aient été dévastées. Mais, comme tous les communautaires, le Serbe est réfractaire à la grande industrie. Les mines en exploitation sont presque toutes aux mains des étrangers, ainsi que les quelques usines en activité. Ces étrangers sont anglais, allemands, autrichiens, français, belges. Quant aux Serbes aisés, qui pourraient devenir patrons industriels, ils se font de préférence avocats, professeurs, militaires, politiciens, ou journalistes.

Ceci nous amène à dire un mot des pouvoirs publics. On sait comment la Serbie s'insurgea contre les Turcs au début du siècle dernier, sous la conduite du pâtre Karageorges, fut reconnue Principauté indépendante en 1878, puis Royaume en 1882. A l'imitation de l'Occident, elle a des institutions constitutionnelles, une *Skouptchina* ou Chambre élue par tous les citoyens âgés de 21 ans et payant quinze francs d'impôt direct. Le vieil esprit de clan n'a pas disparu, il est même resté très militant, mais il s'est transporté dans la politique, si bien que les élections sont fort agitées, ainsi que la Chambre elle-même, lorsque le clan au pouvoir ne réussit pas à se faire, par des moyens variés, une majorité écrasante. L'armée recrute de bons éléments parmi ce peuple de solides montagnards aux traditions belliqueuses; mais l'esprit de clan compromet la discipline, et la pauvreté relative du pays, combinée avec une incurie assez prononcée dans l'administration, en compromet la force[1]).

En résumé, le petit État serbe nous montre une race communautaire, partagée en deux variétés et en voie de désorganisation sous l'influence des idées occidentales. Comme il ne se trouve point là de cadres solides pour recueillir les épaves de la communauté agricole, pour les diriger et leur donner une éducation nouvelle, il se forme peu à peu une

[1]) Le budget serbe s'élève à environ 90 millions de francs. La Dette dépasse 460 millions de francs. L'armée est estimée à 23.000 hommes, 5.000 chevaux, 440 canons, sur le pied de paix ; en cas de guerre, la Serbie pourrait lever environ 350.000 hommes.

population désagrégée, instable, livrée à toutes les tentations, y compris celles de la politique. De plus, une grande partie de la population n'est que partiellement agricole, ce qui diminue encore sa stabilité et sa force de résistance. En effet, le montagnard éleveur de bétail, peu laborieux, grand amateur de discussions, qui ont lieu surtout au cabaret, grand coureur de foires et de marchés, où l'on boit et cause encore, est moins résistant que le pur paysan et devient volontiers un politicien agité et avide. C'est là pour la Serbie une cause de faiblesse qui la relèguera toujours au second plan dans les affaires générales de la Péninsule. Enfin, une portion notable de la nationalité serbe est englobée dans l'Empire austro-hongrois, dont elle suivra sans doute les destinées. Une autre fraction assez importante se trouve encore en territoire turc, dans ce qu'on nomme communément la Vieille-Serbie. Mais cette région est habitée surtout par des paysans paisibles, qui ne savent pas se défendre contre les pilleries de leurs voisins albanais et qui rentrent en grand nombre dans le Royaume, laissant la place libre pour de nouveaux occupants. La Serbie est donc un refuge plutôt qu'un soutien actif pour les Serbes du dehors. La race tend ainsi à se resserrer, au lieu de s'étendre comme le fait sa voisine, la race bulgare, que nous allons bientôt voir à l'œuvre.

II. — LE MONTENEGRO

Le Monténégro, forteresse naturelle assise sur deux montagnes, mesure environ 9.000 kilomètres carrés, avec une population estimée à 230.000 âmes à peu près. La Montagne Noire, qui domine à pic le golfe de Cattaro est un massif calcaire et poreux, qui boit avidement les eaux pluviales et resterait complètement aride s'il n'était creusé de nombreuses cavités arrondies, dont le diamètre varie de quelques mètres à plusieurs kilomètres. Le fond en est rempli de terre meuble, qui porte des prairies, de petits champs de céréales et des jardins. Le pays de Berda, dans l'intérieur, est un massif granitique très ondulé, dominé des sommets de 2.000 à 2.600 mètres; les crêtes sont dénudées, mais les vallons et

les pentes, ainsi que les vallées qui séparent les deux massifs, sont recouverts de débris calcaires formant un bon terrain, propre à la culture dans les fonds, aux pâturages sur les plateaux, aux forêts sur les pentes abruptes. Le climat varie avec l'exposition et l'altitude, mais il est avant tout tempéré et humide.

Les Monténégrins sont d'origine serbe[1]. Lorsque les Turcs eurent écrasé à Kossowo leur dernière armée, les Serbes se rejetèrent vers le Nord, et quelques-unes de leurs bandes vinrent échouer dans le dédale inextricable formé par les monts, les torrents, les vallons et les forêts, entre la Maratcha et la mer. Déjà aguerris par des siècles de luttes incessantes, ils bravèrent là toutes les attaques des Turcs, entretenant avec eux une guerre sans trève et sans merci. Ils furent quelque peu secondés dans cette lutte par Venise, dont ils reconnaissaient le protectorat nominal. En réalité, ils vivaient indépendants sous un prince qui fut longtemps un évêque élu. Organisés en communautés de famille et groupés en villages, les Monténégrins tiraient leurs ressources de trois occupations différentes: la culture rudimentaire, exercée surtout par les femmes; l'élève du petit bétail, gardé par les enfants dans les pâtures et les bois; le pillage, exercé par les hommes au détriment des sujets turcs et au besoin des compatriotes. La pratique continue de la guerre avait ainsi transformé finalement les paysans slaves primitifs en petits pasteurs guerriers, et cette évolution avait été facilitée et accentuée par la pauvreté relative du lieu. On retrouvait là tous les caractères de ce type: le goût prédominant pour la lutte et le pillage, l'esprit de clan avec les divisions et les querelles qu'il entraîne, les rivalités entre chefs, et la vendetta.

Les princes-évêques, aidés par le sentiment religieux très développé chez ces montagnards, avaient déjà réussi au cours du XVIIIme siècle à atténuer un peu la rudesse et le caractère anarchique de ces mœurs; mais ce sont surtout

[1]) V. p. 305.

les progrès réalisés autour d'eux qui ont agi sur les Monténégrins. Les Turcs ont cessé de les menacer; l'Autriche a porté sa frontière jusque sur les limites de la Principauté; on lui a ouvert un débouché sur l'Adriatique, en sorte qu'elle peut librement se livrer à l'exportation de ses denrées agricoles. La prospérité relative qui en est résultée a produit une certaine extension des cultures et de l'élevage. Le progrès serait bien plus sensible si l'on pouvait tracer dans cette région accidentée des voies de communication praticables au moins pour des charrettes. Mais les chemins de cette sorte sont encore très rares. Malgré l'état d'isolement qui en résulte, l'influence de l'Occident se fait déjà sentir suffisamment pour amener une désorganisation assez rapide des anciennes communautés. Beaucoup de montagnards quittent leur étroit pays pour aller demander dans les plaines un travail salarié qui remplace les pilleries d'autrefois. Ils rapportent en même temps des idées nouvelles, et les groupes communautaires, qui ont compté jusqu'à quarante et cinquante membres, s'égrènent peu à peu, faisant place au simple ménage de paysans petits propriétaires ou bordiers. L'obligation de chercher au dehors un travail complémentaire devient ainsi plus pressante et plus étendue. Une des plus récentes manifestations de cet esprit nouveau, c'est la transformation des pouvoirs publics. Déjà en 1851, le prince-évêque Danilo s'était sécularisé lui-même pour devenir prince héréditaire, exerçant un pouvoir absolu, fortement tempéré d'ailleurs par l'autonomie des familles et des communes villageoises. Il était assisté de Comités nommés par lui. En 1905, le prince Nicolas a promulgué une Constitution par laquelle il renonce au pouvoir absolu et remplace les Comités nommés par des Conseils élus. On assiste donc ici à une évolution pacifique de ce petit peuple, jadis communautaire et guerrier, qui tend à devenir peu à peu agricole en simples ménages. Avec les débouchés que lui offrent les pays voisins, il peut acquérir une notable prospérité, pourvu que la malaria politique, envenimée par l'esprit de clan, ne vienne pas rallumer l'anarchie et empêcher le développement des institutions d'utilité générale et des travaux publics.

III. — LA BULGARIE

La Bulgarie, avec la Roumélie orientale, qui ne peut plus guère en être séparée, ne mesure pas tout à fait 100.000 kilomètres carrés. Cette partie de la Péninsule présente avec la Serbie des différences considérables. D'abord, son étendue est presque double; ensuite, en outre du Danube dont elle est riveraine, elle a sur la mer une large issue munie de quelques ports; enfin, sa configuration est toute autre. Bien que la Bulgarie soit un pays de montagnes où les hauts sommets ne manquent pas, on y trouve des plaines élevées, véritables plateaux dont l'altitude, comprise entre 200 et 600 mètres, n'est pas assez prononcée pour empêcher la culture. En outre, de belles vallées et de nombreux vallons abrités des vents froids se prêtent à l'exploitation de la vigne, du tabac, des oliviers, du mûrier et des fruits. Les montagnes ont de vastes pâturages et des forêts. Le climat est continental, c'est-à-dire froid et neigeux en hiver, chaud en été. Les précipitations sont suffisantes pour la végétation; cependant il est des terrains qui gagneraient beaucoup par l'irrigation, surtout dans la partie méridionale. C'est en somme un beau pays de culture et d'élevage, bien que le sol des plateaux ne soit pas toujours très fertile. On y récolte des produits variés: céréales, maïs, colza, chanvre, tabac, fruits et olives, vin, soie, légumes, voire même du coton au midi du Balkan. Ajoutons que la Macédoine, qui fait suite au Sud-Ouest, présente des caractères analogues avec un climat plus doux, des côtes mieux découpées, un sol en moyenne plus fertile. Le sous-sol contient des minéraux assez abondants: charbon, fer, cuivre, plomb, manganèse, graphite, sans parler des pierres et des terres pour la construction, et la poterie.

La race qui habite aujourd'hui ces belles contrées, à la fois si pittoresques et si bien douées par la nature, a été formée de plusieurs couches successives. Des paysans appartenant au type slave y ont essaimé de proche en proche à une époque lointaine, dispersant dans les vallées les plus fertiles leurs communautés agricoles. Plus tard, les conqué-

rants médo-perses installèrent, au moins dans le midi, des colonies asiatiques, d'un type assez analogue d'ailleurs. Peu après, les rois macédoniens appelèrent d'autres colons, slaves pour la plupart. Les Romains en firent autant à leur tour, ainsi que les Byzantins. Entre temps, le peuple bulgare, sorti des steppes ouralo-caspiennes, était venu au VIIme siècle de notre ère recouvrir cette masse agricole d'une couche de pasteurs nomades, subjugués eux-mêmes quelques siècles plus tard par les Turcs, autres nomades. Comment cet entassement hétérogène s'est-il amalgamé, fondu, en un peuple de paisibles et laborieux paysans, alors que dans d'autres contrées voisines, les anciens nomades sont demeurés si nettement distincts et séparés de la masse soumise? Ce phénomène est le résultat d'une série de circonstances qui méritent d'être résumées.

D'abord, on se rend compte aisément de ce fait, que la population engagée dans cette sorte d'impasse ne pouvait guère s'en échapper. Elle était bloquée à l'Est par la mer; au Sud par le puissant État byzantin, à l'Ouest par une chaîne de montagnes occupée par des tribus guerrières; au Nord par le courant rapide des invasions barbares. Il fallait donc s'y accommoder et s'y fixer. Pour les paysans slaves et les types analogues, la chose était simple: ils ne demandaient qu'à vivre paisiblement au milieu de leurs champs. Quant aux Bulgares, ils s'établirent d'abord à la turque, c'est-à-dire en maîtres, en gouvernants et en guerriers. Ils n'en subirent pas moins l'influence des vaincus et, comme les Varègues scandinaves en Russie, ils adoptèrent la langue de leurs sujets. Ils ont donc été slavisés tout en donnant leur nom au pays et à la race. En outre, ils se civilisèrent au contact de la culture byzantine et se convertirent au christianisme en adoptant le rite grec[1]. Tantôt ennemis et

[1]) Profitant des difficultés survenues, en 1897, entre la Turquie et la Grèce, les Bulgares ont obtenu du Sultan la reconnaissance d'un patriarche indépendant, ou exarque, ce qui les a fait considérer comme schismatiques par les Grecs. Nous verrons plus loin l'importance de ce fait.

tantôt alliés des empereurs de Constantinople, ils menèrent pendant quelque temps une existence agitée par les luttes de clans et la guerre extérieure, mais tout à fait étrangère à la direction du travail utile. Enfin, au XVme siècle, ils tombèrent sous la domination turque avant même que Constantinople eût succombé. Tous les personnages importants furent tués ou dispersés; le reste subit à son tour la sujétion. Les guerriers turcs se partagèrent le pays, et comme les sultans n'admettaient dans leurs armées que des musulmans, les Bulgares durent vivre du travail de leurs mains et se fondirent complètement avec leurs anciens sujets slaves. Ils devinrent en même temps cultivateurs ou artisans, car c'était la seule ressource du pays à cette époque. En effet, le commerce n'était pas possible, puisque les Turcs vivaient constamment sur le pied de guerre et n'avaient de relations avec leurs voisins que sur le champ de bataille. Souvent même les vaincus durent se résigner à exploiter comme domestiques, métayers ou fermiers, les terres accaparées par les envahisseurs. Il leur fallait aussi parfois se convertir à l'islamisme pour obtenir des emplois ou des métairies, et c'est ainsi qu'un certain nombre de Bulgares sont devenus musulmans.

On voit par ce bref résumé, d'abord, combien forte a été la contrainte imposée aux Bulgares et, ensuite, comment ils ont été recueillis en quelque sorte, après leur défaite, par la race paysanne qui les avait précédés dans le pays. Les Turcs, qui n'ont pas été saisis et courbés vers la terre par les événements, sont restés de purs dominateurs; quand la puissance politique leur a échappé, ils ont abandonné une contrée où ils étaient faiblement enracinés[1].

Cet exode a été une chose heureuse pour le paysan bulgare; il est par-là rentré en possession du sol qu'il cultivait comme métayer ou fermier. Ainsi l'émancipation politique a été pour lui en même temps, dans beaucoup

[1]) V. p. 150 le chapitre consacré à la Turquie.

de cas, une émancipation sociale: de tenancier, il est devenu propriétaire. Essayons de préciser maintenant le point auquel il est arrivé dans son évolution et la situation sociale et économique dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

La Bulgarie compte, avec la Roumélie orientale, environ 3.750.000 habitants, dont 2.900.000 Bulgares, 50.000 Turcs, 9.000 Tsiganes, 70.000 Roumains, 66.000 Grecs, 35.000 Juifs, 3.500 Allemands, 2.000 Russes, 50.000 de nationalités diverses [1]. Les quatre cinquièmes au moins de cette population sont adonnés à la culture, 10 % à l'industrie, le reste au commerce, etc. C'est donc essentiellement un pays rural. Sofia, la capitale, n'a guère que 7.000 âmes et cinq autres villes seulement ont plus de 20.000 habitants. C'est le paysan qui fait le fond et la force de ce peuple, un paysan simple, fruste, naïf, doux, superstitieux, mais laborieux, obstinément attaché à sa terre et désirant par dessus tout devenir propriétaire du champ qu'il cultive lorsqu'il est obligé d'aller travailler comme métayer ou fermier sur la terre d'autrui.

Conformément à ses origines, le cultivateur bulgare vit en général sous le régime de la communauté de famille. Il y a cinquante ans, c'était le régime unique de la race, et il lui a rendu le service de la tenir fortement groupée et disciplinée sous l'égide de son culte chrétien, ce qui a préservé sa nationalité au point que, après cinq siècles de domination turque, elle s'est retrouvée intacte. Mais aujourd'hui, la pénétration des idées occidentales a fortement ébranlé la communauté; les goûts d'indépendance se sont glissés entre les ménages, l'autorité des anciens a été battue en brèche, les groupes se sont brisés, partageant tout l'avoir familial, et déjà une partie notable de la population vit en simple ménage, même parmi la classe paysanne, à plus forte raison parmi les gens de la classe aisée, ébranlée la première. L'antique *zadruga* va donc en s'émiettant peu à peu, pour faire place à une désorgani-

[1]) On trouve en outre environ 60.000 Bulgares en Roumanie, quelques milliers en Serbie et peut-être 2 millions dans la Turquie d'Europe.

sation atténuée par la vie rurale, laquelle maintient les traditions morales et les habitudes de travail. Mais la vie industrielle et urbaine, si elle venait à se développer trop vite, ne tarderait pas à exercer l'influence la plus délétère sur ces gens encore peu accoutumés à se conduire par eux-mêmes et à se défendre contre les tentations de toute espèce.

Néanmoins il s'en faut de beaucoup que la communauté ait disparu en Bulgarie. On y trouve encore un bon nombre de familles comptant vingt personnes et plus, sous la direction d'un ancien, assisté d'un conseil de famille. Ce conseil discute avec le chef toutes les questions qui intéressent le groupe et contrôle la gestion du patriarche; il a même le pouvoir de le déposer dans certains cas. Cette influence du conseil de famille paraît provenir de deux causes: d'abord des difficultés de la culture dans ce pays, peu fertile souvent, ensuite du fait que les zadrugas étaient généralement nombreuses, ce qui en compliquait l'administration. Mais aussi, il en est résulté des conséquences graves, les membres du conseil de famille ont acquis par leur collaboration avec le chef de l'expérience et de l'initiative, le patriarche a vu son prestige diminué d'autant, et cela n'a pas peu facilité le mouvement de dispersion des communautés.

La zadruga a eu encore d'autres effets favorables à l'extension de la race. Ces communautés, où l'on se sent fortement soutenu par le travail de tous, sont très prolifiques.

Aussi, de temps en temps, est-on obligé de constater que les moyens de la famille sont dépassés et qu'il faut déverser au dehors le trop-plein. Alors on organise un essaimage proportionné aux besoins. Si plusieurs membres de la famille doivent partir ensemble, ils s'en vont sous la direction d'un ancien et vont chercher du travail au dehors. Souvent aussi, les sorties sont individuelles, selon les occasions qui se présentent. C'est ainsi que beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles bulgares vont se placer comme serviteurs dans les familles grecques ou autres de la Macédoine ou de la Thessalie. Ces gens sont estimés, car ils se montrent laborieux, soumis et économes, qualités ordinaires d'ailleurs du paysan communautaire. Mais leur ambition première est de rentrer dans

leur famille aussitôt que de nouveaux départs y font de la place. L'émigrant revient alors au foyer avec son pécule. Toutefois, il en est qui ne peuvent ou ne veulent pas retourner dans la communauté — et puisque celle-ci décline, ce sera le cas de plus en plus, -- alors les domestiques, journaliers ou métayers bulgares se fixent là où ils trouvent à vivre, économisent sou à sou, et finissent par acheter un champ. C'est un nouveau coin de terre bulgare qui s'étale au soleil. D'autres sont acquis de même çà et là, et la race gagne, lentement, patiemment, mais avec la sûreté d'une force irrésistible [1]). La terre que le Bulgare achète ainsi, c'est généralement le Turc qui la perd. Il a emprunté à quelque usurier grec ou juif, sans se préoccuper de savoir s'il pourra restituer, et, au jour de l'échéance, il est obligé de céder son bien pour un morceau de pain. Après quoi, le spéculateur revend au Bulgare; mais à haut prix, réalisant ainsi un gros profit. Quel est le résultat final de l'opération? Les Turcs sont peu à peu appauvris et évincés de la propriété du sol, les Grecs augmentent leurs capitaux, mais n'ont pas leur emprise sur le sol; au contraire, le Bulgare, fourmi patiente et tenace, avance de jour en jour, descendant du plateau et de la montagne vers la vallée, vers la mer, absorbant le pays par cette laborieuse et pacifique conquête, qui finira par le rendre maître de presque tout le sol de la Péninsule. C'est le triomphe éclatant du paysan sur l'urbain, de la culture sur le commerce, de la colonisation agricole sur les métiers qui n'attachent pas l'homme au sol, ne lui inspirent pas l'amour de la terre et le tiennent toujours prêt à se mobiliser pour aller vivre ailleurs. Nous avons déjà montré que tel était le cas pour le Turc; nous apercevons en passant que le Grec n'est guère plus solide. Aussi, le bulgarisme, agricole et rural, est-il l'adversaire le plus redoutable de l'hellénisme, commerçant et urbain. Celui-ci s'appuie principalement sur la fortune mobilière et sur de vaines préten-

[1]) Le Bulgare, dit un proverbe macédonien, chasse le lièvre avec son char à buffles et finit par le forcer.

tions historiques. L'autre s'enracine dans le sol et le conquiert par son labeur; son succès final ne peut faire doute s'il continue à marcher dans cette voie.

Toute la question macédonienne est dans ce curieux mécanisme social, qui fonctionne en silence, lentement, mais sûrement, sans arrêt, faisant beaucoup plus de besogne, et de la meilleure, que les comités révolutionnaires. En somme, la situation se résume ainsi au point de vue macédonien: Les Turcs, indifférents à l'égard des chrétiens, parce qu'ils se sentent incapables de les gouverner, leur ont laissé leur organisation familiale et communale, ce qui a conservé les nationalités. En outre, comme ces mêmes Turcs sont fort peu enclins au travail, ils se laissent évincer peu à peu de la propriété du sol. En revanche, ils exaspèrent leurs sujets par la brutalité de leurs procédés administratifs et par leurs exactions: de là des insurrections périodiques, noyées dans le sang[1]). De leur côté, les Grecs, devenus souvent propriétaires du sol par l'effet de leurs opérations d'usure, en font un simple objet de spéculation et le revendent au paysan bulgare, valaque ou serbe. C'est ce mouvement qui excite les colères des patriotes Grecs, lesquels voudraient à toute force étendre le territoire du Royaume, sans se soucier de l'origine et de la langue des habitants des territoires qu'ils convoitent. Cela explique encore pourquoi les Grecs revendiquent comme leurs tous les individus qui suivent le rite dit orthodoxe. En Orient, la religion est devenue le signe extérieur de la nationalité, parce qu'en fait, les Turcs n'en connaissent point d'autre. Aussi les Grecs ont-ils été fort irrités de voir les Bulgares échapper à l'obédience du patriarcat œcuménique et se concentrer à part sous un chef particulier: l'exarque. Ce schisme avait pour effet d'ériger à côté des Grecs une nouvelle nationalité. Ils auraient au moins voulu conserver sous leur hégémonie les nombreux Valaques et Serbes qui, bons paysans comme les Bulgares, font souche et s'étendent aussi

[1]) Elles servent en général de prétexte pour livrer les villages aux excès abominables d'une soldatesque barbare et aux exactions du fisc.

en Macédonie par des procédés analogues à ceux que nous décrivions tout à l'heure. Cela donnait aux revendications helléniques une apparence de raison, puisque si l'on s'en rapportait à la religion seule, des groupes ruraux importants, qualifiés grecs, occuperaient une partie de la Macédoine. On essayait même de les gréciser tout à fait en leur imposant des popes et des maîtres d'école grecs, par l'intermédiaire du patriarcat, qui est à Constantinople, pour le gouvernement turc, le seul représentant légal de tous les orthodoxes[1]). Mais l'opposition de la Roumanie a dérangé l'opération, d'où le conflit survenu en 1905 entre les deux États.

Tel est l'aspect des choses dans la Péninsule. On voit que la situation tend manifestement à tourner au profit des Bulgares, nous savons maintenant pourquoi. Toutefois, il n'en sera ainsi que dans le cas où ces derniers sauront conserver l'élément qui fait leur force d'expansion, c'est-à-dire leur robuste démocratie rurale. Un sérieux danger menace, en effet, l'œuvre patiente des paysans, et il provient des tendances de la classe aisée. Celle-ci est trop disposée à délaisser les professions utiles techniques pour les carrières libérales et surtout pour l'administration. La classe rurale est ainsi livrée à elle-même, alors qu'une élite éclairée pourrait la guider par l'exemple et l'association dans la voie du progrès, chose dont elle a tant besoin. C'est le gouvernement qui doit tout faire. Il a créé des écoles d'horticulture, des caisses de crédit, construit des routes et des chemins de fer[2]); mais l'action de l'État est toujours raide, irrégulière, artificielle, incomplète. Si l'initiative et l'appui de la classe supérieure secondaient le paysan, la marche de celui-ci serait sûrement plus rapide encore, et sa condition en deviendrait aussi plus prospère. Cela serait d'autant plus utile aujourd'hui, que la désorganisation des familles les rend plus faibles, moins capables de dresser les individus au travail et à la discipline morale. Là sera le grand écueil de cette race, et il deviendra

[1]) A l'exception des Bulgares, ainsi que nous l'avons vu plus haut.
[2]) En 1904, 1.566 kilomètres, dont 1.186 à l'État.

plus dangereux encore si, comme on l'a déjà essayé, on arrive à développer prématurément la grande industrie urbaine et à former un prolétariat mobile et faible, accessible à toutes les excitations et livré aux tentations de la misère. En d'autres termes, la classe supérieure tend à diriger la nation uniquement par la bureaucratie et par la politique, c'est-à-dire par des moyens artificiels. C'est un retour à la communauté, mais elle serait organisée cette fois par l'État, autrement dit dans des conditions encore plus mauvaises que pour la communauté de famille, car les erreurs et les fautes ont des conséquences autrement étendues. D'ailleurs, le progrès n'est pas dans la reconstitution de la communauté, mais bien dans le développement des initiatives individuelles. La prépondérance de la bureaucratie et de la politique ne peuvent que nuire au progrès de la race en empêchant précisément le développement de l'initiative et en donnant à l'esprit de clan beau jeu pour exercer sa funeste influence. Un tel esprit transforme les luttes électorales en champ clos, où l'on se dispute le pouvoir non pas, bien souvent, pour l'exercer dans l'intérêt du pays, mais plutôt dans celui du clan et de ses partisans.

Au point de vue de l'organisation des pouvoirs publics, la Bulgarie a beaucoup gagné à sa séparation, bien que celle-ci n'ait pas entraîné l'indépendance de droit. En fait, la Principauté est pleinement autonome et a même obtenu le droit de conclure des traités particuliers, en sorte que la suzeraineté du Sultan est purement nominale. Les institutions communales sont déjà moins libres que sous le régime ottoman, et elles déclineront avec la communauté de famille, cédant de plus en plus devant l'extension de l'autorité du pouvoir central. Celui-ci est établi sur la base représentative, avec une Chambre *(Sobranié)* élue au suffrage universel; comme on peut s'y attendre avec une population de ce type formée à l'obéissance par son régime familial, les électeurs suivent docilement le mot d'ordre donné par le clan qui détient le pouvoir. L'administration, recrutée parmi des jeunes gens qui, pour la plupart, ont fait leurs études en Occident, suit nos idées et nos méthodes avec intelligence,

mais nous avons déjà indiqué le danger que la prédominance de la bureaucratie fait courir à la Principauté. Il y a là un frappant manque d'équilibre: entre la démocratie rurale et l'administration, il n'y a pour ainsi dire rien, ce qui donne à la seconde une influence démesurée. Encore une fois, le défaut d'une classe moyenne apte à conduire librement le travail national sera pour le peuple bulgare une dangereuse cause de faiblesse [1]).

En ce qui touche le côté purement économique de la situation, la Bulgarie a également réalisé de sensibles progrès. La production et l'aisance se sont développées dans une mesure appréciable [2]). L'agriculture, presque exclusivement paysanne, emploie encore les procédés les plus arriérés [3]), cependant elle commence à utiliser quelque peu les méthodes et les instruments perfectionnés; mais c'est encore là une exception très rare, et le progrès sera lent dans les circonstances que nous connaissons. Ce sont les produits du sol qui forment la presque totalité des exportations, céréales, animaux, bois, essences parfumées, fruits secs.

L'industrie est avant tout ménagère ou artisane. Beaucoup d'ustensiles, de meubles, de tissus, sont fabriqués soit dans la famille, soit en petit atelier, et une partie notable de cette fabrication est exportée en Turquie, spécialement des tissus. La grande industrie existe dans une certaine limite. En 1902, on a recensé 350 usines avec 75.000 ouvriers; cela indique suffisamment que les grandes fabriques sont rares. Encore faut-il dire qu'un certain nombre d'usines ont été fondées par des étrangers, surtout par des Allemands et

[1]) Budget pour 1905 : 113 millions de francs, fournis principalement par l'impôt direct et par les douanes. Dette en 1905 : environ 350 millions de francs. Armée : 154.000 hommes, portés à 190.000 avec 1.080 canons sur le pied de guerre.

[2]) Une caisse d'épargne, fondée par l'État et donnant un intérêt de 4 %, est assez prospère, ce qui indique la formation d'une réserve chez les petites gens.

[3]) Dans le département de Bourgas, sur près de 17.000 charrues employées, on n'en comptait, en 1903, que 153 en fer. Les autres étaient des araires dont le modèle remonte à la plus haute antiquité. (Rapp. consul.)

des Autrichiens [1]). Le gouvernement a fait de grands efforts pour encourager ce mouvement; les droits de douane sont relativement élevés; on a accordé aux fondateurs d'industries nouvelles des subventions, des prêts, des exemptions d'impôts, de droits de douane sur les machines et matières premières, des réductions de tarifs sur les voies ferrées; on leur a réservé les commandes de l'État [2]). Mais le résultat est resté minime; comme toutes les populations foncièrement agricoles, les Bulgares répugnent au régime du grand atelier et ne fournissent que des ouvriers médiocres, lents et peu habiles. Nous avons déjà signalé le danger de cette politique contraire à la tendance de la race et dangereuse pour sa stabilité et son développement normal. Il faudrait laisser l'évolution se faire lentement, afin d'éviter la formation trop rapide d'un prolétariat souvent affamé et turbulent.

La Bulgarie est un pays à production naturelle prépondérante, auquel convient surtout la politique libre-échangiste. Le gouvernement de Sofia n'est pas sans s'en rendre compte et fait de grands efforts pour obtenir des traités de commerce dans ce sens. Son tarif lui sert à obtenir des concessions à l'entrée dans les autres États, mais, même ainsi atténué, il semble qu'il constitue encore un impôt bien lourd pour un pays où l'argent est rare, l'intérêt très onéreux, le niveau de la consommation peu élevé. Nous savons d'ailleurs que dans un tel milieu l'industrie à la main dispose d'une protection naturelle très appréciable [3]).

En résumé, la Bulgarie nous offre le spectacle intéressant d'une race encore assez stable et assez prospère, quoique peu en état de développer la richesse proprement dite, et surtout d'une race très expansive, parce qu'elle est laborieuse et

[1]) Ces créations ont été loin de réussir toutes. On estime à 180 millions les pertes subies en quelques années par les entrepreneurs étrangers.

[2]) Une loi prescrit aux fonctionnaires de faire confectionner leurs vêtements avec des draps indigènes. Est-il besoin de dire qu'elle est restée sans effet ?

[3]) V. p. 121.

attachée au sol, tandis que les principales races en compétition avec elles sont surtout urbaines et peu attachées à la culture. Ce petit peuple nous fournit ainsi une frappante leçon sociale, et ses qualités le rendent sympathique à l'observateur. Il est à désirer que les causes de faiblesse signalées plus haut ne viennent pas l'arrêter dans sa marche en précipitant sa désorganisation, en affaiblissant ce qui fait sa force: le goût du travail et l'amour passionné de la terre.

IV. — LA ROUMANIE

Nous rattachons la Roumanie aux groupes des pays balkaniques pour trois raisons. En premier lieu, les origines de la population et sa situation sociale sont sensiblement les mêmes en dépit de la différence des langues; la désorganisation du type communautaire est seulement plus accentuée, et c'est pour ce motif que nous étudions ce pays après tous les autres. En second lieu, la position géographique du Royaume le rattache étroitement à la Péninsule, qu'il prolonge pour ainsi dire vers le Nord. Enfin, nous considérons que ses intérêts politiques et économiques sont liés à ceux des autres petits États danubiens. Nous allons essayer de le démontrer.

La Roumanie est formée essentiellement par la plaine d'alluvion, en partie marécageuse, qui sépare les Carpathes de la rive occidentale de la Mer Noire. Cette rive à peine ondulée s'appuie vers l'Ouest aux terrasses et aux pentes des Carpathes auxquelles elle se relie par une zone de collines et de plateaux découpés et secs. Les terres hautes se recouvrent de pâturages et de forêts, tandis que le sol profond des vallées et de la plaine convient admirablement aux céréales, au maïs, aux plantes textiles, sarclées et oléagineuses. Le climat, influencé par les vents du Nord et de l'Est, qui arrivent librement, est continental, avec des extrêmes très prononcés pour le froid comme pour la chaleur [1]). Les neiges et les pluies sont abondantes, mais celles-

[1]) L'écart entre la plus haute et la plus basse température est de 50 à 60° C.

ci se distribuent assez irrégulièrement, en sorte que les récoltes sont souvent compromises par la sécheresse.

Le territoire roumain mesure 131.000 kilomètres carrés, mais une bonne partie en est occupée soit par les escarpements rocheux de la montagne, soit par les lagunes marines, ou les vastes marécages que forment à leur embouchure le Danube et les autres fleuves [1]. Néanmoins, c'est un beau et riche pays de culture et d'élevage, qui expédie chaque année, surtout vers l'Occident, l'excédent considérable de sa production de céréales. Ses bestiaux vont alimenter d'abord les marchés des villes du Danube, ainsi que la capitale, qui est une grande cité de 300.000 âmes.

La population actuelle de la Roumanie est estimée à 6.400.000 âmes, dont 5.800.000 Roumains, parmi lesquels vivent 110.000 Austro-Hongrois, 140.000 Bulgares, 15.000 Serbes, 25.000 Turcs, 20.000 Grecs, 40.000 Occidentaux et près de 300.000 individus sans nationalité bien déterminée, Juifs et Tziganes. La religion dominante est le rite grec orthodoxe. Remarquons immédiatement que la vie urbaine est relativement développée: on trouve 15 villes de plus de 20.000 âmes, dont 5 de plus de 50.000. Ce fait surprend au premier abord dans un pays où la culture prédomine au point d'absorber plus de 80 % de la population, mais nous en aurons bientôt l'explication. Selon notre méthode habituelle, nous devons tout d'abord rechercher les origines de cette population. Elles sont assez troubles et incertaines, à cause des perturbations politiques profondes qui ont secoué, durant des siècles, ce malheureux peuple, placé sur une des routes principales des invasions barbares. Les indications de l'histoire permettent cependant de se faire une idée assez nette de l'évolution sociale des Roumains. En voici les traits essentiels.

[1] En 1878, la Roumanie a perdu la province de Bessarabie, 45.600 kilomètres carrés avec 1.940.000 âmes; elle a reçu en échange la Dobroutja, sur la rive droite du Danube, habitée surtout par des Bulgares. Les Roumains regrettent ce troc obligé, qui a séparé d'eux un certain nombre de compatriotes. Mais, au point de vue purement pratique, ils ont reçu plus qu'ils ne donnaient.

Il y a tout lieu de croire que la région fut colonisée en premier lieu par les paysans appartenant au type slave. L'antiquité leur laissa assez de tranquillité pour qu'ils pussent prospérer et s'étendre vers le Sud et l'Ouest, tandis que leurs frères de race emplissaient la plaine baltique. Au début de notre ère, un fait important se produisit. Les légions romaines, remontant la route de peuplement formée par la vallée du Danube, poussèrent leur domination jusqu'à l'orient des Carpathes. Ils se trouvèrent fort à l'aise au milieu de ces cultivateurs pacifiques et fondèrent là une Marche solide contre les barbares nomades qui couraient la steppe au-delà du Dniester. Cela explique le développement de la culture latine parmi les populations de la région. L'installation de quelques colons militaires — qui à cette époque n'étaient pas, souvent, de vrais Latins — ne suffirait cependant pas pour expliquer la totale romanisation de la race. Évidemment, un assez grand nombre de fonctionnaires, de commerçants, de grands propriétaires, ont dû aller s'installer dans le pays, fondant ou développant des centres urbains qui furent autant de foyers de culture latine. De proche en proche, la langue se répandit dans tout le peuple, parce qu'elle était l'idiome du gouvernement et de la classe supérieure[1]). Un peu plus tard, le flot des invasions rompit la population et la refoula au sud du Danube, où elle forma des groupes autonomes parmi des races qui parlaient une autre langue. Puis, le torrent barbare ayant cessé de couler, deux siècles d'une paix relative permirent aux Roumains de refluer par essaims vers les plaines du nord, ou bien encore de redescendre des hautes vallées des Carpathes où ils avaient également trouvé un refuge. Pendant ce temps, ils n'avaient subi aucune influence capable de les modifier à nouveau: leur travail, la culture, était demeuré le même; nulle domination comparable à celle des Romains ne s'était appesantie sur eux; celle des Bulgares et des Serbes ne fut en effet que politique, et non pas sociale, à peu près comme l'hégémonie posté-

[1]) Les choses se passèrent de même en Gaule pour des raisons analogues.

rieure des Turcs. Byzance, elle aussi, n'a exercé sur le pays au nord du Danube qu'une autorité nominale et lointaine, à tel point que, pendant la dernière période de l'histoire de l'Empire d'Orient, on voit les Roumains se subdiviser en plusieurs principautés virtuellement indépendantes. Plus tard, la conquête ottomane ne changea point cette situation. Les Turcs ne s'établirent guère dans les principautés moldo-valaques. Ils se contentèrent de leur imposer d'abord leur suzeraineté et un tribut, puis des princes de leur choix, pris parmi les Grecs du Phanar. Du reste nous savons que les Ottomans ne s'assimilent point les peuples vaincus, ou du moins fort peu. Les circonstances que nous venons de résumer ont donné aux principautés moldo-valaques leur physionomie particulière. Alors que les Bulgares et les Serbes, ainsi que les Koutzo-Valaques restés au sud du Danube, tombaient presque tous dans la condition de petits paysans, ou même de métayers, sous une aristocratie turque, les Roumains voyaient se former et se maintenir une aristocratie nationale d'origine assez mêlée. Elle sortait des vieilles familles princières locales, des chefs militaires suscités par l'état de guerre si fréquent dans la région, voire aussi des bandes de mercenaires, Cosaques, Polonais, Hongrois, soudoyées par Byzance, ou par les rois et les princes roumains ou bulgares, pour soutenir des luttes continuelles. Nous avons montré déjà comment la formation communautaire développe l'esprit de clan; les Roumains, qui avaient la communauté comme institution fondamentale, eurent grandement à souffrir de cet esprit turbulent; il causa chez eux une multitude de révolutions et de guerres civiles. Ce n'est pas tout, l'aristocratie militaire, suivant encore en cela le penchant des races de ce type, s'empara des terres et réduisit les paysans au servage permanent. Ceux-ci avaient la jouissance du sol, moyennant la corvée sur la réserve du seigneur et la dîme de leurs récoltes. On trouvait même, dans le pays, des esclaves, provenant probablement des prises faites sur les nomades des steppes du Nord-Est. Ce sont les Tziganes d'aujourd'hui.

Au début du siècle dernier, les Roumains se trouvaient,

en résumé, dans la situation que voici: travail agricole très prépondérant, fabrication ménagère accessoire; un peu de fabrication principale en petit atelier, souvent exercée par des Tziganes ambulants ou par des Juifs; petit commerce aux mains des Grecs et des Juifs. Famille en communauté, le plus souvent subordonnée par le servage à un patron de la classe aristocratique. Propriété généralement très grande, administrée par des intendants ou par des fermiers généraux, le plus souvent Grecs ou Juifs. Il y avait peu de petits propriétaires, les paysans occupant des tenures corvéables avec jouissance des pâtures et forêts en commun. Dans cette situation tout s'opposait au progrès de la race: sa formation traditionnelle, l'oppression des grands, l'exploitation par les intermédiaires. En outre, le pays était gouverné par des hospodars grecs, nommés par la Turquie et qui prenaient largement leur part du butin prélevé sur le pauvre paysan.

Vers 1819, ce furent les hospodars qui commencèrent contre les Turcs une insurrection, devenue, depuis, l'état normal des relations de la Porte avec ses sujets chrétiens. Ils espéraient se rendre indépendants et former un grand Royaume grec entre le Dniester et les Dardanelles. Mais les Turcs étaient encore beaucoup trop forts. Il fallut l'intervention de l'Europe pour leur arracher un lambeau du Royaume rêvé par Ypsilanti, c'est-à-dire une partie de l'Archipel, qui devint en 1830 le Royaume de Grèce. De même, ce fut encore l'Europe qui donna enfin l'autonomie aux Roumains en 1856, puis l'indépendance complète en 1878.

Cette révolution politique a été accompagnée d'une révolution sociale. En 1864, tous les Roumains ont été déclarés libres, et une partie des terres leur a été attribuée et distribuée sous la condition d'en payer la valeur par annuités. Mais les petits domaines ainsi acquis aux paysans étaient bien étroits pour nourrir des communautés souvent nombreuses. On a donc simplement transformé les tenanciers serfs en bordiers obligés de continuer à travailler sur les domaines seigneuriaux, restés fort grands; on en cite qui mesurent jusqu'à 10.000 hectares. Ceux de 500 à 1.000 hectares sont

nombreux. Ils continuent d'ailleurs à être exploités selon la méthode ancienne, c'est-à-dire par l'entremise des intermédiaires qui prennent des deux mains. L'absentéisme des propriétaires s'est même accentué, car plus qu'autrefois, ils vivent à la ville ou à l'étranger. En outre, un bon nombre de nobles se sont ruinés par le gaspillage et l'abus du crédit; leurs domaines ont passé aux mains des intendants grecs, riches de leurs dépouilles, ou encore, ont été acquis par des négociants également grecs, urbains renforcés. Aussi le paysan est-il resté pauvre et mécontent; sa colère est allée à un moment donné jusqu'à l'insurrection, et on lui a accordé en 1889 une satisfaction momentanée par de nouvelles attributions de terres prises sur le domaine de l'État. Comme la race est très prolifique et croît rapidement, on peut prévoir qu'il faudra recourir encore à cet expédient jusqu'à épuisement de la réserve publique. Alors se posera le redoutable problème du morcellement des latifundia. A l'heure actuelle, même avec une organisation médiocre du travail, par un métayage ou un fermage très pauvres, les grands propriétaires tirent un bon revenu de leurs terres, grâce à la fertilité du sol, au bon marché de la main-d'œuvre, aux débouchés que l'Occident industriel offre aux céréales roumaines. Mais cette situation économique peut changer. Si la propriété foncière cesse de rapporter, les propriétaires chercheront à s'en défaire par le lotissement, et le paysan s'en rendra enfin maître. A moins que la misère ne le pousse prématurément à bout et qu'il ne réclame une liquidation générale et prompte. Du reste, sa situation actuelle ne lui permet guère de constituer une réserve pour l'achat de la terre. Les propriétaires sont donc exposés à perdre beaucoup, et ils agiraient avec sagesse en se montrant prévoyants et en faisant eux-mêmes, par évolution graduelle et volontaire, ce qu'on exigera probablement un jour.

On voit maintenant en quoi le Roumain doit différer de son voisin le Bulgare. Celui-ci est surtout un paysan propriétaire. Le Roumain est plutôt un bordier travaillant la plupart du temps en journée. Il forme donc un prolétariat rural étroitement dépendant de la grande propriété. Il est

aussi moins posé, moins économe, plus léger, moins prévoyant, moins discipliné. A un autre point de vue, le type est analogue; formé par la communauté, il est traditionnel, routinier, peu porté aux innovations. Aussi la culture est-elle fort arriérée. Les grands propriétaires auraient dû la pousser en avant dans leur propre intérêt; mais nous savons qu'ils s'en occupent rarement. Ils sont ou bien de purs oisifs, ou bien ils s'adonnent au commerce, à la politique, à la bureaucratie. Nous avons constaté déjà que ce fait constitue une grave cause d'infériorité sociale, et ce n'est pas la dernière fois que nous aurons à la signaler. L'industrie n'est que peu développée en Roumanie, cela pour diverses raisons. D'abord, le pays n'est pas favorisé au point de vue des richesses minérales. On a trouvé un peu d'anthracite et de lignite, mais point de métaux, sauf un peu de cuivre dans la vallée du Danube. En revanche, les Carpathes ont de belles sources de pétrole, dont la production se concentre dans le port de Constanza, où le gouvernement a fait construire des réservoirs. On trouve aussi dans la montagne de magnifiques gisements d'un sel très pur. Enfin la Roumanie possède encore de vastes forêts, bien qu'elles aient été gaspillées par les pâtres qui gardent le bétail sur les hauteurs. Il faut noter aussi que les produits du sol et des troupeaux sont assez abondants pour alimenter certaines fabrications. Et, en effet, les raffineries de pétrole, les salines, les scieries, les tanneries, les minoteries sont les principales usines du pays. Pour le surplus on ne rencontre guère que de petites fabriques fournissant des articles de consommation courante, tels que des draps ordinaires, des tissus communs, etc. On trouve en outre quelques sucreries.

L'État roumain, tombant lui aussi dans une erreur trop répandue, a voulu développer artificiellement la grande industrie, sans se demander si, pour le moment, elle se trouvait bien à sa place en Roumanie. Dans ce but, il prit des mesures douanières, accorda des subventions, des primes, des exemptions d'impôts, etc. Un exemple bien frappant fera voir les effets d'une telle politique dans un pays dont la population n'est pas mûre pour le grand atelier. Il existait

en Roumanie plusieurs sucreries qui, sans aucun secours, fournissaient à la consommation une grande partie du sucre dont elle avait besoin. Mais on trouvait encore avantage à en importer du dehors, d'Autriche notamment. Le gouvernement crut agir utilement en aidant les usines indigènes à évincer complètement la production étrangère. Il pensait que cela aurait pour effet de pousser à la culture de la betterave, au profit de l'agriculture locale. Il accorda donc une prime de 16 francs par quintal de sucre indigène, ce qui devait permettre de le vendre à un prix inférieur à celui des sucres autrichiens. Aussitôt, un certain nombre d'entrepreneurs étrangers vinrent s'établir dans le pays, y créèrent des usines et empochèrent l'argent roumain. Bien plus, à la faveur de la prime de 16 francs, ils se mirent à exporter du sucre dans tout l'Orient. Sans doute les grands propriétaires fonciers y trouvaient leur compte; mais plus leurs champs de betteraves s'étendaient, plus le Trésor sentait le poids s'alourdir et plus aussi les raffineurs étrangers faisaient fortune, tandis que, grâce à la générosité du gouvernement de Bucarest, les Bulgares, les Serbes et les Turcs avaient du sucre à bon marché. Qui était donc la dupe de ce jeu? Le contribuable roumain, lequel payait pour tout le monde. De plus, les raffineurs avaient fondé entre eux un syndicat, afin de contrôler les prix tout en prenant des mesures pour contrecarrer toute tentative concurrente extérieure. La duperie était donc complète. Afin de mettre un terme à ses sacrifices, le gouvernement a frappé le sucre d'un droit de sortie, annulant par là l'effet de la prime pour le sucre exporté. Toutefois, il a dû accorder aux raffineries existantes une sorte de monopole, en s'engageant à n'autoriser aucune création d'usines nouvelles durant un certain temps. En outre, la prime a été réduite à 11 francs.

Ce fait nous semble démonstratif. Nous pourrions en citer d'autres, mais ce serait répéter ce que nous avons déjà dit précédemment au sujet de l'inaptitude des peuples communautaires à créer et à soutenir la grande industrie. Encore une fois, elle ne répond pas à leur état social; ils la pratiquent mal, d'une façon désavantageuse, sauf exception

rare. Chose plus grave, elle tend à les désorganiser trop rapidement, en réduisant à la misère la classe des artisans et en créant un prolétariat accessible à la corruption et à la révolte[1]). On a donc grand tort de vouloir pousser artificiellement dans cette direction un peuple qui subit encore l'influence de la formation communautaire, car, dans ce cas, ce sont des étrangers qui réalisent tous les bénéfices de l'opération, et le pays n'en recueille guère que les inconvénients.

Si le grand atelier ne réussit que médiocrement en Roumanie, où manquent à la fois les aptitudes, la direction, les capitaux et les matières premières, la petite industrie y est encore florissante, pour la raison qu'elle convient parfaitement aux moyens et aux habitudes de la population. Chaque communauté paysanne occupe une partie de ses membres à la fabrication des ustensiles ou des tissus dont elle a besoin. En été on s'habille de cotonnade, en hiver de drap grossier et de peaux de moutons. Les maisons sont des huttes faites de clayonnages revêtus d'argile, et leur couverture est en chaume; le mobilier est réduit au strict nécessaire. Le paysan ne consomme guère que de la bouillie de maïs et un peu de viande de porc, avec de l'eau pure ou de l'eau-de-vie de prunes pour boisson. Le seul luxe est dans les vêtements des jours de fête, brodés et garnis de boutons d'argent. Ces paysans si pauvres ne peuvent donc être de grands consommateurs, pas plus qu'ils ne sont de bons ouvriers d'usine.

Du reste, d'une manière générale, les capitaux manquent autant que le personnel pour développer la production industrielle. Le taux de l'intérêt varie de 10 % à 20 %. Celui de l'escompte de 6 % à 9 %; les propriétaires terriens, roumains ou grecs naturalisés, ne se montrent guère disposés à risquer leur argent dans l'industrie; les premiers ne se soucient pas d'une occupation si absorbante, les autres ont une préférence très marquée pour le commerce et la banque. Il en est de même des Juifs, dont la situation est très

[1]) Voir ci-dessus l'exemple fourni par la Russie.

particulière en ce pays. En effet, ils ne sont pas considérés comme citoyens roumains et n'ont même très souvent aucune nationalité. Cela les exclut comme les étrangers de la propriété foncière. Ils se plaignent de cette situation ambiguë, tout en la mettant à profit pour échapper au service militaire. Toutefois, comme la loi saisit tous les jeunes gens nés en territoire roumain, la fusion se ferait peu à peu, si les Israélites aisés ne prenaient soin de faire adopter à leurs enfants des nationalités diverses, à tel point que souvent, sur plusieurs frères, l'un est Autrichien, un autre Allemand un troisième Suisse. Cette population juive, très nombreuse, s'adonne surtout à la pratique des métiers et du commerce. Presque tous les petits boutiquiers sont Juifs; la plupart des grandes maisons de commerce sont grecques ou juives. Les Grecs, quoique traités, en principe, comme des étrangers ordinaires, jouissaient de certaines faveurs obtenues en considération de leur importance commerciale dans le Royaume. Ce sont ces faveurs qui leur ont été retirées lors du conflit survenu en 1905 entre les deux gouvernements, à propos de l'attitude prise par le patriarcat grec à l'égard des Koutzo-Valaques de Macédoine, que l'on prétend gréciser de force pour en faire les représentants actifs du néo-hellénisme dans la Péninsule des Balkans.

Au point de vue commercial, la situation de la Roumanie est excellente. Les ports maritimes sont médiocres sur cette côte noyée, mais les ports fluviaux du Danube sont accessibles aux grands navires, grâce aux travaux de la Commission européenne, établie par les puissances en 1866. Dans une partie du plat pays, il serait assez aisé de creuser des canaux pour porter à la grande artère les céréales et les bois. L'État a préféré construire d'abord des chemins de fer, car les particuliers ne s'en occupaient guère; c'est lui qui possède et exploite les 3.200 kilomètres de lignes actuellement établies.

Il va sans dire que le principal élément du commerce extérieur est fourni par l'agriculture. On exporte avant tout les céréales, les bois, les bestiaux, les graines oléagineuses, les œufs, le pétrole, la laine, le poisson abondant et excellent

du bas Danube. On importe presque exclusivement des articles manufacturés. A cet égard, la Roumanie constitue un marché assez important à cause de l'extension prise par les villes. Celles-ci ne se contentent pas de la production souvent grossière de la fabrication locale, elles réclament des articles de luxe, qui doivent venir du dehors, ainsi que les machines, les outils, la quincaillerie, les métaux, etc. Là encore le type économique est très nettement marqué. La formation communautaire, qui ne se prête pas au développement industriel, fait prédominer les productions naturelles. La Roumanie est donc un pays où le libre-échange répond le mieux à la nature des choses. En fait, le tarif douanier est relativement élevé; mais, d'abord, on l'atténue par des traités de commerce; c'est un instrument de transaction que l'on emploie pour ouvrir aussi largement que possible les marchés étrangers aux produits naturels roumains. Ensuite, il ne frappe guère le paysan et l'artisan, qui consomment peu d'articles importés, généralement trop chers pour eux. Ce sont surtout les citadins, et en particulier la classe aisée, qui acquittent les droits de douane. Ceux-ci sont donc avant tout une taxe indirecte sur la consommation urbaine.

Les pouvoirs publics sont organisés selon le penchant social de la race. Autrefois le gouvernement autocratique n'était limité que par l'indiscipline des boyards, qui, subdivisés en clans rivaux, appuyés sur des bandes de mercenaires étrangers, résistaient volontiers par la force aux exigences des ducs, des rois ou des hospodars, selon l'époque. Aujourd'hui les clans se sont transformés en partis politiques. Leurs luttes sont toujours vives, mais elles ont cessé d'être sanglantes et sont moins dommageables au pauvre paysan. On ne se dispute plus du territoire et du butin, mais un budget et des emplois publics. Un souverain d'origine étrangère, le roi Charles de Hohenzollern, s'applique depuis quarante ans, avec un bon sens et une sagesse inaltérables, à maintenir l'équilibre entre les clans et à prévenir les crises dangereuses. Ce fut vraiment un bonheur pour le nouveau Royaume de débuter dans la vie autonome sous la haute direction d'un tel prince, qui pourrait servir utilement de

modèle aux divers souverains de la Péninsule — et même à d'autres encore.

On peut penser aussi que la bureaucratie a pris dans ce pays un essor particulièrement marqué. Pour les communautaires, le *self-government* ne dépasse guère les limites de la commune. On retrouve donc toujours chez eux une administration très centralisée, même sous les apparences plus ou moins brillantes du régime représentatif. La bureaucratie roumaine est en moyenne intelligente et assez instruite, comme la classe aisée dont elle sort. Elle va du reste, le plus souvent, compléter ses études à l'étranger et ne fait ni plus ni mieux que beaucoup d'autres; toutefois, on la dit quelque peu corrompue, assez paperassière et routinière, c'est l'esprit de la race et aussi de la bureaucratie en général. Celle-ci prend toujours et partout l'aspect et les défauts d'une grande communauté. Heureux les peuples qui savent assez agir par eux-mêmes pour réduire cette communauté à sa plus simple expression et à la portion congrue[1].

Au point de vue extérieur, la Roumanie a une situation difficile. Deux grandes puissances ambitieuses, ses voisines, qui l'une et l'autre ont déjà des sujets roumains, se croient destinées à en accroître le nombre. Le gouvernement de Bucarest doit louvoyer entre ces deux ambitions. Le comble de l'adresse serait de les neutraliser l'une par l'autre. Mais il faut être tout à fait oriental pour pratiquer cette politique avec la souplesse et la ruse qu'elle comporte. Dans ces dernières années, la Roumanie a paru redouter surtout la Russie, à qui elle ne pardonne pas de lui avoir enlevé la Bessarabie en 1878. Aussi, sa politique semble-t-elle plutôt tournée vers l'Autriche. On prétend même qu'une convention militaire est intervenue entre les deux gouvernements, en prévision d'une résistance commune aux visées russes. Les offi-

[1]) Le budget roumain s'élève à 230 millions de francs par an. La Dette publique approche de 1 milliard 600 millions.

L'armée compte environ 65.000 hommes, sur le pied de paix, avec 400 canons. En temps de guerre, ces chiffres pourraient être portés à 170.000 hommes et 450 canons.

ciers roumains vont s'instruire dans les écoles et les régiments austro-hongrois. Cette alliance de raison est-elle favorable aux intérêts supérieurs de la Roumanie? Cela est douteux et nous croyons que les États balkaniques peuvent faire mieux que de se mettre dans la dépendance d'un voisin puissant et exigeant. Cette question mérite un rapide examen.

V. — LA CONFÉDÉRATION BALKANIQUE

La Péninsule des Balkans est l'objet des ambitions de quatre États voisins: la Russie, qui vise Constantinople; l'Autriche, qui redoute le voisinage de la Russie et voudrait acquérir Salonique; la Grèce, dont les désirs n'ont ni précision, ni limites; enfin l'Italie, qui songe à mettre la main dans le guêpier albanais, au risque d'y trouver plus de piqûres que de profits.

En toute impartialité nous considérons que ces visées sont également injustifiées.

La situation des quatre États balkaniques n'est pas exempte d'incertitudes; leur formation sociale les expose à des troubles, à des crises économiques, à des agitations politiques. Mais ce cas ne leur est pas particulier. Ils ont prouvé leur vitalité, voire même leur force d'expansion. Leur vie nationale est régulière. Les progrès réalisés par eux depuis leur libération sont importants. Ainsi, ils ont fait bon usage de l'autonomie qui leur fut concédée au siècle dernier. Pourquoi donc songerait-on à la leur retirer pour les adjoindre à des États qui ne leur sont pas supérieurs socialement et qui ne s'administrent pas mieux?

Nous avons déjà parlé des tendances extérieures de la Russie et nous n'y reviendrons pas. Quant aux autres pays, nous caractériserons bientôt leur situation et leurs aspirations. Disons seulement ici que personne, pas même les États dominateurs, ne gagnerait à un nouvel assujettissement des Balkans. En effet, pense-t-on que la Russie et l'Autriche ont réellement besoin de s'annexer de nouveaux groupes ethniques, qui ne désirent point l'être? L'imbroglio des races est assez compliqué déjà dans ces États pour que de nouvelles

recrues soient aussi des éléments nouveaux de discorde. Quant à la Grèce, qui a tant de peine à se gouverner elle-même, il lui serait impossible de diriger en paix les destinées d'un grand État balkanique. Il en a toujours été ainsi du reste; les Grecs, peuple de politiciens et de marchands, divisé par un esprit de clan très accentué, n'ont jamais pu constituer un grand royaume, ni même une confédération durable. L'Empire byzantin n'est pas une preuve contraire à cette assertion, car, en effet, il n'a été ni fondé, ni soutenu par les Grecs. Il lui ont apporté leur langue, leur littérature et leurs discordes, rien de plus; l'État byzantin était, comme la Turquie, une juxtaposition compliquée de peuples divers, sans cohésion politique et sans esprit national. L'Italie, enfin, a chez elle tant de graves problèmes à résoudre, qu'elle serait vraiment bien imprudente de renouveler dans l'Adriatique des entreprises qui lui ont coûté si cher ailleurs. L'Albanie n'est pas un pays de colonisation. C'est même une assez pauvre contrée; elle ne payerait ni le sang italien qu'il y faudrait verser, ni les millions que l'occupation exigerait.

Les États balkaniques ont d'ailleurs un moyen d'éviter le sort qu'on leur destine. Qu'ils s'arrangent entre eux pour assurer mutuellement leur avenir, en se basant avant tout sur un respect profond de leurs intérêts réciproques et de leur autonomie. Par cette initiative, par ce groupement de leurs volontés et de leurs forces, ils opposeront une digue efficace aux ambitions du dehors. C'est par une confédération spontanée, volontaire, que les États des Balkans pourront préparer le mieux la sécurité de leur avenir. Cette idée est si peu chimérique, qu'elle a reçu un commencement d'exécution. Par un traité conclu en 1905, la Bulgarie et la Serbie avaient établi entre elles une union douanière encore bien imparfaite, mais déjà singnificative. L'idée est juste et fructueuse, elle fera son chemin [1]).

[1]) On sait comment l'Autriche est intervenue pour rompre cette union, en frappant la Serbie dans ses intérêts commerciaux, avec une violence qui peut donner aux États des Balkans une idée précise du sort qui leur serait réservé, en cas de subordination partielle ou complète.

La conception d'une Confédération balkanique est juste parce qu'elle ne peut nuire à aucun des intérêts légitimes en jeu. Chacun des quatre États peut garder son autonomie politique, sa législation propre, ses finances, son armée. Seules les douanes devraient être unifiées, chose relativement facile, car tous ces pays appartiennent au même type social et économique; quant à la politique extérieure, il va de soi qu'elle devrait dépendre d'un Conseil fédéral chargé aussi de voter les mesures intérieures d'intérêt commun.

Lorsque la domination insupportable du Turc aura été rejetée en Asie, la Confédération pourrait s'augmenter de deux cantons autonomes: la Macédoine et l'Albanie, et de deux villes libres: Constantinople et Salonique. Elle grouperait alors 12 à 14 millions d'habitants et formerait un utile élément d'équilibre politique à l'orient de l'Europe, tout en continuant à donner à ses membres sécurité et prospérité. Ce plan n'est encore qu'un beau rêve. Il se heurtera sans doute à l'inertie des uns, à la jalousie ou à l'ambition démesurée, irraisonnée, des autres. Il n'en est pas moins vrai qu'il concorde bien avec la situation et l'intérêt de ces petits États, occupés par des populations très analogues par leur formation sociale, leur état économique et leurs tendances politiques. Il nous paraît légitime d'espérer qu'on verra se constituer, dans les Alpes balkaniques, une Confédération rappelant par bien des traits celle qui s'est laborieusement formée à l'extrémité occidentale de la grande chaîne européenne. A tous égards, cela vaudrait mieux pour les Slaves du Sud que d'être englobés dans les grands Empires agités et instables qui les avoisinent. Telle est la conclusion qui découle naturellement d'un examen scientifique des faits.

VI.

Nous avons terminé l'étude des populations encore placées d'une manière prédominante sous le régime de la communauté de famille, et nous avons vu comment cette formation sociale, qui tient encore tant de millions d'hommes sous sa loi, commence à s'ébranler dans certains pays, surtout dans ceux

qui séparent l'Orient de l'Occident. La classe supérieure est en général la première à s'en détacher, puis les familles ouvrières se pénètrent peu à peu des idées nouvelles, l'antique discipline est rompue, la tradition patriarcale s'atténue et s'efface, le poids du despotisme familial paraît trop lourd à porter, les individus les plus capables sentent le désir de travailler pour leur propre compte et pour leur seul profit. Dès lors, l'émigration des jeunes gens devient définitive, les ménages se séparent, le bien de famille est partagé. Il ne faudrait pas croire que cette évolution — qui souvent est pour les familles une vraie révolution — s'opère sans difficulté et sans douleur. Pour se rendre bien compte de cela, il faut songer que la communauté repose sur des traditions séculaires infiniment respectables. Pour les anciens qui l'ont connue dans sa force et sa cohésion premières, c'est une institution sainte dont toutes les règles et toutes les coutumes ont été consacrées par la pratique confiante des ancêtres et même par les prescriptions religieuses. En y portant atteinte, on méconnaît donc à la fois la tradition sociale et la religion. Aussi, pour beaucoup, la rupture de la communauté est la source des plus amères déceptions et du chagrin le plus grand. Cette crise sociale est en effet un drame déchirant, qui trouble profondément non seulement les habitudes, mais encore les âmes et les consciences.

Cette émotion si cruelle n'est d'ailleurs pas une simple manifestation de sensibilité ou d'attachement à des traditions surannées, elle repose sur un sentiment juste de la situation. En effet, la dispersion d'une communauté de famille fait naître brusquement les plus redoutables problèmes de la vie sociale. Il est nécessaire de le montrer ici en quelque mots qui trouveront leur confirmation dans nos études ultérieures.

Nous avons démontré précédemment avec quelle facilité et quelle simplicité la famille communautaire résout presque tous les problèmes qui agitent si violemment certaines sociétés de l'Occident. Aussitôt que la communauté disparaît pour faire place au simple ménage, la situation change du tout au tout. D'abord le travail se complique dans une mesure considérable, au moins dans la plupart des cas. En effet,

il est rare que le simple ménage suffise pour l'exploitation de l'atelier de travail. S'il s'agit d'une ferme, il faudra un ou plusieurs domestiques ou ouvriers pour remplacer les membres déserteurs de la famille. Aussitôt apparaissent les difficultés résultant de la recherche et de l'engagement de ce personnel. Puis viennent la question du salaire, celle du paupérisme et de l'assistance. Il en sera de même dans un atelier d'artisan, avec l'apprentissage, les relations avec les ouvriers, la nécessité du capital, etc. Enfin, la complication et les difficultés seront portées à leur comble si le grand atelier mécanique apparaît. Sans doute, ces questions redoutables naissent assez souvent dans les familles communautaires, qui ne sont pas sans employer parfois des domestiques ou des ouvriers. Mais elles les résolvent d'une manière assez simple, en traitant ces étrangers comme des membres de la famille, à très peu de chose près. Dans certains pays, on donne aux domestiques le surnom de « presque fils », ou de « presque fille »; cette coutume est bien caractéristique, et il est évident que dans ces conditions, les rapports entre maîtres et serviteurs, ou ouvriers, présentent peu d'occasions de conflit. Une fois l'engagement conclu et le salaire fixé, l'employé vit de la même existence que les gens du groupe familial; il partage tous leurs travaux, toutes leurs joies, toutes leurs douleurs; il est soigné si la maladie l'atteint; il ne connaît pas le chômage, ou du moins n'en souffre pas plus que son patron. Si la nécessité l'oblige à quitter ceux qui l'emploient, il trouve dans sa propre communauté un refuge auquel il a un droit absolu, et que l'on ne saurait lui refuser sans s'exposer au blâme le plus énergique de l'opinion publique et à l'application de peines prévues par la coutume. Les esclaves même font partie de la famille, et comme ils ne peuvent recourir en cas de besoin à leur propre groupe, le maître a le devoir étroit de les nourrir et de les abriter jusqu'à leur mort. Ainsi le veulent des traditions sacrées [1].

[1] Ce sont là les avantages de la communauté. Nous avons pu constater à maintes reprises qu'ils sont compensés par les plus graves inconvénients.

Dans la famille désorganisée et réduite au simple ménage, la situation est bien différente. Sans doute, au début, la tradition subsiste et fait que l'on traite encore, le plus possible, le domestique et l'ouvrier presque comme un parent. C'est l'histoire touchante de ces vieux serviteurs qui meurent à leur poste, entourés de l'affection et des soins des générations qu'ils ont vu naître. C'est encore celle de ces fidèles travailleurs attachés durant quarante ou cinquante années au même atelier. Il y a dans ces faits de beaux sentiments, de nobles et généreux dévouements, des liens d'affection d'un grand prix, souvent aussi de l'égoïsme chez les maîtres, de la faiblesse sociale chez les subordonnés, qui n'ont pas su ou pu s'élever et se dégager d'une étroite dépendance. Quoi qu'il en soit, au fur et à mesure des progrès de la désorganisation de la communauté, les rapports traditionnels vont en se relâchant de plus en plus, et ils finissent par se rompre à peu près complètement.

Il en est ainsi surtout quand intervient dans la vie sociale et économique le grand atelier. Le régime de l'usine à moteur mécanique met le patron en présence d'une masse ouvrière nombreuse au point que, souvent, il ne connaît pas les gens qui composent son personnel. De plus, celui-ci forme une foule confuse sans liens et sans obligations réciproques. Aussi, la complication des rapports arrive-t-elle à son maximum, d'une part. De l'autre, l'ouvrier est exposé à découvert à toutes les difficultés et à toutes les crises. Comment un ouvrier isolé pourrait-il discuter avec un grand usinier les détails de son engagement? Poussé par le besoin, il devra, en principe, accepter ce qu'on lui offre et subir toutes les conditions, si dures soient-elles. Lorsque la communauté subsiste à côté de l'usine, cette situation douloureuse est un peu atténuée par le secours que l'ouvrier peut tirer de son groupe familial. Mais il reste encore exposé à des risques et surtout à des exigences excessives; on le fait travailler longtemps pour un salaire faible, par exemple. Tel est le cas dans les filatures de l'Inde et de la Chine. Le communautaire ne sait pas résister à cette exploitation, parce qu'il ne possède ni l'énergie morale, ni l'initiative nécessaire pour réagir d'une manière

raisonnée et efficace. Poussé par la misère, par l'excès du désespoir, il formera des sociétés secrètes qui prépareront la révolte, le massacre et l'incendie, mais il ne saura pas s'organiser pour une action pacifique, raisonnée et durable. Tel a été le cas récemment en Russie, où les ouvriers de la grande industrie, facilement groupés par des agitateurs, intellectuels ou étrangers, n'ont pas tardé à employer l'émeute. C'est pour cela que la grande usine est si dangereuse pour les races communautaires. Elle leur apporte un travail forcé dont elles n'ont point l'habitude et un régime d'atelier qui les désorganise et les dévore. Cet état de choses nécessite alors une intervention minutieuse de la législation et un contrôle administratif presque toujours gênant et insuffisant à la fois. Au point de vue social comme au point de vue économique, le résultat est mauvais, mais il est redoutable surtout au point de vue social.

Nous répétons donc que les gouvernements des peuples soumis à cette formation commettent une grave erreur et une imprudence en poussant artificiellement au développement de la grande industrie.

Faut-il donc déplorer la rupture de la communauté de famille, faire des efforts pour la reconstituer ou la remplacer, et proscrire partout la grande industrie? Quant à ce dernier point, il va de soi que personne n'y pourrait songer sans tomber dans l'absurdité même. La vie moderne ne se comprend plus sans le grand atelier. Mais il ne faut pas l'improviser artificiellement là où il n'est pas à sa place, socialement parlant. On doit le laisser naître de lui-même quand il est susceptible de vivre par sa propre action. On peut être certain que dans ces conditions, l'usine ne se développera que lentement, graduellement parmi les communautaires, et dès lors ses inconvénients deviendront minimes. En ce qui concerne la communauté elle-même, il serait également maladroit de pousser à sa rapide destruction, car alors rien ne remplacerait l'éducation qu'elle donne aux jeunes. Cette éducation est trop déprimante pour la volonté et l'initiative, et ce sont de graves défauts; elle a du moins une influence morale forte et bienfaisante. Dans les simples ménages, désorganisés, surtout chez

ceux qui sont pris par l'usine, il n'y a plus, bien souvent, aucune éducation ou à peu près, et alors le résultat est encore pire; on arrive à constituer ces masses mouvantes, où le vice et le crime trouvent une proie si facile. Mais la communauté une fois détruite ne se refait plus, au moins sous sa forme familiale. La tradition d'obéissance aux anciens, de sacrifice absolu à l'intérêt commun, de renoncement presque complet à la personnalité, ne se renoue jamais. Alors, pour remplacer le patronage et le cadre étroit du groupe familial, on a recours à des organismes artificiels, à l'État surtout. Cette combinaison, sans avoir les avantages de la communauté de famille, en présente tous les inconvénients, augmentés et amplifiés. C'est ce que nous allons bien voir par l'étude des populations désorganisées de l'Occident. Ensuite, l'examen des sociétés particularistes nous indiquera le vrai, le salutaire moyen de remplacer la communauté par une autre formation plus forte et plus progressive. Nous constaterons aussi, malheureusement, qu'une telle évolution ne se réalise pas aisément et qu'il faut pour l'accomplir l'intervention d'influences à la fois lentes, multiples et difficiles à réunir.

LIVRE DEUXIÈME

POPULATIONS DÉSORGANISÉES DE L'OCCIDENT

CHAPITRE PREMIER

L'AUTRICHE-HONGRIE

Le pays et les races. — Les Juifs. — La culture; la fabrication; le commerce; l'émigration. — La grande industrie en Autriche et en Bohême. — Action économique de l'État en Hongrie. — Le conflit des intérêts économiques. — La crise sociale et politique. — Centralisation ou fédération. — Les influences étrangères et l'action extérieure.

L'Empire austro-hongrois constitue la marqueterie ethnographique la plus bigarrée qui soit au monde, abstraction faite des États à colonies exotiques. En cherchant un peu, on y trouverait au moins une vingtaine de nationalités diverses, qui se juxtaposent, se mêlent parfois, mais ne se fondent guère. D'où vient ce phénomène assez étrange et assez rare, de la permanence indéfinie des groupes et des langues, sans que nul sentiment, nul idiome, ne parvienne à prédominer et à donner à cette masse de 46 millions d'âmes une physionomie commune, un type national unique? Au fond, leur formation sociale est trop peu différente, en dépit de certaines apparences, pour que l'une quelconque des nationalités en présence impose aux autres, par une influence naturelle et lente, son empreinte et sa langue. C'est par le moyen de la pression politique et administrative que les Allemands et les Hongrois ont toujours cherché à établir leur suprématie; ne pouvant amener naturellement à eux les autres groupes par une supériorité de formation sociale, ils essaient de les assimiler au moins par la langue, au moyen d'une pression artificielle et arbitraire. Le procédé est mau-

vais: il ne réussit que rarement, par de longs efforts et une sorte de persécution qui prend un caractère assez odieux. En cas d'insuccès, il se produit des réactions violentes, des rancunes vivaces, des luttes qui vont parfois jusqu'à la révolte, en tous cas, des difficultés fâcheuses. Dans l'Empire danubien, tous ces inconvénients sont arrivés à leur paroxysme. Il est bien intéressant de voir comment.

I. — LES NATIONALITÉS

Si les nationalités sont nombreuses en Autriche-Hongrie, beaucoup se ressemblent assez pour qu'il ne soit pas nécessaire de les étudier toutes en détail. On peut les répartir en quatre groupes, qui méritent d'être examinés séparément. Ce sont les Autrichiens, les Slaves du Nord, les Hongrois, les Slaves du Sud. Faisons tout de suite le compte de ces populations, afin d'apprécier leur importance relative.

La Monarchie couvre un territoire de 625.000 kilomètres carrés, occupé par 46 millions d'habitants environ. Ceux-ci se répartissent ainsi, d'après les dénombrements officiels, qui ne sont peut-être pas d'une impartialité méticuleuse: Allemands 11.320.000; Hongrois 8.760.000; Tchèques, Moraves et Slovaques 8.000.000; Polonais 4.300.000; Ruthènes 3.810.000; Croato-Serbes 3.450.000; Slovènes 1.300.000; Roumains 3.050.000; Italiens et Ladens 800.000; divers et étrangers 800.000.

On voit que tous les groupes ont numériquement de l'importance; mais pour mieux apprécier la situation, il convient d'établir un autre tableau rapprochant les diverses variétés d'origine commune, séparées par le dialecte, le lieu et certaines différences de mœurs, mais qui se sentent cependant parentes. Il en résulte le groupement que voici: Allemands 11.320.000; Slaves du Nord 16.000.000; Hongrois 8.760.000; Slaves du Sud 7.800.000.

La Monarchie étant partagée en deux parties: pays autrichiens ou Cisleithanie; pays de la Couronne hongroise ou Transleithanie, on doit ainsi dresser l'état des forces nationales respectives, dans les deux régions politiques: D'un côté, 11 mil-

lions d'Allemands sont en présence de plus de 14 millions de Slaves; de l'autre, on voit face à face près de 9 millions de Hongrois et près de 10 millions de Slaves[1]).

En établissant ces données numériques, il en est une qu'il ne faut pas oublier, car elle a de l'importance, la religion qui se confond souvent avec la nationalité: Nous voulons parler de l'évaluation des diverses confessions religieuses. Le dénombrement de 1900 accusait les chiffres suivants: Catholiques romains 30.600.000; catholiques du rite grec 5.000.000; orthodoxes 3.430.000; protestants 1.100.000; Juifs 2.080.000.

On voit que les Israélites sont nombreux. Répandus un peu partout, ils occupent les situations les plus diverses: nous les retrouverons en temps et lieu. Il faut noter aussi le groupe des orthodoxes, tous Slaves, et dont la croyance joue un rôle notable que nous constaterons en parlant de l'émigration.

Telle est la situation d'ensemble, examinons-la dans le détail.

II. — PAYS AUTRICHIENS

L'Autriche proprement dite, haute et basse, se trouve comprise en totalité sur le massif des Alpes, à cheval sur le moyen Danube, qui les coupe en descendant du plateau bavarois. Ce pays n'est ainsi qu'un fouillis de hauteurs et de vallons, où des cours d'eau ont creusé leurs vallées étroites et sinueuses. Comme dans presque tous les pays de montagne, le sol se partage en quatre zones qui s'étagent en s'entremêlant sur leurs bords: dans les creux, vallées ou vallons garnis d'alluvion et pas trop élevés, on peut pratiquer la culture; plus haut, sur les pentes et les petits plateaux, se trouvent des pâturages d'été; en même temps, et plus haut encore apparaît la forêt, dont les essences varient avec l'altitude; enfin, sur les sommets les plus élevés, il n'y a plus que des rochers, des mousses, ou même des glaciers.

Ce massif montagneux présente encore une particularité

[1]) Y compris les Slovaques, comptés plus haut parmi les Slaves du Nord, parce qu'ils sont établis dans le nord de la Hongrie.

importante. Il est coupé de vallées et de passes transversales qui, depuis l'antiquité, sont des chemins fréquentés, mettant en communication l'Europe centrale avec l'Orient et avec les plaines de l'Italie. La vallée du Danube, les routes du Brenner et du Semmering, depuis longtemps célèbres, ont fourni au chemin de fer les trouées nécessaires pour franchir le massif alpin de l'Ouest à l'Est et du Nord au Sud. Ceci revient à dire que l'Autriche est en possession de plusieurs des routes principales du commerce en Europe.

Pendant les huit ou dix premiers siècles de notre ère, il s'est fait dans ce pâté de montagnes un singulier mélange de peuples, précisément à cause de sa position particulière sur un nœud de communications entre des regions éloignées. Il semble que les premiers peuples organisés parvenus dans la région furent les Celtes, qui s'établirent dans les clairières des forêts les plus basses, avec leurs troupeaux composés surtout de porcs. Au début de notre ère, ils furent attaqués et en partie refoulés vers les terres hautes par des tribus germaniques; mais celles-ci disparurent en partie, entraînées dans le tourbillon des invasions barbares. Entre temps, les Romains avaient conquis le pays et établi dans la vallée du Danube une ligne de postes avancés contre les peuplades du Nord. Ils commencèrent à développer la culture intense dans les terres les plus basses et les plus fertiles. Mais alors survinrent les grands mouvements de peuples pasteurs; en s'engouffrant dans le passage qui les conduisait en Occident, ils renversèrent les établissements romains. On peut croire aussi que durant cette période agitée, des essaims slaves profitèrent des moments de tranquillité relative pour se glisser de proche en proche jusque dans les vallons des Alpes, où l'histoire les trouve en effet au IVme siècle; ils couvraient alors une grande partie de l'Europe, leur front d'occupation s'arrêtant sur une ligne immense tracée du Nord au Sud, entre la Baltique et l'Adriatique, des bouches de l'Elbe à Trieste. Au IXme siècle, nouvelle invasion de pasteurs, celle des Hongrois, qui franchirent à leur tour la porte danubienne et prirent position sur le fleuve. De tout cela résultèrent les faits sociaux que voici.

Dans les vallées et les vallons inférieurs, des paysans slaves en communauté de famille, groupés en villages, vivaient de la culture, pratiquée comme métier principal. Ils formaient une couche de population paisible, laborieuse et assez prospère, comme le prouve la force d'expansion dont elle a fait preuve en emplissant les régions abandonnées par les nations celtiques ou germaniques. Sur les hauteurs, dans la région actuelle des pâturages et des forêts, les débris des populations antérieures: Celtes et Germains, s'étaient cantonnés et vivaient à la façon des Kurdes de l'Arménie, ou des Berbères de l'Atlas marocain, c'est-à-dire d'un peu de bétail, d'un peu de culture et de beaucoup de pillage au détriment des paysans des pays bas. Cette manière de vivre fut aussi celle des Hongrois pendant un certain temps, avant leur cantonnement féodal sous la direction de Saint Étienne.

Or, cet état de choses devint fort gênant pour l'Europe centrale et occidentale, lorsque, ensuite de l'action organisatrice des Francs et en particulier de Charlemagne, une vie économique assez intense commença de renaitre, à la fois en France, en Allemagne et en Italie. Comme la mer était infestée de pirates scandinaves, le commerce entre le Nord et le Sud préférait pour ses transports la voie de terre. Mais les passes des Alpes étaient, elles aussi, occupées par des brigands sortis des villages du haut pays. Ce fut là, en grande partie, le motif des expéditions dirigées par des comtes francs ou bavarois contre les montagnards de l'Est. Ils fondèrent ainsi sur le Danube moyen la Marche orientale, dont les débuts furent pénibles. Les paisibles paysans slaves subissaient passivement les exigences des pâtres montagnards ou hongrois et leur payaient tribut en échange de leur bienveillance et de leur protection contre d'autres pillards. Mais il va de soi que les féodaux et les marchands allemands n'étaient pas d'humeur à accepter une telle sujétion. Pour se préserver, il leur fallut s'enfermer derrière des palissades et des murailles, c'est dire que la conquête germanique prit un caractère urbain. Dans les petites cités murées et campées au débouché des vallées latérales à celle du Danube, s'établirent d'abord les chefs militaires avec leurs hommes d'armes, puis des mar-

chands et des artisans qui trafiquaient avec la population agricole avoisinante. Quand à celle-ci, elle passa de la domination des pâtres à celle des seigneurs féodaux, qui lui imposèrent le servage, non sans résistance sûrement, ce qui renforça encore la nécessité de la vie urbaine pendant un temps assez long. Il fallait bien se mettre à l'abri des incursions des montagnards et des révoltes des paysans. Enfin, tout se tassa sous la rude main des barons et des comtes, les villes grandirent, devinrent d'importants centres de commerce entre l'Orient, l'Italie et l'Occident; leur prospérité augmenta celle de la culture, et leur influence, qui ne trouvait aucun contrepoids parmi ces populations rurales simples et frustes, ne tarda pas à prédominer. C'est ainsi que d'un mélange confus de Slaves, de Celtes, de Germains, de Hongrois, sortit finalement un groupe de langue et de mœurs germaniques.

Ce résumé d'un lointain passé historique était indispensable pour bien faire comprendre l'évolution de la nation et de la Monarchie autrichienne. Il nous apprend que l'influence de la vraie féodalité, celle des grands propriétaires ruraux résidents, patrons du travail agricole, n'a eu dans la Marche orientale presque aucune influence. Au contraire, la féodalité militaire et administrative, corruption de la première, y a d'abord prédominé. Ce fait est capital, car si la civilisation et la langue de l'Allemagne ont prévalu parmi les populations du pays, elles ont laissé subsister leur formation communautaire primitive. On trouve dans cette circonstance une explication lumineuse de toute l'histoire sociale, économique et politique de l'Autriche. D'abord, la tradition communautaire de ces peuples les a tenus constamment en retard sur les autres nations de l'Occident, au point de vue des progrès dans le travail; aujourd'hui encore, malgré ses richesses naturelles, l'Autriche proprement dite est au dernier rang des grandes nations industrielles. Quant aux peuples qui lui sont unis, demeurés communautaires plus longtemps, ils sont encore presque exclusivement agriculteurs, et leur culture est fort attardée. Ensuite, la centralisation politique et administrative établie de bonne heure dans l'Archiduché a fait sa fortune politique en lui donnant une supériorité

sur l'Allemagne morcelée à l'infini par la féodalité terrienne. Nous verrons bientôt à quelles circonstances elle dut en outre l'acquisition des Couronnes de Bohême et de Hongrie.

Les populations soumises par les barons allemands avaient été pliées au servage, c'est-à-dire que le domaine éminent était attribué aux nouveaux maîtres du pays, les paysans y demeuraient attachés comme exploitants avec un droit d'usufruit, moyennant paiement de redevances en nature ou en argent, et prestation de corvées si le seigneur gardait une réserve. On a aussi fait des efforts pour coloniser des terres slaves avec des gens germanisés, ou même d'origine allemande. C'est ainsi qu'on trouve dans des villages de langue tudesque un peu partout au milieu des masses slaves ou magyares de l'Empire. Mais ces îlots ethniques demeurent isolés. En effet, le petit paysan n'exerce autour de lui qu'une faible influence sociale, s'il n'est pas doué d'une formation supérieure, qui lui permette de s'élever, de former une élite progressive. Dans ce cas, il entraîne et assimile de proche en proche le type inférieur. Mais à défaut de cette supériorité sociale, le paysan ne parvient pas à prédominer et il reste indéfiniment isolé dans sa condition.

Nous verrons dans le tome II de cet ouvrage comment les Francs ont fait du servage un instrument merveilleux de progrès social. Pour les seigneurs de la Haute-Allemagne, sortis d'une origine dominée par la tradition communautaire, ou déformés par un régime trop exclusivement militaire, cette institution fut avant tout un instrument d'exploitation. Au lieu de laisser au serf une porte ouverte vers la liberté par la faculté du rachat, ils firent, du servage, une institution perpétuelle, laquelle n'a disparu qu'au XIX[me] siècle sous les coups de la Révolution.

Sous ce régime de dépendance sans issue, la population agricole sortit de la communauté, ou la réduisit à sa plus simple expression: deux ménages au maximum: celui des parents et celui de l'héritier. Les autres enfants devaient ou bien passer dans un métier différent, ou bien tomber dans la condition de journalier.

A un autre point de vue, le servage a exercé une action profonde sur la population autrichienne. D'une part, il fut pour elle un abri contre l'instabilité et l'imprévoyance, puisque chaque paysan était lié à sa tenure et ne pouvait ni la délaisser ni la vendre. Mais, d'autre part, cette sujétion indéfinie ne permit aux familles rurales ni de s'élever, ni de perfectionner leur éducation. Elles vivaient sous le contrôle des agents du fisc, ou des intendants seigneuriaux, dans une sorte de quiétude relativement prospère, mais aussi dans une stagnation à peu près complète; en outre, rien ne les préparait à la liberté. Aussi, la brusque abolition du servage et de ses garanties les a-t-elle jetées sans transition dans un régime de liberté qui a eu des inconvénients graves, car bien des familles sont tombées dans le dénuement par l'effet de leur imprévoyance et par l'abus du crédit. Le gouvernement a dû prendre des mesures législatives pour consolider la petite propriété et réprimer l'usure. Mais il n'en est pas moins vrai que la masse de la population est restée lente, routinière et peu capable de résistance aux influences pernicieuses. C'est bien un type de race désorganisée, qui se maintient par l'action des pouvoirs publics, plus que par sa propre vitalité.

En ce qui touche la fabrication, le mouvement social a été analogue. Ici, c'est le régime des Corporations de métiers qui a constitué jusqu'à notre époque le soutien et en même temps les lisières de l'industrie. Il y a cinquante ans à peine, on ne pouvait établir un grand atelier mécanique, une usine, que par permission spéciale de l'administration. Hors de ces cas limités, le régime corporatif liait patrons et ouvriers, avec ses prescriptions limitatives de la concurrence et ses institutions de bienfaisance, fruit direct et naturel de l'idée de communauté. Cette idée était si bien prédominante, que l'ouvrier en voyage était autorisé à mendier, c'est-à-dire à vivre sur l'avoir commun [1]. On devine les effets d'un pareil système. Il endormait les initiatives et maintenait la classe

[1]) Voir dans les *Ouvriers européens,* t. V, la monographie du Menuisier de Vienne.

patronale comme la classe ouvrière dans la médiocrité et l'apathie.

Le régime corporatif obligatoire a été supprimé en 1859, mais le régime de la liberté n'a pas duré longtemps, car le socialisme d'État domine en Autriche la plupart des esprits. « Le travail, a dit le prince de Lichtenstein, n'est pas une affaire privée, mais une fonction déléguée par la société à chacun de ses membres. Le paysan qui laboure son champ, l'ouvrier qui travaille dans son atelier sont des fonctionnaires de la société, aussi bien qu'un employé du gouvernement dans son bureau. » Sous l'inspiration de ces idées, on a rétabli, en 1883, les corporations, d'abord sous une forme libre, puis peu à peu on a resserré le lien. Depuis 1897 surtout, dans le but de restreindre la concurrence, de favoriser la petite industrie en gênant la grande, d'empêcher les coalitions d'ouvriers, on a multiplié les lois et les règlements de façon à encadrer patrons, ouvriers et apprentis. Tout est prévu et réglé pour fonctionner sous le contrôle des inspecteurs officiels : groupement des patrons et des ouvriers, cours d'arbitrage, certificats d'apprentissage, preuves de capacité, caisses de secours, etc. Ces mesures si strictes ont fait passer le nombre des corporations de 2.900 à 5.500, avec 554.000 membres. Mais cette vaste combinaison a-t-elle atteint son but ? Nullement. Elle n'a procuré à l'Autriche ni la prospérité de la petite industrie, ni le progrès de l'instruction professionnelle, ni la paix sociale. Seules, les professions libres, c'est-à-dire les grandes industries, ont progressé depuis vingt ans. Et que propose-t-on pour réparer cet échec ? De nouvelles mesures contre la liberté ! On se plaint amèrement d'ailleurs de l'inertie, du défaut d'initiative de cette petite industrie que l'on tient en lisières depuis tant de siècles. Nous trouvons ainsi en Autriche une leçon vivante de l'impuissance radicale de la réglementation, de la démonstration éclatante de ses inconvénients, ou plutôt de ses dangers.

Cependant, l'industrie mécanique est née en Autriche, mais avec un grand retard et une force restreinte. Encore eut-elle la chance de trouver sous sa main des populations rurales nombreuses, les siennes et celles de la Turquie,

qui lui ont fourni une clientèle peu difficile et toute proche.

Et puis, quand on parle de l'industrie autrichienne, on y comprend généralement celle de la Bohême; mais celle-ci a été fondée, il ne faut pas l'oublier, par des Allemands d'Allemagne, provenant surtout du Nord, et probablement de la souche saxonne, dont la constitution sociale est bien différente.

L'organisation des pouvoirs publics est également sortie de ce concours de circonstances. Le gouvernement ne s'est point disséminé comme dans le nord de l'Europe, où il en fut ainsi, nous le verrons, par l'effet de la prédominance de la vie rurale sur l'élément urbain. En Autriche, au contraire, c'est l'administration urbaine qui prévalut tout d'abord, et il en résulta le triomphe immédiat de la centralisation et du pouvoir absolu, système que la Maison d'Autriche importa en Espagne et dans les Flandres, et qu'elle essaya vainement d'imposer au Saint-Empire. Depuis 1848, il a été tempéré par l'introduction du régime représentatif, puis par la subdivision de l'Empire en deux parties autonomes. Mais cela n'empêche pas l'Autriche d'être toujours un des États les plus bureaucratique de l'Europe.

Tout ce qui précède nous explique clairement la physionomie du type autrichien. Il est bon enfant, jovial, communicatif, mais traditionnel, routinier et insouciant, souvent frondeur et agité, quoique foncièrement discipliné et plutôt soumis. Depuis cinquante ans, le spectacle des luttes politiques et les scandales parlementaires ont passablement ébranlé son respect pour l'autorité, aussi son instinct d'obéissance profitera-t-il désormais aux agitateurs politiciens et aux socialistes plus qu'au gouvernement; on s'en apercevra surtout quand fonctionnera le suffrage universel, dont on prépare actuellement l'institution.

Lorsque la bureaucratie autrichienne se vit appelée à régir une nombreuse population slave et magyare, encore peu développée, elle ne sut concevoir qu'une idée, qu'un système. L'idée consistait en ceci: que seules, la langue et la culture autrichiennes méritaient de survivre; le système tendait à soumettre toutes les populations de l'Empire à

la gestion des agents de Vienne, agissant avant tout au profit des Autrichiens. On croyait arriver par là à l'unité nationale, ce n'était en réalité qu'un régime d'exploitation fiscale et de compression bureaucratique. Il ne pouvait aboutir qu'à la révolte, car jamais on n'est arrivé à transformer et à assimiler une race par la seule entremise de quelques fonctionnaires; la caserne même n'y suffit pas, témoin le groupe breton en France et le groupe polonais en Prusse. La révolte est survenue en effet, et elle a abouti au régime du dualisme, cote mal taillée dont personne n'est satisfait. Nous l'apprécierons plus loin; mais pour en bien connaître le caractère, il est indispensable d'étudier d'abord les autres éléments nationaux de la Monarchie.

III. — LES TCHÈQUES

La Bohême est enveloppée de montagnes dont les terrasses et les sommets sont souvent assez élevés. Le pays est ainsi une sorte de vase à deux issues formées, l'une par la vallée de l'Elbe au Nord, l'autre par celle de la Morava au Sud. Le quadrilatère des hauteurs qui bordent la contrée est partout coupé de passes praticables généralement en toutes saisons. La région ainsi délimitée par la nature n'était autrefois qu'une vaste forêt de chênes et de hêtres, semée de clairières. Des Celtes s'y étaient établis vers le début de notre ère, vivant de la culture rudimentaire, de glands, de leurs troupeaux de porcs, d'un peu de chasse et de pêche. Au IVme siècle, ils furent, disent les historiens, chassés par une tribu germanique, celle des Marcomans, dont on perd bientôt la trace. En effet, au Vme siècle, elle se trouvait remplacée par des Slaves, mais l'histoire ne dit pas comment. Il ne nous paraît pas impossible de combler cette lacune.

Nous avons dit précédemment ce qu'étaient les Slaves primitifs [1]). Fortement attachés au sol par la culture exercée comme métier principal, presque exclusif, ils formaient bientôt une démocratie rurale et expansive partout où il leur était

[1]) Voir p. 253.

permis de vivre en paix sur un sol fertile. Tel est du reste encore le cas actuellement, nous l'avons constaté. Dès lors, il est infiniment vraisemblable que des essaims slaves se sont glissés bien avant le Vme siècle dans les belles vallées de la Bohême et en ont commencé le défrichement. Les grands mouvements de peuples qui se sont produits à l'orient de l'Europe durant l'agonie de l'Empire romain ont pu précipiter ce mouvement de colonisation. En effet, les paisibles cultivateurs des plaines, foulés par les invasions, trouvaient un vrai refuge dans ce pays écarté, peu connu, placé entre les grandes voies de pénétration vers l'Occident. C'est ainsi que les Marcomans, guerriers avant tout, peu attachés au sol, furent évincés sans bruit, en partie absorbés peut-être, par les solides paysans slaves.

Un peu plus tard, le christianisme pénétra parmi ce peuple. Des monastères s'y établirent, activant le défrichement. En même temps, des aventuriers, d'origine variée, s'introduisirent parmi les communautés autonomes créées par les paysans. Il arriva entre autres quelques Francs en quête de terres à prendre. Au XIIme siècle, on voit un Franc organiser et conduire les Tchèques contre une invasion qui les menaçait. Ainsi se forma une aristocratie mi-ecclésiastique, mi-laïque, laquelle rendit aux Slaves le service de leur donner une organisation politique d'État, dont la conception était au-dessus de leurs coutumes, limitées, comme toujours chez les communautaires, à la famille et à la commune rurale. Du IXme au XIIme siècle, un nouvel élément entre en scène. Durant la période précédente, les Germains avaient été comprimés, tassés, contraints au cantonnement définitif, à la culture, à la fabrication. Ils avaient aussi commencé à essaimer hors de leur sablière du nord et de leurs forêts de l'ouest, franchissant les Monts des Géants et les Monts métalliques; les Allemands se répandaient peu à peu en Bohême, sur le revers méridional de ces monts; quelques-uns comme cultivateurs, la plupart comme artisans et marchands dans les bourgs et villages. Ils apportaient avec eux une civilisation relative, suffisante pour en imposer aux paysans tchèques et même à leurs seigneurs.—

Aussi furent-ils d'abord bien accueillis. Grâce à leur avance intellectuelle, à leur habileté dans les arts usuels et le commerce, ils s'enrichirent et en vinrent à former une bourgeoisie très influente, dont la langue, les habitudes, les goûts furent adoptés par la classe supérieure. En un mot, les Allemands donnèrent le ton et, peu à peu, s'emparèrent de la direction du pays, bien que ces intrus ne fussent qu'une petite minorité. Les Tchèques n'étaient plus considérés que comme une classe inférieure, balourde, rustique, et leur langue que comme un idiome grossier. Toutefois, les immigrés étaient trop urbains et trop peu nombreux pour assimiler complètement la population slave rurale qui, bien que méprisée et exploitée, conserva son type propre et sa langue.

Devenus ainsi maîtres de la situation, les Allemands ne tardèrent pas à en abuser. Le lourd despotisme de ces étrangers amena une réaction terrible. Au XVme siècle, un patriote slave, Jean Huss, se fit l'apôtre d'un mouvement hérésiarque, dirigé à la fois contre le haut clergé germanisé et contre la domanition administrative et économique des Allemands.

Il en résulta une longue série de guerres, qui se confondirent avec les luttes suscitées dans l'Empire par la Réformation. Le pays fut dévasté à maintes reprises, si bien qu'après la paix de Westphalie, certains districts étant devenus tout à fait déserts, on y appela des colons allemands, originaires de la Saxe royale et de la Thuringe, c'est-à-dire de la Haute-Allemagne, la moins touchée par la féodalité franque. Ces colons, issus du type communautaire mais déjà désorganisés, ne pouvaient exercer une influence bien sensible sur les Tchèques.

Toutefois, ce fut encore l'élément germanique qui prit le dessus pour un temps assez prolongé. C'est que la couronne de Bohême était échue à la Maison d'Autriche, dont le désir le plus vif fut naturellement de germaniser tous ses sujets, afin de les fondre en une forte unité nationale. Aussi la langue tchèque passa-t-elle de nouveau au second plan. Il en fut ainsi jusque vers 1848. Pendant ces deux siècles, les Allemands de Bohême activèrent dans une mesure notable l'exploitation des belles ressources minérales du pays. Une

industrie assez florissante se développa surtout dans la zone la plus riche en minerais, sur les flancs de l'Erz-Gebirge. Des tanneries, des filatures et des tissages apparurent dans la plupart des villes. Les Tchèques ne furent pas sans prendre une certaine part à ce mouvement économique, qui dans le cours du dernier siècle a pris une activité assez remarquable et concentré un grand nombre d'ouvriers, en majorité slaves. Le pays profita tout entier de ce progrès de la fabrication, qui élargit notablement la classe moyenne.

Mais il semble que les Slaves sortis de la culture se portèrent de préférence vers le commerce, les carrières libérales, l'administration et l'armée. Cela n'a rien qui puisse nous surprendre; c'est un phénomène qui se produit régulièrement chez les races communautaires désorganisées, mais non transformées. Les Allemands avaient soin de contenir ces aspirations, en gardant en tout la première place et en imposant leur langue comme dialecte officiel. Mais après le grand remous causé par la Révolution française et par les guerres du Premier Empire, il devint bien difficile de maintenir ce régime de compression. Les Tchèques sentaient plus vivement que jamais la sujétion qui leur était imposée. L'instruction se répandait; une jeunesse ardente supportait avec une impatience croissante la préférence assurée à tout ce qui était allemand, et, par manière de protestation, elle cultivait avec passion le vieil idiome slave si longtemps méprisé et qui redevenait entre ses mains une langue littéraire. C'est ainsi que la politique d'arbitraire, de privilège, de compression, destinée à étouffer la tradition slave, poussait au contraire à sa renaissance. En effet, lors du mouvement de 1848, le slavisme fit explosion, pour ainsi dire, et fleurit dès lors avec une vigueur qui, au premier abord, paraît extraordinaire. Mais cette exubérance s'explique fort simplement par le fait que les Tchèques de la classe bourgeoise s'adonnent avec passion aux professions intellectuelles. Ils sont de préférence professeurs, avocats, littérateurs, musiciens, fonctionnaires, politiciens. De leur côté, les Allemands conservent la direction des métiers lucratifs: culture, industrie, commerce. C'est ce qui leur permet de garder dans le Royaume, en dépit

de leur infériorité numérique, une supériorité sociale très notable. Et si les choses continuent de la sorte, si les Tchèques de la classe aisée demeurent éloignés de la direction du travail national, l'influence qu'ils ont acquise par la politique pure leur échappera de nouveau quelque jour. Dans les circonstances actuelles, cette influence passera vraisemblablement aux mains d'un clan avancé cosmopolite, par conséquent peu sensible aux aspirations nationales. Ici encore le suffrage universel sera favorable au triomphe du socialisme, parmi ces masses ouvrières mélangées et pauvres. Un tel prolétariat est facile à mener par les promesses et les déclamations de club. Formé par le grand atelier dans un milieu peu capable de résister à l'influence désorganisatrice de celui-ci, il grandit avec l'industrie elle-même au détriment de la classe rurale.

En ce qui concerne les Slaves polonais et ruthènes, la situation est différente dans le détail, mais analogue au fond. La nation polonaise a été ruinée par le gaspillage et les luttes de clan imputables à son aristocratie[1]. Actuellement, elle reste assez pauvre, parce que la terre, mal répartie et mal cultivée par une noblesse peu active et des paysans très routiniers, ne donne pas tout ce qu'elle pourrait rendre. L'industrie, concentrée en Silésie, est également aux mains des Allemands, au moins dans la plupart des cas. Cependant leur situation n'est pas aussi forte qu'en Bohême, surtout en Galicie, parce qu'ils sont moins nombreux et établis depuis moins longtemps. Leur concurrence n'en est pas moins redoutable pour la classe supérieure slave, si peu capable de patronner efficacement la classe ouvrière[2]. D'ailleurs, là encore les politiciens auront beau jeu pour exploiter le suffrage universel au détriment des patrons allemands, aussi bien que des propriétaires polonais ou ruthènes, et pour envenimer la lutte de classes.

[1]) Voir dans la *Science sociale,* année 1885, une étude détaillée sur la Pologne.

[2]) Les Polonais sont fort habiles à se glisser dans les fonctions publiques. On a vu à Vienne jusqu'à quatre Polonais dans un même cabinet ministériel.

Les Ruthènes, qui ne diffèrent des Polonais que par la langue, sont partagés en deux fractions et vivent sous le régime de la communauté réduite, ou même tout à fait désorganisée. Ceux de la plaine, rongés par la misère, l'usure et l'alcoolisme, sont abâtardis physiquement et moralement; ils représentent un des types les plus inférieurs de l'Europe; ceux de la montagne, les Polabes, sans être beaucoup plus avancés, sont moins exploités et moins dégénérés. La classe supérieure est formée de deux catégories: les grands propriétaires, rarement résidents, et une petite aristocratie à peine plus éclairée que les paysans qui l'entourent. Les éléments de progrès font donc presque totalement défaut. En revanche, et par une conséquence naturelle, l'usurier juif est ici dans son élément le plus favorable. Il sert d'intermédiaire entre le propriétaire et le paysan, les trompe tous les deux et s'enrichit à leurs dépens. La bureaucratie autrichienne n'a pas su améliorer cet état de choses, et cette impuissance condamne une fois de plus son système. De même, la condition misérable des populations polonaises et ruthènes montre bien que la partie allemande de la Monarchie ne suffit pas pour relever et germaniser les groupes slaves, même les moins vivaces et les moins résistants.

IV. — LA TRANSLEITHANIE

Du côté transleithan, la situation est à la fois analogue et différente. Nous distinguons bien encore deux éléments: les Magyars et les Slaves du Sud; mais les différences sont un peu moins marquées, quant au fond des choses surtout.

Les Hongrois ou Magyars sont d'origine mongole. Chez les gens des villes et surtout parmi l'aristocratie, le type s'est atténué au point de s'effacer souvent d'une manière complète, mais dans le peuple et principalement chez les habitants des cantons écartés, la physionomie des hommes de la steppe se retrouve presque intacte. Arrivés dans la plaine du Danube vers le IXme siècle, ils refoulèrent à droite et à gauche les Slaves qui l'occupaient en partie et installèrent

leurs campements mobiles dans cette steppe de 400 kilomètres de long sur 300 de large. Mais ils se trouvaient pris là comme dans une souricière. Au Sud c'était la mer; au Nord s'étendait une région montagneuse, peu accessible à des cavaliers, occupée par une population dense et déjà fortement organisée; à l'Ouest la vallée du grand fleuve se resserrait entre les masses alpestre, et cette porte étroite était défendue par les solides guerriers germaniques; à l'Est enfin, la route d'invasions était barrée par des peuples belliqueux: Serbes, Bulgares, Avares, etc., sans parler de Byzance. Il fallait donc rester dans le pays et s'en accommoder. Ce resserrement fut une première contrainte, car la plaine n'était pas assez grande pour nourrir des nomades un peu nombreux. Les Hongrois auraient pu se tirer d'affaires en faisant autour d'eux des razzias d'esclaves qu'ils auraient employés à la culture de leur *puszta*, et ce mouvement était déjà commencé lorsque le christianisme fut introduit parmi eux. Ce dernier fait eut des conséquences capitales. Avec des esclaves ou des métayers de race slave, les Hongrois eussent évolué à la turque et se fussent probablement fondus avec les Ottomans lors de la conquête qui mena ceux-ci jusqu'aux portes de Vienne. Mais l'influence de la religion mit les choses sur une autre voie. D'abord, les Hongrois chrétiens furent pour les Turcs des étrangers, des ennemis, par conséquent des sujets, non des alliés. En outre, l'illustre fondateur du royaume magyar, Saint Étienne, ayant fait prévaloir le servage sur l'esclavage, les terres furent divisées en grands domaines et ceux-ci en tenures sur lesquelles les Hongrois durent se plier à la culture. Ils se transformèrent ainsi, bon gré mal gré, en paysans, forcés par la dîme, la corvée et le cantonnement, à cultiver le sol et à en vivre principalement. Ce régime durait encore au commencement du siècle passé; il ne fut entamé qu'en 1846 et tout à fait aboli seulement en 1849. Il eut pour résultat premier de briser la grande communauté et de la réduire en petits groupes sédentaires qui se sont émiettés peu à peu. Aujourd'hui la communauté a presque disparu, bien que son influence soit encore sensible sur l'éducation et les mœurs. Cette influence se traduit notam-

ment par la tendance à la routine et à l'apathie chez le paysan et l'ouvrier, par le goût prédominant dans la classe aisée pour les métiers faciles: le commerce, les carrières libérales et administratives, la politique. On voit que toujours la même formation se traduit par des effets pareils.

Le servage, qui donnait au paysan l'usufruit de la terre, mais non la pleine propriété, le protégeait contre sa propre imprévoyance, en l'empêchant soit de vendre sa tenure, soit de la partager en exploitations trop petites pour nourrir une famille. Sous ce régime, les paysans hongrois ont vécu longtemps dans une véritable abondance, grâce à l'extrême fertilité de leur sol, qui produit beaucoup, même avec un travail superficiel et primitif. Si la classe supérieure avait été vraiment progressive et avisée, elle aurait contribué par son exemple et son action à développer le paysan, à l'instruire et à le libérer. Mais les magnats étaient eux aussi des communautaires d'origine, et comme tels ils ne s'intéressaient à la terre que comme une source de revenus permettant la vie brillante et urbaine. Sans être durs pour leurs serfs, ils ne songeaient guère à les éduquer, ni surtout à les émanciper. Aussi le paysan magyar, tout en représentant, au point de vue de la valeur morale et de la prospérité matérielle, un type social assez avancé, était-il mal préparé à la liberté. Lorsque, sous la pression des mouvements révolutionnaires, le servage eut été brusquement aboli en Hongrie, la population souffrit de la liberté bien plus qu'elle n'en profita. Peu dressée à la prévoyance, elle devint la proie de l'usure exercée par les cabaretiers et les débitants juifs. Autrefois, toute la population ouvrière était solidement soutenue par le domaine; les paysans sur leurs tenures, les artisans et les journaliers dans leurs maisons bâties sur le terrain et aux frais du seigneur. Tous payaient leur loyer ou redevance en travaux ou en produits, rarement en argent. Aujourd'hui, l'imprévoyance et la tentation du cabaret ont fait leur œuvre; beaucoup de paysans ont été évincés des terres qui leur avaient été remises en pleine propriété. L'ancienne discipline morale s'est relâchée, l'ivrognerie a fait de grands progrès, le petit propriétaire est souvent devenu le métayer de l'usurier,

ou bien il a morcelé son petit domaine, dont les parcelles ne suffisent plus à nourrir une famille, même réduite au simple ménage. Ainsi s'est formé un prolétariat rural, pauvre et mobile, que la misère pousse à émigrer au loin, notamment aux États-Unis [1]).

La classe aisée, composée d'anciens magnats et d'un certain nombre de familles enrichies par le commerce ou la fabrication, est affaiblie par d'autres causes. De tout temps elle a été divisée en clans, fait immanquable chez une aristocratie communautaire. Ce sont les discordes incessantes de ces clans qui ont facilité si longtemps le succès de la domination étrangère en Hongrie. Aujourd'hui les clans hongrois ne prennent plus les armes les uns contre les autres, mais ils se sont transformés en partis politiques, et l'on sait l'ardeur ou, plutôt, la violence de leurs querelles. Ici, comme en Bohême, la politique, le journalisme, le barreau et les autres carrières libérales, le commerce aussi, absorbent presque totalement les préférences de la classe aisée. Elle s'intéresse beaucoup moins aux métiers usuels ou à la direction de la culture, laquelle est abandonnée à des intendants ou à des fermiers [2]). Or, nous savons que c'est là un grave élément de faiblesse. Les Autrichiens et les étrangers en profitent pour s'emparer de la plupart des industries locales et même, bien souvent, de la direction de la culture. On voit que, en fin de compte, la situation sociale et politique des Hongrois ressemble fort à celle des Tchèques, avec cette différence, toutefois, que la Hongrie n'a pas encore été colonisée par l'industrie germanique au même degré que la Bohême. Mais cela viendra, surtout si le gouvernement de Pest pousse artificiellement à une progression rapide du grand atelier mécanique, ce qui profitera surtout aux entrepreneurs et aux capitaux étrangers.

[1]) Cette situation a été aggravée par ce fait, que le paysan a dû payer par annuités le prix de sa tenure et que, en outre, il a vu les impôts croître rapidement. Depuis dix ans, l'État a acheté et morcelé un certain nombre de grands domaines dans le but de ralentir l'émigration.

[2]) Sur les grands domaines, la culture n'a pas été sans réaliser quelques progrès, mais elle est encore bien arriérée. La plupart du temps on se borne à exploiter par les procédés les plus simples la prodigieuse fertilité du sol.

En ce qui concerne les groupes slaves, disposés en demi-cercle à l'orient et au sud de la Hongrie, nous pouvons nous borner à quelques brèves explications, car nous les connaissons déjà pour avoir étudié leurs congénaires dans la Péninsule des Balkans [1]). Ces groupes de petits paysans, acculés aux Carpathes et aux Alpes orientales, dépourvus d'une aristocratie capable de les organiser pour la défense commune, étaient voués fatalement à la domination étrangère. Aujourd'hui encore, ce ne sont guère que de petites gens. A moitié engagés dans la communauté déclinante, ils restent maintenus par la tradition et la routine dans un état de médiocrité plus ou moins profond, souvent voisin de la misère. La Hongrie, par l'intermédiaire d'un *ban* ou gouverneur à sa dévotion, les administre et s'efforce de leur faire adopter sa langue; mais les moyens artificiels qu'elle emploie n'y suffisent pas. Les deux races demeurent en face l'une de l'autre, sans se fondre, et, bien que les Magyars soient en moyenne plus développés, leur influence est à peu près nulle, parce qu'elle s'exerce par une bureaucratie oppressive, non par la direction du travail. Aussi, quand les Slaves de Transleithanie émigrent, ce qui arrive très fréquemment, ils se placent plus volontiers sous l'égide de la Russie que sous la protection de leur gouvernement d'origine. C'est le cas, par exemple, aux États-Unis, à tel point que le cabinet hongrois en a pris de l'ombrage et fait tout son possible pour enrayer le mouvement d'émigration, cela, comme toujours, par des mesures administratives. Il serait plus sûr de travailler à développer la production agricole et à restreindre les abus de l'usure et de l'extension de l'alcoolisme.

Cette dernière considération nous amène à examiner une situation assez délicate, celle des Juifs, dont nous avons déjà constaté l'influence dans la Monarchie. Comme nous entrons ici dans le domaine des nations occidentales, cette courte

[1]) On se souviendra que l'Autriche a retenu sous sa dépendance directe une partie de l'ancien royaume serbo-croate, la Dalmatie. En Transleithanie, les Serbes et les Croates ne se distinguent guère les uns des autres que par la religion.

analyse du type israélite nous aidera à comprendre certains faits et diverses questions qui se produisent ou se posent parmi nous.

V. — LES JUIFS

Nous avons dit que les Israélites sont fort nombreux dans l'Empire, environ 2.100.000. Certains ont acquis dans les affaires, l'administration, les lettres, les sciences un rang plus ou moins élevé, honorable ou distingué. Mais la plupart sont voués au menu commerce ou à la petite fabrication. Jamais ou presque jamais on ne les voit s'adonner à la culture. Cela provient des circonstances anciennes et complexes qui ont influé sur l'évolution de cette variété sociale.

Dans leur patrie d'origine, l'Asie antérieure, les Israélites ont revêtu un type social très accusé et très spécial. Dispersés par la force, ils ont emporté avec eux ce type dans tous les pays alors connus et l'ont conservé depuis, en dépit de la différence des milieux et des circonstances. Quel est ce type, et comment a-t-il pu se maintenir en tous lieux et contre toutes les influences opposées?

A l'origine de leur histoire, les Juifs nous apparaissent sous une double physionomie: ils sont à la fois cultivateurs sédentaires dans les basses vallées des montagnes de l'Asie-Mineure, et pasteurs transhumants, avec un parcours assez étendu entre les hauts pâturages du nord et la steppe temporaire qui borde le désert du sud et se garnit d'herbe au printemps. En outre, ils prenaient part à l'immense mouvement des transports entre l'Orient et l'Occident, dont le courant principal passait à leur portée. Les bénéfices de ce trafic furent même si considérables, que toute la contrée se couvrit de villes populeuses et que le commerce devint le travail principal des Juifs. Ils l'exerçaient non seulement dans leur propre pays, mais encore jusque dans l'Inde et dans la Méditerranée, en concurrence avec les Iraniens d'un côté, avec les Phéniciens et les Grecs de l'autre.

Ainsi, de très bonne heure les Juifs ont été poussés à la pratique intense du commerce, des affaires d'argent, de la fabrication, de la vie urbaine. Bien longtemps avant la

conquête romaine, ils étaient répandus au dehors et rompus à tous les détails du trafic international. Lorsque Rome les eut chassés de leur patrie, ils ne s'éparpillèrent pas au hasard. La plupart d'entre eux avaient dans les villes de commerce, même les plus lointaines, des comptoirs, des parents, des correspondants. Ils rallièrent ces différents centres et constituèrent des colonies, qui continuèrent presque sans modifications leur existence urbaine et commerçante. Depuis bien des siècles, ils étaient marchands, manieurs d'argent; ils le restèrent, et, immigrés dans des villes étrangères, ils abandonnèrent totalement la culture. Voilà pour le métier. Puis, il ne faut pas oublier que les Juifs, comme tous les peuples d'Asie, avaient comme régime social la communauté de famille[1]). Ce régime avait été quelque peu ébranlé par la pratique du commerce, qui permet aux plus capables de s'émanciper par leur propre initiative, s'ils le veulent; mais il n'avait pas disparu lors de la destruction de Jérusalem. On doit se souvenir aussi du caractère spécial du mosaïsme. Très supérieur, par sa conception métaphysique et par sa portée morale, aux religions des autres peuples, il avait inspiré toute une législation, contenue dans les livres sacrés. Les Israélites, conscients de la supériorité de leur croyance monothéiste et de leur doctrine morale altruïste, sur les théogonies puériles et sur les coutumes barbares de leurs voisins, en avaient conçu un orgueil extraordinaire. Ils étaient à leurs propres yeux le peuple élu de Dieu parmi tous les autres et devaient s'attacher à préserver leur groupe national de tout mélange susceptible de le corrompre, de lui faire perdre son rang avec la pureté de sa foi et de sa tradition. De là à considérer les autres peuples comme des infidèles indignes de toute considération, de tout ménagement, il n'y avait qu'une courte distance, bientôt franchie. La loi morale d'un esprit si équitable et d'une application si stricte entre Israélites, n'existait pas pour les étrangers. Dès

[1]) La loi mosaïque plaçait la culture au second plan et prescrivait le partage périodique des terres, ce qui excluait la propriété particulière et maintenait l'esprit de communauté.

lors on pouvait traiter ceux-ci en ennemis, c'est-à-dire sans aucun scrupule. L'isalmisme, sorti tout armé du judaïsme, est exactement dans le même cas et produit des effets analogues.

Quand les Juifs eurent été dispersés, ils se trouvèrent jetés parmi des sociétés communautaires, où, nous le savons la parenté constituait presque le seul lien social. Les nouveaux venus fussent devenus aussitôt de purs parias s'ils n'avaient pu se replier et se concentrer dans leurs propres communautés. Celles-ci, conservant leur orgueil de race, entretenu par des rites religieux calculés dans ce but, ne se mélangèrent point aux populations ambiantes. Ainsi le Juif conserva partout son métier principal: commerce ou fabrication, son type familial: la communauté, sa religion, et aussi son mépris pour l'infidèle, qu'il exploitait sans scrupule. Les colonies juives arrivèrent par là à concentrer la richesse par la pratique intense du commerce, de la banque et de l'usure. Mais ils s'attirèrent en même temps l'envie ou la haine des populations dans tous les pays.

Partout où le régime de la petite communauté paysanne a conservé son empire, et là où en se désagrégeant, il a fait place à la famille instable exploitant en petite culture, le Juif a conservé sa physionomie propre et ses pratiques dangereuses. Il est alors un agent de désorganisation et de ruine, qui opère en silence et de proche en proche, un peu comme le phylloxéra. Il n'observe les lois locales que le moins possible, esquive de son mieux les devoirs publics, surtout le service militaire, ne respecte guère les intérêts de l'infidèle et change de nationalité comme d'habit. Malgré cela, comme les jeunes gens se marient de très bonne heure, formant des ménages très prolifiques, certains groupes, mal placés ou trop nombreux, vivent dans un état de misère profonde qui les déprime moralement et physiquement. Au contraire, là où les affaires sont aisées et prospères, les Israélites forment des colonies florissantes. Tel est le cas par exemple pour Salonique, où 80.000 Juifs vivent dans des conditions remarquables de prospérité, en dépit de l'arbitraire turc et des concurrences de toutes sortes.

Dans les pays d'Occident, le Juif n'est pas demeuré aussi stable. Il a suivi l'évolution puissante du milieu, sous la contrainte de la concurrence, car il rencontrait là des gens dégagés de la communauté et capables, eux aussi, de constituer et d'administrer les capitaux.

Dans ce milieu actif ou l'argent s'offre à bon marché, l'Israélite ne peut plus jouer que par exception le rôle exclusif de financier faisant payer très cher ses services. D'ailleurs, la législation est plus stricte, plus complète, mieux appliquée, et surtout les individus sont plus prévoyants, plus avertis, moins naïfs. D'un autre coté, l'exclusivisme communautaire n'existant plus, la famille israélite se désagrège elle aussi, les jeunes gens se mêlent à la jeunesse locale, reçoivent la même instruction, subissent dans une mesure notable l'influence de l'éducation prédominante. Les préjugés et les défauts de race s'effacent. Le sectarisme religieux s'atténue, ou disparaît. Les Juifs ne se confinent plus alors dans les affaires : ils abordent toutes les carrières et ils y apportent une intelligence aiguisée par la longue continuité de la vie urbaine et de la pratique du négoce.

Il n'est pas inutile de remarquer en passant que ces mêmes circonstances les tournent fréquemment vers les spéculations métaphysiques et les combinaisons utopiques. La philosophie et le socialisme doivent au mosaïsme leurs plus célèbres constructeurs de systèmes. Le droit, avec ses subtilités, attire également les Israélites, qui en outre deviennent volontiers fonctionnaires ou politiciens. Tout cela répond bien à la tendance qui provient de leur formation traditionnelle. C'est encore cette tendance qui en fait aisément des hommes de clan et, à l'occasion, des révolutionnaires [1].

[1] On sait le rôle joué par les Israélites dans les mouvements insurrectionnels qui se sont produits récemment en Russie : dans ce pays, qui compte environ 5 millions de Juifs, on commence à se plaindre vivement de l'envahissement des carrières libérales et des fonctions publiques par les Israélites, et cependant les écoles supérieures n'étaient ouvertes jusqu'ici qu'à un petit nombre d'entre eux. Ce sera pire encore dans l'avenir, puisqu'on vient de leur concéder l'accès de ces écoles.

On peut donc dire que, socialement, le type juif n'est vraiment fort que par l'effet de la faiblesse des autres. Aussitôt qu'il se trouve en contact avec une race énergique et laborieuse, il tend à se fondre et à disparaître. Dans le premier cas, l'antisémitisme est la revanche brutale, spasmodique, d'une population exploitée avec une activité aveugle et sans scrupule; dans le second, ce n'est plus que la manifestation assez basse d'un sentiment d'envie et de jalousie, ou bien l'effet d'une appréciation erronée des choses.

En Autriche-Hongrie, pays de transition, deux formations sociales se coudoient. A l'est, la communauté n'a pas encore fini de se désorganiser; la population est peu ou point patronnée et soutenue par la classe supérieure. Le Juif en profite et opère à la façon d'une sangsue toujours altérée. A l'ouest, la désorganisation est ancienne, mais la population est entraînée par une élite capable et riche. Le Juif n'est plus qu'un négociant ou un banquier, à moins qu'il n'aborde les professions vers lesquelles le portent sa tradition et ses facilités intellectuelles. Dans ces conditions, il se distingue encore par sa religion, son physique et peut-être certains traits de caractère, mais ne forme déjà plus une caste séparée et ennemie. Et plus on avance vers l'Occident, plus cette évolution se précise et se complète. Toutefois l'Autriche-Hongrie est encore trop près de l'Orient, et ses populations de l'est ont aussi trop à souffrir des procédés des Israélites de vieille formation pour que les passions s'éteignent. Dans ce pays, l'antisémitisme est souvent justifié par les faits, cela suffit pour qu'on l'érige en moyen d'action politique. Mais comme les Juifs autrichiens détiennent une bonne partie de la richesse publique et des principales affaires, on ne saurait ni les évincer, ni même les persécuter. Du reste, le seul moyen efficace de combattre leur mauvaise influence ne réside ni dans l'arbitraire, ni dans la persécution. C'est en favorisant par des travaux utiles le développement de la production agricole, en combattant l'alcoolisme, en procurant aux paysans des moyens de crédit et d'épargne, que l'on pourra décourager l'usure. Jamais les agitations ou les combinaisons poli-

tiques ne produiront ce résultat, ni en Autriche-Hongrie, ni ailleurs.

VI. — LE TRAVAIL

Après cet exposé de la situation des diverses nationalités placées sous la direction des Habsbourg, nous avons à préciser l'état économique général de l'Empire.

Les matières premières nécessaires à la grande industrie ont été prodiguées à l'Autriche-Hongrie. On trouve en Bohême et en Silésie d'importantes mines de houille, de lignite, de fer, d'étain, d'argent. « L'hémicycle des Carpathes est aussi riche en charbons de terre, et en lignites de divers âges, que l'on exploite surtout dans les environs de Pecs, entre le Danube et la Drave, à Ressicza dans le Banat roumain, à Bersaska et dans les Alpes transylvaines... Le bassin de Retrosény contient au moins 250 millions de tonnes d'excellente houille[1]. » Dans le comitat de Szepes et aux environs de Nagy-Varad, un minerai de fer de bonne qualité et d'immenses dépôts de sel gemme sont en exploitation. De plus, le pétrole est abondant dans la masse des Carpathes; dans la Galicie seulement, on le trouve sur une longueur de 280 kilomètres. « En maints endroits la terre est noire de substances combustibles; les roches schisteuses peuvent brûler avec un dégagement de flammes; tous les ruisseaux sont revêtus d'une pellicule irisée... Naguère on ne faisait que peu attention à ces richesses naturelles; elles se perdaient presque en totalité. Mais les Galiciens, guidés par les ingénieurs américains, se sont depuis précipités vers leurs sources de pétrole. » Enfin les bois sont fournis avec abondance par les régions montagneuses qui occupent une grande partie de l'Empire, et l'agriculture donne ses blés, ses racines, son chanvre, ses peaux et ses laines, etc.

Il n'est donc pas surprenant que la grande industrie ait pris en Autriche une activité marquée. On serait tenté plutôt de se demander pourquoi cette activité s'est manifestée si tard, alors que d'autres pays, moins bien pourvus, se déve-

[1]) É. RECLUS, *Géographie*.

loppaient dès le début du XIX[me] siècle. Cela tient aux circonstances de formation sociale que nous avons résumées en commençant. En effet, sur les 46 millions d'habitants que contient l'Empire, une petite minorité parmi ceux qui appartiennent à la race allemande était vraiment en état de tirer parti des ressources industrielles de la région. Les autres en étaient rendus incapables, sauf exception bien entendu, par l'effet de leurs traditions et de leurs tendances communautaires.

C'est surtout dans l'Autriche proprement dite et en Bohême que les entreprises industrielles se sont développées; nous parlerons spécialement de la Hongrie tout à l'heure. Ces entreprises sont très variées et assez généralement prospères. C'est principalement en Styrie et en Carinthie que se trouvent les grandes usines métallurgiques; la Bohême et la Moravie ont surtout les filatures de coton, de laine, de lin, de chanvre, les verreries, les brasseries, les fabriques de sucre: la Moravie, la Silésie, le Vorarlberg ont aussi leurs manufactures d'étoffes diverses; enfin Vienne et ses environs ont, comme la Bohême, leurs vastes filatures, leurs fabriques de produits chimiques, de machines, etc. [1]). L'industrie du meuble est prospère aussi dans cette capitale. En Bohême, la métallurgie se concentre dans le haut bassin de l'Elbe.

Comme celle de l'Allemagne, la fabrication autrichienne s'adonne avant tout à la production des articles communs. C'est ainsi que les tissages de Bohême, de Moravie, de Goritz, d'Innsbruck fournissent des soieries mélangées, à très bon marché. Les cuirs façonnés de Vienne font une concurrence active à ceux de France, qu'ils imitent sans les égaler. On en peut dire autant des meubles, de la tabletterie, etc., etc. Ce fait, joint à une activité et à une intelligence commerciales remarquables, a permis aux fabricants autrichiens de se faire déjà une place honorable au dehors, surtout dans le bassin de la Méditerranée.

Il ne faudrait pas du reste exagérer l'état de prospérité de l'Autriche. Son industrie n'est pas sans rencontrer en

[1]) É. RECLUS, *Géographie*.

effet des difficultés qui ralentissent son essor dans une forte mesure. D'abord la faible aptitude industrielle de la plupart des races qui occupent le pays est un obstacle grave aux progrès de la fabrication. Seuls, ou presque seuls, les Allemands savent fonder et soutenir des entreprises. Leurs ouvriers, recrutés pour la majeure partie dans la masse slave de la population, sont au contraire peu actifs, médiocrement dressés et peu portés à s'élever par le travail. En somme, on peut dire que dans les pays autrichiens comme en Bohême, en Moravie, en Silésie, etc., le patron est, en règle, allemand, et l'ouvrier, tchèque, polonais, slovène ou romain. Nous avons déjà montré que l'influence persistante des Allemands dans ces régions slaves, où ils se trouvent pourtant en petite minorité, vient de là. Ainsi, les chambres de commerce n'envoient à la Diète locale de Prague que des Allemands; les villes et les communes rurales nomment moitié Tudesques et moitié Tchèques; les propriétaires fonciers font de même, et pourtant la grande majorité de la population est tchèque. Mais les Allemands ne sont pas assez nombreux pour suffire à l'utilisation complète d'un si grand pays. Aussi bien des richesses sont-elles encore inexploitées [1]).

[1]) Voici quelques indications approximatives, tirées d'un rapport consulaire, relativement aux progrès récents de l'industrie en Autriche :

	1880		1901	
Houille	1.430.000	tonnes	3.420.000	tonnes
Pétrole	968	»	405.000	»
Fers et fontes	320.000	»	1.030 000	»
Cuivre	500	»	800	»
Mercure	360	»	524	»
Plomb	5.600	»	10.000	»
Zinc	3.800	»	7.500	»
Bière	11.000.000	hectolitres	20.000.000	hectolitres
Sucre	480.000	tonnes	1 040.000	tonnes
Tissage de coton	30.000	métiers	85.000	métiers
Soieries	50.000.000	couronnes	100.000.000	couronnes
Papeterie	100.000	tonnes	200.000	tonnes
Caisses d'épargne, dépôts	1 500.000.000	couronnes	4.500.000.000	couronnes

Le progrès est certain, mais il n'est guère comparable à celui qui a été réalisé pendant le même espace de temps par les pays voisins ou par les États-Unis.

De plus, l'Autriche entretient une coûteuse administration et une force militaire plus onéreuse encore; les impôts sont donc assez lourds. Ils le paraissent d'autant plus que c'est un pays resté pauvre en moyenne jusqu'à notre époque. Les capitaux sont médiocrement abondants et assez chers. On en a la preuve par ce fait que l'usure ronge la population agricole d'un bout à l'autre de l'Empire.

Tout cela fait que la grande industrie autrichienne, à côté de laquelle subsiste une petite fabrication à la main encore très vivace, reste faible et vulnérable par plus d'un côté. Elle achète au dehors la plupart de ses machines, les métiers pour le coton en Angleterre, pour la laine en Allemagne, pour la soie en Suisse; les machines à vapeur viennent de Suisse et d'Allemagne, etc.[1]. C'est pourquoi l'industrie n'a pu faire des progrès si marqués depuis 1875, que parce qu'elle était abritée derrière le mur élevé d'une double protection résultant d'un tarif douanier et du change monétaire, qui fut défavorable jusqu'à une époque récente.

Voilà pour les pays cisleithans. Voyons quel est l'état des choses à l'orient de la Leitha.

Tous les pays de la couronne de Saint Étienne sont essentiellement des contrées agricoles. Cela tient à la fertilité naturelle du sol, qui est souvent prodigieuse, et surtout à l'inaptitude des Magyars et des Slaves aux entreprises industrielles. « Encore dépourvue, dit É. Reclus, de grandes manufactures, la Hongrie doit presque uniquement sa richesse à l'abondance et à l'excellente qualité de ses denrées agricoles... Elle a de grandes étendues de terres noires non moins fécondes que le *tchernosjom* de Russie... L'Alföld et surtout le Banat danubien produisent de grandes quantités de blé, que les négociants de l'Europe occidentale disent être le meilleur du monde... Tous les fruits de la terre hongroise ont une excellence particulière... Le chanvre et le lin ont une grande réputation, et le tabac s'exporte dans toute l'Europe... Après la France, l'Ibérie et l'Italie, la Hongrie est le pays vinicole le plus riche de l'Europe. » Cependant,

[1]) *Consular Reports.*

ajoute le même auteur, le caractère extrême et variable du climat « fait de l'exploitation du sol un véritable jeu du hasard. » De plus, la race n'est pas organisée pour tirer un très bon parti de ce riche pays. De vastes biens d'église, des latifundia immenses occupent une grande partie de sa surface et sont en général exploités avec une insouciance toute orientale. D'après É. Reclus, qui d'ordinaire est bien informé, « les immenses terrains des grands propriétaires magyars sont en général fort mal cultivés et produisent peu. Le domaine de l'État hongrois (25.000 hectares) donnait en 1870 un revenu évalué à fr. 1,36 par hectare... Les propriétés de moyenne étendue sont un peu mieux tenues peut-être, mais elles sont peu nombreuses. Quant à la petite propriété, elle est très rare. Dans la plus grande partie de la plaine hongroise et du plateau transylvain, l'exploitation du sol est toujours une sorte de pillage. Des populations entières ignorent l'usage des engrais. En 1883, des collines de fumiers, produit de quelques milliers de bœufs engraissés dans les distilleries, s'élevaient aux alentours de Pest. Pour s'en débarrasser, on ne trouva pas de meilleur moyen que d'en jeter une partie dans le Danube et de brûler le reste... De là le rendement inférieur des terres de la Hongrie ; on y évalue à 10 hectolitres en moyenne la récolte d'un hectare [1]. Dans ce pays si favorable à la culture de la vigne, la vinification est faite généralement par des procédés si arriérés, que beaucoup de vins ne sont pas transportables.

La Hongrie avec les régions voisines forment aussi un pays de bons pâturages, mais le bétail est mal soigné ; on ne sait guère améliorer les races pour avoir de bonnes laitières, des animaux précoces [2]. Enfin, les forêts sont dévastées plutôt qu'exploitées. Et pourtant on signale çà et là des progrès réels, dus soit à l'initiative de quelques propriétaires

[1] *Géographie universelle*, Hongrie.

[2] Cependant, les besoins du grand marché allemand ont été si favorables aux éleveurs hongrois que, dans ces dernières années, on a commencé à améliorer les races du pays. Il faut dire que l'administration a beaucoup fait pour pousser les éleveurs dans ce sens, en les subventionnant et en créant des haras officiels.

plus actifs que la masse de leurs compatriotes, soit à celle de l'État. Des chemins ont été tracés, des marécages assainis; on emploie de plus en plus les machines, etc. Mais tout cela est bien peu de chose en comparaison de ce qui reste à faire.

Les Magyars, et surtout leur gouvernement local, devenu presque autonome depuis le compromis de 1867, ont voulu se donner une grande industrie hongroise. Comme tous les peuples de formation communautaire, ils ont médiocrement réussi, faute de l'initiative, de l'énergie persévérante nécessaires. Cela est constaté avec une précision remarquable par un consul anglais, observateur bien placé pour voir le détail des choses. « Les Magyars, dit-il, ne sont entrés dans la carrière industrielle que depuis peu. Ils sont intelligents, apprennent vite et sont faciles à diriger, *bien que leur caractère soit porté à l'indiscipline.* La seule difficulté que l'on m'ait signalée, *c'est leur éloignement pour les travaux qui exigent de l'application.* Capables d'un effort considérable, mais de peu de durée, ils se lassent vite d'un travail prolongé, monotone, *spécialement celui qui s'impose dans l'atmosphère étroite d'une manufacture* [1]. » En effet, s'il a été fait quelque chose en Hongrie dans le sens du progrès industriel, c'est surtout à l'effort collectif qu'on le droit. D'après le même consul : « Le principal entrepreneur industriel en Hongrie est l'État, *qui a étendu son influence à toutes les fibres et toutes les veines de la fabrication...* Le gouvernement assume le caractère d'un grand entrepreneur commercial, monopolisant plusieurs branches de l'industrie et exerçant une influence prépondérante sur les autres. *Je doute qu'en aucun autre pays l'Etat agisse dans une aussi grande mesure comme industriel* ». Dans le même sens un consul français écrivait en 1903 : « Il n'existe pas de pays en Europe où le développement du commerce et de l'industrie soit plus intimement lié aux fluctuations de la politique intérieure et extérieure qu'en Hongrie. L'État est le fournisseur de travail et le consommateur le plus important. On peut dire qu'aucune industrie, aucune entreprise financière, agricole ou commer-

[1]) *Consular Reports,* 1892. V. aussi les rapports consulaires français publiés de 1900 à 1905.

ciale, ne se crée dans le pays sans l'assistance du gouvernement[1]. Chaque année, des sommes considérables sont inscrites au budget ou prélevées sur les emprunts spéciaux en vue de l'accomplissement de grands travaux d'utilité publique. Ces crédits viennent-ils à manquer, la vie économique s'en ressent fortement. C'est ainsi qu'en 1903, le budget n'ayant pu être voté à temps, par suite de l'obstruction parlementaire organisée par les partis de l'opposition, le gouvernement s'est vu dans la nécessité de différer les travaux projetés ou en cours, et de supprimer temporairement les subventions et encouragements matériels visant la création de nouvelles fabriques et usines. L'essor industriel qui avait pris naissance dans les années précédentes s'est brusquement arrêté et a même rétrogradé à bien des égards. Encore l'État a-t-il dû faire venir pour organiser ses ateliers un bon nombre d'ouvriers étrangers. Ce que nous venons de dire de la Hongrie s'applique avec plus de force encore aux groupes slaves du sud, formés essentiellement de paysans, vivant souvent encore sous le régime de la communauté ébranlée et tout à fait réfractaires à la grande industrie et au progrès des méthodes.

En définitive, si l'Autriche est un pays où la race allemande a su développer dans une certaine mesure la fabrication en même temps que la culture, la Transleithanie reste, en dépit de tout, un pays à production naturelle prépondérante. De là, entre les deux parties de la Monarchie, une opposition d'intérêts qui complique singulièrement la tâche des pouvoirs publics. La Cisleithanie a, dans son ensemble, besoin de protection. La Transleithanie est un pays naturellement libre-échangiste, que l'on prétend pousser malgré lui dans la voie industrielle. Voyons ce qui résulte de là, au point de vue de la politique douanière.

L'Autriche a été très protectionniste de 1822 à 1853, comme plusieurs autres pays du continent. En 1853, un

[1]) En 1904, l'État a contribué, par ses subventions en argent, à la fondation de 26 usines nouvelles et à l'agrandissement de 13 établissements anciens.

intérêt surtout politique l'a conduite à conclure avec le Zollverein un traité de commerce qui abaissait les droits à des proportions beaucoup plus modérées. Après 1860, le mouvement déterminé par l'exemple de la France et par l'insistance de l'Angleterre la poussa plus avant encore dans cette direction. Les nombreux traités qu'elle signa de 1861 à 1876 l'amenèrent à une situation voisine du libre-échange. Mais, en 1878, un nouveau tarif général fit revivre le système protectionniste. Les tissus de coton, de laine et de soie, surtout, étaient fortement taxés. En 1892, nouvelle aggravation, accentué encore en 1897 et en 1902. Les droits sur les machines, les faïences, les filés de coton et de laine, ont été surélevés à leur tour.

La politique économique de l'Autriche-Hongrie paraît ainsi orientée dans le sens d'une protection rigoureuse. En fait, ce pays a plutôt suivi une politique modérée jusqu'à ces dernières années; en effet, il avait soin de réduire au moyen de tarifs conventionnels les rigueurs du tarif général. Ainsi, en 1892, il s'était engagé pour douze années sur la base des droits réduits avec l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, et la clause de la nation la plus favorisée étendait les dispositions prises au-delà du cercle formé par ces États. Mais, depuis 1904, le système s'est modifié, et les tarifs conventionnels sont devenus sensiblement plus lourds. Notons d'ailleurs que la protection locale est soutenue par d'autres moyens encore. Ainsi, le gouvernement pèse avec énergie sur les Compagnies de chemins de fer pour les amener à abaisser leurs tarifs; au besoin il va jusqu'à racheter les lignes pour agir directement dans ce sens [1]. Le trésor subventionne aussi plusieurs lignes de navigation fluviales ou maritimes, comme les *Lloyds* [2].

[1]) Chemins de fer de l'Autriche-Hongrie, en 1905, 41.800 kilomètres, dont l'État exploite la plus grande partie.

[2]) La marine compte plus de 13,000 navires, jaugeant plus de 315.000 tonnes et portant 360.000 hommes d'équipage, dont 250 vapeurs jaugeant 260.000 tonnes. Cette marine commence à être fortement concurrencée dans la Méditerranée par les lignes allemandes établies récemment entre Hambourg, Marseille et le Levant.

Cette politique est nécessaire sans doute à l'industrie cisleithane, qui se trouve placée dans les conditions évidentes d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Angleterre pour la production des articles communs, de la France pour celle des articles de luxe; ses voisins, dont la situation est au moins égale à la sienne, peuvent dans beaucoup de cas arriver à prix égal sur son marché. Sans protection aucune, cette industrie ne tarderait guère à péricliter, puisque, déjà fortement concurrencée sur le marché extérieur, elle serait vivement combattue chez elle-même par des rivaux plus favorisés[1]. Mais en est-il de même pour la Transleithanie?

Nous avons montré que la Hongrie est un pays agricole avant tout. La situation est encore plus accentuée en ce sens dans les autres parties du pays: Transylvanie, Croatie, Slavonie, Confins, parce qu'ici personne ne prend à tâche de créer, en dépit de tous les obstacles, une grande industrie sans avenir, au moins d'ici à longtemps. La Transleithanie est donc bien dans son ensemble un pays à production naturelle prépondérante, et, en principe, la politique libre-échangiste lui convient avant tout. Cependant, le gouvernement de Pest est favorable à la protection, même contre l'industrie cisleithane. Il veut se séparer économiquement de l'Autriche au moyen d'un tarif dit autonome, c'est-à-dire spécial à la Transleithanie. Cette politique repose, il faut le dire, uniquement sur des préjugés et sur des ambitions mal fondées. Aussi constitue-t-elle une grave erreur sociale. Les Magyars agissent ainsi dans le chimérique espoir de développer promptement la grande fabrication en terre hongroise. Nous disons que cet espoir est chimérique, parce qu'en effet la race ne s'y prête pas. Par suite, si la grande industrie progresse réellement un jour au delà de la Leitha, c'est que des étrangers, des Allemands surtout, l'auront prise en main, organisée, et continueront à la diriger. Les Magyars, qui tiennent tant à leur nationalité, verrons alors si elle

[1]) Il est bon de remarquer que les nombreux industriels allemands établis en Autriche et en Bohême sont parmi les plus ardents promoteurs du régime ultra-protectionniste dirigé contre leurs compatriotes.

est capable de résister aussi bien à la conquête pacifique, individuelle du patron d'usine et du propriétaire foncier, qu'à l'occupation collective et rebutante d'une bureaucratie coûteuse.

Du reste, l'agriculture est elle-même protectionniste, quand son intérêt le plus direct devrait la porter à préférer le libre-échange, pour se procurer au plus bas prix possible les articles manufacturés, et à s'ouvrir au dehors des débouchés pour ses produits surabondants. Mais la culture transleithane est si faible, malgré la richesse du milieu, qu'elle se laisse entamer par ses voisins ou même par des concurrents éloignés, comme les États-Unis[1]). Dans ces conditions, la protection ne peut guère servir qu'à perpétuer la routine du cultivateur et l'oisiveté du propriétaire, aux dépens de la consommation locale. Une race active, placée sur un sol aussi fertile, n'aurait à redouter aucune compétition. Une race communautaire ne s'y maintiendra que péniblement et à force de moyens artificiels, heureuse encore si, par une lente infiltration, des éléments étrangers ne viennent pas tirer bon parti, à ses côtés, des avantages ajoutés par la protection douanière à ceux que la nature lui prodigue et dont elle sait mal profiter.

En somme, nous apercevons que les deux fractions de l'Empire se trouvent dans une situation économique différente. La Cisleithanie, où dominent les Allemands, est un pays à développement mixte de la culture et de l'industrie; la Transleithanie, dirigée par les Magyars, est une région à production naturelle prépondérante. Il en résulte que les deux parties de la Monarchie devraient se compléter l'une l'autre, en se fournissant mutuellement, d'une part, les produits fabriqués, de l'autre, les denrées agricoles. Toutefois, comme la Cisleithanie possède elle-même une agriculture assez développée, concurrente de celle de la Transleithanie, celle-ci ne trouve pas son compte dans la combinaison et se croit sacrifiée aux intérêts industriels des pays autri-

[1]) L'Empire importe plus de céréales et de bétail qu'elle n'en exporte. C'est le contraire qui devrait avoir lieu.

chiens. De là son désir de s'affranchir en créant une industrie nationale, chose dont nous venons de montrer la difficulté. Pendant ce temps, à la faveur de cette grave antinomie politique, qui suscite les luttes les plus vives et les plus funestes, l'Allemagne travaille activement à supplanter l'Autriche-Hongrie sur des marchés qui, par leur situation géographique, semblaient réservés à l'industrie autrichienne. Grâce à une savante combinaison des tarifs de chemins de fer et des frets sur les canaux, les fleuves et la mer, les produits allemands arrivent dans les ports du Levant à des prix moindres que ceux des articles austro-hongrois, en dépit de la distance. C'est ainsi que la vieille Monarchie des Habsbourg, après avoir été exclue du Zollverein par la politique prussienne, se sent maintenant peu à peu resserrée et bloquée par la concurrence économique de l'Empire voisin. Il y a dans cet état de choses un danger dont l'imminence n'échappe pas à la clairvoyance des hommes intelligents et instruits, lesquels ne manquent pas dans le grand État danubien. Mais l'Autriche-Hongrie subit la fatalité d'une formation sociale qui pèse sur elle bien lourdement.

VII. — LA VIE PUBLIQUE

Nous connaissons maintenant tous les éléments essentiels de la situation et nous pouvons la résumer dans son ensemble [1]. Au point de vue social, les divers groupes austro-hongrois sont, ou des communautaires désorganisés, ou des communautaires fortement ébranlés et en plein travail de dispersion. Cette situation donne une large prise, soit à l'influence de la bureaucratie, soit à celle des clans politiques.

[1] Le budget pour la Cisleithanie s'élève à 1 milliard 800 millions de couronnes, et pour la Transleithanie à 1 milliard 190 millions; il faut ajouter un budget commun de 380 millions. La Dette de l'Empire atteint environ 14 milliards et demi de couronnes.

L'effectif de paix de l'armée est de 385.000 hommes environ, avec 1.000 canons.

La flotte comprend 118 bâtiments, jaugeant 155.000 tonneaux et montés par 13.500 hommes.

c'est-à-dire à l'anarchie. Avec un tel état social, où les traditions de l'autorité familiale se rompent, le gouvernement doit y substituer sa propre action, sinon c'est le désordre. Tel est bien du reste le sens de la politique intérieure dans l'Empire entier. Toutefois, le pouvoir central se heurte à deux causes de trouble: les clans politiques et les clans nationaux. Les premiers sont d'ailleurs presque éclipsés à l'heure actuelle par les seconds. Mais l'établissement du suffrage universel viendra sans doute modifier cette situation, surtout au profit du socialisme, auquel un semblable milieu est particulièrement favorable. Quant aux clans nationaux, nous connaissons la raison principale de leur animosité: certains d'entre eux ont la prétention de dominer et de diriger les autres, non par la conduite du travail, ce qui serait naturel et légitime, mais par l'action politique et administrative, procédé artificiel qui manque rarement de devenir abusif. Les Allemands et les Hongrois se disputent au fond la direction de l'Empire. Les premiers, qui ont eu incontestablement cette direction pendant longtemps, l'ont perdue pièce à pièce; il ne leur reste plus que deux débris: les affaires extérieures et l'armée, encore sont-ils dès à présent fortement entamés et menacés. Pour en sauver les derniers vestiges, le gouvernement de Vienne lutte actuellement avec énergie en essayant de substituer les préoccupations purement politiques aux revendications nationales[1]. Cette dangereuse tactique ne saurait atteindre son but; elle compliquera seulement le problème en combinant les passions politiques avec les ambitions natio-

[1]) Au début de 1906, le conflit se présentait ainsi : les Hongrois prétendaient pousser la division entre les deux couronnes jusqu'à ses extrêmes limites, en expulsant l'influence autrichienne de son dernier asile, c'est-à-dire de l'armée. En outre, ils voulaient obtenir l'indépendance économique, afin de pouvoir protéger leur industrie, même contre celle de la Cisleithanie. Les Serbo-Croates, si durement traités jusqu'à présent par les gouvernants magyars, s'étaient cependant rangés de leur côté, en octobre 1905, dans l'espoir d'obtenir pour leur part, d'abord, un régime plus équitable et plus autonome, ensuite, la reconstitution de l'ancien royaume triunitaire de Croatie-Slavonie-Dalmatie, aujourd'hui coupé en deux. De son côté, la Couronne refusait obstinément de laisser s'accomplir ce dernier acte du drame de la scission de l'Empire. Elle se montrait

nales. En outre, elle rendra plus aiguës les rivalités ethniques, en faisant pénétrer la division et l'agitation jusque dans les profondeurs du corps électoral, élargi par l'adjonction de foules ignorantes et passionnées. La vraie solution du problème paraît résider dans une combinaison tout à fait opposée à celle qu'on a suivie jusqu'ici. Au lieu de subordonner toutes les races à deux ou trois d'entre elles, il faudrait les rendre autonomes, chacune dans son territoire, et réunir toutes ces parties par le lien d'une constitution confédérative bien étudiée, appuyée, comme aujourd'hui, sur une solide union douanière, qui reste la meilleure solution des difficultés économiques survenues dans le régime intérieur de l'Empire. C'est là, du reste, la tendance naturelle de cet État, déjà coupé en deux parties, lesquelles sont elles-mêmes subdivisées. Mais au lieu de marcher franchement dans le sens de ce mouvement naturel, on lui résiste avec obstination. Si la corde trop tendue vient à se rompre, il sera bien difficile de la renouer, et la Monarchie se trouvera définitivement partagée en tronçons ennemis les uns des autres[1]). Mieux vaudrait donc obéir à la force des faits et organiser normalement une vraie Confédération, plutôt que de soutenir péniblement un compromis illogique et fragile.

C'est précisément cette situation fausse qui a fait l'infériorité de l'Autriche vis-à-vis de la Prusse, au point de subordonner moralement la première à la seconde. En réglant

déterminée à répandre la grève de l'opposition magyare par la dictature, en attendant que le suffrage universel, établi par un coup d'État, ait modifié la situation politique dans le sens des vues du gouvernement de Vienne. Pour comprimer un incendie, on allumait un volcan.

Quelques semaines plus tard, les oppositions magyares, coalisées, par une habile volte-face, ont réussi à écarter le suffrage universel pur et simple, en ajournant elles-mêmes leurs revendications relatives à l'armée.

Depuis lors, on négocie péniblement en vue d'arriver à un nouveau compromis. Tâche ingrate et d'un résultat douteux en présence des prétentions de la Hongrie.

[1]) Les Magyars ne désirent pas, au fond, cette séparation complète, qui les réduirait à la condition d'un petit État faible et isolé. Leur ambition est plutôt de conduire la Monarchie tout entière à leur guise et selon leur intérêt propre.

son organisation intérieure d'une façon logique et normale, l'Autriche se sentirait plus forte et plus libre. Il est vrai qu'un autre motif la pousse vers son puissant voisin : c'est le souci de se ménager un point d'appui pour sa politique d'expansion extérieure. Chose curieuse, ce pays encombré de nationalités adverses caresse toujours le projet de s'en attacher d'autres encore. La Péninsule des Balkans est l'objet de ses convoitises et il y surveille avec une perpétuelle inquiétude les intrigues de la Russie et les efforts des peuples balkaniques pour constituer leur indépendance et préparer leur union. Tous les gouvernements centralisés sont ainsi, parce que leur bureaucratie, sans cesse préoccupée de grandir son rôle et de s'augmenter par là même, les entraîne dans les aventures les plus inutiles et les plus dangereuses. En fait, l'Autriche, qui a déjà tant à faire chez elle, aurait tout intérêt à favoriser la formation d'une Confédération balkanique capable de se suffire à elle-même. Ce serait là pour l'Orient une garantie et une sécurité. Mais il faudrait renoncer à des ambitions territoriales anciennes. Plutôt que de s'y décider avec une vue ferme et droite de tous les intérêts, la bureaucratie autrichienne préfère le maintien d'un foyer d'agitation et de compétitions périlleuses pour la paix, préjudiciables au bien-être de toutes les populations de la région orientale de l'Europe, y compris celles de l'Autriche-Hongrie elle-même. C'est proprement ce qui s'appelle lâcher la proie pour l'ombre, car, ainsi que nous le disions tout à l'heure, pendant que la Monarchie se débat au milieu de ces agitations et de ces compétitions stériles, l'hégémonie politique et économique allemande s'accentue de jour en jour, menaçant l'Empire oriental jusque dans son indépendance.

CHAPITRE II

LA GRÈCE

La montagne et la vallée. — La formation historique du type hellénique. — L'expansion commerciale. — Mercure, père des lettres et des arts. — La Grèce moderne ; sa situation sociale et économique ; ses aspirations. — La plus grande Grèce et le panhellénisme ; ses moyens d'action et son avenir.

La Grèce, ou pour parler plus exactement, les Grecs ont joué dans le monde antique un si grand rôle, que l'on est surpris de leur effacement actuel. On se prend même parfois à se demander si l'antique splendeur de cette race est à jamais éteinte et si elle n'est pas destinée à recouvrer, dans la Méditerranée, une situation importante. Pour les Grecs eux-mêmes, la chose ne fait aucun doute. Ils se considèrent comme occupant un rang bien inférieur à leur mérite et à ce que l'on doit à leur passé. Ils ambitionnent en conséquences de vastes acquisitions territoriales, et la reconstitution, à leur profit, de l'Empire byzantin ne serait à leurs yeux qu'un fait légitime, normal, naturel. Les grandes aspirations sont permises à tous les peuples. Mais il ne suffit pas de désirer pour avancer ou pour conquérir. Il faut encore avoir la force matérielle et sociale nécessaire pour acquérir, assimiler et conserver. Une rapide étude des conditions actuelles de la nation grecque va nous éclairer sur ses moyens d'action et ses chances d'avenir.

I. — LE PAYS

La Grèce est constituée géographiquement par une projection montagneuse détachée du massif balkanique et lancée

vers le Midi. La masse principale, constituée par le Pinde, se subdivise en une infinité de chaînons qui se prolongent sous les eaux de la mer, formant par leurs sommets une quantité d'îles échelonnées dans toutes les directions, un peu comme les débris d'une série de chaussées gigantesques, reliant la Péninsule aux côtes qui lui font face. Tout compte fait, sur une superficie de 65.000 kilomètres carrés environ, la montagne absorbe à peu près les neuf dixièmes du territoire; le reste est subdivisé en une grande quantité de petits lambeaux isolés. Seule, la Thessalie, dans le nord, a des plaines dignes de ce nom. C'est à peine si un cinquième de ce territoire est susceptible de culture proprement dite. Le surplus est laissé à la pâture, à la forêt, ou au roc nu. Les terres cultivables se trouvent soit dans les rares pays de plaine, soit aux creux des vallons, soit enfin dans la partie basse des vallées formées par les torrents. Il en résulte que la Grèce est divisée, comme une ruche, en une multitude d'alvéoles nettement séparés, au point même que souvent les communications sont fort difficiles de l'un à l'autre. Ajoutons que le caractère à la fois péninsulaire et montueux de la Grèce lui donne des côtes très découpées, très étendues, avec nombre de ports naturels d'un accès facile à toute heure, la mer étant sans marée.

Le climat est d'une grande douceur, l'humidité suffisante; la neige tombe sur les sommets, constituant des réserves précieuses. Aussi, jusqu'à plusieurs centaines de mètres d'altitude, on cultive avec succès les céréales, les légumes, le tabac, la vigne et les arbres fruitiers, spécialement l'olivier et le figuier. Les forêts donnent la châtaigne, le gland doux, les baies. Les pâtures nourrissent du bétail et surtout des moutons, des chèvres et des porcs. Les ressources minérales sont peu abondantes. On trouve cependant des minerais de plomb argentifère, de zinc, de fer, des marbres et des pierres à bâtir. La Mer de l'Archipel est poissonneuse; on y pêche des éponges et des coraux. Mais les ressources principales du pays sont les raisins, le vin, les fruits, l'huile d'olive et la soie.

La disposition géographique de la Grèce rend pénibles

les communications avec l'intérieur; la construction des routes et des chemins de fer est difficile et coûteuse[1]). En revanche, la navigation est extrêmement active. Elle se fait principalement au moyen de petits navires à voiles, d'un emploi facile dans ces mers semées d'îles. On compte plus d'un millier de ces petits bâtiments battant pavillon grec; néanmoins, ils reculent, là comme partout, devant la vapeur, représentée par plus de 200 bâtiments jaugeant ensemble environ 200.000 tonnes, tandis que les voiliers ne font pas ensemble 150.000 tonnes. Mais les marins grecs ne sont pas tous dans le Royaume; beaucoup sont établis dans les pays voisins et naviguent sous d'autres pavillons, si bien qu'en réalité les barques grecques fourmillent dans toute la Méditerranée méridionale, purgée de la piraterie barbaresque, et cela avec une activité plus grande peut-être qu'à l'époque où les pays d'Occident étaient encore barbares.

Ces quelques traits suffisent pour faire bien ressortir la physionomie particulière de la Péninsule hellénique. C'est un pays charmant, doué d'un climat délicieux, d'un ciel pur, entouré d'une mer tiède et bleue. Des fruits excellents y abondent, mais la terre labourable est rare au point que la population doit importer en quantités considérables les céréales, le riz et la viande. Ce fait doit naturellement la pousser à chercher au dehors des moyens d'existence, chose qui lui est facilitée d'ailleurs par sa situation insulaire et intermédiaire entre des pays maritimes, semés de villes populeuses et donnant des produits différents. Recherchons maintenant quelle a été l'influence de ce milieu très spécial sur la formation de ses habitants.

II. — LA RACE

En venant s'établir dans ce pays, l'homme se trouvait en présence de trois éléments bien différents: la vallée culti-

[1]) Voies ferrées en 1904 : 1.035 kilomètres. La Belgique, pour 30.000 kilomètres carrés, en a près de 5.000, et la Suisse, pays également montagneux, a aussi près de 5.000 kilomètres de chemins de fer pour 41.000 kilomètres carrés.

vable, fertile mais étroite; la montagne, vaste mais peu productive; la mer exploitable par la pêche et la navigation. Chacun de ces éléments naturels a joué son rôle dans la formation du peuple grec.

La vallée d'abord. Toutes les traditions historiques nous montrent qu'elle a été occupée de très bonne heure par une race de cultivateurs connus sous le nom de Pélasges. D'où venaient-ils? Du centre de dispersion de la race humaine[1]), comme les Slaves, qu'ils ont précédés dans cette région et dont ils avaient le caractère de paysans en communauté. Seulement les circonstances leur imprimèrent un mode d'existence particulier. En effet, les courtes rivières qui descendent des montagnes grecques ont en général formé un delta marécageux et malsain, en sorte que la partie voisine de la mer est inhabitable. De plus, la vallée n'est pas longue; en la remontant, on la voit bientôt se resserrer en forme de gorge. Les colonies pélasgiques furent donc amenées à se concentrer dans la partie moyenne de la vallée. Là, elles auraient pu se disperser en fermes isolées, ou se subdiviser en villages et en hameaux. Elles en furent empêchées par la montagne.

Celle-ci a été occupée peut-être en même temps que la vallée, ou peu après, par des gens qui s'y trouvaient portés à vivre surtout du métier de pasteurs chevriers et porchers. La cueillette des fruits, un peu de culture s'ajoutaient à la principale ressource. Ce n'est pas là une pure supposition: ce genre de vie est décrit d'une façon précise dans les œuvres les plus célèbres de la littérature grecque. De plus, il est toujours celui du montagnard hellène, pour la raison simple que la montagne n'ayant pas changé, les familles qui l'habitent ont conservé, elles aussi, leur mode d'existence, à bien peu de chose près. Or, partout où le petit pasteur avoisine le cultivateur, il cherche à l'exploiter, car la montagne est ingrate et ne nourrit pas toujours son homme. Actuellement encore, en dépit de la police et des gendarmes,

[1]) V. p. 144.

le brigandage fleurit en Grèce et dans tous les pays analogues, on pourrait presque dire à titre d'institution nationale[1]). Menacés constamment par leurs voisins, les Pélasges durent s'enfermer dans des villes murées, et c'est ainsi que la vie urbaine nous apparaît comme prédominante dès les premiers temps de l'histoire des Hellènes.

Mais les montagnards ont fait mieux que de piller ou de rançonner les paysans des vallées maritimes ou des plaines intérieures: à diverses reprises ils les ont conquis et dominés. Les conquêtes achéenne et dorienne de l'ancienne histoire, la reconquête moderne sur les Turcs ne sont pas autre chose que des manifestations grandioses de cette action souveraine de la montagne sur le bas pays. Une fois maîtres des villes pélasgiques, les hardis montagnards y constituaient une aristocratie qui faisait travailler à son profit les paysans soumis et, en outre, ne tardait guère à reprendre ses habitudes de brigandage. Mais elle l'organisait alors sur un autre plan et par d'autres voies; elle se lançait sur la mer et s'adonnait aux opérations de piraterie et de guerre. C'est l'époque homérique. On voit alors les Achéens écumer la Mer Egée et l'Adriatique, prendre pied dans les îles et sur les rivages voisins, y former des établissements. Mais la piraterie et la guerre ne sont que des expédients temporaires et chanceux que l'on abandonne volontiers pour un métier plus aisé, plus sûr et plus régulièrement lucratif. C'est ainsi que les Achéens devinrent vite des commerçants capables de faire aux Phéniciens une rude concurrence. Ils étaient appuyés sur leurs villes fortes, sur leurs cultures entretenues par des serfs ou des esclaves, sur une industrie exercée soit par les femmes et les esclaves, dans la famille, soit par des artisans spécialistes. En outre, la montagne, mère des hommes de poigne et d'action, se chargeait de leur fournir incessamment de nouvelles recrues. C'est ainsi que les Grecs de-

[1]) Lorsque les gens de la plaine sont assez forts pour imposer aux montagnards le respect de l'ordre, ceux-ci se transforment en paisibles émigrants, permanents ou temporaires (Auvergnats, Basques, Piémontais, Savoyards, etc.).

vinrent ce peuple de négociants urbains, répandus sur tout le pourtour de la Méditerranée et accumulant partout la richesse. Est-il besoin de dire que, avec la richesse, apparaissent les goûts raffinés, le luxe, les arts et les cultures intellectuelles? Tous ces phénomènes sociaux s'étaient déjà produits en Chaldée et en Egypte lorsque les Grecs parurent sur les mers. Ils profitèrent de l'acquêt réalisé par les peuples qu'ils visitaient, en y ajoutant une note personnelle plus raffinée, plus délicate, plus perfectionnée au point de vue de la forme, de l'élégance et de l'esprit. Cette supériorité de la civilisation grecque paraît provenir uniquement de ce fait, que les Asiatiques, les Perses par exemple, sont restés toujours sous l'influence des masses rurales considérables qu'ils dominaient et aussi des pasteurs nomades avoisinants, d'où leur fond persistant de barbarie. Au contraire, les Grecs étaient presque exclusivement des urbains, éloignés, par leur position géographique, de tout contact immédiat avec les peuples sans civilisation. Plus tard, quand après l'inondation latine l'Empire romain se fut scindé en deux grandes fractions, Byzance devint le centre de l'hellénisme. Mais à cette époque précisément, le monde barbare se rapprocha de l'Occident par les invasions; dès lors la culture grecque prit le caractère des anciennes civilisations asiatiques, elle se barbarisa, pour ainsi parler.

Tel a été le sens général de la formation sociale des Grecs. De temps immémorial, leur travail principal fut le commerce exercé en communauté de famille; avec les siècles, cette communauté se réduisit et se désorganisa sous la poussée des individus les plus capables, qui allaient s'établir pour leur propre compte. Mais cette forme de la famille se conserva dans la montagne, où on la retrouve encore de nos jours, en dépit des ébranlements multiples qu'elle a subis. Ceci donne à la race un type ambigu et contradictoire; elle est en effet poussée en avant par la pratique active des affaires, et, en même temps, elle est maintenue dans un certain état de routine et de médiocrité par l'influence de la tradition communautaire encore vivante dans le milieu intransformable des hautes terres.

Ajoutons encore un trait à cette rapide esquisse. Au XVme siècle, la Grèce est tombée, avec toute la Péninsule des Balkans, sous le joug des Turcs. Nous venons de rappeler que le centre de l'hellénisme s'était déplacé depuis longtemps déjà et se trouvait à Constantinople. Quant à la nation grecque elle-même, on la voyait dispersée un peu partout autour de la Méditerranée et de la Mer Noire, mais surtout dans la partie orientale de la première. Ses centres les plus vivants, les plus actifs, étaient alors, outre la capitale de l'Empire, Smyrne, Alexandrie, la Pentapole africaine, Salonique et les cités florissantes du Pont-Euxin. Sous le joug turc, ces villes eurent à souffrir d'abord des longues guerres ouvertes entre l'Orient et l'Occident, mais peu à peu elles reprirent leur importance, au moins pour la plupart, et leur population grecque conserva sa physionomie propre, sa langue, ses habitudes et son goût pour le commerce [1]. La mère-patrie, au contraire, recula de plusieurs siècles en arrière. Les villes de la côte, occupées par les Turcs, déjà affaiblies par la concurrence de leurs colonies, se vidèrent en partie. Tous les patriotes, pour échapper au joug ottoman, gagnèrent la montagne. Ils s'y établirent en partisans, moitié bergers, moitié guerriers, un peu cultivateurs, un peu brigands, tout à fait comme leurs lointains ancêtres, toutefois avec une différence importante. Les modernes Pallikares étaient des civilisés, sortis des villes et recrutés incessamment par d'autres urbains, poussés à la montagne par les persécutions intermittentes des Turcs. Il se forma ainsi sur les hauteurs toute une population aguerrie, brave et ardemment patriote, qui, un beau jour, au signal donné par Ypsilanti, se souleva contre la domination étrangère. Après des années de luttes héroïques, les Pallikares allaient être écrasés, quand l'Europe intervint et leur assura la liberté qu'ils avaient si bien gagnée. Les Turcs évacuèrent les villes côtières, et les gens de la montagne y entrèrent en vainqueurs, comme autrefois les Achéens.

[1] V. p. 159 comment s'établissent les relations entre les Turcs et les groupes chrétiens qu'ils dominent.

Mais il ne s'agissait plus de réduire en esclavage les gens du bas pays; cette manière de faire était passée de mode. Les modernes Achéens se bornèrent à s'installer dans les fonctions publiques, dans la politique et dans les carrières libérales. Sans doute, il s'agissait bien encore d'une conquête et d'une domination, mais elles étaient cette fois le fait de patriotes civilisés, et non plus de pasteurs de petits plateaux encore barbares. Depuis lors, la montagne a perdu de son importance; avec les moyens d'action dont il dispose, le gouvernement centralisé n'est plus à la merci d'un coup de main. Cependant il est obligé de compter avec les clans montagnards, dont l'influence se fait sentir jusque sur les bancs de la Chambre et parfois même jusque dans les cabinets ministériels. Le Roi des Montagnes, dont Edmond About nous a laissé un portrait si vivant, règne toujours sur son peuple de pâtres, à l'abri des ravins et des forêts du Pinde ou de l'Olympe.

III. — LE TRAVAIL

La Grèce actuelle, augmentée en 1878 de la Thessalie, compte environ 2.500.000 âmes. Cette population n'est pas d'origine purement hellène; elle est fortement mélangée de Slaves immigrés, surtout comme domestiques et ouvriers, et fondus dans la race dominante. En Thessalie on trouve même des paysans bulgares et serbes, qui ont conservé leur langue. En revanche, plusieurs millions de Grecs vivent disséminés dans toutes les villes du littoral turc, sans parler des colonies établies dans les États balkaniques et dans tous les ports de la Méditerranée occidentale. Quelle est la physionomie actuelle de cette nation, si petite à côté des colosses modernes?

En ce qui concerne le travail, l'occupation favorite du Grec est toujours le commerce combiné avec la navigation. Et, comme toujours aussi, il les pratique sur une échelle plutôt restreinte. En principe ce n'est pas l'homme des grandes affaires ni des vastes entreprises. Il se complaît principalement dans le commerce de détail, de demi-gros et de petite spéculation. Il préfère les transactions productives sur-

tout par l'effet de la finesse, de l'habileté, voire même de la ruse du marchand. A ce point de vue il est bien supérieur à ses voisins immédiats, le Slave et le Turc, et il en abuse souvent pour les rouler l'un et l'autre. De même pour les transports, les Grecs sont au premier rang pour le cabotage; leurs navires sont très nombreux et triomphent par le bon marché du fret, mais ils sont généralement de faible tonnage et ne font guère que le petit trafic[1]). La disposition des lieux favorise cette manière d'agir. La faible étendue des mers, la multiplicité des îles rendent peu difficile et peu dangereuse cette navigation. Ainsi les Grecs sont essentiellement un peuple de petits commerçants, agissant avec de faibles capitaux dans un cercle limité. Cela développe l'aisance, mais non pas les grandes fortunes ni les fortes concentrations de capitaux. Du reste, le centre du mouvement des grandes affaires s'est déplacé depuis l'époque de la splendeur hellénique; il est maintenant dans l'Atlantique, et la Grèce se trouve un peu à l'écart dans une région aujourd'hui relativement pauvre. Puis, un pays qui, actuellement, n'a derrière ses comptoirs maritimes ni une agriculture importante, ni une industrie puissante, ne peut guère jouer un rôle dans les grandes manifestations du commerce.

Les Grecs du bas pays ne sont cependant pas tous commerçants ou matelots. Certains ont des propriétés foncières, d'autres sont de purs cultivateurs, des paysans. Mais dans ce pays la culture prend un aspect assez particulier. D'abord, elle est peu développée et très routinière; ses procédés sont aussi simples que possible, afin de limiter le travail au minimum; ce sont encore à peu près ceux des temps homériques. De plus et dans le même esprit d'indolence, on s'attache surtout aux cultures faciles: prairies, vergers et vignes. Comme le Grec est presque toujours très sobre et fort peu exigeant pour la nourriture, il n'a pas grand'peine à vivre de sa petite récolte, de ses fruits, de ses olives, de ses châtaignes et de ses glands doux. Il trouve encore le moyen de vendre des figues et des raisins secs, de l'huile et du tabac,

[1]) V. p. 387.

uelques volailles ou des agneaux, dont le produit passe rincipalement en objets de toilette et d'ornement, qui per-ıettent aux femmes, et même aux hommes, de briller aux ètes innombrables du calendrier grec et à celles qui accom-agnent chaque récolte, selon l'usage antique. Quant aux ens des villes, ils donnent à ferme leurs domaines ruraux, t s'ils conservent pour leur agrément une villa entourée de ergers et de prés, elle est remise aux soins d'un serviteur ui tient le tout en état. Dans la montagne, la population t agglomérée en villages et pratique surtout l'élevage du étail, en particulier des moutons, des chèvres et des porcs. ur les pentes et les petits plateaux du Pinde, on trouve es troupeaux assez nombreux; ils transhument périodique-ıent entre les pâtures basses d'hiver et les terres hautes ui les nourrissent pendant l'été. Les produits de ces trou-eaux vont alimenter les villes, sans réussir à satisfaire à ous leurs besoins. A cette ressource le montagnard ajoute produit d'un petit champ établi en terrasse sur une pente, e quelques oliviers et autres arbres fruitiers, d'un coin de igne, enfin, les châtaigniers et les baies de la forêt. Au esoin, les jeunes gens émigrent vers les vallées comme ıoissonneurs ou domestiques, vers les villes comme servi-eurs, ouvriers, portefaix et matelots. Ceux auxquels répugne ar trop le travail manuel se font brigands; aussi est-il rare ue quelque bande ne tienne pas les repaires indécouvrables e la haute montagne, d'où elle descend pour rançonner es paysans aisés ou couper les routes. Nous avons déjà emarqué que la disposition géographique de la Grèce y fait du brigandage une institution nationale; elle survit à outes les révolutions, fleurit sous tous les régimes et trouve les complices un peu partout, jusqu'au sein des villes et nême du monde politique. On a vu des chefs de bandes xercer une influence efficace sur les élections de tel ou tel listrict et s'assurer ainsi de solides protections.

Au point de vue industriel, la Grèce pratique encore vant tout la fabrication ménagère ou artisane, qui, dans les emps antiques, fit une partie de sa réputation et de sa ichesse. L'industrie mécanique convient mal à cette race,

qui répugne au travail pénible et assidu du grand atelier et redoute les préoccupations et les risques qu'il entraîne. Aussi la Grèce exporte-t-elle en général ses minerais à l'état brut, ainsi que son tabac, ses peaux et ses soies. Ses principales manufactures ont cependant pour objet la fabrication du tabac et la filature de la soie[1]. Mais ce qui constitue avant tout les éléments de son commerce d'exportation, ce sont les produits naturels : raisins secs, huile, vin, fruits et, aussi, les éponges pêchées sur ses côtes. Elle importe des céréales, des métaux, des produits fabriqués de toutes sortes, des denrées de consommation. Sa position économique est donc claire. c'est un pays à production naturelle prépondérante, appartenant au type libre-échangiste. La protection lui vient naturellement de sa situation et de son climat, et elle est peu apte à profiter d'une protection artificielle.

IV. — LA FAMILLE ET L'ÉTAT.

La prédominance de la vie urbaine et du métier commercial chez les Grecs a eu encore, sur leur évolution, des influences d'un autre ordre, qu'il est utile de mettre en lumière. D'abord, la constitution de la famille a été fortement influencée en ce sens, que les occasions de succès et de gain personnel ne manquant pas aux jeunes gens, ceux-ci ont toujours eu une tendance marquée à s'émanciper de bonne heure et à courir la chance pour leur propre compte, d'où une désorganisation précoce de la famille communautaire. Du reste si le jeune Grec est souvent prompt à voler de ses propres ailes, en cas d'insuccès il retombera volontiers sur sa famille où les traditions lui assurent le droit de refuge. Ensuite, le commerce, qui éloigne souvent

[1]) Une sucrerie établie près de Volo, dans les belles plaines de la Thessalie, dotée de l'exemption de l'impôt de consommation (0 fr. 65 par kilogramme), ne subsiste qu'avec difficulté, faute d'une bonne main-d'œuvre. Elle est dirigée par des ingénieurs étrangers.

Notons encore qu'en Grèce, l'industrie locale jouit par le fait du change (la circulation étant réduite à un papier déprécié, qui perd au moins le tiers de sa valeur nominale) d'une protection très sensible.

le chef de famille, exerce sur la condition de la femme une influence que nous avons déjà eu l'occasion de constater ailleurs [1]). Elle remplace son mari pendant les absences de celui-ci, ce qui lui donne une importance et une autorité que ne connaissent pas les femmes turques, bulgares ou serbes, ni même celles des Grecs exclusivement cultivateurs. Ce fait social influe sur la coutume successorale, qui attribue généralement les immeubles aux filles et les biens mobiliers aux fils.

La pratique si généralisée du négoce n'est pas sans exercer une action notable sur le caractère national. Bien souvent elle atténue le sentiment de la rigoureuse probité, développe l'habitude de la ruse, de la tromperie, de l'usure, et fait prédominer la finesse sur la droiture. Par l'effet des mêmes causes, le Grec est volontiers processif, chicaneur, et il faut trop fréquemment se méfier de son témoignage. On retrouve ainsi dans le commerçant moderne tous les traits historiques de la race, et cela n'a rien qui puisse nous surprendre. Est-il besoin d'ajouter qu'ici, comme en toutes choses, la règle comporte des exceptions? Remarquons en passant que ces tendances ne sont pas suffisamment contrebalancées par la religion, bien que le Grec soit souvent pratiquant. Mais le culte orthodoxe est archaïque, purement rituel et formaliste; son action morale est par conséquent très faible. Le prêtre a peu d'influence et souvent peu de valeur. Aussi, chacun croit-il avoir rempli son devoir quand il a contribué à l'entretien du culte et du clergé et assisté aux cérémonies prescrites.

A côté de l'instabilité des familles urbaines, les groupes ruraux et montagnards, mieux conservés, maintiennent, nous l'avons constaté, l'empire de la tradition. Cette influence routinière, qui agit si fortement sur le travail, s'exerce aussi sur la vie publique. Il en résulte des conséquences importantes. L'esprit de clan, inévitable chez les races à tradition patriarcale, prédomine dans la politique grecque et cela à tel point que, lors de la libération du pays, il fallut avoir

[1]) V. p. 68.

recours à une dynastie étrangère pour fonder la Monarchie, attendu qu'une famille princière d'origine grecque eut été l'objet de la haine et des attaques de toutes les autres. Le souverain étranger, étant en dehors et au-dessus de ces clans nationaux, peut se maintenir en les opposant les uns aux autres [1]). Dans la politique courante les partis sont autant de clans personnels, dont le chef devient maître du gouvernement quand, après de rudes compétitions électorales [2]), son parti a obtenu la majorité. Aussi la politique est-elle surtout un moyen de parvenir aux situations administratives. Ce fait n'est d'ailleurs pas spécial à la Grèce, et nous le retrouverons partout où la tradition communautaire réussit à faire prédominer l'intérêt de clan sur l'intérêt général et les libertés publiques. Mais, ici, le phénomène est plus nettement accusé, moins dissimulé sous les formules et les apparences [3]).

Si la vie publique a repris en Grèce une activité débordante qui rappelle assez bien les journées de l'antique *agora*, les cultures intellectuelles n'ont plus dans ce pays ni l'originalité, ni la fécondité, ni la splendeur d'autrefois. Sans doute les Grecs ont conservé leur intelligence ouverte et vive, quoique un peu superficielle, et leur goût pour l'instruction, indispensable d'ailleurs pour le commerce et les carrières

[1]) La dynastie bavaroise, appelée d'abord au trône de Grèce, ne comprit pas cette situation et amena avec elle un nouveau clan, d'origine germanique, qui essaya de monopoliser les plus hautes fonctions. Aussi fut-elle bientôt renversée et remplacée par un prince de la maison de Holstein.

[2]) Les élections de mars 1906 ont donné lieu sur beaucoup de points à des luttes à main armée. Les partis politiques sont toujours désignés par le nom de leur chef : Théotokistes, Rallistes, etc , etc. Cela est caractéristique.

[3]) Le budget grec s'élève à 120 millions de francs environ, valeur nominale. La Dette atteint 732 millions de francs, plus 173 millions en papier. La Grèce ne pouvant arriver à remplir ses engagements à l'égard des prêteurs étrangers, on a dû saisir certains revenus, dont l'administration est confiée à une Commission internationale.

L'armée compte, en temps de paix, 30.000 hommes et pourrait être portée à 115.000 hommes en temps de guerre, armée territoriale non comprise. La flotte se compose d'environ 30 bâtiments montés par 4.500 matelots.

libérales. Mais, leur prospérité d'aujourd'hui est bien loin d'égaler celle des temps où ils emplissaient, autour de la Mer Intérieure, toute une série de métropoles commerciales dans lesquelles les richesses s'accumulaient à l'envi. Les lettres et les arts ne trouvent donc plus en Grèce la foule de généreux Mécènes de l'époque ancienne. En outre, le développement des peuples de l'Occident a créé de nouveaux foyers intellectuels et décentralisé la culture de l'esprit. Les émules de la civilisation hellène ont égalé et dépassé leurs maîtres, à la faveur d'une prospérité croissante, tandis que la Grèce, asservie, repliée sur elle-même et retombée dans une sorte de médiocrité, ne conservait plus qu'un pâle reflet de son glorieux passé. Ce pays nous offre ainsi un frappant exemple du sort brillant, mais instable, qui a toujours été et sera toujours celui des peuples de formation communautaire, quand leur prospérité est basée principalement sur le commerce. Déchirés par les luttes de clans, ils sont en outre, un jour ou l'autre, les victimes de la concurrence internationale et du déplacement des grands courants économiques.

Comme tous les pays montagneux, la Grèce répand au dehors un assez grand nombre de ses enfants. Indépendamment des anciennes colonies helléniques, passées depuis longtemps sous la domination étrangère, on trouve dans tous les pays méditerranéens de nombreux Grecs, presque toujours commerçants. Beaucoup arrivent, par leur intelligence et leur aptitude aux affaires, à une belle situation. On observe même que dans ces milieux plus favorables, le type se développe, élargit son horizon et réussit à établir des maisons importantes. Souvent aussi ils versent dans la spéculation hasardeuse et sans scrupule. Un bon nombre de Grecs se font naturaliser dans les principaux pays de l'Occident, où ils se portent alors de préférence vers les professions libérales.

Tout ceci répond bien, d'ailleurs, au penchant social de la race. Enfin, il est à noter que les émigrés hellènes, par un reste de tradition communautaire, demeurent attachés par le souvenir et par des relations suivies à leur parenté d'origine. Ils s'intéressent aux membres de leur famille, les attirent, les patronnent, les placent. De même, leur attention

reste attachée aux affaires de la mère-patrie. Mais ce son surtout celles de leur localité natale qu'ils suivent avec prédilection. Ils subventionnent les écoles, les églises, les entreprises de charité ou d'embellissement. Leurs concours est d'autant plus précieux que, à raison des circonstances exposées plus haut, la plus grande partie de la population ne peut réaliser que de petites ressources ou de faibles gains et vit pauvrement.

Si la Grèce fournit une émigration assez importante, elle reçoit aussi des étrangers. L'immigration comprend deux éléments. Le premier se compose d'entrepreneurs étrangers qui viennent exploiter les richesses minérales du pays assez généralement délaissées par les nationaux. Ces étrangers font ainsi des profits qui sont presque toujours exportés; la protection douanière, si elle était appliquée, développerait infailliblement cet inconvénient, cela pour des raisons maintenant bien connues du lecteur. Le second élément est fourni par les populations rurales des pays voisins, qui envoient en Grèce des domestiques et des ouvriers agricoles. Ceux-ci sont nombreux surtout en Thessalie. Nous avons déjà montré quels sont le caractère social et la tendance de ces immigrants (voir p. 317). Leur aptitude au métier agricole et leur passion pour la terre font qu'ils envahissent peu à peu les plaines du Nord en les slavisant.

V. — LE PANHELLÉNISME.

Nous avons été amené déjà à parler des ambitions extérieures de la Grèce, à propos de la Péninsule des Balkans. Nous avons alors montré comment les Grecs, faiblement attachés au sol, étaient peu à peu évincés par les paysans bulgares, race qui, au contraire, tient à la terre par de profondes racines. Mais les prétentions territoriales du néo-hellénisme ne se limitent pas à la Macédoine. Il se considère comme l'hériter direct et seul légitime de l'Empire byzantin. On trouverait beaucoup à dire, au point de vue historique, sur le rôle des Grecs dans l'Empire d'Orient. On pourrait rappeler notamment qu'il fut fondé par l'effort et la puissance

de Rome, alors que l'influence politique de la Grèce n'était déjà plus qu'un souvenir. On serait en droit d'observer aussi que si la langue et les traditions helléniques ont joué à Byzance un rôle important, aussi bien que les rhéteurs, les fonctionnaires et les négociants d'origine grecque, il n'en est pas moins certain que, de tout temps, la population fut composée en majorité de groupes ethniques nombreux et divers, parmi lesquels l'élément grec ne représentait qu'une minorité. Mais en fait les souvenirs historiques sont de peu de poids pour la solution d'un tel problème. Ce qui importe avant tout, c'est l'état actuel des choses. Or, si les Grecs sont nombreux à Constantinople, autour de la Macédoine et dans les villes maritimes de l'Asie-Mineure ou de la Syrie, ils ne constituent que des groupes épars au sein d'une population beaucoup plus nombreuse, appartenant à des races différentes, parlant d'autres langues, possédant et cultivant le sol.

Donc, si les prétentions de la Grèce sur les îles de l'Archipel sont justifiées par la situation géographique, par la nationalité d'origine des habitants et par leurs aspirations, il en est autrement pour les provinces continentales, qui n'ont ni les mêmes intérêts, ni les mêmes tendances. Cela est si vrai que, si l'on reconstituait, en partie tout au moins, l'ancien Empire d'Orient, son centre d'influence politique, administrative et économique, se trouverait à Constantinople, absolument comme autrefois, et non pas à Athènes. La Grèce deviendrait ainsi une dépendance assez secondaire d'un État où l'hellénisme serait en minorité. Ne serait-il pas préférable que la Grèce, conservant son autonomie, consentît à former avec ses voisins du Balkan une libre Confédération? Celle-ci serait capable de maintenir dans cette partie de l'Europe un équilibre politique basé sur l'indépendance des petits peuples slaves et de la Grèce elle-même. Cela vaudrait mieux que la lourde hégémonie d'un Empire démesuré et bureaucratique, quelles que soient les couleurs de son drapeau. Une telle orientation politique aurait au moins pour résultat de soustraire la Grèce à des compromissions odieuses et humiliantes avec la barbarie turque, et la garantirait aussi,

au moins dans une certaine mesure, contre le danger de la concurrence économique. Celle-ci croît rapidement autour de la Grèce et pourrait bien un jour comprimer jusqu'à l'étouffement le regain d'activité maritime et commerciale qu'elle a su cultiver et développer depuis sa libération[1]).

Quels sont d'ailleurs les moyens que possède le panhellénisme pour soutenir ses ambitions? La petite Grèce ne possède ni l'argent, ni les soldats nécessaires pour conquérir de vive force les territoires qu'elle nomme son héritage. Trouvera-t-elle des alliés pour lui faciliter une telle conquête? Certainement non, car ses vues sur la Turquie d'Asie et même sur l'Asie-Mineure se heurtent à de puissantes compétitions qui ne lui laissent aucun espoir. Il est vrai que de nombreux Grecs, sujets ottomans, sont au service du gouvernement turc. Pourraient-ils préparer et allumer une révolution intérieure, qui mettrait à leur discrétion le gouvernement et avec lui la Turquie entière? Non, parce qu'ils ne sont ni assez nombreux, ni assez influents, ni assez libres de leurs mouvements. Du reste, pour accomplir un pareil coup de main, il faudrait être maître au moins d'une partie de l'armée. Or, nous savons que les troupes du Sultan sont exclusivement musulmanes; jamais elles ne se laisseront entraîner par des meneurs grecs. Au contraire, elles marcheraient avec joie contre des révolutionnaires chrétiens. On peut donc conclure en disant, avec une impartialité absolue, que le panhellénisme n'est qu'une théorie tout intellectuelle inspirée par des souvenirs grandioses, mais aujourd'hui sans portée pratique, sans moyens d'action et sans avenir.

---

[1]) V., p. 380, ce qui concerne l'extension de la navigation allemande dans la Méditerranée.

CHAPITRE III

L'ITALIE

Le milieu naturel ; les deux Italies. — Évolution historique des peuples italiotes. — L'influence latine. — L'Église ; son rôle, sa situation présente. — État actuel : l'agriculture et les latifundia. — L'industrie. — La politique. — L'émigration et l'expansion extérieure.

Comme presque toutes les contrées méridionales, l'Italie est un pays comblé des dons de Dieu. Le sol, le climat, la situation géographique, les productions naturelles, tout y semble réuni pour préparer le développement intense de la prospérité économique, de la puissance matérielle, de l'influence politique. La Péninsule a du reste joué, pendant une longue période de l'histoire, un rôle prédominant, qu'elle a désappris depuis des siècles et qui, aujourd'hui, est bien au-dessus de ses aptitudes. L'étude de la condition sociale et économique de la région va nous révéler le motif essentiel de ces profondes variations et nous fournir en même temps un nouvel exemple très précis, très démonstratif, des effets produits par une politique douanière mal entendue, mal appropriée à la condition et aux besoins de la nation à laquelle on l'applique.

I. — LE SOL

C'est la politique, non la nature, qui a fait l'Italie unifiée. Géographiquement il y a deux Italies: celle du Nord, celle du Midi, sans parler des îles qui pourraient à la rigueur constituer de petits États séparés. Et cette différence n'est pas seulement sensible dans la disposition des terres ou

dans la distribution des climats et des productions, elle l'est aussi dans les mœurs et les aptitudes des habitants. Toutefois, les deux types ne sont pas assez tranchés pour que leur réunion soit impossible, mais elle est difficile. Aussi, pour unifier l'Italie, a-t-il fallu toujours employer la force, et toujours aussi c'est le Nord qui a voulu l'unité avec l'ardeur la plus grande et qui l'a réalisée par la contrainte.

L'Italie du Nord est formée principalement d'une vaste plaine, fille des Alpes et du Pô, prolongée vers le Sud par de petites plaines enchevêtrées dans les premiers massifs de l'Apennin. Formée d'alluvions profondes, bien arrosées par des pluies abondantes et par de fortes rivières, protégée au Nord par les hautes barrières des Alpes, cette belle contrée jouit d'un climat doux, très favorable aux cultures les plus riches de la zone tempérée. On peut dire que la Providence l'a dotée de presque tous ses dons les plus précieux. La plaine basse, bien pourvue de terres profondes et d'eaux courantes, peut produire en abondance les céréales, le maïs, le riz, le chanvre, le lin, les fruits, le vin et la soie. Les terrasses, les vallons et les plateaux des Alpes se couvrent de pâturages, ou de forêts que l'homme a malheureusement dévastées avec la plus folle imprévoyance. De ces mêmes montagnes descendent des torrents nourris par les glaciers, réservoirs immenses de force et de fécondité. Enfin, ouverte sur deux mers, cette contrée vraiment privilégiée regarde à la fois l'Occident et l'Orient et possède sur ses deux rivages les deux ports les plus fréquentés de toute l'Italie. L'un d'eux est même un des principaux points maritimes de l'Europe.

Au fur et à mesure que l'on avance vers le Midi, l'aspect des choses change entièrement. La région se rétrécit et devient péninsulaire. Ce n'est bientôt plus qu'une arête montagneuse, bordée, de chaque côté, d'une étroite lisière de rivages bas, envahis par les eaux descendues des hauteurs et retenues par des cordons littoraux d'origine alluvionnaire; il se forme ainsi une ceinture de marécages habités par le microbe de la fièvre paludéenne et par le moustique chargé de le com-

nuniquer à l'homme. Les petites plaines que l'on rencontre
:à et là ont souvent un sol argileux, parsemé de flaques et
l'étangs, ce qui les rend également insalubres; c'est le cas par
:xemple pour la Campagne romaine, placée juste à la limite
:ntre les deux régions et qui participe de l'une et de l'autre.
.a Péninsule n'est donc qu'une projection montagneuse,
ancée vers le Sud, étroitement resserrée par la mer et divisée
:n une foule de compartiments très distincts, par l'infinie
'ariété des chaînons, des arêtes, des massifs qui se suivent,
.e coupent, ou se côtoient. Les Apennins ne sont pas du reste
le hautes montagnes, leur point culminant n'atteint pas 3.000
nètres; néanmoins elles suffisent pour former un grand
iombre d'unités géographiques nettement marquées, qui
endent à constituer aussi des unités politiques durables.
Témoin cette République lilliputienne de San-Marino, qui sub-
siste au sein de la grande Italie. Il ne faut plus chercher
ci les champs immenses de la Lombardie ou du Piémont; les
plaines sont rares et étroites, presque tout le pays se présente
sous l'aspect d'un fouillis de pentes abruptes, de terrasses
bosselées, de vallons étroits et de vallées tortueuses creusées
par les torrents. Les pluies ne sont pas si abondantes que dans
e Nord; elles sont même assez rares sur le versant Est, où
es vents n'ont à traverser que l'étroit fossé marin de l'Adria-
ique. Aussi le pays d'en-haut est-il relativement sec et couvert
le maigres pâturages alternant avec des taillis ou des débris
le forêts, ou encore avec des rochers nus lavés par les eaux.
.es terrains intermédiaires sont souvent peu fertiles; mais
e climat, chaud quoique tempéré par l'altitude et les brises
naritimes, est éminemment favorable à la production des
fruits les plus variés, depuis la châtaigne et le gland doux
jusqu'à l'ananas, en passant par la figue, le citron, l'orange,
la bergamote, le raisin, etc. Dans les terres basses ou ma-
remmes, la fertilité est grande au contraire, car le sol est formé
d'alluvions chargées de détritus organiques. Mais elles sont
bordées ou coupées de marais fiévreux, et presque désertes.
On voit par ce court exposé que le contraste est frappant
entre le Midi et le Nord. Tout est différent: le sol, le climat,
les productions. Les côtes mêmes ne se ressemblent pas.

Celles de la Péninsule sont presque partout basses, et les ports accessibles aux grands navires y sont rares. Cependant la région méridionale est aussi un beau pays, tant par le pittoresque attrait de ses paysages que par la variété et la qualité de ses productions.

Deux grandes îles et un certain nombre de petites se rattachent à l'Italie par leur situation autant que par le lien politique. Presque toutes reproduisent d'une manière frappante les traits essentiels de la Péninsule. Ce sont en somme des sommets qui émergent de la mer, formant un noyau montagneux entouré d'une côte généralement basse et coupée de marais. La Sardaigne a de belles et fertiles plaines; la Sicile est presque toute en sommets, en plateaux, en pentes et en vallons, avec des rivages étroits, ou même des falaises à pic sur une mer profonde. Partout les roches supérieures ont été lavées par les pluies, ensuite de la destruction des forêts et du défaut de toute mesure de conservation. Partout aussi nous retrouvons une généreuse nature, des productions agricoles très variées, une extraordinaire abondance de fruits, de légumes, croissant à peu près sans culture, un climat si doux que l'homme vit presque en plein air et ne connaît que peu de besoins.

Au point de vue géologique, l'Italie peut figurer parmi les pays favorisés. Dans ses montagnes, on trouve des dépôts abondants de minerai de fer (ceux de Sardaigne sont célèbres), de cuivre, de zinc, ainsi que des marbres, des pierres à bâtir, etc. Ses volcans, menace perpétuelle pour la partie méridionale, l'ont munie d'abondants dépôts de soufre et d'acide borique; elle a aussi des mines de sel gemme auxquels de nombreux marais salants ajoutent leur production. Mais elle n'a pas de houille; on n'a trouvé jusqu'ici que de maigres dépôts de lignite de faible valeur. En revanche, les torrents permanents des Alpes fournissent à la Lombardie et au Piémont de précieuses réserves de force motrice, déjà utilisées par de nombreuses usines. Mais dans le Sud, l'aride Apennin, privé de neiges et de glaciers, ne connaît guère la « houille blanche » ou la « houille verte ».

Ce rapide exposé suffit pour donner une idée au moins approximative des ressources naturelles de l'Italie. En résumé, c'est un beau pays, qui offre à l'homme, sur ses 236.000 kilomètres carrés, des ressources abondantes et très variées. Aussi la population est-elle dense, bien que sa situation ne soit pas toujours prospère: elle dépasse 33 millions d'habitants. Si la France, par exemple, était aussi peuplée proportionnellement, elle aurait au moins 55 millions d'âmes. Rien ne saurait montrer de façon plus expressive la puissance de production de cette région, qui, mal exploitée dans la plus grande partie de son étendue, nourrit pourtant une telle masse humaine.

Avant de décrire l'état actuel de la nation italienne, nous devons, comme précédemment, caractériser brièvement les circonstances de son évolution sociale à travers l'histoire. C'est du reste une des plus frappantes et des plus curieuses qu'on puisse analyser, parce qu'elle est parmi les plus variées et les plus complexes.

II. — ORIGINES DE LA RACE

L'Italie a reçu successivement et trituré violemment, pour ainsi dire, une foule de peuples venus des quatre coins de l'horizon. Les premières constatations de l'histoire nous montrent sur son sol des Pélasges, établis surtout dans le Nord-Ouest, mais avançant d'année en année vers le Sud, par leur habituel et irrésistible procédé: l'essaimage agricole. Ils ont laissé çà et là les traces de leurs cités murées au moyen de blocs à peine dégrossis. C'étaient, là comme partout, des paysans renforcés, qui ne demandaient qu'à étendre paisiblement leurs labours. A côté d'eux, des Gaulois vinrent s'établir dans la partie supérieure de la vallée du Pô et, au-delà, dans les plaines accidentées et boisées de l'Ouest, au pied de la haute barrière des monts. Ils conservaient dans ces campagnes leur organisation en tribus guerrières, vivant du produit de leur bétail, des petites cultures faites par les femmes, de la chasse en forêt, du pillage. Dangereux voisins à coup sûr pour les paysans des plaines orientales, que

leurs murailles ne réussissaient pas toujours à protéger contre ces incorrigibles aventuriers. Le midi était occupé principalement par des peuples venus d'Afrique, des Berbères connus surtout sous le nom d'Étrusques, de Volsques, etc. dont l'origine était la même, mais dont les mœurs différaient selon qu'ils habitaient la montagne, ou la plaine. Nous avons eu déjà l'occasion de décrire en détail cette puissante race berbère [1], sortie des pasteurs caravaniers du désert si expansive, si vivace et cependant si peu apte à fonder des civilisations durables. A l'origine des temps historiques, la partie méridionale de l'Italie présentait certainement, au point de vue social, un aspect très analogue à celui que le Maroc nous offre actuellement. La culture avait pris dans les régions basses un certain développement sous la direction des commerçants établis sur les côtes, en des ports qui trafiquaient entre eux et probablement au-delà, vers l'Afrique et l'Espagne berbères, et vers les rives orientales de la Méditerranée. En outre, un élément également très actif intervint de bonne heure dans le même sens. Nous voulons parler des Grecs, qui fondèrent et développèrent un grand nombre de cités prospères comptant parfois plusieurs centaines de milliers d'habitants, qu'il fallait approvisionner. On s'explique ainsi comment, grâce à ce débouché à la fois si large et si riche, ces rivages marécageux purent être transformés en champs et en prairies. La richesse produite par ce double travail développa de part et d'autre une civilisation avancée, aujourd'hui bien connue. Nous n'avons pas à revenir sur celle des Grecs. Quant à celle des Étrusques, son idéal et ses modèles venaient évidemment des sources intellectuelles créées par la prospérité chaldéenne et égyptienne, ce qui s'explique par son origine berbère. Mais un danger permanent menaçait les campagnes et les cités maritimes tout comme les champs et les villes pélasges. Une partie de la population berbère était établie, tels les Samnites, sur les hautes terrasses et dans les vallons reculés de l'Apennin. Vivant en partie de guerre et de pillage, les tribus montagnardes trou-

1) Voir p. 65.

blaient sans cesse la sécurité de leurs voisins du bas pays. Et, en fait, au moment même où Rome commençait à compter parmi les cités d'Italie, les pâtres de l'Apennin méridional achevaient la ruine des villes côtières, déjà bien affaiblies d'ailleurs par leurs propres dissensions, et les terres basses, abandonnées à elles-mêmes, furent bientôt rendues aux marécages.

Ainsi, ces peuples de l'Italie primitive étaient différents par leur métier principal. Les uns pratiquaient surtout la guerre, les autres le pâturage, d'autres encore le commerce, d'autres enfin la culture. Ils présentaient toutefois un trait commun: tous vivaient sous le régime de la communauté de famille. Lorsque les Grecs arrivèrent dans la Péninsule, ils n'y apportèrent rien de nouveau, car ils étaient commerçants comme les Étrusques, et communautaires comme tous les Italiotes. Leur venue eut seulement pour effet d'activer le mouvement commercial et le développement de la richesse, sans produire aucune transformation sociale profonde.

Chacun sait qu'au milieu de cette bigarrure de peuples différents par la langue, les occupations, l'organisation politique et le degré de civilisation, un groupe, bien modeste au début, a peu à peu grandi au point d'absorber tous les autres d'abord, puis ensuite le monde antique presque entier. L'évolution particulière du peuple romain a été caractérisée de la façon la plus intéressante par MM. de Préville, Desmoulins et d'Azambuja dans la *Science sociale*[1]), mais elle fournit une leçon si frappante et si utile, que nous ne pouvons nous dispenser de la résumer ici. Le Latium, pays formé de petites plaines coupées par des chaînes de collines, et voisines du massif le plus élevé de l'Apennin, formait un ensemble favorable à la fois à la culture et à l'élevage du gros bétail. Celui-ci pouvait transhumer entre la montagne, munie de pâturages d'été, et la région humide du littoral, ou maremme, réserve d'hiver et de printemps. La plaine, formée d'une alluvion argileuse profonde, ne donnait au con-

[1]) Tomes XIII, XIV, XIX et XXXI. Voir aussi dans les tomes XXXV et XXXVI les études de M. P. Bureau, sur le droit de propriété à Rome.

traire qu'une petite quantité d'herbe, étant généralement trop noyée par les eaux stagnantes, ou trop sèche sous ce climat déjà chaud. Aussi semble-t-il que les familles pastorales d'origine berbère qui occupaient la région laissèrent volontiers les Pélasges s'installer dans la plaine en colons laboureurs, quitte à leur faire payer tribut en céréales. Ces colons étaient, d'après une tradition confirmée par les faits, d'une espèce particulière. Ils se présentent comme des gens sortis de la communauté pour des motifs plus ou moins avouables. Sans doute, les uns avaient échappé volontairement au despotisme patriarcal; mais il est vraisemblable que la plupart d'entre eux étaient des criminels et des bannis. Réfugiés sur ce coin de terre peu hospitalier, ils y apportaient leur habitude du métier agricole, une énergie surexitée par le besoin, et une indépendance personnelle complète, puisqu'ils avaient rompu avec leurs communautés d'origine. A force de travail, ces isolés, campés d'abord sur une colline, nettoyèrent et asséchèrent le sol, le mirent en culture et, grâce à sa fertilité, ils s'élevèrent jusqu'à l'aisance. Entre temps, ils avaient fait souche en enlevant violemment les filles de leurs voisins. Tant de labeurs, de dangers, et des conditions si spéciales firent des premiers Romains des hommes très différents de ceux qui les environnaient. Ce qui les distinguait surtout, c'est leur conception de la propriété foncière, qu'ils avaient faite individuelle; cette nouveauté leur donna une énergie, une tendance au progrès, un goût pour la culture et la propriété rurale, bien supérieurs à tout ce que l'on avait vu jusqu'alors. Au début, encore peu nombreux, mal approvisionnés et privés de bétail, absorbés par leur rude travail d'assainissement et de défrichement, ils acceptèrent le patronage de leurs voisins. Ils eurent des rois sabins et étrusques, qui apportèrent à Rome leurs richesses et firent de cette bourgade une véritable ville. Mais, avec le temps, les paysans pélasges devinrent assez nombreux et assez forts pour se libérer de cette sujétion. Avec la république, ils devinrent maîtres chez eux, grâce surtout à une solide milice organisée pour repousser les attaques des pâtres montagnards et pour acquérir de nouvelles terres. Ainsi s'ex-

ɿue la formation de Rome, abstraction faite des fables
ȩtiques inventées après coup par des historiens imagi-
ifs.

La race ainsi installée dans le Latium avait sur ses voi-
ɔs un avantage considérable. Adonnée à la culture d'une
nière intense, elle tenait ferme au sol défriché par son
ırt. On connaît assez, par l'histoire des premiers siècles
Rome, le type de paysans robustes, durs à l'ouvrage,
ıomes, avisés, rusés même, qu'étaient les vieux Romains.
ırs terres avaient coûté l'effort pénible, âpre et continu
plusieurs générations. Aussi, peut-on vraiment dire, pres-
: sans image, que le domaine du laboureur romain était
ɔndé à la fois de sa sueur et de son sang. Il est facile
ıaginer ce que devient la propriété dans de telles condi-
ıs: elle tient à l'homme autant que sa propre chair, et il
t le tuer ou le déporter pour l'en séparer. Cela explique
rquoi le droit de propriété prit de bonne heure à Rome
précision et un caractère individuel uniques dans l'his-
e de l'antiquité. Cependant, la tradition communautaire
lisparut pas tout à fait, comme l'atteste l'autorité si étendue
père de famille; celui-ci jouissait d'une initiative illi-
ée, mais il était porté à l'étouffer chez les siens, et ce fut
pour le patriciat romain une cause grave de faiblesse.
ıs cette circonstance, il se fût peut-être élevé à la formation
ticulariste. La propriété du sol était, en effet, devenue
rticulière entre les mains d'un possesseur qui pouvait en
poser librement, considérait la terre comme le premier
ʒ biens et comme la base nécessaire de sa situation dans
cité; on peut dire que la société romaine reposait avant
ıt sur le domaine rural et sur la culture. Ainsi se cons-
ıa le type du citoyen romain, d'abord paysan, puis pro-
étaire agriculteur, enfin patricien, sénateur et riche sei-
ıur foncier. Cet exemple, établi et continué par la classe
ɔérieure, donna le ton à l'éducation nationale, si bien
ɔ, durant des siècles, le Romain pauvre n'eut qu'une am-
on: acquérir lui aussi un domaine pour devenir dans
ɔlque coin de l'Italie, de la Gaule ou même de l'Afrique,
propriétaire aisé, honoré et influent. Tout le secret de

l'expansion latine est dans ce phénomène social, et rien ne saurait mieux prouver à quel point la culture et le goût de la vie rurale sont importants dans l'existence d'un peuple. Ils font réellement sa force, son principal ressort et sa véritable puissance, contre laquelle rien ne saurait prévaloir, et qui le relève de toutes les chutes, de toutes les dominations [1]). Les Pélasges grecs n'ont pas suivi la même marche que les Latins, parce qu'ils ont été dominés par les gens de la montagne, qui les ont entraînés vers la piraterie et le commerce maritime. Les Romains, au contraire, ont dominé la montagne et sont restés longtemps éloignés de la mer et du négoce. Les premiers ont fourni une carrière brillante, mais agitée et courte. L'action des seconds a été beaucoup plus étendue, plus profonde et plus solide. Mais, quoiqu'ils aient réussi à réduire au minimum l'influence de la formation communautaire, les Romains ne sont pas parvenus à s'en dégager tout à fait. Bien plus, lorsque l'extrême étendue des possessions de la République eut amené l'institution du proconsulat, on vit se produire une réaction contre les vieilles traditions romaines. La richesse mobilière, accumulée facilement par la prévarication et les exactions commises au dépens des nations voisines, l'emporta sur la propriété foncière. L'esprit de clan se développa dans une mesure inconnue jusqu'alors. Les rivalités et les luttes qui en résultèrent aboutirent à la création de l'Empire, et Rome devint une sorte de communauté nourrie aux frais de l'État, c'est-à-dire au dépens des provinces. De plus, les vrais citoyens romains se trouvèrent noyés dans la multitude de leurs sujets, lesquels étaient tous des communautaires renforcés. La formation primitive reprit ainsi le dessus et modifia profondément la constitution de Rome, son Droit privé et son Droit public. Elle devint une Monarchie centralisée à la manière des Empires asiatiques et périt comme eux sous le poids d'une

[1]) Voir dans notre tome II le tableau résumé de l'histoire de la race anglo-saxonne. On y trouvera une confirmation bien instructive du sens que nous donnons à l'évolution du peuple romain.

administration gigantesque et despotique, exigeant une fiscalité épuisante.

Après le morcellement de l'Empire, on voit arriver en Italie plusieurs invasions successives: Germains, Huns, etc. Certaines laissent dans la Péninsule une nouvelle couche ethnique. Mais cet apport de communautaires du Nord ou de l'Orient ne pouvait rien changer à la formation sociale des Latins[1]), il eut seulement pour effet une modification tout extérieure des mœurs, qui perdirent en partie leur raffinement acquis pendant la période brillante de la puissance romaine. Ce recul ne fut pas, d'ailleurs, de longue durée. Dès le VIIme siècle, les Italiens commençaient déjà à sortir de l'effacement et de la médiocrité dans lesquels le pays avait été replongé par la domination des barbares. Toutefois, ce ne fut pas l'ancienne évolution agricole qui reprit son cours, mais la nouvelle, qui se continua en poussant au développement du commerce plutôt qu'à celui de la culture. Ce fait est dû à deux causes principales.

En premier lieu, les gens venus du Nord, qui jouaient désormais le rôle de classe supérieure, étaient bien loin d'avoir pour la propriété et la culture du sol le même goût que les vieux Romains. Devenus propriétaires au détriment des vaincus, ils se bornaient en général à tirer parti de leurs domaines par le moyen du servage perpétuel, qui touchait de bien près à l'esclavage. Ce qui les attirait surtout, c'était soit les charges publiques, soit le commerce. Ils se portèrent vers celui-ci avec un empressement d'autant plus marqué, que la seconde cause, dont nous allons parler, intervint bientôt pour les y pousser.

En deuxième lieu, l'occident de l'Europe était alors en pleine période de progrès, grâce à l'extension de la culture sous le régime de la vraie féodalité, celle qui poussait à l'émancipation des masses rurales au lieu de les maintenir indéfiniment dans une demi-servitude. Ensuite, l'Empire d'Orient, malgré l'agitation de sa vie publique, développait une activité commerciale considérable. En même temps, les Arabes

[1]) Nous reviendrons plus amplement sur ce point dans notre tome II.

et les Berbères se rendaient maîtres du nord de l'Afrique et de l'Espagne, pendant que leurs corsaires écumaient la Méditerranée. Les villes maritimes italiennes, profitant de leur position intermédiaire, se transformèrent en entrepôts et en ateliers de fabrication. Leurs flottes, tenant en respect les pirates africains, organisèrent les transports, cela avec d'autant plus de succès, que les routes continentales entre le Bosphore et l'Occident se trouvaient souvent barrées par les luttes incessantes dont la vallée du Danube a été le théâtre pendant toute une série de siècles, depuis l'époque d'Attila jusqu'à celle de Saint Étienne. Les Italiens furent ainsi lancés dans la même voie que les anciens Grecs, c'est-à-dire que le commerce devint l'élément principal de leur activité. La même cause ne tarda pas à produire des effets identiques: les cités enrichies par le négoce, gouvernées par des oligarchies recrutées parmi les familles riches, ne manquèrent pas de pousser leurs rivalités économiques jusqu'à la guerre et à la destruction de leurs flottes et des villes elles-mêmes. Dans cette lutte acharnée, Venise eut le dernier mot [1]). Mais sous l'influence de l'esprit communautaire, secondé par les effets du commerce, les luttes de clans prirent à Venise une âpreté, une violence qui amenèrent la chute de cette République après avoir largement contribué à la ruine des autres. Bien des vicissitudes politiques avaient troublé l'Italie pendant cette période qui va du VIme au XVme siècle. Grâce à sa structure géographique et à la disparition d'une puissance centrale assez forte pour maintenir l'unité, la Péninsule s'était de nouveau fragmentée en petits États. Au XIme siècle, des chevaliers normands avaient implanté dans les deux Siciles une ébauche de la féodalité occidentale et développé à nouveau la culture sur une assez large échelle. Mais bientôt désorganisés par la vie facile et urbaine que l'on menait en cette région, ils n'eurent qu'une éphémère influence, et, cette fois encore, l'art pastoral reprit la première place au détri-

[1]) Dans son livre: *Histoire de la Formation particulariste*, Henri de Tourville a fait un saisissant tableau de l'évolution des républiques marchandes italiennes et, spécialement, de Venise.

ment des champs cultivés[1]). Plus tard, la chevalerie des croisades, en traversant la Péninsule, n'y apporta que le spectacle de sa décadence sociale. L'Italie resta donc entièrement livrée à l'action d'une aristocratie enrichie par le commerce, exclusivement urbaine, et qui, maîtresse du sol, exploitait le paysan serf, mais non pas la terre.

Lorsque la Péninsule devint le champ de bataille de l'Europe au début de la lutte entre les Maisons de France et d'Autriche, ce fut l'occasion pour elle d'une nouvelle chute. Le succès de son commerce lui avait au moins apporté l'opulence, dont toutes les classes de la population profitaient, même les ouvriers et les paysans, quoique leur part fût fort réduite par l'oppression aristocratique. L'excès de la richesse chez les familles de la classe supérieure avait produit à la fois la corruption des mœurs et une renaissance brillante des arts, des lettres et des sciences. Les dévastations et les pertes causées par la guerre, puis la domination successive de l'Espagne et de l'Autriche, mais surtout la première, ruinèrent en grande partie la prospérité des États italiens. De plus, le centre et le courant principal du commerce s'était déplacé vers l'Occident. De même que l'Italie avait hérité de la Grèce, la Péninsule ibérique succédait à l'Italie et devait bientôt partager ses profits avec la Hollande, l'Angleterre et les autres nations maritimes de l'Occident. Le déclin du négoce obligea l'aristocratie italienne à faire un retour au moins partiel vers l'agriculture, non pas que les grandes familles eussent l'idée de prendre en personne la direction des immenses domaines qu'elles avaient constitués par des moyens variés; une tradition bien des fois séculaire les éloignait absolument de la vie rurale. Elles s'appliquèrent plutôt, au moins dans certaines régions, à exécuter des travaux d'une grande utilité et, par conséquent, très productifs. Nous citerons, par exemple, les canaux d'irrigation qui distribuent dans la basse Lombardie les eaux fertilisantes du Tessin, de l'Adda, du Mincio, etc. Certains ont été creusés par l'État, mais d'autres le furent par de

[1]) Cf. LENORMANT, *Voyage dans l'Italie méridionale*, vol. 5.

grandes familles, qui tiraient de la distribution des eaux des revenus importants. Aujourd'hui encore, plusieurs de ces canaux appartiennent à des particuliers. Ailleurs, d'autres travaux de ce genre ont été exécutés de la même manière. En revanche, de vastes terrains de labour, accaparés à la faveur des circonstances politiques, sont retombés en friche et forment des pâtures dont l'exploitation a, pour les propriétaires, l'avantage de n'exiger que très peu de soins. Tel a été le sort de la Campagne romaine elle-même.

A la fin du XVIIIme siècle, l'Italie demeurait assoupie sous le poids de ce douloureux passé. Le midi végétait sous le despotisme borné des Bourbons espagnols; le nord était partagé entre des souverainetés multiples et différentes par leurs tendances et leurs institutions. L'Autriche avait des archiducs en Toscane, la Maison de Savoie régnait à Turin, la papauté gouvernait l'Italie centrale, Venise et Gênes avaient pu conserver leur autonomie. Presque partout l'apathie sociale et la tyrannie politique régnaient côte à côte, le peuple italien vivait de pain noir et de souvenirs. La conquête française secoua cette torpeur et laissa à la classe moyenne l'idée et le désir de la liberté, de l'unité et du progrès; mais elle était trop désorganisée, à côté d'une classe ouvrière trop pauvre, trop ignorante et trop abaissée, pour agir seule et libérer sa patrie dans un élan spontané et général. De 1814 à 1859, la Péninsule retomba dans la division et dans la sujétion. Pourtant, cette époque ne fut pas perdue pour elle. Les princes de la Maison de Savoie, fortement installés dans le Piémont, déjà grandis, ambitieux, actifs, fins politiques, appuyés sur le groupe italien le plus énergique, le plus compact, continuaient leur marche en avant. Un progrès sensible portait la bourgeoisie vers les études techniques; des étrangers, des Suisses et des Français surtout, organisaient la grande industrie dans le nord, entraînant à leur suite un bon nombre d'Italiens. La culture tira de ce mouvement un sérieux avantage et réalisa aussi quelques progrès, au moins dans la région septentrionale. Mais, dans son ensemble la nation demeurait incertaine, apathique et divisée. Il fallut l'intervention étrangère et les combinaisons de la politique

ıationale pour amener les crises finales, c'est-à-dire la
e de 1859 et la prise de Rome en 1870.
epuis cette époque, il n'y a plus qu'une Italie politique,
la différence économique et sociale subsiste entre le
et le sud, parce qu'elle est gravée par la nature en traits
ıçables. D'une façon générale, la race a gardé l'empreinte
icissitudes qui l'ont agitée si rudement et sans inter-
on pendant trente siècles. Elle est trop exclusivement
ne; la classe supérieure est trop détachée du sol et
ut de son exploitation, trop oisive, ou trop portée vers
ırrières libérales et les fonctions publiques; la propriété
op souvent mal répartie; la tendance générale est trop
ıunautaire; les pouvoirs publics ont une action beaucoup
forte et trop étendue au détriment de l'initiative privée.
tout cela se fait sentir plus fortement dans le midi
lans le nord. Ici, le vieil esprit romain paraît sommeiller
e et soutenir l'énergie de la race; là-bas on pourrait
e que le génie berbère et grec a résisté à tous les
ments, à toutes les dominations, et que, entretenu au
des âmes par une nature douce et généreuse, il écarte
e la race de tous les travaux absorbants et rudes, pour
usser vers l'existence facile et les labeurs légers. C'est
ue nous allons constater par l'étude attentive de la
tion sociale et économique actuelle. Mais auparavant,
voudrions traiter, au moins d'une façon sommaire,
ıestion du rôle social de la religion chrétienne. Il est
el de l'aborder en parlant de l'Italie, dont la capitale
oujours la métropole du monde catholique, en dépit
us les événements et de toutes les oppositions.

III — L'ÉGLISE ROMAINE.

'Église chrétienne a joué dans l'histoire de l'Italie et
ıonde un rôle trop considérable pour que nous puissions
dispenser de caractériser brièvement son action, ainsi
ıous l'avons fait déjà pour d'autres religions importantes
le nombre de leurs adeptes. Ces religions présentaient

un caractère particulier et bien tranché, que nous avons aisément reconnu: elles sont étroitement liées à un certain ordre social qui les a engendrées, et sur lequel elles ont ensuite exercé une certaine action organisatrice. Ainsi, le brahmanisme consacre et conserve le régime des castes; le bouddhisme lamaïque a fondé et entretient une aristocratie et un régime politique; l'islamisme fournit aux vrais croyants un code presque complet de législation civile; le culte des ancêtres est le ciment indestructible de la famille chinoise. L'orthodoxie grecque elle-même, en se séparant du tronc primitif du christianisme et en s'ossifiant dans une forme rituelle très minutieuse, a pris dans une grande mesure ce caractère auxiliaire, et il est devenu le soutien le plus ferme du tsarisme autocratique. De son côté, le protestantisme s'est placé à peu près dans la même situation, bien que les circonstances soient différentes. A un moment donné, le clergé catholique avait été corrompu par l'excès de son influence politique et de sa prospérité matérielle. Ce fait amena un légitime mouvement de réaction chez certains prêtres et chez un grand nombre de fidèles. Mais, au lieu de se borner à la question de discipline, les protestataires se laissèrent entraîner beaucoup plus loin. Leurs théologiens s'attaquèrent au dogme, et certains dignitaires ecclésiastiques, tentés par l'ambition, s'emparèrent d'une manière définitive et héréditaire des biens qui leur avaient été conférés par l'Église à titre temporaire. Le premier fait donna à la Réforme beaucoup de partisans parmi les populations à formation particulariste, parce qu'il répondait bien à l'esprit d'indépendance des familles de ce type, en face d'un clergé d'autant plus exigeant et tyrannique qu'il se montrait à ce moment moins exemplaire et moins digne. Le second fait fournit au mouvement la direction politique et militaire nécessaire pour résister à la répression dont on le menaçait. Qu'est-il résulté de tout cela? Le protestantisme, privé d'une direction unique, s'est morcelé en une infinité de subdivisions. Les unes se sont placées sous la dépendance de l'État: telle l'Église d'Angleterre, pour ne citer que celle-là.

Les autres ont versé souvent, ou bien dans un piétisme

rigoureux, ou bien dans un rationalisme qui les réduit au rôle de simples écoles de morale. Dans tous les cas, la Réforme est demeurée localisée parmi les peuples fortement organisés et même plus spécialement dans les familles solidement constituées, parce que l'insuffisance de ses rites et le rôle réduit de son clergé rendent nécessaire l'action religieuse du père de famille; si elle fait défaut, la religion disparaît presque forcément. De là l'insuccès bien constaté du protestantisme parmi les populations désorganisées, qui, au contraire, conservent le catholicisme, lequel leur rend au moins le service d'atténuer les effets de leur décadence. Ainsi, le culte réformé s'est spécialisé; il dépend d'une formation sociale et bien souvent il est lié à un pouvoir politique. Enfin il est divisé et varié à l'infini. Ce sont là des inconvénients graves, qui réduisent à la fois sa force d'expansion et sa portée morale.

Toutes les religions dont nous venons de parler se sont localisées. Elles ne peuvent en effet s'étendre que sur des peuples dominés par une même formation sociale. Les autres ne les comprennent pas et les repoussent comme radicalement contraires à leurs coutumes et à leur organisation traditionnelle. Un Chinois ne comprend rien à la caste ni au brahmanisme; un Hindou ne consent pas facilement, au contraire, à renoncer à ses préjugés de caste, pour adopter la fraternité mahométane. Un sectateur de l'Islam repousse avec mépris la théorie de la réincarnation bouddhique et le gouvernement des prêtres. Aucune de ces croyances ne présente un caractère d'application universelle. Elles se rattachent donc à un type social, à un groupe humain, à une région, dont elles ne sortent pas. En revanche, elles s'y conservent avec une persistance remarquable.

Cette solidité d'un culte souvent puéril ou barbare provient de la même circonstance: lié à la formation sociale, il dure autant qu'elle. Or, ces religions sont celles des peuples communautaires de l'Orient, et nous avons constaté que cette formation est la plus stable que l'on puisse imaginer. Non seulement les populations communautaires tiennent à leur religion locale parce qu'elle répond aux particularités de

leur état social, mais encore parce qu'elles ne se prêtent volontiers à aucun changement[1]). Pour qu'une religion nouvelle réussisse à les pénétrer, il faut qu'elle leur offre un corps de doctrine mieux adapté encore que l'ancien à leurs idées traditionnelles, ou tout au moins à leurs besoins du moment. Ainsi, le christianisme s'est introduit à une certaine époque au Japon, parce qu'il apportait aux classes dépendantes, écrasées d'impôts et de redevances, mal soutenues par une communauté réduite et ébranlée, des notions précises de justice, de charité, de relèvement moral. Du reste, le même phénomène ne s'était-il pas produit à l'aurore de l'époque chrétienne? Le Messie n'avait-il pas été le soutien et le défenseur des faibles et des opprimés, c'est-à-dire d'une foule immense répandue dans toutes les provinces de l'Empire? L'expansion rapide du culte nouveau fut visiblement une réaction contre l'oppression proconsulaire et l'âpre fiscalité de la bureaucratie impériale. Le terrain était du reste d'autant plus propice, que le formidable tourbillon de la conquête latine avait en quelque sorte mélangé tous les peuples et dispersé partout une multitude de déracinés et d'isolés. L'Église offrait à ses communautaires désemparés une association protectrice et une foi consolante; ils adhérèrent en masse à l'une et à l'autre. On peut dire que la dislocation de la communauté en Occident a facilité et assuré le succès et l'extension du catholicisme, indépendamment du caractère élevé de sa doctrine. Ce qui le prouve bien, c'est l'impuissance actuelle des missions à entamer le monde oriental encore organisé. Le christianisme ne se propage avec quelque facilité dans cette direction que parmi les populations sauvages, chez lesquelles l'organisation familiale n'existe plus qu'à l'état rudimentaire. Mais ce sont là pour la religion de tristes conquêtes.

[1]) Est-il besoin de dire que si les particularistes restent attachés à un culte localisé, une Église protestante par exemple, c'est pour un motif diamétralement opposé? Ce culte répond à leurs idées d'indépendance personnelle, et ils le maintiennent par leur propre initiative, principalement sous la forme d'un culte familial volontairement rattaché à une association libre, ou à une Église officielle, selon le cas.

qui exigent des efforts considérables et soutenus, pour un résultat médiocre. En effet, la loi morale a peu de prise sur les individus non préparés par l'éducation. Sans doute, le missionnaire se console de ses déboires à ce point de vue, en pensant que du moins il a réalisé la partie purement spirituelle de sa tâche, par l'extension du dogme essentiel et du baptême. Mais il n'a pas la satisfaction de se sentir sur le terrain d'une foi solide, profonde et éclairée.

Lorsque la propagande est portée chez des peuples préparés au progrès et à l'action personnelle par l'éducation particulariste, le résultat est bien différent. La foi répandue dans les âmes y est enracinée par une acceptation raisonnée, par une conviction éclairée et réfléchie, par un sentiment tout personnel, qui ne dépend ni d'une influence extérieure, ni d'une pression traditionnelle. Dans un tel milieu, en matière religieuse comme en toute autre, le particulier agit beaucoup par lui-même, et l'Église devient une vigoureuse association, dont l'autorité s'impose sans violence et s'étend en dehors de toute action de l'État. Tel a été le cas, par exemple, aux États-Unis. Ils ont été fondés par des colons protestants; leurs populations se sont recrutées parmi des groupes appartenant surtout au culte réformé. Cependant on y trouve aujourd'hui près de 80 diocèses catholiques, fondés, développés et soutenus uniquement avec le concours des fidèles.

Ceci nous amène à cette première et importante constatation, que le christianisme se place en dehors et au-dessus de toutes les formations sociales. Il peut, dans une certaines mesure, souffrir de leurs faiblesses, de leur esprit de routine, ou profiter de leur vigueur et de leur tendance au progrès. Mais rien ne l'oblige à se plier aux détails de leurs coutumes, ni à subir l'influence de leur organisation traditionnelle. Ainsi, la religion ne se préoccupe, en principe, ni de l'organisation du travail, ni de la forme de la propriété, ni du type social de la famille; il lui suffit que, dans ces divers éléments de la vie sociale, elle puisse librement faire pénétrer l'influence de la loi morale, avec l'enseignement de ses principes dogmatiques. Cet avantage immense lui vient en premier lieu de la parfaite pureté de son dogme, qui l'élève au-dessus des

préoccupations matérielles de la vie courante. Il résulte aussi du sens supérieur de sa doctrine, qui repose sur les règles morales les plus évidentes et les plus nécessaires pour assurer à n'importe quel peuple l'ordre et la paix[1]). C'est là précisément ce qui différencie le catholicisme des autres religions et lui permet de s'accommoder de toutes les institutions, de tous les régimes sociaux, sans se laisser dominer par aucun. C'est pour cela aussi qu'on ne saurait rendre la religion catholique responsable d'un état social donné. Elle peut sans doute contribuer à les soutenir tous, à titre de force morale. Elle peut même les soulager efficacement dans leurs défaillances; c'est ainsi que, chez les peuples désorganisés, on voit fleurir avec une inépuisable richesse les œuvres religieuses de charité, d'éducation et de relèvement. Plus la désorganisation est profonde, et plus les efforts inspirés par le sentiment chrétien pour en atténuer les effets sont multipliés et persévérants. Mais la religion, qui intervient ainsi pour susciter les dévouements et répandre l'esprit de solidarité, n'a nullement créé l'état social ambiant. Cet état est la résultante d'une série de circonstances qui peuvent se produire indépendamment de toute croyance religieuse; ce que nous avons exposé précédemment en fournit la preuve évidente.

Nous devons faire maintenant une constatation, non moins importante, qui se formule ainsi: l'Église doit éviter de se lier au pouvoir politique, qui ne manque jamais alors de la mettre sous sa dépendance.

A ses débuts, le christianisme eut à traverser trois siècles de difficultés et d'épreuves. Non seulement il ne pouvait pas compter sur le concours de l'État, mais encore il l'avait contre lui. Cependant, en dépit des prohibitions et des supplices, l'Église non seulement survécut, mais encore prospéra et s'étendit avec une irrésistible puissance. Aussitôt qu'ils virent sur le trône impérial un de leurs adeptes, les chefs de la chrétienté crurent utile d'employer son pouvoir dans l'intérêt de la religion. Le résultat fut que Constantin pré-

[1]) Ce fait a conduit Le Play à donner au Décalogue une grande place dans sa conception de l'ordre social.

tendit s'immiscer dans le gouvernement de l'Église et qu'il fallut la défendre contre ses empiètements. Plus tard, les successeurs de Pierre s'appliquèrent de même à se concilier la bienveillance et l'appui des grands princes, en leur conférant le prestige de la consécration religieuse; presque toujours cette association tourna mal pour l'Église, souvent menacée dans sa liberté intérieure et jusque dans son dogme. Cette opposition alla même jusqu'à la guerre ouverte, lors de la lutte fameuse entre le Sacerdoce et le Saint-Empire, suscitée par la querelle des investitures. Les empereurs prétendaient s'arroger le droit de nomination aux fonctions ecclésiastiques, afin d'en faire de simples emplois administratifs, et par la suite, il en a toujours été de même; les gouvernements et les partis voyant en l'Église un instrument de règne, ou un adversaire, selon le cas, ont tous émis la prétention, quand ils se sentaient assez forts, d'accaparer son influence à leur profit, en la subordonnant et en la compromettant. Or, l'Église n'a pas plus d'opinion politique que de préférence sociale; comme elle est de tous les temps, de tous les pays, de toutes les races, elle est de tous les régimes, puisque son Dieu est celui de tous les hommes. L'assujettir à un gouvernement, à un régime, à un parti, c'est évidemment la rabaisser et écourter son rôle. Voilà ce qu'on oublie trop souvent, même parmi le clergé.

Cela éclaire d'une manière intéressante la question si délicate des rapports du Saint-Siège avec le gouvernement italien. A une certaine époque, la Papauté s'est constitué un domaine temporel assez étendu pour former un petit État. Elle y voyait évidemment une garantie de sécurité et d'indépendance dans le sens précisément que nous venons d'indiquer. Mais les événements ont prouvé que cette combinaison ne répondait nullement au but visé. En effet, les États pontificaux étaient beaucoup trop faibles pour fournir une réelle sauvegarde contre les attaques à main armée; du reste, il ne convient point au pontife d'une religion de paix et d'amour de se conduire en simple prince séculier. Aussi, le territoire pontifical fut-il toujours, en réalité, une source de difficultés et de déboires bien plus qu'une sauve-

garde. Son administration temporelle, d'abord, causait des soucis et des embarras qui ne firent que croître avec le temps. Ensuite, ce même territoire était l'objet de vives convoitises, de menaces presque continuelles. Cela obligeait la Papauté à des transactions, à des alliances, à des compromissions qui tournaient en général à son détriment et, surtout, nuisaient à son influence morale. Enfin, en 1870, la crise finale survint, enlevant au pape son patrimoine territorial et son pouvoir politique. En a-t-il été diminué? Les faits actuels prouvent que non. Jamais le pape n'a joui d'une considération plus haute, ni d'une influence plus respectée. La Papauté a pu voir à certaines époques une action temporelle plus marquée, ce qui était hors de ses attributions; jamais elle n'a exercé une action religieuse et morale plus forte et mieux reconnue. Et c'est là précisément son vrai domaine. Elle n'a donc rien à regretter, au contraire; mais elle doit se garder toujours des pressions qui la menacent dans le but d'exploiter son influence. Toute la difficulté de sa politique vient de cette nécessité capitale, et ce n'est pas là un facile problème. Il faut pour le résoudre au jour le jour toute l'expérience d'une vie rompue au gouvernement des âmes et toute la finesse d'un esprit italien.

En résumé, l'Église poursuit à travers les temps, et à côté des formes sociales ou politiques changeantes, une œuvre indépendante et supérieure, qui consiste à conduire les hommes, par le chemin de la discipline morale, de la vertu et de l'observance religieuse, vers leur fin spirituelle et supra-terrestre. C'est là ce qui lui donne vraiment un caractère divin. Si elle venait, au contraire, à subir l'empreinte de telle ou de telle formation sociale, à se subordonner à un pouvoir temporel, elle s'abaisserait à des vues terrestres et deviendrait une religion localisée comme les autres. En même temps elle se scindrait en branches distinctes qui s'adapteraient aux circonstances sociales du lieu, comme l'ont fait le culte orthodoxe et le protestantisme. Cela détruirait sa constitution et affaiblirait singulièrement son influence. Aussi, pour éviter une pareille dispersion, doit-elle rester neutre

dans les questions de pure organisation sociale ou politique et ne se prononcer que sur les points dogmatiques, sur les principes généraux d'ordre moral, ainsi que sur sa propre discipline intérieure. Son universalité est à ce prix; elle est étroitement liée à son indépendance. En essayant de tenir les individus par l'intermédiaire des pouvoirs publics, plutôt que par la force persuasive de l'exemple et de la doctrine, l'Église ferait fausse route. Il ne faut pas oublier que les gouvernements ne sont pas autre chose que des communautés. Tout ce qui s'y rattache doit se fondre en eux et travailler docilement pour leur compte, c'est-à-dire pour des intérêts qui n'ont rien à voir avec la vie religieuse. Et toute corporation rattachée à l'État, qui refuse de le servir aveuglément, est considérée et traitée par lui en rebelle et en adversaire. Il serait aisé de le prouver par de nombreux exemples empruntés à l'histoire de l'Occident pendant les trois derniers siècles. Nous concluons donc en disant que l'Église doit être avant tout une immense association de bien public, toujours prête à s'accommoder à toutes les formes sociales, à vivre côte à côte avec tous les régimes politiques, pourvu qu'on lui laisse la liberté de remplir sa mission et de s'organiser dans ce but. Telle est sa manière de faire dans les pays les plus avancés, où, sous les garanties ordinaires de la personnalité civile et du droit commun, elle occupe une place honorée et respectée [1]).

[1]) N'est-ce pas d'ailleurs sous l'empire de cette préoccupation que l'Église a donné à son clergé une organisation si exceptionnelle, si anormale? Elle a voulu le soustraire aux liens ordinaires de la vie sociale, précisément parce que son action est en dehors et au-dessus de cette vie. Aussi le prêtre qui, comme tel, prétend imposer son intervention dans le domaine des faits purement sociaux et politiques, sort-il de sa fonction et compromet-il son caractère au détriment de la religion.

D'autre part, le prêtre a un grand intérêt à connaître et à comprendre les lois sociales, car elles sont de nature à le guider utilement dans sa manière d'être vis-à-vis de la population qui l'entoure. Par la connaissance de ces lois, il apprendra en quelque sorte à manier les esprits dans l'intérêt de la religion, et cela d'après leur formation traditionnelle. Bien comprendre la constitution sociale d'un groupe humain, c'est acquérir vis-à-vis de lui

IV. — LA CULTURE

Nous abordons maintenant l'étude de l'Italie contemporaine, en commençant par la région septentrionale, qui est la plus dégagée de la communauté et la plus active.

L'Italie du Nord, à laquelle il faut joindre une partie des terres accidentées, située sur l'Apennin central est la plus vaste et la plus peuplée. Très variée dans ses aspects et dans ses productions, elle donne aussi naissance à des phénomènes sociaux divers. Nous les décrirons rapidement en partant des hautes terres alpines.

L'énorme massif qui isole la Péninsule et la rejette en quelque sorte vers le Midi, s'abaisse de ce côté en pentes abruptes coupées de petits plateaux, de vallons et de vallées étroites, véritables failles bordées de hauts sommets. Dans cette partie du pays, on distingue déjà trois zones différentes. La plus élevée, qui confine aux sommets dénudés ou glacés, n'est utilisable que comme pâturages d'été. Les alpages sont restés le plus souvent à l'état de propriété commune; les habitants des villages, tapis dans les vallons de la zone suivante, y font paître leurs animaux, mais on y voit surtout des troupeaux de gros bétail appartenant à des propriétaires de la plaine, envoyés en transhumance moyennant loyer. Cet élevage, avec son alimentation irrégulière, ses longs et fatigants parcours, donne d'ailleurs des résultats assez médiocres. C'est donc une ressource pour les budgets communaux plus encore peut-être que pour les particuliers, qui en tirent cependant l'avantage de payer des taxes locales moins lourdes. Au-dessous apparaissent les bois, aujourd'hui trop appauvris, où, après les sapins, on trouve le chêne, puis le châtaignier.

une réelle supériorité, puisqu'on aperçoit clairement son fort et son faible.

Ajoutons que, à titre privé et comme observateur averti et instruit, le prêtre peut rendre d'immenses services en propageant des notions scientifiques précises et des idées pratiques touchant les questions d'organisation sociale. L'autorité personnelle acquise à ce point de vue ne peut que servir l'intérêt religieux.

précieuse ressource pour les montagnards. Ceux-ci sont groupés en villages dont les maisons se serrent les unes contre les autres et s'élèvent en hauteur, abritant en général, dans leurs divers étages, des ménages appartenant à une même famille. On reconnait là l'influence persistante de la communauté dans ce milieu si peu favorable aux entreprises individuelles. Pourtant, la famille communautaire est presque partout rompue, ne laissant que quelques traditions et une tendance générale à la routine. Celle-ci est combattue toutefois par deux circonstances irrésistibles. D'abord la pauvreté du lieu oblige les populations à des efforts assez énergiques pour se tirer d'affaire. Pour arriver à pratiquer un peu la culture dans les endroits les plus favorables, il faut constituer souvent de petites terrasses au moyen de murs en pierres sèches et de terres rapportées. Ces coins de champs se cultivent à la bêche, c'est-à-dire par un travail long et pénible. C'est ainsi qu'on trouve à des altitudes invraisemblables des lopins de vigne dont le fruit mûrit à l'abri d'un pan de rocher et grâce à des soins minutieux. Néanmoins, la montagne n'est pas assez productive pour nourrir tous ses enfants, et beaucoup d'entre eux vont gagner leur vie au dehors comme émigrants temporaires, principalement comme ouvriers du bâtiment. Dans les grandes villes des contrées environnantes, ils portent leurs habitudes laborieuses et économes, puis reviennent au pays pour l'hiver, avec un pécule et aussi avec des idées nouvelles, en sorte que ces gens constituent une population demi-rurale et demi-urbaine qui compte parmi les plus solides et les plus avisées du continent. Beaucoup d'émigrants piémontais ou lombards, de cette catégorie, deviennent patrons entrepreneurs et font fortune. Les autres se ménagent au moins dans leurs villages une aisance que le pays ne saurait leur fournir à lui seul. Il y a là aussi, pour l'industrie italienne, une réserve de main-d'œuvre énergique et intelligente.

La troisième zone alpine est formée par les dernières croupes de la chaîne et par la partie basse des vallées. Ici, le climat est beaucoup plus favorable et les terrains cultivables s'élargissent, tout en laissant encore une belle

place aux prairies et à la forêt. L'herbe est entretenue par les pluies abondantes dues à la condensation opérée par les montagnes. Les bois occupent les pentes abruptes et les combes: ils devraient aussi couvrir les sommets des contreforts qui s'avancent au loin dans la plaine, mais une destruction aveugle les a éclaircis, et les eaux ont mis le rocher à nu. Il résulte de tout cela une complication générale des faits sociaux. La propriété communale se réduit peu à peu et disparaît avec les forêts et les pâtures, ou à peu près. La petite propriété paysanne se maintient sur les parties déclives où elle entretient laborieusement ses champs en terrasses, la moyenne propriété apparaît dans les fonds, où elle groupe de vastes prairies et des terres de labour. C'est là que descendent en hiver les troupeaux après l'alpage: Ces domaines sont rarement administrés par leurs propriétaires: on les divise en fermes qui se louent avantageusement dans ce pays, où les centres urbains consomment une quantité considérable de produits agricoles.

Cette région qui s'étend comme une vaste bande accidentée, découpée et déroulée au pied des Alpes, présente un aspect remarquable de prospérité, avec ses prairies, ses champs, ses arbres fruitiers et ses vignes. Les mûriers y constituent une véritable forêt et nourrissent une grande quantité de vers à soie dont les cocons sont très estimés. Elle est parsemée de villes importantes: Turin, Milan, Brescia et d'autres encore, et d'usines qui utilisent la force motrice des torrents au moment même où ils vont gagner la plaine. Elle forme ainsi une zone très active, très prospère, très favorisée par la nature, mais d'une étendue assez restreinte comparativement au reste du Royaume. Les paysans dont le domaine trop étroit ne peut nourrir une famille nombreuse fournissent une main-d'œuvre robuste; c'est de là que sortent en grand nombre les moissonneurs de la plaine et les solides terrassiers qu'on retrouve sur presque tous les grands chantiers de travaux publics. Les propriétés d'agrément qui se pressent dans cette région si pittoresque leur procurent du travail, assez mal payé d'ailleurs.

Plus bas encore, on rencontre la plaine lombarde, large-

ment arrosée par le Pô et ses nombreux affluents. Le sol d'alluvions est gras et fertile, mais certaines parties sont facilement inondées, tandis que d'autres émergent trop et restent relativement sèches. Par un travail immense qui dure depuis de longs siècles, les eaux abondantes de la région ont été pour ainsi dire disciplinées à l'usage de la culture, qui, en même temps, s'attachait à niveler le sol en le disposant par plans successifs, de manière à ne laisser aucune parcelle sans arrosage. Des canaux de diverses grandeurs, ramifiés à l'infini, distribuent partout l'irrigation et la fécondité. Avec le temps, l'usage des eaux a donné lieu à l'élaboration graduelle de tout un code de lois et de règlements, indispensables pour assurer le respect des droits de chacun. Le plus souvent les canaux ont été construits par l'État, par les communes, par des compagnies ou par de riches particuliers, en vertu de concessions, et les agriculteurs payent en proportion de leurs besoins. Sous l'influence combinée de ce sol fertile, de l'arrosage abondant, du climat chaud, du travail, on obtient une production d'une abondance extraordinaire. Les prairies alternent avec les rizières, les chenevières, les champs de maïs avec les pièces de blé, d'avoine, de légumineuses, de tabac, ou de racines. Le bétail est abondant, et l'on fabrique en grande quantité un fromage estimé. En un mot, cette belle contrée est une des plus productives de l'Europe.

Par une loi sociale et économique à la fois, la grande propriété se développe toujours dans les plaines fertiles, en refoulant la petite propriété paysanne vers les terres accidentées ou maigres. Il en est ainsi, à part quelques exceptions fortuites, parce que l'effort de la grande culture n'est fructueux que sur les terrains fertiles, étendus, productifs. Les autres exigent un travail trop considérable et trop minutieux, dont les frais ne sont pas compensés par le produit. Cela est si vrai que, là où des circonstances particulières ont fait prévaloir la grande propriété sur des terrains difficiles ou pauvres, le possesseur se garde bien de les exploiter. Il ne trouve pas non plus de gros fermiers, disposés à risquer leurs capitaux, et il est obligé de les louer à de petits exploi-

tants, métayers ou paysans, qui s'en tirent à force de labeur personnel et d'économie. La plaine lombarde n'a pas échappé à l'influence de cette loi. Elle est divisée en vastes domaines, subdivisés eux-mêmes en grandes fermes dont la contenance descend rarement au-dessous de 100 hectares et dépasse parfois 500. Aussi le pays est-il relativement désert. Les villages y sont rares et les villes se sont presque toutes alignées le long des cours d'eau. De grosses fermes sont dispersées çà et là, abritant tout leur personnel ordinaire. Au moment de la moisson, des équipes de travailleurs descendent du haut pays, et comme ils s'offrent en grand nombre, leurs salaires se maintiennent à un taux assez faible. La saison n'en est pas moins pour eux un moyen précieux de compléter les minces ressources de leur pauvre pays [1]). On conçoit que pour mener de telles fermes, il faut posséder, avec l'intelligence du métier agricole, une capacité déjà marquée et des capitaux importants. Les gros fermiers lombards forment en effet une classe d'hommes développés et accessibles au progrès. Mais ils ne sont guère secondés, en général, par le propriétaire, et de plus l'abondance de la main-d'œuvre leur permet de pratiquer indéfiniment les vieilles méthodes. Ils ne sont pas poussés au progrès par une nécessité impérieuse, comme les Américains, par exemple, qui ont dû et su remplacer l'ouvrier absent par la machine.

Quand on a dépassé la vallée du Pô, on entre dans une région accidentée, couverte de collines qui vont en s'élevant de plus en plus et finissent par se souder en épais rameaux montagneux. Des plaines étroites, des vallées tortueuses se rencontrent en tous sens et s'étagent à des altitudes croissantes, au fur et à mesure qu'on avance vers le Midi. Cette région n'est guère arrosée que par les pluies, aussi est-elle beaucoup plus sèche que la précédente et moins riche

[1]) Depuis quelques années, on a fondé des ligues d'ouvriers agricoles, qui s'agitent et organisent la grève pour améliorer leur sort. En Lombardie, les ouvriers se sont entendus assez facilement avec leurs patrons, les fermiers. Cette difficulté nouvelle pousse ceux-ci à perfectionner leur outillage afin de réduire la main-d'œuvre.

aussi. C'est une région de transition, dont les caractères rappellent à la fois ceux du nord et ceux du sud. Les parties basses ont de belles terres de labour, couvertes en été de céréales, de prairies artificielles, de champs de tabac ou de racines. La grande et la moyenne propriété se partagent cette catégorie de terres, qui sont presque toujours louées à des métayers et à de petits fermiers. Les grandes exploitations sont assez rares, pour la raison que nous avons indiquée tout à l'heure; la culture est ici bien moins avantageuse que dans la région lombarde, et les capitaux ne trouvent pas, en règle, une rémunération suffisante pour se laisser tenter. Aussi la culture est-elle fort peu progressive. Sur les pentes, nous retrouvons la petite propriété paysanne, avec ses patients efforts pour tirer parti du plus petit recoin garni d'un peu de terre, apportée bien souvent à la hotte. En outre des produits agricoles proprement dits, ces petits exploitants ont la ressource de leur vergers et des châtaigneraies qui couvrent les sommets des collines. L'olivier, la vigne, le mûrier sont pour eux d'indispensables auxiliaires. Cette partie de l'Italie, qui s'étend d'une mer à l'autre et se prolonge même à l'ouest sur les pentes et dans les vallons des Monts Ligures, est une des plus célèbres par la beauté de ses paysages et la douceur de son climat. La population est accueillante, hospitalière. Les villes, avec leur bourgeoisie aisée et raffinée, sont depuis des siècles des centres artistiques dont Florence est la métropole. Mais, dans cette région comme partout, la classe supérieure et riche se tient trop à l'écart du travail. Elle patronne peu ses fermiers et ses métayers, qui, bien souvent, sont obligés de recourir à l'usure pour se procurer les capitaux dont ils ont besoin [1]). Cependant, les progrès de l'industrie, dont nous parlerons bientôt, ont été favorables à l'agriculture, non seulement en développant ses débouchés, mais encore en améliorant les conditions du

1) Cette situation n'est pas nouvelle et elle a fait le succès d'un bon nombre de Juifs établis dans la région. Leur influence est toujours grande dans la banque, l'administration et la politique. Quelques-uns d'entre eux se sont même fait anoblir sous des noms italiens.

crédit et en facilitant la constitution d'un grand nombre d'associations d'épargne, de prêt, d'assurance, d'achat et de vente [1]). Néanmoins, la pauvreté du paysan et l'extrême densité de la population entretiennent dans presque toute la région du nord, parmi les familles agricoles, un état de médiocrité et de gêne dont les effets ne tarderont pas à nous apparaître.

Nous abordons enfin la région du midi, qui diffère des autres par sa structure géographique, où domine la montagne, et aussi par son climat plus chaud. Ici, la plaine disparaît presque complètement, ou plutôt elle prend une forme très spéciale : celle d'une bande étroite et allongée que des pentes rapides limitent d'un côté, pendant que la mer la baigne de l'autre. Très souvent, ces bandes mesurent à peine quelques kilomètres de largeur, et elles sont interrompues par des éperons rocheux détachés de la chaîne, qui s'avancent jusque dans les flots. Les torrents ont formé ces terrains au moyen des alluvions arrachées aux flancs des montagnes. Pendant l'hiver, la neige tombe sur les hauts plateaux, puis elle fond rapidement au printemps, fournissant en peu de jours une masse d'eau considérable. Les terres transportées à cette époque sont déposées par les rivières à leur embouchure, et étalées en nappe par les débordements. Il se forme de la sorte, le long des grèves, des bancs de limon qui retiennent une partie des eaux au moment de la décrue. Des marécages encombrés de roseaux et de végétaux en décomposition bordent ainsi une grande partie du littoral, qui, sous l'action d'une chaleur intense, et par le fourmillement des moustiques, devient extrêmement insalubre. Aussi, les plaines basses sont-elles presque désertes. Comme leur fertilité est remarquable, la grande propriété s'en est pourtant emparée, constituant de vastes fermes, dont les bâtiments abritent le personnel permanent et même, dans la saison des grands travaux, un personnel temporairement descendu des hauteurs. Les parties les plus basses sont exploitées en prairies qui nourrissent en

1) V. L. SAY, *Dix jours dans la Haute Italie*, 1 broch

hiver le bétail transhumant. Dans les terrains plus secs on cultive les céréales, maïs, etc. Ces fermes sont productives, parce qu'on se borne à prendre au sol tout ce qu'il peut donner, au moyen d'une main-d'œuvre à très bon marché, dont le bien-être n'intéresse personne[1]). Les propriétaires absents, chargés d'ailleurs de lourds impôts, qui atteignent souvent 25 % du revenu foncier, ne font presque aucune avance à la terre. On pourrait, à l'exemple des anciennes colonies grecques et des vieux Romains, étendre de beaucoup les terres cultivables et assainir ces contrées par un aménagement complet des eaux. Mais les particuliers ne se soucient pas de se charger de pareilles entreprises, qui réclament une initiative personnelle et beaucoup d'argent. Ils préfèrent s'en tenir aux revenus assurés dont ils jouissent actuellement. Aussi, le domaine des champs déserts, des pâtures et des marais et de la fièvre s'étend-il depuis des siècles sur des terres qui comptent parmi les plus fécondes de l'Europe. Souvent même, afin de réduire leurs difficultés d'administration au minimum, les propriétaires suppriment toute culture et se bornent à utiliser leurs biens par le pâturage naturel, qui laisse le sol absolument vierge. On dut faire naguère une loi spéciale pour ordonner que les champs soient cultivés dans un rayon de 10 kilomètres autour de Rome, afin d'assainir la Campagne par le labour et d'éloigner la malaria. L'*agro romano*, autrefois conquis sur les eaux stagnantes et mis en pleine valeur par de laborieux paysans, a été livré par la grande propriété mal dirigée, au bétail à demi-sauvage et à des pâtres à demi-barbares. L'État a tenté sur différents points de remédier à cette insuffisance de la classe supérieure, en entreprenant à ses frais des travaux de dessèchement. Mais, ainsi que nous le verrons bientôt, il est

[1]) Nous avons mentionné plus haut, p. 428, note, la formation des ligues agraires, dont l'agitation a été ici très vive. Les propriétaires, absents et très divisés, n'ont rien su faire pour améliorer cette situation. La plupart d'entre eux se sont bornés à remplacer la culture par le pâturage afin d'évincer la main-d'œuvre. De là est résultée l'énorme émigration des dernières années.

accablé de charges et de soins qui dépassent de beaucoup son rôle normal. Aussi ne peut-il pourvoir aux entreprises multiples nécessaires pour drainer la vaste étendue de côtes fangeuses qui bordent la péninsule.

Dès qu'on s'élève sur les croupes de l'Apennin, on rencontre, avec d'autres paysages, une situation sociale et économique bien différente. Le pays, divisé en tous sens par les reliefs du sol, n'est qu'un enchevêtrement inextricable de vallées longues et étroites, de vallons, de petits plateaux et de pentes plus ou moins abruptes. Le tout est couronné par des plateaux bosselés et ravinés d'où émergent des sommets arrondis et dénudés, des crêtes rocheuses. Sur ces hauts plateaux et sur les pentes adjacentes, l'humidité fournie par les neiges d'hiver et les pluies de printemps fait croître une herbe fine, que viennent paître d'immenses troupeaux de moutons, dont les quartiers d'hiver se trouvent dans le bas pays. Cette partie de la région demeure à l'état de communaux loués par les propriétaires de moutons. Ceux-ci sont conduits par des familles de bergers qui nomadisent avec leurs bêtes et vivent en communautés presqu'aussi frustes que celles de la Mongolie. Mais on remarque ici cette différence, que les Mongols sont propriétaires de leurs troupeaux, tandis que les pauvres bergers des Calabres et des Abruzzes ne possèdent rien ou à peu près et ne reçoivent qu'un maigre salaire.

Dans la zone intermédiaire, si accidentée que les pluies entraînent souvent les terres, transformant les pentes en champs de pierres roulantes, il faut déployer en général beaucoup de travail pour entretenir des cultures proprement dites. Là où les champs sont assez larges pour permettre une exploitation avantageuse des céréales, la moyenne propropriété s'est installée, mais elle prend presque toujours l'intermédiaire du petit fermage ou du métayage. Dans les parties moins favorables, la petite propriété a réussi à se maintenir, pour les raisons que nous avons déjà rencontrées dans le nord. Mais ici, il faut noter des différences importantes. Sans doute, le cultivateur se montre parfois assez laborieux pour tirer parti du sol tourmenté, en établissant des terrasses

où il produit des denrées très spéciales comme le safran, le cumin, la réglisse, le tabac. Mais, le plus souvent, il limite ses efforts au minimum et vit principalement de productions spontanées, comme le lait, les châtaignes, les fruits; il y ajoute certains légumes qui poussent presque sans culture, comme la courge, l'aubergine, la tomate et le concombre. Enfin, il fait un peu d'argent en vendant les produits dont nous parlions tout à l'heure et l'excédent de sa récolte de fruits [1]. Au fond, son travail se restreint presque à du jardinage et à la cueillette abondante fournie par une nature très généreuse. La frugalité du montagnard lui permet d'ailleurs de vivre de peu, et, quand il le faut, il descend pour la moisson jusque dans les maremmes, d'où il rapporte quelques écus et, bien souvent, la fièvre.

L'abondance des ressources naturelles a également maintenu la communauté dans cette région. On y voit très souvent plusieurs ménages groupés autour du même foyer, sous la direction d'un aïeul, et l'on peut même dire que cette formation est nettement prépondérante dans toute l'Italie méridionale. On la retrouve jusque parmi la classe supérieure dans les grandes villes, où beaucoup de familles riches restent unies dans la même habitation. Ce mode d'existence patriarcale a des charmes que nous avons déjà reconnus; il présente même certains avantages d'une haute importance [2]. Mais il produit en Italie, comme partout, des effets peu favorables au développement de la race. Nous avons déjà constaté l'incurie des grands propriétaires; celle des paysans n'est pas moindre. Ils laissent leur sol se délayer peu à peu dans les eaux pluviales, dont personne ne cherche à régulariser le cours. Leurs procédés de culture n'ont pas varié depuis l'époque romaine. Ils demeurent pour la plupart dans une ignorance absolue: la proportion des illettrés, qui est de 10 à

[1]) Le montagnard du sud agit donc absolument comme le Berbère, son frère de race (voir plus haut, page 97). Les Siciliens émigrés en Tunisie montrent la même insouciance, fruit de l'éducation familiale plus encore que de la générosité de la nature. Leur ambition est satisfaite quand ils ont pu acquérir un petit champ, sur lequel ils bâtissent une masure.

[2]) Voir page 48.

20 % dans les provinces du nord, dépasse souvent 70 % dans celles du midi. La pauvreté confine chez eux à la misère, qui du reste apparaît avec la moindre perturbation. On peut dire que cette population ne se soutient que par l'extrême modicité de ses besoins. Le pays offre pourtant dans son ensemble des ressources très considérables. Pour en tirer pleinement parti, il faudrait là une classe dirigeante appliquée à la vie rurale et des paysans susceptibles d'un effort soutenu. Mais, des habitudes séculaires combinées avec la tradition communautaire éloignent les propriétaires de la vie des champs et en font des urbains renforcés. Du reste, c'est à peine si l'on peut dire que la vie rurale existe en Italie. Depuis l'origine de son histoire, des causes multiples et ininterrompues : insécurité, influence du commerce, habitude et goût des spectacles, de la société, de la conversation, ont accumulé la population dans les villes et dans les bourgs. D'un bout à l'autre de la Péninsule, les campagnes sont à peu près désertes, et le moindre village prend des airs de cité, parce que les maisons y sont étroitement groupées et bâties dans un style plutôt urbain. Seules, les grosses fermes des plaines basses et quelques maisons de plaisance aux abords des grandes villes, demeurent isolées. Tout le reste est concentré. « En Sicile, dit un consul anglais, on ne voit pas de maisons dans la campagne, pas même des habitations de plaisance. Quand un propriétaire visite ses terres, il n'y reste que peu de jours en été ou en automne et s'établit comme il peut dans quelque bâtiment d'exploitation préparé en conséquence. La classe supérieure ne connaît pas les plaisirs de la campagne... De même le paysan ne considère pas le plat pays comme le lieu naturel de sa résidence ; il habite en ville, souvent à plusieurs milles de son exploitation. » Lorsque le cultivateur est retenu par des travaux urgents, il campe sous une hutte de branchage. Aussitôt que sa tâche est terminée, il rentre dans sa petite ville. L'Italie est un pays urbain par excellence. On y compte 70 villes dont la population dépasse 35.000 âmes, la France avec 7 millions d'habitants de plus n'a guère que 55 villes atteignant le chiffre de 35.000 citadins.

Ainsi, l'Italie continentale et péninsulaire est avant tout un pays agricole, et la grande majorité de ses habitants vit directement de la culture, qui, en outre, donne naissance à des industries très importantes et très prospères, celle de la soie par exemple. Le pays est d'ailleurs si productif qu'il porte une population très dense; mais il la nourrit médiocrement, parce que l'organisation de la race ne lui permet pas d'utiliser au mieux les éléments naturels dont elle dispose. Sauf exception, le propriétaire est trop indifférent, le capital trop rare et trop cher, le paysan trop pauvre et trop indolent; ce dernier est d'ailleurs chargé d'un impôt trop lourd et souvent d'un loyer trop onéreux pour un champ bien étroit. Ceci explique les violents contrastes qu'on observe dans ce pays, mais surtout dans ses provinces méridionales. Dans la Calabre, par exemple, on rencontre à chaque pas la misère noire, le brigandage, la traite des enfants pour la mendicité, l'émigration devant la faim atroce. En Sardaigne, à côté de vastes domaines (dont le maître est absent, comme partout en Italie), de larges étendues de terres restent communes. Chaque paysan prend à son gré en usufruit une portion qu'il abandonne pour en adopter une autre lorsque la première est épuisée. L'esprit de routine qui domine parmi cette population est presque proverbial. Les outils aratoires sont sensiblement pareils à ceux de l'antiquité; le moulin avec lequel le paysan moud son blé est en tout semblable aux machines romaines représentées sur les bas-reliefs du Vatican. Enfin la misère est telle dans cette île qui a possédé autrefois une population de 2.500.000 âmes, réduite actuellement à 700.000, que l'on parle de la coloniser aux frais de l'État.

La Sicile, plus étendue, plus belle et plus riche encore que la Sardaigne, n'est pas dans un état beaucoup plus brillant. Ici encore l'absentéisme, le métayage exercé par des paysans sans activité, sans instruction, sans argent, font que des terres de labour de première qualité ne rendent presque rien. Chez eux, le défaut d'initiative est poussé aux extrêmes limites. D'après le consul anglais à Palerme: « Le manque d'écoles, le défaut de modèles agricoles, de fermes

bien cultivées, laissent le paysan dans une complète ignorance; d'ailleurs, le cultivateur sicilien voit avec méfiance toute tentative faite pour introduire et changer ses habitudes et les usages auxquels lui et ses ancêtres ont été accoutumés depuis des siècles. Ajoutons à ces causes le lourd fardeau de taxes et de restrictions sous lequel plie l'agriculture. » Une grande partie des terres de la Sicile est couverte de cailloux, que les cultivateurs ne se donnent pas la peine d'écarter. Leurs charrues sont des araires en bois garnis d'une pointe de fer. Ils font dépiquer leurs céréales par des bœufs traînant une pierre. On s'explique après cela l'échec de certains propriétaires anglais, qui ont introduit en Sicile des instruments de culture perfectionnées. « Les paysans, dit un consul, par ignorance ou par routine, rendent inutile toute tentative faite pour leur en enseigner l'usage; *les nouveaux outils exigent d'ailleurs trop de soins et d'attention.* » Cela suffit pour expliquer la misère de la population insulaire; en Sicile, on estime que le taux des hypothèques s'élève au minimum à 50 % de la valeur des terres et, probablement, à 60 ou 70 %. Ce chiffre augmente régulièrement chaque année.

Cet état de pauvreté chronique est actuellement aggravé par des causes accidentelles. L'Italie s'adonne tout spécialement aux cultures riches: la vigne, les fruits, le mûrier avec son complément naturel, l'élève du ver à soie. En temps ordinaire ces cultures donnent avec un peu de soin de beaux profits; mais en revanche, elles sont exposées à des crises ruineuses. C'est ainsi que le phylloxéra, l'épidémie des vers à soie, une maladie qui sévit sur le citronnier ont causé dans presque tout le pays des pertes énormes.

En résumé, sur cette terre fertile et sous ce climat favorable, l'homme évite bien souvent l'effort nécessaire pour mettre en œuvre d'une façon intense les forces naturelles. La classe supérieure donne tout d'abord l'exemple en désertant les campagnes et en vivant dans une oisiveté incurable et ennuyée. La classe inférieure fournit à l'occasion de robustes travailleurs, propres aux besognes les plus dures s'ils sont bien conduits. Mais, laissés à eux-mêmes dans leur misérable condition de bordiers, de petits fermiers, ou de métayers

sans argent, sans connaissance ou sans direction, ils suivent le penchant traditionnel de la race et évitent autant que possible les occasions de labeur pénible. Souvent le paysan calabrais ou sicilien s'adonne au brigandage plutôt que de s'appliquer à accroître par un effort plus grand le produit de son champ ou de sa vigne. Telle est la raison générale qui a provoqué la formation de ces redoutables associations de malfaiteurs, connues dans les campagnes napolitaines et siciliennes sous le nom de *Maffia* et, dans les villes, sous celui de *Camorra*. On affirme que la *Maffia* a compté jusqu'à cinq mille membres, vivant principalement de l'exploitation du prochain. Aussi peut-on dire que « le meurtre, l'homicide, le vol avec violence sont encore plus communs en Italie que dans la plupart des autres pays d'Europe[1]) ».

Après cela, on ne peut guère s'étonner de voir l'émigration prendre des proportions colossales. Beaucoup d'Italiens vont s'établir au dehors, surtout dans les pays voisins, comme la France, les provinces adriatiques de l'Autriche, et aussi dans les deux Amériques. D'autres vont chercher à l'étranger, saison par saison, le travail qui manque chez eux par suite de la médiocre organisation de la propriété et reviennent avec leurs économies. Voici, d'après les documents italiens, quelques chiffres curieux à ce sujet :

Émigration totale pendant les années :

1878	110.000	1900	353.000
1890	300.000	1904	507.000

On voit que le mouvement va en s'accentuant sans cesse[2]). Il est vrai qu'une partie de cette émigration est seulement temporaire, les ouvriers reviennent souvent au pays avec leurs économies. Mais dans la plupart des cas, ils s'établis-

[1]) *Consular Reports* (Naples). On vend à Naples et à Palerme des photographies contenant la collection des portraits des brigands célèbres pris ou tués au cours des dernières années. Ils sont toujours nombreux et n'excitent nullement le mépris, mais plutôt la bienveillante commisération du public.

[2]) Les sorties ont atteint le chiffre de 400.000 individus pendant les six premiers mois de 1905.

sent au dehors, principalement dans l'Afrique du Nord et en Amérique, où ils perdent peu à peu le souvenir de la mère-patrie.

Cet état de chose amène deux conséquences, fort graves l'une et l'autre. D'abord l'Italie est loin de fournir une production agricole proportionnée à ses facultés naturelles; par là sa prospérité et sa puissance sont réduites dans une mesure considérable. Ensuite, la faiblesse de ses propriétaires indigènes provoque l'immigration des acquéreurs étrangers, et les plus belles terres de la Péninsule passent peu à peu aux mains de ceux-ci. Nous pouvons citer plusieurs exemples significatifs de ce fait essentiel. En Sicile, une famille anglaise possède 60.000 acres (26.000 hectares) de terre; le duc d'Aumale était propriétaire des vignobles qui fournissent le vin fameux de Zucco. Diverses personnes moins connues détiennent aussi de vastes domaines, qu'elles font exploiter par des agents toujours étrangers. Il en est de même en Sardaigne et aussi dans la Péninsule.

L'Italie ressent ainsi les conséquences obligées de l'établissement de la formation communautaire sur son sol riche: elle présente le spectacle caractéristique de deux classes juxtaposées mais presque sans rapports mutuels. A côté d'une aristocratie oisive, on voit une masse de petites gens abandonnés à eux-mêmes et demeurés sans progrès. En outre, la machine gouvernementale est pesante, tatillonne et dispendieuse. Enfin, une immigration envahissante d'entrepreneurs s'empare des meilleures occasions de profit. Cependant la richesse du sol est assez grande, malgré l'insuffisance de la race, pour fournir un excédant considérable de produits naturels, qu'on cherche à placer au dehors. L'Italie a donc un intérêt marqué à ménager les pays capables d'absorber cet excédent, afin de se faire ouvrir leurs frontières. Telle est sa condition au point de vue agricole. Il faut indiquer maintenant sa situation industrielle.

V. — L'INDUSTRIE

L'Italie possède certains éléments propres à faciliter le développement de l'industrie. Son agriculture fournit d'abord des matières premières de haute importance, comme les céréales, le chanvre, la soie, etc. En outre, le sol recèle sur divers points des minéraux de grande utilité; ainsi, on rencontre le fer dans les Alpes, dans les Apennins, dans l'île d'Elbe (dont les immenses dépôts peuvent encore donner un million de tonnes par an pendant vingt siècles). Il en est de même en Sardaigne. La Sicile exporte 200.000 tonnes de soufre annuellement; le sel gemme y est abondant. La Toscane a des gisements d'acide borique naturel. Dans l'Émilie, au pied des Apennins, on a découvert des sources de pétrole avec des exhalaisons gazeuses utilisées déjà pour éclairer une petite ville [1].

En revanche, le charbon manque presque complètement; on n'a guère trouvé jusqu'ici que des dépôts de lignite, assez riches d'ailleurs, exploités sur plusieurs points. C'est là une cause grave d'infériorité. Les rapides cours d'eau descendus des Alpes représentent bien une réserve considérable de force motrice peu coûteuse, mais elle est irrégulière. En revanche, la main-d'œuvre s'offre en Italie dans des conditions particulières comme quantité et bon marché; voici comment. Nous avons vu que la population est très dense [2]) et que le sol est divisé presque partout en un nombre infini de petites propriétés et, surtout, de petites exploitations, dont les occupants peuvent consacrer aux travaux industriels une bonne partie de leur temps. Dans ces conditions, le salaire obtenu à la manufacture est pour eux un supplément de ressources plutôt qu'un élément principal de leur revenu, aussi se montrent-ils moins exigeants que les spécialistes des autres pays.

[1]) *Bulletin consul. belge*, 1892.

[2]) Densité moyenne de la population de la France : 74; de l'Italie : 117.

Ce sont donc des ouvriers à bon marché, mais souvent irréguliers et médiocrement habiles [1]).

De plus, les capitaux sont rares et chers. Les capitalistes italiens se laissent volontiers tenter par des spéculations hasardeuses, comme cette gigantesque affaire de constructions qui a ruiné il y a une quinzaine d'années un grand nombre de familles. Ils ont moins l'idée d'engager leur argent dans les affaires agricoles ou industrielles courantes, parce qu'ils s'y entendent peu. D'ailleurs, la fréquence des emprunts d'État a jeté sur le marché une masse toujours croissante de titres cédés par le Trésor à des prix avantageux. Le taux de l'escompte s'élevait couramment, il y a une quinzaine d'années, à 6, 8 et même 10 %. La situation s'est améliorée depuis lors, mais l'argent est encore plus cher en Italie que dans les grands pays industriels. Ceci est évidemment pour l'industrie une entrave sérieuse.

Il en est une autre, très directe aussi, dans ce fait que les charges publiques supportées par le travail sont lourdes. Nous constaterons bientôt la rapidité avec laquelle les dépenses de l'État ont augmenté. Et ce n'est pas tout encore. Les localités entraînées par l'exemple ont aussi enflé leurs budgets. En 1871, les provinces dépensaient 80 millions, et 118 en 1889; les communes ont fait mieux: de 336 millions, elles ont sauté à 670 millions. Aussi beaucoup d'entre elles sont-elles réduites aux expédients et ne paient-elles plus régulièrement leurs employés, les instituteurs notamment. L'un de ceux-ci écrivait en avril 1892 à un journal spécial, *Il nuovo Educatore*: « Il y a cinq ans — je dis *cinq ans* — que nous autres instituteurs avons dû renoncer à nous présenter à la caisse communale pour toucher notre maigre salaire. Pour des causes diverses, qu'il serait trop long et inutile d'énumérer, la com-

1) Bien que la loi prohibe le syndicalisme, les ouvriers se sont groupés en associations dites « Ligues d'amélioration », qui ne sont pas autre chose que des syndicats souvent très exaltés, généralement travaillés par la politique et fédérés. Pour affaiblir leur action, le gouvernement s'est lancé, surtout depuis 1901, dans uns mouvement législatif absorbant et rapide qui le conduit droit au socialisme d'État. Cette tendance est éminemment dangereuse dans un milieu déjà si communautaire.

mune ne dispose pas des fonds qui seraient nécessaires pour le payement ponctuel de ses agents. » L'État a dû intervenir pour améliorer un peu cette situation cruelle. Aussi les impôts, loin de diminuer, vont-ils sans cesse en croissant.

Tout cela pèse lourd sur les épaules d'un peuple pauvre et ralentit son activité d'une manière sensible.

L'outillage général du pays est, en outre, médiocre. Les chemins de fer, construits chèrement, appliquent des tarifs assez élevés et manquent de matériel. Les routes sont souvent mauvaises, surtout dans les provinces éloignées. Les ports, même les plus fréquentés, sauf celui de Gênes, sont pauvrement outillés [1], ce qui augmente dans une notable proportion les frais de navigation. La machinerie des usines privées est elle-même coûteuse et généralement faible; il faut l'acheter au dehors: en Angleterre pour les métiers à filer; en Allemagne et en Suisse pour les métiers à tisser; en Belgique, en Allemagne et en Angleterre pour les cardes; en Suisse pour les machines à vapeur et électriques.

Il est évident que dans de pareilles conditions la grande industrie pouvait difficilement se développer d'une façon spontanée. Un personnel peu entreprenant, des capitaux faibles, de lourdes charges, une force motrice localisée et peu régulière, une formation technique insuffisante, tels sont les obstacles graves qui s'y opposaient. Cependant, depuis une trentaine d'années, les usines se sont multipliées en Italie dans une mesure importante, et cela pour deux raisons principales.

La première est le résultat d'une initiative toute artificielle, celle des pouvoirs publics. Le gouvernement italien, persuadé à juste titre que son pays ne serait considéré comme une grande Puissance qu'à la condition de réunir tous les éléments d'activité économique, n'a pas épargné les efforts pour encourager chez lui la grande industrie. Comme la race y était visiblement mal préparée par sa for-

[1]) Le port de Gênes doit son outillage moderne à l'intelligence et à l'activité de sa municipalité, qui a fait dans ces dernières années de très gros sacrifices.

mation sociale[1]), l'État a donné l'élan en créant lui-même des usines, comme les fonderies de Terni, qui du reste n'ont pas donné de brillants résultats. En outre, il a réservé à la fabrication italienne, aussi strictement que possible, ses commandes de matériel militaire et naval, d'approvisionnements de tissus et de chaussures pour la troupe. Il lui a procuré les ordres des Compagnies de chemins de fer subventionnées par le Trésor. Enfin, il l'a protégée par des droits de douane contre la concurrence étrangère. Une telle politique ne pouvait manquer d'exciter la production au moins dans ses branches les plus importantes. En effet, c'est bien ce qui est arrivé. Ainsi, en trente ans, l'industrie des soieries a quadruplé le nombre de ses métiers; celle du coton a réalisé aussi des progrès marqués; la filature et le tissage de la laine, les produits chimiques, la papeterie, la métallurgie ont pris dans le même espace de temps, une réelle importance.

Ces industries sont en général groupées dans quelques centres dont la réputation est déjà ancienne, mais qui n'avaient jamais connu cependant une activité comparable à celle des ateliers modernes. Ainsi Gênes fabrique des pâtes alimentaires, du papier, des soieries et des velours, des savons, des huiles, des objets en métal, des fils et tissus. Un certain nombre de villes secondaires lui font une ceinture d'usines. Naples, moins active quoique beaucoup plus peuplée, fait des pâtes, des draps, des soieries, des porcelaines, de la verrerie, des bijoux de corail. Venise possède aussi, dans ses environs quelques fabriques célèbres, telles que les verreries de Murano; Milan, Turin, Bologne, Messine, Catane, Livourne sont aujourd'hui de grandes cités, avec des faubourgs où les fabriques sont nombreuses. En dehors de ces grandes villes, un bon nombre d'usines sont installées isolément ou par petits groupes sur les cours d'eau alpins, au débouché des montagnes, ou dans les ports comme Brindisi, la Spezzia, Palerme, etc.

[1]) Il faut dire en outre que, avant l'unité, la multiplicité des lignes douanières, la différence des législations, la persistance d'institutions arriérées ont paralysé l'industrie dans la plus grande partie de la Péninsule.

La grande industrie italienne est donc de récente origine. D'autre part, elle tend à conserver dans une grande mesure le caractère particulier d'une industrie de luxe. Cela vient d'une cause ancienne et locale. Nous avons constaté ce fait que la vie urbaine a eu de tout temps, en Italie, le pas sur la vie rurale. Une aristocratie enrichie par le commerce, des cours princières encombrées d'oisifs, fastueuses, brillantes, dépensières, poussaient naturellement la fabrication dans ce sens. Telle est la cause de la floraison des arts et des métiers artistiques en Italie: « On sait à quel degré de perfection les ouvriers lombards et vénitiens avaient porté la fabrication des tissus de soie, des velours, des étoffes d'or et d'argent, des tapisseries, des glaces, des verreries, des faïences, des métaux ouvrés, des objets de toute espèce qui demandent du goût et de l'habileté de main [1]. »» La longue et forte tradition qui s'est aini formée chez les Italiens subsiste encore. « L'industrie italienne, dit un consul, comprend toutes les spécialités du travail moderne, depuis la fabrication des épingles jusqu'à celle des locomotives et des grands navires; mais l'Italie n'a de prééminence que pour certains produits de luxe, les chapeaux de paille fine, les camées, les marbres et les bois incrustés, les objets en corail, les verroteries, et pour certaines préparations culinaires: pâtes et salaisons. » Pour ce qui concerne les articles communs, les manufactures italiennes, même celles du nord, auraient bien de la peine à soutenir la concurrence étrangère si elles n'étaient pas aidées par l'État et alimentées par les capitaux étrangers.

Cette infériorité de l'Italie dans les travaux usuels est sensible notamment dans ce qui touche la navigation. Il est inutile de signaler en détail les avantages de la position maritime de l'Italie: ils sont considérables et expliquent sa prospérité commerciale d'autrefois. A l'heure actuelle, ce pays possède un grand nombre de marins: on en évalue le total à 200.000. Cependant l'Italie ne pratique guère la navigation au long cours. Ses propres exportations se font

[1]) É. Reclus, *Géographie*.

le plus souvent par l'intermédiaire des navires étrangers, surtout des navires anglais. Les matelots indigènes ne s'adonnent qu'à la pêche ou au cabotage, qui leur sont réservés par la loi. Et pourtant le Trésor accorde aux bâtiments long-courriers des primes de navigation. Malgré tout, la concurrence étrangère paralyse les entreprises locales. L'Italie possédait, en 1904, 501 vapeurs pour 460.000 tonnes. La Hollande en avait 269 pour 965.000 tonnes. En 1905, l'Italie avait 16.200 km. de chemins de fer, pour 286.000 km. carrés; la Belgique en avait 4.600 km. pour 29.000 km. carrés. Ce dernier pays, dix fois plus petit, possède un réseau qui représente le quart du réseau italien [1]).

Ainsi, depuis son unification, l'Italie a rapidement développé son industrie par l'effet de circonstances favorables, mais surtout grâce à l'appui de l'État et à la protection douanière. Une autre cause est encore intervenue: c'est l'immigration des entrepreneurs étrangers. D'après un consul anglais, « le trait principal des dernières années industrielles, c'est la tendance des maisons anglaises (et autres) à s'associer dans les industries locales, afin de partager leurs profits. On peut citer ainsi l'association de Mrs Maudsley avec Ansaldo et Co, de Sampierdarena; de Mrs Brotherhood avec Odero et Co, de Sestri; de Mrs Hawthorn avec Guppy et Co, à Naples, et Mrs Armstrong et Co, à Pozzuoli. Nous avons encore Mrs Henfrey and Co, de Pertulosa, qui ont agrandi leur fonderie de la Spezzia et y ont annexé un chantier de construction maritime et des ateliers mécaniques, en vue de construire des bateaux à vapeur, des machines et des chaudières, *et de profiter de la loi votée en 1886 pour attribuer des primes à la marine marchande italienne.* »

Le même consul disait ailleurs: « L'industrie de la construction mécanique a fait de rapides progrès, grâce aux arrangements passés avec des maisons anglaises et françaises, d'an-

[1]) On sait qu'à la suite d'une violente agitation gréviste, qui menaçait de paralyser les transports dans toute la péninsule, le gouvernement italien a brusquement racheté tout le réseau ferré. Son exploitation, qui excite bien des plaintes, ne paraît pas devoir être fructueuse pour le Trésor.

cienne fondation et de grande expérience, qui ont mis leurs capitaux et leurs connaissances techniques à la disposition des établissements indigènes. »

A Savone, une usine métallurgique (Tardy et Benecke), fondée par des étrangers, se soutenait péniblement en 1890, au dire du consul anglais qui ajoutait: « Cette maison est de plus en plus alimentée et dirigée par des capitaux et des administrateurs allemands. On est en droit de dire que c'est aujourd'hui une affaire presque exclusivement allemande. » A Leghorn, en 1866, on vit fonder une usine de laminage, simple succursale d'une maison française déguisée sous les apparences d'une société anonyme italienne. D'autre part, on affirme qu'une portion importante des moulinages de soie lombards sont aux mains d'entrepreneurs suisses, qui à eux seuls occupent 21.000 personnes [1]. Les mines de fer du Val Trompia, en Lombardie, sont exploitées par une compagnie métallurgique étrangère, qui possède une succursale à Terni. Les mines de plomb et de fer de Pertulosa sont aux mains d'une société anglaise. A Bari, des Français ont établi la fabrication en grand du savon et du sulfure de carbone. C'est une maison française qui fournit au gouvernement italien les grandes quantités de cet insecticide qu'il distribue pour encourager la lutte contre le phylloxera [2]. On rencontre aussi dans cette ville une fonderie importante: elle appartient à un Allemand. A Naples, la situation est la même: presque tous les grands établissements sont aux mains des étrangers; on y voit des fonderies et des tissages anglais, une ganterie française, etc. Jusqu'en 1888 on y fabriquait le chocolat à la main par les procédés les plus primitifs. En 1888, une fabrique mécanique anglaise s'est installée et s'est emparée aussitôt du marché [3]. En 1890, on comptait dans cette grande ville 25 sociétés anonymes italienne avec 21.945.000 francs de capital versé et sept sociétés étrangères réunissant près de 29 millions de francs de capital

1) *Bulletin consulaire français*, 1891.
2) *id.* 1890.
3) *Consular Reports.*

versé[1]). Le consul français à Naples disait en 1891 à ce propos: « Les principales industries privées de Naples: usine Armstrong, eau de Naples, gaz, fonderie de Torre Annunziatà, établissement Pattson, etc., sont entre des mains étrangères. Il en est de même pour toutes les grandes entreprises publiques: eaux, gaz, électricité, tramways, etc. C'est encore avec le concours de banquiers allemands qu'on a poursuivi l'œuvre du *Sventramento*, c'est-à-dire la démolition et la reconstruction d'une partie de la ville[2]). » En Sardaigne, les chemins de fer ont été construits par une compagnie anglaise. C'est une société britannique qui a organisé tout un réseau de navigation fluviale dans la haute Italie. Une autre a installé à Vintimille une usine électrique et un tramway.

Le commerce même échappe en grande partie aux Italiens. Beaucoup de maisons anglaises, françaises, allemandes, tiennent une place importante dans les principales villes de commerce et recueillent beaucoup d'affaires. En Sardaigne par exemple, le haut commerce est en grande partie français.

Cela ne veut pas dire que les Italiens n'entreprennent jamais rien et se bornent tous à regarder les autres exploiter leur propre champ. Un certain nombre d'entre eux ont fondé des établissements qui tiennent honorablement leur place au soleil. Tels les Sella, de Biella, près de Novare, dont les filatures et les tissages de laine font honneur à l'Italie. Mais il est sûr que la plupart des grandes usines d'Italie sont dues à l'initiative, à l'expérience et aux capitaux des étrangers.

Ceux-ci ne sauraient d'ailleurs, pas plus que les Italiens, forcer la nature et transformer un pays en centre industriel, en dépit de tous les obstacles. Tant que le gouvernement italien a prodigué les encouragements, les primes, les mesures de protection, les entreprises se sont multipliées et ont gardé une apparence prospère. Mais dès que le Trésor, surchargé,

1) Deux suisses, deux françaises, une belge, deux anglaises.

2) Une loi spéciale, votée en 1904, assure toute une série d'avantages et de privilèges aux industriels qui voudraient aller s'établir à Naples, et une publicité considérable a été organisée officiellement à l'étranger pour faire connaître le fait. On compte donc au moins autant sur les entrepreneurs du dehors que sur les Italiens.

n'a plus permis la continuation des sacrifices, la position a changé et des crises graves ont ébranlé la situation d'un grand nombre d'entreprises. De 1888 à 1890, beaucoup d'entre elles ont périclité et congédié une grande partie de leur personnel. Le gouvernement, pour atténuer la crise, dut alors intervenir pour améliorer le marché des capitaux et pour rendre aux ateliers, par ses commandes, une certaine activité [1]).

En outre, une spéculation outrée, conduite aveuglément par les capitalistes italiens, a tourné alors contre eux et en a ruiné un grand nombre. On les a vus hypothéquer leurs biens ruraux, vendre des collections accumulées dans leurs galeries et louer leurs palais de famille. Du reste, il est aisé d'apercevoir, à divers signes, qu'en Italie le mouvement de la richesse est lent. Le chiffre des successions et donations, par exemple, qui était de 1.025 millions en 1875, allait à 1.196 millions en 1890; l'augmentation est de 15 %, tandis que dans le même espace de temps, les dépenses publiques croissaient de 50 % [2]).

On répondra peut-être à cela que le mouvement des caisses d'épargne indique au contraire un progrès rapide d'enrichissement de la nation prise en masse. Ainsi, en 1872, ces caisses détenaient 465 millions de francs, 980 millions en 1881, et 1.789 millions en 1889. Mais cela ne prouve guère. Les fonds des caisses d'épargne sont d'origine fort diverse. Une bonne partie notamment est rapportée de l'étranger par des émigrants temporaires, qui vont chercher au loin une occasion de gain, précisément parce que leur pays est trop pauvre pour les nourrir. Il reste acquis en définitive que l'Italie n'a pu développer chez elle la grande industrie qu'à l'aide des secours de l'État, et que les étrangers ont profité de cette situation artificielle plus encore peut-être que les nationaux, enfin, que les efforts combinés dans ce sens par

1) *Consular Reports*, Gênes. Depuis quelques années, le gouvernement, ayant pu améliorer sa situation financière, a donné une nouvelle activité à sa politique économique, favorable à l'extension artificielle de la grande industrie.

2) D'après M. P. Leroy Beaulieu, dans l'*Economiste français*, 1892.

les pouvoirs publics et par les entrepreneurs du dehors n'ont pu réussir à créer en face de la concurrence étrangère un état de chose définitif. Aujourd'hui, la grande industrie italienne, à peine installée, serait ébranlée jusque dans ses fondements en cas d'affaiblissement du Trésor public, son principal soutien. Dans ces dernières années, grâce à un heureux concours de circonstances, le gouvernement italien a pu consolider sa position, affermir son crédit, cesser la pratique du cours forcé et maintenir à peu près l'équilibre de son budget. L'industrie en a largement profité, car elle absorbe une bonne part de ce même budget, elle a fait de nouveaux progrès, construit des fabriques, agrandi les anciennes. Mais elle reste étroitement dépendante de la politique, d'une part, et de l'influence étrangère, de l'autre.

L'avance réalisée depuis quinze ans à ce point de vue n'en est pas moins très considérable. On peut s'en rendre compte par les tableaux ci-après, tirés des renseignements fournis par la douane italienne. Ces renseignements sont bien imparfaits, bien inexacts, cela est certain. Mais l'écart des chiffres est tel qu'il en résulte pourtant une indication utile. Voici d'abord, pour les années 1890 et 1904, les chiffres relatifs à l'exportation agricole, y compris la soie, qui reçoit en général une première façon, celle du moulinage, dans de petites usines rurales :

Produits exportés	1890	1904
	FR.	FR.
Soie	301 millions	463 millions
Huile d'olives	45 »	53 »
Vins	40 »	34 »
Fruits	60 »	91 »
Chanvre	26 »	46 »
Riz et légumes	30 »	40 »
Animaux vivants	22 »	17 »
Peaux	18 »	30 »
Œufs	20 »	42 »
Beurre et fromage	17 »	35 »
Soufre	26 »	45 »
Minerais bruts	25 »	25 »
Tartre	19 »	13 »
Totaux.	649 millions	934 millions.

La progression est importante, et cette extension du commerce extérieur des denrées agricoles auraient dû améliorer considérablement la situation du paysan. Mais elle n'a pas été suffisante pour contrebalancer les effets de la densité de la population, de la mauvaise distribution de la propriété et, surtout, de l'organisation sociale. Aussi, l'émigration qui aurait dû diminuer, a-t-elle au contraire augmenté, ainsi que nous l'avons constaté. Voyons maintenant quel a été le mouvement de l'exportation en ce qui concerne la production industrielle. Le progrès est également très marqué, plus encore probablement que la statistique ne le dit, car elle ne sait rien de ce qui est emporté directement par les étrangers si nombreux, qui visitent chaque année l'Italie et constituent une riche clientèle pour ses industries d'art, sans parler des autres causes d'erreur énumérées en détail dans notre chapitre préliminaire. Voici donc les chiffres connus, pour les mêmes années :

Produits exportés	1890	1904
	FR.	FR.
Tissus de soie	19 millions	75 millions
Tissus de coton	22 »	90 »
Tissus de laine	5 »	13 »
Ouvrages en corail. . . .	15 »	26 »
» en bois ou paille	27 »	70 »
Produits chimiques . . .	10 »	24 »
Filés de coton	— »	23 »
Totaux	98 millions	321 millions.

En comparant ces deux tableaux on voit à quel point l'exportation des produits naturels l'emporte encore sur celle des articles fabriqués, en dépit des progrès industriels très réels qui ont été obtenus entre les deux époques indiquées, progrès dus, ne l'oublions pas, pour une forte partie, aux capitaux et à l'initiative des étrangers. Il ne faut donc pas se laisser éblouir par un tel fait. Interrogeons maintenant l'importation au moyen de la même source et sous les mêmes réserves. Voici ce qu'elle nous apprend, en divisant les articles en trois catégories : denrées alimentaires, matières premières, produits manufacturés.

Voici d'abord les denrées alimentaires. L'Italie en achète beaucoup, en dépit de sa productivité naturelle, parce qu'elle ne réussit pas à tirer de son sol tout ce qu'il pourrait donner.

Produits importés	1890	1904
	FR.	FR.
Céréales	168 millions	183 millions
Poissons	30 »	51 »
Café	32 »	13 »
Bétail	38 »	31 »
Tabac	16 »	19 »
Semences	16 »	30 »
Beurre et fromage	14 »	20 »
Sucre	12 »	15 »
Totaux	346 millions	362 millions.

Voici maintenant les matières premières:

Produits importés	1890	1904
	FR.	FR.
Coton	127 millions	232 millions
Houille	121 »	150 »
Soie	62 »	175 »
Peaux	43 »	72 »
Bois	34 »	72 »
Laines	27 »	60 »
Pétrole	17 »	22 »
Métaux bruts	80 »	95 »
Totaux	511 millions	878 millions.

L'augmentation que nous constatons ici est un second témoignage de l'accroissement notable de l'activité industrielle. Évidemment l'Italie fabrique elle-même beaucoup de produits usuels pour la consommation intérieure. On s'en aperçoit au mouvement des importations de certains produits fabriqués:

Produits importés	1890	1904
	FR.	FR.
Machines	40 millions	83 millions
Produits chimiques	45 »	99 »
Bijouterie	30 »	34 »
Tissus	122 »	72 »
Instruments divers	15 »	25 »
Articles en papier, bois ou paille	10 »	32 »
Totaux	262 millions	345 millions.

Ce dernier tableau montre bien que l'Italie est loin d'avoir évincé les produits fabriqués étrangers, principalement en ce qui touche les industries les plus puissantes, telles que la métallurgie et les produits chimiques. On peut donc dire que, malgré l'énergique protection assurée à l'industrie locale par le gouvernement et la modicité des salaires, l'Italie reste encore un pays à production naturelle prépondérante. Et il en sera encore bien longtemps ainsi parce qu'une grande partie de la population se plie difficilement au travail industriel. Dans le nord lui-même, où la bourgeoisie a cependant fait, à cet égard, des progrès intéressants, l'activité nationale est détournée dans une grande mesure du rude effort que nécessite la fabrication en grand atelier. Les gens aisés se portent de préférence vers le commerce, les carrières libérales, l'administration, la politique et le clergé, ou bien ils mènent une vie oisive. La statistique de la population nous révèle que sur 25 millions d'adultes, on compte en Italie plus de 11 millions de personnes sans profession ou pratiquant l'une des occupations que nous venons d'énumérer. Quant aux gens du peuple, leurs préférences sont pour la culture, et bien souvent, surtout dans le midi, ils vont chercher des terres libres dans la lointaine Amérique, plutôt que de prendre le chemin de la manufacture. Sur 13 millions et demi d'individus appliqués à la culture et à l'industrie, plus de 9 millions et demi sont des agriculteurs. L'industrie n'occupe guère que le tiers de la population laborieuse, encore faut-il observer que beaucoup de gens parmi le personnel des fabriques sont paysans au moins autant qu'ouvriers, car ils sont occupés dans des usines rurales et consacrent une bonne partie de leur temps à des travaux agricoles.

En somme, ces chiffres suffisent, malgré leur imperfection, pour indiquer nettement ce que devrait être la politique douanière de l'Italie. Son industrie, née de circonstances purement artificielles, coûte fort cher au pays, par l'effet de la hausse des prix provoquée par une protection exagérée sur ce marché restreint, par une exportation constante des capitaux du fait des entrepreneurs étrangers établis dans la Péninsule, enfin par la fermeture à titre de représailles

de certains débouchés ouverts largement autrefois aux produits italiens. Pour développer une industrie qui ne sera jamais très forte, qui ne trouvera jamais un marché extérieur étendu en présence de la concurrence étrangère, qui se traînera de crise en crise sans même suffire aux besoins du pays, et en n'enrichissant guère que des étrangers, on sacrifie les intérêts les plus immédiats et les plus certains du pays: ceux de la culture. La politique économique logique de l'Italie se résume ainsi: *développement de sa riche production naturelle et de l'exportation de ses denrées*, d'une part; de l'autre, *exploitation de la merveilleuse position géographique du pays par le commerce.* Mais il faut pour cela que l'agriculture puisse se procurer à bas prix ses animaux, ses outils, ses harnais, ses vêtements; il faut aussi que les produits de toute nature circulent librement dans les ports et sur les voies ferrées. En un mot, la politique rationnelle de l'Italie, c'est le libre-échange Si elle conserve un tarif dépassant les limites d'une fiscalité modérée, ce doit être un simple instrument destiné à agir au dehors pour obtenir des traités de commerce avantageux.

L'Italie a du reste suivi à peu près cette ligne de conduite de 1861 à 1879, et elle s'en est bien trouvée d'abord. Mais en 1875 survint une crise due à diverses causes, spécialement à la spéculation, à l'aggravation des impôts, aux fléaux agricoles. On crut en prévenir le retour par le jeu des tarifs de douane, demandés à grands cris par l'industrie. Celle-ci commençait en effet à se développer sous le couvert d'une protection due à cette circonstance, que le mauvais état des finances ayant obligé le Trésor à exagérer ses émissions de billets avec cours forcé, il en était résulté la disparition de la monnaie métallique et une perte au change assez marquée sur les billets. Dès lors, tout achat extérieur coûtait d'abord son prix en papier, plus une somme variable représentant l'agio sur son prix en or. De là une surcharge dont profitait le fabricant italien, qui vendait sur le pied de la monnaie de papier sans surcharge. En 1883, le cours forcé fut aboli, la circulation du papier ramenée à des proportions normales, par suite, le cours des billets gagna le

pair, et l'agio disparut. Cela fit monter les salaires, que l'on continua de payer à l'ancien taux, bien que la monnaie eût plus de valeur. Le poids des impôts devint plus lourd. Les prix de vente baissèrent au contraire, par l'effet de la valeur plus grande de la monnaie. Les fabricants firent alors entendre de nouvelles plaintes.

Ils étaient cependant déjà pourvus d'une barrière de douanes. En 1877, le tarif avait été porté de 20 à 100 % pour beaucoup d'articles, mais de nombreux traités de commerce avaient atténué cette augmentation vis-à-vis des principaux pays industriels: l'Angleterre, la France, la Belgique, etc. En 1887, une nouvelle aggravation des droits les rendit pour la plupart prohibitifs. En même temps, les traités de commerce étaient dénoncés au fur et à mesure de leur arrivée à échéance. Certains pays, la France surtout, ont répondu à cette mesure par des rigueurs analogues qui ont exercé une influence très fâcheuse sur les exportations italiennes. Le consul anglais à Brindisi écrivait en 1890: « La suspension des exportations de vins à destination de la France a eu pour résultat que sur 62 vapeurs entrés chargés à Brindisi, aucun n'a pu trouver une cargaison de retour. » En 1891, 52 vapeurs de même nationalité, venus avec des chargements de charbon et de bois, ont dû repartir tous sur lest pour la même cause.

Ces faits en disent long sur les conséquences certaines que produira toujours dans la Péninsule une politique trop peu favorable à l'agriculture: c'est l'agriculture, branche principale du travail national, qui paie nécessairement les frais de toute guerre de tarif. Le midi surtout en pâtit, car l'industrie est localisée principalement dans le nord, et l'on voit se traduire ainsi dans les faits économiques une certaine opposition d'intérêts entre les deux parties du Royaume, opposition qui répond bien à la différence des situations. Le gouvernement italien a dû le comprendre et se dégager au moins en partie de la politique illogique et aventureuse où Crispi l'avait entraînée. Mais il n'a pas cru pouvoir aller jusqu'au bout, et tout en se rapprochant de ses voisins, ce qui déjà n'a pas manqué d'améliorer la position des agriculteurs, il a

maintenu dans une grande mesure le privilège exagéré de l'industrie. Nous allons montrer brièvement les inconvénients majeurs de cette politique.

Dans ses époques de plus grande prospérité, l'Italie basait sa puissance sur l'agriculture, d'une part, sur le commerce, de l'autre. On pourrait presque dire que chaque ville maritime était un port franc où venaient s'entreposer les marchandises les plus variées et les plus précieuses. Cette liberté du négoce, qui faisait sa force, profitait en même temps à la culture en ouvrant dans son voisinage de riches marchés. Ces deux branches du travail s'appuyaient ainsi l'une sur l'autre et se soutenaient mutuellement. Il y a dans ces circonstances du passé un enseignement précis pour l'Italie contemporaine. Par la culture, elle peut fournir au commerce non seulement ses denrées alimentaires, mais encore un fret très important pour ses navires. Par le commerce de transit, auquel sa situation géographique semble la prédestiner, la Péninsule est à même de réaliser d'énormes profits. On en trouve la preuve dans ce fait, que les Compagnies de navigation de Hambourg trouvent avantage à concentrer dans ce port les produits allemands pour les transporter jusque dans le Levant en faisant le tour de l'Europe. Pourquoi le commerce italien ne disputerait-il pas à ses rivaux sa large part d'un trafic placé si directement à sa portée? Pour cela, il faudrait moins sacrifier à une industrie trop exigeante et favoriser au contraire, par des travaux appropriés, par un outillage maritime perfectionné, par une bonne organisation des transports terrestres, enfin par une politique financière très prudente et très économe, les progrès de la culture et l'extension du commerce. L'Italie n'est pas assez riche en minéraux et surtout en charbon, sa main-d'œuvre n'est pas assez préparée au travail industriel, pour qu'elle puisse rivaliser efficacement avec les pays du Nord. Au contraire, avec ses produits agricoles abondants, qui pour la plupart n'ont pas de concurrents dans les pays voisins, et avec sa situation exceptionnelle entre deux mondes différents, elle peut arriver à de magnifiques résultats. Malheureusement, bien que cette politique lui soit clairement indiquée par la nature et par l'histoire, elle

aura maintenant de la peine à la faire prévaloir contre les préjugés, d'une part, et, de l'autre, contre les intérêts artificiels que la protection a fait naître.

VI. — LA VIE PUBLIQUE

La politique intérieure de l'Italie est naturellement dominée par les circonstances de son état social. Comme toujours, la prédominance de la tradition communautaire développe d'une façon aiguë l'esprit de clan et pousse à l'extrême l'ardeur des luttes politiques. D'autre part, chez un tel peuple, le gouvernement ne peut manquer d'être centralisé et influent, puisqu'il doit pourvoir à l'insuffisance de l'initiative privée. Tel est, en effet, le cas dans la Péninsule, et, loin de s'atténuer, cette tendance autoritariste et centralisatrice va plutôt en se développant. Du reste, il n'en a jamais été autrement en Italie. Rome a connu tous les despotismes; les cités marchandes du moyen âge vivaient sous le régime républicain, mais le gouvernement était aux mains d'une oligarchie restreinte et tyrannique, remplacée même parfois par la dictature pure et simple. Les autres petits États étaient soumis presque tous au règne du bon plaisir. Seul le Piémont, gouverné par les princes intelligents et avisés de la Maison de Savoie, et la Toscane, avec ses archiducs autrichiens, ont connu des gouvernements progressifs et éclairés, mais pourtant bureaucratiques. C'est de là du reste qu'est sorti le mouvement libéral et unitaire. Mais ce mouvement est venu d'en haut, non d'en bas. Il a été organisé et lancé par la bourgeoisie du nord, appuyée sur le gouvernement sarde et sur l'étranger. On voulut avoir un gouvernement unique dans l'espoir que, plus fort et plus riche, il pourrait faire davantage pour ses partisans et aussi pour le pays tout entier. Au fond, le peuple ne s'intéressait ni à la liberté politique, ni à l'unification. On peut d'ailleurs se demander si la première lui a été d'une haute utilité dans les conditions peu régulières où il la pratique. Quant à la seconde, elle était fatale. Bien que la Péninsule soit naturellement divisée, elle n'est ni assez étendue, ni assez morcelée géographiquement pour empê-

cher la réunion, surtout à notre époque, munie de moyens de communication rapides. Et du moment où un État assez fort fut constitué dans le nord, partie la plus active, la plus laborieuse, la plus dégagée de la communauté, on pouvait être assuré qu'il arriverait tôt ou tard à dominer tout le reste. L'opposition étrangère a seule pu retarder cette évolution, jusqu'au jour où une autre intervention, également étrangère, vint contrebalancer la première. Nous verrons tout à l'heure comment l'Italie est amenée aujourd'hui encore à subir les influence du dehors.

Dans ces conditions, l'unité a pu donner à la nation italienne certains avantages. Ainsi, par la suppression des douanes intérieures, par l'unification du Droit, par la réduction des charges de cour et des fonctions inutiles, par le groupement de certains éléments de force et d'influence, le pays a certainement gagné beaucoup à la fusion. Mais ces avantages sont en partie annulés par des inconvénients graves, dûs aux défectuosités du régime social et politique.

La tendance que l'on retrouve chez tous les peuples d'origine communautaire, et en vertu de laquelle les particuliers comptent sur le gouvernement pour les aider dans leurs entreprises, sévit en Italie avec la plus grande intensité. Nous avons déjà constaté son ingérence dans le développement de l'industrie privée, ingérence qui, à un moment donné, fut poussée très loin. On vit l'État fonder des fabriques, notamment des usines métallurgiques, afin d'utiliser sur place les minerais nationaux. Comme toujours en pareil cas, l'opération se solda par de grosses pertes au détriment du Trésor, ce qui contribua dans une forte mesure à l'établissement du cours forcé. En outre, on a poussé à la construction des voies ferrées, bien souvent dans un intérêt purement électoral, et cela en prodiguant les subventions et les garanties. Aussi, les Chemins de fer italiens ne donnaient-ils que de faibles recettes, et, faute de moyens, mécontentaient-ils à la fois leur personnel et le public, si bien que l'État a dû finalement prendre à sa charge cette formidable entreprise. Arrivera-t-il à faire mieux que les Compagnies? Cela est douteux, parce qu'il sera lui aussi surchargé par l'énormité des frais

généraux. Nous avons constaté précédemment que les pouvoirs publics s'attachaient en outre à pousser l'industrie par des subventions, des exemptions d'impôts et des privilèges; cela constitue pour lui une grave responsabilité, car il craindra toujours, en se dégageant, de causer la chute des entreprises artificiellement encouragées et, par suite, une catastrophe économique. Tout cela grève lourdement le budget de l'État, et il faut y ajouter encore les dépenses considérables de la Guerre et de la Marine, constamment croissante [1]). Aussi, les dépenses publiques qui, en 1871, ne dépassaient guère le milliard, ont atteint 1.200 millions en 1880, 1.640 millions en 1890, 1.773 millions en 1900 et 1.856 millions en 1904. Les recettes ordinaires n'ont presque jamais suffi aux besoins, si bien que, presque chaque année, il a fallu recourir aux moyens extraordinaires. Sans doute, on trouve des pays où la progression est plus rapide encore, mais les erreurs de l'un ne sauraient excuser celles de l'autre. L'Italie est un pays dont la richesse est plutôt médiocre. Le poids des impôts s'y fait vivement sentir, et il est hors de doute qu'une politique dépensière est particulièrement dangereuse, surtout si les dépenses sont peu ou point productives. On prévoit bien que, dans ces conditions, la Dette du Royaume ne peut manquer d'être considérable, et, en effet, elle dépasse aujourd'hui quinze milliards, exigeant un intérêt annuel de 580 millions environ. Cet énorme fardeau provient principalement de deux causes: le socialisme d'État, d'une part, et, de l'autre, une politique extérieure mal comprise. En ce qui touche l'extension du socialisme d'État, nous savons déjà à quoi nous en tenir. Il s'est développé en Italie dans les conditions les plus dangereuses et les plus contradictoires, puisque le gouvernement tend, à la fois, à concentrer dans ses propres mains des services de plus en plus compliqués, tout en encourageant la création d'une industrie, libre en principe, mais mise à la

[1]) En 1881, le Ministère de la Guerre absorbait 215 millions de lires; en 1890, ce chiffre était porté à 251 millions, et, en 1904, à 282 millions La Marine a passé de 46 millions en 1881, à 128 millions en 1904. Le budget militaire total a crû ainsi, en moins de 25 ans, de 261 millions à 410 millions.

discrétion des pouvoirs publics par toute une série de monopoles, notamment par celui des transports terrestres. On tend ainsi à reconstituer par l'État la communauté, qui va se désagrégeant de jour en jour dans la famille. C'est là une erreur sociale d'autant plus grave que, dans un pays où la politique joue un si grand rôle, et où elle est dirigée par l'esprit de clan, une telle situation présente les incertitudes et les risques les plus grands, principalement celui de la partialité et de la corruption. Il est permis de penser que, lorsque le gouvernement aura atteint la limite pratique de ses moyens financiers, ce qui ne saurait tarder beaucoup, il devra cesser les subventions, les privilèges, les concessions qu'il prodigue actuellement. Alors se produiront des déceptions et des crises dont le pays souffrira profondément. En concentrant les efforts sur l'agriculture, en la remettant en honneur parmi la classe riche, en favorisant ses progrès techniques et en s'efforçant d'élargir ses débouchés, on aurait formé une base économique solide, sur laquelle la prospérité industrielle se serait fondée d'elle-même au moment voulu et autant que cela se peut dans une contrée privée de charbon. En essayant de tout faire à la fois, et en prenant l'action administrative comme moteur principal de l'activité nationale, on ne peut que compromettre l'avenir. Il faut le regretter pour ce beau pays et pour cette race intelligente, souvent laborieuse, dont on pourrait tirer beaucoup en dirigeant son éducation vers l'initiative particulière, au lieu de renforcer toujours plus l'action de la communauté d'État, qui demeure forcément routinière, tâtillonne et lente.

Les progrès artificiels de l'industrie et du socialisme d'État ont grandement favorisé l'extension des idées révolutionnaires. Les ouvriers d'origine communautaire appelés dans les grandes villes ont été aisément embrigadés par les agitateurs socialistes, qui ont trouvé dans les interventions de l'État la justification de leurs théories et de leurs exigences. Comme partout, ils se sont constitués en parti politique, et ils essaient de pousser de plus en plus le gouvernement dans la voie de la communauté d'État. Cette fatale tendance n'est d'ailleurs pas le monopole des révolution-

naires. Parmi la bourgeoisie, bien des gens commettent l'erreur de croire que c'est en empruntant aux socialistes une partie de leurs doctrines, qu'ils les combattront le plus sûrement. Il s'est donc formé un autre parti socialiste, dit réformiste, dont le programme est un mélange d'idées justes, comme la réduction des dépenses publiques, et de projets étatistes, comme l'organisation administrative du crédit agricole. Enfin certains groupes couvrent leurs tendances centralisatrices du manteau de la religion, au risque de compromettre des intérêts qui n'ont rien à voir avec les discussions sociales ou économiques. Cette sorte d'anarchie dans les idées et les opinions est bien caractéristique de la désorganisation sociale de la race, qui la laisse désemparée dans ses institutions, dans ses traditions et dans ses tendances. Elle n'est d'ailleurs pas la seule dans ce cas.

La politique extérieure du Royaume présente elle aussi des complications qui ne sont pas sans danger. Elles proviennent des mêmes causes ou à peu près.

Depuis la réalisation de l'unité, l'Italie se considère avec pleine raison, comme une grande Puissance, et veut en jouer le rôle. Cependant elle a eu le tort de trop se griser de réminiscences historiques. Le prestige du nom romain a tourné chez elle bien des têtes, et l'on s'est cru obligé, bien souvent, par de glorieux souvenirs, à faire grand, à agir en État appelé à recommencer une épopée et à jouer sur la scène du monde un rôle supérieur. A un certain moment surtout, les Italiens n'ont pas su voir à quel point les temps étaient changés.

A l'époque où Rome dans sa splendeur régnait sur cent peuples asservis, le monde connu offrait cette particularité capitale, qu'une seule et même formation sociale dominait toutes les nations de quelque importance. Chez les unes, la communauté subsistait dans toute sa force; chez d'autres, elle s'était rompue, laissant derrière elle l'instabilité, le désordre et la forte empreinte de son esprit de lenteur et de routine. Rome seule ou à peu près avait su s'en dégager assez pour acquérir un esprit d'initiative, une habitude des arts usuels et spécialement de l'agriculture, une pratique

du travail, en un mot des aptitudes sociales très supérieures à celles de ses voisins. Elle n'était pourtant pas sortie des traditions communautaires d'une façon absolue, car elle retomba sous leur influence dès que sa supériorité lui eut permis de vivre aux dépens de ses voisins.

A l'heure actuelle, les choses ne vont plus de même. Un type social, que les landes de la Basse-Allemagne élaboraient obscurément à l'époque romaine, s'est développé depuis avec une puissance extrême et s'est répandu sur le globe avec une vigueur bien plus grande et durable que la force d'expansion de la Rome antique. Au lieu de progresser par l'effet des armes et par la conquête, en asservissant les peuples et en foulant les vaincus, la race anglo-saxonne avance pas à pas, par une action individuelle à peine sensible mais constante, irrésistible. En présence de cet élément nouveau, l'Italie avec sa formation communautaire, sa faible initiative individuelle, sa médiocre ardeur au travail, ses pouvoirs publics développés, absorbants et coûteux, ne peut espérer que sa situation reflète jamais l'antique éclat de l'État romain. Elle a beau se consumer en efforts ruineux; faute d'un fonds solide, ses sacrifices sont perdus. Son armée est brave, mais médiocrement outillée et encombrée de sinécures [1]; sa marine est assez brillante; pourtant elle n'inspire aux spécialistes qu'une confiance limitée [2].

D'ailleurs, ses finances sont trop peu élastiques, son passif est trop lourd, pour permettre une action extérieure à la fois étendue et autonome. C'est le sentiment de cette insuffisance qui a poussé les mégalomanes italiens vers l'alliance allemande. Au lieu de se rapprocher des peuples travailleurs et pacifiques, ils se sont orientés vers une Puissance considérée comme ambitieuse, pensant qu'il y aurait quelque chose à ramasser dans son sillage et que, tout au moins, le jeune Royaume partagerait le prestige de son puis-

[1]) Effectif de paix : 280.000 hommes; effectif de guerre : 1.100.000 hommes, sur le papier.

[2]) La marine de guerre comprend 322 bâtiments, pour 433 000 tonnes, 760.000 chevaux et 26.000 hommes d'équipage.

sant patron. Jusqu'à présent, cette alliance n'a guère valu au peuple italien que des sacrifices. Et, tandis qu'il s'épuise pour maintenir un état militaire disproportionné avec les besoins réels de sa défense, l'Allemagne travaille activement à lui disputer le trafic méditerranéen. Tel est le présent. Quant à l'avenir, qui donc oserait s'aventurer à le prédire? Il nous réserve certainement des surprises. Peut-être verra-t-on quelque jour le monde germanique unifié s'étendre de la Baltique à l'Adriatique. Alors l'Italie se trouvera bien petite et bien faible à côté du colosse dont elle aura préparé les voies.

Du reste, les Italiens semblent pour la plupart revenus des chimères d'antan. Leurs visées sont devenues plus immédiates et plus pratiques. Ils voudraient trouver à leurs portes un déversoir pour une partie au moins de leur énorme émigration. Les acquisitions péniblement faites dans la Mer Rouge n'ont pas donné grand'chose à ce point de vue [1]), et la longue bande côtière de la Tripolitaine conviendrait certainement mieux à une colonisation agricole. Mais « l'Homme malade » vit toujours; sa succession n'est point encore ouverte, et, le cas échéant, on verrait probablement surgir autour de l'héritage des prétentions inattendues. Il en serait de même dans les Balkans, où du reste l'Italie ne peut recueillir que des embarras sans compensations sérieuses, et où les prétentions de ses alliés actuels lui laissent peu d'espoir. Singulière situation en vérité, qui oppose aux ambitions d'un gouvernement les vues et les projets de ses amis les plus proches — au moins en apparence!

En résumé, l'Italie, pays fertile, admirablement situé, garni d'une population surabondante, mais peu favorisé au point de vue minéral, paraît destiné surtout à prospérer par

[1]) La colonie de l'Érythrée, avec la côte de Benadir (Somali), mesure environ 500.000 kilomètres carrés avec 730.000 âmes, dont 4.000 Italiens, troupes comprises.

Le Bureau colonial au Ministère des Affaires étrangères a été réorganisé et renforcé en 1905.

la culture et le commerce. Il devrait s'attacher à diminuer ses charges intérieures, à développer sa technique agricole, à faire progresser ses paysans dans la voie du travail et de l'initiative, à ramener sa classe aisée vers la terre, à favoriser l'expansion de son commerce et de sa navigation. Il faudrait que sa politique intérieure fût économe, libérale, décentralisatrice, et que sa politique extérieure, sans s'interdire les desseins à long terme, se montrât pourtant prudente et modérée. Avec ces tendances, un peu terre à terre peut-être, mais saines et pratiques, elle arriverait certainement à jouer en Europe un rôle satisfaisant à la fois pour ses intérêts légitimes et pour son juste orgueil national. La politique d'apparat, de socialisme d'État et de vastes ambitions ne peut, au contraire, que la gêner dans son développement social et économique, en la mettant à la merci d'amis trop puissants et trop ambitieux eux-mêmes pour ne pas lui causer de l'inquiétude.

CHAPITRE IV

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

La Péninsule ibérique ; ses caractères spéciaux. — L'Espagne ; la montagne, la vallée et la mer. — Formation de la race : les origines, les invasions, la guerre de la reconquête et les acquisitions coloniales. — Situation actuelle du travail en Espagne ; les étrangers et l'industrie — La politique douanière.

Le Portugal ; le pays et la race. — L'expansion commerciale et ses effets ; situation actuelle.

La Péninsule ibérique présente un aspect très particulier. C'est un vaste amoncellement de plateaux et de montagnes, posé sur une base à peine plus large, en sorte qu'il reste seulement une bande étroite entre le versant des monts et la mer. Encore arrive-t-il parfois que la chaîne bordière tombe presqu'à pic dans les flots. Il en résulte une contrée faite pour ainsi dire de pièces et de morceaux de grandeur et d'altitude diverses, et d'orientation variée. Cette subdivision inscrite par la nature sur le sol se retrouve dans les tendances des habitants. Il est peu de pays modernes, où l'esprit régional soit resté aussi vivace que dans cette Péninsule. Cependant, des anciennes divisions politiques, une seule a subsisté. Après bien des péripéties, le versant océanique est resté indépendant, malgré son infériorité numérique. C'est qu'il existait des raisons à la fois géographiques et sociales pour provoquer et maintenir cette division. Au point de vue géographique, le Portugal est séparé de l'Espagne par une chaîne très accentuée, qui borde la région des plateaux et rompt leur pente générale vers l'Ouest. Cette barrière marque fortement la limite entre deux contrées d'aspect différent et rejette vers la Méditerranée le peuple espagnol, tandis qu'elle pousse la nation portugaise vers l'Océan. Les fleuves eux-mêmes, bien que leur source soit souvent placée

à l'orient de la frontière, constitue des obstacles plutôt que des voies de communication, parce que jusqu'à leur arrivée dans l'étroite plaine littorale, ils ne sont que des torrents rapides encaissés dans des gorges profondes. Aussi, bien que leurs origines soient les mêmes, les Espagnols et les Portugais ont une physionomie sensiblement différente. Leur évolution a été parallèle sans jamais se mélanger, sinon par l'effet d'une violence subie, mais non acceptée, et dont le Portugal ne tarda pas à se libérer.

A l'heure actuelle, après avoir joué tous les deux dans l'histoire un rôle brillant, les États ibériques ont décliné et perdu à la fois leur prééminence économique et leur influence politique. Au point de vue économique, les États ibériques paraissaient jadis extrêmement prospères parce qu'ils déployaient une activité commerciale rare à cette époque. Depuis lors, les Espagnols et les Portugais ont vu surgir des concurrents, qui les ont égalés d'abord, puis considérablement dépassés. Dans ces conditions nouvelles, la situation de la Péninsule paraît bien modeste, quoiqu'elle fasse, avec une population supérieure, un chiffre d'affaires certainement plus élevé qu'autrefois. Il faut dire, du reste, que les nations trans-pyrénéennes ne se signalent ni par une organisation forte ni par une grande activité industrielle. Nous devons constater, au contraire, qu'elles sont tombées dans la désorganisation et l'instabilité, et que leur aptitude au travail est assez limitée. C'est ce que les faits vont nous démontrer.

1° — L'Espagne.

I. — Le pays

On reconnaît aisément dans la Péninsule ibérique quatre milieux très distincts : la montagne, le plateau, la vallée et la plaine littorale. La montagne, couverte de neige une partie de l'année, se garnit au printemps d'un gazon qui peut entretenir des troupeaux nombreux, principalement des moutons ; mais, à l'automne, ces troupeaux doivent descendre vers des pâturages que la neige n'atteint pas. Les plateaux,

compris entre 500 et 1.000 mètres, sont généralement secs, parce que les montagnes assez élevées de l'ouest arrêtent les nuages venus de l'Atlantique, pendant que les pentes orientales retiennent ceux de la Méditerranée. Aussi, dans certaines régions la quantité annuelle de pluie ne dépasse-t-elle pas 40 centimètres; c'est le cas par exemple pour les provinces du sud-ouest. Dans le nord-ouest, au contraire, les provinces basques, qui reçoivent librement le vent du large, sont abondamment arrosées, et forment une riche contrée herbagère. Mais le reste des hautes terres est bien souvent d'une aridité excessive et par conséquent peu productif. Quant aux vallées où coulent les rivières et où les alluvions se sont amassées, elles constituent en général de magnifiques oasis de verdure, qui coupent la monotonie des plateaux dénudés. On en peut dire autant de certaines parties de la plaine côtière, entre lesquelles s'étendent des terrains sablonneux et déserts.

Si l'Espagne était moins escarpée, moins tourmentée, mieux arrosée, avec le climat dont elle jouit, ce serait un des plus riches pays du monde [1]. Mais l'eau lui fait par trop défaut. Un auteur espagnol estime à 10 % seulement du territoire les terres vraiment fertiles, parce qu'elles sont bien arrosées. Pour le surplus, 45 % des terrains sont bons mais trop secs pour donner des récoltes un peu abondantes; 35 % appartiennent à des sols maigres ou tout à fait arides; enfin 10 % sont couverts de roches nues. On a bien réussi à étendre par l'irrigation les parties fertiles, et l'on voudrait faire davantage dans ce sens; mais ce n'est pas chose facile, pour deux raisons. D'abord, le pays est très tourmenté, ce qui rend souvent impossible une bonne distribution des eaux; ensuite, on n'en trouve pas toujours la quantité nécessaire pour faire des réserves et entretenir l'arrosage.

Des Espagnols patriotes et clairvoyants voudraient que

[1]) La splendeur de la nature dans les régions arrosées est telle que longtemps elle a dissimulé aux Espagnols le défaut capital de leur pays : la sécheresse. Ils se croyaient de bonne foi en possession de la plus riche contrée du monde, ce qui justifiait à leurs propres yeux leur indolence. Ils commencent à revenir de cette grave erreur.

l'on remédiât à cet état de choses au moyen de grands travaux, de barrages et de réservoirs. Malheureusement, il faudrait dépenser beaucoup[1]) pour un résultat limité. En effet, comme le remarque un auteur qui a étudié la question de très près: « Ceux qui veulent servir les vrais intérêts de l'Espagne ne doivent jamais oublier que les conditions géographiques la condamnent, en une partie de sa surface, à une presque irrémédiable pauvreté agricole; elle est en ce sens mal façonnée et l'on ne pourra la transformer complètement. Dans ce domaine, les oasis d'irrigation marquent d'admirables centres d'activité et de fertilité, mais je me suis précisément efforcé d'indiquer en quelle étroite mesure même les plus industrieuses et les plus ingénieuses formes de l'activité humaine sont en Espagne liées et parfaitement limitées à certaines conditions orographiques et topographiques, géographiques et hydrographiques, et il serait en vérité puéril de prétendre et chimérique de souhaiter que de pareils centres pussent être indéfiniment développés et multipliés[2]. »

Ces brèves indications montrent que, si l'Espagne est un pays propre aux cultures les plus variées et les plus riches, il n'est pourtant pas aussi généreux qu'on l'a cru. Il oppose souvent à l'effort de l'homme une aridité excessive et des risques climatériques dont le paysan souffre beaucoup. Il est vrai qu'elle possède dans son sous-sol une compensation. Les sierras ibériques ont été aux époques plutoniennes comme un colossal laboratoire où les composés métalliques les plus divers ont été formés. On y trouve l'or, l'argent, le mercure, le cuivre, le zinc, le plomb, le manganèse, le soufre, le sel et surtout le fer et le charbon. De temps immémorial les habitants du pays ont fouillé son sol pour

[1]) 400 millions de francs, dit-on. Un premier projet a du reste été dressé et va être mis à exécution. On a commencé au printemps de 1906 un canal pour arroser une partie de l'Aragon et de la Catalogne.

[2]) J. Brunhes. *L'irrigation, ses conditions géographiques, ses modes et son organisation en Espagne et dans le nord de l'Afrique.* Paris, un vol.

en extraire du métal. Dans les temps modernes, l'exploitation a même pris une grande extension. Cependant, il reste toujours beaucoup à faire, et les Espagnols pourraient trouver dans l'industrie un élément capable de combler largement les insuffisances agricoles de leur sol. Mais ils ne recourent à cette ressource que d'une façon très limitée. Ce fait, qui surprend au premier abord, est le résultat inévitable de leur évolution sociale.

II. — LA RACE

La population espagnole constitue aujourd'hui une masse qui n'est homogène ni par la langue, ni par le détail des mœurs, ni même par les institutions. On constate chez elle des différences qui proviennent à la fois des influences du milieu et de celles des événements. Les phases principales de son existence agitée sont connues; mais il est indispensable de caractériser brièvement chacune des couches ethniques qui se sont succédées dans le pays. Le premier groupe organisé dont la présence soit constatée par l'histoire est celui des Ibères, section de la race berbère, venus par le nord de l'Afrique, pasteurs sur les plateaux, pêcheurs et pirates sur les côtes. Ils n'avaient reçu des peuples commerçants de la Méditerranée, Phéniciens, Grecs et Carthaginois, que quelques éléments de civilisation tout extérieure, sans grande portée au point de vue de l'organisation fondamentale de la race. Il est à remarquer d'ailleurs que les Ibères ne se plièrent que lentement et par force au travail intense. Carthage, établie sur les côtes, pratiquant surtout le négoce, ne les eut guère pour adversaires, sinon quand elle voulut les obliger à travailler pour elle dans les mines d'argent qu'elle exploitait. Elle les trouva au contraire tout prêts à la servir comme soldats, car le métier militaire convenait parfaitement à leurs goûts aventureux et pillards [1]). Plus tard, les Romains, par leur pénétration dans l'intérieur du pays, par leur colonisation agricole, avaient commencé une évolution

[1]) V. p. 95, ce que nous disons des Berbères.

caractérisée et profonde; mais bientôt cette transformation fut arrêtée par la corruption administrative et par les exigences fiscales de l'époque impériale. Après eux vinrent les barbares: Suèves, Alains, Vandales, Wisigoths[1]), demi-pasteurs et surtout pillards eux aussi, qui, pour la plupart, ne firent que passer. Ceux qui demeurèrent n'eurent pas d'autre visée que d'imiter ce qu'ils avaient sous les yeux, c'est-à-dire les désordres de la décadence romaine. Déjà ébranlés par la pratique incessante de la guerre, ils tombèrent aisément du régime ordonné du patriarcat dans une désorganisation à peu près complète. L'Empire gothique, calque imparfait de celui des Césars, était comme lui déchiré par les factions; la trahison le fit tomber aussi sous le choc, médiocre pourtant, d'une faible invasion africaine, sortie pour la seconde fois de la souche berbère. Les Maures, peu nombreux au début, se multiplièrent beaucoup à la suite de leurs premiers succès et finirent par occuper la plus grande partie de la Péninsule.

Les Maures, comme les Ibères (dont ils étaient du reste les proches parents), comme les Goths, appartenaient au type communautaire et n'avaient point subi de transformation radicale. Ils étaient conduits par une sorte d'aristocratie formée d'éléments arabes.

Ces Arabes étaient des commerçants orientaux, caravaniers au début, puis, après la grande invasion mahométane, successeurs ou imitateurs des Grecs et des Byzantins, accoutumés au trafic maritime, au luxe et à la vie urbaine. Ils étaient amenés par là à favoriser, chez les peuples soumis, le développement des échanges, des arts, de la fabrication et aussi des cultures propres à approvisionner les villes de légumes et de fruits frais, genre de production qui convient si bien aux

[1]) Les Goths ou les Wisigoths étaient des populations enrôlées au second siècle de notre ère sur la rive occidentale du Dnieper par des descendants d'Odin et de ses compagnons d'armes, venus là avec une suite de Germains de la Baltique. En traversant le midi de l'Europe, au sud du Danube, ils avaient recruté en outre un ramassis de peuples antérieurs, mais analogues aux Slaves. V. sur ce point H. de Tourville, *Histoire de la formation particulariste*.

pays méridionaux quand on dispose de l'eau nécessaire pour l'irrigation. Maîtres de la Péninsule presque entière, ils la semèrent de villes commerçantes et industrielles florissantes, entourées de jardins, et ils livrèrent les campagnes au pâturage.

La conclusion de tout ce que nous venons d'exposer est que, après la conquête arabe, comme auparavant, la population de ce pays ne fut point enracinée dans le sol ni fondée sur le travail de transformation du territoire. Les Arabes ou arabisés devinrent riches, mais principalement par le commerce des produits précieux de l'Orient et par les industries de luxe; ils développèrent une civilisation brillante, mais cette prospérité même désorganisa leur vie privée, qui était basée à l'origine sur les habitudes de restriction et de discipline du patriarcat. Leur vie publique s'en ressentit; elle fut troublée par l'esprit de clan. Leurs richesses furent une tentation pour les chrétiens refoulés dans les montagnes du nord; leurs divisions facilitèrent à ceux-ci un retour en arrière, la *reconquista*, comme disent les Espagnols. Cette phase de l'histoire de l'Espagne mérite d'être étudiée avec quelques détails [1]).

Constatons d'abord que la nation ibérique a eu longtemps la guerre comme occupation principale. Beaucoup d'Espagnols avaient accepté la domination arabe plutôt que de quitter les lieux où ils s'étaient sédentarisés et où ils vivaient d'une vie facile; ils s'assimilèrent aisément aux vainqueurs, dont la formation sociale était au fond très analogue à la leur; cependant, en général, ils n'embrassèrent point leur religion, et restèrent chrétiens. Leur physionomie devint d'ailleurs si parfaitement semblable à celle des maîtres du pays, qu'on leur donna le nom de *Mozarabes*.

D'autres, au contraire, fuyant la domination musulmane, se réfugièrent dans les replis inextricables des montagnes du Nord. Pourchassés à outrance, souvent battus, ils demeurèrent pourtant, et leur nombre ne tarda pas à se grossir

[1]) On trouvera une étude approfondie de l'évolution sociale de l'Espagne dans la *Science sociale*, t. XIX, p. 411 et suivantes.

d'une foule d'aventuriers attirés par le désir de guerroyer contre l'infidèle, de faire sur lui du butin, ou même de se tailler des domaines à ses dépens [1]). La guerre d'indépendance prit ainsi à ses débuts et garda durant de longues années un aspect particulier. Ce fut, en fait, une lutte de montagnards pauvres contre des citadins abondamment pourvus, qu'il était fort avantageux de razzier à toute occasion favorable. Aussi, jusqu'au XIIIme siècle, la guerre contre les Maures put rester l'occupation principale des Espagnols. A cette époque, par la défaite de Las Naras de Tolosa, en 1212, la puissance arabe subit un échec dont elle ne put jamais se relever, si bien que les États maures ne tardèrent pas à disparaître, à l'exception du seul royaume de Grenade, détruit lui-même en 1492.

D'autres causes encore ont agi pour maintenir cette nation sous les armes. L'esprit de clan, résultat de ses origines beaucoup plus batailleuses que laborieuses, les porta dès le début à se subdiviser en groupes indépendants, très souvent ennemis au point de rechercher l'appui des princes musulmans pour s'accabler les uns les autres. Dans l'intérieur même des États espagnols, on voyait à chaque instant la guerre civile allumée entre le souverain, la noblesse et les villes. Enfin, avant même d'avoir chassé les Maures et unifié leur territoire, les Espagnols et les Portugais se lançaient dans des entreprises extérieures pleines de témérité. On connaît leurs expéditions en Italie, en France, aux Indes, en Amérique, les prétentions répétées de leurs souverains à la couronne du Saint-Empire, prétentions réalisées enfin par Charles-Quint au prix d'énormes sacrifices.

Ainsi, la nation espagnole fut de tout temps, mais surtout du VIIIme au XVIIme siècle, un peuple essentiellement mili-

[1]) La Catalogne fut reprise aux Arabes par un seigneur franc, et le Portugal par un Capétien de Bourgogne. Plusieurs fois la croisade fut prêchée en Europe contre les Maures. Lisbonne et les Algarves ont été conquises par des expéditions de ce genre, au profit du souverain local, moyennant l'abandon du butin à ses auxiliaires. La fondation des autres royaumes chrétiens de l'Espagne présente des faits pareils. Toutefois, les Francs furent trop rares ici pour exercer une action profonde et durable.

taire, dont le métier principal consistait à combattre sans cesse et partout, à vivre de l'épée, et aux dépens d'autrui par conséquent. Pendant cette période, dit Buckle, toute l'intelligence qui, dans ce pays, n'était pas employée au service de l'Église, se consacrait aux armes presque exclusivement. En fait, chacun était soldat avant toute chose. Les écrivains, les savants, les jurisconsultes, les négociants, les prêtres même portent à l'occasion la cuirasse et vont combattre un peu partout, sachant bien que la guerre est le moyen le meilleur et le plus rapide pour arriver aux honneurs, aux dignités, à la richesse. La vie sociale est entièrement dominée par cette tendance[1]. Tout finit par être subordonné à l'esprit de conquête et à l'espoir de piller ou d'exploiter l'étranger; l'affaire principale est le recrutement et l'entretien de l'armée, qui devient, pour un temps, la première du monde. Le peuple espagnol, qui s'est alors emparé du Portugal, qui domine en Italie, aux Pays-Bas, au Nouveau-Monde, et qui semble en possession d'une énorme puissance, est « la grande nation » du moment. Elle donne le ton en Europe; on la craint, on la jalouse et on l'admire; on recherche son alliance, ou bien on forme, pour lui résister, de vastes coalitions.

Mais cette grandeur n'est qu'apparente et faite de rencontres; à bref délai, tout s'écroule, et l'Espagne retombe brusquement à la condition de puissance de second ordre, végétant au jour le jour, menacée de toutes parts, faible, pauvre et stationnaire en face de voisins en plein progrès.

Comment expliquer cela? Par ce fait constant, qu'un peuple peu adonné à la culture et aux arts de fabrication relatifs à la vie usuelle ne saurait ni acquérir par lui-même, ni conserver longtemps une situation prospère et prépondérante. C'est ce que l'examen de l'ancienne société espagnole va nous montrer clairement.

La société espagnole du moyen âge se divisait en catégories

[1]) Le roman de chevalerie, démodé partout, fleurit encore en Espagne à la fin du XVme siècle (l'*Amadis de Gaule* est de 1465). Il a été fondé en Espagne vingt-trois ordres de chevalerie.

bien tranchées : les serfs, les paysans libres, la noblesse, les villes, le clergé, la royauté.

Les premiers étaient astreints à un esclavage très voisin de la servitude antique, à peine modifiée par l'influence du christianisme. Épuisés par les exigences de leurs maîtres, les serfs désertent la terre pour courir aux armées, ou pour émigrer aux colonies, laissant les campagnes à de vastes troupeaux de moutons ou de bœufs à demi sauvages. C'est ainsi que des plaines d'une grande fertilité demeurèrent à l'état de steppes habitées seulement par quelques pâtres très semblables aux *gauchos* actuels des Pampas américaines.

La responsabilité de cette situation incombe surtout aux classes supérieures, incapables de gouverner efficacement les populations qui leur étaient subordonnées. Cela s'explique aisément quand on connaît le cours qu'ont suivi les choses. Pendant presque toute la durée de la lutte entre chrétiens et infidèles, il existait entre les deux partis une large zone de territoires incessamment parcourus par des bandes allant en razzia, ou par des armées en marche contre l'irréconciliable ennemi. Vivre dans cette zone était à peu près impossible, car on n'y trouvait aucune sécurité ni pour les biens ni pour les personnes. Au fur et à mesure des progrès espagnols, le désert reculait vers le sud, et la partie nord, incorporée aux territoires chrétiens, était colonisée sous la direction des souverains. Ils taillaient dans ces terres sans maître des domaines souvent très vastes, qu'ils distribuaient à leurs fidèles ; ceux-ci établissaient sur leurs nouvelles propriétés des prisonniers, considérés à peu près comme des esclaves, des fugitifs qui n'avaient plus ni feu ni lieu, parfois des colons volontaires. Ces derniers obtenaient certaines garanties, fondaient souvent des bourgs à charte, mais les autres demeuraient à l'entière merci du seigneur. On appelait cela organiser des *poblaciones*, ou repeuplements.

Ailleurs, lorsque des provinces entières tombaient aux mains des Espagnols avec leurs habitants et leurs villes, les campagnes étaient encore distribuées de la même façon. En général, les Maures fuyaient vers le sud ou se groupaient dans les villes ; les Mozarabes chrétiens demeuraient en place, au

contraire, croyant n'avoir rien à craindre de leurs nouveaux maîtres, qui cependant leur imposaient leur forme de servage. Quant aux villes, pour se les concilier et y retenir une population aisée et industrieuse, les rois leur concédaient des chartes ; nous en parlerons en détail tout à l'heure.

C'est ainsi qu'il se forma en Espagne une classe nombreuse de grands propriétaires fonciers, les riches hommes *(ricos hombres)*, qui n'avaient d'abord aucun goût pour la vie rurale, étant accoutumés à la vie militaire, urbaine et de cour, exclusivement. Aussi ne s'intéressaient-ils à leurs domaines qu'au point de vue du revenu qu'ils en pouvaient tirer par l'intermédiaire de leurs intendants, pour alimenter les dépenses d'un luxe insensé. En d'autres termes, cette féodalité purement militaire n'avait aucune part dans la direction du travail et se bornait à en accaparer les fruits pour les dissiper follement. Dans ces conditions, la culture ne pouvait ni prospérer, ni même se maintenir.

A côté de ces *ricos hombres*, un grand nombre d'individus de peu de fortune, ou même tout à fait sans ressources : nobles ruinés, cadets de famille, officiers inférieurs, même des soldats et des aventuriers de basse origine, se disaient *hidalgos* c'est-à-dire gentilshommes, et vivaient de misère ou d'expédients, méprisant le travail, qui était à leurs yeux la marque de la condition servile [1]). Ces gens étaient toujours prêts à vendre le concours de leur épée à quelque grand personnage, entraient dans son clan et lui fournissaient ainsi la force et l'influence nécessaires pour contrebalancer celles d'un rival, ou même pour traiter d'égal à égal avec le roi, ou encore pour organiser quelque lointaine expédition.

On voit, par tous ces traits, qu'on ne saurait sans erreur comparer la féodalité espagnole à la féodalité franque, par exemple. Celle-ci était maintenue par le lien réel ou terrien, les domaines étant subordonnés entre eux par une coutume fixe, immuable, que leurs maîtres ne pouvaient rompre sans violer en même temps le fait et le Droit. En Espagne, les

1) En principe, tout individu qui vivait noblement, c'est-à-dire sans travailler, et qui possédait un cheval et des armes, pouvait se dire *hidalgo*.

liens étaient tout personnels, et on en modifiait le régime par une simple raison de convenance ou d'intérêt. Aussi, tant que la société franque conserva son caractère d'association basée sur la culture du sol, elle vécut dans l'ordre et la paix; mais, dès qu'elle revêtit, par l'effet des circonstances, le type militaire, chevaleresque, de la société espagnole, elle tomba comme elle dans l'indiscipline et le désordre. En Castille, les nobles pouvaient, de leur propre autorité, se déclarer déliés de toute obligation de fidélité à l'égard du roi, à la seule condition de l'en prévenir et de lever contre lui le drapeau de la révolte, ce qui leur arrivait souvent du reste.

En résumé, à la fin du moyen âge, on trouvait en Espagne une très nombreuse noblesse [1]) subdivisée en plusieurs classes: d'abord venaient les *Grands* et les *Titrés* (environ 350, vers l'an 1650), qui formaient les deux parties de la haute aristocratie, accumulaient les dignités, les charges, les monopoles, les pensions, et possédaient d'énormes domaines. En second lieu figurait la petite noblesse, besoigneuse et orgueilleuse, oisive, avide de dons, de pensions et d'emplois en sous-ordre, toujours prête à s'enrôler dans le clan de quelque grand seigneur pour l'aider à pousser ou à soutenir sa fortune politique, en vivant à ses dépens. Avec cela, elle se montrait en général aventureuse et brave, bien que les vertus militaires aient sensiblement décliné à partir du début du XVIIme siècle.

Telle était la noblesse; voyons maintenant ce qu'il faut penser de la bourgeoisie urbaine.

Les villes avaient été, pour le plupart, fondées ou développées par les Arabes, qui y avaient importé ou agrandi un bon nombre d'industries importantes. A Séville, Grenade, Tolède, Cuenca, Ségovie, Avila, Ocaña, Talavera, Cordoue, etc., etc., on tissait la soie et la laine [2]), on tannait et travaillait

[1]) On estime que 1/5 ou 1/6 de la population totale (la moitié sur certains points) se prétendait de sang noble.

[2]) On assure que l'Espagne a fait battre jusqu'à 60.000 métiers pour la soie et la laine. Vers 1660, il en restait 16.000. Habitudes militaires, expéditions maritimes, commerce lointain, fabrication de tissus forment un enchainement qui se retrouve dans l'histoire économique de beaucoup de peuples.

les cuirs, on fabriquait des aciers, du sucre, des faïences, des gants, des meubles, des armes. Des foires très fréquentées se tenaient annuellement à Medina del Campo, Burgos, Ségovie, Valladolid, Saragosse. Les trafiquants arabes avaient établi des relations actives avec leurs coreligionnaires d'Orient et allaient chercher dans les ports de l'Asie Mineure et de l'Égypte les produits de l'Inde, de la Chine et du Japon. Ce mouvement fut continué, après la chute des royaumes maures, par les commerçants de Barcelone et de Cadix, malgré les difficultés des temps et la hardiesse des pirates de la côte africaine, contre lesquels l'Espagne a dirigé plusieurs expéditions, fait qui montre bien l'importance des intérêts à protéger. Pendant une période assez longue, l'Espagne fut donc un des centres des relations commerciales entre l'Occident et l'Orient, comme la Pologne était, de son côté, le grand chemin du négoce entre l'Orient et les pays du Nord. De part et d'autre aussi, on vit se développer une grande prospérité, qui fut éphémère pour des raisons analogues.

Un peu plus tard, cette situation, entamée d'un côté par la concurrence des ports italiens, fut renforcée par la découverte de la route directe des Indes et par celle du continent d'Amérique, qui fournirent de nouvelles sources de richesse, de nouvelles occasions de trafic maritime. C'est le Portugal qui entra le premier dans cette voie. Dès le XIIme siècle, des marins génois appelés par des souverains intelligents, comme le roi Denys, formèrent en peu d'années une pépinière de hardis matelots. Un peu plus tard, un prince qui était à la fois un savant et un homme plein d'initiative, Henri le Navigateur[1]), ouvrit la période des grandes explorations en envoyant des navires à la côte occidentale d'Afrique. En 1486, le Cap de Bonne-Espérance fut doublé; en 1498, Vasco de Gama atteignit l'Inde, « la terre des épices », le but ardemment désiré par ces négociants de premier ordre, qui devinrent ainsi les principaux agents entre l'Europe et l'Asie.

[1]) Mort en 1460. Les rois portugais, acculés au plateau central de la Péninsule, n'avaient de chance de s'agrandir que par la mer, et de se procurer de grandes ressources que par le commerce.

Du coup, Lisbonne centralisa l'approvisionnement de tous les produits exotiques, ce qui en fit l'une des villes les plus riches du monde. A ce moment, l'avenir le plus magnifique semblait réservé à la Péninsule, car, de son côté, l'Espagne unifiée faisait, elle aussi, grâce à l'initiative de Colomb, de splendides découvertes. Les marchandises et les métaux précieux tirés des colonies fournirent à l'industrie et au commerce de nouveaux éléments d'activité, et l'on put croire un moment que les nations ibériques allaient, grâce au concours de l'immigration étrangère, prendre le pas et jouer le grand rôle en Europe par leurs progrès et par leurs succès dans la fabrication et le négoce.

Avec une telle prospérité, on ne pouvait manquer de voir les arts et les lettres fleurir dans la Péninsule. Lorsque le mouvement des affaires crée de grandes villes, où se rencontrent une classe de bourgeois puissamment riches et en outre une caste de grands seigneurs fastueux, les artistes et les écrivains apparaissent pour construire et orner leurs demeures, pour amuser leurs loisirs, pour raconter leurs succès. C'est ainsi que Barcelone, Séville, Valence devinrent des centres littéraires brillants. Dès le XIVme siècle, on organisait à Valence des représentations dramatiques, et ses poètes étaient alors les meilleurs de l'Espagne. C'est aussi à Valence que se formèrent les premiers peintres nationaux; l'école se développa ensuite en Catalogne, puis, lorsque la monarchie fut unifiée et centralisée, à Madrid, à l'ombre de la protection royale. Séville n'avait pas moins de réputation, et l'on faisait l'éloge de Cervantes en disant qu'il avait su acquérir *el sabor sevillano*, le sel de Séville. L'architecture eut aussi sa belle époque, qui donna naissance aux styles *plateresco* d'Espagne, et *manoelin* de Portugal, tous deux également touffus, exubérants, ornés à l'excès, comme il convient chez des gens dont la fortune a été rapide et qui n'ont pas eu le temps de se former le goût. La musique enfin était cultivée avec passion, et cet art inspira plusieurs compositeurs éminents au XVIme siècle [1]).

[1]) On remarquera le parallélisme de cette évolution avec celle des cités maures, qui l'a précédée.

On comprend comment, dans ces conditions, les cultures intellectuelles devaient se développer dans les deux pays, et se développer dans un certain sens, surtout lorsque la centralisation administrative eut fait de grands progrès. De nombreuses universités furent créées; au XVIIme siècle, on en comptait jusqu'à trente-cinq avec trente ou quarante mille étudiants, qui s'adonnaient à la théologie, à la philosophie, au droit, à la littérature, très peu aux sciences, qui ne servaient à rien dans la recherche des emplois publics.

Les grandes villes, qui accumulaient tant de richesses et développaient une culture intellectuelle si brillante, avaient aussi des institutions publiques remarquables. Leurs *fueros* sont célèbres dans l'histoire et on les cite souvent comme le type accompli de la charte municipale; nous ne pouvons donc les passer sous silence.

Les villes espagnoles n'étaient pas toutes des cités à *fueros*, mais un grand nombre d'entre elles en étaient dotées, par l'effet naturel des circonstances. Quelques-unes avaient été fondées pour ainsi dire en vue de l'ennemi, pour servir de points d'appui à la défense des frontières. Mais la sécurité étant précaire dans ces postes avancés, il avait fallu, pour les peupler, attirer les gens par des privilèges. Le plus précieux de tous, surtout à cette époque d'oppression, c'était la liberté. On accordait donc aux habitants de ces places la franchise municipale, en y ajoutant même, dans certains cas, des droits de seigneurie sur le pays d'alentour.

En outre, après avoir enlevé à la domination arabe une vieille cité, il s'agissait d'y retenir les Mozarabes et même les Maures et d'y appeler des colons. Dans ce cas on concédait un *fuero* qui garantissait chacun contre l'oppression seigneuriale ou royale. Le résultat était le même, ou à peu près.

Enfin, dans le nord, il avait fallu également reconnaître l'autonomie des communautés paysannes basques et navarraises, afin de les intéresser au sort de la cause espagnole, dont ce pays était le dernier refuge, en consacrant des libertés que la nature du sol leur avait permis d'organiser et de conserver depuis l'origine. La situation de ces communautés

liques, chez les Espagnols catholiques en présence des Maures musulmans, l'idée religieuse se confondit naturellement avec celle de la patrie, ce qui donna une importance et une influence spéciale au clergé. De plus, chez les Espagnols comme chez les Wisigoths, les grandes charges ecclésiastiques étaient recherchées par les représentants de la plus haute noblesse, qui conservaient naturellement leurs relations, leur autorité personnelle et, bien souvent, leurs ambitions particulières, si bien que l'Église se trouva directement mêlée aux discordes intérieures comme aux complications du dehors. Enfin, la foi ardente du moyen âge, doublé du sentiment patriotique, fit que le clergé séculier et régulier reçut en don des biens immenses, ce qui lui permit de grossir ses rangs dans une proportion considérable. Et comme, par éducation, les Espagnols étaient peu disposés au travail manuel, leurs tendances naturelles leur faisaient adopter volontiers les formes de la vie ecclésiastique et religieuse. En 1650, on comptait dans ce pays 200.000 prêtres, avec 54 évêques et 12 archevêques; 9.000 couvents d'hommes abritant 70.000 moines, et 3.000 couvents de femmes avec 30.000 religieuses; soit en tout 300.000 personnes, sans parler des gens de service attachés à cet immense personnel. A cette même époque, un cinquième du sol, avec d'énormes revenus, était entre les mains du clergé.

Ces faits expliquent bien des choses. D'abord, il est difficile que des sectes dissidentes pussent vivre en paix au milieu d'une population de foi ardente et sous les yeux d'un clergé aussi influent, qui les condamnait. On fit donc de grands efforts pour amener les Maures soumis à renoncer à l'islamisme; il en fut de même pour les Juifs. Beaucoup refusèrent absolument et prirent d'eux-mêmes le chemin de l'exil. Les autres, menacés dans leurs biens et dans leur sécurité, abjurèrent des lèvres et restèrent hérétiques au fond du cœur. Mais cela ne suffisait pas; il fallait déraciner l'hérésie, de peur qu'après avoir couvé sous la cendre, elle ne reprît un jour des forces nouvelles, compromettant à la fois l'expansion du catholicisme et la sécurité de la nationalité espagnole. Dans ce but, on imagina l'Inquisition, tribunal secret

chargé de surveiller les actes, de scruter les consciences, de poursuivre partout les faux chrétiens et les relaps. Tel était son but primitif; nous verrons tout à l'heure comment elle en fut détournée.

Lorsque le schisme protestant vint à se produire, il trouva en Espagne quelques adeptes qui commencèrent à prêcher la Réforme. Ce mouvement était gros de périls, d'abord pour la religion dominante, ensuite pour les intérêts du clergé, qui se voyait menacé dans sa situation et dans sa fortune; enfin pour le pouvoir royal, précisément occupé en ce moment à combattre en Allemagne le parti protestant. Aussi la répression fut-elle impitoyable, et comme le milieu était d'ailleurs peu favorable à l'expansion des doctrines nouvelles, elles y furent étouffées pour longtemps [1]).

Nous arrivons maintenant au pouvoir royal, et nous avons à nous rendre compte de son évolution depuis le début de la *reconquista* jusqu'aux temps modernes. Ce sera facile après tout ce que nous venons d'observer.

Au début, lorsque la Péninsule était divisée en petits États toujours en lutte entre eux et avec les Maures, chaque souverain devait s'appliquer à grouper autour de lui et à rattacher à sa personne, comme un clan, le plus grand nombre possible d'hommes de guerre. Dans ce but, il leur faisait de larges concessions, acceptait le contrôle des seigneurs, des villes libres, du clergé, qui, pour bien constater leur pouvoir, imposèrent à ces petits princes des *fueros* ou chartes. Les privilèges obtenus dans ces circonstances présentaient, dans le détail, certaines différences; mais, par leurs traits généraux, ils se ressemblaient fort et reposaient sur les bases suivantes: pour la noblesse et le clergé, exemptions d'impôts, liberté de coalition et de révolte, juridictions spéciales, partage du pouvoir législatif et exécutif, large autorité sur les serfs.

Il y avait dans tout cela du bon, mélangé de beaucoup

[1]) Philippe II interdit aux étudiants de sortir du pays pour aller étudier dans les Universités étrangères, où ils auraient pu se pénétrer des idées de la Réforme.

de mauvais. On se garait avec soin contre l'arbitraire royal, mais on le faisait parfois au moyen de rouages singuliers. Tel était ce *Justitia mayor* d'Aragon, magistrat inamovible, choisi parmi la petite noblesse, qui pouvait résister au roi, prendre sous sa garde, jusqu'à plus ample informé, ceux qu'il poursuivait, protester contre toute violation des *fueros* et au besoin appeler le peuple aux armes. Or l'existence même de ce rouage étrange, sorte de censeur absolu opposé à l'absolutisme royal, montre combien les *fueros* avaient au fond peu de valeur libérale; ils étaient, en réalité, des codes de privilèges établis au profit de certaines classes et, par là même, aux risques et périls des classes inférieures. Ce n'étaient donc pas à proprement parler des chartes de libertés publiques. On a comparé, par exemple, le *Privilegio general* aragonais de 1283, ou 1285, à la Grande Charte anglaise. L'erreur est manifeste. La Grande Charte avait pour but de limiter les droits du pouvoir central vis-à-vis de la nation prise dans son ensemble; les *fueros* donnaient aux nobles et aux bourgeois le droit de tirer l'épée contre le souverain, s'il venait à entamer les privilèges exorbitants que l'aristocratie et les villes s'étaient arrogés, ou fait concéder au milieu des circonstances les plus critiques. Les deux situations ne sont évidemment pas comparables.

Le rôle politique des divers ordres que nous avons passés en revue s'affirmait par la réunion des *Cortès* ou assemblées des délégués de la noblesse, du clergé, des villes et des communes paysannes. En Aragon, les *Cortès* montraient vis-à-vis du souverain une fermeté qui allait souvent jusqu'à l'arrogance; une commission permanente les remplaçait durant l'intervalle des sessions. En Castille, l'institution était moins influente; souvent les villes s'abstenaient par économie; les sessions n'étaient pas régulières, et bien que tout nouvel impôt dût en principe leur être soumis, il arrivait qu'on se passait de leur autorisation, quitte à essuyer leurs remontrances, d'ailleurs dépourvues de sanction. Puis, il y avait partout des jalousies et des luttes entre les ordres, qui délibéraient et votaient séparément; aussi, bien qu'ils fussent tous assez disposés à se tourner contre le roi, celui-ci réussissait sou-

vent à leur imposer ses vues en exploitant leurs haines réciproques.

Jusqu'à la fin du XVme siècle, la Péninsule demeura dans cet état d'anarchie intérieure, partagée en plusieurs États, eux-mêmes divisés par une sorte de fédéralisme irrégulier, mal agencé, propre aux compétitions et aux guerres civiles, qui cessaient peu. La noblesse surtout se signalait par son indiscipline. « Ces gens-là, dit un contemporain, entretiennent leurs discordes vives et crues, et multiplient les meurtres et les vols dont chaque jour ils se rendent réciproquement coupables ». Après 1474, Ferdinand et Isabelle commencèrent à faire la police des royaumes unis. Appuyés d'abord sur les ligues des villes *(hermandades)*, ils poursuivirent avec une rigueur impitoyable les brigands de toute sorte et obligèrent les seigneurs à courber la tête, par crainte de perdre leurs privilèges, commençant ainsi l'évolution qui devait en faire une simple noblesse de cour. Par un mouvement en retour, ils se servirent alors de l'aristocratie pour battre en brèche la puissance des bourgeoisies, instituèrent des conseils consultatifs au détriment des *Cortès*, créèrent des fonctionnaires royaux en face des municipalités. L'œuvre de la centralisation était entamée; Charles-Quint et Philippe II devaient l'achever en peu d'années.

Après la mort d'Isabelle, les Grands essayèrent de secouer le joug de la royauté, encore mal assurée; ils se révoltèrent et obligèrent Ferdinand à abandonner la Castille à Philippe le Beau; celui-ci mourut bientôt au milieu d'un désordre tel, qu'on ne trouva rien de mieux que de rappeler Ferdinand. L'unité se refit ainsi d'elle-même et cessa d'être en question quand l'Espagne eut passé sous la rude main de Charles-Quint et de son successeur. Ceux-ci, inspirés et soutenus par des légistes pénétrés de l'esprit du Droit romain[1]), se donnèrent pour tâche de consommer l'établissement du pouvoir absolu. Les *Cortès*, réunies à des époques de plus en plus

[1]) Le Droit romain, conservé par les Goths, fut remis en honneur dès le XIIme siècle Les *Siete Partidas*, vaste compilation législative de la fin du XIIIme siècle, en proviennent directement.

éloignées, perdirent toute autorité; après Philippe II, elles existent encore, mais sont réduites en nombre et peuplées de fonctionnaires d'une parfaite docilité. En même temps, la bureaucratie prenait des proportions grandioses. Au centre, douze conseils permanents et des juntes temporaires préparaient les décisions, que le roi prenait ensuite dans sa toute-puissance, après examen dans son conseil secret. Dans les provinces et les colonies, des vice-rois et des capitaines-généraux représentaient le souverain et dirigeaient une nombreuse armée d'agents de toute sorte. Bientôt les conseillers, les employés, les scribes foisonnèrent à tel point, qu'un cinquième de la population se trouva engagé au service de l'État pour administrer les quatre autres cinquièmes; la maison royale comptait à elle seule dix mille offices.

Au début de la période de centralisation, ce régime ne laissa guère voir que des avantages. L'ordre remplaçait peu à peu l'anarchie; les conseils étaient composés de gens sages et modérés[1]), les fonctionnaires étaient raisonnablement zélés et honnêtes. Mais cela ne dura guère. Bientôt la machine administrative fut encombrée de sinécures et peuplée d'incapables pris dans cette noblesse oisive que nous connaissons. La guerre et le gaspillage ayant fait naître de grands besoins d'argent, pour y suffire on introduisit la vénalité des offices, même dans les municipalités, avec la multiplicité des titulaires. Le pays fut dès lors exploité à fond, et les dépendances et colonies furent mises en coupe réglée. « En Sicile, disait un proverbe italien, les Espagnols grignotent; ils mangent à Naples; en Lombardie, ils dévorent! » Il va sans dire que les fonctionnaires, mal payés et changés souvent, étaient d'une vénalité scandaleuse. « La justice, dit Cervantes, est une machine qu'on doit graisser souvent, sinon elle crie comme un char à bœufs. »

C'est ainsi que la royauté porta la main sur tout, pour paralyser toutes choses. Elle remplaça le désordre et l'indiscipline d'autrefois par un morne et étouffant despotisme, qui

[1]) Pris d'ailleurs, pour la plupart, parmi les sujets de Charles-Quint étrangers à l'Espagne : Flamands, Francs-Comtois, Allemands.

trouvait partout des sujets passifs, ou des instruments commodes. C'est ainsi que l'Inquisition, détournée de son but primitif, devint en ses mains une arme politique terrible, en dépit de l'opposition des évêques et des Papes. En 1609, l'expulsion des Maures et des Juifs fit sortir du pays 500.000 à 600.000 hommes, artisans et commerçants, qui constituaient la portion la plus laborieuse de la population. La noblesse en était réduite à mendier les faveurs royales. « Si nécessaire est l'aspect de Sa Majesté, dit l'historien Castro, si nécessaire est son ombre, qu'ils considèrent comme un châtiment de s'éloigner d'elle. » La bourgeoisie, en partie disparue au milieu de la ruine générale, en partie fondue dans l'aristocratie, disputait à celle-ci les emplois publics. Quant au menu peuple, abandonné par les classes supérieures, écrasé sous les charges de toute espèce, il en était réduit à vivre au jour le jour, dans la misère et l'insouciance. Les ouvriers des villes travaillaient juste assez pour entretenir une existence frugale et passaient le reste du temps à flâner, à courir les spectacles, à jouer, à prendre des attitudes de hidalgo. Les paysans, sobres, patients, mais dénués de toute initiative et sans ressources, ne pouvaient à eux seuls relever la culture; à côté d'eux, 50.000 bergers à demi sauvages conduisaient les troupeaux transhumants de la *Mesta* d'une extrémité à l'autre du pays. Enfin une nombreuse canaille *(picaros)*, déclassés, bandits, courtisanes, gitanos, contrebandiers, infestait villes et grands chemins.

Dans ces conditions, on devine ce que pouvait être la production économique. La guerre avait dévoré des millions d'hommes et des milliards de francs; l'émigration enlevait 40.000 personnes par an; aussi la Péninsule allait-elle se dépeuplant. Des étrangers, profitant de l'inertie générale, prenaient les meilleures situations commerciales et industrielles; au XVIIme siècle, on en trouvait 500.000 à 600.000. Une politique aveugle tendait à fermer les débouchés, à accaparer tous les produits coloniaux et à réserver le trafic avec les colonies aux seules maisons métropolitaines, impuissantes à l'alimenter. Quand Philippe II eut conquis le Portugal, on ferma ses ports aux étrangers. Ceux-ci étaient ainsi poussés

à s'approvisionner directement, ce qu'ils firent en allant aux Indes et en Amérique, malgré les défenses et les croisières. C'est par cet autocratisme méfiant, incapable et dupé, que tout déclina avec rapidité. Après Philippe II, il n'y eut plus en Espagne, à proprement parler, ni industrie, ni commerce, ni armée, ni marine, ni administration, ni arts, ni littérature, ni enseignement, sinon sous la forme de débris sans portée ni consistance. Tout était désorganisé par le régime de la centralisation excessive, de la faveur, de la dilapidation, des monopoles [1]) et des impôts sans mesure [2]). La misère arrivait à son comble: « Il y a dans l'année plus de jours que de saucisses », disait le peuple, et l'Espagne, environnée de dangers, semblait près de périr. Elle a réussi à survivre pourtant, mais non pas à se relever d'une manière complète, ni surtout à modifier son organisation sociale, nous nous en apercevrons bientôt.

III. — LA SITUATION ACTUELLE DU TRAVAIL L'AGRICULTURE

Les événements qui se sont succédés en Espagne depuis la fin du XVIIme siècle ont fait disparaître quelques-uns des abus accumulés sous l'ancien régime. Les privilèges sont tombés pour la plupart. Les colonies ont pu se soustraire à l'exploitation commerciale et administrative qui leur était imposée. Le gouvernement a dû tempérer son absolutisme. Les idées mêmes ont changé, l'ancien orgueil nobiliaire a diminué, et l'on voit aujourd'hui des personnages titrés s'adonner à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Mais ils sont encore bien rares, et, par contre, un grand nombre de personnes, aristocrates ou simples bourgeois. demeurent oisi-

[1]) Il y en avait sur le sel, le poivre, le mercure, la cochenille, les cartes, le plomb, le soufre, le salpêtre, la cire, la gomme, l'alcool, le chocolat, le papier, les conserves, le tabac, etc.

[2]) En 1650, on tirait de ce pays près d'un milliard de francs, somme colossale pour l'époque, qui était gaspillé d'une façon honteuse. La Dette montait, vers 1600, à 4 ou 5 milliards, et fut réduite par une série de banqueroutes.

ves, encombrent les carrières libérales, ou postulent des fonctions publiques. La race a malheureusement conservé l'empreinte profonde de sa formation originaire et de son existence guerrière; on retrouve toujours chez elle un goût prononcé pour les occupations peu pénibles, pour le spectacle et les plaisirs. Il en résulte que les Espagnols ne réussissent pas plus qu'autrefois à tirer parti eux-mêmes des ressources multiples de leur beau pays.

En ce qui concerne l'agriculture, ce fait frappe les yeux de tous les observateurs. Ils constatent unanimement le caractère urbain de la classe aisée, qui abandonne la direction de la culture aux petites gens: fermiers, métayers, bordiers et paysans. Ainsi, dans la Galicie, pays d'herbages, le sol est divisé en une infinité de borderies occupées par des fermiers dont les propriétaires « n'ont probablement jamais vu leurs terres », dit un consul anglais, qui ajoute: « La plupart de ces domaines ont été vendus par lots, ou subdivisés en petits bordages, composés d'abord d'un terrain grand comme un jardin maraîcher, où l'on voit une cabane entourée d'un verger; en outre, quelques acres de terre sont cultivés en maïs et en orge, et suffisent, quand la moisson est bonne, pour nourrir le fermier, sa famille et une paire de bœufs destinés à l'exportation en Angleterre. Si le fermier est un peu aisé, un autre morceau de terre est mis en culture. Un porc ou deux, quelques volailles, le tout vivant sous le même toit que le fermier et sa famille, composent avec la paire de bœufs tout le bétail d'un cultivateur galicien. Souvent les animaux qui s'engraissent ainsi pêle-mêle dans la cabane ont changé bien des fois de maîtres depuis leur naissance, car ils ont été promenés de foire en foire jusqu'au jour où un dernier acheteur se décide à les mettre à l'engrais afin de les vendre ensuite à destination de la Grande-Bretagne. » Un autre agent consulaire observe que, dans la riche vallée de Grenade, les cultivateurs se servent encore de l'araire arabe. Enfin, un voyageur écrivait il y a quelques années: « Je m'attendais à trouver dans l'Andalousie une végétation autrement luxuriante, plus de richesses agricoles qu'il n'y en a réellement. Quand on traverse ce pays que je croyais être un des plus fertiles de l'Espagne, on est surpris

de trouver là d'immenses espaces déserts, sans culture. Il paraît qu'il y a des terres admirables, seulement on n'y fait rien pousser[1]. » Cette belle province est presqu'entièrement sous le régime de la grande propriété. Les domaines, où le propriétaire ne réside presque jamais, sont régis par des intendants âpres au gain, ou par de gros fermiers qui ne le sont guère moins. Ils emploient des ouvriers ruraux mal logés, mal nourris, mal payés, tout à fait ignorants. Ces pauvres gens côtoient constamment l'extrême misère et y sombrent souvent. Cette riche contrée est à la fois le pays des grandes fortunes, de l'extrême dénuement, des sociétés secrètes et du brigandage.

Aussi, malgré tant de dons naturels, l'agriculture espagnole se trouve-t-elle dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis des pays étrangers. Souvent, le rendement des céréales ne dépasse pas six hectolitres à l'hectare, et il est rare qu'il atteigne vingt hectolitres. Les blés russes et américains entrent en concurrence avec ceux des Castilles ou de l'Aragon. En dépit des avantages faits par la nature et la loi à l'élevage du mouton, les Espagnols n'ont pu réussir à maintenir la pureté et la beauté de leurs races: elles ont dégénéré; il a fallu demander à la France des béliers pour les relever, et malgré cela l'Espagne, patrie du mérinos, est aujourd'hui obligée d'importer des laines fines. Il en est de même des mulets; la France en fournit beaucoup à l'Espagne. Les chevaux andalous, importés par les Maures, n'ont plus leur ancienne réputation. Les bovidés n'ont pas été sélectionnés et sont en général élevés à l'état demi-sauvage; le lait est rare au point que les beurres consommés dans les villes sont importés du dehors. On voit par là que le pâturage, autrefois prédominant en Espagne, et doté de privilèges excessifs, a perdu une grande partie de son importance et ne suffit plus pour fournir à la population la viande, les peaux, les graisses et les laines dont elle a besoin; on importe annuellement pour plus de 90 millions de francs de ces articles, tandis

[1]) *Bull. de la Soc. de Géographie commerciale*, 1890. V. aussi LORIN : *La Vie rurale en Andalousie*, dans le *Bulletin* du Musée social de Paris, année 1905.

que l'exportation ne paraît pas dépasser une cinquantaine de millions.

La culture la plus répandue et la plus estimée en Espagne est celle des fruits. Les oranges, les citrons, les olives, les dattes et les raisins dans le sud, les pommes, les poires, les prunes dans le nord, constituent un élément essentiel du commerce intérieur et de l'exportation. La part des fruits, de l'huile et du vin dans le commerce extérieur de l'Espagne dépasse certainement 300 millions de francs. C'est là, certes, un beau résultat Il serait meilleur encore si les cultivateurs déployaient plus d'activité, de soins et d'initiative. Les vins sont fabriqués par les procédés les plus routiniers. Il en est de même pour les huiles d'olives, qui seraient de qualité parfaite si elles étaient bien préparées, car les fruits sont excellents, à tel point qu'ils fournissent un produit recherché, en dépit des moyens défectueux employés pour l'extraire. D'après un voyageur: « Dans ce pays de la vigne et de l'olivier, on boit un vin détestable où il entre plus d'alcool allemand que de *val des peñas*, et l'huile garde un goût répugnant, parce que l'on est trop pauvre pour pouvoir la faire raffiner. » Il y a peut-être dans cette note quelque exagération, mais il est très certain que l'on pourrait réaliser d'utiles progrès dans cette branche de la production.

Autrefois l'Espagne produisait beaucoup d'alfa, ou sparte, sorte d'herbe ligneuse et tenace avec laquelle on fabrique des cordages, des nattes, des chapeaux, du papier, etc. C'était une plante précieuse pour un tel pays, parce qu'elle pousse bien dans les terrains secs et pierreux. Mais elle a été si négligée, que, comme la quantité ne répondait pas aux besoins, surtout depuis qu'on l'emploie en grand dans la pâte à papier, c'est à l'Algérie qu'on la demande maintenant. Cette colonie en exporte chaque année pour plus de 6 millions de francs. Encore une ressource dont l'Espagne s'est volontairement privée. Même observation pour le coton. Les Maures le cultivaient en grand dans toute la partie méridionale du pays et obtenaient un bon produit, qu'ils filaient et tissaient sur place. Depuis longtemps cette culture est à peu près abandonnée en Espagne, qui doit importer pour 110 à 120 millions

… francs de coton américain. Comme il se produit dans le commerce de ce textile des spéculations fréquentes qui en changent le prix, les paysans espagnols pourraient tirer de la culture du coton de beaux profits, s'ils consentaient à donner à cette plante les soins qu'elle exige. D'ailleurs, le niveau élevé de l'agio qui est la règle ordinaire du marché monétaire, augmente très sensiblement le prix du coton brut, fournissant ainsi aux agriculteurs une bonne marge de profit. Il faut connaître la formation de la race pour s'expliquer tant d'apathie en présence de si belles occasions de gain, offertes à qui veut les saisir.

Pour la sériciculture encore, l'Espagne reste volontairement en arrière. L'élève du ver à soie était extrêmement florissante dans les royaumes mauresques. Dans la suite, elle déclina sensiblement; cependant, elle avait encore beaucoup d'importance au XVIIIme siècle. Mais depuis, elle a décliné sans cesse. Lorsque, en Espagne comme ailleurs, des maladies épidémiques décimèrent les magnaneries, les éleveurs espagnols désespérèrent tout de suite. Ils arrachèrent les mûriers et abandonnèrent la partie. Peu après, Pasteur découvrit les moyens de combattre la maladie; en France et en Italie la sériciculture reprenait bientôt toute son importance. En Espagne, au contraire, la décadence est restée à peu près complète, et la soie a disparu du tableau des exportations.

Dans de pareilles conditions, lorsqu'un peuple refuse pour ainsi dire à la nature les moyens de produire et de s'enrichir, on s'explique la pauvreté de la population des campagnes, qui souffre de la faim aussitôt que la récolte descend un peu au-dessous de la moyenne. En dépit de son beau climat, et même quand il dispose d'un sol fertile, le paysan espagnol vit médiocrement, malgré sa sobriété proverbiale. Si, comme il arrive souvent, son champ est trop sec ou trop maigre, son existence devient tout à fait misérable et il ne peut plus satisfaire aux exigences du fisc, qui doit chaque année poursuivre 20 à 30.000 petits propriétaires hors d'état de payer les taxes. Cela donne une idée précise de la misère qui étreint l'agriculture espagnole.

Après ces indications, on ne peut guère s'étonner de voir

les étrangers se substituer aux indigènes dans la propriété du sol et s'en emparer en quelque sorte lambeau par lambeau. A l'heure actuelle, une grande partie des vignobles de l'Andalousie, les meilleurs de la Péninsule, sont *entre les mains de propriétaires anglais*. Il suffit d'indiquer ce fait pour mesurer l'étendue du péril que la nationalité espagnole court dans ces circonstances.

IV. — L'INDUSTRIE

L'Espagne est extrêmement riche en matières premières propres à alimenter la grande industrie, et si l'agriculture était mieux menée, la situation serait plus favorable encore, car elle fournirait en quantités bien plus considérables les grains, les textiles, la soie, les huiles, les laines, les peaux, etc. Quant aux minéraux, l'Espagne en est richement dotée. Elle contient un plus grand nombre de gisements métalliques que l'Allemagne, qui cependant en est assez riche; mais le premier de ces pays produit beaucoup moins de métaux que le second. Et il en est ainsi, d'ailleurs, pour toutes choses. On conçoit bien que la cause essentielle de cette infériorité réside dans le défaut essentiel de la formation de la race, qui a détourné des arts usuels la classe la plus aisée et la plus éclairée de la population. La direction et les capitaux faisant défaut à la fois, la fabrication ne pouvait prospérer, surtout en ce qui concerne la grande industrie, qui exige de si hautes aptitudes et des moyens d'actions si puissants. De plus, il faut ajouter que la classe ouvrière se prête en général assez mal aux exigences du grand atelier. Elle ne réclame pas des salaires très élevés, mais aussi son travail est assez médiocre en quantité et en qualité. Un voyageur disait à ce propos: « Les produits d'Espagne eux-mêmes se vendent à des prix très considérables, parce qu'il faut plusieurs Espagnols pour faire dans une journée le travail que ferait un Français; les salaires sont moins élevés qu'en France, mais comme il faut les partager entre un plus grand nombre de personnes pour obtenir un même

produit, il s'ensuit que la main-d'œuvre est ici plus chère que chez nous. »

Après avoir brillé d'un vif éclat à l'époque mauresque et, ensuite, pendant tout le cours du moyen âge et une partie des temps modernes, la fabrication, localisée dans quelques villes devenues célèbres, comme Cordoue, Séville, Tolède, Ségovie, etc., avait décliné peu à peu pendant les deux derniers siècles. Longtemps, le monopole colonial la soutint, mais la perte successive des possessions d'outre-mer, en livrant l'exportation à la libre concurrence, fut pour les ateliers de la métropole une véritable cause de ruine. Si l'énergie de la race n'avait pas été endormie par les circonstances que nous avons rapportées, il lui eût été facile de surmonter ces difficultés au moyen des ressources si variées de son sol. Mais, au contraire, on est obligé de constater que, surtout au courant des deux derniers siècles, elle s'est désintéressée du travail industriel dans une mesure incroyable. Depuis quelques années pourtant, l'industrie a repris en Espagne une véritable activité, au point de réduire notablement le mouvement des importations étrangères. Ce fait est-il dû à une sorte de renaissance sociale et économique de la nation? Il serait malheureusement fort hasardeux de le prétendre. Deux causes sont intervenues pour amener ce résultat. La première est purement artificielle; elle résulte d'une double protection établie en faveur de la production intérieure, d'abord par le tarif très élevé de 1892, renforcé encore en 1901 et en 1906, ensuite par le taux considérable de l'agio ou différence entre la valeur de l'or et celle de la monnaie-papier qui circule en Espagne; la perte au change sur ce papier a dépassé à certains moments 50 % et se maintient entre 20 et 30 %. Le négociant espagnol qui achète un produit étranger doit donc donner 120 ou 130 francs en papier pour représenter une valeur de 100 francs or. Au contraire, s'il vend au dehors un produit indigène moyennant 100 francs en or, cette somme représente pour lui 120 ou 130 pesetas papier. Cette situation est donc très favorable aux importations, et poussent à l'exportation. Ajoutons immédiatement que cet avantage est plus apparent que réel, car la protection douanière et la déprécia-

tion du papier agissent simultanément pour produire une hausse des prix, dommageable pour tout le monde, mais surtout pour les petites gens.

La seconde des causes qui ont procuré à l'Espagne un certain réveil industriel, c'est l'intervention plus active des entrepreneurs étrangers. De tout temps ceux-ci ont joué en Espagne un rôle notable, dont l'importance s'est accrue rapidement au siècle dernier par l'effet de l'extension de la grande industrie. La protection rigoureuse de 1892 leur offrant de nouvelles occasions de gain, ils se sont empressés d'en profiter, fondant un peu partout des usines nouvelles et agrandissant les anciennes. Nous ne voulons pas dire que les Espagnols n'ont pris aucune part à ce mouvement; nous avons déjà constaté qu'un certain nombre de personnes appartenant à la classe supérieure se sont intéressées à l'exploitation du sol. Il en a été de même pour l'industrie; mais il n'en reste pas moins certain que l'élan a été donné et qu'il a été entretenu surtout par des étrangers. C'est ce que nous allons montrer en passant en revue les principales industries du pays; nous indiquerons ensuite le danger de cette situation.

L'Espagne est un pays à céréales, où la fabrication des farines devrait avoir une grande importance. On y rencontre en effet beaucoup de petits moulins, qui traitent les grains pour la consommation locale, mais d'une manière rudimentaire, donnant un produit grossier et mal bluté. Il existe bien quelques grandes minoteries mécaniques, fondées presque toutes par des étrangers; mais leur production ne suffit pas pour l'alimentation des villes, si bien que les boulangers font généralement eux-mêmes leur farine au moyen de moulins à manège, procédé assurément primitif et peu économique.

La Péninsule est la principale productrice des quantités considérables de liège employées en Europe. Elle en exporte chaque année pour plus de 40 millions de francs. Dans le nord-ouest, un assez grand nombre de petits ateliers fabriquent le bouchon, et beaucoup de modestes fortunes ont été édifiées par cette industrie. Mais la plus grande partie de la matière première est exportée brute; ce sont des ouvriers étrangers qui la façonnent, et des entrepreneurs du dehors

qui réalisent les bénéfices [1]). On pourrait en dire autant pour la plupart des produits naturels. C'est ainsi que les petites quantités de soie produites dans les régions où l'élevage a subsisté sont exportées à l'état de cocons, ou filées par des moulinages dont les propriétaires sont pour la plupart français.

Les dépôts métallifères de l'Espagne ont été exploités dès une haute antiquité par les commerçants et les fonctionnaires grecs, carthaginois ou romains. Les Maures en ont tiré aussi de grandes richesses. Mais, à l'époque de la reconquête, la suppression de l'esclavage fit abandonner la plupart des exploitations, sauf en Catalogne, où l'art de la fonderie resta prospère, surtout par la production du fer. Les forges catalanes ont d'ailleurs disparu devant la concurrence du haut-fourneau au coke, mais l'activité extrême de la métallurgie a poussé les entrepreneurs des grands pays industriels à venir chercher dans la Péninsule les minerais dont ils avaient besoin et qui demeuraient presque inutilisés. Ce mouvement a commencé dès la première moitié du XIX[me] siècle; mais il a pris de grandes proportions depuis 1885 et surtout depuis 1895. A cette époque, on comptait 1.776 mines en exploitation; dix ans plus tard plus de 2.300 étaient en activité. Au premier rang il faut placer le charbon, dont l'Espagne possède de vastes gisements, situés principalement dans les provinces des Asturies, de Léon, de Cordoue et de Ciudad Real; plusieurs se trouvent à proximité de la mer. Malgré cela, l'extraction de la houille reste insignifiante, et l'on importe chaque année pour 70 à 80 millions de francs de charbons anglais ou belges, pour alimenter des usines placées à quelques dizaines de kilomètres des houillères nationales. De même, alors que les Espagnols ont le charbon sous la main, ils laissent exporter à l'état brut leurs excellents minerais de cuivre, de plomb,

estion d'établir un droit de sortie de 10 % sur le liège brut dans le but de pousser à la fabrication sur place Il est probable que cela ne réussirait qu'à favoriser les producteurs algériens, en plaçant les Espagnols dans une position moins favorable.

de zinc, de manganèse et de fer, qui sont traités dans les fonderies des pays voisins[1]).

Il va de soi que dans ces conditions la métallurgie espagnole, qui devrait être une des premières du monde, reste au contraire une des plus faibles. Un mémoire soumis au gouvernement en 1890 par l'Association sidérurgique espagnole s'exprimait ainsi: « La sidérurgie est une industrie essentiellement espagnole; peu de pays dans le monde réunissent comme le nôtre les minerais, les combustibles, les fondants et les matériaux pour la construction en aussi grande abondance et de qualité aussi variée et supérieure dans la plupart des cas... Malgré ces avantages naturels, répandus sur notre sol par une main prodigue, l'industrie espagnole ne s'est pas développée suffisamment. » Depuis lors, et pour les causes que nous avons déjà dites, les usines métallurgiques ont fait quelques progrès, mais toujours grâce à l'impulsion et aux capitaux des étrangers. En 1903 on comptait 146 usines métallurgiques, avec 22.500 ouvriers, dont 13.000 pour la fabrication du fer et de l'acier. Ces chiffres sont bien faibles pour un pays si richement doué, où les établissements de cette nature devraient se compter par centaines.

On pourrait faire les mêmes observations en ce qui touche la fabrication des produits chimiques, car le sol renferme aussi beaucoup de matières premières propres à alimenter cette industrie: sels, pyrites, oxydes métalliques, sans parler des dérivés de la houille et des extraits végétaux.

Les industries textiles sont celles qui ont pris en Espagne le plus d'importance, toujours sous la double action artificielle du tarif et de l'agio, utilisée en grande partie par l'initiative étrangère, et c'est principalement en Catalogne qu'elles se sont localisées. On y fabrique des toiles, des soieries, des gazes, des rubans, des lainages, des cotonnades variées:

[1]) On projette d'imposer aussi l'exportation des charbons et des minerais. La mesure ferait peut-être tomber quelques millions dans le Trésor espagnol, mais il est certain qu'elle arrêterait un bon nombre d'exploitations, sans profit pour l'industrie nationale. Ce sont les énergies particulières qu'il faut rétablir, et non des droits de sortie.

mousselines, nankins, velours, impressions. On y rencontr quelques filatures de coton, de soie et de laine. En outre, i y a des teintureries, des fabriques de chapeaux, de savon des tanneries, des papeteries, des fabriques de porcelaines de faïences, de quincaillerie, d'armes, de poudre, une fonderie de canons entretenue par l'État. Ces fabriques travaillent seulement pour la consommation intérieure, et il en est de même pour les sucreries, qui se sont multipliées depuis la séparation définitive de Cuba; groupées pour la plupart par un puissant syndicat qui soutient les prix, elles sont en outre protégées par un droit très élevé.

Toutes ces industries sont obligées d'acheter au dehors et de payer très cher, à cause de l'agio, la plus grande partie des machines et des outils dont elles se servent. « La fabrication catalane, disait récemment un consul, est grevée de frais de 25 % environ plus élevés que ceux que supporte la fabrication étrangère, en raison de ce qu'elle est obligée d'acheter au dehors le charbon, les machines, la plupart des matières et ingrédients divers de teinture, apprêt, etc., et une foule d'accessoires coûteux. » Si l'on ajoute à cela le haut prix des capitaux et le taux exorbitant des tarifs de transport par chemins de fer[1]), on comprendra qu'il est impossible à la fabrication espagnole de rivaliser sur les marchés étrangers avec ses concurrents. Bien plus, en dépit des tarifs et de l'agio, les produits du dehors réussissent à pénétrer sur le marché espagnol en quantités considérables. Voici d'ailleurs l'indication des marchandises qui figurent dans le commerce extérieur de l'Espagne:

[1]) L'Espagne avait, en 1904, environ 13.900 kilomètres de lignes en exploitation, placées pour la plupart sous un contrôle étranger, et chargées de lourds impôts. Aussi, le prix de fret est-il énorme. Une tonne de blé, qui coûte en France 1 1/2 centime par km., est taxée 12 1/2 cent. en Espagne; la tonne de charbon, taxée en Belgique 1/2 cent., est tarifée 3 cent. On préfère souvent emprunter les chemins de fer portugais pour expédier un colis du nord au sud de l'Espagne, et réciproquement. (Rapport consul. 1903.)

Les fleuves ne sont navigables qu'à leur embouchure, et les rivières ne le sont pas du tout. Les canaux sont très rares. Les routes sont très insuffisantes (50.000 km. et autant de chemins secondaires, le tout souvent en mauvais état). Il y a donc beaucoup à faire au point de vue des transports.

A l'exportation: Minerais, vins, fruits, huile d'olives, métaux bruts, animaux vivants et peaux, cotonnades, conserves alimentaires, laines.

A l'importation: Coton, houille, bois, produits chimiques, machines, articles métalliques, animaux et peaux, céréales, poissons secs, tabac, café, soieries, laine, soie, cacao, lainages, papier, jute.

On voit par ces indications que, malgré l'intensité extrême de la protection, l'Espagne ne réussit pas même à reconquérir son marché intérieur. Il est vrai que le tarif de 1892 a donné à ce point de vue quelques résultats. Mais ils sont relativement peu de chose, et le mince avantage réalisé de cette manière est largement compensé par les inconvénients très graves que voici.

Dans tous les pays où l'influence de la formation communautaire subsiste et paralyse l'initiative individuelle, les entrepreneurs étrangers viennent volontiers se substituer à la race indigène pour exploiter les richesses que celle-ci délaisse. Ils sont d'autant plus nombreux que le régime protectionniste est plus accentué, parce qu'alors leurs profits sont plus certains. En Espagne, écrivait en 1891 un consul belge, on trouve beaucoup d'industries anglaises, françaises, allemandes et belges. L'Association sidérurgique espagnole, dans le rapport cité plus haut, disait dans le même sens: « Il manque à l'industrie espagnole le concours d'un personnel technique ouvrier, habile dans toutes les opérations industrielles... Le producteur espagnol se voit dans le triste cas de l'appeler du dehors. » Et, en effet, nous voyons ailleurs qu'un laminoir de Bilbao, créé en 1890, fut mis en train par 60 ouvriers anglais, dont un bon nombre sont restés comme contremaîtres [1]). « Les districts miniers les plus productifs de l'Espagne méridionale se trouvent presque uniquement dans les régions de montagnes... Les grands travaux d'exploitation n'ont lieu que depuis l'ouverture des chemins de fer; alors se sont fondées les Compagnies anglaises, françaises, allemandes, et sont arrivés tous les ingénieurs étrangers qui ont

[1]) *Consular Reports*, 1892.

creusé leurs deux cents puits d'extraction et changé l'aspect du pays... Il en est de même dans les montagnes de Murcie et de Valence[1]. » Le centre métallifère de Huelva, complètement déchu, a été relevé par des capitaux, des ingénieurs et des métallurgistes pour la plupart étrangers[2]. Les vingt-huit fabriques de sucre de la vallée de Grenade ont été installées et mises en marche par des Français et des Belges[3]. Ce sont des négociants anglais qui préparent, coupent, logent et expédient les plus fameux crus espagnols[4]. Les travaux publics eux-mêmes sont bien souvent entrepris en Espagne par des étrangers. Ainsi, les chemins de fer, construits dans la plupart des cas par des ingénieurs du dehors, sont exploités aussi par des Compagnies étrangères. C'est une Société française qui détient les chemins de fer andalous, ainsi que les mines de houille de Belmez[5]. La ligne Bobadilla à Algésiras est aux mains d'une Société anglaise. Nous avons déjà remarqué aussi que, souvent, des étrangers trouvent profit à exporter les richesses minérales de l'Espagne à l'état brut, pour les utiliser chez eux. C'est ainsi que les minerais de fer de Bilbao sont expédiés chaque année par centaines de milliers de tonnes, et vont surtout en Angleterre.

L'Espagne est placée dans une situation excellente pour faire le commerce. Baignée d'un côté par la Méditerranée, de l'autre par les flots de l'Atlantique, elle se trouve presque à égale distance entre l'Occident et l'Orient et peut communiquer par les voies les plus directes avec tous les points du globe. Ce pays ne pouvait donc manquer de fournir de hardis marins et devait tenir dans l'industrie des transports maritimes un rang principal. Mais il a été dominé ici

[1]) É. Reclus, *Géographie*, I, 742, 745.

[2]) *Rapports consul. français*, 1891 et 1903.

[3]) *Ibid.*

[4]) É. Reclus, *Geographie*, I, 740. Les rapports consulaires des dernières années font les mêmes constatations. Il va sans dire que, si ce fait est la règle, il comporte des exceptions. Mais il n'en est pas moins significatif.

[5]) *Bullet. consul. français*, 1891.

encore par sa préoccupation essentielle: ses efforts les plus considérables ont été dirigés vers le développement de la marine militaire. Le fait que les grandes découvertes de l'Espagne ont été accomplies surtout par des marins étrangers, comme Colomb, est non moins significatif. Aujourd'hui le trafic des ports espagnols est fait en majorité par des navires du dehors [1]). Et, bien que les Espagnols s'adonnent volontiers au négoce, parce que c'est là un travail peu pénible, le grand commerce leur échappe en partie sur leur propre sol. Cela s'explique: les gens de la classe supérieure n'agissent guère et considèrent encore les affaires comme une occupation peu compatible avec leur rang social; les personnes de la classe moyenne imitent les précédentes autant qu'elles le peuvent et se retirent dès qu'arrive l'aisance, par suite les capitaux manquent; enfin, restent les petites gens, qui se livrent, en effet, en grand nombre au commerce de détail, d'intermédiaire [2]). Une des conséquences immédiates de cet état de choses est un renchérissement sensible du prix des consommations de la population ouvrière. Dès lors on comprend comment les étrangers trouvent l'occasion fréquente de s'emparer, en Espagne, des affaires importantes. Ainsi, en 1890, il y avait à Madrid quarante-neuf représentants de commerce immatriculés; vingt et un d'entre eux étaient Allemands, sans compter les autres étrangers [3]).

Telle est la situation de l'Espagne. Après cela nous pouvons nous faire une idée de la politique douanière qui lui

[1]) La marine marchande espagnole se trouve depuis longtemps dans un état de crise qui s'accentue d'année en année, malgré la protection et les primes qui lui sont prodiguées. Le tonnage n'augmente que lentement; il a même diminué dans ces dernières années. Il est vrai que le fisc lui impose des charges très lourdes, lui retirant d'une main ce qu'on lui donne de l'autre. Le seul remède préconisé consiste à charger le Trésor de nouvelles primes et à renforcer la protection. L'Espagne ne possède guère que 500 vapeurs, jaugeant 700.000 tonnes, tandis que la Hollande, avec moins de 300 vapeurs, a près de 1 million de tonnes.

[2]) V. *Bull. de la Soc. de Géogr. commerc.*, 1890. Les détaillants paraissent être encore plus nombreux en Espagne qu'en France.

[3]) *Bull. consul. belge*, 1891.

est indiquée par les faits, et juger celle qui est actuellement pratiquée.

L'Espagne est donc un pays où les productions naturelles sont abondantes, et où la race, ne suffisant pas à tirer du sol tout ce qu'il est capable de donner, est à plus forte raison incapable, sauf exception rare, de les transformer par la fabrication en produits industriels vendables au dehors. Il en résulte que son exportation se réduit à peu de chose près aux produits naturels; nous l'avons déjà montré tout à l'heure. Elle importe, au contraire, surtout des articles manufacturés et aussi des céréales, car elle n'arrive pas à se nourrir elle-même. On ne peut indiquer au juste la proportion des importations par rapport aux sorties, ni celle des articles entre eux, car l'imperfection des statistiques douanières et l'excès de la contrebande rendent puérils les chiffres officiels [1]), mais il est certain que les articles fabriqués représentent au moins les trois quarts des entrées.

Dans ces conditions, la situation est bien claire. L'Espagne persiste à s'entourer d'une haute barrière de douane [2]), aussi l'invasion des entrepreneurs étrangers s'accentuera-t-elle, en même temps d'ailleurs que l'activité de la contrebande. Son intérêt devrait donc la porter plutôt vers une politique douanière libérale. C'est d'ailleurs celle qu'elle a pratiquée de 1869 à 1892. Son tarif, remanié en 1877 et en 1882, était plutôt bas et même libre-échangiste pour beaucoup d'articles. Mais celui de 1892 fut le résultat d'une réaction complète; les droits qu'il établit étaient en général prohibitifs. On taxa le charbon, le coton, le lin, le chanvre, la laine, la soie, les graisses, les huiles, les produits chimiques. Les droits ont été ainsi élevés de 100, 150, 200 et même 300 % au tarif maximum. Un tarif minimum plus modéré, que le gouvernement pouvait concéder par traité, accompagnait le premier, mais il était encore fort élevé. D'où venait ce revirement?

[1]) En février 1902, il a fallu renforcer le corps des douaniers avec des troupes de ligne pour enrayer la fraude.

[2]) Le tarif de 1906, applicable à partir du 1er juillet, est nettement protectionniste. Les droits sont payables en or pour éviter toute atténuation du fait du change.

On a dit et répété qu'il avait surtout pour but de répondre aux mesures protectionnistes prises par les autres pays d'Europe, et spécialement par la France. La raison est mauvaise, car il eût suffi dans ce cas de surtaxer les articles provenant de ces pays, et il ne sortait de là aucune bonne raison pour frapper le charbon anglais, les machines belges, ou les laines d'Australie. La vérité réside en ceci que les Espagnols, en proie à une crise économique due surtout à leur insuffisance comme producteurs agricoles ou industriels, ont cru travailler dans l'intérêt de leurs propriétaires, de leurs fabricants, de leurs ouvriers de la campagne et des villes, qui se plaignent beaucoup et souvent menacent. Après tout ce que nous avons constaté, il est évident que ce calcul était mauvais. Le tarif espagnol a bien fait les affaires du Trésor public et de quelques industriels, étrangers pour la plupart, qui se sont empressés d'exploiter cette situation artificielle, soit personnellement, soit au moyen de coalitions, de cartels et de trusts. On n'a réussi qu'à appauvrir la masse de la nation en lui faisant payer très cher, faute d'une concurrence suffisante, les articles fabriqués de consommation courante, et en provoquant la fermeture, par mesure de représailles, des débouchés nécessaires pour le placement de ses produits naturels [1]).

Cette politique est donc absolument contraire aux besoins généraux du pays, mais surtout aux intérêts de l'agriculture, qui reste la véritable industrie nationale de l'Espagne. On l'a d'ailleurs compris, au moins dans les cercles les plus éclairés et les plus désintéressés [2]). Au commencement de

[1]) La production des vins a été la plus durement frappée. En 1889, elle s'élevait à 300 millions de francs au moins ; en 1903, elle n'a été que de 100 millions environ. En outre, il a fallu, à certaines époques, abaisser les droits de douane sur les céréales, afin d'atténuer la disette.

On nous permettra de faire remarquer que nous avions prévu ces conséquences dans *Libre-échange et protection*, ouvrage paru en 1892 (p 287)

[2]) Un journal espagnol disait en février 1906 : « L'opinion doit être sur ses gardes, afin d'empêcher qu'aux dépens du citoyen espagnol, de la masse générale des citoyens, une oligarchie de producteurs, à l'abri d'une armée d'ouvriers dont les salaires n'ont certes pas bénéficié de la protec-

1906 la loi douanière a été remise en discussion, et l'on a demandé l'établissement d'un tarif minimum dont les droits les plus élevés ne dépasseraient pas 50 % *ad valorem*, et par lequel la grande majorité des articles n'auraient à supporter que des taxes inférieures à 35 %. Comme dans la réalité des choses les droits effectivement perçus sont inférieurs à la tarification officielle, une telle réforme ramènerait les perceptions de la douane espagnole presqu'au niveau d'un octroi purement fiscal, au moins vis-à-vis des pays qui accepteraient de signer des traités de commerce avantageux pour les produits agricoles. L'opinion qui préconise cette réforme est fondée sur le sentiment exact de la situation.

Elle subit en cela la pression énergique des faits énumérés dans cette étude, faits qui poussent logiquement l'Espagne vers une politique douanière très libérale, puisqu'elle est incapable d'organiser sa production industrielle sur un pied suffisant pour parer à ses propres besoins. La race est même faible à tel point, que l'agriculture, si favorisée souvent par la nature, décline sous la pression de la concurrence extérieure. Comme l'intérêt agricole est capital en Espagne, peut-être pourrait-on aider utilement la population des campagnes au moyen de droits modérés établis à l'entrée des produits du sol. Mais ce n'est pas d'ailleurs cette mesure tout artificielle qui pourra relever par sa seule vertu l'agriculture espagnole. Si la race n'arrive pas à modifier son organisation, si les intelligences, les forces et les capitaux ne se reportent pas vers la pratique des métiers usuels, l'Espagne pourra traîner longtemps encore une existence précaire et troublée, elle ne réussira pas à reprendre dans le monde la position d'un grand peuple. D'ailleurs, la réforme douanière a rencontré de la part de ceux qui profitent de la protection une

tion industrielle, continue d'être maîtresse de l'Espagne et réalise des bénéfices qui ne sont sûrement pas dûs au génie industriel, à l'esprit d'initiative, à l'effort individuel, mais à l'influence et à la pression qu'au moment opportun cette oligarchie sait exercer sur les pouvoirs publics. » (*El Imparcial*.)

Cette observation est en parfaite conformité avec ce que nous avons exposé plus haut.

opposition telle, qu'on n'a pu en triompher. Cela ne peut surprendre dans un pays où l'opinion publique est mal éclairée, indifférente, ou peu écoutée. Il y a donc de grandes chances pour que la politique inaugurée en 1892 conserve longtemps encore ses positions, en dépit du mal qu'elle a déjà fait au pays et des graves dangers dont elle le menace pour l'avenir. Il n'en est pas moins démontré que, pour le moment, l'Espagne sera un pays à production naturelle prépondérante, auquel la protection nuira d'autant plus qu'elle sera plus exagérée.

III. — LA VIE PUBLIQUE

La vie publique répond, en Espagne comme partout, aux circonstances de la vie privée. Notons d'abord que la pauvreté générale de la classe ouvrière, combinée avec l'aridité d'une partie du pays, maintient assez bas le chiffre de la population et entretient une émigration active. Sur ses 504.000 kilomètres carrés, l'Espagne n'a que 18.600.000 âmes; à ce taux, la France n'aurait que 35 millions d'habitants au lieu de 39. Chaque année voit partir d'Espagne environ 60.000 émigrants, tandis que 10.000 Français à peine, chiffre moyen, abandonnent leur pays. Le peuple espagnol, qui offre des contrastes si tranchés, et dont la classe inférieure est si pauvre, si abandonnée souvent, si ignorante presque partout, garde cependant une physionomie nationale bien marquée. Elle lui vient manifestement de l'évolution très particulière qui fut la sienne. Cette évolution se caractérise pendant de longs siècles d'histoire par deux faits essentiels: la guerre presque permanente; la vie urbaine luxueuse et prédominante. Ils ont marqué la nation de deux traits si profonds, qu'on les retrouve encore imprimés sur toutes les couches de la population et presque sur tous les individus. Ce sont, d'une part, un esprit chevaleresque, et, de l'autre, une civilité raffinée, qui se reconnaissent dans les actes, les attitudes et les manières. Ces traditions, qui donnent du charme aux relations personnelles, se combinent avec les coutumes qui entretiennent en Espagne le goût de l'oisiveté, de la vie brillante, et aussi une routine

tyrannique. Le type social qui résulte de cet ensemble est porté, nous l'avons déjà constaté, surtout vers les métiers faciles, et spécialement vers la politique, qui présente pour lui l'avantage des profits aisés et l'attrait de la lutte. Et, en effet, la politique n'est en Espagne qu'une lutte à peu près incessante; tous les observateurs qui étudient attentivement les choses sentent bien qu'elle est pour presque tout le monde la seule grande et passionnante affaire. L'esprit de clan, vestige de la formation communautaire, est tellement développé qu'il domine la plupart des rapports sociaux. Dans toute localité, la population est divisée en groupes nettement délimités, qui se disputent l'influence sur les affaires municipales. Des groupements plus étendus se greffent sur les premiers et se donnent pour but la conquête du gouvernement central avec tous ses avantages. Dans ces compétitions, l'ardeur de la lutte est poussée à son comble et l'on emploie pour triompher les moyens les plus extraordinaires. Dans les élections locales, on voit des chefs de clans enrôler des gens sans aveu, voire même des bandits, pour terroriser leurs adversaires. En ce qui touche la politique proprement dite, on sait à combien de reprises elle a déchaîné dans ce malheureux pays la guerre civile, sous le prétexte soit de revendications dynastiques, soit de prétentions autonomistes de certaines provinces. En outre, lorsque la misère les affame, les ouvriers des campagnes forment des sociétés secrètes analogues à celles du midi de l'Italie; ces associations rançonnent les gens aisés, traitent avec la dernière cruauté ceux qui résistent. C'est la trop fameuse *Main Noire,* résultat des traditions de la race autant que de la disette. Du reste, le goût de la lutte avec toutes ses conséquences et toutes ses occasions de butin est si bien demeuré dans le sang espagnol que, d'après un consul anglais, on rencontre toujours en Espagne des hommes prêts pour l'émeute, « quel que soit d'ailleurs le parti en cause, et que le chef soit républicain, carliste, ou autre. L'important est que l'on trouve une occasion d'organiser la guerrilla en montagne, ou derrière une barricade dans les rues d'une ville. » C'est ainsi qu'en 1891 un agent de change de Barcelone put susciter une échauffourée contre

les casernes, dans le seul but d'amener une baisse du cours des fonds publics!

Les conséquences de cette situation se font sentir cruellement dans tous les détails de la gestion des affaires publiques. C'est un fait bien connu et indéniable que l'administration espagnole est une des plus encombrées et en même temps une des plus inefficaces de l'Europe. Nous n'insisterons pas sur ce sujet pénible qui pourrait fournir une matière inépuisable aux observations et aux critiques .Il est pourtant nécessaire de dire que cette bureaucratie, qui traite les affaires avec une lenteur et une insouciance proverbiales, et dont l'intégrité n'est pas toujours au-dessus du soupçon, n'en coûte pas moins très cher à l'État. Le budget des dépenses s'élève à près d'un milliard, dont près de 400 millions sont absorbés par le service de la Dette. Celle-ci approche de 9 milliards, qui ont été pour la plus grande partie gaspillés en frais de guerre civile coloniale ou étrangère [1]. Ces chiffres, qui seraient relativement modérés pour un pays prospère [2], sont fort lourds pour cette nation moyennement pauvre. D'ailleurs, les impôts sont mal assis et mal répartis. Ils portent principalement sur les consommations, les transactions et les transports, et retombent ainsi la plupart du temps, dans une proportion trop forte, sur les petites gens. Certaines propriétés foncières sont grevées d'une manière insignifiante, tandis que d'autres sont surchargées. La politique joue d'ailleurs un rôle beaucoup trop grand dans la répartition des taxes directes, de même qu'elle favorise ou couvre bien souvent la fraude en matière de contributions indirectes.

L'armée et la marine sont encore pour l'Espagne un fardeau assez lourd, bien que l'on se soit efforcé d'en réduire les effectifs [3]. Mais les sinécures y sont beaucoup trop nom-

[1]) En 1892, les dépenses ne dépassaient guère 800 millions, dont 280 millions pour la Dette publique.

[2]) La Hollande dépense 400 millions de francs pour moins de 6 millions d'habitants ; cela représenterait pour l'Espagne, toutes proportions gardées, un budget de 1.300 millions.

[3]) En 1890, l'effectif de paix était d'environ 120.000 hommes ; en 1904, il était de 93.000 hommes sur le papier.

breuses. On y compte plus de 10.000 officiers pour 80.000 hommes, soit un officier pour 8 ou 9 hommes, tandis qu'en France 22.000 officiers suffisent pour 530.000 hommes, soit un officier pour 24 à 25 hommes. La marine, depuis les désastres qui l'ont frappée sur les côtes cubaines, n'est plus guère qu'une flotille dont les principales unités sont de rang secondaire.

A l'heure actuelle, l'Espagne jouit d'une situation assez paisible. L'ancien clan carliste paraît être désormais hors d'état de recommencer les guerres d'autrefois. Le clan républicain est également sans grande influence. Il est vrai qu'ils sont remplacés par un groupement nouveau, celui des socialistes, dont les progrès suivront pas à pas ceux de la grande industrie. Néanmoins, si la classe supérieure avait le bon esprit de négliger la politique et de prendre en main la direction du travail, spécialement du travail agricole, si elle s'attachait à perfectionner les méthodes, à améliorer les terres, à soulager la misère des petits fermiers, des métayers et des ouvriers, elle obtiendrait par cet effort multiple un résultat auquel aucun gouvernement n'arrivera jamais. De même, en s'intéressant davantage aux industries diverses, en en disputant la direction aux étrangers, en perfectionnant les transports, on conserverait au pays des capitaux dont il a grand besoin. Cette renaissance de l'activité nationale est le seul moyen pratique que l'on puisse employer pour rendre au peuple espagnol la prospérité matérielle et l'autorité morale dont il a joui autrefois. C'est aussi le plus difficile à appliquer, et il est probable que la renaissance ne surviendra que dans un avenir inconnu et par l'action d'une autre race [1]).

---

[1]) On sait que les colonies espagnoles sont réduites à quelques territoires africains, environ 212.000 kilomètres carrés, avec 300.000 âmes.

2° — Le Portugal

I. — LE PAYS ET LA RACE

Tout ce que nous avons dit de l'Espagne, à quelques variantes près, peut s'appliquer au Portugal. Il nous suffira donc d'indiquer brièvement les conditions spéciales du petit Royaume lusitanien, en renvoyant pour les vues d'ensemble aux observations qui précèdent.

Sa superficie dépasse un peu 92.000 kilomètres carrés, dont une grande partie est occupée par les ramifications des sierras, ou par les plateaux en gradins qui leur servent de base. Le pays se divise ainsi en trois régions principales: la haute montagne, les plateaux intermédiaires et la plaine côtière. Celle-ci, très étroite vers le nord, s'épanouit assez largement dans le sud. Elle est bordée par une côte rectiligne où les embouchures des fleuves forment de bons ports. Le rivage sablonneux s'enfonce doucement sous les flots, si bien que le Portugal est baigné par une mer peu profonde, dont les eaux tièdes sont extrêmement riches en vie animale.

L'orientation du pays vers l'ouest, sans obstacles entre l'océan et lui, fait que les nuées arrivent librement; condensées au voisinage des chaînes espagnoles, elles arrosent abondamment les territoires portugais, qui jouissent ainsi d'un climat chaud et humide. Toutefois, ses irrégularités sont assez sensibles pour compromettre souvent les récoltes, surtout dans les hautes terres, qui sont fortement drainées par suite de leur déclivité. Il résulte de tout cela que le pays présente une grande variété d'aspects et aussi de productions, comme nous le verrons bientôt.

La population qui occupe cet État, en y comprenant celle des Açores et de Madère, dépasse 5.500.000 âmes[1]). Elle est répartie très inégalement entre les diverses régions du pays; très dense dans le nord, elle est clairsemée dans le midi, où domine la grande propriété, parfois les marais. Un courant d'émigration assez prononcé porte chaque année de 20 à

[1]) La population portugaise croît rapidement. En 1881, elle ne dépassait guère 4.700.000 âmes.

25 mille Portugais, principalement vers les deux Amériques. D'autre part, on compte dans le Royaume un peu plus de 40.000 étrangers; la plupart sont Espagnols, mais les Anglais, les Français, les Belges, les Allemands, quoique moins nombreux, jouent un rôle beaucoup plus considérable.

Le Portugais n'est pas très différent de son voisin. Comme l'Espagnol, il est sobre, sans souci du confortable, hospitalier, ami des couleurs éclatantes, des ornements brillants, des distractions et des fêtes, qui sont fort nombreuses dans le calendrier national. Mais le Lusitanien n'a pas la fierté un peu rude, ni la susceptibilité du Castillan ou de l'Andalou. Il est plus simple, plus doux et plus souple. Il se montre aussi moins attaché à la religion, moins sensible à ses cérémonies et à ses pompes. C'est que sa formation a été quelque peu différente. Ici, l'influence du commerce s'est superposée à celle de la guerre, créant d'autres tendances et d'autres habitudes.

Le Portugal a exercé autrefois une influence considérable au point de vue commercial et maritime. Deux circonstances l'avaient poussé dans cette direction. La première fut le résultat d'une influence étrangère. A l'époque mauresque, des aventuriers normands, appelés en Portugal par les réfugiés du nord, avaient réussi à reconquérir le pays bien avant que l'Espagne fut délivrée. Ils organisèrent dans la région basse la grande propriété et développèrent brillamment la culture, tout en continuant la guerre contre les mulsumans, sous la direction d'une dynastie de leur choix. Les princes normands ne tardèrent pas à comprendre le parti qu'on pouvait tirer d'un pays si admirablement placé. Aussi devinrent-ils promptement navigateurs. Leurs premiers essais les conduisirent sur la côte marocaine, puis au-delà, dans la Méditerranée et sur la côte occidentale d'Afrique. Sous leur impulsion, les Portugais se rendirent compte du mouvement qui, à la suite de l'invasion turque, refoulait le grand commerce vers l'Occident. La décadence des républiques italiennes servit leurs intérêts, et quand, par un admirable coup d'audace, ils eurent découvert la route maritime vers l'Inde, leurs comptoirs arrivèrent à une prospérité extrêmement bril-

lante. Jusque-là, ils avaient dû emprunter l'intermédiaire coûteux des commerçants arabes, juifs ou arméniens, qu'ils rencontraient dans les Échelles du Levant. Désormais, ils pouvaient se procurer directement les marchandises précieuses de l'Extrême-Orient. Mais ce ne fut pas sans difficultés ni sans luttes. Il fallut d'abord triompher de l'opposition des Orientaux, irrités de perdre leur monopole. Ensuite, les Portugais émirent la prétention de reconstituer ce monopole pour eux-mêmes, en évinçant par la force tous les concurrents qui se présentaient. Ils y réussirent un moment, aussi leurs ports devinrent-ils autant d'entrepôts où s'entassaient les produits les plus riches et les plus variés. Au XVIme siècle, le Portugal fut certainement le centre principal du grand commerce entre l'Occident et l'Orient, sans parler des ressources qu'ils tiraient en outre de ses établissements africains et américains. La seconde cause de son succès réside donc dans la chute ou la décadence des États chrétiens de la Méditerranée et dans sa propre situation en façade sur l'Atlantique, où il se trouvait comme en vedette et à l'abri des corsaires barbaresques.

Sous l'influence de ces événements, les Portugais devinrent avant tout un peuple de marchands; le négoce l'emporta sur la culture et l'industrie. Les villes prirent de vastes proportions, et des fortunes considérables se fondèrent sur le trafic maritime. Le luxe, la littérature et les arts fleurirent à l'envi. Seul, le métier militaire put rivaliser avec le négoce, parce qu'il était indispensable à celui-ci pour le protéger ou pour lui ouvrir de nouveaux territoires.

Cette période brillante ne dura guère. Le Portugal, qui avait pris la succession des Grecs et des Italiens, déclina bientôt pour des causes analogues. Il eut à soutenir des guerres contre l'Espagne. L'esprit de clan amena dans son sein des divisions qui l'affaiblirent. Enfin, la concurrence des Hollandais, des Français, des Hanséates et des Anglais, réduisirent rapidement ses affaires et ses profits. Nous avons dit que le Portugal avait essayé d'empêcher par la force toute compétition dans les mers de l'Inde. Cette politique abusive nécessita des efforts militaires bien plus nuisibles à ses inté-

rêts que ne l'eût été la liberté du trafic [1]). Dès la fin du XVIIme siècle il avait perdu sa prééminence économique et tombait à un rang secondaire.

Le peuple portugais fit alors la cruelle expérience des maux que produit la méconnaissance des lois sociales. Il avait laissé décliner chez lui l'agriculture et la fabrication, abandonnées aux esclaves noirs importés d'Afrique, ou aux petites gens de la montagne. Lorsque la primauté maritime lui échappa [2]), il ne sut retourner franchement ni à la terre, ni à l'atelier. Les propriétaires demandèrent des places, ou restèrent dans l'oisiveté, et l'on arriva finalement à peu près au même résultat que les Espagnols, c'est-à-dire que, tirant médiocrement parti de leur pays, les Portugais des temps modernes n'ont su organiser ni une agriculture perfectionnée ni une industrie prospère. C'est ce que nous allons voir dans le détail.

II. — L'AGRICULTURE

Le déclin de leur prospérité commerciale a obligé les Portugais à revenir à la culture, mais ils n'y mettent, sauf exception, ni beaucoup d'ardeur, ni un grand soin. Dans le nord, montueux et très arrosé, ce sont les herbages qui l'emportent, entremêlés de champs de céréales, de vignes et de vergers. Ici dominent la petite propriété et la petite culture combinées avec un élevage fait sur une échelle très réduite. Les gens, paysans ou métayers, gagnent peu et vivent dans une paisible médiocrité. Les pentes les plus basses et la plaine côtière sont couvertes de vignobles, dont certains donnent les crûs fameux de Porto, parfois passés aux mains de propriétaires étrangers; mais surtout, leur produit est généralement acheté, préparé et exporté par des maisons anglaises, qui réalisent ainsi le principal bénéfice. Ces vins

[1]) De plus, le commerce avec les colonies était gêné de son côté par des prohibitions, des privilèges, des monopoles.

[2]) Le brillant Empire portugais des Indes, formé rapidement à partir de 1515, ne tarda pas à décliner, par suite de la mauvaise administration des vice-rois et de leurs agents, puis de la guerre avec l'Espagne. Après 1583, il est en pleine décadence.

de choix forment du reste la moindre partie de la récolte. Les vins ordinaires, très abondants, constituent un des éléments principaux, ou plutôt le principal élément, de l'exportation portugaise. Mais ce produit est un article de commerce essentiellement aléatoire, soit parce que la production en est fort variable, soit à cause de la concurrence active que se font les pays du midi. Dans ces dernières années, la surabondance de la production a été telle, que le stock invendu est resté énorme en Portugal comme ailleurs. Pour remédier à cette crise, on a proposé, comme toujours, l'intervention de l'État, qui, par une loi, interdirait les plantations nouvelles et ferait éclaircir les anciennes, afin de diminuer la production. On blâme souvent les *trusts* ou coalitions formées librement par des producteurs afin de limiter la concurrence et de soutenir les prix; on voit que cette idée a fait du chemin, puisqu'elle tend à devenir un procédé de gouvernement. Mais on devrait observer tout d'abord deux choses: en premier lieu, les coalitions de producteurs sont loin d'avoir toujours réussi; ensuite, la restriction de la production dans un pays pourrait bien avoir seulement pour résultat de favoriser les vignerons des autres contrées, sans influencer sérieusement les prix sur les marchés du dehors, si bien que le résultat le plus clair de l'opération serait de faire payer plus cher aux Portugais le vin qu'ils boivent, à moins qu'on ne voie se produire une importation de vins espagnols. En fait, ce sont les intéressés qui doivent savoir se rendre compte des besoins du public, proportionner leurs plantations à ces besoins, et varier leurs cultures de façon à obtenir de leurs terres un revenu moyen basé sur la variété des produits et, par suite, moins dépendant des fluctuations du marché.

A côté de la vigne, les gens du bas pays produisent aussi en grande quantité les fruits; oranges, citrons, amandes, pommes, poires, figues, etc., et les olives, qui, là aussi, sont d'excellente qualité mais fort mal travaillées, en sorte que l'huile extraite n'est pas recherchée comme elle devrait l'être. De même, la sériciculture, autrefois avantageuse, est aujourd'hui tombée à presque rien, parce que, comme en Espagne, on a lâché pied devant la maladie du ver à soie.

Les légumes, qui trouvent dans ce pays de bons terrains et un climat favorable, alimentent quelques fabriques de conserves, mais on pourrait certainement faire davantage pour les marchés des villes monstres d'Angleterre.

Les plateaux de l'Est étaient autrefois couverts de luxuriantes forêts, et c'était en général la production qui leur convenait le mieux, car ils sont formés de puissantes assises argileuses recouvertes d'un sable maigre, qui laisse filtrer l'eau. On pourrait cultiver là des essences utiles, en particulier le sapin pour sa résine et son bois, et le chêne-liège, qui réussit admirablement dans la région. Mais les forêts ont été coupées, il y a bien des siècles; personne ne replante, et de vastes espaces demeurent incultes, ne formant que de mauvaises pâtures. De même, dans les plaines basses du midi, où s'étendent d'immenses domaines, la terre, arrosée et fertile, reste livrée au pâturage d'hiver; les troupeaux montent en été sur les croupes du Beira. La population est rare et misérable, la fièvre infeste des plaines qui pourraient être transformées en jardins, si le marais était desséché et l'irrigation distribuée convenablement. Mais pour cela il faudrait de l'initiative, du travail, des capitaux, le désir de l'utile et du profitable, toutes choses qui font défaut. Et pourtant, le succès serait certain. On cite un grand propriétaire qui, par une heureuse exception, a voulu tirer parti de ses vastes terres du midi. Par des travaux convenables, il a créé en peu d'années un domaine qui lui donne de beaux revenus. Il y aurait là un déversoir précieux pour une partie de l'émigration portugaise, et la colonisation des provinces du sud vaudrait bien celle de l'Angola ou du Mozambique, qui coûte cher et rapporte assez peu.

En résumé, l'agriculture portugaise est fort en retard au point de vue : de l'exploitation du sol, dont une bonne moitié reste sans utilisation sérieuse; des méthodes, qui sont fort arriérées; de la production, qui est souvent trop faible ou trop spécialisée; enfin, des débouchés, qui ne sont pas suffisamment étudiés. Malgré cela, c'est la culture qui nourrit la plus grande partie de la population : trois millions et demi d'individus sur cinq millions et demi. Mais on pourrait faire

plus et mieux si on le voulait bien. Ici encore c'est la classe supérieure qui manque à sa mission en abandonnant à elle-même la classe paysanne et en négligeant la terre. Privée d'une direction éclairée et d'argent, la culture reste affaire de petites gens, et végète sans prospérer, sans se perfectionner. C'est un vrai malheur pour le pays et pour la race.

Après la culture, on peut placer la pêche, dont l'importance est grande pour le Portugal, tant ses eaux fluviales et marines sont poissonneuses. Autrefois, les pêcheurs portugais fournissaient de poisson une grande partie de l'Europe, et leur activité était telle, que vers la fin du XIVe siècle ils avaient acquis par traité le droit d'exploiter la pêche sur les côtes d'Angleterre. Ils n'ont plus cet esprit d'initiative ni cette espèce de monopole. Néanmoins, leur production est encore considérable, et leurs produits conservés au moyen du sel excellent récolté sur la côte, ou mis en boîtes, représente toujours un des éléments principaux de l'exportation du pays. Les eaux côtières leur sont réservées, et ils pourraient les exploiter par des moyens plus efficaces; mais ils préfèrent aux procédés modernes les barques et les engins dont ils ont l'habitude.

III. — L'INDUSTRIE

Le Portugal n'est pas aussi richement doté que l'Espagne en ressources minérales. Le charbon surtout semble lui manmanquer presque complètement, mais une bonne organisation des transports lui permettrait d'en recevoir à bon compte soit d'Espagne, soit des pays du Nord. Mais, si les fleuves desservent une partie du bas pays, le reste de la contrée est souvent dépourvu de tout moyen de communication. Les canaux sont presqu'inconnus, et d'ailleurs impossibles dans la région montagneuse. Les routes sont rares et médiocres. Les chemins de fer n'ont pas reçu l'extension désirable. En 1904, 2.400 kilomètres étaient en exploitation; à ce taux et en proportion, la France n'aurait pas 1.500 kilomètres de lignes au lieu des 46.000 qu'elle possède. La marine elle-même, dans ce pays qui fut autrefois le maître incontesté de la grande navigation, est tombée à un niveau bien bas; elle ne compte guère plus de 50.000 tonnes à vapeur et de 60.000

tonnes à voile, en comptant les bateaux de plus de 15 tonnes, alors que le mouvement des ports représente près de 4.500 voiliers et de 6.500 vapeurs, pour un total de 14 millions de tonnes. On peut donc dire que c'est la marine étrangère qui porte la plus grande partie des produits portugais.

Après cela, il est aisé de prévoir que l'industrie nationale n'est pas fort active. Les matières premières agricoles pourraient être beaucoup plus abondantes, mais déjà on utilise mal celles que le pays produit. Ainsi, le liège est exporté surtout à l'état brut, et la soie en cocons. Le sous-sol renferme de riches mines métalliques: fer, cuivre, plomb, zinc, étain, antimoine, wolfram, tungstène, argent et or. Beaucoup demeurent inexploitées; la plupart des autres sont aux mains des étrangers qui, le plus souvent, exportent le minerai vers les fonderies anglaises, allemandes, belges ou françaises. Les gens du pays s'intéressent assez peu à ces entreprises, qu'on pourrait développer grandement en améliorant les transports et en utilisant bien la main-d'œuvre un peu lente, mais paisible et docile que fournit la population. On estime à un peu plus d'un million le nombre des individus occupés à la fabrication, mais il y a là beaucoup d'illusion, car ce chiffre comprend des femmes et des enfants, non employés dans les ateliers. En réalité, la petite industrie absorbe la très grande majorité des ouvriers. Les usines sont rares, et très souvent elles ont été fondées et sont dirigées par des étrangers. C'est ainsi que la plupart des entreprises de mines, de métallurgie, de gaz, d'électricité, de travaux publics, sont dues à des sociétés et à des capitaux du dehors. Les étrangers ont aussi fondé des fabriques de sucre, de conserves, de ciment, de savon, de briques, des hôtels, et cela non seulement dans la métropole, mais encore dans les colonies [1]. Ce mouvement s'est accentué surtout depuis quelques années, à la suite d'un changement important dans la politique économique du royaume.

[1] Les colonies portugaises d'Afrique et d'Asie s'étendent sur 2.090.000 km. carrés, avec 7 à 8 millions d'habitants, dont 20,000 km. carrés et 810.000 habitants en Asie. Macao est un entrepôt important pour le commerce avec la Chine. Le Portugal a dépensé de très grosses sommes pour conserver ou développer ses colonies, qui n'arrivent pas, en moyenne, à couvrir leurs dépenses.

IV. — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

Le commerce est bien déchu, en Portugal, de son ancienne splendeur. Cependant, c'est encore une profession recherchée; on estime que près de 350.000 personnes en vivent. C'est presqu'autant qu'en Belgique où la population dépasse 7 millions d'habitants, et où les affaires sont beaucoup plus actives. D'aûtre part, on trouve en Portugal près de 100.000 personnes qui se rattachent aux professions libérales et plus de 50.000 fonctionnaires. Ces derniers chiffres sont considérables par rapport à celui de la population. Il paraît évident que ces professions détournent un trop grand nombre de personnes appartenant à la classe aisée, des carrières agricole et industrielle, et cela explique la faiblesse de la production dans ces deux branches de l'activité nationale ainsi que l'influence des étrangers.

Il y a une vingtaine d'années, le gouvernement a cru pouvoir remédier à cette situation en rompant avec la politique libre-échangiste qu'il pratiquait depuis le traité Methuen, conclu avec l'Angleterre il y a plus de 200 ans. Les taxes douanières ont été portées à un taux de protection, au grand profit du Trésor, puisque le pays importe une quantité considérable de produits fabriqués, conséquence forcée de la faiblesse de son industrie. Cette manière de faire était-elle justifiée et a-t-elle produit les résultats qu'on en attendait?

Le mouvement du commerce extérieur du Portugal montre immédiatement à quelle catégorie économique il appartient. Il exporte du vin, des animaux vivants, du liège, des poissons salés, de l'huile d'olives, des primeurs et des fruits[1]); ce sont là des produits naturels auxquels s'ajoutent seulement un peu de cuivre brut et quelques cotonnades. L'importation porte au contraire sur les produits fabriqués, les machines, les objets d'alimentation et les matières premières. On voit qu'il s'agit là d'un pays à production naturelle prépondérante, auquel le libre échange convient avant tout. En taxant lour-

[1]) La statistique officielle évalue à 160 millions de francs environ le chiffre de l'exportation des produits portugais. Il est certainement inférieur à la réalité, qui doit dépasser 200 millions.

dement l'importation, il a fortement surchargé ses habitants au bénéfice de quelques fabricants bien souvent étrangers, qui se sont empressés de profiter de cette aubaine en augmentant leur fabrication ou en créant quelques établissements nouveaux. Mais c'est là un progrès trop limité et trop exclusivement artificiel. Il serait préférable dans l'intérêt du pays de travailler au développement de la culture, qui est assez favorisée par la nature pour trouver au dehors de bons débouchés. Quant à l'industrie, il vaudrait mieux pour elle qu'on lui facilite l'accès de toutes les parties du pays par des voies de transport, et que, par une bonne gestion financière, on rétablisse une circulation normale au pair. Elle suivrait alors naturellement et graduellement les progrès réalisés par la culture, et se fonderait ainsi sur une base solide. Aujourd'hui, elle dépend presque absolument d'un caprice de la législation, et de plus, elle constitue, en définitive, une charge onéreuse pour le pays, chose évidemment illogique et abusive.

Comme dans tous les pays où le type social primitif est désorganisé, sans avoir été remplacé par une formation nouvelle basée sur l'initiative et l'énergie des particuliers, la politique occupe au Portugal une place beaucoup trop grande. Les rivalités, les luttes, les erreurs et les gaspillages des partis ont souvent troublé la paix publique, gonflé outre mesure le fardeau de la dette et dérangé les finances [1]). Depuis 1873 les recettes du Trésor ont augmenté de 134 %, et la Dette qui était en 1853 d'un peu plus de 9.000 contos (50 millions de francs), atteignait en 1890 près de 410.000 contos, soit près de 2 milliards 300 millions de francs. En 1892 et 1893 le gouvernement dut imposer à ses créanciers une forte réduction d'intérêts. Dix ans plus tard la Dette était évaluée à près de 160 millions sterling, soit 4 milliards de francs. La circulation est encombrée d'un papier monnaie qui supporte un agio de 8 à 10 %, lequel, à une certaine époque, s'est élevée jusqu'à 60 %. Ce sont là des entraves lourdes à porter

[1]) L'unité monétaire est le *milreis*, qui vaut 5 fr. 55 (1 fr. = 180 reis au pair). Le conto vaut 1000 milreis, soit 5555 francs. Il est question de réformer sur la base du franc ce système incommode.

pour un pays où la richesse est inégalement répartie, où les salaires sont bas et où l'activité économique est médiocre [1]).

En 1892, nous résumions une brève étude sur le Portugal dans les termes suivants:

« Depuis quelque temps déjà le Portugal a abandonné sa vieille politique libérale, pour établir des droits élevés sur la plupart des produits étrangers. Il espère par là ralentir l'importation, empêcher la sortie de l'or, relever le cours du change et encourager l'industrie, tout en augmentant ses recettes. De même, le Portugal se réserve l'intercourse avec ses colonies, au moyen de droits différentiels. Ce sont là autant d'erreurs graves qui, loin d'améliorer la situation, auront pour résultat certain de la rendre plus dangereuse encore. La faiblesse constitutive de la race, l'organisation vicieuse des pouvoirs publics, l'excès des dépenses, tous ces défauts ne peuvent être corrigés par un tarif de douanes, si rigoureux soit-il. Il aura surtout pour effet de multiplier dans le pays les entreprises étrangères et de le rendre par là plus dépendant que jamais des influences du dehors. »

Nos prévisions se sont réalisées à peu de chose près, car si l'agio s'est amélioré, cela est dû surtout à l'augmentation des recettes du Trésor, c'est-à-dire à une surcharge du contribuable par le fait des droits de douane. Pour le surplus, la situation n'a guère changé. Le régime du commerce est le même, à l'importation, ce sont toujours les produits fabriqués qui prédominent, et de beaucoup, tandis qu'à la sortie, on ne voit guère figurer que des denrées agricoles. Il est certain que l'industrie locale a pris une certaine extension, nous l'avons constaté. Mais nous avons indiqué aussi que ce progrès était dû pour une forte part à l'initiative d'entrepreneurs étrangers. On dit à cela: « Qu'importe la nationalité des entrepreneurs, l'essentiel est que nous profitions de leur activité et de leurs capitaux. » Le raisonnement pèche par la base. D'abord, il vaudrait bien mieux faire des efforts pour

[1]) L'armée est évaluée à 30,000 hommes sur le pied de paix. La flotte compte une cinquantaine de petits bâtiments avec 2.000 hommes d'équipage.

réveiller les aptitudes de la race, et la pousser à profiter elle-même des occasions de profit que lui offre son propre sol. Or, pour cela, c'est l'éducation qui peut donner un résultat, et non la protection douanière. Ensuite, il ne faut pas oublier que les profits qui attirent les maisons étrangères, sont prélevés sur la population indigène par une sorte de surtaxe ajoutée au prix réel des objets, surtaxe que la concurrence intérieure n'arrive pas à balancer, car elle est insuffisante. La preuve en est pour le Portugal dans cette circonstance, que malgré la protection, l'importation étrangère a constamment augmenté en dépit des droits du tarif. Celui-ci représente donc bien un impôt très lourd prélevé sur la consommation, si bien que le travail de fabrication assuré à quelques milliers d'ouvriers coûte finalement très cher à l'ensemble de la population. Enfin, si les fabricants étrangers font profiter le pays de leurs capitaux, ils en tirent un intérêt considérable, et comme ils finissent presque toujours par exporter leurs économies, l'argent étranger, en se renouvelant, maintient ses exigences, si bien qu'une bonne partie des ressources du pays s'en va avec lui. Oui, dira-t-on encore, mais les industries restent. Peut-être, à force de protection artificielle et coûteuse. Mais si l'État abaisse ses tarifs, ou bien si quelque phénomène économique imprévu vient à se produire, cette industrie sans force propre s'écroule, et le pays en est pour ses frais. En tous cas, pour la soutenir il est obligé de consentir à des sacrifices sans fin. Nous croyons donc pouvoir maintenir nos premières conclusions, en dépit des quelques résultats favorables, mais partiels et médiocres, obtenus au cours de ces dernières années.

CHAPITRE V

LES ÉTATS SUD-AMÉRICAINS.

Les sols et les climats; variétés et différences. — Le Nord, le Centre et le Sud. — Les habitants. — La race indigène; sa formation et ses aptitudes. — La conquête : ses caractères et son influence sur la race locale et sur les conquérants eux-mêmes. — Exploitation des colonies par la métropole. — L'indépendance, ses effets. — État général actuel de la race créole : ses variétés. – Le travail et la production; leur caractère. — L'immigration étrangère : son importance sociale et son rôle économique. — Politique économique actuelle des divers États Sud-américains. – L'influence et l'avenir des États-Unis du Nord dans l'Amérique méridionale.

L'Amérique du Sud est à elle seule une sorte d'univers où l'on rencontre, placés souvent dans un proche voisinage, tous les sols, tous les climats, toutes les productions connues sur le globe. Il a été occupé et exploité successivement par deux races: la première ne sut développer que très peu la civilisation rudimentaire apportée d'Asie; elle resta toujours simple et barbare. L'autre, arrivée alors qu'elle était déjà modelée sur un type social compliqué, était mieux préparée, semble-t-il, pour un progrès ultérieur considérable. Il n'est pas sans intérêt de rechercher ce qu'elles sont devenues sur ce théâtre unique offert à l'activité de l'une et de l'autre, et le parti qu'elles ont su tirer des ressources mises libéralement à leur portée par une nature généreuse, souvent, jusqu'à l'exubérance. Nous étudierons donc d'abord les res-

sources que ce vaste continent met à la disposition de l'homme, pour examiner ensuite les origines et les aptitudes des populations auxquelles ce beau domaine a été départi. La politique sociale et économique rationnelle des États sud-américains ressortira naturellement de cette double enquête.

Observons encore que les conquérants espagnols et portugais de l'Amérique du Sud ont eu à leur disposition des territoires immenses, très faiblement occupés. Les peuples ibériques ne pouvaient songer à remplir à eux seuls ces vastes déserts, car déjà ils suffisaient à peine pour occuper leur péninsule européenne. Cependant, à l'époque coloniale, une politique singulièrement étroite et aveugle prétendit réserver à l'exploitation superficielle de quelques millions d'hommes, ce continent qui pourrait en nourrir près de deux milliards. Plus tard, après la chute de la domination métropolitaine, cet esprit d'exclusivisme subsista quelque temps encore. Pour expliquer cette attitude vis-à-vis des étrangers, on prétextait le danger que l'immigration pouvait faire courir à la nationalité castillane. Ainsi, la Constitution argentine de 1826 n'accordait que difficilement la nationalité locale, et permettait au contraire de la retirer aisément. Au Chili il en était de même, et de plus, on refusait aux immigrés le libre exercice de leur culte. Longtemps les étrangers se virent fermer l'accès des républiques de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie. En 1824 le Mexique n'accordait pas encore la naturalisation aux non catholiques[1]). Depuis 50 ans ces préjugés ont disparu, et les États sud-américains font au contraire de grands efforts pour attirer les travailleurs étrangers. Nous aurons aussi à apprécier les circonstances et les effets de ce mouvement. Enfin, pendant que les républiques latines du sud menaient une existence agitée et progressaient avec une lenteur extrême, une autre race prenait, dans le Nord, des proportions gigantesques; son influence tend aujourd'hui à refluer pour ainsi dire vers les terres du Sud. C'est là encore un phénomène social dont l'examen s'impose à notre attention.

[1]) Cp. GERVINUS, *Histoire du XIXe siècle*, T. X.

I. — LES SOLS ET LES CLIMATS

L'Amérique méridionale, que les géographes restreignent au continent sud, commence en réalité avec le plateau mexicain si l'on tient compte à la fois: de la configuration extérieure, du climat, des productions et de la race. On l'a comparée, très justement, à un océan de terres basses, long de près de 10.000 kilomètres, dont la plus grande largeur atteint 5.000 kilomètres, et d'où émergent la puissante arête des Andes. Celle-ci est posée sur une large base, jalonnée de sommets très élevés et de pitons volcaniques; vers l'Ouest elle tombe brusquement, par des gradins étroits et abruptes, dans les flots du Pacifique. A l'Est, au contraire, c'est par larges terrasses inclinées qu'elle descend jusqu'à l'immense plaine d'alluvion qui sépare la Cordillère de l'Océan Atlantique ou des plateaux brésiliens. Cet ensemble immense se subdivise en cinq grandes zones bien distinctes, et disposées dans le sens de la longueur, c'est-à-dire du Nord au Sud. En voici le détail:

1° La côte Ouest, étroitement circonscrite entre la chaîne dorsale du continent et l'Océan Pacifique. Elle est en général aride et brûlante, par l'effet des vents et des courants, qui rendent les pluies rares, malgré le voisinage de la mer.

2° La chaîne des Andes, amas colossal de plateaux de toutes dimensions et de toutes hauteurs, coupée de vallées profondes; on y rencontre tous les climats en quelques heures de voyage, sous l'influence de l'altitude combinée avec la latitude générale de la région.

3° L'immense chapelet de plaines d'alluvion qui s'étend à l'est de la Cordillère, tout le long de la côte orientale et sur une largeur variable jusque vers le cours de la Plata; région chaude, humide, couverte de forêts ou de savanes herbues, cultivées sur quelques points.

4° Les plateaux brésiliens, de hauteur médiocre, secs, tempérés; région généralement fertile qui se prête aux cultures variées.

5° Les plaines tempérées au sud de la Plata, sorte de

steppe très propre à la culture des céréales et à la production de l'herbe. Il convient de rattacher à cette zone la partie sud de la côte occidentale, où s'est organisé le groupe chilien.

Chacune de ces diverses zones n'est pas, bien entendu, uniforme d'aspect; des causes locales y modifient dans le détail les conditions du lieu et, avec celles-ci, la nature des produits. Mais, en dépit de ces variations, l'ensemble de de chaque région est bien caractérisé par ses productions principales. Dans les steppes basses, l'élevage du cheval, du bœuf et du mouton; sur les plateaux tempérés, la culture des céréales, de la pomme de terre, des racines; dans les terres chaudes et sèches, celle du café; dans les terres basses, chaudes et humides, l'exploitation du caoutchouc, des bois précieux de teinture et d'ébénisterie, du cacao, du sucre, des épices, de la vanille, des fruits. Telles sont les spécialités culturales de chaque région. Ceci nous donne une idée générale des immenses ressources agricoles accumulées sur ce continent, dont la capacité productive est en quelque sorte indéfinie.

L'industrie semble également, au premier abord, appelée dans l'Amérique méridionale au plus grand avenir. Indépendamment des réserves métalliques accumulées partout dans la masse des Andes, on rencontre sur bien des points le charbon, comme au Mexique, en Colombie, au Pérou, au Chili, dans la République argentine; le pétrole comme au Mexique, au Venezuela, au Pérou, etc.; les terres et pierres à ouvrer; les bois d'œuvre; les produits chimiques naturels; les matières tannifères, tinctoriales, médicinales; les peaux, les laines, le coton, les fibres diverses, etc., etc.

Le commerce ne peut manquer de trouver dans cette infinie variété de productions un aliment considérable. Du reste, les moyens de communication naturels ne lui font pas défaut. Des côtes développées, des fleuves géants facilitent les relations. Il est à noter cependant que la haute et épaisse barrière des Andes est extrêmement difficile à franchir sur presque toute sa longueur, ce qui oblige le trafic à faire de longs détours par mer pour communiquer d'un versant à l'autre. La région amazonienne, avec ses épaisses forêts

coupées de larges rivières et de marécages, ses pluies torrentielles et prolongées, ne se laisse, elle aussi, pénétrer que difficilement. D'ailleurs, les distances qui séparent les divers centres de peuplement sont immenses. A vol d'oiseau, on compte 7.500 kilomètres de Mexico à Santiago du Chili, 3.000 de Mexico à Bogota, 2.000 de Bogota à Lima, 2.500 de Lima à Santiago, 1.400 de Santiago à Buénos-Ayres, 4.000 de cette dernière capitale à Lima. Il faut ajouter à ces distances les difficultés du sol [1]). Il est donc nécessaire de compléter les voies naturelles par de difficiles travaux de viabilité: routes, canaux et chemins de fer. En revanche on constate que les régions les plus peuplées sont en rapport direct avec l'Europe, soit par l'Atlantique, soit par le Pacifique et le canal de Suez. Toutefois, la longueur des routes maritimes est si grande, par le fait de l'étendue du continent, qu'on a été amené de bonne heure à l'idée de réunir les deux océans par un canal isthmique, qui faciliterait considérablement les communications. Conçu par l'initiative européenne, ce projet grandiose sera exécuté par les États-Unis du Nord, et leur intervention à ce sujet sera un signe éclatant de la puissance qu'ils ont acquise et de la grandeur des intérêts qu'ils ont su créer dans les Amériques.

En résumé, l'Amérique du Sud est assez vaste et assez bien pourvue par la nature pour encadrer plusieurs États très peuplés, prospères, puissants à tous égards. Voyons donc ce que l'homme a su faire de ce beau pays. Et d'abord, rappelons l'évolution des races qui l'ont occupé.

II. — LA RACE INDIGÈNE. LA CONQUÊTE ET SES EFFETS

L'Amérique a été peuplée primitivement par un courant humain qui, ayant sa source en Asie, s'est écoulé lentement, en traversant le Détroit de Behring et en suivant le double

[1]) Pendant la période coloniale on n'a construit que très peu de routes et de ponts. Tous les transports s'opéraient à dos d'animaux, ou au moyen de lourdes charrettes.

continent du Nord au Sud [1]). Ces émigrants asiatiques n'étaient autres que des Sibériens ayant conservé dans tous ses traits importants la formation communautaire. En Amérique, certains groupes, noyés en quelque sorte dans les forêts canadiennes et amazoniennes, sont devenus de simples tribus sauvages. D'autres, établis dans des milieux plus favorables, comme les plateaux des Montagnes Rocheuses, ceux du Mexique, ceux des Andes, ont au contraire pu conserver et même développer la civilisation rudimentaire importée d'Asie. Ils ont formé à la longue des nations, barbares sans doute, mais douées cependant d'un organisme social relativement avancé. Les peaux-rouges Tête-Plate des Montagnes Rocheuses, mais surtout les Aztecs mexicains, les Charuas colombiens et les Incas péruviens étaient dans ce cas.

Ces civilisations indigènes offrent du reste un caractère commun qui les a toutes frappées d'une sorte d'incapacité et de faiblesse constitutionnelle. La tradition communautaire a ceci de particulier qu'elle inspire toujours aux individus une tendance très nette à vivre d'une manière plus ou moins complète aux dépens d'autrui. Aussi, dans tous les États indigènes dignes de ce nom, constitués en Amérique, aperçoit-on deux classes superposées. L'une, formée par un groupe conquérant, exploitait à fond la classe inférieure, composée d'un ramassis de tribus vaincues, asservies, et vivait de son travail forcé. Mais cette exploitation de l'homme par l'homme a pour résultat immanquable d'enrayer le progrès en le contenant dans la sphère étroite des intérêts matériels. En effet, la masse des exploités, comprimée dans sa condition inférieure par ses parasites, perd une bonne partie de sa capacité intellectuelle et manque d'ailleurs de moyens d'action pour s'élever. Quant à la classe des exploiteurs, le souci de conserver leur situation, de contenir et de surveiller leur bétail humain, suffit à les absorber, les détourne du travail utile et affaiblit singulièrement chez eux les forces les plus nobles de l'intelligence. Le vice capital de la formation com-

[1]) Voir sur ce point les curieuses études de M. P. de Rousiers dans la *Science Sociale*, t. VII et s.

munautaire, c'est-à-dire l'esprit de tradition poussé jusqu'à la routine, contribuait largement à rendre stationnaires ces sociétés nombreuses, mais presque immobiles, divisées en classes adverses, courbées sous une tyrannie pesante et parfois sanguinaire, bien faibles en somme, malgré leur apparence d'aisance et de force, et bien peu capables d'exploiter à fond les richesses naturelles du milieu.

Au XVIme siècle arrivent les Espagnols et les Portugais. Ces étrangers surviennent par très petites troupes, assez médiocrement armées bien qu'elles fussent munies de grossières armes à feu. Leur choc suffit cependant pour jeter bas des Empires défendus par des milliers de guerriers, encore plus mal armés que les assaillants, il est vrai, mais courageux, et si supérieurs en nombre, que la faiblesse de leur armement ne suffit pas pour expliquer leur insuccès. Les divisions résultant de l'état social que nous venons d'esquisser furent en effet, pour les Espagnols, un précieux auxiliaire qui leur assura la victoire. Établis en maîtres dans le pays, que vont-ils en faire? La réponse à cette question est aisée à fournir, puisque nous savons ce qu'ils ont fait de leur propre pays. Leur préoccupation essentielle, en Amérique comme partout, a été d'exploiter à leur tour les vaincus. Mais cette exploitation fut organisée par les Espagnols sur un plan nouveau et poussée à un degré inconnu avant eux. Les indigènes, qui attachaient peu de prix aux métaux précieux, ne les recherchaient guère. Les Espagnols, tout au contraire, considéraient ces métaux comme la production essentielle du pays. Leur abondance fut longtemps la principale des attractions qui les amenaient au delà des mers. Aussi, leur première préoccupation fut-elle de plier les malheureux Américains au travail des mines, poussé avec une activité telle, qu'en peu d'années la race, décimée et abâtardie, cessa de suffire aux exigences de ses maîtres [1]. C'est alors que l'esclavage noir prit tout son développement.

[1] L'exploitation des mines d'or est une ressource temporaire qui désorganise la classe supérieure, la détourne de la culture et de l'indusdustrie, compromettant ainsi l'avenir. Voir dans notre tome II ce qui a trait à l'Afrique du Sud.

En outre de cette ressource, pour eux principale, les Espagnols s'attribuèrent de vastes domaines ruraux, cultivés très généralement par des esclaves sous la direction d'un intendant. Quant aux propriétaires, ils vivaient dans les centres urbains fondés ou occupés par les *Conquistadores* dès leur arrivée. Urbains renforcés en Europe, les Espagnols ne pouvaient évidemment s'improviser ruraux en Amérique. Là, ils vécurent dans l'oisiveté, du revenu de leurs mines et de leurs domaines, tandis que la population indigène demeurait à l'état de classe inférieure misérable, opprimée et méprisée[1].

A côté d'eux figuraient les nombreux fonctionnaires envoyés par la métropole et grassement payés aux frais de budgets locaux, ainsi que le clergé surabondant également venu d'Espagne.

Du XVme au XVIIIme siècle, la population créole se développa. Pas très vite, car la métropole avait peu d'éléments à fournir à l'émigration, et elle fermait de la façon la plus stricte ses colonies aux étrangers. Naturellement, les terres les plus accessibles se trouvèrent peu à peu occupées, et un certain nombre d'individus durent aller fonder plus loin des centres nouveaux, autour desquels ils pouvaient se tailler des domaines ou *haciendas*, consacrés la plupart du temps à l'élevage sous sa forme la plus rudimentaire. D'autres eurent à chercher dans un travail de fabrication urbaine leurs moyens d'existence. Mais ce mouvement s'opéra très lentement, car les Espagnols, les nouveaux venus comme les familles anciennement établies, n'avaient que rarement le goût de la vie rurale et isolée. Une race mieux préparée à ce point de vue, moins attachée à l'existence luxueuse, oisive et mondaine des villes, eût agi tout autrement. Comprenant qu'une classe dominante, si elle veut garder sa supériorité, doit avant tout patronner et diriger le travail, les gens désireux de se faire une place au soleil seraient allés coloniser de proche en

1) L'historien Arana, parlant des colons primitifs, s'exprime ainsi: « En général, ils dédaignaient les travaux agricoles et l'exercice des arts manuels, préférant l'exploitation des mines par le travail forcé des Indiens. »

proche les immenses territoires vacants. A la longue, ceux-ci auraient été occupés par une population nombreuse et active. Mais pour cela, il eût fallu abandonner les villes pour s'enfoncer en plein désert et mener la rude vie du défricheur, ou bien encore l'existence absorbante du fabricant. Cela ne faisait pas l'affaire des créoles ibériques; ils préféraient de beaucoup au métier pénible du *settler* ou de l'usinier le calme courant d'une sinécure administrative, ou, à la rigueur, la gestion plus ou moins empressée d'un comptoir de commerce. Mais il se trouvait que ces débouchés mêmes leur étaient fermés. En effet, la métropole, qui manquait toujours de places à donner, se réservait jalousement tous les emplois coloniaux et, de plus, le monopole de l'intercourse entre ses possessions d'Amérique et le vieux continent. Chaque année, dit un auteur espagnol [1]), deux flottes quittaient Cadix pour porter en Amérique les produits de la métropole et rapporter les produits coloniaux. Ensemble, elles jaugeaient au plus 30.000 tonnes, quantité très insuffisante, aussi le prix des articles importés était-il majoré d'une façon exorbitante. D'ailleurs, comme les flottes se trouvaient souvent retenues par la guerre, les épidémies, ou le mauvais temps, les colonies manquaient alors du nécessaire, d'autant plus qu'on leur interdisait certaines fabrications. Jusque vers le milieu du XVIIme siècle, ce monopole fut jalousement gardé. Tout navice étranger surpris dans les eaux américaines était saisi, et son équipage exécuté ou condamné aux mines. Plus tard, on laissa pénétrer quelques étrangers, mais en les chargeant d'une lourde taxe. En 1703, les Français furent exonérés de cet impôt à titre d'alliés. Malgré cela la contrebande était si active, qu'en 1713 on admit chaque année un navire anglais à Puerto-Bello, pour tâcher de la décourager. Mais on n'y réussit guère, et les plaintes devinrent si vives que, de 1765 à 1788, les monopoles disparurent peu à peu et furent remplacés par un simple droit de douane. Les documents de l'époque affirment qu'en dix ans, de 1778 à 1788, le commerce colonial,

[1]) ARANA, dans son *Histoire*, T. IV.

à la faveur de la liberté, monta de 200 millions de réaux à près de 1.200 millions.

Sous le régime ancien, les créoles en étaient réduits soit aux charges purement honorifiques, comme celle d'officier de la milice (encore leur refusait-on les grades supérieurs), soit aux emplois tout à fait inférieurs, soit enfin au petit commerce local et aux carrières libérales.

Avec le temps, la quantité des gens dépourvus de patrimoine ne fit naturellement qu'augmenter. Aussi le nombre des avocats, des médecins, des professeurs, des prêtres et des moines, devint-il hors de proportion avec les besoins de la population. Lorsque survint au début du XIXme siècle la crise qui plaça un moment l'Espagne sous l'hégémonie de la France, les colonies étaient depuis longtemps déjà en fermentation et réclamaient un autre traitement, c'est-à-dire une part dans les emplois administratifs et dans la gestion de leurs propres affaires. Elles profitèrent de l'occasion et levèrent le drapeau de la révolte. Quelques années plus tard, l'impuissance de l'Espagne assurait leur succès. A partir de 1825, la souveraineté de la métropole se trouva virtuellement écartée du continent. Cuba seule demeura sous sa dépendance[1]) jusqu'à la fin du siècle; mais on peut dire que l'Ile vivait dans un état de révolte chronique, et qu'elle était périodiquement noyée dans le sang. Néanmoins, si l'Espagne était à la fois inhabile à bien gouverner la colonie, et trop faible pour étouffer la rébellion, les Cubains manquaient, de leur côté, des ressources et surtout de l'union nécessaire pour conquérir leur indépendance. On sait comment l'intervention des États-Unis trancha la question en 1898, dans le sens de la doctrine de Monroë, c'est-à-dire par l'expulsion de l'Espagne.

Les anciennes colonies espagnoles et le Brésil portugais sont constitués depuis plus de 80 ans en États indépendants.

[1]) On sait comment la maison de Bragance se transporta au Brésil pour fuir la domination de Napoléon et se divisa peu après en deux branches, dont une a régné à Rio jusqu'en 1889. Au fond, l'évolution a été sensiblement la même.

Les Américains du Sud ont-ils profité de la liberté politique et économique dont ils ont joui depuis lors, pour modifier leur formation primitive et pour étendre largement leur nationalité sur les merveilleuses contrées soumises à leur domination Un rapide examen des faits va nous permettre de répondre à cette question.

III. — ÉTAT GÉNÉRAL ACTUEL DE LA RACE CRÉOLE

Observons tout d'abord que la population se subdivise en trois éléments: les gens d'origine européenne, les aborigènes ou Indiens[1]) et les métis. Le premier groupe se partage lui-même en deux catégories: les Hispano-Portugais et les immigrés. De ces derniers nous parlerons plus tard. Les créoles d'origine espagnole ont conservé d'une manière très marquée les idées et les tendances qui leur ont été imprimées par l'évolution historique de leur race. Sans doute, les conditions nouvelles de l'existence dans un autre milieu et sous un régime politique un peu différent leur ont donné, pour ainsi dire, une physionomie qui leur est propre; mais c'est là surtout affaire de forme extérieure et de détail accessoire, car, au fond, le type social n'a pas beaucoup changé. L'Américain espagnol est resté avant tout, au moins pour ce qui concerne la classe supérieure, un urbain, qui s'attache de préférence aux professions demandant un effort intellectuel, aux occupations de cabinet ou de comptoir, plutôt qu'aux métiers exigeant une préparation et une application technique ou un travail corporel[1]). Ils sont rarement industriels, presque jamais agriculteurs, ni surtout agriculteurs résidants. C'est ce qu'un observateur, renseigné par un long séjour dans l'Amérique du Sud exprimait en ces termes: « De race espagnole, le créole est né grand seigneur; il veut l'étiquette républicaine et des institutions monarchiques. Qu'il porte ou non des titres, il restera toujours Grand d'Espagne; il ne sera jamais ni

[1]) On sait comment l'Amérique a été longtemps désignée sous le nom d'Indes occidentales, d'où le nom d'Indiens donné à ses habitants indigènes.

manœuvre, ni commerçant, ni industriel[1]). » Mais il sera volontiers fonctionnaire, avocat, professeur, boursier. Ce ne sont pas là des métiers essentiels, assez productifs pour élever à eux seuls le niveau de la prospérité économique du pays. Aussi ce niveau est-il resté fort bas tant que les Hispano-Américains sont demeurés livrés à eux-mêmes. Aujourd'hui, l'exploitation de ces riches contrées est poussée avec une certaine activité, mais les créoles n'y ont qu'une médiocre part, nous le constaterons bientôt.

Quant à la classe inférieure, la nécessité l'oblige à travailler de ses mains, mais elle le fait avec une nonchalance et un esprit de routine qui l'empêchent également de progresser et de se développer de manière à défricher et à occuper fortement le sol. Elle aussi préfère les métiers urbains; cependant beaucoup d'ouvriers doivent se porter vers la culture soit comme petits propriétaires, soit comme fermiers, manouvriers, bouviers, ou bergers. Dans ce cas, on peut être certain qu'ils préfèrent les systèmes de culture les plus faciles, comme l'élevage et la cueillette des fruits, ou les plus uniformes, tels que les plantations spécialisées de café, qui laissent beaucoup de liberté. L'essentiel est de limiter le labeur au minimum et de garder du temps pour le plaisir. « En espagnol, dit M. Pavlovsky[2]), *lunes* signifie lundi, le *lunero* c'est l'homme qui ne travaille pas le lundi. — J'habite depuis 22 ans la République Argentine; j'ai été en contact avec une multitude d'ouvriers de la ville et des champs, et j'en ai rencontré bien peu qui ne fussent pas *luneros.* » Pour expliquer ces habitudes, l'auteur nous présente le tableau très suggestif que voici: Le dimanche, et à l'occasion de nombreux jours fériés du calendrier espagnol, les gens de la campagne viennent au village pour faire leurs provisions. Là, on se réunit chez un ami: « On joue de la guitare, de l'accordéon, on chante les airs du pays accompagnant les

[1]) Ch. Wiener, *Pérou et Bolivie.* Voir aussi Daireaux, *La Vie et les Mœurs à La Plata,* II, p. 121.

[2]) *L'évolution économique de la République Argentine,* dans les Mémoires du Musée social, Paris, 1906.

danses nationales; après chaque chant les verres pleins passent à la ronde... » Les chants ont pour thème ordinaire les plaisirs d'une vie indépendante de toute contrainte, ou l'amour. « Les couples de vieillards se mêlent aux jeunes couples, tous dansant avec un joyeux entrain... Parfois un *gringo*, c'est-à-dire un étranger immigré, veut prendre part à ces réjouissances. Lui aussi chante et danse, mais il n'a pas en ces matières l'habitude et le savoir-faire du créole, aussi se montre-t-il généralement gauche et maladroit; cependant, la courtoisie castillane interdit toute moquerie. Comme on reconnaît bien ici la vieille et persistante influence d'une éducation urbaine raffinée, dont les éléments subsistent au-delà des mers et jusque dans les savanes, parmi des paysans et des bouviers. On retrouve d'ailleurs ce trait parmi toutes les populations issues des grands centres commerciaux, chez le montagnard grec comme chez le paysan vénitien, provençal ou espagnol.

Cette existence a sans doute beaucoup de charmes, mais elle n'est pas faite pour pousser une race en avant. Aussi, bien que les gens du peuple aient réalisé déjà quelques progrès au contact des étrangers plus laborieux, plus économes, plus désireux d'arriver à la propriété, ils n'en sont pas moins très en retard, et cela d'un bout à l'autre de l'Amérique espagnole. Ils se montrent partout imprévoyants, enclins au gaspillage, joueurs et médiocrement scrupuleux à l'égard de la propriété d'autrui, chose qui s'explique par la persistance de l'esprit communautaire et par l'abondance des ressources naturelles, presque sans prix. Les gens de la classe ouvrière ont donc fait très peu, eux aussi, pour la mise en valeur de leur continent.

Les Indiens se partagent en deux fractions: les sauvages *(bravos)*, qui ont presque disparu, ou sont cantonnés dans les forêts impénétrables de la zone tropicale; les civilisés *(mansos)*, convertis au christianisme, qui descendent presque tous des populations agricoles établies autrefois dans la région des plateaux. Avant la conquête, ces peuples étaient pliés sous la contrainte d'un gouvernement patriarcal et par conséquent despotique, qui les obligeait à fournir un certain travail,

d'ailleurs traditionnel et sans progrès. Sous le régime espagnol, la corvée des mines en fit périr les $^4/_5$. Aujourd'hui les débris de cette race sont revenus pour la plupart à l'ancien métier agricole. Mais, à défaut de contrainte, ils le pratiquent avec mollesse et par les méthodes les plus primitives. Ils imitent, en travaillant peu et en s'amusant le plus possible, leurs dominateurs; ceux-ci les ont bien pénétrés de cette idée que la race indigène est inférieure: pour les gens de couleur le blanc est un être raisonnable *(gente de razon)*; l'Indien au contraire n'est en quelque sorte qu'un enfant *(gente sin razon)*. Cela est commode pour assurer la suprématie d'une race sur l'autre, mais peu favorable au développement et à l'élévation de celle-ci. On peut donc dire autant des nègres, qui, amenés par la traite et formés par l'esclavage, n'ont jamais subi non plus une action susceptible de perfectionner leur éducation, de développer leur initiative et de leur donner le désir de se faire une position indépendante et aisée. Aussi, depuis leur libération sont-ils restés presque tous ou bien des paysans néglibeants et paresseux, ou bien des ouvriers médiocres et flaneurs. La main-d'œuvre fournie par ces races subordonnées est forcément instable et peu efficace. L'ouvrier, qui a peu de besoins et de désirs, nulle ambition, ne travaille que quand il est poussé par le besoin; il se montre donc souvent irrégulier, peu fidèle à ses engagements, inhabile à toute besogne compliquée. Cela n'est pas fait non plus pour hâter la mise en valeur des terres, ou l'extension de l'industrie.

Les métis et les mulâtres réunissent, nous l'avons déjà remarqué, les défauts combinés des deux races dont ils sortent. A part quelques exceptions, ils constituent surtout des éléments de trouble, dont l'idéal est de vivre de la politique, c'est-à-dire aux dépens de la fortune publique.

Nous concluerons donc par cette observation que, en règle générale, l'Américain du Sud n'est pas un vrai colon, désireux de s'établir en pleine indépendance dans la vie rurale, ou même dans l'industrie, mais plutôt un urbain dont toutes les préférences sont pour les professions libérales, les fonctions publiques, ou la vie politique. Il y apporte souvent beaucoup d'intelligence, d'ardeur, de savoir et d'intégrité. Par-

fois tout cela est remplacé par l'audace, la violence et l'avidité. De leur côté, les petites gens ne cherchent guère à s'élever et préfèrent une vie médiocre, mais peu laborieuse, au travail régulier, astreignant, pénible même, du grand atelier industriel. Dans toutes les classes de la société, la vieille formation communautaire s'est désagrégée; mais on en rencontre encore des traces profondes dans les mœurs et dans les tendances. La tradition familiale est très développée; souvent plusieurs ménages vivent ensemble sous le même toit. On a entre parents l'esprit de clan, qui se retrouve également dans les luttes politiques; cette tradition conserve certaines habitudes louables, comme le respect pour la vieillesse et pour la femme; mais elle présente l'inconvénient général d'entretenir des tendances peu favorables au progrès de la race et à son expansion qui aurait dû être beaucoup plus étendue et plus rapide. Il ne faut pas oublier, en effet, que les Hispano-Américains, même avec l'appoint de la forte immigration des 25 dernières années, ne sont encore que 65 millions environ, pour une superficie de 18 millions de kilomètres carrés, tandis que les États-Unis, pour 8 millions de kilomètres carrés à peu près[1]), comptent aujourd'hui plus de 82 millions d'âmes. Cependant, le continent Sud offre des ressources plus considérables et plus variées encore que celles du continent Nord. Pour expliquer une pareille inégalité de développement, on ne peut donc invoquer que la différence de formation sociale des races.

IV. — L'IMMIGRATION SUBVENTIONNÉE

Nous avons rappelé tout-à-l'heure que, pendant longtemps, les Espagnols se sont attachés, même après la séparation, à repousser ou tout au moins décourager l'immigration étrangère. Mais, vers le milieu du siècle dernier, ils se sont rendu compte de la lenteur de leur expansion et de la nécessité de faire appel à l'immigration. De graves et redoutables problèmes se sont alors posés dans les différents États sud-

[1]) Non compris le territoire d'Alaska, situé dans la zone polaire.

américains. Quels éléments devait-on appeler, et par quels moyens? A cette époque, sans que les pouvoirs publics eussent besoin d'intervenir d'une façon spéciale, un courant actif et régulier d'émigration européenne se portait déjà vers les États-Unis du Nord, sans faire aucun tort à la nationalité yankee, et en la renforçant, au contraire. Les États du Sud, en ouvrant leurs portes, espéraient que pour eux il en serait de même. Mais il ne vint guère spontanément que des commerçants, qui contribuèrent à élargir les villes et quelques capitalistes, qui achetèrent d'immenses *latifundia* pour y faire de l'élevage. Les gouvernements intervinrent alors, envoyèrent en Europe des agents spéciaux chargés de recruter un peu partout des gens sans ressources[1]), auxquels on offrait le passage gratuit, des terres, des outils et des provisions. En quelques années, cette propagande détermina un véritable flot d'émigration vers l'Amérique du Sud. Les travailleurs s'y rendaient par centaines de mille avec femmes, enfants et vieillards. Il est utile d'apprécier la valeur et les effets de ce système. Mais pour cela, nous indiquerons d'abord les principes qui forment la base de toute colonisation normale et permanente, principe révélé par l'observation attentive des faits.

A première vue il est évident que la seule colonisation solide et durable est celle qui repose sur la propriété et la culture du sol. Le colon agricole, propriétaire de son exploitation, ne se décide à la quitter que s'il en est chassé par des circonstances irrésistibles. Le commerçant, l'industriel, l'ouvrier peuvent conserver l'esprit de retour et s'en aller après fortune faite, ou après avoir amassé un pécule. Le paysan ne se sépare plus de la terre qu'il a défrichée et fécondée. A ce point de vue, les gouvernements sud-américains ne se sont donc pas trompés en cherchant à attirer sur leur sol des paysans et en s'efforçant de les y fixer par la propriété et la culture. Toutefois, il ne suffit pas de voir juste à ce point de vue; il s'agit encore de bien appliquer l'idée afin d'assurer

[1]) Souvent même des gens sans aveu, des vagabonds, des prisonniers politiques, des libérés de droit commun !

un bon recrutement et une installation définitive du personnel immigrant. Ce résultat peut être obtenu soit par les moyens propres des colons, soit par l'action d'un patronage qui les appelle et les soutient jusqu'au moment où ils seront en état de se suffire à eux-mêmes. Le colon qui arrive et s'installe par ses moyens personnels est assurément le plus fort et le plus solide que l'on puisse trouver. Mais il est assez rare qu'une famille munie d'un certain capital songe à quitter son pays pour aller s'établir au loin. Le plus souvent, l'émigrant s'appuie sur un secours extérieur, qui lui permet de vivre, de s'acclimater, d'économiser enfin, jusqu'au jour où il sera en état d'organiser une exploitation indépendante. Qui lui fournira ce patronage? Si le pays est déjà occupé en partie par des propriétaires en pleine prospérité, ils appelleront à eux des ouvriers, souvent même des parents, qui, après avoir travaillé quelques années pour le compte d'autrui, s'établiront à leur tour sur les terrains encore vacants. Ce système a deux avantage: d'abord il offre un point d'appui solide aux nouveaux arrivants; ensuite ils les soumet à l'influence prolongée d'une classe supérieure qui leur impose sa langue, ses institutions et sa nationalité, non pas par la contrainte, mais par l'influence qui résulte naturellement du patronage, de la direction du travail. Dans ce cas, on voit se former et s'étendre rapidement une race homogène, qui conserve les caractères essentiels du type patronal. Celui-ci forme en quelque sorte l'élite qui donne le ton aux immigrés et les entraîne à sa suite[1]).

Si cette élite manque, son action est remplacée par l'initiative de l'administration. Celle-ci procède automatiquement, par masses. Elle fait venir des gens qu'elle installe par groupes, sans pouvoir ni en apprécier la valeur, ni les diriger, ni les soutenir avec discernement. Le procédé ordinaire se résume ainsi: on choisit une certaine étendue de terrain, que l'on divise en lots; au centre on bâtit une maison commune, une église, parfois une école; sur chaque lot on cons-

[1]) V. dans notre tome II la partie consacrée aux Etats-Unis.

truit une cabane munie des outils indispensables; le colon est amené jusque là, on lui donne quelques têtes de bétail, des semences et des provisions pour six mois, après quoi il doit se débrouiller tout seul et même payer sa concession par annuités. Les uns, à force de travail et de privations, réussissent à mettre leur lot en état de production. D'autres échouent, périssent de misère, ou se font rapatrier, à moins qu'ils ne trouvent l'occasion de se placer dans quelque ferme. Dans tous les cas, ces gens demeurent livrés à eux-mêmes, conservent leurs mœurs et leur langue, si bien qu'il se forme à la longue une population hétérogène dépourvue de sentiment national, toute prête par conséquent à subir des influences extérieures ou à tomber sous la direction d'une immigration plus forte, qui constitue une élite dirigeante. A ce moment, la race primitive, qui jusque là conduisait le pays surtout par l'administration et la politique, se trouve dépossédée de sa prééminence et passe au second plan. Tel a été le cas pour les îles Hawaï et pour l'Afrique du Sud, où les Américains du Nord et les Anglais, arrivés les derniers, ont su prendre la première place et finalement confisquer le pays. Il y a dans ce fait une leçon singulièrement vivante et précise pour les Américains du Sud. Leur formation ne les a pas préparés à la direction du travail usuel. Cela les rend incapables de diriger effectivement et d'assimiler les immigrants d'origine variée qu'ils appellent et qui forment une masse sans attache nationale bien définie. Ce redoutable problème devrait préoccuper au plus haut point les hommes éclairés, qui ne manquent pas dans l'Amérique du Sud.

Ces explications étaient nécessaires pour bien faire comprendre la situation présente des différents États sud-américains. Nous allons maintenant étudier séparément chacun d'eux, en nous limitant aux notions indispensables. Et d'abord, nous en dresserons un tableau indiquant leur superficie et leur population. Pour cette dernière, nous prendrons deux époques différentes, afin de montrer le résultat obtenu par ces États au moyen de l'immigration administrative. Voici le tableau qui résume ces indications:

	Superficie	Population	
	kil. carrés	1890	1905
Mexique.	1.987.000	11.400.000	14.000.000
Amérique centrale[1]) .	550.000	3.214.000	4.615.000
Colombie	1.200.000	3.320.000	4.500.000
Équateur	307.000	1.204.000	1.280.000
Pérou.	1.770.000	3.000.000	5.000.000
Bolivie	1.227.000	1.434.000	1.750.000
Chili	760.000	2.767.000	3.220.000
Vénézuela	943.000	2.323.000	2.600.000
Brésil.	8.360.000	14.600.000	16.200.000
Uruguay.	187.000	710.000	990.000
Paraguay	273.000	330.000	650.000
République Argentine.	2.806.000	3.800.000	5.200.000
Cuba	120.000	1.580.000	1.600.000
Dominicaine.	50.000	430.000	420.000
Haïti	29.000	1.000.000	1.430.000
TOTAUX, environ :	20.319.000	51.112.000	63.455.000

Si l'Amérique latine avait une densité démographique égale à celle de la France, elle atteindrait 1.500 millions d'habitants; si cette densité moyenne arrivait à celle de l'Italie, les populations qui se presseraient sur ce continent dépasseraient le nombre de 2 milliards. On voit par là que l'espèce humaine a encore de la place devant elle et, aussi, des ressources, que le travail peut porter à un niveau colossal. L'avenir est aux races qui sauront déployer l'initiative et l'activité nécessaires pour occuper et exploiter ces régions immenses.

V. — LE MEXIQUE

Le Mexique rappelle, sur une échelle très agrandie, la construction géographique de la Péninsule ibérique. C'est une énorme masse montagneuse, dont la base est soumise au climat tropical, tandis que les plateaux sont plus ou moins tempérés, selon leur altitude. Jusqu'à 3.000 mètres, parfois plus, la température reste douce. Le sol est généralement propre à la culture et souvent très fertile. Les terres basses,

[1]) En y comprenant le nouvel État de Panama, qui mesure 90,000 kilomètres, avec 400,000 âmes.

chaudes et arrosées présentent l'exubérante végétation de la nature équatoriale. Les plateaux, beaucoup plus secs, étaient autrefois couverts de forêts qui régularisaient la distribution des eaux; les Espagnols en ont détruit la plus grande partie par le feu, comme ils l'avaient déjà fait dans leur patrie d'origine, afin d'agrandir les pâturages[1]. Mais beaucoup de régions se sont desséchées et ne laissent plus pousser que des cactus épineux. Pour rendre à la végétation utile ces champs arides, il faudrait créer un immense système d'irrigation, en utilisant les réserves des hauts sommets. Cette œuvre est à peine commencée; elle fera plus tard du Mexique un centre de production agricole d'une puissance incomparable. Dans l'ensemble on peut se représenter le pays sous l'aspect d'une contrée boisée, coupée de hautes montagnes, de grands lacs, de vastes steppes, et formant plusieurs unités distinctes dont les productions sont différentes et se complètent les unes les autres. En bas, croissent les plantes des pays chauds; plus haut, elles font place aux céréales, aux textiles, à la vigne et aux prairies; au-dessus, apparaissent de splendides forêts de chênes et de conifères. Un peu partout, le sous-sol renferme des richesses minérales considérables.

L'exploitation de ces diverses sources de production est rendue difficile par deux causes: la rareté de la population, et celle des moyens de transport. Le Mexique pourrait nourrir près de 200 millions d'hommes, et il n'a que 14 millions d'habitants, pour la plupart peu actifs. Les routes sont très rares; dans un pays si vaste, si accidenté, les chemins de fer sont souvent coûteux à établir; les nationaux sont hors d'état d'en construire, et ce sont les étrangers qui ont fait presque toutes les lignes actuelles, encore très insuffisantes d'ailleurs[2]. Aussi, les transports sont-ils en général si chers que de vastes espaces demeurent incultes et inhabités.

[1]) Peut-être aussi pour enlever tout refuge aux Indigènes révoltés.

[2]) En 1905, on exploitait près de 17.000 kilomètres; l'État cherchait à racheter ces lignes aux Compagnies américaines et à en construire d'autres à ses frais.

La culture est singulièrement attardée par cette situation. Elle pourrait donner en grande abondance les produits les plus variés, depuis les plus communs, comme le bois d'œuvre ou le maïs, jusqu'aux plus recherchés, comme les extraits médicinaux, le café et la soie. Mais, presque rien de tout cela n'est cultivé de manière à suffire, non seulement à une riche exportation, mais même aux besoins de la population. Ainsi, on importe des farines, des pâtes alimentaires, des huiles d'olive, du beurre, du lait condensé, des fruits conservés, des confitures, des vins et des liqueurs, et cela dans un pays où tous ces articles pourraient être produits en abondance et à bon marché. Encore doit-on dire que, la plupart du temps, lorsque des cultures soignées et perfectionnées apparaissent aux yeux du voyageur, elles ont été installées par des étrangers. Ainsi, dans les terres chaudes il y a de grandes et belles plantations de café, de coton, de bananiers; mais elles appartiennent à des Américains du Nord. Le tabac mexicain est de première qualité, mais on le cultive sur une échelle réduite, et ce sont des Français qui le travaillent pour la consommation. Il en est de même pour la soie. Quant aux autres textiles, qui sont d'une variété et d'une abondance extraordinaire dans ce pays, où ils poussent pour la plupart spontanément, on les exporte bruts. C'est encore le cas pour les peaux fournies par un élevage très extensif, très rudimentaire, mais si favorisé par la nature qu'il donne une énorme quantité de produits animaux dont une forte partie reste sans valeur. Le climat et le sol sont très propres à la culture de la canne à sucre, aussi trouve-t-on dans le pays plus de mille sucreries, dont quelques-unes, vastes et bien outillées, appartiennent à des étrangers; mais les produits indigènes sont si inférieurs que le Mexique importe beaucoup de sucre fin. Les magnifiques forêts qui subsistent dans les montagnes sont si peu exploitées que l'on doit importer des planches et des madriers des États-Unis. Malgré cela, c'est la culture qui représente la richesse essentielle du pays. En dépit de l'imperfection des procédés indigènes et de la médiocrité de la main-d'œuvre, le Mexique exporte une assez forte quantité de produits végétaux et

animaux, auxquels s'ajoutent des minerais et des métaux bruts. Il est vrai que ce commerce est centralisé en grande partie par des intermédiaires étrangers, qui achètent sur place à bas prix, absorbant ainsi une forte part du bénéfice.

L'industrie manufacturière est presqu'exclusivement aux mains des entrepreneurs du dehors, surtout des Américains du Nord, qui, outre les chemins de fer, exploitent des mines, des sucreries, des distilleries, des ateliers métallurgiques, etc. En ce qui concerne les mines, on trouve au Mexique des ressources immenses. L'or, l'argent, le cuivre, le plomb, le mercure, l'antimoine, le fer, l'asphalte, le bitume se présentent en dépôts nombreux et considérables. Le charbon paraît assez rare, mais le pays n'est pas entièrement exploré. Ce sont presque toujours des Sociétés formées aux États-Unis qui posssèdent les mines et en exportent les produits. Les rares usines métallurgiques établies au Mexique appartiennent à des Anglais, à des Américains du Nord, ou à des Allemands. Même observation pour les usines électriques construites pour utiliser les chutes d'eau et équipées avec du matériel étranger. Les industries textiles, spécialement la filature et le tissage du coton et de la laine, ont été organisées principalement par des Français et des Suisses, et comme le gouvernement a cru devoir depuis quelques années assurer une forte protection au « travail national », les fabriques se sont multipliées. Mais la main-d'œuvre est rare et inhabile, les capitaux sont chers, et malgré les subventions, les privilèges et les tarifs de douane, la fabrication locale ne donne guère que des articles communs. Toutes les marchandises fines ou seulement soignées sont importées d'Europe et des États-Unis. Nous reconnaissons ici la politique erronée que nous avons déjà rencontrée ailleurs et qui, méconnaissant les aptitudes de la race, cherche à la pousser prématurément dans une voie qui n'est pas la sienne. Ici, comme partout, on ne réussit qu'à procurer des bénéfices considérables aux entrepreneurs étrangers, et cela au détriment de la nation, qui subit inutilement une cherté artificielle et se trouve gênée dans son développement agricole, le seul qui lui convienne bien pour le moment. Le gouvernement mexicain est fédératif

en principe, mais en réalité il est assez fortement centralisé. Longtemps troublé par des révolutions périodiques, il est placé depuis 25 ans sous une sorte de dictature intelligente et modérée, celle du général Parfirio Diaz, qui a su faire accepter et respecter son autorité, procurant ainsi à son pays une longue période de paix. En outre, en présence de la faiblesse de l'initiative privée, le gouvernement du président Diaz s'est efforcé d'améliorer l'outillage national en construisant des ports, des chemins de fer, des canaux d'irrigation. Nous avons enregistré ses efforts pour galvaniser l'industrie. Il s'est attaché aussi à perfectionner la législation et le régime administratif. Les finances sont en bon état, la Dette n'est pas exagérée [1]). La situation est donc actuellement bonne au point de vue politique, mais elle a le grave inconvénient de reposer sur le talent et le savoir-faire d'un homme éminent, bien plus que sur les qualités propres de la race. On est donc en droit de se demander ce qui adviendra lorsque le président Diaz manquera à son pays.

VI. — ÉTATS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Dans l'Amérique centrale, dit un voyageur [2]), la fertilité est extraordinaire. Le coton produit en six mois au lieu de dix-huit, délai qu'il exige aux États-Unis; le maïs donne quelquefois jusqu'à quatre récoltes par an. Le tabac, la canne, la vanille, la salsepareille y donnent des produits supérieurs à ceux des Antilles. Les forêts d'essences précieuses occupent des lieues carrées de terrain... Sur les plateaux, l'oranger marie ses feuilles et ses fruits à ceux de la vigne et de la plupart des arbres fruitiers de l'Europe. L'herbe pousse fine,

[1] Le budget pour 1905 monte, en dépenses, à 86.179.988 pesos (de 2 fr. 66), et, en recettes, à 88.104.000 pesos. La Dette est évaluée en capital à 286 millions de pesos (1904). Mais il convient de tenir compte, en outre, des budgets particuliers des Etats, au nombre de 28, plus deux Territoires. Il ne faudrait peut-être pas ajouter grand'chose aux charges actuelles, pour ramener le désordre.

[2]) FONTPERTUIS, l'*Amérique Centrale*, 1882.

serrée, très appréciée du betail, sur les *Cienegas* ou coulées d'argile qui occupent un dixième de la surface du pays.

Cette magnifique région contient en outre d'importantes réserves métalliques: or, argent, fer, cuivre, mercure et platine. De plus le charbon n'y manque pas.

On sait quel maigre parti la population tire de ces immenses ressources. Sur un territoire grand comme la France, elle ne compte pas 5 millions d'habitants, d'origine indienne pour la plupart, sauf dans le Costa-Rica. L'agriculture est conduite avec la négligence la plus complète, l'industrie n'existe pas. Le grand commerce est presque entièrement aux mains des étrangers, surtout des Américains du Nord. Ces derniers ont construit presque toutes les lignes ferrées du Centre-Amérique, et ils exploitent la majorité des rares usines qui travaillent dans la région. Les étrangers dirigent aussi en grande partie la culture; ils ont installé de vastes plantations de cacaoyers, de caféiers, de bananiers, etc.[1]). Les mines en exploitation sont presque toutes entre leurs mains. En un mot, la principale activité intérieure et presque tout le commerce extérieur de ces petits États dépendent de l'intelligence, de l'initiative et des capitaux des gens du dehors. Voici maintenant quelques détails relatifs à chacune des républiques qui se partagent le grand isthme américain.

Le *Guatemala* mesure 110.000 kilomètres carrés, avec une population de 1.450.000 âmes[2]); les deux tiers sont des Indiens, le reste est métis, les blancs étant fort rares. Ce pays extrêmement fertile, avec un climat propre à toutes les cultures, est obligé d'importer de la farine, du riz, de l'huile, du vin et des épiceries, aussi bien que presque tous les articles fabriqués dont il a besoin. Il exporte principalement du café, du caoutchouc, du sucre brut, des fruits, des minerais de cuivre, un peu d'acajou, etc. Tous ces produits sont réunis par des maisons étrangères qui en font l'exportation.

1) D'après le naturaliste Humboldt, un terrain susceptible de donner 30 livres de blé pourrait fournir 80 livres de pommes de terre et 4.000 livres de bananes. Cela donne une idée de l'importance de cette culture pour les pays tropicaux.

2) La capitale, Guatemala, compte environ 80.000 âmes.

La situation financière est mauvaise; la circulation est encombrée d'un papier à cours forcé qui n'a plus qu'une valeur dérisoire, aussi le cours du change est-il énorme. Cet État a environ 700 kilomètres de chemins de fer en exploitation; ils ont été construits et sont administrés par une Société des États-Unis.

Le *Honduras* mesure 114.000 kilomètres carrés, et sa population est de 560.000 habitants, presque tous Indiens ou métis. Les régions élevées sont très favorables à l'élevage du bétail, les parties basses peuvent donner en abondance le café, le sucre, le cacao, le caoutchouc. Les montagnes renferment d'abondants et riches dépôts métallifères. Mais tout cela est exploité avec une extrême négligence. Les plus belles cultures, les quelques mines et les rares usines établies à force de privilèges et de monopoles, sont aux mains des étrangers, ainsi que les 100 kilomètres de chemins de fer en exploitation. Le cours du change est très défavorable à cause de la dépréciation du papier-monnaie à cours forcé.

Le *Nicaragua* n'a sur ses 128.000 kilomètres carrés que 450.000 habitants, dont 55 % d'Indiens, 40 % de métis et 5 % de blancs. Le gouvernement songe à favoriser l'immigration chinoise[1]), afin de mettre en valeur les immenses terrains et les nombreux dépôts de minerais dont il dispose. Il s'efforce en outre d'attirer les industriels par une protection intense, des privilèges, des subventions et des monopoles. Le cours forcé du papier cause un agio considérable. Ce pays exporte principalement du café et, en outre, des bananes, des peaux, du caoutchouc, des bois précieux, un peu de sucre, etc. Il a environ 300 kilomètres de chemins de fer, dont une partie à voie étroite.

Le *Salvador* n'a guère que 35.000 kilomètres carrés, avec une population de plus d'un million d'âmes dont un tiers d'Indiens. Comme les pays précédents, le Salvador peut donner des produits les plus variés et il est riche en mines métalliques. Mais il n'exporte guère que du café et des fruits.

[1]) Nous retrouverons cette question un peu plus loin en parlant du Pérou.

Son industrie est minime; l'agio sur le papier varie de 100 à 150 %. Les étrangers monopolisent à peu près l'industrie et le commerce extérieur.

Le *Costa-Rica* mesure 54.000 kilomètres carrés, avec une population qui n'atteint pas 350.000 habitants, presque tous de race blanche. On trouve dans ce pays d'immenses forêts où abondent les bois les plus précieux, ainsi que la liane à caoutchouc; mais elles sont inexploitées faute de moyens de communication. On peut en dire autant des mines. Les gens du pays cultivent surtout le café; des Américains du Nord y ont répandu le bananier, devenu une source de richesse[1]). Le Costa-Rica cherche à développer son industrie par la protection, mais il la paralyse par la mauvaise gestion de ses finances, d'où résulte un agio énorme, une Dette exagérée et des impôts mal établis. D'ailleurs, les États que nous venons d'énumérer, sauf le Salvador, ont si bien abusé du crédit, qu'ils ont dû se soumettre au contrôle d'un consortium anglais-américain.

Le plus méridional des États isthmiques, *Panama*, mesure un peu plus de 80.000 kilomètres carrés, avec une population d'environ 400.000 âmes composée pour la majeure partie d'Indiens, de nègres et de métis. On sait comment ce petit pays s'est séparé récemment de la Colombie, dans le but de favoriser la concession du canal interocéanique aux États-Unis. Ceux-ci, qui sont déjà maîtres du chemin de fer Panama-Colon, ont reçu en toute propriété une bande de territoire comprenant le tracé du canal, et remise à la garde et au contrôle exclusif du gouvernement de Washington. On peut dire que la République de Panama a été placée par ce fait dans la dépendance indirecte et sous la protection efficace de la puissante Fédération du Nord. Le territoire de Panama est parfois bas, marécageux et malsain; mais il présente aussi de belles régions agricoles couvertes de forêts et propres à toutes les cultures riches et à l'élevage. Sous l'impulsion

[1]) L'American Fruit Cy, fondée à Costa Rica, et dont le capital atteint 100 millions de francs, possède des plantations de bananiers qui dépassent 9.000 hectares et monopolise une grande partie des chemins de fer et de la navigation.

des Américains du Nord, des progrès sérieux sont en voie de réalisation. On améliore les ports, on construit des routes, des ponts, des chemins de fer. Les industries locales se développent, spécialement la fabrication des cordages, des paniers et des chapeaux de fibre. La culture est aussi en progrès pour la même raison. La présence du grand canal sera pour ce pays une cause essentielle de développement et de prospérité. Il va sans dire, du reste, que ce progrès viendra exclusivement du dehors et d'une autre race.

En résumé, la population du Centre-Amérique est loin d'occuper tout son territoire; d'immenses espaces sont encore libres En outre, dans ces régions, on s'est beaucoup trop spécialisé dans la culture du café, en négligeant toutes les autres, notamment celle des céréales, du maïs, du riz, des légumes. Comme le même fait s'est produit ailleurs, la concurrence a tellement avili le prix du café, qu'il en est résulté une crise intense, dont les effets se sont étendus à tous les pays tropicaux. L'insuffisance industrielle de la race indigène dépasse encore sa médiocrité agricole. La protection douanière inaugurée par quelques-unes des Républiques centrales est donc parfaitement vaine et ne peut servir qu'à favoriser la spéculation étrangère au détriment du consommateur local. Enfin, nous constatons que l'esprit d'initiative et les capitaux des Américains du Nord tendent à se porter vers cette région avec un empressement toujours croissant, si bien que l'on peut dès maintenant prévoir que leur influence ne tardera pas à dominer d'une manière décisive dans ces riches et belles contrées.

VII. — COLOMBIE. ÉQUATEUR. VENEZUELA. GUYANES

La *Colombie* mesure 1.200.000 kilomètres carrés, et sa population est de 4.500.000 âmes [1]. Ce pays se divise en deux régions très distinctes: les basses vallées, soumises au climat équatorial; les hauts plateaux, tempérés, avec une atmos-

[1] Un recensement fait en 1797 évaluait à deux millions d'âmes la population de la Colombie et de l'Equateur réunis, qui ont ensemble aujourd'hui 5.800.000 habitants. Cp. E. RÖTHLISBERGER, *El Dorado, Reise und Kulturbilder aus dem sudamerikanischen Columbien,* Berne, 1898.

phère très sèche. On passe ainsi, en quelques heures de voyage, de l'extrême humidité et de la végétation des tropiques, à une sécheresse excessive et aux cultures d'Europe. Cette différence se retrouve dans le type social. Les gens d'en bas, comblés des dons d'une nature extrêmement généreuse, sont indolents, mobiles, passionnés pour la politique et toujours prêts pour la guerre civile; les habitants des hautes terres, rompus à un travail plus intense, sont au contraire calmes, réfléchis, assez laborieux et plutôt conservateurs. Cependant, les traits généraux de la race hispano-américaine se retrouvent là comme ailleurs, et l'on constate chez les Colombiens une tendance trop exclusive pour les carrières intellectuelles, administratives ou commerciales. Il est résulté de tout cela des luttes presque continuelles qui ont fait passer successivement le pouvoir des mains des libéraux à celles des conservateurs et *vice versa*, sans autre résultat que d'épuiser le pays, de paralyser son développement et de favoriser les intrigues et les malversations. Et cependant, la Colombie est si riche en produits de toutes sortes, végétaux, animaux et minéraux, que l'on réussit encore, au milieu des troubles incessants, à édifier de belles fortunes. Cela indique ce que pourrait devenir un tel pays aux mains d'une population rurale, calme et laborieuse.

L'industrie principale de la Colombie est celle des mines, surtout des mines d'or et d'argent, mais on y trouve aussi le charbon, le fer, le cuivre, le plomb, le platine, le pétrole, le sel gemme, etc. Les bois et les fibres textiles abondent, et d'ailleurs toutes les cultures sont possibles; mais elles sont paralysées, comme l'industrie, par les désordres politiques, les abus financiers, le haut cours du change et le défaut d'initiative de la race. Les étrangers ont essayé d'apporter là leur activité et leur argent; la plupart des entreprises fructueuses leur appartiennent. Mais l'insécurité, le haut prix des transports qui se font à dos de mulet[1]) paralysent bien souvent leurs efforts.

[1]) La Colombie n'a pas 1.000 kilomètres de chemins de fer; aucune ligne, notamment, ne relie la partie navigable du Magdalena aux plateaux.

L'*Équateur*, 307.000 kilomètres carrés et 1.280.000 habitants, se subdivise en trois régions: la côte ouest, avec le port de Guayaquil, chaude, aride et souvent déserte; les hauts plateaux tempérés et cultivés en partie; les vallées orientales, chaudes, humides, forestières, abandonnées aux Indiens *bravos* (sauvages) et aux nègres affranchis, qui vivent misérablement sur un sol très fécond. Le pays est sans activité, sans moyens de communication — on n'y trouve pas 300 kilomètres de chemins de fer — sans industrie; son commerce est insignifiant. Nous ne parlerons que pour mémoire des agitations politiques, qui ont pris parfois une forme religieuse, et auxquelles la guerre étrangère s'est ajoutée à plusieurs reprises. L'esclavage des Indiens existe encore sous la forme déguisée du *concerto*, par lequel un débiteur peut s'engager pour lui et les siens jusqu'à parfait remboursement, c'est-à-dire le plus souvent pour toute sa vie. Ce régime est extrêmement contraire au développement des deux classes qui le pratiquent; la classe supérieure vit dans une oisiveté corruptrice; la classe inférieure reste plongée dans une barbarie abjecte.

A l'orient de la Colombie, entre les Andes et l'Orénoque, s'étend le *Venezuela*. Sa superficie n'atteint pas tout à fait 950.000 kilomètres carrés, et sa population, qui était d'environ 900.000 âmes au début du XIXme siècle, est aujourd'hui de 2.600.000 habitants à peu près, dont un grand nombre d'Indiens et de métis. Ce pays est assis en grande partie sur les larges terrasses ondulées qui constituent une transition entre la masse des Andes et les plaines maritimes. Aussi, bien qu'il soit soumis au même climat que ces plaines, son régime est-il bien différent. L'année se divise en deux saisons: celle des pluies, pendant laquelle les rivières débordent au loin; la saison sèche, qui brûle presque toute végétation, sauf le long des cours d'eau. Ceci donne à une grande partie de la région le caractère d'une steppe herbue qui s'étend tout le long de la chaîne des Andes depuis le cours moyen de l'Orénoque jusqu'au delà de celui de la Plata. C'est le *llano*, où les plantes annuelles peuvent seules prospérer, ce qui exclut la forêt de toutes les terres un peu élevées; la culture

ne peut elle-même y réussir que par l'irrigation. La partie nord du pays, mieux arrosée, grâce au voisinage de l'océan, se prête mieux au travail agricole, aussi la population s'y est-elle concentrée, remontant en outre la pente des vallées entre les ramifications de la Cordillère. Le *llano* est livré aux pâtres et à leurs immenses troupeaux de chevaux et de bœufs sauvages.

L'agriculture, l'élevage et le petit commerce sont les trois occupations principales des Venezueliens, mais ils les pratiquent avec la même insouciance que les autres Sud-Américains. Aussi sont-ils bien loin de tirer du sol tous les produits qu'il est susceptible de donner. Les plantations sont presque toujours fort négligées; on ne cultive pas toutes les plantes auxquelles le pays convient; dans les prairies, le bétail est abandonné à lui-même et beaucoup d'animaux périssent sans utilité pour personne. Quant à l'industrie, qui dispose des bois et des textiles de toute espèce, des peaux et autres dépouilles d'animaux, de minerais variés, d'asphalte, de pétrole, en un mot, d'une quantité de matières premières, elle est abandonnée presque exclusivement aux étrangers. Les routes manquent; on ne trouve pas plus de 1.000 kilomètres de chemins de fer, concentrés dans le nord du pays; ils ont été construits et sont exploités par des étrangers; ceux-ci monopolisent également les transports maritimes et le grand commerce.

Si les Venezueliens montrent peu de goût pour les professions qui demandent de l'application et du travail, ils sont en revanche passionnés pour la politique. Il y a sans cesse en présence deux clans prêts à se disputer les armes à la main le pouvoir avec tous ses avantages. Les chefs trouvent toujours parmi cette population peu laborieuse et surtout parmi les *llaneros* ou pâtres des plaines les éléments nécessaires pour recruter une troupe à tout faire. Aussitôt que l'opposition a pu réunir un peu d'argent, elle fait un appel aux armes et entre en campagne. C'est ce qui faisait dire en 1873 au président Guzman Blanco, un des plus habiles parmi les politiciens, dont les hauts faits remplissent l'histoire du Venezuela, que la période d'exercice du président et des

fonctionnaires devrait être réduite à deux ans, car avec ce système, les partis recevant successivement satisfaction, n'auraient plus besoin de recourir aux révolutions violentes! Blanco se chargea d'ailleurs de démontrer lui-même l'inanité de sa proposition en imposant sa dictature durant de longues années, ce qui lui permit de placer à l'étranger une fortune énorme. Ceci suffit pour caractériser le régime politique de cette République, constamment soumise à la tyrannie la plus brutale, avec une administration irrégulière et avide, des finances troubles, une Dette exagérée et placée sous le contrôle étranger. De plus, lorsque le Trésor est vide et le contribuable à bout de patience, on cherche à rançonner les entrepreneurs et négociants étrangers, ce qui amène ces interventions diplomatiques ou militaires, si fréquentes au Venezuela.

A côté du Venezuela se trouvent les trois *Guyanes*. La première, colonie anglaise, s'étend sur 246.000 kilomètres carrés, avec 300.000 habitants. Elle commande les bouches de l'Orénoque, ce qui lui donne beaucoup d'importance. La seconde, colonie hollandaise, mesure 130.000 kilomètres carrés, et compte 90.000 âmes. La troisième appartient à la France; sa superficie est de 79.000 kilomètres carrés, et sa population de 33.000 habitants seulement[1]). Toute cette région est située dans la zone tropicale; son sol d'alluvion est très arrosé, coupé de cours d'eau et de marécages. La forêt en occupe une grande partie. On y récolte, outre les denrées des pays chauds, le caoutchouc et les bois précieux. Les cours d'eau roulent des paillettes d'or. Les colonies anglaise et hollandaise ont une exportation assez active de produits agricoles[2]). La colonie française exporte surtout de l'or et sert de bagne pour les criminels de la métropole.

Revenons maintenant à la côte du Pacifique, afin de terminer l'examen des États d'origine espagnole, avant de parler du Brésil portugais.

[1]) On sait qu'un arbitrage récent a attribué au Brésil un vaste territoire contesté depuis le traité franco-portugais de 1713.

[2]) La Guyane anglaise exporte à elle seule une quantité plus considérable de marchandises que son voisin le Venezuela.

VIII. — PÉROU. BOLIVIE. PARAGUAY. URUGUAY

Le *Pérou* est une très vaste contrée mesurant près de 1.800.000 kilomètres carrés, qui se subdivisent en quatre régions. Ce sont: 1° *La Costa* ou Côte du Pacifique, large de 60 à 100 kilomètres, montueuse, aride, mais très peuplée parce qu'on y trouve toutes les villes principales de la République. 2° *La Sierra*, vaste ensemble de plateaux et de sommets souvent très élevés, quelques-uns dépassent 6.000 mètres. Les terres les plus hautes sont froides, mais la plus grande partie est tempérée et susceptible d'une culture fructueuse; cependant la population est très clairsemée. 3° *La Montaña supérieure*, pays de collines au pied des Andes, chaud mais sain et très fertile. C'est la région où la plupart des grands fleuves sud-américains prennent leur source. Elle est abandonnée aux Indiens et aux nègres, qui y vivent trop souvent dans la paresse et le brigandage. 4° *La Montaña inférieure.* C'est une portion de la zone tropicale humide et forestière; elle est riche en bois d'ébénisterie, caoutchouc, etc., mais on n'y rencontre guère que des Indiens sauvages. Le tout forme une bande large de 500 à 1.000 kilomètres, présentant les aspects les plus variés, les productions les plus différentes, riches en minéraux de toutes sortes, notamment en or, en argent, en cuivre, en mercure, en salpêtre, etc., etc. Toutefois, les communications sont rendues difficiles par le relief si accidenté du sol, et l'homme n'a fait que bien peu de chose pour atténuer cet inconvénient. Les Incas avaient tracé autrefois des routes militaires qu'ils entretenaient avec soin; elles ont disparu et n'ont pas été remplacées. On ne trouve guère que 2.000 kilomètres de chemins de fer, et le voyageur doit la plupart du temps cheminer à dos de mulet par des sentiers périlleux.

La population, évaluée à 5 millions d'âmes, se compose de plusieurs éléments. Parlons tout d'abord du créole espagnol, qui représente aujourd'hui une assez faible minorité. Les créoles forment la classe supérieure. Un observateur, qui a longtemps vécu dans l'Amérique du Sud, les juge en

ces termes: « Le penchant naturel du créole le porte au *farniente*. Dans ce but il veut être employé, fonctionnaire, la plupart du temps militaire. Telle est la raison du grand nombre d'officiers supérieurs de l'armée péruvienne, qui compte un colonel pour six simples soldats... Il est financier habile, mauvais industriel, agronome et mineur routinier[1]) »

Le plus gros contingent du peuple péruvien est formé de métis, qui ne travaillent pas plus que les blancs et se montrent plus portés encore vers la politique.

Les Indiens, décimés par la servitude, sont aujourd'hui peu nombreux. Beaucoup restent attachés aux anciennes familles créoles et vivent à leur service dans une sorte d'esclavage volontaire. Quelques tribus sauvages subsistent dans la *Montaña*, où elles se tiennent soigneusement à l'écart afin d'éviter le massacre ou le travail forcé.

Les nègres, importés autrefois en grand nombre, libérés depuis 1854, tendent à disparaître par le métissage. Beaucoup se sont retirés dans la région orientale, où ils vivent d'une culture rudimentaire, de la cueillette des fruits spontanés et aussi de rapine.

Les Chinois sont assez nombreux au Pérou. On en a fait venir beaucoup après 1854, sous un régime de contrats qui aboutissaient pratiquement à l'esclavage. Depuis un certain nombre d'années, comme le gouvernement chinois menaçait d'interdire l'émigration vers le Pérou, on a pris quelques mesures de protection. Un certain nombre de Célestes ont pourtant réussi à s'établir comme marchands, et peu à peu la plus grande partie du commerce local a passé entre leurs mains, si bien qu'ils ont réalisé souvent de belles fortunes.

Le gouvernement péruvien s'est efforcé d'attirer aussi l'immigration européenne. Par des subventions et des promesses, il a fait venir un certain nombre d'Italiens et d'Espagnols qui se sont portés surtout vers le commerce. Enfin, des entrepreneurs étrangers sont venus exploiter les mines, fonder des banques ou des maisons d'exportation et d'im-

[1]) CH. WIENER, *Pérou et Bolivie*, 1 vol.

portation. Mais c'est là un élément qui reste peu dans le pays; il disparaît aussitôt fortune faite.

Dans ces conditions, on devine sans peine ce que peut être le travail en un pareil milieu. Dès l'origine, les Espagnols ont porté presque toute leur attention vers les mines, surtout vers celles d'or et d'argent. Ils ont laissé l'agriculture aux mains des Indiens, des esclaves noirs ou des coolies chinois. Aussi est-elle dans l'état le plus primitif. Ce splendide pays, qui pourrait nourrir au moins 150 millions d'habitants, est à peu près désert et inculte. Ses mines ont passé pour la plupart aux mains des étrangers, ainsi que les rares industries pratiquées sur place, et le grand commerce. Les gens du pays, absorbés par les distractions, les combats de coqs ou de taureaux, ne travaillent guère et ne s'intéressent avec ardeur qu'à la politique. C'est pourquoi le Pérou est presque aussi riche en souvenirs révolutionnaires qu'en mines d'or et d'argent. En 1889, la dilapidation de ses finances était arrivée à un tel degré, que le gouvernement péruvien a dû consentir une sorte de concordat à des créanciers. Par le fameux contrat Grace-Donoughmore, il leur a abandonné le monopole de ses chemins de fer. C'est ainsi que dans beaucoup d'États sud-américains l'influence étrangère s'étend dès à présent jusque sur les affaires publiques, par l'effet de la prodigalité et de l'impéritie des politiciens, que la nation est impuissante à contrôler et à diriger[1]).

La *Bolivie* et le *Paraguay*, États limitrophes, ont ceci de commun, qu'ils ne possèdent point de débouché direct sur la mer. Le premier surtout est à ce point de vue dans une situation assez gênante, car il est séparé du Pacifique par une zone montueuse dépourvue de tout cours d'eau navigable; plus tard, quand les plaines orientales seront occupées et défrichées, on pourra utiliser les rivières qui descendent de la Cordillère vers la Plata et l'Atlantique. La Bolivie mesure 1.227.000 kilomètres carrés, et sa population est estimée à 1.750.000 habitants, pour la plupart Indiens, métis ou

[1]) Voir page ci-après ce qui a trait aux relations du Pérou avec le Chili.

nègres [1]). Le pays comporte deux régions: 1° les hautes terres, tempérées ou froides, selon l'altitude, généralement fertiles et riches en minerais [2]); 2° la région basse, où l'on distingue trois parties: les collines et les vallées à la base des Andes, sèches, chaudes et saines; la pampa ou steppe, qui occupe les dernières terrasses; enfin la forêt tropicale. La situation étant à peu près la même qu'au Pérou, avec cette seule différence que la population est moins dense et, si cela est possible, moins active et moins avancée encore, il est inutile d'insister et de répéter les mêmes constatations. Il suffit de dire que le travail indigène est presque insignifiant et que les étrangers, maîtres des meilleures situations, ne peuvent cependant faire beaucoup, faute de moyens de communication [3]).

Le *Paraguay*, avec 253.000 kilomètres carrés et 650.000 habitants, est mieux placé que sa voisine, en ce sens que son territoire se trouve tout en plaine, avec un facile débouché fluvial qui compense son éloignement de la mer, au moins en partie. Son climat, déjà adouci par la latitude, est en général sain et favorable à toutes les cultures, ainsi qu'à l'élevage. Ce pays pourrait certainement nourrir de 15 à 18 millions d'hommes. Peuplé à l'origine presque exclusivement d'Indiens, en partie civilisés et pliés à la culture par les Jésuites, il a subi toutes les horreurs des guerres civiles et d'une guerre étrangère impitoyable, qui le laissa en 1870 presque désert, diminué, et chargé d'une lourde Dette. Depuis, il s'est lentement relevé, et, dans ces dernières années, il a reçu un assez fort contingent d'immigration européenne qui, en quinze ans, a doublé sa population. Les nouveaux arrivés sont surtout des Italiens, adonnés à la culture, à

1) Le nombre des blancs est estimé à 15 % du total.

2) La Bolivie, qui formait autrefois le haut Pérou, est d'une richesse prodigieuse en minerais d'or et d'argent. On a affirmé que s'ils étaient bien exploités, l'argent deviendrait aussi commun que le cuivre. On trouve aussi beaucoup d'étain.

3) Les routes font défaut, au point que l'on ne communique qu'avec peine entre la montagne et la plaine. Les chemins de fer ne sont pas moins rares: environ 1.200 kilomètres en tout.

la petite industrie et au commerce; des Allemands, aussi cultivateurs; enfin des Anglais; des Américains du Nord; des Français, qui font de l'élevage et ont monté quelques industries. Nous verrons bientôt ces colons à l'œuvre sur une plus vaste scène. Disons seulement ici que leurs progrès sont lents, parce que le pays est encore trop mal pourvu de routes et surtout de chemins de fer[1]), mais il suivra forcément l'impulsion venue des contrées voisines, qui sont en plein développement.

Avant de parler des trois principaux États du continent Sud, nous dirons quelques mots de l'*Uruguay*, ce petit État (187.000 kilomètres carrés de superficie), qui occupe la rive gauche de l'estuaire de La Plata. Ce n'est guère qu'une vaste plaine herbue, coupée de collines où les arbres ne poussent naturellement que dans les bas-fonds humides. Le climat est très doux, les pluies assez irrégulières font la culture un peu chanceuse; l'irrigation lui rendra donc de grands services. L'agriculture est d'ailleurs facilitée par la fertilité du sol, qui donne les céréales, les racines, les textiles, le tabac, les fruits. Actuellement, on préfère l'élevage, qui absorbe 14 millions d'hectares, contre 600.000 pour les cultures. La population ne dépasse guère 1 million d'âmes[2]), dont près de 250.000 étrangers. Ici encore, les entreprises prospères et progressives sont aux mains des immigrants. Des Anglais ont construit environ 2.000 kilomètres de chemins de fer; des Allemands ont établi de grandes fabriques de conserves et d'extraits de viande; d'autres ayant monté quelques fabriques diverses, le gouvernement montre une certaine tendance à les soutenir par la protection douanière. Malgré cela, le pays doit importer la presque totalité des articles fabriqués dont il a besoin et, en outre, une grande quantité de denrées alimentaires qu'il lui serait facile de produire lui-même, si la population s'adonnait davantage à une agriculture plus soignée. Mais les Uruguayens sont beaucoup trop absorbés par la politique. Depuis 40 ans, le parti *colorado*, où dominent

1) Environ 300 kilomètres.

2) La ville de Montévidéo compte à elle seule plus de 250.000 âmes.

les métis, détient le pouvoir et jouit de ses avantages; le parti *blanco* ou conservateur cherche périodiquement à renverser l'autre par la force[1]), ce qui entretient une agitation peu favorable au développement du pays.

IX. — CHILI

Le Chili est un des centres les plus anciens de la colonisation espagnole; c'est aussi un de ceux qui se sont développés avec le plus de lenteur. La raison de ce retard se trouve dans ce fait que le pays renfermait peu de minerais d'or et d'argent. Aussi le délaissait-on, d'autant plus que la population indienne se montrait assez belliqueuse, surtout dans le sud. Il n'y a pas très longtemps que les tribus araucanes ont pu être soumises ou refoulées dans les terres froides et humides du sud. Aujourd'hui, le Chili indépendant s'étend sur une surface d'environ 760.000 kilomètres carrés, avec une population de 3.220.000 habitants, chiffre encore bien faible pour une région si vaste, dont le climat est en général doux et où les terres sont le plus souvent fertiles et arrosées. Cette population se compose d'abord d'une petite minorité de créoles, issus pour la plupart des provinces basques, et forme une véritable aristocratie terrienne pourvue de grands domaines ruraux. Ensuite viennent les métis, beaucoup plus nombreux, et qui sont propriétaires, commerçants, avocats, professeurs, et surtout politiciens. Enfin il faut placer les Indiens, paysans, ouvriers, domestiques et artisans. Dans les basses vallées du versant oriental des Andes et dans les plaines et les forêts de l'Araucanie, on rencontre aussi des Indiens qui vivent à l'écart, soit d'un peu de culture, soit de chasse et de pêche; quelques-uns sont employés comme pâtres par les éleveurs. En outre, une immigration assez régulière amène chaque année au Chili des paysans, surtout des Basques et des Allemands, qui constituent des colonies importantes. Aujourd'hui, le gouvernement chilien fait des efforts

[1]) Notamment en 1903 et au début de 1906.

pour accélérer cette immigration paysanne. Mais pendant longtemps il s'est borné à bien recevoir les nouveaux venus et à leur vendre à bon compte des lots de terrains, dont il leur assurait la paisible jouissance. Cette manière de faire n'a pas attiré vers le Chili des foules pauvres et désorganisées, comme cela s'est produit ailleurs, mais elle lui a valu une colonisation solide et prospère, qui s'est répandue déjà assez loin vers le sud. De plus, de nombreux étrangers sont établis dans les grandes villes comme banquiers, négociants et fabricants.

Ces circonstances ont formé au Chili une population dont le niveau social est moyennement supérieur à celui de la plupart des nations sud-américaines dont nous venons de parler. Sans doute, les grands propriétaires ne résident guère dans leurs *haciendas*, qu'ils abandonnent à des intendants; les carrières libérales et politiques sont trop recherchées; néanmoins, un certain nombre de Chiliens entrent en concurrence avec les étrangers dans la direction du grand commerce et de l'industrie. En outre, on en trouve beaucoup qui sont engagés dans les affaires de mines et de fabrication dans les États voisins. Aussi, ce pays est-il relativement actif, quoique bien arriéré encore. Il possède plus de 4.500 kilomètres de chemins de fer, dont la moitié appartient à l'État. Sa marine marchande dépasse 60.000 tonnes. Le chiffre de son commerce extérieur approche vraisemblablement de 700 millions de francs. Il exporte surtout les nitrates naturels des provinces du nord enlevées au Pérou il y a 25 ans[1]), du cuivre, de l'iode, du froment, de l'argent, du cuir, de l'or, des peaux, du borate de chaux, de la laine, de l'orge. Il importe des produits fabriqués, certaines denrées alimentaires et des matières premières. Avec ses belles régions de culture et d'élevage, ses forêts, ses dépôts de minerais métalliques, de sels et de charbon, le Chili est certainement un pays

[1]) La propriété de ces provinces, données en gage, est encore litigieuse et pourrait amener un nouveau conflit. Le Pérou se dispose à les réclamer, au besoin par la force et fait de coûteux préparatifs militaires.

de grand avenir. Malheureusement, depuis une quinzaine d'années, une sensible désorganisation des vieilles familles, et le développement exagéré d'une classe intellectuelle que les carrières libérales n'arrivent pas à faire vivre, amènent une recrudescence regrettable des luttes politiques. Le Chili est un des pays sud-américains qui ont le moins souffert jusqu'à présent de cette maladie, bien qu'il ait eu aussi ses crises, ses dictatures et même ses guerres civiles. Mais si le mouvement que nous signalons continue, poussant la jeunesse vers les luttes stériles et vers la bureaucratie, l'avenir du Chili sera gravement compromis. Déjà la Dette dépasse 600 millions de francs, et le budget des dépenses approche de 100 millions. Ce sont là des chiffres élevés pour un pays où les capitaux sont assez rares, dont la circulation monétaire est déjà dépréciée, où la population enfin est en majorité pauvre et même, pour une fraction importante, tout à fait misérable. Si les politiciens parviennent à dominer la situation, celle-ci s'aggravera rapidement, et le Chili, perdant les avantages qu'il doit aux circonstances du milieu et aux origines de sa population blanche, tombera bientôt dans le trouble, la gêne et la dépendance que connaissent plusieurs des États dont nous venons de parler. Tel est en effet le résultat auquel aboutit infailliblement toute nation qui fait prévaloir les agitations stériles de la politique et le despotisme coûteux de la bureaucratie, sur la libre et active pratique des professions usuelles, spécialement de la culture.

X. — RÉPUBLIQUE ARGENTINE

La République Argentine est aujourd'hui à la fois le plus grand et le plus peuplé des États hispano-américains, après le Mexique. Sa superficie dépasse un peu 2.800.000 kilomètres carrés, et sa population, qui était en 1903 de 5.200.000 habitants, doit être actuellement un peu supérieure. Lorsque ce beau pays sera entièrement occupé, il est probable qu'il pourra nourrir au moins 300 millions d'individus. On y distingue trois régions principales: la région nord, dont le climat rappelle celui de l'Italie; le centre, qui peut être comparé au midi de la France;

le Sud, plus humide, plus froid, surtout vers l'extrémité du continent, et où l'on trouve encore de grands espaces cultivables, des prairies, puis des forêts immenses à peu près vierges. La région occidentale est couverte en partie par les dernières ramifications des Andes; on y a trouvé d'importants dépôts de charbon et de minerais divers.

La plus grande partie de la plaine immense qui s'étend des Andes à l'Atlantique forme un plan si uni que le chemin de fer y court pendant des centaines de kilomètres sans abandonner la ligne droite. C'est la *pampa*, sorte de plateau bas formé d'une argile stérile que recouvre une couche plus ou moins épaisse d'humus. Parfois cette couche arable est assez profonde pour admettre toutes les cultures; ailleurs elle est si mince que l'herbe seule y pousse. Partout, sauf dans l'extrême sud et sur le bord des cours d'eau, la chaleur estivale dessèche les plantes ligneuses dès leur première année et empêche l'invasion de la forêt. Ce sont les Européens qui ont importé dans ce pays à la fois les animaux qui font aujourd'hui une grande partie de sa richesse, et les graminées qui ont remplacé les herbes dures et rares d'autrefois, constituant ainsi des herbages où le bétail s'est multiplié avec rapidité. L'Argentine est donc en même temps un pays de culture et d'élevage qui rappelle à certains égards le territoire des États-Unis du Nord, mais avec un sol plus plat et un sous-sol infiniment moins riche. En effet, si l'on a trouvé çà et là quelques dépôts de sables aurifères, assez pauvres d'ailleurs, ce n'est qu'une exception. Les minerais métallifères et le charbon ne se rencontrent que dans la Cordillère, où l'on l'on en a commencé l'exploitation sur une petite échelle. Aussi peut-on dire immédiatement que ce pays est destiné avant tout à un développement agricole, qui du reste est assez favorisé par la nature pour procurer des éléments de richesse, dont l'industrie ne peut manquer de profiter à son tour, dans la mesure permise par les ressources minérales de la contrée.

La population de l'Argentine s'est développée très lentement pour deux raisons. Pendant la période coloniale, la métropole a pris soin de paralyser autant que possible l'ini-

tiative des colons afin de se réserver entièrement la fourniture des articles fabriqués. On raconte qu'un moulin à farine établi près de Buenos-Ayres fut supprimé, tant on redoutait que les colons ne prissent l'habitude de transformer eux-mêmes leurs produits agricoles. En 1810, la Colonie se déclara indépendante. Mais, pendant 50 ans, la guerre civile sévit avec intensité, et le travail fut entravé à peu près autant qu'avant 1810. Aussi, jusqu'en 1870, ce pays, où abondent les terres à céréales, dut importer du Chili du blé et des farines. Le peuple connaissait à peine l'usage du pain. Cela explique la lenteur de l'immigration pendant cette période. En 1857, la population ne dépassait pas 1.200.000 âmes; en 1890, elle arrivait déjà à près de 4 millions, nous avons vu qu'aujourd'hui elle dépasse 5 millions. Ce groupe humain est composé des éléments les plus divers. En premier lieu, il faut citer les vieilles familles créoles; elles ne forment plus qu'une bien petite minorité, composée surtout de grands propriétaires fonciers, fidèles aux vieilles traditions, urbains renforcés qui visitent rarement leurs domaines. En second lieu viennent les gens qui ont dans les veines plus ou moins de sang indien; ils forment avec des immigrés la classe moyenne, également urbaine[1]), et une partie de la classe ouvrière; les pâtres ou *gauchos* se recrutent presque exclusivement parmi les métis. Les Indiens, auxquels on a fait de 1875 à 1879 une guerre d'extermination, ne se trouvent plus guère que dans les forêts de l'extrême nord et de l'extrême sud, où ils vivent en chasseurs sauvages. Enfin, le dernier élément est constitué par les immigrants européens, venus en grand nombre, dans les 25 dernières années. Cette immigration a été attirée par les moyens les plus divers et les plus artificiels; venus de tous les pays d'Europe, elle s'est recrutée surtout en Italie, en Espagne et en France. A ce noyau principal se sont ajoutés des milliers d'Allemands, d'Irlandais, de Hongrois et de Slaves

[1]) Dans l'Argentine, comme dans presque toutes les républiques sud américaines, la vie urbaine a pris une extension démesurée. A la fin de 1903, Buenos-Ayres avait près de 900.000 habitants, soit environ le quart de la population totale.

autrichiens. Si tous ces travailleurs avaient pu rester dans le pays et y prospérer, l'Argentine aurait certainement au moins un million d'habitants de plus. Mais parmi les prétendus colons recrutés à force de réclame par des agents spéciaux, se trouvaient un grand nombre de pauvres diables dépourvus de tout, souvent même de santé, de force et de courage. Beaucoup moururent de misère; un plus grand nombre encore étant tombés à la charge de la charité publique furent rapatriés aux frais de leurs gouvernements. Tel est le résultat immanquable de toute immigration désorganisée; en dépit des secours et des gratifications officielles elle échoue en grande partie parce qu'elle attire pêle-mêle des gens capables et des épaves sans valeur. En Argentine, les colons qui ont le mieux réussi sont venus de leur plein gré, ont acheté des terres payables à terme et se sont tirés d'affaire à force d'énergie et de travail. D'autres encore, au lieu de chercher à s'installer directement dans la culture, se sont d'abord placés comme salariés, ont acquis l'habitude du pays, réuni un petit capital, et sont enfin parvenus à l'indépendance. Ce dernier procédé paraît être le plus recommandable et le plus sûr pour les petites gens. Si les propriétaires créoles avaient voulu suivre quelques rares exemples qui leur ont été donnés, ils auraient pu activer ce mouvement avec beaucoup plus de succès que l'État et en réalisant de beaux et légitimes profits. C'est ainsi que le général Urquiza, propriétaire d'immenses domaines sur les bords de l'Uruguay, y appela à ses frais des paysans suisses, savoyards et béarnais, qu'il établit sur des fermes payables à long terme où ils réussirent fort bien, au grand profit du vendeur et des acheteurs. Tel est l'effet d'un patronage intelligent, qui peut agir avec plus de mesure et de discernement qu'un organe administratif.

L'immigration dont nous venons de parler amène en Argentine des ouvriers et des paysans [1]. On y voit venir aussi

[1] Nous ne parlons que pour mémoire des ouvriers de saison. Partis surtout d'Italie, en 22 ou 28 jours ils sont à Buenos-Ayres, se répandent dans le pays où ils font la moisson de novembre à février, à raison de 12 à 18 fr. par jour, puis rentrent au pays avec un pécule.

des capitalistes de toutes nationalités. Les uns ont acquis des domaines immenses, dont la superficie dépasse très souvent 10.000 hectares et atteint parfois 200.000 et même 250.000 hectares. D'autres se livrent à l'élevage sur une grande échelle, font du commerce, de la spéculation, des travaux publics, de l'industrie. Quel est le résultat de tout ceci au point de vue de l'organisation du travail?

En Argentine nous retrouvons chez la race créole l'éloignement général des Américains du Sud pour les professions usuelles. Tous les observateurs constatent que les préférences de cette catégorie d'habitants sont presque toujours pour les professions libérales, l'administration, la politique, la vie oisive. En dehors de cela, le commerce seul les attire dans une certaine mesure. Des immigrants: Américains du Sud, Espagnols, Portugais, Irlandais, Italiens, font de même. La classe ouvrière d'origine analogue montre dans sa sphère des dispositions pareilles: elle est peu stable, peu active, multiplie les jours de fête et d'oisiveté, épargne rarement et ne s'élève guère. Les *estancias* créoles sont cultivées par des procédés arriérés et dirigés par des intendants mal préparés à leur tâche, sauf exception bien entendu. Parfois aussi les domaines et les troupeaux sont exploités par le procédé du métayage, et cela avec une insouciance à peu près égale des deux côtés. Aussi les méthodes et les races perfectionnées qu'on rencontre aujourd'hui ont-elles été introduites presque exclusivement soit par des mesures gouvernementales, soit surtout par les étrangers. De même, ce sont des étrangers qui ont organisé en grand cette exportation des céréales, du maïs, de la viande congelée [1]), du beurre, des laines et des peaux, qui fait aujourd'hui la fortune du pays, grâce aux améliorations réalisées dans la culture et l'élevage.

Les étrangers qui ont le plus fait dans ce sens sont les Français, les Anglais et les Allemands. Les premiers arrivent

[1]) On exportait autrefois la viande sèche ou salée, surtout pour l'alimentation des esclaves. Ensuite, on tenta l'envoi d'animaux vivants en Europe, mais le voyage étant trop long, on échoua. Le système frigorifique a donné au contraire un résultat excellent.

souvent à l'état de paysans; ils s'installent dans de petits métiers: maraîchers, jardiniers, laitiers. Ils deviennent ensuite métayers, ou fermiers, font promptement des économies et ne tardent pas à s'enrichir. D'autres sont venus avec des capitaux et ont installé immédiatement de grands élevages. D'autres encore, gagnant de l'argent dans le commerce, achètent des terres pour les mettre en location. Les Allemands agissent à peu près de même. Les Anglais viennent rarement en Argentine sans moyens d'action; ils achètent de vastes domaines, fondent des banques, construisent des chemins de fer. Les Américains du Nord s'adonnent principalement au grand commerce et à l'industrie. Tous déploient une activité, une ardeur à s'élever, qui créent chaque jour de nouvelles ressources. Mais dans ce milieu si mêlé, la spéculation pure prend aussi un développement extraordinaire et amène des crises d'une intensité redoutable. Telle fut celle de 1890, causée par les folies du jeu, de la construction urbaine, du luxe et du gaspillage, aggravé encore par de mauvaises récoltes. Tout alors fut compromis par le krach, et le Trésor lui-même dut suspendre ses paiements. Depuis lors, la situation s'est améliorée en reprenant un niveau plus normal. L'immigration s'est ralentie et améliorée. Les cultures s'étendent et se diversifient; on récolte aujourd'hui dans le nord le maïs, les arachides, le coton, le riz, le sucre, le vin, le *yerba-maté* ou thé américain, etc.; le centre est le pays du blé, du lin, du chanvre, des prairies artificielles, de l'élevage en prairies encloses, avec des animaux choisis et soignés; vers le sud recule l'élevage primitif en troupeaux à demi-sauvages, auquel s'ajoutera l'exploitation des forêts.

L'industrie manufacturière est aussi en voie de développement sous une double impulsion. D'abord, l'extension des villes amène la fondation d'un bon nombre de fabriques en dépit de la rareté de certaines matières premières et du charbon; en même temps, les progrès de la culture et de l'élevage favorisent la création de fabrications spéciales, telles que la meunerie, la sucrerie, l'huilerie, la laiterie, l'extraction des tannins, de l'alcool, etc. En outre, le gouvernement fait de grands efforts et de larges sacrifices pour attirer dans

le pays d'autres industries, comme la filature et le tissage, la papeterie, la céramique, la verrerie, les chaussures, etc. Mais les résultats obtenus restent minimes et mal assurés, parce que le pays ne possède encore ni des moyens de transport suffisants[1]), ni des capitaux assez abondants, ni surtout une main-d'œuvre nombreuse, active, disciplinée, s'offrant à un prix raisonnable. Elle est le plus souvent rare, médiocre et exigeante. Les grèves sont fréquentes. Dans ces conditions, l'Argentine reste nettement et restera longtemps encore un pays à production naturelle prépondérante. Les moyens artificiels, et spécialement la protection douanière, ne peuvent y produire que la spéculation et la cherté. Le tableau du commerce extérieur traduit clairement cette situation; voici en effet la liste des produits importés et exportés en quantité notable pendant ces dernières années:

Importation	Exportation
Cotonnades.	Laine.
Fer.	Céréales.
Articles en fer.	Peaux.
Houille.	Graine de lin.
Bois.	Viande.
Lainages.	Graisse.
Vin.	Animaux.
Toile d'emballage et toile à voiles.	Sucre.
Yerba maté.	Quebracho.
Articles chimiques et drogues.	
Articles métalliques.	
Papier.	
Machine et outils agricoles.	
Soieries.	
Objets en bois.	
Poteries et verres.	

On voit que l'exportation ne constate la sortie que d'un

[1]) Le fleuve La Plata, avec ses nombreux affluents, forme un beau réseau navigable, mais cela ne suffit pas. Il faudrait encore des routes, des canaux et des chemins de fer. L'Argentine possède actuellement environ 19.000 kilomètres de voies ferrées, dont 8.000 kilomètres établis au cours des quinze dernières années. Le Trésor a dû faire de grands sacrifices pour obtenir ce résultat.

seul article fabriqué: le sucre, tandis que la liste de l'importation montre que le pays tire toujours du dehors presque toutes les catégories d'articles manufacturés dont il a besoin.

Les pouvoirs publics ont toujours été, en Argentine, depuis l'Indépendance, l'objet des luttes les plus vives. On y retrouve la tendance déjà constatée ailleurs, qui fait de la politique une carrière, et de l'administration une collection de bénéfices que l'on se dispute. Cependant, depuis un certain nombre d'années, les guerres civiles sont devenues plus rares [1]). Toutefois, l'organisation défectueuse de la race créole et la désorganisation sociale de la plupart des immigrants font que la situation reste toujours assez incertaine. Dans les conditions que nous connaissons, il n'est guère possible de compter d'une manière un peu suivie sur la sécurité du lendemain. Elle dépend en effet du caractère, de l'énergie, de l'habileté du chef de parti qui détient la direction du gouvernement. Il faut qu'il sache exercer une sorte de dictature, surtout morale s'il est adroit, matérielle s'il n'est qu'énergique.

Le budget actuel de l'Argentine s'élève, en dépenses, à 128 millions de francs environ, et sa Dette approche de 1.800 millions. Ces charges seraient légères pour un peuple riche; mais il faut tenir compte de la réelle pauvreté d'une bonne partie de la population. En outre, à la suite de ses embarras financiers de 1890, le Trésor a dû émettre un papier à cours forcé qui encombre et déprécie la circulation, ce qui fait naître un agio très élevé. Aussi les capitaux effectifs sont-ils rares et chers. Et pourtant, ce pays offre une telle variété et une telle abondance de ressources naturelles, que si la jeunesse argentine savait se désintéresser des luttes stériles de la politique et des pratiques dangereuses de la spéculation, pour se porter avec une ardeur éclairée vers les métiers usuels, principalement vers la culture, elle obtiendrait vite un double résultat: Elle développerait largement la production du pays en fondant des fortunes solides, et conserverait la

[1]) Une tentative de soulèvement militaire a pu être arrêtée dès son début à la fin de 1905.

direction effective de la vie nationale, direction qui semble être à la veille de lui échapper, nous le montrerons tout à l'heure dans nos conclusions.

XI. — LE BRÉSIL

Le Brésil est une immense région de près de 8.500.000 kilomètres carrés de superficie, que l'on peut se représenter sous l'aspect d'un océan de verdure, d'où émerge une sorte de plateau triangulaire, dont l'altitude varie entre 500 et 2.000 mètres, avec une surface de 4 millions de kilomètres environ. La plaine est très chaude, très humide, arrosée ou plutôt inondée par les pluies diluviennes des tropiques et par de gigantesques cours d'eau descendus des Andes. Le plateau est relativement sec, tempéré, et par suite sa végétation est différente. Il en résulte que toutes les productions végétales du globe peuvent être réunies dans ce pays, et cela sur une grande échelle. En bas, on trouve les gommes, les fibres, les plantes médicinales et tinctoriales, les bois d'ébénisteries, les plantes et fruits de la zone chaude. En haut, outre le café, la canne à sucre, le maïs, la vigne, on peut cultiver toutes les plantes des pays tempérés, ainsi que leur essences forestières ou fruitières; on y voit aussi de vastes pâtures. Cette partie montagneuse est, de plus, riche en minéraux: le fer abonde partout; le cuivre, le plomb et le mercure ne sont pas rares; les gisements aurifères se rencontrent fréquemment; plusieurs provinces ont des dépôts de pétrole, de lignite et de houille.

Le sol du Brésil, spécialement dans les terres bien arrosées, est généralement d'une fertilité prodigieuse. Un travail très superficiel et très sommaire y donne des résultats qui étonnent les cultivateurs d'Europe installés dans le pays. Aussi, lorsque la terre est bien préparée et la plantation bien soignée, la production est-elle considérable. Cela explique le succès rapide des paysans laborieux immigrés, qui arrivent à l'aisance en quelques années. La population brésilienne est évaluée actuellement à un peu plus de 16 millions d'habitants. Ce pays est le plus peuplé des États sud-américains, mais

c'est aussi le plus étendu. Occupé comme la France, il aurait au moins 600 millions d'habitants, et, comme l'Italie, plus d'un milliard. Il y a donc de la place à prendre, principalement sur le plateau, car les plaines basses se prêtent mal à la colonisation, au moins par les Européens. Peut-être deviendront-elles un jour une nouvelle patrie pour des Hindous, des Chinois ou des Japonais [1]).

La population actuelle du Brésil n'est pas moins mélangée que celles de l'Argentine ou du Mexique. Les premiers colons ont été des Espagnols, des Hollandais, des Français et des Portugais. Mais ce sont ces derniers qui, étant les plus nombreux [2]), ont pris et gardé la direction du pays, lequel est resté colonie portugaise jusqu'en 1808. Les créoles issus de l'immigration lusitanienne ont d'ailleurs évolué dans un sens très analogue à celui que leurs voisins espagnols ont suivi. Comme eux, ils ont constitué de vastes domaines agricoles [3]) et des exploitations aurifères, dans lesquelles ils ont employé les indigènes comme travailleurs forcés. Puis, lorsque cette malheureuse race eut été décimée, on pratiqua l'esclavage noir, lequel n'a pris fin qu'en 1888. Les créoles ont subi, ici comme partout, la loi sociale qui fait de l'esclavage un agent de démoralisation et de faiblesse aussi bien pour le maître que pour l'esclave. Ils se sont enrichis en dépit de la routine de leurs procédés, mais en même temps ils se sont désorganisés et sont devenus de médiocres patrons du travail. En règle générale le *fazendeiro* ou grand propriétaire réside à la ville; son domaine est exploité par un régisseur, et il n'y vient que

[1]) En 1905, des pourparlers ont eu lieu pour organiser un courant d'émigration du Japon vers le Brésil, en créant des lignes régulières de navigation entre les deux pays. Le canal de Panama favorisera grandement ces relations.

[2]) L'immigration portugaise n'a cependant jamais dépassé huit à neuf mille individus par an.

[3]) Les *Capitaos* portugais ont reçu du Gouvernement de Lisbonne des fiefs d'une étendue colossale, dont une partie seulement était mise en culture. Aussi, la petite propriété était rare autrefois en dehors des villes. Il a fallu racheter des terres ainsi concédées pour faire place à la colonisation officielle.

rarement. C'est donc en réalité un oisif, souvent généreux, hospitalier, bienveillant, mais, aussi, peu éclairé, vaniteux, avide de distinctions honorifiques. L'émancipation des noirs l'a surpris et appauvri; cependant il lui eût été facile de prévoir le fait et de s'y préparer, quelques rares exemples l'ont prouvé. Les Brésiliens d'origine portugaise ne sont pas tous grands propriétaires. Un bon nombre, installés dans les villes, y suivent de préférence les carrières libérales, commerciales ou administratives[1]). Ils sont le plus souvent cultivés, mais avec une prédilection exagérée pour les systèmes théoriques: le positivisme de Comte, par exemple, trouve encore au Brésil une quantité d'adeptes. On peut penser que la politique joue un rôle prépondérant dans un tel milieu, et, en effet, elle absorbe beaucoup trop l'attention et l'activité des créoles, d'autant plus que, dans un tel milieu, la forme fédérative adoptée en 1889 augmente encore les occasions de rivalité et de lutte.

Nous avons déjà dit que la race indienne a disparu au Brésil, au moins dans l'est, où l'on ne trouve plus guère que des métis. Dans l'ouest, 600.000 Indiens sauvages végètent dans les forêts, vivant de chasse, de cueillette et de pêche fluviale. Quant aux nègres, ils étaient environ 1.200.000 en 1888. A peine émancipés, la plupart ont quitté la culture et se sont portés vers les villes, où ils vivent de quelques petits métiers, le plus souvent dans l'ignorance, la misère et l'abjection. L'essentiel pour eux est d'éviter tout travail suivi. Ils constituent un élément entièrement désorganisé, presque privé d'éducation, mobile et dangereux. Les mulâtres qui en sortent sont peut-être pis encore, sauf exceptions rares.

Le Brésil a reçu, en particulier depuis 20 ans, une immigration européenne considérable. Elle est composée principalement d'Italiens, d'Allemands et de Slaves, qui se portent vers les provinces du Sud où ils peuvent s'acclimater facilement. Ce mouvement a été provoqué surtout par les gouver-

[1]) On trouve au Brésil seize ou dix-sept villes de plus de 30.000 âmes. Rio en compte plus de 700.000. Ce développement urbain est disproportionné avec le chiffre total de la population.

nements locaux, dans le but d'atténuer la crise causée par la suppression de l'esclavage. Ils ont prodigué les passages gratuits, les subventions, les avances en outils, semences, provisions, bétail, à ceux qui voulaient s'établir directement. Les autres pouvaient s'engager chez les *fazendeiros* pour s'acclimater et former un pécule; mais on a abusé de leur imprévoyance pour leur faire contracter des dettes et les retenir pendant des années dans une demi-servitude. Ces abus deviennent d'ailleurs de plus en plus rares. Actuellement, des centres très prospères sont constitués dans les provinces méridionales et deviennent autant de points d'attraction pour de nouveaux arrivants. Il semble que, si les insuccès ont été fréquents, comme cela est immanquable avec un tel procédé de colonisation, leur nombre est cependant moindre ici que dans les États voisins, d'abord parce que la nature est encore plus généreuse, ensuite parce que la culture était bien plus avancée, en sorte que l'on avait besoin de beaucoup plus de main-d'œuvre sur les *fazendas*. Observons encore que l'accumulation de colons de même nationalité dans certains districts leur permet de conserver leurs mœurs et leur langue, car aucune influence directe ne s'exerce sur eux pour les assimiler, en dehors de l'action lointaine et intermittente de l'État.

D'assez nombreux capitalistes étrangers vont lancer au Brésil des entreprises diverses: banque, commerce, industrie, etc. Leur influence économique est grande, mais leur action sociale reste faible parce qu'ils constituent la plupart du temps un élément temporaire et changeant.

Il résulte de ce qui précède une organisation du travail assez particulière. Le Brésil s'est en quelque sorte spécialisé dans la production de quelques articles tropicaux, notamment du café et du caoutchouc [1]). Ce fait a amené des conséquences graves. Pendant un temps, le café a donné des profits si considérables, que sa culture était préférée à l'exploitation des

[1]) On estime la production totale du café à environ 20 millions de sacs de 60 kg., dont les trois quarts viennent du Brésil; elle a presque doublé en 10 ans. Il en est de même pour le caoutchouc.

mines d'or. Mais la concurrence des autres pays tropicaux ayant amené une baisse énorme des prix, il en est résulté une crise d'autant plus intense, que les producteurs, peu économes d'ordinaire, avaient eu largement recours à un crédit très coûteux. Le désarroi a été tel, et les planteurs se sont montrés si peu capables de sortir de l'impasse où leur imprévoyance les avait conduits, que l'on a prêté au gouvernement le projet d'intervenir, en instituant la limitation forcée des cultures et même en détruisant les cafés de qualité secondaire pour réduire les stocks. Le remède consisterait plutôt à perfectionner les exploitations et à développer les cultures vivrières, beaucoup trop négligées jusqu'ici [1]. Les industries agricoles et l'élevage pourraient aussi alléger dans une mesure sensible la situation des agriculteurs, qui ont eu le tort jusqu'ici de lier trop étroitement leur sort à celui d'une seule branche commerciale et d'un seul produit, lequel n'est même pas indispensable à la consommation.

Autrefois, la culture du café se faisait uniquement par le système de la grande exploitation servie par les nègres. Aujourd'hui on pratique largement le procédé du métayage, le colon payant son loyer en nature et vendant le surplus de sa récolte au propriétaire, lequel est seul à posséder les machines nécessaires pour la préparation de la fève. Ce système a l'avantage de favoriser l'élévation du métayer, qui ne tarde pas à économiser de quoi acheter une petite ferme. C'est ainsi que les grands domaines vont en se morcelant peu à peu, et que le défrichement progresse.

L'industrie est relativement peu développée au Brésil, faute du personnel et des capitaux nécessaires. Le gouvernement central et ceux des États se sont efforcés de la développer par les moyens artificiels que nous avons déjà rencontrés tant de fois: subventions, privilèges, exemptions d'impôts, protection douanière. Le tarif, déjà protecteur, a été relevé récemment de 50 % sur les produits fabriqués, afin

[1]) Le Brésil doit importer des produits alimentaires : Farines, viandes, conserves, beurre, fromage, etc., bien qu'il soit en état de produire abondamment tout cela.

de compenser l'agio sur le papier-monnaie; de plus on exige le paiement de la moitié des droits en or pour ces mêmes produits, et de 25 % pour les autres. Ces mesures ont eu pour effet d'élever certains droits à un niveau presque prohibitif.

Le résultat de cette politique économique est-il plus encourageant au Brésil que dans les autres pays sud-américains? Non, et cela pour les mêmes raisons. La population brésilienne, telle que nous la connaissons, n'est pas préparée, sauf des exceptions assez rares, à l'organisation, à la conduite et à l'exploitation de la grande industrie. Ce n'est pas que les éléments lui manquent, sauf peut-être les capitaux. Les matières premières végétales, animales et minérales, sont abondantes. On a trouvé dans plusieurs provinces des dépôts d'excellent charbon. Mais tout cela est encore fort négligé, et quand une mine est exploitée, une usine montée, ce sont presque toujours des étrangers qui en ont pris l'initiative et la direction. Aussi, en dépit des subventions officielles, des garanties d'intérêts, des exemptions d'impôts, des droits de douane, la grande fabrication ne fait que des progrès très lents. L'industrie du coton, une de celles qui ont été le plus favorisées et qui ont le mieux réussi, n'occupait pas 40.000 ouvriers en 1905. Le seul article fabriqué que le Brésil exporte est le sucre de canne; au fond, c'est avant tout un produit agricole. Les sociétés étrangères elles-mêmes, malgré leurs moyens financiers, leur expérience et les faveurs qu'on leur fait pour les attirer, ont de la peine à prospérer, à cause de la médiocrité de la main-d'œuvre, ainsi que de l'insuffisance des moyens de transport. Dans le bas pays, les cours d'eau ouvrent des communications faciles dans beaucoup de directions, mais dans la région haute il faudrait des routes et des chemins de fer. Les premières sont fort rares, les seconds sont insuffisants, étant données les distances énormes qui, souvent, séparent les centres entre eux et de la mer[1].

[1] Le Brésil possède environ 15.000 kilomètres de chemins de fer, construits par des Compagnies étrangères et rachetés à grands frais par l'État.

Pour toutes ces raisons, le Brésil est évidemment un pays à production naturelle prépondérante, qui a pour principal intérêt de développer sa culture en se procurant à bon marché les articles fabriqués dont il a besoin. Tous les efforts devraient être dirigés dans ce sens, et le progrès, la prospérité de la culture ne tarderaient pas à faire naître graduellement l'industrie, par le jeu naturel du développement des capitaux, des besoins et des aptitudes. En poussant prématurément à l'extension du grand atelier, en attirant trop vite dans le pays des foules ouvrières désorganisées, on prépare des désordres, des conflits, des crises, dont nous savons les causes et les effets.

Au point de vue politique, le Brésil a éprouvé bien des agitations et bien des crises. Jusqu'en 1889, une branche de la famille royale de Portugal a régné à Rio. Sous des apparences constitutionnelles et même parlementaires, elle a exercé presque constamment, par des artifices connus, un pouvoir dictatorial ou à peu près. Ce fut le cas surtout pour Dom Pedro Ier, qui, sans façon, avait mis la Constitution de côté. Son successeur était plus modéré et plus scrupuleux observateur des formes. Cependant, les choses n'allaient pas beaucoup plus régulièrement sous son règne. En 1879, un sénateur conservateur, M. Silveira Lobo, disait au Sénat brésilien. « Seuls, les courtisans de la cour et les sots méconnaissent l'existence du pouvoir personnel. » Un autre homme d'État, M. de Cotegipe, plus tard président du Conseil, s'écriait à la même époque et au sein de la même assemblée : « La prépondérance de la Couronne sur les autres pouvoirs, qu'on l'appelle comme on voudra, pouvoir personnel, dictatorial, ou prérogative royale, existe d'une manière effective. » M. J. de Alencar, autre ministre, écrivait de son côté : « Ainsi qu'un polype monstrueux, le gouvernement personnel envahit tout, depuis les questions de haute politique jusqu'aux plus petits rouages de l'administration. »

Mais une dictature, déguisée ou non, ne peut pas se soutenir indéfiniment, parce qu'elle résulte, non pas des besoins, des tendances et des opinions d'une nation éclairée, consciente de ses droits et de ses devoirs, mais de la pré-

pondérance souvent violente et toujours abusive d'un clan. Le pouvoir que celui-ci possède et exploite est naturellement désiré par d'autres groupes qui s'organisent pour le conquérir et en profiter à leur tour. C'est ainsi que, sans cesse ballottée et ébranlée par les luttes de clans, la dynastie s'appuyait principalement sur le groupe puissant des *fazendeiros*. Mais la brusque suppression de l'esclavage ayant irrité les grands propriétaires, la dynastie abandonnée tomba comme un fruit mûr, au moindre souffle révolutionnaire. La situation est-elle meilleure aujourd'hui, avec la République et un régime fédéraliste? On a le droit d'en douter. Sans parler des actes dictatoriaux et arbitraires du gouvernement provisoire de 1889, il semble bien que lorsqu'un parti est au pouvoir, il l'exerce d'une façon fort autoritaire, et cela dans les affaires des États comme dans celles de la Fédération. Là aussi la politique absorbe trop l'attention et l'activité des hommes les plus éclairés et les plus capables. Le régime administratif est trop développé et trop coûteux. Il tente trop les hommes d'aventure et les sinécuristes; les théoriciens et les utopistes ont trop beau jeu pour expérimenter leurs systèmes. Aussi, bien que le Brésil ne manque pas de gens de cœur, d'intelligence et de savoir, ne parvient-il pas à se placer dans une situation d'équilibre politique et financier stable, prospère, susceptible d'inspirer toute confiance aux capitaux et aux affaires. Le budget est lourd, la circulation dépréciée, l'agio considérable, la Dette exagérée. Les dépenses fédérales s'élevaient pour 1905 à près de 250 millions de francs, valeur en or; cette somme représentait en papier près de 1.400 millions de francs, ce qui donne une idée de la dépréciation du papier-monnaie, dont la circulation est encombrée. Il faut ajouter à cela les dépenses particulières des États[1], ce qui forme un ensemble assez lourd pour un pays où le niveau moyen des fortunes est médiocre. La Dette dépasse 3 milliards 500 millions de francs, plus 250 à 300 millions dus par les États. Ce passif disproportionné avec

[1]) Dans certains d'entre eux, la gestion financière donne lieu à de vives critiques, et les impôts locaux sont trop exagérés.

les moyens actuels du pays est comme un poids mort qui comprime le crédit de l'État et empêche le gouvernement de procéder à des travaux utiles. Une autre cause de faiblesse réside dans ce fait que le Brésil entretient une armée relativement nombreuse (environ 30.000 hommes), encombrée d'emplois inutiles, et une marine formée d'une trentaine de bâtiments avec 7.000 hommes d'équipage, dont 500 officiers [1]. En outre, la gendarmerie compte à peu près 20.000 hommes, et il semble bien que ce corps suffirait pour maintenir l'ordre intérieur, tandis qu'une milice peu coûteuse donnerait au pays une sécurité très suffisante. Il est évident que le Brésil devrait s'attacher à alléger le plus possible ses dépenses, de manière à se procurer les moyens d'assainir sa circulation fiduciaire, et d'amortir sa Dette extérieure, qui lui coûte très cher. Mais surtout, la jeunesse brésilienne ferait bien de tourner ses efforts de préférence vers la direction des métiers usuels, de manière à garder la conduite effective d'une population très mélangée. C'est le travail, non la politique, qui peut lui conserver la situation de race directrice et assimilatrice.

XII. — SAINT-DOMINGUE ET CUBA

Deux des grandes Antilles constituent actuellement des États indépendants. Ce sont Cuba, et Saint-Domingue, divisée elle-même en deux fractions: Haïti et la République Dominicaine.

Saint-Domingue mesure 500 kilomètres de longueur et plus de 76.000 kilomètres carrés de superficie. De hautes chaînes parallèles en couvrent la plus grande partie et lui donnent une grande variété d'aspects, de climats et de productions. Les plaines maritimes appartiennent au régime tropical, sensiblement tempéré par les brises de mer. Dans les montagnes, les vallées fertiles alternent avec les pâturages et de magnifiques forêts où figurent les essences les plus précieuses. Grâce à la chaleur et à l'humidité, l'île presque

[1] L'armée et la marine coûtent environ 55 millions de francs par an.

entière apparaît comme un magnifique jardin où toutes les plantes utiles poussent presque sans soin. En outre, les hauteurs d'origine volcanique renferment des dépôts de minerais métallifères, du charbon, du soufre, etc. Autrefois, cette île était partagée entre les colonisations française et espagnole. Toutes deux reposaient sur l'esclavage noir comme organisation du travail. Elles ont également abouti à la corruption, à la routine et à la faiblesse chez les créoles, à la révolte et à l'impuissance chez les gens de couleur. Dans la colonie française, les blancs furent expulsés dès le début du XIXme siècle, et les esclaves insurgés, ayant réussi à repousser toutes les tentatives de répression, constituèrent une République noire sous le nom d'*Haïti*.

Sa superficie est près de 29.000 kilomètres carrés, avec une population assez dense évaluée à 1.300.000 habitants, dont quelques milliers de blancs, tous étrangers et exclus de la propriété foncière. Il va de soi que des noirs soumis à l'esclavage n'ont pu recevoir dans cet état une éducation propre à les préparer à une vie indépendante, active. Sans doute ils étaient formés au travail agricole par la contrainte. Mais comme cette riche nature prodigue souvent d'elle-même, ou du moins moyennant un effort limité, les produits de consommation les plus nécessaires: manioc, patates, légumes, bananes et autres fruits, aussitôt après leur libération, les noirs ont pu vivre d'une existence peu confortable sans doute, mais insouciante et sans labeur. Bien plus, lorsqu'ils désiraient augmenter leurs ressources ou améliorer leur consommation, il leur suffisait d'un très léger effort pour obtenir des récoltes de café, de canne à sucre, de coton, dont les produits se vendaient facilement et attiraient dans le pays une assez forte quantité d'argent ou de produits étrangers. La population a pu ainsi se développer en nombre, progresser même dans une certaine mesure au point de vue intellectuel. Mais son niveau moyen est resté bas, parce que, d'une manière générale, elle s'est en quelque sorte laissé vivre, sans s'organiser de manière à renforcer son éducation, à régler son travail pour le rendre efficace, à perfectionner ses méthodes, en un mot à tirer le meilleur parti de sa situation privilégiée. Les Haïtiens n'ont développé

une réelle activité que dans la politique, et cette activité se traduit par une constante et puérile agitation. Les effets ordinaires d'un pareil régime se font sentir à Haïti avec une intensité extrême. Les insurrections sont fréquentes, les impôts très lourds, surtout pour les adversaires du clan au pouvoir, la Dette dépasse 175 millions de francs, bien que le gouvernement n'ait fait que peu de chose dans l'intérêt public. Les routes n'existent guère; les chemins de fer se réduisent à une ligne de 43 kilomètres de longueur; les ports sont dans un état primitif. En revanche, l'administration est nombreuse, et l'armée a un état-major démesuré. Toutes les entreprises un peu importantes: mines, industries, commerce, transports, sont aux mains des étrangers.

La *République Dominicaine* est plus étendue que la précédente; sa superficie est de 48.000 kilomètres carrés environ. Sa population n'est cependant que de 420.000 habitants à peu près, métis pour la plupart. Séparés de la métropole en 1844, ils ont conservé la langue espagnole, comme les Haïtiens ont gardé le français. Tout ce que nous venons de dire d'Haïti s'applique littéralement à la Dominicaine avec la seule différence que cette dernière est allée plus loin encore peut-être dans la voie du désordre politique et de l'incurie administrative. La Dette dépasse 150 millions de francs, et le gouvernement est dans l'impossibilité d'en payer les intérêts. Aussi, comme les Américains du Nord avaient su créer dans le pays de grands intérêts sous la forme de chemins de fer (190 kilomètres), de mines, de sucreries, de prêts de capitaux, le gouvernement des États-Unis en a profité pour essayer de placer la République Dominicaine sous son contrôle direct. La tentative n'a pas réussi du premier coup, par suite de l'opposition inattendue du Sénat de Washington; mais ce n'est là qu'un retard dans le mouvement irrésistible qui pousse incessamment vers le Sud l'influence sociale, économique et politique des États-Unis.

Cuba a été appelée poétiquement la « Perle des Antilles ». Elle mérite ce titre par son étendue: près de 119.000 kilomètres carrés, par son climat, sa fertilité et la richesse de son sous-sol. Sa population est d'environ 1.600.000 âmes; elle est com-

posée principalement de créoles ou d'immigrés espagnols, de métis, et de noirs libérés en 1875. Les habitants sont groupés principalement dans la partie occidentale de l'île, qui est la moins accidentée; la partie orientale, plus montagneuse, reste livrée au pâturage et à la forêt. Sur deux millions d'hectares de terres arables, beaucoup demeurent ainsi en friche, et le reste est cultivé en général par des moyens sommaires et primitifs. Cependant, c'est la culture qui est, de beaucoup, l'occupation principale des Cubains; mais la plupart vivent au jour le jour, dans un état de médiocrité qui confine à la misère. Cela est d'autant plus surprenant, que les produits de l'île sont célèbres par leur qualité. Avec de l'activité et de meilleures méthodes, on arriverait à produire des quantités considérables de café, de sucre, de céréales et de maïs, de coton, de fruits, de bois précieux, d'animaux et de produits animaux, etc., et Cuba pourrait alors nourrir au moins huit à dix millions d'habitants. Mais, pour le moment, l'insécurité qui a régné jusqu'en 1898, époque de l'Indépendance, les ruines et les déprédations causées par une longue guerre, le défaut de communications[1]), de capitaux et surtout l'incurie des créoles, ont rendu très lent et souvent arrêté le développement de ce petit peuple. Il en résulte que Cuba, en dépit de sa situation favorisée, est obligé d'importer des farines, des conserves et d'autres produits alimentaires. De même, bien que son sol renferme d'importants dépôts de minerais: fer, manganèse, cuivre, plomb, zinc, et en outre de l'asphalte, du pétrole et de la houille, l'industrie ne s'y développe guère, et quand elle apparaît, le fait est dû presque toujours à des étrangers. D'ailleurs, leur action s'étend de jour en jour, surtout celle des Américains. De riches capitalistes achètent dans l'île de grands domaines, les font mettre garduellement en valeur, installent des sucreries, des fabriques de tabac, construisent des chemins de fer, font du commerce et de la banque. C'est là, remarque un consul,

1) L'île ne possède que très peu de routes, et seulement 2.500 kilomètres de chemins de fer, qui ont été vigoureusement poussés par des Compagnies américaines.

une invasion bienfaisante, qui enrichit rapidement le pays. L'observation est juste, mais il faut la compléter en disant que si les Américains du Nord réussissent à mettre Cuba en valeur, ils ne tarderont pas à la dominer, cela est inévitable. Déjà ils ont gouverné l'Ile pendant plusieurs années, facilitant ainsi aux Cubains la mise en train de leur vie autonome. Ils n'ont pas voulu que cette occupation prît l'aspect d'une conquête militaire; mais celle-ci se fera pacifiquement par une main-mise graduelle sur la direction du travail dans toutes ses branches. Cette tendance s'est déjà manifestée par un incident significatif: une petite dépendance de Cuba, l'Ile des Pins, a failli tomber en 1905 au pouvoir des colons américains, mécontents de l'administration locale. Si les Cubains veulent échapper à cette domination, à la fois sociale, économique et politique, ils n'ont qu'un moyen à leur disposition: il consiste à prendre eux-mêmes en mains l'exploitation de leur beau pays, au lieu de s'entasser dans les villes, d'assiéger les carrières libérales et l'administration, de se jeter tête baissée dans une agitation politique dominée par l'esprit de clan, ou de mener une vie à demi-oisive [1]).

XIII. — LE PANAMÉRICANISME

Si nous résumons maintenant nos observations sur l'ensemble des États sud-américains, nous arrivons aux conclusions suivantes, qui s'appliquent à tous, à quelques nuances près.

Le Sud-Amérique constitue une région immense dont les climats, les terrains et les productions sont d'une variété extrême. Aussi, l'homme pourrait-il en tirer par un travail suffisant des ressources inépuisables, susceptibles de faire prospérer une population trente fois plus nombreuse.

[1]) Au moment où nous corrigions les épreuves de ce chapitre, la violence et l'activité des clans ont fait retomber l'Ile sous le contrôle direct des États-Unis. C'est là un protectorat virtuel qui va probablement se perpétuer sous une forme plus ou moins directe, car les Américains du Nord ne laisseront plus porter atteinte aux intérêts considérables qu'ils ont créés à Cuba.

en état de contenir, de transformer et de conduire les immigrés par l'administration et la politique. C'est une grave erreur. D'abord les étrangers, qui acquièrent aisément la nationalité locale, ne tarderont pas à influer, s'ils le veulent, sur la marche des affaires publiques et à pénétrer dans les administrations. Ensuite, les groupes d'origine étrangère constitués dans certaines régions pourraient devenir pour de grandes puissances le sujet d'interventions redoutables. Mais ces puissances se heurteraient immédiatement à l'une d'entre elles qui les résume toutes et les a déjà évincées pratiquement à son profit.

Dès le XVIIIme siècle, un éminent homme d'État disait: « Les pays de l'Amérique du Sud deviendront un jour la proie de l'esprit ou du pouvoir des races germaniques, et les Anglo-Saxons, comme ils ont refoulé les Indiens au Nord, chasseront tôt ou tard aussi les peuples latins de toute l'Amérique[1]. » En 1823, le message du président Monroë, qui interdisait à l'Europe toute action durable sur le territoire des deux Amériques, donnait raison aux prévisions de Vergennes. Depuis vingt ans, l'action simultanée de la race germanique, sous la forme d'une colonisation agricole, et de la race nord-américaine, sous l'aspect d'une colonisation industrielle et d'une propagande politique non moins suivies, ont donné à la doctrine de Monroë un sens pratique et une portée immédiate qu'elle n'avait pas autrefois. Les entrepreneurs des États-Unis s'emparent rapidement, dans tout le Sud-Amérique, des principales sources de productions, spécialement des moyens de transport. Ils poursuivent avec énergie l'exécution du chemin de fer pan-américain, qui doit mettre en communication le réseau ferré du Nord avec celui de l'Argentine; cette ligne gigantesque est déjà très avancée, 5.000 kilomètres au plus restent à exécuter pour souder entre eux les divers tronçons. En outre, ce sont les États-Unis qui ont pris à leur charge le percement de l'isthme de Panama; le canal sera pratiquement leur propriété et restera sous leur contrôle. Enfin les Américains du Nord prennent une part de plus en plus active

1) De Vergennes, cité par GERVINUS, t. X. p. 368.

dans le mouvement de la navigation et du commerce des États du Sud. D'autre part, la grande République suit avec soin par ses agents, par des commissions d'étude, par des missions spéciales, le mouvement quotidien de la vie sociale et économique de ses voisines méridionales. Elle les prend sous son patronage et, au besoin, sous son contrôle. Elle les réunit en congrès spéciaux, comme en 1889 à Washington, en 1901 à Mexico et, en 1906, à Rio-de-Janeiro, afin de préparer l'élaboration d'un Droit international spécial aux deux Amériques. Enfin, un Bureau international des Républiques américaines a été établi à Washington, où il est entretenu à frais communs; il publie chaque mois un *Bulletin* contenant des renseignements variés sur les États américains qui se trouvent ainsi constitués en une « Union des Républiques américaines », prélude d'une union plus intime.

L'évolution qui se dessine ainsi paraît dès à présent clairement indiquée. Le rapide progrès de leur race pousse déjà les Américains du Nord hors de leur pays, bien qu'ils soient encore loin d'en avoir mis en valeur toutes les richesses. Ils se répandent dans les belles contrées qui se trouvent à leur portée, s'emparent peu à peu de la direction du travail, c'est-à-dire des éléments effectifs de l'autorité et de la puissance. Un jour, plus prochain peut-être qu'on ne le croit, ils pourront dire: La maison est à nous!... Cette absorption pacifique s'annonce par une véritable hégémonie protectrice, fondée par le message de Monroë, accentuée par la proposition Drago [1]), qui deviendra bientôt, très probablement, un complément officiel de la fameuse doctrine. Elle s'accentuera, on peut s'y attendre, par tout une série d'arrangements internationaux, spécialement par des traités de commerce, préparant une combinaison économique plus complète. Il semble bien, en effet, que l'impérialisme américain soit destiné à prendre la forme d'une union douanière groupant en un colossal territoire la presque totalité des deux Amériques.

[1]) Cette proposition se résume ainsi: Aucun État européen ne pourra recouvrer par la force une créance réclamée à l'un des États américains. Ceci rendrait les États-Unis l'arbitre nécessaire dans tous les litiges entre États de l'ancien et du nouveau monde.

Cette combinaison est d'ailleurs suffisamment en harmonie avec la position sociale et économique actuelle de toutes les parties, pour ne pas rencontrer d'obstacle fondamental. D'une part, les États du Sud ne sont pas industriels et ne le deviendront pas avant longtemps; leur protectionnisme est donc factice et inutile. D'autre part, leur production est très souvent complémentaire de celle des États-Unis; quand elle est concurrente, les situations respectives sont assez équivalentes pour que les frais de transport constituent de part et d'autre une certaine protection. Dès lors, il peut y avoir liberté d'échanges sans nuire sérieusement à aucun des participants, pourvu que les pays d'Europe soient exclus de la combinaison. Dans ces conditions, l'américanisme aura beau jeu pour exploiter presque à son unique profit les immenses ressources du double continent, et il se chargera de diriger et d'assimiler d'après le type anglo-saxon le courant d'immigration attiré par les progrès des moyens de transport et par l'activité croissante du travail dans les territoires immenses qui s'offrent au peuplement agricole.

CONCLUSIONS SUR LA PREMIÈRE PARTIE

Nous avons maintenant parcouru le domaine immense de la formation communautaire. Notre exploration a été rapide et sommaire, sans doute, mais pourtant suffisante, croyons-nous, pour donner une idée claire et précise des choses. Nous aurions pu accumuler un grand nombre d'observations de détail, propres à préciser la physionomie et les variétés de chaque type. Mais cela eût exigé des développements considérables, souvent aussi des répétitions assez fastidieuses. Tel quel, notre exposé nous paraît suffisant pour fixer les idées et servir de point de départ pour des études plus complètes. Nous ne doutons guère que ces études, si elles sont conduites avec méthode, sans parti-pris et par le moyen d'une observation consciencieuse des faits, n'arrivent aux conclusions réunies dans ce travail, à quelques nuances près.

Voici maintenant les indications générales qui se dégagent de tout ce qui précède. Nous les exposons dans l'ordre logique fixé par la nomenclature adoptée par Henri de Tourville après de longs travaux d'analyse sociologique[1]).

Remarquons d'abord que la formation communautaire prédomine dans la majorité des groupes humains. Un milliard d'individus au moins vivent sous son empire; en outre, cent cinquante millions d'hommes à peu près sont des communautaires désorganisés. Ce n'est pas tout encore, même chez les peuples que nous classons dans notre second volume sous la rubrique: « formation particulariste », celle-ci n'est pas en réalité exclusive; elle y est fortement représentée et constitue une élite dont l'influence est considérable, en sorte que la vie des peuples occidentaux en est profondément influencée. Mais, indépendamment des débris de peuples qui

[1]) Nous donnons ci-après, en appendice, un résumé de cette nomenclature, qui fournit un cadre méthodique, un guide sûr, pour l'établissement de toute monographie de famille, de localité, d'Etat ou de métier.

ont résisté à l'action du particularisme, certaines populations n'ont été touchées que partiellement par cette réforme sociale. D'autres, après une transformation assez avancée, ont traversé des circonstances qui ont fait reculer le nouveau type et permis à l'ancien de surnager. Il en résulte qu'en Occident, et au sein même des sociétés les plus profondément particularisées, une lutte ardente se livre sans cesse entre les deux tendances. C'est dans ce fait que gît la cause principale des conflits les plus graves de notre époque, nous le constaterons plus tard. Pour le moment, nous nous bornons à cette remarque, d'ailleurs capitale et singulièrement frappante, que la formation sociale qui réunit l'immense majorité de l'espèce humaine est aussi la moins active, la moins productrice, la moins progressive, la moins avancée, la moins aisée, la moins développée. La petite minorité particulariste constitue donc bien une élite sociale, qui mène le monde, nous saurons bientôt pourquoi et comment. Ceci étant nettement posé, voici comment s'établissent nos conclusions générales sur le type qui nous a occupé jusqu'ici.

Les communautaires et les désorganisés sont le plus souvent très dépendants du *lieu*, parce qu'ils vivent pour la plupart des produits du sol. Or, comme leur aptitude au progrès est minime, parfois même nulle, ils subissent fortement la loi des circonstances naturelles, alors que des races plus actives savent se dégager de la tyrannie de ces circonstances, au point de faire produire à la terre des denrées qui ne répondent parfois ni au sol ni au climat. Nous en rencontrerons dans la suite des exemples bien significatifs.

Le *travail* se maintient chez les communautaires dans un état de simplicité aussi accentué que possible. L'esprit de tradition, père de la routine, maintient les méthodes et les procédés dans une sorte d'enfance perpétuelle. Les combinaisons et les mécanismes compliqués répugnent aux gens imbus de cette formation. Pour le même motif, le labeur intense leur répugne. De là leur faible aptitude à l'organisation et à la conduite de la grande industrie : elle les désorganise en rompant les cadres de la famille patriarcale, ou, quand déjà ils ont disparu, en accumulant un prolétariat incapable de

se conduire, livré par conséquent aux agitateurs et aux utopistes.

La *propriété* garde une stabilité remarquable, puisqu'elle est l'objet d'une sorte de main-morte. Mais cet avantage est contrebalancé par les effets déprimants de la communauté sur le travail, lequel est rarement assez parfait et assez efficace pour obtenir de la propriété tout ce qu'elle pourrait donner. Quand la nécessité oblige à améliorer le rendement, comme en Chine, c'est à force de main-d'œuvre qu'on y parvient, non par un perfectionnement du travail. Chez les désorganisés, la grande propriété l'emporte en général sur la petite, mais sans profit pour la production, car presque toujours l'exploitation est abandonnée soit à des intendants peu consciencieux, soit à des métayers ou à des fermiers pauvres, ignorants et indolents. Quand on rencontre la propriété individuelle petite ou fragmentaire, elle est cultivée, sauf exception, d'une façon routinière ou négligée, ou, tout au moins, médiocre. Quant à la propriété mobilière, le travail n'est pas assez actif pour créer des capitaux abondants, aussi est-elle bien moins développée que chez les nations particularistes et ne joue-t-elle qu'un rôle très secondaire. Ce fait constitue une infériorité économique grave dont nous avons souvent relevé les conséquences. Les questions relatives au salaire, lequel se rattache à la propriété mobilière, ne se posent que rarement; en général, la famille communautaire se suffit à elle-même pour la main-d'œuvre. Aussi, quand elle doit recourir au travail salarié, l'ouvrier est-il incorporé aussi complètement que possible dans le groupe familial, ce qui répond à la tradition sociale et permet de réduire au minimum le salaire en argent. D'un autre côté, si la famille devient trop nombreuse, certains de ses membres doivent chercher du travail au dehors; mais, trouvant peu d'occasions de placement dans les communautés environnantes, ils doivent émigrer vers les villes, ou même vers l'étranger, où ils sont traités sans ménagements. Chez les désorganisés, au contraire, le salaire est fréquent et donne lieu à de nombreux abus contre lesquels l'ouvrier se défend mal, parce qu'il manque d'initiative personnelle et de chefs capables. L'épargne, prin-

cipal agent de formation des capitaux, est l'affaire du chef de communauté; les autres membres n'y sont pas dressés. Aussi, lorsqu'ils sont tombés dans la désorganisation, économisent-ils rarement, ce qui constitue une cause grave de misère et de stagnation.

La *famille*, sous la forme patriarcale, assure d'une manière assez efficace l'existence de ses membres; elle éduque fortement les enfants, mais en leur inculquant l'esprit de tradition et de routine, dont ils conservent l'empreinte au point qu'il est très difficile de la faire disparaître, même en plusieurs générations. D'autre part, elle garde au foyer les célibataires, entretient ses vieillards et ses infirmes. Ce sont là, en principe, de grands avantages; mais dans la pratique ils sont bien réduits par les effets de l'apathie et de la routine des populations, dont l'activité est insuffisante pour les tirer de la pauvreté et pour les mettre à l'abri de terribles famines. Les désorganisés n'ont même plus le soutien de la communauté. Réduits au simple ménage, mal éduqués, imprévoyants, ils sont en proie à la misère permanente et à tous les accidents d'une vie sans appui. Ils ont besoin d'être fortement encadrés et soutenus par une classe supérieure éclairée et bienveillante; mais cette circonstance favorable se présente rarement[1]). Une telle classe est alors remplacée, mais d'une manière bien insuffisante, par les organismes de la vie publique, c'est-à-dire par la bureaucratie.

Le *mode d'existence* des communautaires est réglé par des traditions fortes et minutieuses. On se nourrit, on s'habille, on se récrée, de la même manière de génération en génération, sans changement bien sensible durant de longs siècles. L'hygiène est à peu près nulle, faute de connaissances scientifiques sérieuses, la propreté est généralement négligée, par apathie autant que par ignorance.

Le *patronage*, c'est-à-dire l'autorité dirigeante du travail, et en même temps l'organisme supérieur, capable et riche, dont le devoir est de conduire et d'aider la masse ouvrière,

1) Voir plus haut ce que nous disons de l'action des Anglais dans l'Inde. On trouvera des exemples plus directs dans notre second volume.

manque souvent chez les communautaires. C'est alors le groupe familial lui-même qui en tient lieu; mais comme ses moyens sont limités et ses lumières faibles, son action se montre fréquemment insuffisante, et la famille souffre durement des perturbations qui l'assaillent: famines, épidémies, épizooties, etc. Chez les désorganisés, la famille est si faible qu'elle tombe dans la plus profonde médiocrité si elle n'est pas patronnée; elle se laisse exploiter à fond si le patron est avide, exigeant et sans souci des conséquences de son exploitation abusive. Quand le patronage est exercé par des Sociétés d'actionnaires, il prend une forme impersonnelle et administrative, peu favorable à l'ouvrier, surtout s'il est communautaire ou désorganisé.

Parmi les communautaires, les *cultures intellectuelles* subissent la loi commune: elles demeurent paralysées par l'esprit de routine et ne progressent guère. Les désorganisés, qui ont rompu dans une grande mesure avec la tradition, s'assimilent volontiers les connaissances développées ailleurs; les sciences théoriques, comme la philosophie, le Droit et les arts, les attirent surtout. Ils sont moins aptes aux études et aux sciences techniques ou d'observation, qui contrarient leur tendance marquée au système et à l'abstraction. La classe inférieure recherche peu l'école, parce qu'elle n'a guère le souci de progresser et de s'élever.

En matière de *religion*, presque tous les groupes communautaires ont adopté des cultes locaux, adaptés à des circonstances particulières de leur état social. Cette coïncidence de l'ordre social et de l'ordre spirituel donne au sentiment religieux de la force et de la persistance. Mais si l'ordre social est ébranlé, la religion se disloque avec lui et ne laisse rien dans les esprits. Aussi, chez les désorganisés sauvages, ne trouve-t-on plus que des superstitions grossières. Si le christianisme a été introduit parmi eux, il constitue surtout une habitude basée sur un sentiment obscur, touchant de près la superstition, et qui s'affaiblit assez vite. C'est que la croyance n'est pas établie sur une forte éducation, ni éclairée par la lumière d'une conviction raisonnée.

Le *voisinage* est pour les gens de cette formation une

nécessité. L'isolement leur répugne, car il ne répond ni aux coutumes du groupement familial en communauté, ni au besoin de distraction et d'appui du désorganisé. Aussi les populations de ce type se montrent-elles presque toujours groupées en villages ou en villes. Les désorganisés surtout sont des urbains renforcés; la vie rurale les ennuie et leur pèse. Mais comme leur tendance sociale les porte invinciblement à se subdiviser en clans adverses, l'agglomération a surtout pour résultat d'accentuer les effets de cette division, qui va parfois jusqu'à la lutte armée. Quand la population comporte une classe supérieure, en possession de la richesse et de l'influence, il est rare que celle-ci ne profite pas de la situation pour essayer de maintenir la classe inférieure sous son étroite dépendance, soit par le servage perpétuel, soit par une suprématie politique sans limites et sans contrôle. Dans ces conditions, la classe inférieure reste barbare et stagnante, la classe supérieure est indolente, peu éclairée et corrompue. Le voisinage des diverses classes leur est ainsi réciproquement nuisible.

Les communautaires constituent volontiers des *corporations* de métiers, qui répondent bien à leurs coutumes, basées sur la dépendance de l'individu, la restriction de ses droits au minimum, la diminution de l'effort personnel. Pour les mêmes motifs, ils comprennent bien l'utilité de l'association, mais ils donnent une forme religieuse ou politique propre à lier les individus d'une manière indéfinie. Les désorganisés ont aussi cette propension; toutefois, comme ils n'ont plus l'esprit de discipline et de méthode nécessaire pour organiser et maintenir, par des moyens réguliers, une corporation d'intérêt général — les confréries musulmanes par exemple — ils la remplacent par des associations secrètes qui s'imposent par la terreur et ont surtout pour but le brigandage. Telles la *maffia* et la *camorra* en Italie, la *main-noire* en Espagne, etc.

En ce qui touche les *pouvoirs publics*, nous voyons que les communautaires savent organiser la commune rurale ou la petite cité. Leur régime communal est basé chez eux sur l'action simultanée des chefs de famille, qui forment le conseil local. Tant que la gestion est élémentaire, les choses vont à

peu près, sauf les effets de l'esprit de clan, qui se font sentir vivement, si l'autorité supérieure manque d'influence et d'énergie, comme au Maroc. Mais aussitôt que l'agglomération devient ville, l'incapacité consécutive de la formation sociale apparaît. Tous les services publics sont négligés, parce que le communautaire se sent inapte à en débrouiller la complication. Aussi toutes les villes de l'Orient sont-elles des dédales aux rues étroites et tortueuses, des cloaques sans égoûts, sans voirie, sans eau pure et sans propreté. La paix publique y est mal assurée, les services d'assistance et de santé sont abandonnés aux établissements religieux, ou à la charité publique. Chez les désorganisés, on voit les purs sauvages se grouper en villages dirigés par un tyranneau avide, brutal et cruel. Les civilisés bâtissent des cités souvent très vastes, régulièrement construites et pourvues des services indispensables; mais la gestion en est bien souvent médiocre et mal contrôlée, le gaspillage y fleurit à côté de la spéculation, si bien que des dehors parfois brillants cachent mal de nombreux abus et des insuffisances graves.

Le gouvernement de l'État est toujours absolutiste, chez les désorganisés comme chez les communautaires. Mais chez ceux-ci, la dictature se combine avec une large décentralisation au profit de la commune et de la famille. Nous avons constaté combien peu agissent les gouvernements de la Turquie, de la Perse ou de la Chine. La Russie et l'Inde font exception parce que ces races, de type oriental, sont gouvernées par des gens venus d'Occident, qui les ont bureaucratisées; il en est de même au Japon, où la classe supérieure, préparée par une évolution très spéciale, a su copier le régime administratif européen. Chez les désorganisés, le gouvernement peut se couvrir des formes les plus libérales, il est toujours mené, sous ce décor, par la dictature appuyée sur l'esprit de clan; mais ici, à défaut d'une autocratie traditionnelle et stable, le pouvoir est vivement disputé à cause des avantages qu'il procure, d'où la fréquence des guerres civiles. De plus, cette prédominance de la politique avec les occasions de profit qu'elle apporte fait naître une classe de spécialistes accoutumés à vivre aux dépens de la nation. Pour justifier

leur présence, les politiciens s'appliquent à étendre sans mesure le rôle de l'État et le nombre de ses agents salariés. De là sortent la dilapidation des ressources, l'abus du papier-monnaie et du crédit. Les citoyens ne savent pas porter remède à ces pratiques, parce qu'ils comptent, pour arranger les choses, uniquement sur cette politique qui précisément les dérange, et sur un gouvernement de clan[1]), qui n'aurait pas de raisons d'être si le régime était organisé sur une base normale. Aussi les hommes ont-ils beau changer, les abus restent, car ils proviennent non seulement des fautes de tel ou tel clan, mais encore de la formation même de la race.

Les races communautaires qui ont conservé leur formation et sont restées agricoles montrent une aptitude remarquable à l'*expansion*. Cela tient précisément à ce qu'elles possèdent une organisation forte: celle de la famille patriarcale, qui permet aux émigrants de trouver au départ un point d'appui et une subvention de premier établissement. Dans leur mouvement de colonisation, les communautaires procèdent de préférence par essaimage, c'est-à-dire par l'envoi de petits groupes organisés et pourvus du nécessaire, qui vont s'établir autant que possible à petite distance du groupe primitif, et avancent ainsi de proche en proche. Ce procédé fournit une colonisation paysanne très solide, mais routinière et pauvre (Sibérie, Mandchourie, etc.). Si l'espace manque à proximité pour l'essaimage, le communautaire a recours à l'émigration temporaire vers les villes, ou bien il se livre au recrutement des agents d'émigration, qui le traitent avec moins d'égards qu'un animal domestique, et il est remis à des patrons qui en font presqu'un esclave, ne montrant aucun scrupule à l'exploiter sans merci. Dans un pays bien organisé, ces abus ne se produisent pas; mais alors le communautaire, accoutumé à la passivité et à un gain minime, devient pour

[1]) Il ne faut pas confondre le « clan politicien » avec le « parti politique ». Le premier est un groupe organisé pour l'accaparement du pouvoir et des bénéfices qu'il peut procurer; le second est une coalition établie spontanément dans le but d'imprimer une direction donnée à la politique générale de l'État. Le clan sert, avant tout, des intérêts privés; le parti se préoccupe principalement des intérêts publics.

